


ARCHIVES
DIPLOMATIQUES

1893



Digitized by the Internet Archive
in 2024

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

RECUEIL MENSUEL INTERNATIONAL
DE DIPLOMATIE ET D'HISTOIRE

PUBLIÉ SOUS LA DIRECTION DE

M. LOUIS RENAULT

Professeur de Droit des gens
à la Faculté de droit de Paris et à l'École libre des sciences politiques,
Membre de l'Institut de Droit international.

DEUXIÈME SÉRIE

TOME XLVIII

OCTOBRE, NOVEMBRE, DÉCEMBRE

PARIS

KRAUS REPRINT
A Division of
KRAUS-THOMSON ORGANIZATION LIMITED
Nendeln/Liechtenstein
1970

Reprinted from a copy in the collections of the
University of Illinois Library

Printed in Germany
Lessingdruckerei Wiesbaden

ARCHIVES DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES.

Convention sanitaire internationale.

30 janvier 1892 (1)

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ; Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ; Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie ; Sa Majesté le Roi des Belges ; Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, la Reine-Régente du Royaume ; Son Excellence le Président de la République française ; Sa Majesté le Roi des Hellènes ; Sa Majesté le Roi d'Italie ; Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, la Reine-Régente du Royaume ; Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves ; Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Désirant procéder à la réforme du système sanitaire, maritime et quarantenaire actuellement appliqué en Egypte à la navigation, et aussi pour introduire les modifications reconnues nécessaires dans la composition, le fonctionnement et le règlement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes : Lord Vivian, Pair du Royaume-Uni, son Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire près de Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse : M. le Comte de Leyden, son Conseiller de Légation, son Consul général en Egypte ;

Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., et Roi apostolique de Hongrie : Son Excellence le Comte de Kuefstein, son Conseiller intime et Chambellan, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

(1) Pour les ratifications, voir ci-après le procès-verbal dressé à Rome le 14 février 1893.

Sa Majesté le Roi des Belges : M. E. Beco, Secrétaire général du Ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et des Travaux publics de Belgique ;

Sa Majesté le Roi d'Espagne et, en son nom, la Reine-Régente du Royaume : Don Silverio Baguer de Corsi y Ribas, Comte de Baguer, son Ministre Résident ;

Son Excellence le Président de la République française : M. Camille Barrère, Ministre Plénipotentiaire de 1^{re} classe, Chargé d'Affaires de la République française en Bavière ; M. le Professeur Brouardel, Doyen de la Faculté de Médecine, Président du Comité d'Hygiène de France ; M. le Professeur Proust, Inspecteur général des Services sanitaires de France, Professeur à la Faculté de Médecine ;

Sa Majesté le Roi des Hellènes : M. Georges Argyropoulos, son Agent Diplomatique en Egypte ; le Dr Zancarol, Délégué Hellénique au Conseil Sanitaire d'Egypte ;

Sa Majesté le Roi d'Italie : Son Excellence le Comte d'Arco, son Sous-Secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, Député au Parlement ;

Sa Majesté la Reine des Pays-Bas et, en son nom, Sa Majesté la Reine-Régente du Royaume : M. le Jonkheer P. J. F. M. van der Does de Willebois, son Agent politique et Consul général en Egypte ; M. le Dr Ruysch, son Conseiller au Ministère de l'Intérieur ;

Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves : Son Excellence le Comte de Macedo, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi d'Italie ;

Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies : Son Excellence M. Yonine, son Conseiller intime, son Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire ;

Lesquels, ayant échangé leurs pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes, dont les Hautes Puissances Contractantes s'engagent à recommander l'adoption au Gouvernement de Son Altesse le Khédive.

En ce qui concerne le régime sanitaire et spécialement le passage en quarantaine des navires par le canal de Suez :

Seront appliquées désormais les mesures indiquées et précisées dans l'Annexe I de la présente Convention.

Les ressources financières que comporte l'application dudit régime sont indiquées à l'Annexe II.

En ce qui touche la composition et le fonctionnement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, et la revision de ses règlements :

La composition, les attributions et le fonctionnement de ce Conseil sont indiqués dans l'Annexe III.

Les règlements sanitaires spéciaux sont révisés et arrêtés conformément au texte consigné dans l'Annexe IV.

Il en est de même de la création du corps des Gardes sanitaires.

Tous les règlements et pièces ci-annexés ont la même valeur que s'ils étaient incorporés dans la dite Convention.

L'Annexe V n'est rédigée et insérée qu'à titre de conseils et recommandations au commerce et à la navigation.

Il est stipulé, en outre, que chacune des Hautes Puissances Contractantes aura le privilège de proposer, par les voies diplomatiques qui lui paraîtront convenables, les modifications qu'elle jugerait nécessaire d'apporter aux dispositions ci-dessus énoncées, ainsi qu'aux Annexes qui les accompagnent.

En ce qui concerne la modification des règlements contre la peste et la fièvre jaune, ainsi que ceux applicables aux animaux, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte, réformé, est chargé de les reviser et de les mettre en harmonie avec les décisions ci-dessus consignées.

La présente Convention sera ratifiée ; les ratifications en seront échangées à Rome, le plus tôt possible et au plus tard dans le délai de six mois à dater du 30 janvier 1892.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé leurs cachets.

Fait en quatorze exemplaires, à Venise, le 30 janvier 1892.

(L. S.) VIVIAN (1), Comte LEYDEN,
KUEFSTEIN, BECO, Comte
de BAGUER, Camille BAR-
RERE, P. BROUARDEL,
A. PROUST, G. ARGYRO-
POULOS, Dr G. ZANCAROL,
Comte d'ARCO, Van der
DOES DE WILLEBOIS,
RUYSCH, Comte DE MA-
CEDO, A. YONINE.

ANNEXES A LA CONVENTION

ANNEXE I

Transit en quarantaine.

Le principe du passage en quarantaine des navires par le canal de Suez, formulé dans le protocole austro-anglais, est accepté, sous la réserve des mesures suivantes :

Sous ce rapport, les navires sont répartis en trois classes :

1. Navires indemnes.
2. Navires suspects.
3. Navires infectés.

ARTICLE I. — *Navires indemnes.*

Les navires, reconnus indemnes après visite médicale, auront libre pratique immédiate quelle que soit la nature de leur patente.

Ils ne seront pas soumis à l'observation de vingt-quatre heures qui est prescrite actuellement contre les navires avec patente brute.

(1) Lord Vivian n'a signé que le 6 juillet 1892. La Convention a été ensuite signée par le Danemark, la Suède et la Norvège, la Turquie.

ARTICLE II. — *Navires suspects.*

Les navires suspects sont ceux à bord desquels il y a eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun nouveau cas depuis sept jours. Ces navires seront traités d'une façon différente suivant qu'ils ont ou n'ont pas à bord un médecin et un appareil à désinfection (étuve).

a. Les navires ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve) remplissant les conditions voulues, seront admis à passer le canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b. Les autres navires suspects n'ayant ni médecin ni appareil de désinfection (étuve) seront, avant d'être admis à transiter en quarantaine, retenus aux Sources de Moïse, pendant le temps nécessaire pour opérer les désinfections du linge sale, du linge de corps et autres objets susceptibles, et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit d'un navire postal, ou d'un paquebot spécialement affecté au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point de départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine sera accordé.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord, si le dernier cas de choléra remonte à plus de quatorze jours, et si l'état sanitaire du navire est satisfaisant, la libre pratique pourra être donnée à Suez, lorsque les opérations de désinfection seront terminées.

Pour un bateau ayant un trajet de moins de quatorze jours, les passagers à destination d'Égypte seront débarqués aux Sources de Moïse et isolés pendant vingt-quatre heures, et leur linge sale et leurs effets à usage désinfectés. Ils recevront alors la libre pratique. Les bateaux ayant un trajet de moins de quatorze jours, et demandant à obtenir la libre pratique en Égypte, seront également retenus pendant vingt-quatre heures aux Sources de Moïse.

ARTICLE III. — *Navires infectés.*

Navires infectés. — C'est-à-dire ayant du choléra à bord ou ayant présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours. Ils se divisent en navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve), et navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve).

a. Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) seront arrêtés aux Sources de Moïse, les personnes atteintes de choléra ou de diarrhée cholériforme débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier si le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés, ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront cinq jours à l'établissement des Sources de Moïse ; lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de l'apparition du dernier cas.

Ainsi, lorsque le dernier cas se sera produit depuis sept jours, la durée de l'observation sera de quarante-huit heures ; s'il s'est produit depuis six jours, l'observation sera de trois jours ; s'il s'est produit depuis cinq jours, l'observation sera de quatre jours ; s'il s'est produit depuis moins de cinq jours, l'observation sera de cinq jours.

b. *Navires avec Médecin et Appareil de désinfection (Étuve).* — Les navires avec médecins et étuves seront arrêtés aux Sources de Moïse.

Le médecin du bord déclarera sous serment quelles sont les personnes à bord atteintes de choléra ou de diarrhée cholériforme. Ces malades seront débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord indiquera aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés. Il déclarera également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le cholérique depuis la première manifestation de la maladie soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets capables de transmettre l'infection. Ces personnes seulement seront considérées comme « suspectes ».

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés seront complètement désinfectés. On entend par « partie du navire » la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquels le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes du choléra ou de diarrhée cholériforme sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, prévu dans l'Annexe I de la Convention sous le titre : « Organisation de la Surveillance et de la Désinfection à Suez et aux Sources de Moïse, » sans contact avec les malades, lesquels seront placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Ces suspects subiront une observation, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage ; la durée de cette observation variera selon le tableau suivant :

Lorsque le dernier cas de choléra se sera produit dans le cours du septième, du sixième ou du cinquième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de vingt-quatre à quarante-huit heures).

S'il s'est produit dans le cours du quatrième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de deux à trois jours).

S'il s'est produit dans le cours du troisième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de trois à quatre jours).

S'il s'est produit dans le cours du deuxième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de quatre à cinq jours).

S'il s'est produit un jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de cinq jours).

Le temps pris par les opérations de désinfection est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine pourra être accordé avant l'expiration des délais indiqués dans le tableau ci-dessus si l'autorité sanitaire le juge possible ; il sera en tout cas accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme « suspectes ».

Une étuve placée sur un ponton pourra venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés, demandant à obtenir la libre pratique en Egypte, sont retenus cinq jours aux Sources de Moïse, à compter du dernier cas survenu à bord.

*Organisation de la Surveillance et de la Désinfection à Suez
et aux Sources de Moïse.*

1. La visite médicale, prévue par le règlement, sera faite, pour chaque navire arrivant à Suez, par un des médecins de la station.

2. Les médecins seront au nombre de quatre : un médecin en chef et trois médecins.

3. Ils seront pourvus d'un diplôme régulier, choisis de préférence parmi des médecins ayant fait des études spéciales pratiques d'épidémiologie et de bactériologie.

4. Ils seront nommés par le Ministre de l'Intérieur, sur la présentation du Conseil d'Alexandrie.

5. Ils recevront un traitement qui, primitivement de 8,000 fr., pourra s'élever progressivement à 12,000 fr. pour les trois médecins et de 12,000 fr. à 15,000 fr. pour le médecin en chef.

6. La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse est placée sous l'autorité du médecin en chef de Suez.

7. Si des malades y sont débarqués, deux des médecins de Suez y seront internés, l'un pour soigner les cholériques, l'autre pour soigner les personnes non atteintes du choléra.

La station de désinfection et d'isolement des Sources de Moïse comprendra :

1. Trois étuves à désinfection, dont une sera placée sur un ponton ;

2. Un hôpital d'isolement de douze lits pour les personnes atteintes de choléra ou de diarrhée cholériforme. Cet hôpital sera disposé de façon à ce que ces malades, les hommes et les femmes, soient isolés les uns des autres ;

3. Des bâtiments, ou des tentes-hôpital ou des tentes ordinaires pour les personnes débarquées non comprises dans le paragraphe précédent ;

4. Des baignoires et des douches-lavage en nombre suffisant ;

5. Les bâtiments nécessaires pour les services communs, le personnel médical, les gardes, etc ; un magasin, une buanderie ;

6. Un réservoir d'eau ;

7. Ces divers bâtiments seront disposés de telle façon qu'il n'y ait pas de contact possible entre les malades, les objets infectés ou suspects, et les autres personnes.

Dispositions concernant le passage du Canal de Suez en quarantaine.

1. L'autorité sanitaire de Suez accorde le passage en quarantaine ; le Conseil est immédiatement informé. Dans les cas douteux, la décision est prise par le Conseil.

2. Un télégramme est aussitôt expédié à l'autorité désignée par chaque Puissance.

L'expédition du télégramme sera aux frais du bâtiment.

Chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance.

Seront exceptés les cas de force majeure et de relâche forcée.

3. Lors de l'arraisonnement, le capitaine sera tenu de déclarer s'il a à son bord des équipes de chauffeurs indigènes ou des serveurs à gages quelconques, non inscrits sur le registre de bord « log book ».

4. Un officier et deux gardes sanitaires montent à bord.

Ils doivent accompagner le navire jusqu'à Port-Saïd ; ils ont pour mission d'empêcher les communications et de veiller à l'exécution des mesures prescrites pendant la traversée du Canal.

5. Tout embarquement ou débarquement et tout transbordement de passagers et de marchandises sont interdits pendant le parcours du canal de Suez à Port-Saïd inclusivement.

6. Les navires transitant en quarantaine devront effectuer le parcours de Suez à Port-Saïd sans gares.

En cas d'échouage ou de garage indispensable, les opérations nécessaires seront exécutées par le personnel du bord, en évitant toute communication avec le personnel de la Compagnie du Canal de Suez.

Les transports de troupes transitant en quarantaine seront tenus de traverser le Canal seulement de jour.

S'ils doivent séjourner de nuit dans le Canal, ils prendront leur mouillage au lac Timsah.

7. Le stationnement des navires transitant en quarantaine est interdit dans le port de Port-Saïd.

Les opérations de ravitaillement devront être pratiquées avec les moyens du bord.

Ceux des chargeurs ou toute autre personne qui seront montés à bord, seront isolés sur le ponton quarantenaire.

Leurs vêtements y subiront la désinfection réglementaire.

8. Lorsqu'il sera indispensable, pour des navires transitant en quarantaine, de prendre du charbon à Port-Saïd, ils devront exécuter cette opération hors du port, entre les jetées.

9. Les pilotes, les électriciens, les agents de la Compagnie, les gardes sanitaires seront débarqués à Port-Saïd, hors du port, entre les jetées, et de là conduits directement au ponton de quarantaine, où leurs vêtements subiront une désinfection complète.

ANNEXE II

Ressources financières destinées à subvenir aux frais du nouveau Régime sanitaire.

Les dépenses provenant de l'application du nouveau régime sanitaire seront réparties ainsi qu'il suit :

Dépenses extraordinaires.

Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire, d'Egypte déterminera, d'accord avec le Gouvernement égyptien, les sommes exigées pour la construction de l'hôpital aux Sources de Moïse et l'établissement de désinfection. Il étudiera et indiquera les plans d'après lesquels ces constructions seront établies.

Ces sommes pourront être prélevées :

a. Soit sur l'excédent des recettes de l'Administration des Phares ou sur toute autre source budgétaire qu'ils croiraient préférable ;

b. Soit au moyen d'un emprunt contracté par le Conseil, emprunt dont il arrêterait les conditions d'émission et amortissement.

Dépenses budgétaires.

On y pourvoira :

1. Par le rétablissement du droit commun pour les navires postaux qui, jusqu'ici, ont été exemptés de toute taxe sanitaire ;

2. Par une taxe perçue sur les passagers, à l'exclusion des militaires et des pèlerins, ou par une taxe perçue sur le tonnage des navires venant par la Mer Rouge.

ANNEXE III

Composition, attributions et fonctionnement du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte (décret, arrêté, règlement général).

Modifications apportées au Décret Khédivial du 3 janvier 1881.

Article premier. — Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire est

chargé d'arrêter les mesures à prendre pour prévenir l'introduction en Egypte, ou la transmission à l'étranger des maladies épidémiques et des épizooties.

Art. 2. — Le nombre des Délégués égyptiens sera réduit à quatre membres :

1. Le Président du Conseil nommé par le Gouvernement égyptien et qui ne votera qu'en cas de partage des voix ;

2. Un docteur en médecine Européen, Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire ;

3. L'Inspecteur sanitaire de la ville d'Alexandrie ou celui qui remplit ses fonctions ;

4. L'Inspecteur vétérinaire de l'Administration des Services sanitaires et de l'Hygiène publique.

Tous les Délégués doivent être médecins régulièrement diplômés, soit par une Faculté de Médecine européenne, soit par l'Etat, ou être fonctionnaires effectifs de carrière du grade de Vice-Consul au moins, ou d'un grade équivalent. Cette disposition ne s'applique pas aux titulaires actuellement en fonctions.

Art. 4. — En ce qui concerne l'Egypte, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire recevra, chaque semaine, du Conseil de santé et d'hygiène publique, les bulletins sanitaires des villes du Caire et d'Alexandrie, et, chaque mois, les bulletins sanitaires des provinces. Ces bulletins devront être transmis à des intervalles plus rapprochés lorsque, à raison de circonstances spéciales, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire en fera la demande.

De son côté, le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire communiquera au Conseil de santé et d'hygiène publique les décisions qu'il aura prises et les renseignements qu'il aura reçus de l'étranger.

Les Gouvernements adressent au Conseil, s'ils le jugent à propos, le bulletin sanitaire de leur pays, et lui signalent, dès leur apparition, les épidémies et les épizooties.

Art. 13. — L'Inspecteur sanitaire, les Directeurs des offices sanitaires, les médecins des stations sanitaires et campements quarantenaires doivent être choisis parmi les médecins régulièrement diplômés soit par une Faculté de Médecine européenne, soit par l'Etat.

Le Délégué du Conseil à Djeddah pourra être médecin diplômé du Caire.

Art. 14. — Pour toutes les fonctions et emplois relevant du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, le Conseil, par l'entremise de son Président, désigne ses candidats au Ministre de l'Intérieur, qui seul aura le droit de les nommer.

Il sera procédé de même pour les révocations, mutations et avancements.

Toutefois, le Président aura la nomination de tous les agents subalternes, hommes de peine, gens de service, etc. La nomination des Gardes de santé est réservée au Conseil.

Art. 15. — Les Directeurs des Offices sanitaires sont au nombre de sept, ayant leur résidence à Alexandrie, Damiette, Port-Saïd, Suez, Tor, Souakim et Kosseir.

L'Office sanitaire de Tor pourra ne fonctionner que pendant la durée du pèlerinage ou en temps d'épidémie.

Art. 17. — Le Chef de l'Agence sanitaire de El-Arich a les mêmes attributions que celles confiées aux Directeurs par l'article qui précède.

Art. 21. — Un Comité de discipline, composé du Président, de l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, et de trois Délégués élus par le Conseil, est chargé d'examiner les plaintes portées contre les agents relevant du Service sanitaire, maritime et quarantenaire.

Il dresse sur chaque affaire un rapport et le soumet à l'appréciation du Conseil réuni en assemblée générale. Les Délégués seront renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

La décision du Conseil est, par les soins de son Président, soumise à la sanction du Ministre de l'Intérieur.

Le Comité de Discipline peut infliger, sans consulter le Conseil : 1^o le blâme ; 2^o la suspension du traitement jusqu'à un mois.

Art. 24. — Le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire dispose de ses finances.

L'administration des recettes et des dépenses est confiée à un Comité composé du Président, de l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, et de trois Délégués des Puissances élus par le Conseil. Il prend le titre de Comité des Finances. Les trois Délégués des Puissances sont renouvelés tous les ans. Ils sont rééligibles.

Ce Comité fixe, sauf ratification par le Conseil, le traitement des employés de tout grade ; il décide les dépenses fixes et les dépenses imprévues. Tous les trois mois, dans une séance spéciale, il fait au Conseil un rapport détaillé de sa gestion. Dans les trois mois qui suivront l'expiration de l'année budgétaire, le Conseil, sur la proposition du Comité, arrête le bilan définitif et le transmet, par l'entremise de son Président, au Ministre de l'Intérieur.

Le Comité prépare le budget de ses recettes et celui de ses dépenses. Ce budget sera arrêté par le Conseil des Ministres, en même temps que le budget général de l'Etat, à titre de budget annexe. Dans le cas où le chiffre des dépenses excéderait le chiffre des recettes, le déficit sera comblé par les ressources générales de l'Etat. Toutefois, le Conseil devra étudier sans retard les moyens d'équilibrer les recettes et les dépenses. Ses propositions seront, par les soins du Président, transmises au Ministre de l'Intérieur. L'excédent des recettes, s'il en existe, restera à la caisse du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire ; il sera, après décision du Conseil sanitaire, ratifiée par le Conseil des Ministres, affecté exclusivement à la création d'un fonds de réserve destiné à faire face aux besoins imprévus.

Art. 25. — Le Président est tenu d'ordonner que le vote aura lieu au scrutin secret, toutes les fois que trois membres du Conseil en font la demande. Le vote au scrutin secret est obligatoire toutes les fois qu'il s'agit du choix des Délégués des Puissances pour faire partie du Comité de discipline ou du Comité des Finances, et lorsqu'il s'agit de nomination, révocation, mutation ou avancement dans le personnel.

L'article 27 est supprimé.

Modifications apportées à l'Arrêté ministériel du 9 janvier 1881.

Art. 3. — Le Secrétaire du Conseil rédige les procès-verbaux des séances. Ces procès-verbaux doivent être présentés à la signature de tous les membres qui assistaient à la séance.

Ils sont intégralement copiés sur un registre qui est conservé dans les archives concurremment avec les originaux des procès-verbaux.

Une copie provisoire des procès-verbaux sera délivrée à tout membre du Conseil qui en fera la demande.

Art. 4. — Une Commission permanente composée du Président, de l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, et de deux Délégués des Puissances élus par le Conseil, est chargée de prendre les décisions et mesures urgentes.

Le Délégué de la Nation intéressée est toujours convoqué. Il a droit de vote.

Le Président ne vote qu'en cas de partage.

Les décisions sont immédiatement communiquées par lettres à tous les membres du Conseil.

Cette Commission sera renouvelée tous les trois mois.

Art. 5. — Le Président, ou en son absence l'Inspecteur général du Service sanitaire, maritime et quarantenaire, dirige les délibérations du Conseil. Il ne vote qu'en cas de partage.

Le Président a la direction générale du Service. Il est chargé de faire exécuter les décisions du Conseil.

Art. 12. — Les Directeurs des Offices de santé sont, au point de vue du traitement, divisés en deux classes :

Les offices de première classe, qui sont au nombre de quatre :

Alexandrie, Port-Saïd, bassin de Suez et campement aux Sources de Moïse et Tor.

Les offices de deuxième classe, qui sont au nombre de trois :

Damiette, Souakim et Kosseir.

Art. 14. — Il y a une seule agence sanitaire à El-Arich.

Art. 16. — Les postes sanitaires sont au nombre de six, énumérés ci-après :
Postes du Port-Neuf, d'Aboukir, Broullos et Rosette, relevant de l'office d'Alexandrie.

Postes de Kantara et du port intérieur d'Ismailia, relevant de l'office de Port-Saïd.

Le Conseil pourra, suivant les nécessités du service et suivant ses ressources, créer de nouveaux postes sanitaires.

Modifications apportées au Règlement général de Police sanitaire, maritime et quarantenaire.

Art. 2. — La constitution du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire est réglée par le Décret organique, en date du 3 janvier 1881, et par le Décret du

Ses attributions générales sont définies par l'Arrêté ministériel joint au Décret sus-visé et par le présent Règlement général.

Art. 16. — La patente de santé est nette ou brute. Elle est nette quand elle constate l'absence de toute maladie pestilentielle dans le pays ou dans les pays d'où vient le navire ; elle est brute quand la présence d'une maladie de cette nature y est signalée.

Art. 28. — La reconnaissance doit être opérée sans délai, de manière à occasionner le moins de retard possible aux navires. Elle est pratiquée aussi bien la nuit que le jour.

Art. 29. — Les navires sont admis immédiatement à la libre pratique après la reconnaissance ou l'arraisonnement, sauf le cas où ils entrent dans les catégories des navires suspects ou infectés.

Art. 30. — Tout navire suspect ou infecté est passible, à son arrivée, de mesures préventives. Dans le cas où le choléra serait signalé du côté de la Méditerranée, le Conseil arrête l'application des mesures à prendre pour les navires suspects ou infectés se présentant pour transiter le Canal.

Ces mesures seront conformes aux dispositions en vigueur à Suez.

Les articles 31, 32, 33, 34 et 35 sont supprimés.

Art. 31 (*ex* 36). — Tout navire suspect ou infecté doit être tenu à l'écart dans un mouillage déterminé et surveillé par un nombre suffisant de gardes de santé.

Art. 32 (*ex* 37). — Si, pendant la durée de l'isolement des personnes débarquées, un nouveau cas douteux ou confirmé de choléra se produit parmi les personnes isolées, la durée de l'isolement recommence pour le groupe de personnes restées en communication avec la personne atteinte.

Art. 35 (*ex* 40). — Un paquebot étranger, à destination étrangère, qui se présente à l'état suspect ou infecté dans un port à Station sanitaire pour y faire quarantaine, peut, s'il doit en résulter un danger pour les autres quarantaines, ne pas être admis à débarquer ses passagers à la Station sanitaire et être invité à continuer sa route pour sa plus prochaine destination, après avoir reçu tous les secours nécessaires.

S'il y a des cas de maladie pestilentielle à bord, les malades seront, autant que faire se pourra, débarqués à l'infirmerie de la Station sanitaire.

Art. 36 (*ex* 41). — Les navires chargés d'émigrants, de pèlerins et en général tous les navires jugés dangereux par une agglomération d'hommes dans de mauvaises conditions hygiéniques, peuvent, en tout temps, être l'objet de précautions spéciales que détermine l'autorité sanitaire du port d'arrivée (voir Règlement sur le pèlerinage).

TITRE IX. — *Des Mesures de désinfection.*

(Voir les instructions contre le choléra, émises par la Commission technique et approuvées par la Conférence).

TITRE X. — *Des Stations sanitaires.*

Nota. — Les mots « Station sanitaire » remplaceront partout le mot « lazaret ».

Art. 39 (*ex 55*). — Les Stations sanitaires de premier ordre sont celles dans lesquelles, en règle générale, doivent être accomplies toutes les mesures préventives.

Art. 42 (*ex 58*). — Les Stations sanitaires de premier ordre doivent être pourvues de chambres et locaux, ainsi que de l'outillage nécessaire pour la désinfection.

Art. 44 (*ex 60*). — Les Stations sanitaires de second ordre sont des établissements restreints, permanents ou temporaires, destinés, en cas d'urgence, à recevoir un petit nombre de malades atteints d'une des affections réputées importables.

Art. 45 (*ex 61*). — Quand le nombre des places disponibles est insuffisant dans une Station sanitaire quelconque pour recevoir à la fois toutes les personnes qui doivent être isolées, le navire sur lequel sont les personnes en excédent est invité à se rendre à la Station sanitaire la plus proche, à moins qu'il ne préfère attendre que les occupants aient achevé leur isolement.

Art. 46 (*ex 62*). — Les endroits réservés à la quarantaine des navires, les Stations sanitaires destinées à celle des passagers, et les établissements d'isolement et de désinfection sont placés sous l'autorité immédiate du Service sanitaire, maritime et quarantenaire.

Art. 52 (*ex 68*). — Pour les militaires, les marins, ainsi que pour les indigents, les frais de séjour à la Station sanitaire incombent à l'autorité dont ils relèvent.

Art. 59 (*ex 75*). — La police sanitaire, maritime et quarantenaire du littoral Egyptien de la Méditerranée et de la Mer Rouge, aussi bien que sur les frontières de terre du côté du Désert, est exercée par des agents relevant du Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Alexandrie.

Les attributions de ces agents sont définies par arrêté ministériel.

ANNEXE IV

Règlements sanitaires spéciaux

Règlement contre le choléra.

Article premier. — *Navires indemnes.* — Tout navire indemne, quelle que soit la nature de sa patente, qui n'a pas eu à bord, au moment du départ ou pendant la traversée, de cas de choléra, est admis immédiatement à la libre pratique après visite médicale favorable. Dans aucun cas, cette disposition ne peut être appliquée à un navire porteur de pèlerins.

Art. 2. — *Navires suspects.* — C'est-à-dire ayant eu des cas de choléra au moment du départ ou pendant la traversée, mais aucun cas nouveau depuis sept jours. Ces navires seront traités d'une façon différente, suivant qu'ils ont ou n'ont pas à bord un médecin et un appareil à désinfection (étuve).

a. Les navires ayant un médecin et un appareil de désinfection (étuve) remplissant les conditions voulues, seront admis à passer le Canal de Suez en quarantaine dans les conditions du règlement pour le transit.

b. Les autres navires suspects n'ayant ni le médecin ni l'appareil de désinfection (étuve) seront, avant d'être mis à transiter en quarantaine, retenus aux Sources de Moïse, pendant le temps nécessaire pour opérer la désinfection du linge sale, du linge de corps et autres objets susceptibles, et s'assurer de l'état sanitaire du navire.

S'il s'agit d'un navire postal, ou d'un paquebot spécialement affecté au transport des voyageurs, sans appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord ; si l'autorité locale a l'assurance, par une constatation officielle, que les mesures d'assainissement et de désinfection ont été convenablement pratiquées, soit au point du départ, soit pendant la traversée, le passage en quarantaine sera accordé.

S'il s'agit de navires postaux ou de paquebots spécialement affectés au transport des voyageurs, sans l'appareil de désinfection (étuve), mais ayant un médecin à bord ; si le dernier cas de choléra remonte à plus de quatorze jours et si l'état du navire est satisfaisant, la libre pratique pourra être donnée à Suez, lorsque les opérations de désinfection seront terminées.

Pour les bateaux ayant un trajet de moins de quatorze jours, les passagers à destination de l'Egypte seront débarqués aux Sources de Moïse et isolés pendant vingt-quatre heures, et leur linge sale et leurs effets à usage désinfectés. Ils recevront alors la libre pratique.

Les bateaux ayant un trajet de moins de quatorze jours et demandant à obtenir la libre pratique en Egypte sont également retenus pendant vingt-quatre heures aux Sources de Moïse.

Lorsque le choléra se montrera exclusivement dans l'équipage, la désinfection ne portera que sur le linge sale de l'équipage, mais sur tout le linge sale de l'équipage, et s'étendra aux postes d'habitation de l'équipage.

Art. 3. — *Navires infectés.* — C'est-à-dire ayant du choléra à bord ou ayant présenté des cas nouveaux de choléra depuis sept jours. Ils se divisent en navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) et navires avec médecin et appareil de désinfection (étuve).

a. Les navires sans médecin et sans appareil de désinfection (étuve) seront arrêtés aux Sources de Moïse, les personnes atteintes de choléra ou de diarrhée cholériforme débarquées et isolées dans un hôpital. La désinfection sera pratiquée d'une façon complète. Les autres passagers seront débarqués et isolés par groupes aussi peu nombreux que possible, de manière que l'ensemble ne soit pas solidaire d'un groupe particulier, si le choléra venait à se développer. Le linge sale, les objets à usage, les vêtements de l'équipage et des passagers seront désinfectés, ainsi que le navire.

Il est bien entendu qu'il ne s'agit pas du déchargement des marchandises, mais seulement de la désinfection de la partie du navire qui a été infectée.

Les passagers resteront cinq jours à l'établissement des Sources de Moïse. Lorsque les cas de choléra remonteront à plusieurs jours, la durée de l'isolement sera diminuée. Cette durée variera selon l'époque de l'apparition du dernier cas.

Ainsi, lorsque le dernier cas se sera produit depuis sept jours, la durée de l'observation sera de quarante-huit heures ; s'il s'est produit depuis six jours, l'observation sera de trois jours ; s'il s'est produit depuis cinq jours, l'observation sera de quatre jours ; s'il s'est produit depuis moins de cinq jours, l'observation sera de cinq jours.

b. *Navires avec médecin et appareil de désinfection (Étuve).* — Les navires avec médecins et étuves seront arrêtés aux Sources de Moïse.

Le médecin du bord déclarera, sous serment, quelles sont les personnes à bord atteintes de choléra ou de diarrhée cholériforme. Ces malades seront débarqués et isolés.

Après le débarquement de ces malades, le linge sale du reste des passagers et de l'équipage subira la désinfection à bord.

Lorsque le choléra se sera montré exclusivement dans l'équipage, la désinfection du linge ne portera que sur le linge sale de l'équipage et le linge des postes de l'équipage.

Le médecin du bord indiquera aussi, sous serment, la partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés. Il déclarera également, sous serment, quelles sont les personnes qui ont été en rapport avec le cholérique depuis la première manifes-

tation de la maladie, soit par des contacts directs, soit par des contacts avec des objets capables de transmettre l'infection. Ces personnes seulement seront considérées comme « suspectes ».

La partie ou le compartiment du navire et la section de l'hôpital dans lesquels le ou les malades auront été transportés seront complètement désinfectés. On entend par « partie du navire » la cabine du malade, les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont, les parties du pont sur lesquels le ou les malades auraient séjourné.

S'il est impossible de désinfecter la partie ou le compartiment du navire qui a été occupé par les personnes atteintes du choléra ou de diarrhée cholériforme sans débarquer les personnes déclarées suspectes, ces personnes seront ou placées sur un autre navire spécialement affecté à cet usage, ou débarquées et logées dans l'établissement sanitaire, prévu dans l'Annexe I de la Convention sous le titre : « Organisation de la surveillance et de la désinfection à Suez et aux Sources de Moïse, » sans contact avec les malades, lesquels seront placés dans l'hôpital.

La durée de ce séjour sur le navire ou à terre pour la désinfection sera aussi courte que possible et n'excédera pas vingt-quatre heures.

Ces suspects subiront une observation, soit sur leur bâtiment, soit sur le navire affecté à cet usage ; la durée de cette observation variera selon le tableau suivant :

Lorsque le dernier cas de choléra se sera produit dans le cours du septième, du sixième ou du cinquième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de vingt-quatre à quarante-huit heures).

S'il s'est produit dans le cours du quatrième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de deux à trois jours).

S'il s'est produit dans le cours du troisième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de trois à quatre jours).

S'il s'est produit dans le cours du deuxième jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de quatre à cinq jours).

S'il s'est produit un jour avant l'arrivée à Suez (l'observation sera de cinq jours).

Le temps pris par les opérations de désinfection est compris dans la durée de l'observation.

Le passage en quarantaine pourra être accordé avant l'expiration des délais indiqués dans le tableau ci-dessus si l'autorité sanitaire le juge possible ; il sera en tout cas accordé lorsque la désinfection aura été accomplie, si le navire abandonne, outre ses malades, les personnes indiquées ci-dessus comme « suspectes ».

Une étuve placée sur un ponton pourra venir accoster le navire pour rendre plus rapides les opérations de désinfection.

Les navires infectés demandant à obtenir la libre pratique en Egypte, seront retenus cinq jours aux Sources de Moïse, à compter du dernier cas survenu à bord.

Art. 4. — *Passagers.* — Les différents groupes de personnes admises à la Station sanitaire sont séparés les uns des autres suivant la date de l'arrivée et l'état sanitaire de chaque groupe.

Les personnes atteintes de choléra ou de diarrhée cholériforme sont strictement séparées des autres personnes et reçoivent les soins médicaux que réclame leur état.

Les convalescents de choléra, quel que soit le nombre des jours qu'ils aient passés à la Station sanitaire, ne reçoivent libre pratique que sur la déclaration du médecin de la dite Station constatant l'absence de danger à l'accorder.

Les individus morts de choléra seront inhumés dans le cimetière affecté à la Station sanitaire ou, à défaut de cimetière, dans un endroit isolé et avec toutes les précautions requises. La fosse devra être de deux mètres de profondeur.

Les appartements occupés par les cholériques dans les Stations sanitaires seront, après leur évacuation, désinfectés avec le plus grand soin.

Art. 5. — *Désinfection.* — 1. Les hardes, vieux chiffons, pansements infectés, les papiers et autres objets sans valeur seront détruits par le feu.

2. Les linges, objets de literie, vêtements, matelas, tapis, papiers de valeur, etc., contaminés ou suspects seront désinfectés dans des étuves à vapeur sous pression.

Pour être considérées comme instruments de désinfection efficaces, ces étuves doivent être soumises à des épreuves démontrant, à l'aide du thermomètre à maxima, que la température réelle obtenue au sein d'un matelas s'élève à 105 ou 110 degrés centigrades, température qui dépasse légèrement celle qui est nécessaire pour tuer les microorganismes pathogènes connus.

Pour être certain de l'efficacité de l'opération, cette température doit être maintenue réelle pendant dix ou quinze minutes.

3. Solutions désinfectantes :

a. Solution de sublimé à 1 pour 1,000, additionnée de 5 grammes d'acide chlorhydrique.

Cette solution sera colorée avec la fuchsine ou l'éosine. Elle ne sera pas mise dans des vases métalliques ;

b. Solution d'acide phénique pur cristallisé à 5 0/0 ;

c. Le lait de chaux fraîchement préparé (1).

4. Recommandations spéciales à observer dans l'emploi des solutions désinfectantes.

On plongera dans la solution de sublimé les linges, vêtements, objets souillés par les déjections des malades.

On lavera avec la solution de sublimé les objets qui ne peuvent supporter sans détérioration la température de l'étuve (100 degrés), les objets en cuir, les tables, les parquets, etc.

Les personnes qui donneront des soins aux malades se laveront les mains et le visage avec la solution de sublimé à 1 pour 2,000.

L'acide phénique servira pour désinfecter les objets qui ne supportent ni la température de 100 degrés cent., ni le contact du sublimé, tel que les métaux, les instruments, etc.

Le lait de chaux est spécialement recommandé pour la désinfection des déjections des cholériques, vomissements, évacuations alvines. A son défaut, on pourra employer l'acide phénique.

5. *Désinfection des bateaux occupés par les cholériques :*

On videra la ou les cabines, et toutes les parties du bâtiment occupées par des cholériques ou des suspects ; on soumettra tous les objets aux prescriptions précédentes.

On désinfectera les parois à l'aide de la solution de sublimé additionné de 10 0/0 d'alcool. La pulvérisation se fera en commençant par la partie supérieure de la paroi suivant une ligne horizontale ; on descendra successivement, de telle sorte que toute la surface soit couverte d'une couche de liquide en fines gouttelettes.

Les planchers seront lavés avec la même solution.

Deux heures après, on frotera et on lavera les parois et le plancher à grande eau.

6. *Désinfection de la cale d'un navire infecté :*

Pour désinfecter la cale d'un navire on injectera d'abord, afin de neutraliser l'hydrogène sulfuré, une quantité suffisante de sulfate de fer, on videra l'eau

(1) Pour avoir du lait de chaux très actif, on prend de la chaux de bonne qualité, on la fait se déliter, en l'arrosant petit à petit avec la moitié de son poids d'eau. Quand la délitescence est effectuée, on met la poudre dans un récipient soigneusement bouché et placé dans un endroit sec. Comme un kilogramme de chaux, qui absorbe 500 grammes d'eau pour se délier, a acquis un volume de 2 litres 200, il suffit de la délayer dans le double de son volume d'eau, soit 4 kilogrammes 400, pour avoir un lait de chaux qui soit environ à 20 0/0.

de la cale, on la lavera à l'eau de mer ; puis on injectera une certaine quantité de la solution de sublimé.

L'eau de cale ne sera pas déversée dans un port.

Art. 6. — En ce qui concerne les peaux vertes, débris d'animaux, drilles, chiffons, le Conseil déterminera le traitement spécial qui leur sera appliqué en se conformant aux instructions émises par le Comité technique et acceptées par la Conférence.

L'article 9 est supprimé.

Institution d'un Corps de Gardes sanitaires pour le Service de transit en quarantaine.

1. Il est créé un Corps de Gardes sanitaires chargés d'assurer la surveillance et l'exécution des mesures de prophylaxie appliquées dans le Canal et à l'établissement des Sources de Moïse.

Ce Corps comprend dix gardes.

2. Il est recruté parmi les anciens sous-officiers des armées et marines européennes et égyptiennes.

3. Les gardes sont divisés en deux classes :

La première classe comprend quatre gardes ;

La deuxième classe comprend six gardes.

4. La solde annuelle allouée à ces employés est pour :

La première classe de L. E. 160 à L. E. 200 ;

La deuxième classe de L. E. 120 à L. E. 160 ;

Avec augmentation annuelle progressive jusqu'à ce que le maximum soit atteint.

5. Ils sont placés sous les ordres immédiats du Directeur de l'office de Suez.

6. Ils devront être initiés à toutes les pratiques et à toutes les opérations de désinfection usitées, connaître la manipulation des instruments et des substances employés à cet effet.

7. Ils sont nommés, après que leur compétence aura été constatée par le Conseil, dans les formes prévues à l'article 14 du Décret khédivial de 1881 révisé.

8. Ils sont investis du caractère d'agents de la force publique, avec droit de réquisition en cas d'infraction aux règlements sanitaires.

Le règlement contre la peste, le règlement contre la fièvre jaune, ainsi que le règlement quarantenaire applicable aux animaux seront remaniés par le Conseil sanitaire, maritime et quarantenaire d'Egypte renouvelé.

Règlement pour le Transit.

(Voir plus haut : *Dispositions pour le passage du Canal en quarantaine*).

Règlement applicable aux Provenances des Ports Arabiques de la Mer Rouge, à l'époque du retour du Pèlerinage.

Article premier. — Tout navire provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte Arabique de la Mer Rouge, muni de patente brute de choléra, ayant à bord des pèlerins ou masses analogues, à destination de Suez ou d'un port de la Méditerranée, est tenu de se rendre à El-Tor pour y subir la quarantaine réglementaire.

Il y sera procédé au débarquement des passagers, bagages et marchandises susceptibles et à leur désinfection, ainsi qu'à celle des effets à usage et du navire.

Art. 2. — La durée de la quarantaine à El-Tor pour les pèlerins, désignée sous le précédent article, est de quinze jours pleins à compter du jour du dernier cas de choléra constaté dans la section quarantenaire, pourvu qu'il n'y ait pas eu d'infractions aux prescriptions indiquées pour l'isolement.

Dans les cas où un accident cholérique se manifesterait dans une des Sections, les pèlerins qu'elle renferme subiront une quarantaine de quinze jours.

Les navires qui remporteront les pèlerins ne traverseront le Canal qu'en quarantaine.

Les pèlerins Egyptiens, après avoir quitté El-Tor, devront débarquer à Ras Mallap ou tout autre endroit désigné par le Conseil d'Alexandrie, pour y subir l'observation quarantenaire de trois jours et une visite médicale, avant d'être admis en libre pratique.

Dans le cas où, pendant la traversée de El-Tor à Suez, ces navires auraient eu un cas suspect à bord, ils seront repoussés à El-Tor.

Art. 3. — Les agents des Compagnies de navigation et les capitaines sont prévenus qu'après avoir fini leur quarantaine à la Station sanitaire de El-Tor et à Ras Mallap, les pèlerins Egyptiens seront seuls autorisés à quitter définitivement le navire pour rentrer ensuite dans leurs foyers. Ne seront reconnus comme Egyptiens ou résidant en Egypte que les pèlerins porteurs d'une carte de résidence émanant d'une autorité Egyptienne, et conforme au modèle établi. Des modèles de cette carte seront déposés auprès des autorités consulaires et sanitaires de Djeddah et de Jambo, où MM. les agents et capitaines de navires pourront les examiner.

Les pèlerins non Egyptiens, tels que les Turcs, les Russes, les Persans, les Tunisiens, les Algériens, les Marocains, etc., ne pourront, après avoir quitté El-Tor, être débarqués dans un port Egyptien.

En conséquence, les agents de navigation et les capitaines sont prévenus que le transbordement des pèlerins étrangers à l'Egypte, soit à Tor, soit à Suez, à Port-Saïd ou à Alexandrie est interdit.

Les bateaux qui auraient à leur bord des pèlerins appartenant aux nationalités dénommées dans le paragraphe précédent suivront la condition de ces pèlerins et ne seront reçus dans aucun port Egyptien de la Méditerranée.

Art. 4. — Les navires avec patente brute de choléra provenant d'un port du Hedjaz ou de tout autre port de la côte Arabique de la Mer Rouge sans y avoir embarqué des pèlerins ou masses analogues et qui n'auront pas eu à bord, durant la traversée, d'accident suspect, sont placés dans la catégorie des navires ordinaires suspects. Ils seront soumis aux mesures préventives et au même traitement imposé à ces navires.

S'ils sont à destination de l'Egypte, ils subiront une observation quarantenaire de trois jours aux Sources de Moïse et ne seront admis à la libre pratique qu'après visite médicale favorable.

Il est entendu que si ces navires, durant la traversée, ont eu des accidents suspects, la quarantaine sera subie à El-Tor et sera de quinze jours.

Dans le cas où un accident suspect se manifesterait à bord durant la traversée entre Tor et Suez, le navire sera renvoyé à Tor pour y subir la quarantaine prévue par le précédent paragraphe.

Les caravanes composées de pèlerins Egyptiens devront, avant de se rendre en Egypte, subir une quarantaine de rigueur de quinze jours à El-Tor ; elles seront ensuite dirigées sur Ras Mallap pour y subir une observation quarantenaire de cinq jours, après laquelle elles ne seront admises en libre pratique qu'après visite médicale favorable et désinfection des effets.

Les caravanes composées de pèlerins étrangers devant se rendre dans leurs foyers, par la voie de terre, seront soumises aux mêmes mesures que les caravanes Egyptiennes et devront être accompagnées par des Gardes sanitaires jusqu'aux limites du Désert.

Les caravanes venant du Hedjaz par la route de Kaba ou de Moïla, seront soumises, à leur arrivée au Canal, à la visite médicale et à la désinfection du linge sale et des effets à usage.

Art. 6. — 1. Pendant tout le temps que durera le retour des pèlerins, les navires provenant du Hedjaz ou de tout autre port de la côte Arabique de la Mer Rouge, avec patente nette, ayant des pèlerins à bord, sont tenus de se ren-

dre à El-Tor pour y subir une observation de trois à quatre jours après complet débarquement des pèlerins.

2. Les pèlerins seuls seront débarqués au campement quarantenaire.

3. Après avoir subi cette observation de trois à quatre jours, les navires seront regus à Suez, en libre pratique, si la visite médicale est favorable.

4. Toutefois, les pèlerins Egyptiens ou résidant en Egypte, munis d'une carte de résidence, seront seuls autorisés à débarquer à Suez.

5. A l'égard des autres pèlerins de nationalité étrangère, on suivra la même règle qui a été établie dans le paragraphe 3 de l'art. 3.

6. Le transbordement des pèlerins est strictement interdit dans tous les ports Egyptiens.

7. Les navires venant du Hedjaz ou d'un port de la côte Arabique de la Mer Rouge, avec patente nette, n'ayant pas à bord des pèlerins ou masses analogues et qui n'auront pas eu d'accident suspect, durant la traversée, seront admis en libre pratique à Suez après visite médicale favorable.

Art. 7. — Les navires partant du Hedjaz, avec patente nette et ayant à leur bord des pèlerins à destination d'un port de la côte Africaine de la Mer Rouge, sont autorisés à se rendre à Souakim pour y subir l'observation de trois à quatre jours avec débarquement des passagers au campement quarantenaire.

Art. 8. — Les caravanes et pèlerins, arrivant par voie de terre, seront soumis à la visite médicale et à la désinfection aux Sources de Moïse.

Relevé des conclusions de la Commission technique sur l'application du Règlement concernant les Pèlerinages.

La Commission technique de la Conférence sanitaire internationale est d'avis que pour obtenir des résultats sur l'application du Règlement concernant les pèlerinages, il faudrait :

1. Que chaque navire à pèlerins ait à bord un médecin, régulièrement diplômé, et une étuve à désinfection ;

2. Que les pèlerins qui débarquent et ceux qui sont embarqués n'aient entre eux aucun contact, sur les points de débarquement ;

3. Que les navires qui auront débarqué leurs pèlerins changent de mouillage pour les rembarquer ;

4. Que les pèlerins débarqués soient répartis au campement en groupes aussi peu nombreux que possible ;

5. Que, pendant la période du fonctionnement du campement d'El-Tor, il y ait un nombre plus grand de médecins qu'auparavant ;

6. Que la direction de la Station sanitaire soit mise complètement dans les mains du Directeur-Médecin. Toutefois, les Puissances intéressées désirant que leurs pèlerins soient soignés par un de leurs médecins nationaux, devront s'adresser au Conseil d'Alexandrie, qui pourra donner cette autorisation, à la condition que, dans tous les cas, ces médecins seront, à El-Tor, sous l'autorité du directeur du campement ;

7. Que les Gardes sanitaires soient en nombre suffisant et qu'ils soient payés de façon à ne pas céder aux tentatives de corruption ;

8. Qu'il soit établi, sous les ordres du Directeur, un laboratoire de bactériologie, auquel sera attaché un médecin compétent, afin d'établir scientifiquement les cas de choléra et de bien déterminer le début, la marche et la fin d'une telle épidémie ;

9. Que le nombre et la dimension des étuves à désinfection soient suffisants pour que les opérations soient faites avec rapidité, en les portant au moins à trois de grand modèle ;

10. Qu'un mécanicien se trouve toujours, pendant le pèlerinage, à El-Tor pour assurer le fonctionnement régulier des étuves sous les ordres du médecin ;

11. Que les douches-lavage soient installées en nombre suffisant pour soumettre les pèlerins aux bains nécessaires pour assurer la complète désinfection des masses qui doivent passer à El-Tor ;

12. Qu'il y ait, pendant le campement des pèlerins, une inspection rigoureuse de la qualité des denrées alimentaires et de l'eau, en se servant du personnel et des moyens du laboratoire de la Station sanitaire ;

13. Que le tarif des prix des denrées alimentaires soit établi par le Conseil d'Alexandrie et affiché dans les campements ;

14. Que l'eau fournie aux pèlerins soit distillée ou portée, avant d'être distribuée, à une température de 100 degrés c., et qu'aux diverses sections du campement l'eau soit gardée dans plusieurs réservoirs permettant de donner aux pèlerins une quantité suffisante d'eau de bonne qualité.

Les réservoirs doivent être fermés et servis par des robinets ou par une pompe ;

15. Que les prescriptions, pour les désinfections et les installations diverses nécessaires au fonctionnement de la Station sanitaire de Suez (voir le Règlement et les Instructions contre le choléra et le programme pour l'installation sanitaire près de Suez), soient appliquées en général au campement d'El-Tor.

Les fosses d'aisance feront l'objet spécial de la surveillance rigoureuse de l'autorité sanitaire.

L'emplacement de ces fosses sera choisi de telle façon qu'elles n'exposent pas à la propagation de la maladie ;

16. Qu'un fil télégraphique relie le campement d'El-Tor à la Station sanitaire de Suez.

ANNEXE V

Mesures de préservation à prendre à bord des navires au moment du départ, pendant la traversée et à l'arrivée à Suez.

Nota. — Le germe du choléra est contenu dans les voies digestives des malades ; la transmission se fait surtout par les déjections et les matières de vomissements, et, par conséquent, par les linges, les matelas et les mains souillées.

I. — Mesures à prendre au point de départ.

1. Le capitaine veillera à ne pas laisser embarquer les personnes suspectes d'être atteintes d'une affection cholériforme. Il refusera d'accepter à bord des linges, hardes, objets de literie et, en général, tous objets sales ou suspects.

Les objets de literie, vêtements, hardes, etc., ayant appartenu à des malades atteints de choléra ou d'une affection suspecte ne seront pas admis à bord.

2. Lorsque le navire doit transporter des émigrants, des troupes, il est désirable que l'embarquement ne se fasse qu'après que les personnes réunies en groupes ont été soumises, pendant cinq ou six jours, à une observation permettant de s'assurer qu'aucune d'elles n'est atteinte de choléra.

3. Avant l'embarquement, le navire sera mis dans un état de propreté parfaite ; au besoin, il sera désinfecté.

4. Il est indispensable que l'eau potable, embarquée à bord, soit prise à une source qui soit à l'abri de toute contamination possible.

L'eau n'expose à aucun danger si elle est distillée ou bouillie.

II. — Mesures à prendre pendant la traversée.

1. Il est désirable que, dans chaque navire, un endroit spécial soit réservé pour isoler les personnes atteintes d'une affection contagieuse.

2. S'il n'en existe pas, la cabine ou tout autre endroit dans lequel une personne est atteinte de choléra sera mis en interdit.

Seules les personnes chargées de donner des soins au malade y pourront pénétrer.

Elles-mêmes seront isolées de tout contact avec les autres personnes.

3. Les objets de literie, les linges, les vêtements qui auront été en contact avec le malade seront immédiatement, et dans la chambre même du malade,

plongés dans une solution désinfectante. Il en sera de même pour les vêtements des personnes qui lui donnent des soins et qui auraient été souillés.

Ceux de ces objets qui n'ont pas de valeur seront brûlés ou jetés en mer, si on n'est ni dans un port ni dans le Canal. Les autres seront portés à l'étuve dans des sacs imperméables imprégnés d'une solution de sublimé, de façon à éviter tout contact avec les objets environnants.

S'il n'y a pas d'étuve à bord, ces objets resteront plongés dans la solution désinfectante pendant deux heures.

4. Les déjections des malades (vomissements et matières fécales) seront reçues dans un vase, dans lequel on aura préalablement versé un verre d'une solution désinfectante indiquée ailleurs.

Ces déjections sont immédiatement jetées dans les cabinets. Ceux-ci sont rigoureusement désinfectés après chaque projection de matières cholériques.

5. Les locaux occupés par les malades seront rigoureusement désinfectés suivant les règles indiquées plus loin.

6. Les cadavres, préalablement enveloppés d'un suaire imprégné de sublimé, seront jetés à la mer.

7. Toutes les opérations prophylactiques, exécutées pendant le trajet du navire, seront inscrites sur le journal du bord, qui sera présenté à l'autorité médicale à l'arrivée à Suez.

8. Ces règles sont expressément applicables à tout ce qui a été en contact avec les malades, quelles qu'aient été la gravité et l'issue de la maladie.

III. — Mesures à prendre lors de l'arrivée du navire à Suez.

1. Tous les bâtiments subiront une visite médicale avant d'entrer dans le Canal de Suez.

2. Cette visite sera faite par l'autorité sanitaire de Suez.

3. Si le navire est infecté, les personnes atteintes du choléra ou d'accidents douteux seront débarquées et isolées dans un local spécial construit à proximité de Suez.

Seront considérés comme douteux les individus ayant eu des symptômes de choléra, notamment la diarrhée cholériforme.

4. Tous les objets contaminés et les objets suivants seront désinfectés avant l'entrée du navire dans le Canal de Suez, c'est-à-dire les habits, objets de literie, matelas, tapis et autres objets qui ont été en contact avec le malade, les vêtements de ceux qui lui ont donné des soins, les objets contenus dans la cabine du malade et dans les cabines attenantes, le couloir de ces cabines, le pont ou les parties du pont sur lesquelles le malade aurait séjourné.

Procès-verbal.

Les Parties Contractantes ayant unanimement accepté que l'échange des ratifications de la Convention sanitaire de Venise du 30 janvier 1892 se ferait moyennant le dépôt des instruments respectifs aux archives du Ministère des Affaires étrangères d'Italie, le présent procès-verbal de dépôt a été, à cet effet, ouvert au Ministère Royal des Affaires étrangères, ce jourd'hui 30 juillet 1892.

Les Parties Contractantes sont d'accord à considérer comme étant régulièrement prorogé jusqu'à la date de clôture du présent procès-verbal le délai que la Convention avait fixé au 31 juillet 1892, pour l'échange des ratifications.

Au sujet d'une phrase contenue au § 3 des « Dispositions concernant le Passage du Canal de Suez en quarantaine (Annexe I) », le Gouvernement des Pays-Bas a désiré avoir figuré au présent procès-verbal dans la

déclaration suivante, à savoir, que « selon la marche de la Conférence de Venise, les mots chaque Puissance édictera des dispositions pénales contre les bâtiments qui, abandonnant le parcours indiqué par le capitaine, aborderaient indûment un des ports du territoire de cette Puissance, ne sauraient être autrement interprétés que dans le sens que le Gouvernement de chaque Puissance prendra, dans les limites de sa législation, des mesures contre les bâtiments, etc ».

Sur quoi, le dépôt des ratifications de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi apostolique de Hongrie, de Sa Majesté la Reine-Régente d'Espagne, de Sa Majesté le Roi d'Italie, de Sa Majesté la Reine-Régente des Pays-Bas, et de Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, a été effectué ce même jour, 30 juillet 1892.

Ont été successivement présentées au dépôt :

Le 31 juillet 1892, la ratification de Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, Roi de Prusse ;

Le 2 août 1892, la ratification de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, Impératrice des Indes ;

Le 3 août 1892, les ratifications du Président de la République française et de Sa Majesté le Roi des Hellènes ;

Le 4 août 1892, la ratification de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies ;

Egalement, le 4 août 1892, la ratification de Sa Majesté le Roi des Belges ;

Le 9 août 1892, la ratification de Sa Majesté le Roi de Danemark ;

Le 13 février 1893, la ratification de Sa Majesté l'Empereur des Ottomans. Au moment de la déposer, l'Ambassadeur de Sa Majesté Impériale demande l'insertion, au présent procès-verbal, de la réserve suivante que les Puissances Contractantes ont toutes préalablement admise, à savoir, que « Sa Majesté Impériale le Sultan ratifie la Convention sanitaire de Venise à la condition expresse que cet Acte ne porte aucune atteinte, tant aux Règlements et Instructions sanitaires actuellement en vigueur dans l'Empire ou à adopter à l'avenir, qu'aux mesures que le Gouvernement Impérial Ottoman pourrait prendre en temps d'épidémie à la suite des résolutions du Conseil supérieur de santé ».

Une note du Ministre de Portugal auprès de la Cour Royale, en date du 31 août 1892, porte la déclaration que « le Gouvernement de Sa Majesté Très-Fidèle, sauf ultérieure ratification dépendant, selon la Constitution Portugaise, d'un Acte du Pouvoir Législatif, et en tant que son adhésion appartient au Pouvoir Exécutif, accepte définitivement l'Acte de la Conférence Internationale Sanitaire de Venise, aussi bien que les modifications y apportées par les récentes négociations de Paris », et qu'il « accepte également la proposition Néerlandaise concernant une phrase de l'Acte de Venise ». A la suite de cette double déclaration, et le dépôt des autres ratifications étant maintenant complet, le présent procès-verbal a été, ce jourd'hui 13 février 1893, provisoirement clos, avec réserve de le rouvrir ultérieurement pour le dépôt de la ratification de Sa Majesté le Roi de Portugal et des Algarves.

L'exemplaire unique du présent procès-verbal reste aux archives du

Ministère Royal des Affaires étrangères, par les soins duquel une copie certifiée conforme à l'original en sera délivrée à chacune des Hautes Parties Contractantes.

- (L. S.) EPERJESY, Chargé d'Affaires d'Autriche-Hongrie.
- (L. S.) Le Comte DE BENOMAR, Ambassadeur d'Espagne.
- (L. S.) B. BRIN, Ministre des Affaires étrangères d'Italie.
- (L. S.) WESTENBERG, Ministre des Pays-Bas.
- (L. S.) H. BOHN, Consul de Suède et Norvège.
- (L. S.) Comte SOLMS, Ambassadeur d'Allemagne.
- (L. S.) VIVIAN, Ambassadeur d'Angleterre.
- (L. S.) H. MARCHAND, Chargé d'Affaires de France.
- (L. S.) M. A. DURUTTI, Chargé d'Affaires de Grèce.
- (L. S.) A. VLANGALI, Ambassadeur de Russie.
- (L. S.) Baron MONCHEUR, Chargé d'Affaires de Belgique.
- (L. S.) KNUTH, Ministre de Danemark.
- (L. S.) MAHMOUD NEDIM, Ambassadeur de Turquie.

Pour copie conforme à l'original existant aux archives du Ministère des Affaires étrangères d'Italie.

Le Secrétaire Général,
Signé : MALVANO.

Rome, ce 14 février 1893.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES D'ÉGYPTÉ

(Suite) (1).

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 30 avril 1887.

M. Vincent, actuellement à Paris, est venu me parler de l'affaire de la corvée; je lui ai exposé nettement les principes qui nous avaient guidés dans cette question. Je lui ai dit que, dès l'origine, nous avions été favorables à la diminution de la corvée, et que nous avons toujours été disposés à consentir à ce que le budget des travaux publics fût accru de 250,000 livres; mais à la double condition : 1° que le budget actuel ne serait pas diminué; 2° que la Caisse de la Dette serait mise en mesure de se rendre compte de l'emploi intégral des crédits affectés aux travaux publics, c'est-à-dire des crédits actuels et des 250,000 livres ajoutées.

M. Vincent a parfaitement admis ces principes, et il m'a soumis une rédaction d'après laquelle le budget des travaux publics serait augmenté de 250,000 livres, avec la condition que, dans le cas où les crédits du budget normal viendraient à être diminués, ou resteraient partiellement sans emploi, l'augmentation autorisée serait réduite d'une somme égale, soit à la diminution des crédits, soit au montant des crédits non employés. Cette somme ferait retour au budget de la Dette.

La Caisse de la Dette aurait le droit de vérifier l'emploi régulier de tous les crédits ouverts au Ministère des travaux publics. En ce qui concerne les 464,628 livres actuelles, la preuve de leur emploi régulier résulterait, pour la Caisse, de la production d'un état dressé par le Ministre des finances, visé par le conseiller financier et constatant que ces crédits auraient été intégralement consacrés au paiement des dépenses des travaux publics. Pour les 250,000 livres venant en augmentation et pour le crédit ouvert dans la limite du produit du rachat des prestations, leur emploi régulier serait prouvé par la production à la Caisse de la Dette des pièces comptables justifiant les dépenses qui auraient été faites.

Telles sont les bases sur lesquelles nous nous sommes mis d'accord. M. Vincent a dû les envoyer hier soir, par la malle anglaise, au Gouvernement khédivial, en l'assurant que, s'il vous priait de les soumettre à votre Gouvernement, il était assuré que celui-ci n'y ferait pas obstacle.

Lorsque ce projet vous sera présenté, vous l'examinerez. Vous constaterez qu'il est de tout point conforme aux principes que vous avez toujours soutenus en mon nom.

FLOURENS.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 2 mai 1887.

Je vous ai résumé, le 30 avril dernier, la teneur du nouveau projet de décret relatif à la diminution de la corvée qui m'a été soumis par M. Edgar Vincent et auquel j'ai cru pouvoir promettre mon assentiment.

J'ai l'honneur de vous adresser, pour votre information, une copie de ce document.

FLOURENS.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE, EN DATE DU 2 MAI 1887.

PROJET DE DÉCRET

Nous, Khédivé d'Égypte,

Considérant qu'il importe à la prospérité agricole de l'Égypte que la charge de la corvée soit réduite dans ses plus strictes limites;

Considérant qu'il y a lieu en même temps de ne plus laisser aucune recette et aucune dépense hors budget et qu'en conséquence notre Gouvernement devra notamment faire figurer dans les rentrées budgétaires à partir de 1887 les produits du rachat des prestations, ainsi que toutes les recettes de quelque nature qu'elles soient qui pourraient être créées à l'avenir et devra porter leur emploi en dépenses;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

Avons décrété et décrétons, avec l'assentiment des Puissances :

Article premier. — A partir de 1887, la somme de 5,237,000 livres égyptiennes, à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives annuelles du Gouvernement aux termes de l'article 18 de notre décret du 27 juillet 1885, pourra être augmentée dans les conditions ci-après déterminées :

1° Du produit du rachat des prestations effectué conformément à notre décret du 25 janvier 1881;

2° D'une somme de L. É. 250,000.

Ces crédits devront être exclusivement affectés à des travaux actuellement faits au moyen de la corvée.

Ces augmentations devront élever d'une somme égale dans les budgets ultérieurs les crédits ouverts par le budget de 1887 au Ministère des travaux publics.

Art. 2. — La Caisse de la Dette aura le droit de vérifier l'emploi régulier de tous les crédits ouverts au Ministère des travaux publics.

En ce qui concerne les crédits du Budget normal des travaux publics, crédits fixés à L. É. 464,623, la preuve de leur emploi régulier devra résulter pour la Caisse de la Dette de la production d'un état dressé par le Ministère des finances visé par le conseiller financier et constatant que ces crédits ont été intégralement consacrés au paiement de dépenses de travaux publics.

Pour les crédits venant en augmentation de la somme de L. É. 5,237,000, c'est-à-dire pour le crédit de L. É. 250,000 et pour celui qui sera ouvert dans la limite du produit du rachat des prestations, leur emploi régulier sera prouvé par la production à la Caisse de la Dette des pièces comptables justifiant les dépenses qui auront été faites.

Art. 3. — Si les crédits du budget normal des travaux publics venaient à être diminués ou restaient partiellement sans emploi, l'augmentation des

dépenses administratives, autorisée par le présent décret, serait réduite d'une somme égale soit à la diminution des crédits, soit au montant des crédits non employés.

Art. 4. — L'emploi et la répartition entre les diverses Moudiriehs de la somme ci-dessus énoncée de L. É. 250,000 seront déterminés chaque année par décret. La répartition en sera faite équitablement entre toutes les provinces affectées ou non affectées, la Commission de la Dette préalablement consultée.

Si, au cours de l'année, la nécessité de travaux imprévus venait à se produire, une nouvelle répartition pourra être faite par le Ministre des travaux publics qui en avisera la Caisse de la Dette.

Notre Ministre des travaux publics nous adressera à la fin de chaque année un rapport qui sera publié dans le *Journal officiel* et dans lequel il nous rendra compte du nombre des journées de corvée qui auront été réellement demandées à la population et des réductions dont il aura pu lui procurer le bénéfice sur la moyenne qui lui avait été imposée dans les quatre dernières années d'après l'état publié par le *Journal officiel* du 30 juin 1886.

Art. 5. — Les dépenses administratives autorisées par le décret du 27 juillet 1883 pourront être augmentées des sommes nécessaires à l'exploitation des mines de pétrole sans toutefois que cette augmentation puisse dépasser le produit de l'exploitation de ces mines.

Art. 6. — Nos Ministres des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

**Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 2 mai 1887.

Le Gouvernement khédivial consent à consacrer à l'augmentation du budget de la guerre le produit du rachat du service militaire.

Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la communication que Nubar-Pacha vient de m'adresser pour me soumettre le projet de décret élaboré à ce sujet. Je joins également à cette dépêche le texte de la réponse par laquelle j'ai notifié au Ministre égyptien l'adhésion de notre Gouvernement au projet de décret précité.

D'AUNAY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 2 MAI 1887.

**Nubar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive,
au comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.**

Le Caire, le 30 avril 1887.

Par différentes circulaires de ce département, notamment par celle que j'ai eu l'honneur de vous adresser le 17 juillet 1886, j'ai eu recours à vos bons offices pour obtenir du Gouvernement de la République son assentiment à la décision prise par le Gouvernement de Son Altesse, d'affecter sur les L. É. 450,000 dont il dispose pour le dégrèvement de l'impôt foncier, une somme de L. É. 250,000 pour la suppression partielle de la corvée.

Cette proposition n'ayant pas obtenu l'assentiment unanime des Puissances signataires de la Convention de Londres, le Gouvernement de Son Altesse s'est arrêté à proposer, pour remplacer le premier projet de décret, celui que j'ai l'honneur de vous faire parvenir ci-inclus, pour l'affectation, jusqu'à concurrence du produit du rachat du service militaire, du montant des dépenses faites par le Ministère de la guerre en sus de la somme de L. É. 130,000 actuellement inscrite au budget.

En vous adressant ce projet, à la promulgation duquel je vous prie de bien vouloir solliciter l'adhésion du Gouvernement de la République, je saisis cette occasion de vous renouveler, etc. NUBAR.

PIÈCE JOINTE A LA LETTRE DE NUBAR-PACHA, EN DATE DU 30 AVRIL 1887.

PROJET DE DÉCRET (1).

Nous, Khédive d'Égypte,

Avons décrété et décrétons, avec l'assentiment des Puissances :

Article premier. — A partir de 1887, la somme de L. E. 5,237,000, à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives annuelles du Gouvernement aux termes de l'article 18 de notre décret du 27 juillet 1885, sera augmentée :

Jusqu'à concurrence du produit du rachat du service militaire, du montant des dépenses faites par le Ministère de la guerre, en sus de la somme de L. E. 130,000 pour laquelle il figure actuellement au budget.

Art. 2. — Nos Ministres des finances et de la guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d

le

188 .

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Le Ministre des finances,

Le Ministre de la guerre,

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 1^{er} MAI 1887.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à Nubar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.

Le Caire, le 1^{er} mai 1887.

Par une lettre en date du 30 du mois dernier, vous m'avez fait l'honneur de me soumettre un projet de décret ayant pour objet de consacrer, à partir de 1887, le produit du rachat du service militaire à augmenter la somme de 130,000 livres à laquelle s'élève actuellement le budget de la guerre.

Je m'empresse d'accuser réception à Votre Excellence de cette communication et de lui faire savoir que le Gouvernement de la République donne son adhésion au projet dont il s'agit. D'AUNAY.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aunay, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Paris, le 31 mai 1887.

Les communications échangées entre vous et Nubar-Pacha, relativement à l'emploi du produit du rachat du service militaire, et dont vous m'avez transmis la copie le 2 mai, m'ont permis de constater que cette nouvelle source de revenu serait, comme nous le désirions, consacrée à la réorganisation de l'armée égyptienne.

Je m'empresse de vous accuser réception du projet de décret qui vous a été transmis à ce sujet par le Gouvernement khédivial.

FLOURENS.

(1) Ce décret a été promulgué le 26 janvier 1888.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Alexandrie, le 22 août 1887.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-annexé le texte d'un nouveau projet de décret relatif à l'abolition partielle de la corvée en Egypte. Votre Excellence trouvera également ci-joint copie de la circulaire par laquelle Tigrane-Pacha m'a saisi, en même temps que mes collègues, du projet en question.

Ainsi que vous pourrez le remarquer, le texte soumis aujourd'hui à l'approbation des Puissances ne diffère que par quelques points de détail de celui que M. Vincent avait soumis à Votre Excellence au mois d'avril dernier, et qui se trouvait joint à la dépêche du Département en date du 2 mai 1887.

La plupart de mes collègues paraissent disposés à recommander à leurs Gouvernements d'approuver ce nouveau projet.

Je vous serai très obligé, Monsieur le Ministre, de vouloir bien me faire connaître en quels termes je devrai répondre à la circulaire égyptienne que je viens d'avoir l'honneur de communiquer à Votre Excellence.

BEAUCAIRE.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE D'ALEXANDRIE, EN DATE DU 22 AOUT 1887.

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères khédivial, par intérim, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

(Circulaire.)

Le Caire, le 17 août 1887.

J'ai eu l'honneur, par circulaire du 17 juillet 1886, de vous communiquer un projet de décret aux termes duquel le Gouvernement de Son Altesse se proposait d'affecter à la suppression partielle de la corvée une somme de L. E. 250,000 prise sur celle de L. E. 450,000 destinée au dégrèvement de l'impôt foncier.

Ce projet n'ayant pu obtenir l'assentiment unanime des Puissances signataires de la Convention de Londres, le Gouvernement de Son Altesse a pensé devoir le modifier et en préparer un second dont je m'empresse de vous faire parvenir le texte ci-inclus.

De l'économie de ce dernier projet il résulte, Monsieur le comte, que les crédits dont il y est fait mention auront pour affectation exclusive l'exécution de travaux devant avoir pour conséquence la diminution de la corvée, la question du rachat du service militaire, qui faisait partie du projet primitif, ayant été résolue par l'adhésion des Puissances au décret spécial que j'ai eu l'honneur de vous adresser par ma circulaire du 30 avril dernier.

Toutes les garanties de contrôle, pour l'emploi et la répartition des crédits, ont été étudiées soigneusement et prévues par ce projet et, en vous le transmettant, permettez-moi d'exprimer l'espoir que vous voudrez bien me prêter votre bienveillant appui, Monsieur le Comte, pour obtenir du Gouvernement de la République son adhésion à la promulgation du décret ainsi rectifié.

TIGRANE.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE D'ALEXANDRIE, EN DATE DU 22 AOUT 1887.

Projet de décret.

Nous, Khédive d'Egypte,

Considérant qu'il importe à la prospérité agricole de l'Egypte que la charge de la corvée soit réduite dans les plus strictes limites ;

Considérant que Notre Gouvernement devra faire figurer dans les rentrées budgétaires, à partir de 1887, les produits du rachat des prestations, ainsi que toutes les recettes de quelque nature qu'elles soient qui pourraient être créés à l'avenir et devra porter leur emploi en dépenses ;

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

Ayons décrété et décrétons, avec l'assentiment des Puissances :

Article premier. — A partir de 1887, la somme de L. E. 5,237,000, à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives annuelles du Gouvernement, aux termes de l'article 18 de notre décret du 27 juillet 1885, pourra être augmentée dans les conditions ci-après déterminées :

1. Du produit du rachat des prestations effectuées dans le cours de l'année précédente conformément à notre décret du 25 janvier 1881.

2. D'une somme de L. E. 250,000.

Ces crédits devront être exclusivement affectés à des travaux devant avoir pour conséquence la diminution de la corvée.

Ces augmentations devront élever d'une somme égale dans les budgets ultérieurs les crédits ouverts par le budget de 1887 au Ministère des travaux publics.

Art. 2. — La Caisse de la Dette aura le droit de vérifier l'emploi régulier de tous les crédits ouverts au Ministère des travaux publics.

En ce qui concerne les crédits du budget ordinaire des travaux publics, crédits évalués à L. E. 400,000, la preuve de leur emploi régulier résultera pour la Caisse de la Dette de la production d'un état dressé par chapitres et sous-chapitres par le ministère des finances, et constatant que ces crédits ont été intégralement consacrés au payement de dépenses de travaux publics.

Pour les crédits venant en augmentation de la somme de L. E. 5,237,000, c'est-à-dire pour le crédit de L. E. 250,000 et pour celui qui sera ouvert dans la limite du produit du rachat des prestations, leur emploi régulier sera prouvé par la production à la Caisse de la Dette des pièces comptables justifiant les dépenses qui auront été faites.

Art. 3. — Si les crédits du budget ordinaire des travaux publics venaient à être inférieurs à L. E. 400,000, ou si cette somme n'était pas intégralement dépensée, l'augmentation des dépenses administratives autorisée par le présent décret serait réduite d'une somme égale soit à la diminution des crédits, soit au montant des crédits non employés.

Art. 4. — L'emploi et la répartition entre les diverses Moudirichs de la somme ci-dessus énoncée de L. E. 250,000 seront déterminés chaque année par décret. La répartition en sera faite équitablement entre toutes les provinces affectées ou non affectées, la Commission de la Dette préalablement consultée.

Si, au cours de l'année, la nécessité de travaux imprévus venait à se produire, une nouvelle répartition pourra être faite par le ministre des travaux publics, qui en avisera la Caisse de la Dette. Notre ministre des travaux publics nous adressera à la fin de chaque année un rapport qui sera publié dans le *Journal officiel* et dans lequel il nous rendra compte du nombre des journées de corvée qui auront été réellement demandées à la population, et des réductions dont il aura pu lui procurer le bénéfice sur la moyenne qui lui avait été imposée dans les quatre dernières années, d'après l'état publié par le *Journal officiel* du 30 juin 1886.

Art. 5. — Les dépenses administratives autorisées par le décret du 27 juillet 1883 pourront également être augmentées des sommes nécessaires à l'exploitation des mines de pétrole, sans toutefois que cette augmentation puisse dépasser la somme de L. E. 40,000, en 1887 et, dans les années ultérieures, le produit de l'exploitation de ces mines.

Art. 6. — Nos ministres des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de , le 188 .

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres, Le Ministre des finances,

Le Ministre
des travaux publics.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Paris, le 23 septembre 1887.

J'ai l'honneur de vous accuser réception du projet de décret relatif à l'abolition de la corvée qui vous a été communiqué par Tigrane-Pacha et dont le texte était joint à votre dépêche du 22 août dernier.

L'examen de ce document, auquel je me suis livré, m'a permis de relever un certain nombre de divergences entre la rédaction qui nous est aujourd'hui proposée et celle qui avait été élaborée, au mois d'avril dernier, par MM. Charmes et Edgar Vincent ; il me paraît nécessaire qu'en conséquence vous fassiez au Gouvernement khédivial les propositions suivantes :

Vous demanderez en premier lieu le rétablissement, au deuxième paragraphe du préambule, des mots : « qu'il y a lieu en même temps de ne « plus laisser aucune recette et aucune dépense hors budget et qu'en conséquence... » ; nous ne pouvons en effet admettre la rédaction proposée par le Cabinet du Caire, pour la raison qu'elle pourrait être interprétée, contrairement à nos vues, comme un quitus donné pour les irrégularités du passé.

Vous ferez ensuite observer que le paragraphe 2 de l'article premier gagnerait en clarté à être ainsi conçu : « Les crédits devront être exclusi- « vement affectés à des travaux actuellement faits au moyen de la corvée ».

Enfin, le chiffre de 400,000 L. E. porté en premier lieu au paragraphe 2 de l'article 2, et en second lieu à l'article 3, nous semble devoir être remplacé par celui de 464,623 ; nous ne saurions comprendre comment le but humanitaire visé par l'ensemble des mesures qu'il s'agit de mettre à exécution serait atteint, si la somme de 250,000 L. E. consacrée à la diminution de la corvée venait s'ajouter, non plus à un budget normal des travaux publics, mais à un budget réduit ; il serait évident en effet dans ce dernier cas que le chiffre total des fonds que l'Europe entend voir appliquer à une œuvre déterminée ne s'élèverait plus qu'à 185,000 L. E. environ, au lieu de 250,000.

Dès que ces corrections auront été opérées, le Gouvernement de la République donnera son assentiment plein et entier à la promulgation du décret qui nous occupe. Vous pouvez en informer Tigrane-Pacha.

—
FLOURENS.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 17 octobre 1887.

J'ai amené Nubar-Pacha à reconnaître le bien fondé des objections soulevées par le Gouvernement de la République contre le dernier projet de décret relatif à la suppression partielle de la corvée.

Le Président du Conseil du Khédivé vient de m'annoncer, par la communication ci-jointe en copie, qu'il est prêt à accepter les modifications proposées par Votre Excellence.

BEAUCAIRE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 17 OCTOBRE 1887.

Nubar-Pacha, président du conseil khédivial, au comte Horric de Beaucaire; gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Le Caire, le 17 octobre 1887.

A la suite de la dépêche circulaire que j'ai eu l'honneur de vous adresser, le 17 août dernier, au sujet du projet de décret du Gouvernement de Son Altesse relatif à l'affectation d'une somme de 250,000 livres à la suppression partielle de la corvée, vous avez bien voulu me communiquer, le 8 du présent mois, une note indiquant certaines modifications que le Gouvernement de la République estime utile d'apporter à l'économie de ce projet. Le Gouvernement de Son Altesse adhère, en ce qui le concerne, à ces modifications; je les ai soumises à l'examen des Puissances signataires de la Convention de Londres, en demandant leur adhésion au décret ainsi rectifié et dont la promulgation aura lieu dès qu'elles me seront parvenues.

N. NUBAR.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant de l'agence et consulat de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 21 octobre 1887.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la circulaire khédiviale que viennent de recevoir, au sujet de l'abolition partielle de la corvée, les représentants des autres Etats signataires de la Convention de Londres. Ainsi que le remarquera Votre Excellence, les termes de cette communication varient quelque peu suivant qu'elle est destinée à une puissance qui, comme l'Autriche-Hongrie, avait déjà donné son adhésion au précédent projet ou à un Cabinet qui avait jusqu'à présent refusé d'approuver le texte en question comme celui de Saint-Petersbourg, par exemple.

Si Votre Excellence juge utile que je réponde à la lettre que m'a écrite Nubar-Pacha, je lui serai obligé de vouloir bien m'envoyer des instructions à cet égard.

BEAUCAIRE.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 21 OCTOBRE 1887.

Nubar-Pacha, au comte de Wan, gérant l'agence diplomatique d'Autriche-Hongrie au Caire

(Circulaire.)

Le Caire, le 17 octobre 1887.

En réponse à la lettre circulaire que j'ai eu l'honneur de vous écrire le 17 août dernier, vous avez bien voulu m'informer par votre dépêche du 16 septembre suivant, de l'adhésion du Gouvernement de Sa Majesté à la promulgation du décret relatif à l'affectation d'une somme de L. E. 250,000 à la suppression partielle de la corvée.

Depuis lors, des propositions de modifications à ce projet présentées par le Gouvernement français ont été acceptées par le Gouvernement de Son Altesse et j'ai l'honneur de vous les faire connaître, en vous adressant ci-inclus quatre exemplaires imprimés du projet sur lesquels elles se trouvent indiquées à l'encre rouge.

J'ai recours à votre obligeant intermédiaire pour porter ces modifications à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté et solliciter à nouveau son adhésion à la promulgation du décret ainsi rectifié.

N. NUBAR.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 21 OCTOBRE 1887.

Nubar-Pacha, à M. Koyander, agent et consul général de Russie au Caire.

Le Caire, le 5/17 octobre 1887.

J'ai eu l'honneur, par ma dépêche du 17 août dernier, de vous demander de vouloir bien m'informer de la réponse du Gouvernement de Sa Majesté impériale au sujet du projet de décret soumis à son examen par le Gouvernement de Son Altesse et relatif à l'affectation d'une somme de L. E. 250,000 à la suppression partielle de la corvée.

Depuis lors, des propositions de modifications à ce projet présentées par le Gouvernement français ont été acceptées par le Gouvernement de Son Altesse et j'ai l'honneur de vous les faire connaître, en vous adressant ci-inclus quatre exemplaires imprimés du projet sur lesquels elles se trouvent indiquées à l'encre rouge.

J'ai recours à votre obligeant intermédiaire pour porter ces modifications à la connaissance du Gouvernement de Sa Majesté impériale et solliciter à nouveau son adhésion à la promulgation du décret ainsi rectifié.

N. NUBAR.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence du consulat général de France au Caire.

Paris, le 10 novembre 1887.

J'ai l'honneur de vous accuser réception de la communication relative à la question de la corvée que vous a adressée Nubar-Pacha et dont vous m'avez transmis la copie le 17 octobre dernier.

Je suis heureux que le Président du Conseil reconnaisse le bien fondé des observations que vous avez été chargé de porter à sa connaissance ; je me propose, pour hâter la solution de cette affaire, de recommander aux Cabinets signataires de la déclaration de Londres, l'adoption du texte rectifié d'après nos indications et je vous autorise à informer sans délai le Gouvernement khédivial de notre adhésion, dans les conditions indiquées par Nubar-Pacha dans sa lettre du 17 octobre dernier, au décret destiné à sanctionner les mesures combinées en vue de la suppression partielle de la corvée.

FLOURENS.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à MM. les ambassadeurs de la République française à Londres, à Berlin, à Saint-Petersbourg, à Vienne et près du roi d'Italie.

Paris, le 12 novembre 1887.

Le Gouvernement égyptien a récemment soumis à l'approbation des Puissances un projet de décret relatif à l'abolition partielle de la corvée ; ce document dont vous trouverez ci-joint un exemplaire, a soulevé de notre part un certain nombre d'observations que j'ai chargé le Gérant de l'agence et consulat général au Caire de porter à la connaissance du Cabinet khédivial et dont je crois utile de vous indiquer le sens.

J'ai fait remarquer à Nubar-Pacha que la rédaction du deuxième paragraphe du préambule pouvait, telle qu'elle nous était proposée, être interprétée contrairement à nos vues comme un quitus donné pour les irrégu-

larités du passé et qu'il y aurait lieu, en conséquence, afin d'éviter tout malentendu, d'insérer après le mot « considérant », cette phrase : « qu'il y a lieu, en même temps, de ne plus laisser aucune recette et aucune dépense hors budget, et qu'en conséquence... ».

J'ai pensé, d'autre part, que le paragraphe deuxième de l'article premier gagnerait en clarté à être ainsi conçu : « Les crédits devront être exclusivement affectés à des travaux actuellement faits au moyen de la corvée ».

Enfin le chiffre de 400,000 livres égyptiennes porté en premier lieu au paragraphe deuxième de l'article 2 et en second lieu à l'article 3 nous paraissait être remplacé par celui de 464,623 ; nous ne comprenions pas, en effet, comment le but humanitaire visé par l'ensemble des mesures qu'il s'agit de mettre à exécution se trouverait atteint si la somme de 250,000 livres égyptiennes consacrée à la diminution de la corvée venait s'ajouter, non plus au budget normal des travaux publics, mais à un budget réduit ; il devenait évident, dans ce cas, que le chiffre total des fonds que l'Europe entend voir appliquer à une œuvre déterminée ne s'élèverait plus qu'à 185,000 livres égyptiennes environ, au lieu de 250,000.

Le Président du Conseil égyptien a reconnu le bien fondé des remarques qui précèdent ; il lui a été aisé de constater que les changements de texte réclamés par nous étaient tout à l'avantage des corvéables, et il vient de soumettre à toutes les Puissances, y compris celles qui avaient déjà adhéré au projet primitif, un nouveau texte rectifié d'après mes indications. Je vous serai, dans ces conditions, obligé d'informer de notre adhésion le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité, en lui recommandant l'adoption du texte conforme aux indications qui précèdent et dont il doit se trouver aujourd'hui saisi par le Cabinet du Caire.

FLOURENS.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, 23 novembre 1887.

Ainsi que vous avez bien voulu m'y autoriser par votre dépêche en date du 10 de ce mois, j'ai fait savoir à Nubar-Pacha que le Gouvernement de la République adhère au projet de décret, rectifié d'après nos indications, que le Cabinet khédivial avait soumis à l'approbation des Puissances en vue de la suppression partielle de la corvée.

Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la communication que j'ai adressée à ce sujet au Président du Conseil du Vice-Roi.

BEAUCAIRE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 23 NOVEMBRE 1887.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à Nubar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive.

Le Caire, le 17 novembre 1887.

J'ai fait connaître à mon Gouvernement les termes de la lettre que vous m'avez adressée, le 17 du mois dernier, pour m'annoncer que vous acceptiez

diverses modifications réclamées par la France dans le dernier projet de décret relatif à l'abolition partielle de la corvée.

M. Flourens, prenant acte de cette acceptation, me charge, de son côté, de faire parvenir au Gouvernement de Son Altesse l'adhésion pleine et entière du Gouvernement de la République au projet de décret ainsi modifié.

Je me félicite d'avoir à vous adresser cette communication, et j'ajouterai qu'en vue de hâter la solution de cette affaire, M. Flourens est, en outre, tout disposé à intervenir auprès des Cabinets signataires de la déclaration de Londres pour leur recommander l'adoption du texte rectifié d'après nos indications.

BEAUCAIRE.

M. de Laboulaye, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Saint-Petersbourg, le 1^{er} décembre 1887.

Le Comte d'Ormesson n'a pas manqué, suivant les instructions qu'il a reçues, de faire connaître au Gouvernement russe l'adhésion que nous donnions dans la question de l'abolition partielle de la corvée en Egypte au texte rectifié d'après nos indications qui vient d'être soumis par le Président du Conseil égyptien à toutes les Puissances, y compris celles qui avaient déjà adhéré au projet primitif.

Par la lettre ci-jointe, M. de Giers vient de m'annoncer que le Cabinet impérial n'a pas hésité à reconnaître le bien fondé de nos observations et que le Gérant de l'Agence diplomatique de Russie au Caire a été en conséquence autorisé à informer le Gouvernement du Khédive de l'adhésion du Gouvernement Impérial.

LABOULAYE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE SAINT-PÉTERSBOURG EN DATE
DU 1^{er} DÉCEMBRE 1887.

S. Exc. M. de Giers, ministre des affaires étrangères de Russie, à M. de Laboulaye, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Saint-Petersbourg, le 18 novembre 1887.

Par sa note en date du 8/20 courant, M. le comte d'Ormesson a bien voulu me signaler les changements que le Gouvernement de France avait proposé à celui d'Egypte d'introduire dans le texte du projet de décret relatif à l'abolition partielle de la corvée. M. d'Ormesson a cru devoir m'exprimer à cette occasion l'espoir que le Cabinet Impérial ne refusera pas d'adopter le texte du susdit projet, modifié d'après les observations du Gouvernement de la République.

Je m'empresse d'informer Votre Excellence que le Cabinet impérial n'a pas hésité à reconnaître le bien fondé des observations en question, et que le Gérant de l'Agence diplomatique de Russie au Caire a été autorisé en conséquence à annoncer au Gouvernement du Khédive notre adhésion au projet modifié.

GIER.

Le Comte de Florian, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 6 décembre 1887.

Lord Salisbury vient de m'envoyer la réponse définitive du Gouvernement britannique au sujet des diverses modifications que nous désirions

voir apporter au texte du projet de décret khédivial relatif à l'abolition partielle de la corvée en Egypte.

Le Gouvernement de S. M. la Reine n'a pas d'objection à élever contre les modifications proposées, et Lord Salisbury a déjà télégraphié à Sir Evelyn Baring pour l'inviter à notifier au Cabinet khédivial l'adhésion du Gouvernement britannique au texte rectifié.

FLORIAN.

Le comte de Moüy, ambassadeur de la République française près S. M. le Roi d'Italie, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Rome, le 10 décembre 1887.

Conformément aux instructions contenues dans la dépêche de Votre Excellence en date du 12 novembre dernier, sous le timbre de la Direction politique, je m'étais empressé d'informer le Gouvernement royal de l'adhésion du Gouvernement français au nouveau texte du décret proposé aux Puissances par Nubar-Pacha relativement à l'abolition partielle de la corvée.

M. Crispi vient de me remercier de cette communication et de me faire savoir qu'il a envoyé à M. de Martino des instructions à l'effet d'adhérer au nouveau texte aussitôt que les autres Puissances y auront également invité leurs agents respectifs.

MOUY.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 21 décembre 1887.

Les rapports de nos Ambassadeurs à Londres, Saint-Petersbourg et Rome, qui vous ont été récemment communiqués, vous ont fait connaître l'adhésion des Gouvernements britannique, russe et italien au dernier projet de décret relatif à l'abolition de la corvée dont le texte a été soumis aux Puissances par le Cabinet khédivial.

J'ai l'honneur de vous annoncer que le comte Hoyos m'a fait part aujourd'hui de l'assentiment donné le 3 décembre par le Gouvernement impérial et royal à ce texte législatif.

FLORENS.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 7 avril 1888.

Par sa dépêche du 10 novembre dernier, M. Flourens avait fait savoir au comte de Beaucaire, alors gérant de cette Agence, que le Gouvernement de la République donnait son approbation au projet de décret relatif à l'abolition partielle de la corvée, tel qu'il venait d'être rectifié sur nos indications.

Les autres Puissances ayant également approuvé le texte en question, S. A. le Vice-Roi vient de promulguer, le 2 de ce mois, le décret définitif; j'en envoie ci-joint à Votre Excellence un exemplaire que j'extrais du *Journal officiel*.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 7 AVRIL 1888.

Extrait du *Journal officiel égyptien* du 4 avril 1888.

Nous, Khédivé d'Égypte,

Considérant qu'il importe à la prospérité agricole de l'Égypte que la charge de la corvée soit réduite dans les plus strictes limites ;

Considérant qu'il y a lieu en même temps de ne plus laisser aucune recette et aucune dépense hors budget et qu'en conséquence notre Gouvernement devra notamment faire figurer dans les rentrées budgétaires, à partir de 1887, les produits du rachat des prestations, ainsi que toutes les recettes de quelque nature qu'elles soient qui pourraient être créées à l'avenir et devra porter leur emploi en dépenses ;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

Avons décrété et décrétons, avec l'assentiment des Puissances :

Article premier. — A partir de 1887, la somme de L. E. 5,237,000, à laquelle ont été arrêtees les dépenses administratives annuelles du Gouvernement, aux termes de l'article 18 de notre décret du 27 juillet 1885, pourra être augmentée dans les conditions ci-après déterminées :

1. Du produit du rachat des prestations effectué dans le cours de l'année précédente conformément à notre décret du 23 janvier 1881 ;

2. D'une somme de L. E. 250,000.

Ces crédits devront être exclusivement affectés à des travaux actuellement faits au moyen de la corvée.

Ces augmentations devront élever d'une somme égale dans les budgets ultérieurs les crédits ouverts par le budget de 1887 au Ministère des travaux publics.

Art. 2. — La caisse de la Dette aura le droit de vérifier l'emploi régulier de tous les crédits ouverts au Ministère des travaux publics.

En ce qui concerne les crédits du budget ordinaire des travaux publics, crédits évalués à L. E. 464,623, la preuve de leur emploi régulier résultera pour la Caisse de la dette de la production d'un état dressé par chapitres et sous-chapitres par le Ministère des finances et constatant que ces crédits ont été intégralement consacrés au paiement de dépenses de travaux publics.

Pour les crédits venant en augmentation de la somme de L. E. 5,237,000, c'est-à-dire pour le crédit de L. E. 250,000 et pour celui qui sera ouvert dans la limite du produit du rachat des prestations, leur emploi régulier sera prouvé par la production à la Caisse de la dette des pièces comptables justifiant les dépenses qui auront été faites.

Art. 3. — Si les crédits du budget ordinaire des travaux publics venaient à être inférieurs à L. E. 464,623, ou si cette somme n'était pas intégralement dépensée, l'augmentation des dépenses administratives autorisée par le présent décret serait réduite d'une somme égale soit à la diminution des crédits, soit au montant des crédits non employés.

Art. 4. — L'emploi et la répartition entre les diverses Moudiriehs de la somme ci-dessus énoncée de L. E. 250,000 seront déterminés chaque année par décret. La répartition en sera faite équitablement entre toutes les provinces affectées ou non affectées, la Commission de la dette préalablement consultée.

Si, au cours de l'année, la nécessité de travaux imprévus venait à se produire, une nouvelle répartition pourra être faite par le Ministre des Travaux publics qui en avisera la Caisse de la Dette. Notre Ministre des Travaux publics nous adressera, à la fin de chaque année, un rapport qui sera publié dans le *Journal officiel* et dans lequel il nous rendra compte du nombre des journées de corvée qui auront été réellement demandées à la population et des réductions dont il aura pu lui procurer le bénéfice sur la moyenne qui lui avait été imposée dans les quatre dernières années, d'après l'état publié par le *Journal officiel* du 30 juin 1886.

Art. 5. — Les dépenses administratives autorisées par le décret du 27 juillet 1885 pourront également être augmentées des sommes nécessaires à l'exploitation des mines de pétrole, sans toutefois que cette augmentation puisse dépasser la somme de L. E. 40,000 en 1887 et, dans les années ultérieures, le produit de l'exploitation de ces mines.

Art. 6. — Nos Ministres des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 2 avril 1888 (20 regeb 1305).

Signé : MÉHEMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil
des Ministres,*

Signé : N. NUBAR.

Le Ministre des Finances,

Signé : MOHAMED ZÉKI.

*Le Ministre des
Travaux publics,*

Signé : A. ROUCHDY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 8 juin 1888.

Le 7 avril dernier, j'ai eu l'honneur d'adresser à Votre Excellence le texte du décret rendu par le Khédive, en vue de la suppression partielle de la corvée. Ce décret en prévoyait un autre réglant, après consultation préalable de la Caisse, l'emploi et la répartition, entre les Moudiriehs de la somme affectée au soulagement des corvéables.

Ce nouveau décret vient d'être promulgué ; j'en envoie ci-joint le texte à Votre Excellence.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 8 JUIN 1888

Décret.

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu l'art. 4 de notre décret du 2 avril 1888 qui affecte deux cent cinquante mille livres égyptiennes à la suppression partielle de la corvée ;

Sur la proposition de notre Ministre des travaux publics et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres, la Caisse de la Dette préalablement consultée ;

Décrétons :

Article premier. — Est approuvé le budget des dépenses à effectuer en 1888 sur le crédit de deux cent cinquante mille livres égyptiennes affectées à la suppression partielle de la corvée, suivant le tableau ci-annexé.

Art. 2. — Nos Ministres des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent Décret.

Fait au palais de Ras-el-Tin, le 30 mai 1888 (20 Ramadan 1305).

Signé : MÉHEMET THEWFIK.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil
des Ministres*

Signé : N. NUBAR.

Le Ministre des Finances

Signé : MOHAMMED ZEKI.

*Le Ministre des
Travaux publics,*

Signé : A. ROUCHDY.

BUDGET POUR L'ANNÉE 1888

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Crédit ouvert en 1888 pour la suppression partielle
de la corvée.

1 ^{re} INSPECTION D'IRRIGATION	L. é.	L. é.
1 Canal Ismaïlieh.....	10.000	57.000
2 Kallioubieh.....	4.000	
3 Charkieh.....	18.000	
4 Dakahlieh.....	25.000	
2 ^e INSPECTION D'IRRIGATION		
5 Menoufieh.....	12.000	40.000
6 Garbieh.....	28.000	
3 ^e INSPECTION D'IRRIGATION		
7 Béhéra.....	18.000	51.000
8 Guizeh.....	23.000	
9 Barrage provisoire (branche de Rosette).....	10.000	
4 ^e INSPECTION D'IRRIGATION		
10 Beni-Souef.....	8.000	50.000
11 Minieh.....	10.000	
12 Assiout.....	16.000	
13 Guirguez.....	16.000	
5 ^e INSPECTION D'IRRIGATION		
14 Keneh.....	20.000	28.000
15 Esneh.....	8.000	
16 Fayoum.....	»	6.000
17 Réserve.....	»	18.000
Total.....	250.000	250.000

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 janvier 1888.

Le Ministre des finances vient de soumettre aux Commissaires de la Dette un projet de décret qui aurait pour but d'instituer un fonds de réserve en suspendant l'amortissement de la Dette égyptienne et en utilisant dans ce but l'excédent du budget de 1887.

Votre Excellence trouvera, sous ce pli, la copie de ce projet. Notre délégué à la Commission de la Dette ne s'élève pas contre l'idée d'un fonds de réserve, mais il en subordonnerait l'acceptation à certaines conditions.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU CAIRE DU 20 JANVIER 1888

M. le ministre des finances d'Égypte, à MM. les commissaires de la Dette égyptienne.

Le Caire, le 19 janvier 1888.

Pour pouvoir parer aux diminutions de revenus ou aux charges extraordinaires qui, à la suite d'événements imprévus, peuvent déranger l'équilibre de son budget, le Gouvernement égyptien qui se trouve d'ailleurs chaque année dans l'impossibilité de prévoir avec quelque certitude les déficits essentiellement variables des Domaines et de la Daira Sanieh a résolu de constituer un fonds permanent de réserve, destiné à parer à toutes les éventualités, et, à cet effet, il a préparé le projet de décret que j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint en vous priant, Messieurs, en raison de l'importance qui s'y attache, de vouloir bien en faire l'objet de vos plus prochaines délibérations.

Le règlement approximatif du compte de l'exercice 1887 fait ressortir un excédent d'environ L. E. 460,000, dont une grande partie a pour origine deux simples mesures d'ordre prises au cours de l'exercice.

En premier lieu on a dû, pour rentrer dans la bonne règle, reporter jusqu'après chaque échéance mensuelle, c'est-à-dire jusqu'au commencement du mois suivant le paiement de la Liste civile, des allocations aux Princes, des traitements, des soldes et des pensions qui était précédemment effectué avant la clôture du mois, et par ce fait, les dépenses de l'espèce applicables au mois de décembre 1887, soit environ L. E. 200,000, n'ont été opérées qu'en janvier 1888. Cette mesure a augmenté nécessairement l'excédent de l'exercice expiré.

En second lieu on a renoncé au procédé irrégulier qui consistait à laisser figurer dans les dépenses de l'exercice courant le montant intégral des déficits prévus par les Domaines et la Daira Sanieh, alors qu'une importante partie des paiements n'était réellement effectuée que dans le courant de l'année suivante, et de ce chef les dépenses de 1887 ont été encore atténuées de L. E. 140,000.

Il semble difficile de s'arrêter à l'idée que ces excédents, qui ne paraissent en définitive ne provenir que de modifications introduites dans les écritures de comptabilité, puissent être en partie affectés à l'amortissement et en partie reversés au Trésor ; et je suis quant à moi convaincu, que disposés comme vous l'êtes toujours à aider à l'affermissement de notre crédit, vous vous montrerez, non seulement favorables au projet qui vous est soumis, mais que vous ne verrez non plus aucun obstacle, une fois l'adhésion des Puissances acquise au décret, à ce que la somme de L. E. 400,000, qui se trouve en fait disponible, fournisse immédiatement au fonds de réserve une première et importante ressource, qui permettra au surplus de reprendre beaucoup plus tôt le service de l'amortissement.

Permettez-moi d'insister encore en finissant sur l'influence décisive que la création d'un fonds de réserve exercera sur le relèvement financier du pays, et de vous demander, au nom du Gouvernement, de chaudement conclure à l'adoption d'une mesure dont l'exécution serait du reste placée sous votre surveillance, et qui, au point de vue des intérêts que vous représentez, peut, par ce motif, être envisagée avec une entière confiance.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU CAIRE DU 20 JANVIER 1888

Projet de décret.

Nous, Khédivé d'Égypte,

Considérant que la somme de L. 5,237,000, établie pour les dépenses administratives par l'art. 18 de notre décret du 27 juillet 1883, ayant été fixée en prenant pour base les dépenses d'une année normale, des circonstances extraor-

dinaires ou de force majeure peuvent cependant nécessiter des dépenses exceptionnelles et imprévues ;

Considérant, d'autre part, que des éventualités imprévues peuvent entraîner une diminution dans les recettes : qu'il importe, dans l'intérêt de l'équilibre budgétaire et du service de la Dette, de constituer un fonds de réserve destiné à faire face à ces dépenses exceptionnelles et à ces diminutions de recettes ;

Décrétions :

Article premier. — Sont abrogées les dispositions de notre décret du 27 juillet 1885 relatives à l'amortissement de la Dette égyptienne, sauf en ce qui concerne l'amortissement de l'emprunt garanti prévu par l'article 3 de ce décret.

Est également abrogée la disposition relative à l'annulation éventuelle des titres des dettes privilégiées et unifiées, visée au deuxième paragraphe de l'article 24 du même décret.

Art. 2. — Les excédents visés au troisième paragraphe de l'article 21, ainsi que le surplus de l'actif de la liquidation spécifié à l'article 24, seront, à l'exception des sommes dont l'affectation est prévue aux articles 3 et 10 de notre décret précité, employés, jusqu'à concurrence de 2 millions de livres égyptiennes, à la constitution d'un fonds de réserve.

Art. 3. — L'amortissement des dettes sera repris dans les conditions énoncées à l'article 22 de notre décret du 27 juillet 1885, dès que le fonds de réserve aura été constitué ; mais il se trouvera suspendu de plein droit toutes les fois que le fonds de réserve aura été employé en tout ou en partie et jusqu'à sa complète restitution au capital de 2 millions de livres égyptiennes.

Art. 4. — Les titres de la dette privilégiée et unifiée constituant le surplus de l'actif de la liquidation, mentionné à l'art. 2 du présent décret, resteront déposés à la Caisse de la Dette publique.

Les sommes mises en réserve seront déposées à la Caisse de la Dette publique pour être employées en achat de titres de la Dette égyptienne.

La vente de ces titres par la Commission de la Dette publique, pour parfaire les sommes nécessaires au service de la Dette, ainsi que le versement à notre Ministre des finances des fonds provenant de ladite vente, soit pour combler le déficit des revenus, soit pour faire face à des dépenses extraordinaires avec l'avis conforme de la Caisse de la Dette, pourront avoir lieu avant ou après la constitution définitive du fonds de réserve de deux millions de livres égyptiennes.

Le montant des coupons des titres déposés à la Caisse de la Dette publique sera versé au fond de réserve, dans le cas où le capital de ce dernier n'existerait pas dans son intégralité. Dans le cas contraire, leur montant sera employé à l'amortissement.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire ;
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 12 mars 1888.

Nubar-Pacha vient de me saisir officiellement d'une demande tendant à ce que le Gouvernement de la République autorise le Gouvernement égyptien à créer un fonds de réserve.

M. Le Chevalier s'est efforcé d'obtenir un certain nombre de garanties qui enlèvent en partie à cette institution les inconvénients qu'elle eût présentés d'abord tant au point de vue d'une bonne gestion des finances égyptiennes que dans l'intérêt légitime des créanciers européens, si le projet primitif eût été maintenu.

Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la lettre de Nubar-Pacha, ainsi que de la pièce qui s'y trouvait annexée.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 12 MARS 1888.

Nubar-Pacha, ministre des affaires étrangères,
au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

(Circulaire.)

Le Caire, le 3 mars 1888.

Le Gouvernement de Son Altesse le Khédive vient de décider la création d'un fonds de réserve en vue de parer aux diminutions de revenus ou aux charges extraordinaires qui peuvent accidentellement déranger l'équilibre budgétaire de l'Etat.

Le but de cette mesure et les moyens propres à en assurer la réalisation ayant rencontré l'avis favorable de la Caisse de la Dette publique, le Gouvernement, de concert avec MM. les Commissaires directeurs de la Caisse, a élaboré un projet de décret qui règle l'organisation du fonds de réserve, son emploi et les dispositions législatives à intervenir pour sa constitution.

Ce projet de décret implique dans la législation financière en vigueur certaines modifications dont l'exposé suivant fait ressortir la nature particulière.

Le décret khédivial du 27 juillet 1885, rendu en conformité de la Convention de Londres du 17 mars de la même année, porte, au dernier paragraphe de l'article 21, que tous les excédents des revenus affectés et non affectés, seront répartis par moitié entre le budget des dépenses administratives et le service de l'amortissement.

En second lieu, l'article 24 du décret précité édicte, au 2^e paragraphe, que les titres qui pourront rester à la Caisse, après paiement de toutes les dettes de la liquidation, seront annulés; or, le projet de décret, dont j'ai l'honneur de vous remettre copie ci-jointe, vise l'attribution au fonds de réserve des titres formant le surplus de l'actif de la liquidation et des sommes destinées à l'amortissement de la Dette garantie par l'article 5 du décret khédivial du 27 juillet 1885.

Les stipulations primitives concernant l'amortissement des autres dettes reprendraient cependant leur plein et entier effet dès que le capital de 2 millions de livres se trouverait constitué en réserve.

D'autre part, l'exercice 1887 présente un excédent dont L. 340,000 proviendrait d'un changement dans le mode de comptabilité pour l'inscription des paiements mensuels de la Liste civile, des allocations et des traitements ainsi que de l'imputation des déficits des Domaines et de la Daïra.

En faisant concourir cette somme à la formation du fonds de réserve, le projet de décret affecte à ce dernier une première et importante ressource qui permettra d'atteindre beaucoup plus tôt le capital fixé et contribuera ainsi à avancer l'époque de la reprise de l'amortissement.

En outre, les porteurs de titres obtiendraient une garantie de plus par ce fait que, en cas d'insuffisance des revenus affectés, la réserve est appelée en première ligne à parfaire les sommes nécessaires au service des dettes dont la Caisse de la Dette publique est chargée.

A un point de vue d'intérêt plus général, l'existence d'un fonds de réserve serait un gage précieux de sécurité et de stabilité pour les finances du pays.

En vous priant de porter le projet de constitution du fonds de réserve à la connaissance de votre Gouvernement, je ne doute pas, M. le Comte, que vous ne soyez disposé à appuyer le Gouvernement de Son Altesse le Khédive dans l'accomplissement d'une œuvre utile au progrès et à la prospérité de l'Egypte et je me plais à espérer que, grâce à votre concours, le Gouvernement de la République voudra bien donner son assentiment aux dispositions financières du décret élaboré d'accord avec la Caisse de la Dette publique.

N. NUBAR.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 12 MARS 1880.

**Les commissaires de la dette égyptienne,
A. S. Exc. Mohamed Zeki-Pacha, ministre des finances.**

Le Caire, le 9 février 1888.

Monsieur le Ministre,

Nous avons examiné avec attention le projet que vous nous avez communiqué par votre lettre du 19 janvier dernier. En principe, nous avons reconnu les avantages que présenterait pour les créanciers mêmes de l'Etat la constitution d'un fonds de réserve pouvant, le cas échéant, pourvoir à l'insuffisance des revenus affectés et créant ainsi une garantie de plus pour le service de la Dette.

Toutefois, nous avons pensé que ce projet devait être modifié dans sa teneur, notamment en ce qui concerne l'emploi des sommes restées disponibles à fin 1887, par suite des modifications apportées au système de comptabilité suivi jusque-là pour le paiement des traitements et l'imputation des déficits des Domaines et de la Daira Sanieh.

Le Gouvernement ayant chargé M. le Sous-Secrétaire d'Etat à votre Département de s'entendre avec nous sur une rédaction nouvelle, nous lui avons remis le texte sur lequel nous sommes tombés d'accord avec lui.

Nous sommes heureux d'avoir, à l'occasion de cette négociation, réglé certaines questions pendantes; nous sommes particulièrement satisfaits de l'engagement pris par le Gouvernement et consigné dans votre lettre du 9 février courant, qu'au moins jusqu'à l'exercice 1894 aucune réduction ne sera faite sur le budget des chemins de fer au-dessous du 45 p. 0/0 de leurs recettes, les économies réalisées sur ce quantum au cours d'un exercice devant être réservées pour être ultérieurement employées. L'interprétation donnée à la question des biens libres et l'entrée dans le nouveau fonds de réserve d'une partie de ces biens, sont également de nature à nous satisfaire.

Veuillez agréer, etc.

Le Commissaire de service,
Signé : A. MONEY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 10 avril 1888.

Sauf la France et la Russie, toutes les Grandes Puissances ont adhéré au projet de décret relatif à la création d'un fonds de réserve dont j'ai saisi Votre Excellence par une dépêche en date du 12 mars.

On insiste auprès de moi pour que le Gouvernement de la République ne refuse pas son consentement à son tour.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 18 mai 1888.

Dans les pourparlers auxquels vient de donner lieu le projet de création d'un fonds de réserve actuellement soumis à l'approbation des Puissances, le Commissaire français de la Caisse de la Dette a cru que sa mission devait surtout consister à entourer l'institution des garanties qui étaient le plus de nature à en atténuer les dangers, tant au point de vue des intérêts

financiers de l'Égypte, que pour sauvegarder les droits des porteurs français de la Dette égyptienne.

M. Le Chevalier a obtenu du Gouvernement égyptien et de ses collègues de sérieuses concessions.

L'article 5 du projet de décret réclamé par lui servira de correctif à la stipulation qu'il a combattue et qui est consignée dans le paragraphe 3 de l'article 1^{er} du même projet. Cet article 5 constitue un sérieux avantage, en raison des exemples de partialité qu'ont malheureusement donnés parfois les Tribunaux indigènes.

L. D'AUBIGNY.

M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 2 juin 1888.

Vous avez bien voulu me faire part de diverses observations sur le projet de création d'un fonds de réserve qui nous est soumis par le Gouvernement khédivial.

J'ai pu constater que nous ne saurions actuellement chercher à réserver aux intérêts dont nous avons à nous préoccuper dans cette question des garanties plus complètes que celles dont notre Commissaire nous a assuré le bénéfice; la grande majorité des Puissances, en effet, a cru devoir approuver les propositions du premier Ministre du Khédive, et, si fondées que puissent être au point de vue du principe certaines de nos observations, il semble qu'en insistant pour obtenir des modifications de fond aux textes rédigés par le Gouvernement égyptien, d'accord avec la Commission de la Dette, nous n'aurions pas à compter sur le succès pratique des amendements que nous serions en droit de formuler.

Dans ces conditions, je vous autorise à donner votre assentiment au projet de décret relatif au fonds de réserve.

René GOBLET.

M. le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 juillet 1888.

Le *Journal officiel égyptien* a publié samedi dernier le décret organisant le fonds de réserve.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de ce document.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 18 JUILLET 1888.

DÉCRET

Nous, Khédive d'Égypte,

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres et avec l'assentiment des Puissances signataires de la Convention de Londres du 17 mai 1883,

Avons décrété et décrétons :

Article premier. — Sont consacrés à la constitution d'un fonds de réserve, jusqu'à concurrence de L. E. 2,000,000 :

1^o La partie des excédents de l'exercice 1887 et des exercices suivants affectée à l'amortissement par l'article 21, § 3, de notre décret du 27 juillet 1883;

2^o A partir du 1^{er} janvier 1888, le produit de la vente des terres et immeubles libres autres que ceux qui figurent sur les catalogues dressés en 1880, et sont affectés aux charges spécifiées par les articles 9 et 10 du même décret ;

3^o Le reliquat éventuel des titres de la Dette égyptienne affectés au règlement de la liquidation, suivant le même décret, art. 24 ;

4^o Sous la condition indiquée plus loin, L. E. 340,000 restées libres sur les dépenses administratives de 1887, par suite des modifications apportées au mode de paiement de la liste civile, des allocations et des traitements, et à l'imputation des déficits des Domaines et de la Daïra Sanieh.

Art. 2. — Le fonds de réserve sera déposé à la Caisse de la Dette; les sommes en faisant partie seront employées par elle en achat de titres de la Dette égyptienne.

Le montant des coupons de ces titres et de ceux provenant éventuellement de l'actif de la liquidation sera versé au fonds de réserve, dans le cas où le capital de ce dernier n'existerait pas dans son éventualité; dans le cas contraire, leur montant sera employé à l'amortissement, dans les mêmes conditions que celles fixées pour l'amortissement prévu à l'article 4 ci-après.

La Caisse de la Dette fera face par la vente de titres aux prélèvements à effectuer sur ce fonds.

Art. 3. — Le fonds de réserve est destiné :

1^o En cas d'insuffisance des revenus affectés, à parfaire les sommes nécessaires au service des dettes dont la Caisse est chargée ;

2^o A combler l'insuffisance des revenus non affectés pour pourvoir aux dépenses prévues par l'article 18 de notre décret du 27 juillet 1885, et autres consenties ou à consentir par les Puissances ;

3^o A des dépenses extraordinaires engagées conformément à l'avis préalable de la Commission de la Dette.

Toutefois, L. E. 340,000 mentionnées au paragraphe 4 de l'article 1^{er} ne pourront pas être employées à combler les déficits des revenus non affectés.

Art. 4. — L'amortissement des dettes sera repris dans les conditions énoncées à l'article 22 de notre décret du 27 juillet 1885, dès que le fonds de réserve aura été intégralement constitué, pour être suspendu de nouveau quand et tant que, par suite des prélèvements opérés en vertu de l'article 3 ci-dessus, son capital sera inférieur à L. E. 2,000,000.

Art. 5. — Dans toutes les affaires déjà introduites ou à introduire pouvant entraîner une condamnation à la charge de la liquidation et, par suite, une diminution du fonds de réserve constitué par le présent décret, la Caisse de la Dette devra être mise en cause.

Art. 6. — Nos Ministres des finances et de la justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais de Ras-el-Tin, le 12 juillet 1888 (3 zilkadé 1305).

Signé : MEHEMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Le Ministre de la Justice,

Ministre des Finances,

Signé : H. FAKHRY.

Signé : RIAZ.

VI

ARRANGEMENT FINANCIER CONCERNANT LA FAMILLE D'ISMAIL PACHA.

EMPRUNT DE 5,000,000 DE LIVRES STERLING
1883

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 24 janvier 1888.

Le Comité financier égyptien, dans sa note pour le Conseil des Ministres,

relative au projet de budget pour 1888, a suggéré, sous le paragraphe des pensions, l'idée d'un emprunt destiné à la libération des terres domaniales et des terres libres.

Le Gouvernement égyptien vient de saisir les Commissaires de la Caisse de la Dette d'une communication relative à ce projet. M. Le Chevalier m'en remet à l'instant une copie que j'ai l'honneur de vous adresser ci-joint.

J'apprends d'autre part que M. W.-J. Marriott, fondé de pouvoirs de l'ex-Khédive Ismaïl, vient de conclure avec le Gouvernement égyptien un arrangement depuis longtemps en négociation, et en vertu duquel la pension d'Ismaïl et celle des Princes et sa famille seraient rachetées. L'emprunt en question devrait pourvoir à cette opération.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 24 JANVIER 1888.

**Note adressée par le Gouvernement égyptien
aux commissaires-directeurs de la Caisse de la Dette publique.**

Le Caire, le 19 janvier 1888.

En présence des résultats fructueux de l'échange des pensions, le Gouvernement s'est vivement préoccupé de la nécessité de poursuivre cette opération et d'étendre le champ d'action de l'échange contre des terres; l'Assemblée générale elle-même dans sa récente session a exprimé des vœux pour l'achèvement d'une œuvre aussi utile au pays que profitable pour le Trésor, et par son vote de la surtaxe sur les tabacs indigènes, elle a voulu mettre à la disposition du Gouvernement une nouvelle ressource en vue de faciliter la continuation de l'échange des pensions et de favoriser la conclusion d'un emprunt destiné, par cet échange, à faire rentrer les terres domaniales dans la propriété privée.

Ces considérations ont amené le Gouvernement à reconnaître qu'une solution conforme au but proposé ne saurait être obtenue qu'à la condition préalable de libérer les terres qui ont été données en gage, et à cet effet, il estime que le moyen le plus efficace serait de contracter un emprunt comportant une émission de quatre millions de livres.

Cette opération n'aurait pas pour conséquence l'augmentation de la Dette publique qui subirait une simple transformation par la radiation d'une partie importante de l'Emprunt domanial et l'inscription correspondante de nouveaux titres; d'autre part, les réels avantages financiers qui en découleraient peuvent se résumer ainsi :

- 1° Diminution de la lourde charge des pensions;
- 2° Liquidation d'une partie considérable des domaines.

Dans cette voie, le Gouvernement n'hésite pas à faire connaître son sentiment sur l'opportunité et la nécessité même de donner une plus large satisfaction au puissant intérêt social et financier qui s'attache au retour des terres domaniales aux mains des populations agricoles.

Parallèlement à l'échange, une autre combinaison fournit les moyens d'obtenir rapidement cette complète désaffectation. L'examen des conditions dans lesquelles les terres domaniales sont actuellement gérées fait ressortir qu'une importante étendue est exploitée en location. Sur cette base l'économie du projet consisterait à céder les terrains en toute propriété à leurs locataires, moyennant le paiement d'une annuité pendant un certain nombre d'années.

Le succès de cette opération ne semble pas douteux et l'on pourrait tenter l'expérience en premier lieu sur les quatre testiches de la Haute-Egypte qui sont entièrement loués.

L'étude attentive des procédés à suivre dans la liquidation des domaines a démontré que la première mesure à adopter pour aboutir à un résultat, devait viser à libérer les terres destinées à être remises en circulation.

Dans un autre ordre d'idées qui tendent cependant à un même but général d'amélioration de la situation économique du pays, le Gouvernement considère qu'il est non moins urgent et désirable d'apporter une certaine modification aux conditions qui régissent actuellement les biens libres de l'Etat.

Lors des arrangements financiers de la Convention de Londres, le reliquat des terres libres précédemment affecté à la liquidation (Loi de liquidation, art. 63) avait été mis en compte comme actif pour compléter les ressources destinées à faire face aux charges spécifiées dans le Décret du 27 juillet 1885; sans doute, les terres libres ne pouvaient constituer un fonds réalisable à bref délai, mais aussi certaines charges prévues semblaient ne pas exiger immédiatement la dépense intégrale qui leur avait été assignée, on avait donc espéré que la vente des terres libres coïnciderait avec les nécessités financières auxquelles il y avait lieu de pourvoir graduellement en temps utile.

Or, ces prévisions ne se sont pas réalisées : d'une part, l'aliénation des terres, par suite de circonstances diverses, n'a pu recevoir tout le développement attendu; d'autre part, les travaux extraordinaires d'irrigation ayant été poussés avec la plus grande activité, au grand bénéfice de l'agriculture, les ressources effectives manquent aujourd'hui pour procéder à leur complète exécution.

La question des biens libres se présente donc sous une forme d'extrême urgence qui impose l'obligation de prendre un parti décisif à son égard, les difficultés de la solution recherchée ne sont certainement pas insurmontables et il semble que l'on pourrait facilement arriver à un règlement qui satisferait aux exigences de la situation.

Il s'agirait, au moyen des fonds du nouvel emprunt, de verser au compte de l'emprunt garanti la valeur qui serait attribuée aux terres libres concédées en échange des pensions, les dotations de l'emprunt garanti revêtiraient ainsi le caractère de ressources immédiatement disponibles qui leur est indispensable aujourd'hui.

En proposant l'émission d'un nouvel emprunt, dans les conditions qui viennent d'être exposées, le Gouvernement se plaît à espérer qu'il retrouvera en cette occasion le concours cordial habituel de la Caisse de la Dette publique. Il est clairement entendu que cet emprunt ne serait destiné qu'à l'exécution des deux opérations de rachat des terres domaniales et de transfert des terres libres, et, qu'en aucun cas son produit ne pourrait être employé pour les besoins du budget annuel; du reste, il ne serait procédé à l'émission des quatre millions de livres que graduellement, au fur et à mesure des besoins, d'accord avec la Caisse de la Dette publique.

Si les négociations actuellement engagées avec les Princes de la Famille khédiviale viennent à aboutir, les opérations pourraient recevoir une large extension; mais, à défaut de cet appoint, on peut compter avec certitude sur un nombre considérable de demandes de la part des pensionnés ordinaires, car tous les renseignements s'accordent à justifier les prévisions de la complète réussite de l'échange.

Dans le cas où vous croiriez devoir vous éclairer plus amplement sur la question, le Ministère des finances se fera un plaisir de mettre à votre disposition tous les renseignements qui pourraient vous intéresser.

Vous apprécieriez certainement les réels mérites du projet que j'ai l'honneur de vous exposer, aussi je ne doute pas que, partageant les vues qui l'ont inspiré, vous ne soyez disposés à seconder le Gouvernement et à vous associer à ses efforts, pour la réalisation d'une entreprise qui, de l'aveu de tous, fera faire un grand pas à la prospérité économique et financière de l'Egypte.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 31 janvier 1888.

Le Gouvernement khédivial voudrait élever à six millions l'emprunt dont je vous ai déjà entretenu et qui a en vue : 1° le rachat des allocations à la famille d'Ismaïl-Pacha; 2° l'achat aux Domaines des terres actuellement louées et qu'on vendrait aux fellahs moyennant des annuités; 3° la continuation du rachat des pensions. Les revenus de la province de Guirgeh seraient affectés à la garantie de l'emprunt, dans les mêmes conditions que les revenus de Kenh à l'emprunt domanial.

La Commission de la Dette consultée attend d'autres détails pour se prononcer.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 3 février 1888.

Ainsi que je l'ai fait savoir à Votre Excellence, le Gouvernement égyptien a saisi la Commission de la Dette d'un nouveau *memorandum* au sujet d'un projet d'emprunt qui dépasserait les quatre millions d'abord annoncés, et s'élèverait au delà de 6 millions de livres sterling. Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de ce document.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 3 FÉVRIER 1888.

Note du gouvernement égyptien.

EMPRUNT DE 1888.

L'emprunt est destiné à pourvoir aux sommes requises pour l'exécution des opérations suivantes :

1° Arrangement de S. A. Ismaïl-Pacha et des autres membres de la famille khédiviale.	4.310.000 L. E.
2° Rachat de l'Administration des Domaines, de 4 teftiches dans la Haute-Egypte pour être vendus au moyen d'annuités aux locataires actuels et aux cultivateurs. . .	1.250.000
3° Versement au compte de l'emprunt garanti, de la valeur des terres libres.	600.000
4° Continuation de l'échange des pensions contre des terres.	1.000.000
5° Arrangements à conclure avec d'autres princes pour l'échange de leurs allocations, prévision.	500.000
	<hr/> 4.660,000

En outre, il convient d'ajouter à l'émission du montant ci-dessus, une somme de L. E. 2,000,000 qui servirait à poursuivre, sur une plus grande échelle, les opérations de l'échange des pensions.

Dans le budget de 1888, la liste des pensions figure pour.	575.000 L. E.
Si l'on en déduit les prévisions pour les indemnités de licenciement, soit.	15.000 L. E.
Les traitements de disponibilité	15.000
Secours aux fonctionnaires pauvres.	3.000
Pensions au-dessous de L.E. 60 par an.	148.000
	<hr/> 181.000
Il reste.	<hr/> 394.000

Cette somme convertie au taux moyen de l'échange, jusqu'à ce jour, qui est de dix annuités, nécessiterait un capital de près de L. E. 4,000,000.

En admettant l'échange pour les $\frac{3}{4}$ des pensionnaires au-dessus de L. E. 60 par an, le montant total de l'émission devrait être porté à L. E. 6,600,000 effectives.

Le service de cet emprunt au pair, intérêts et amortissement, calculé à 6 p. 0/0, comporterait une annuité de L. E. 390,600.

Le meilleur taux d'émission serait $4\frac{1}{2}$ p. 0/0, ce qui permettrait d'atteindre un prix variant entre 85 et 96.

Si l'on réussissait à obtenir le prix de 90, on pourrait consacrer 1 p. 0/0 à l'amortissement.

Le service de l'emprunt serait garanti par des versements mensuels effectués à la Caisse de la Dette prélevés sur les revenus généraux du Trésor et en cas d'insuffisance de ces versements, la Caisse de la Dette aurait le droit de saisir les recettes de la province de Guerga dans les mêmes conditions qui assignent les revenus de la province de Kenels à la garantie de l'emprunt domanial.

Les détails de l'émission ne peuvent être réglés qu'en Europe où l'emprunt sera contracté.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 19 mars 1888.

Après d'assez longs pourparlers, la Caisse de la Dette est tombée d'accord avec le Gouvernement khédivial sur les conditions et le montant de l'emprunt.

Par suite de ces négociations, le projet primitif a été grandement amendé. Les concessions obtenues du Gouvernement sont considérables et permettent à la Caisse d'empêcher, dans une large mesure, que les fonds à provenir de l'emprunt servent à un autre emploi que celui qui a été strictement spécifié.

Dans cette négociation, M. Le Chevalier, après s'être entendu avec moi, s'est appliqué à faire prévaloir auprès de ses collègues les mesures les plus prévoyantes. Il est arrivé à obtenir un ensemble de conditions qui constitue une extension sensible des attributions de contrôle financier de la Caisse. Le même objectif l'avait guidé dans l'élaboration récente du projet concernant la création d'un fonds de réserve.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 13 avril 1888.

D'après les renseignements parvenus à la Caisse de la Dette, l'emprunt que rend nécessaire la Convention récemment intervenue entre le Gouvernement égyptien et l'ex-Khédive Ismaïl, serait émis par les maisons Bleichroder (de Berlin) et Rothschild (de Paris, Londres et Francfort) au cours de 93 et au taux de $4\frac{1}{2}$ p. 0/0. En tenant compte des frais de commission qu'il a à sa charge, le Gouvernement se trouve emprunter au taux d'environ 5 p. 0/0.

Le Khédive a sollicité du Sultan l'octroi d'un firman autorisant un emprunt ou une série d'emprunts pouvant s'élever jusqu'à cinq millions de livres sterling.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France en Egypte,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 1^{er} mai 1888.

A différentes reprises, j'ai entretenu le prédécesseur de Votre Excellence de l'arrangement intervenu entre l'ex-Khédive Ismaïl et sa famille, d'une part, et le Gouvernement, de l'autre.

J'ai l'honneur d'envoyer aujourd'hui à Votre Excellence le texte de l'arrangement même ainsi que celui du décret ordonnant l'emprunt de deux millions de livres qui a pour but, en partie, de satisfaire à l'arrangement susmentionné. Ces différents documents ont paru au *Journal officiel égyptien* du 30 avril dernier.

Le Sultan a autorisé cet emprunt, qui va être conclu au premier jour.

L. d'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU CAIRE DU 1^{er} MAI 1888.

**Rapport adressé à S. A. le Khédive, par S. Exc. le Président
du Conseil des Ministres.**

Le Caire, le 30 avril 1888.

Monseigneur,

J'ai l'honneur de soumettre à la sanction de Votre Altesse, en exécution de l'arrangement intervenu entre les Membres de la famille khédiviale et le Gouvernement de Votre Altesse, en date des 23 et 25 janvier 1888, le projet de décret ci-joint.

Cet arrangement n'a été conclu qu'à la condition qu'une portion déterminée des terres données aux Princes, serait constituée en wakfs. Il a, en outre, été décidé pour la sauvegarde des intérêts des Princes aussi bien que des intérêts du Trésor, que l'usufruit (produits et revenus) des terres constituées en wakfs serait incessible et insaisissable sauf pour le recouvrement des impôts. Cette dernière disposition ne pouvant être obligatoire pour les Tribunaux mixtes qu'avec l'assentiment des Puissances, un projet de décret dans ce sens est soumis par le Gouvernement de Votre Altesse aux Puissances intéressées et sera publié dès que leur consentement aura été obtenu.

J'ai l'honneur, etc.

Signé : N. NUBAR.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU CAIRE DU 1^{er} MAI 1888.

DÉCRET

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu le décret du 16 juin 1880;

Vu l'article 8 de la loi de liquidation;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

Décrétons :

Article premier. — Sont détachés du domaine public et rentrent dans le domaine privé de l'Etat :

1^o Le palais de Kasr-el-Aly avec ses constructions et dépendances;

2^o Le palais de Ghézireh avec ses constructions et le parc, ensemble d'une superficie de 62 feddans environ.

Art. 2. — L'arrangement intervenu entre les membres de notre Famille et S. Exc. Nubar-Pacha au nom du Gouvernement égyptien, aux termes des lettres ci-annexées, est approuvé.

Art. 3. — La somme de L. St. 208,100, mise à notre disposition dans le

budget de l'Etat pour allocation à notre famille sera diminuée du montant, des allocations échangées en vertu de l'arrangement visé à l'article 2.

Art 4. — Nos Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 30 avril 1888 (19 Châaban 1305).

MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
N. NUBAR.

TEXTE DE L'ARRANGEMENT

A. S. Exc. Nubar-Pacha, G. C. M. G.

Le Caire, le 23 janvier 1888.

Excellence,

Faisant suite à notre conversation, je m'empresse de vous faire savoir que je suis prêt, au nom de LL. AA. Ismaïl Pacha et ses trois épouses, de ses fils Fouad Bey et Ali Bey, de ses filles Emina et Nemat Hanem, de LL. AA. Hassan Pacha et son épouse, Hussein Pacha, Ibrahim Pacha Helmy, à accepter l'arrangement ci-après :

1° Le Gouvernement donnerait auxdits Princes, des terres domaniales pour une valeur de 1,210,000 livres égyptiennes d'après le cahier des charges actuel annexé au règlement des ventes de l'Administration des Domaines. Cette somme sera répartie ainsi qu'il suit :

A S. A. Ismaïl Pacha.	560.400 L. E.
A S. A. Aly-Bey.	22.200
A S. A. Hussein Pacha.	168.000
A S. A. Ibrahim Pacha.	126.000
A LL. AA. Emina et Nemat Hanem.	84.000
A S. A. Fouad Bey et sa mère.	36.400
A S. A. Hassan Pacha et son épouse.	210.000

2° Il sera loisible aux Princes de demander une somme en numéraire qui sera proportionnelle à leur part dans les 1,210,000 L. E. et ne pourra pas excéder 180,000 L. E. Cette somme est destinée à leur faciliter l'achat du cheptel des domaines et à régler la créance éventuelle des domaines pour la valeur des récoltes sur pied, semences, etc. Elle viendra en déduction de celle de 1,210,000 L. E. stipulée ci-dessus.

3° Il est formellement entendu que les terres ainsi données devront être constituées en wakf, jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur, au profit des constituants et leurs descendants en ligne directe, jusqu'à extinction, pour faire ensuite retour à l'Etat.

4° Toutefois, S. A. Ismaïl Pacha ne sera tenu à la constitution en wakf que pour la moitié, et il pourra disposer comme il l'entendra de l'usufruit au profit de ses descendants.

5° Un délai de trois mois est accordé aux Princes pour faire connaître les terres qu'ils auront choisies et, à défaut, les terres seront désignées par la Commission des Domaines, sans qu'il y ait lieu à aucune espèce de recours.

6° De son côté, le Gouvernement s'engage à faire la consignation des terres désignées dans un délai de six mois, à partir du jour où l'emprunt destiné à faire face à cette opération aura été émis.

7° En ce qui concerne les immeubles incorporés au Domaine public, le Gouvernement déclare formellement renoncer à tous droits quelconques sur : — Le palais d'Ermirghian et toutes autres propriétés à Constantinople; le palais de Kasr-el-Aly, ainsi que le palais et le jardin de Ghezireh, dans l'état où ils se

trouvent, sans comprendre le tefliche de Ghizeh et Ghezireh qui est et demeure la propriété exclusive du Gouvernement.

8° D'autre part, également, il sera payé aux Princes soit en monnaie de liquidation, soit en numéraire, une somme de 100,000 livres égyptiennes, représentant le chef de réclamation relatif aux semences, récoltes, argent en caisse, impôts et salaires payés d'avance, etc., ainsi qu'en général toutes autres réclamations quelconques. Cette somme sera répartie de la façon suivante :

S. A. Ismaïl Pacha (pour lui et les trois princesses)	50.000 L. E.
S. A. le Prince Hussein	14.000
S. A. le Prince Hassan	14.000
S. A. le Prince Ibrahim	20.000
S. A. Aamina Hanem	2.000
Total	<u>100.000</u>

9° Le payement desdites sommes et la consignation des propriétés ci-dessus s'effectueront au plus tard en même temps que la consignation des terres domaniales, ou plus tôt si faire se peut.

10° Moyennant le présent échange, Leurs Altesses déclarent formellement se désister des actions par elles introduites contre le Gouvernement, renoncer à toutes réclamations quelconques, déclarent en outre, en un mot, que le Gouvernement est entièrement et définitivement libéré vis-à-vis d'elles à ce jour, sans qu'il puisse y avoir réclamation à soulever, pour quelque cause et sous quelque prétexte que ce soit, les présentes constituant un règlement de compte définitif.

11° Moyennant le présent arrangement, la liste civile se trouve définitivement réduite de la somme de quatre-vingt-six mille quatre cent soixante-treize livres égyptiennes présentement rachetées.

En conséquence, les Princes ci-dessus désignés déclarent formellement, en leur nom, et en tant que de besoin, au nom de leurs héritiers, qu'ils n'ont plus aucun droit et ne peuvent à quelque titre que ce soit demander une allocation à la liste civile.

Veillez agréer, Excellence, l'assurance de mes sentiments les plus distingués.

Signé : W. T. MARRIOTT.

Je soussigné, déclare avoir pris connaissance du présent Arrangement et l'accepter tant en mon nom qu'au nom de LL. AA. Ismaïl Pacha, Chokrat Hanem, Djemanian Hanem, Tchermafah Hanem, Aly Bey, Fouad Bey, Amina et Nemat Hanem, Hassan Pacha et son épouse, et Ibrahim Pacha Helmy, dont je suis fondé de pouvoirs suivant procurations régulières.

Signé : HUSSEIN KIAMIL.

Pour copie conforme :

Le Secrétaire général du Conseil des Ministres,

Signé : KAHIL.

A Très-Honorable W. T. Marriott, M. P.

Le Caire, le 25 janvier 1888.

Monsieur,

J'ai l'honneur d'accuser réception de la lettre que vous m'avez adressée sous la date du 23 janvier courant, et je m'empresse de vous faire savoir qu'après avoir pris les ordres de S. A. le Khédive, je suis autorisé à accepter et accepte au nom du Gouvernement égyptien l'Arrangement que vous me proposez et qui a été ratifié par S. A. le Prince Hussein Pacha Kiamil, tant en son nom qu'au nom de LL. AA. Ismaïl Pacha, Chokrat Hanem, Djemanian Hanem,

Thermafat Hanem, Aly Bey, Fouad Bey, Amina et Nemat Hanem, Hassan Pacha et son épouse, et Ibrahim Pacha Helmi, dont il se déclare le fondé de pouvoirs, à savoir :

Le Gouvernement donnera des terres domaniales pour une valeur de un million deux cent dix mille livres égyptiennes (1,210,000 L. E.), d'après le cahier des charges actuel annexé au règlement des rentes de l'Administration des Domaines de l'Etat, dont un exemplaire, dûment arrêté par la Commission, est ci-joint, et réparti ainsi qu'il suit entre les Princes et les Princesses :

A S. A. Ismail Pacha et ses trois épouses	560.400 L. E.
A LL. AA. Amin et Nemat Hanem.	84.000
A S. A. Aly Bey.	25.200
A S. A. Fouad Bey et sa mère.	36.400
A S. A. Hussein Pacha Kiamil.	168.000
A S. A. Hassan Pacha et son épouse.	210.000
A S. A. Ibrahim Pacha Helmy.	126.000

Il sera loisible aux Princes et Princesses de demander une somme en numéraire qui sera proportionnelle à leur part dans les 1,210,000 livres égyptiennes et ne pourra pas excéder 180,000 livres égyptiennes. Cette somme est destinée à leur faciliter l'achat du cheptel des Domaines et à régler la créance éventuelle des Domaines pour la valeur des récoltes sur pied, semences, etc. Elle viendra en déduction de celle de 1,210,000 livres égyptiennes stipulées ci-dessus.

Il est formellement entendu que les terres ainsi données devront être constituées en Wakf, jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur, au profit des constituants et de leurs descendants en ligne directe, jusqu'à extinction, pour faire ensuite retour à l'Etat.

Toutefois, S. A. Ismail Pacha ne sera tenu à la constitution en Wakf que pour la moitié, et il pourra disposer comme il l'entendra de l'usufruit au profit de ses descendants.

Un délai de trois mois est accordé aux Princes et Princesses pour faire connaître les terres qu'ils auront choisies, et, à défaut, les terres seront désignées par la Commission des Domaines, sans qu'il y ait lieu à aucune espèce de recours.

De son côté, le Gouvernement s'engage à faire la consignation des terres désignées dans un délai de six mois, à partir du jour où l'emprunt destiné à faire face à cette opération aura été émis.

En ce qui concerne les immeubles incorporés au Domaine public, le Gouvernement déclare formellement renoncer à tous droits quelconques, sur :

Le palais d'Ermirghian et toutes autres propriétés à Constantinople. Le palais de Kash-el-Aly ainsi que le palais et le jardin de Ghizeh et Ghezireh qui sont et demeurent la propriété exclusive du Gouvernement.

D'autre part, également, il sera payé aux Princes et Princesses, soit en monnaie de liquidation, soit en numéraire, une somme de 100,000 livres égyptiennes représentant le chef de réclamation relatif aux semences, récoltes, argent de caisse, impôts et salaires payés d'avance, etc., et le chef de réclamation des meubles, ainsi qu'en général toutes autres réclamations quelconques. Le paiement de ladite somme et la consignation de la propriété ci-dessus s'effectueront au plus tard en même temps que la consignation des terres domaniales, ou plus tôt si faire se peut.

Moyennant le présent échange, Leurs Altesses déclarent formellement se désister de toutes actions par eux introduites directement ou indirectement contre le Gouvernement, devant n'importe quelle juridiction, renoncer à toutes réclamations quelconques, déclarent en un mot que S. A. le Khédive, ainsi que le Gouvernement égyptien, sont entièrement et définitivement libérés vis-à-vis d'eux à ce jour sans qu'il puisse y avoir revendication à exercer, compte à faire, réclamations à soulever pour quelque cause et sous quelque

prétexte que ce soit, les présentes constituant un règlement de comptes définitif.

Moyennant le présent arrangement, la liste civile se trouve définitivement réduite de la somme de quatre-vingt-six mille quatre cent soixante-treize livres égyptiennes (86 473 L. E.) présentement rachetée. En conséquence, lesdits Princes et Princesses déclarent formellement en leur nom et, en tant que de besoin, au nom de leurs héritiers, qu'ils n'ont plus aucun droit et ne peuvent, à quelque titre que ce soit, demander une allocation sur la liste civile.

Il est bien entendu que cet arrangement est définitif, les parties contractantes s'entendront ensuite pour donner à cet acte la forme légale qui sera reconnue nécessaire et consigner tous les objets, titres, etc.

Je vous prie de m'envoyer une copie certifiée conforme de vos pouvoirs et de la procuration de S. A. Hussein-Pacha Kiamil.

Veuillez agréer, etc.

Signé : NUBAR.

Pour copie certifiée conforme :

Le Secrétaire général du Conseil des Ministres,

Signé : KAHIL.

TRADUCTION DU TURC

A Très Honorable W. T. Marriott, M. P.

Le Caire, le 29 janvier 1888.

Monsieur,

En réponse à votre lettre en date du 26 janvier courant, j'ai l'honneur de vous informer que le Gouvernement de Son Altesse considère comme vous que la répartition des L. E. 100,000, dans les proportions établies dans votre lettre du 23 janvier 1888, fait partie intégrante de l'arrangement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Président du Conseil des Ministres,

Signé : NUBAR.

N.-B. — Il est bien entendu que l'abandon des biens et palais d'Ermirghian, de Ghézireh et de Kasr-el-Aly est consenti par l'Etat au profit d'Ismail-Pacha.

Les soussignés déclarent adhérer purement et simplement, sans restrictions ni réserves, aux arrangements et aux stipulations des documents ci-dessus reproduits :

S. A. le Khédive Ismail, en son nom propre et au nom de ses enfants mineurs : LL. AA. Amina et Neimat Hanem les Princes Aly-Bey et Fouad-Bey.	S. A. la Princesse Chokrat Hanem, (Cachet.)	S. A. le Prince Hussein, Signé : HUSSEIN KIAMIL.
---	---	---

Signé : ISMAIL.

S. A. la Princesse Djenanier
Hanem,
(Cachet.)

S. A. le Prince Hassan,
Signé : HASSAN.

S. A. le Prince Ibrahim (1),
(Voir ci-après.)

S. A. la Princesse Techechmi
Afet,

S. A. la Princesse Hassan,
Signé : KHADIDJA.

Signé : TECHECHMI AFET.

(1) Yenikeui, 14 mars 1888, à 10 h. 30 m., Prince Hussein Kamil, Caire,

(2) Ai signé arrangement, vous l'expédie, aujourd'hui légalisé.

Signé : IBRAHIM HILMY.

Les signatures et cachet ci-dessus apposés sont ceux de LL. AA. Ismail-Pacha, ex-Khédive, de son fils, le Prince Hassan, des deux épouses du premier, Genanar Hanem et Techechmi Afet Hanem, et de l'épouse du dernier, Khadidja Hanem.

Ces signatures et cachets ont été également inscrits par les signataires mêmes dans le registre *ad hoc* du Mehkémé.

En foi de quoi la présente légalisation a été écrite.

(Cachet.)

Le Greffier du Mehkémé de 1^{re} instance de Péra,

OMAR NAGI.

TRADUCTION

Adhésion de S. A. le prince Ibrahim Hilmy, annoncée par son télégramme du 14 mars 1888, à S. A. le prince Hussein Kamil.

Le soussigné déclare adhérer purement et simplement, sans restriction ni réserves, aux arrangements et aux stipulations des documents ci-dessus reproduits.

Signé : IBRAHIM HILMY.

La signature et le cachet apposés au bas de cette pièce appartiennent à S. A. le Prince Ibrahim Hilmy, qui les a lui-même apposés aussi sur le registre *ad hoc* du Mehkémé.

En foi de quoi la présente légalisation a été écrite.

Le 2 ragab 1305 correspondant au 15 mars 1888.

Le Greffier du Mehkémé de 1^{re} instance de Péra,

Signé : OMAR NAGI.

DÉCRET

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu le Firman de S. M. I. le Sultan contenant l'autorisation d'émettre un emprunt de 5 millions de livres égyptiennes;

Vu la loi de liquidation du 17 juillet 1880;

Vu Notre décret du 27 juillet 1885;

Vu Notre décret de ce jour sanctionnant l'arrangement intervenu avec plusieurs membres de Notre famille;

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres et sur l'avis conforme de MM. les Commissaires Directeurs de la Caisse de la Dette publique,

Avons décrété et décrétons :

Article premier. — Notre Ministre des Finances est autorisé à émettre, à un taux qui ne pourra excéder 5 p. 0/0 à valoir sur la somme de L. E. 5,000,000 ci-dessus mentionnée, la quantité de titres nécessaire pour produire une somme effective maxima de L. E. 2,000,000 (L. S. 2,051,282).

Art. 2. — Les coupons de cet emprunt seront payés en or en Egypte, à Londres, à Berlin et à Paris, le 20 juin et le 20 décembre de chaque année. MM. les Commissaires de la Dette, de concert avec notre Ministre des Finances, fixeront, en monnaie française et en monnaie allemande, le change des paiements à Paris et à Berlin des coupons de cet emprunt sans que ce change puisse jamais dépasser la parité de la livre sterling, ni être inférieur à 25 fr. ou 20 marks et 25 pfennings.

Art. 3. — Le service de cet emprunt sera effectué par la Caisse de la Dette publique dans les mêmes conditions que le service de l'emprunt garanti et des Dettes privilégiées Unifiées.

Art. 4. — Les obligations de cet emprunt ne pourront être frappées d'aucun impôt au profit de notre Gouvernement.

Art. 5. — Une annuité fixe de L. E. 430,000 (L. S. 433,333) est destinée au service de cet emprunt et fera partie de la somme à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives par l'article 48 de notre décret du 27 juillet 1885. Elle sera payée par mensualités de 10,833 livres égyptiennes (L. S. 11,111) qui seront versées le 1^{er} de chaque mois à partir du 1^{er} janvier 1889, par le Ministère des des Finances à la Caisse de la Dette publique.

En cas de retard dans le paiement d'une seule de ces mensualités, le produit des contributions directes et indirectes de la ville du Caire, perçues par la Daïra Baladie, sera versé par cette administration à la Caisse de la Dette publique, sur sa simple demande, jusqu'à ce que le paiement de la semestrialité à échoir soit assuré intégralement, et ce, sous les mêmes responsabilités que celles édictées par le décret du 2 mai 1876, pour les fonctionnaires des provinces et administrations affectées à la Dette publique.

Le Gouvernement s'engage à n'apporter dans les contributions mentionnées ci-dessus aucune modification qui serait de nature à en réduire le rendement, au-dessous d'une somme annuelle de 300,000 livres égyptiennes.

Art. 6. — La portion de cette annuité, qui ne serait pas absorbée par le service de l'intérêt, sera affectée à l'amortissement.

Art. 7. — L'annuité fixée à l'article 5 sera diminuée d'un quart, lorsque, par suite des amortissements, le montant des titres restant en circulation sera réduit aux trois quarts de l'émission.

Art. 8. — Tous les versements de l'Emprunt seront centralisés à la Caisse de la Dette.

Art. 9. — Sur le produit de cet Emprunt sont destinées :

- L. E. 1.275.000 à faire face à l'arrangement intervenu avec plusieurs membres de notre famille et sanctionné par notre décret de ce jour;
- L. E. 450.000 à permettre la continuation de l'échange des pensions contre des terres libres ou domaniales. Cet échange se fera conformément aux dispositions d'un décret à promulguer ultérieurement;
- L. E. 275.000 en surplus constituera une avance sur la réalisation des biens libres catalogués pour faire face aux charges prévues par l'article 9 de notre décret du 27 juillet 1885.

L. E. 2.000.000

La Commission de la Dette remettra à notre Ministre des Finances, au fur et à mesure de ses besoins, la somme de 275,000 livres égyptiennes mentionnée ci-dessus; les autres sommes seront versées par elle, directement aux divers ayants-droit, sur mandats ministériels.

Art. 10. — Le produit net de la réalisation des biens libres catalogués, qui ont été vendus depuis le 1^{er} janvier 1888 ou qui seront vendus à l'avenir, soit à des pensionnaires, soit à d'autres, sera versé tous les trois mois par notre Ministre des Finances à la Caisse de la Dette publique. Chaque versement sera accompagné d'un état détaillé des ventes effectuées dans le trimestre.

Ces versements seront affectés :

1^o Aux charges spécifiées dans l'article 9 de notre décret du 27 juillet 1885, après épuisement de la somme de 275,000 livres égyptiennes mentionnée à l'article 9.

2^o Pour le remboursement de cette avance de 275,000 livres égyptiennes les sommes ainsi remboursées devant être employées à l'amortissement de l'emprunt émis en vertu du présent décret;

Et l'amortissement de l'emprunt garanti, conformément aux dispositions de l'article 10 de notre décret du 27 juillet 1885.

Art. 11. — Il sera loisible à notre Gouvernement de rembourser à la Caisse de la Dette, à n'importe quelle époque, tout ou partie de l'avance de 275,000

livres égyptiennes, ainsi que de lui verser pour l'amortissement toute autre somme dont il pourrait disposer.

Art. 12. — L'amortissement prévu par les articles 6, 10, § 2 et 11 du présent décret se fera par rachat au cours du marché, lorsque ce cours sera supérieur au pair, il s'effectuera au pair par voie de tirages.

Art. 13. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdin, le 30 avril 1888 (19 châban 1305).

MÉHÉMET-THEWFICK.

Pour le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
N. NUBAR.

Le Ministre des Finances,
MOHAMÉD ZEMI.

VII

TRIBUNAUX MIXTES

1888-1892

M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 12 octobre 1888.

Le Gouvernement khédivial vient de m'adresser une circulaire relative aux modifications qu'il désire introduire dans l'institution de la réforme judiciaire avant la prolongation d'une nouvelle période de cinq années pour le fonctionnement des Tribunaux mixtes.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte de la circulaire de Zoufkar Pacha aux Consuls généraux.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 12 OCTOBRE 1888.

Zoufkar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, à M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France.

(Circulaire.).

Le Caire, le 9 octobre 1888.

Monsieur le gérant,

La période quinquennale pour le fonctionnement des Tribunaux mixtes atteindra, le 1^{er} février 1889, le terme de sa dernière prorogation.

Il serait superflu de rappeler ici les bienfaits de l'institution de la Réforme Judiciaire et de faire ressortir la nécessité de son maintien. L'expérience a démontré, cependant, que des améliorations pourraient y être introduites, qui en rendraient le fonctionnement plus complet et la mettraient à même de rendre plus de services au pays.

Ces améliorations devraient porter sur les deux points suivants :

1^o Extension de compétence ;

2^o Système Législatif à adopter pour introduire, tant dans les Codes proprement dits que dans certaines matières à réglementer, les amendements et dispositions dont l'expérience a démontré ou démontrera la nécessité.

I. Déjà en 1884, une Commission internationale siégeant au Caire s'est occupée d'étendre la compétence des Tribunaux mixtes en matière civile et commerciale et en matière pénale.

Pour ce qui est de la matière civile et commerciale, le Gouvernement, s'inspirant des conclusions de cette Commission, propose les dispositions de l'annexe A.

Quant à la matière pénale, le Gouvernement, dans ce qu'il propose actuellement, ne va pas aussi loin que la Commission, au sein de laquelle, d'ailleurs, s'étaient produites de notables divergences d'opinion.

Le Gouvernement pense que le but à atteindre étant de lui rendre possible sa tâche d'administrer le Pays, il lui suffit de limiter, pour le moment, la compétence pénale aux cas qui se présentent le plus fréquemment, cas énumérés dans l'annexe B. Cette limitation, du reste, présenterait l'avantage de faciliter, sur cette question, l'accord des Puissances.

La Commission de 1884 avait cru devoir subordonner à certaines conditions la nomination des membres du Parquet. Mais les membres du Parquet étant, en fait, et avant tout, des fonctionnaires du Gouvernement et éminemment amovibles, par le caractère même de leurs fonctions, il croit devoir, au nom de sa propre responsabilité, maintenir le droit de les choisir et de les nommer.

II. Dans les négociations qui ont amené l'institution de la Réforme, les Puissances s'étaient préoccupées du mode d'introduction dans les Codes des additions, des modifications et changements à y apporter suivant les nécessités que l'expérience suggérerait. On s'était arrêté à l'idée d'associer au Gouvernement égyptien, dans l'introduction de ces additions et modifications, le Corps de la Magistrature, pour éviter de recourir aux Puissances toutes les fois qu'un changement serait reconnu nécessaire, et on avait limité leur intervention aux seuls cas où il s'agirait d'apporter un changement au système général adopté dans la législation mixte.

L'article 12 du Code civil consacre ces dispositions. Or, il s'est produit dans la pratique, ce fait qu'à une seule exception près, la Cour d'appel mixte, en présence d'une addition ou d'une modification aux Codes proposée par le Gouvernement, a toujours pensé qu'il était nécessaire de recourir à l'assentiment des Puissances comme s'il s'agissait du cas de changement à apporter au système de législation adopté (prévu par l'article 40 du Règlement d'organisation judiciaire). D'autre part, et dans les matières de réglementation de police et autres, pour lesquelles la convention de la Réforme a expressément reconnu au Gouvernement le droit légitime de légiférer, sous la sanction des peines de contravention, la Juridiction mixte n'a pas cru devoir admettre le droit gouvernemental, considérant, sans doute, les règlements édictés comme des additions et modifications nécessitant son intervention et son avis conforme, suivant l'article 12 du Code civil.

Dans cette situation, que je ne fais que constater et qui met en doute son pouvoir de légiférer, le Gouvernement se demande s'il n'est pas nécessaire de rechercher une solution qui puisse donner satisfaction à cet intérêt d'ordre supérieur. Cette solution, le Gouvernement croit pouvoir la trouver provisoirement dans l'idée même suggérée et adoptée par les Puissances en 1869-1870. A cette époque, l'Egypte ne possédait pas un corps capable d'élaborer des Lois et d'inspirer par sa compétence la confiance nécessaire. Ce fut la raison pour laquelle les Puissances adoptèrent le parti qui, de prime abord, peut paraître anormal, de faire participer le pouvoir judiciaire à l'exercice du pouvoir législatif; aussi le Gouvernement n'hésite-t-il pas actuellement, et jusqu'à la constitution de ce corps spécial législatif, à proposer que, dorénavant, toutes additions ou modifications aux Codes, quelles qu'elles soient, soient édictées par lui.

La promulgation en aura lieu après que la Cour d'appel aura déclaré qu'elles ne sont contraires, ni aux principes essentiels de la législation, ni aux obligations résultant du texte des Traités.

Cette proposition fait l'objet d'un article nouveau (annexe C) destiné à remplacer l'article 12 du Code civil et qui trouverait mieux sa place dans le Règlement d'Organisation Judiciaire.

Bien plus, le Gouvernement, en face de la pratique actuelle qui lui interdit,

en fait, l'application des plus simples mesures de police et qui, grâce à une jurisprudence peu précise, laisse tout au moins régner l'indécision dans l'exercice d'un pouvoir que les Puissances lui avaient elles-mêmes reconnu, consent, dans l'intérêt du bon ordre, à ce que certaines matières qui composent, pour ainsi dire, la vie journalière du public, et énumérées dans l'annexe D, soient également réglementées par lui, sous la réserve que les ordonnances à édicter en ces matières feront l'objet d'une déclaration de l'Assemblée générale de la Cour d'appel qui se bornera à s'assurer :

1° Que les lois et règlements proposés sont communs à tous les habitants du territoire sans distinction ;

2° Qu'ils ne contiennent aucune disposition contraire au texte des Traités et Conventions et enfin que, dans leurs dispositions, ils ne contiennent aucune peine supérieure aux peines de simple police.

Au cas où ces lois et règlements n'auraient pas été suivis et observés, les justiciables auront toujours le droit de s'adresser aux Tribunaux.

Telles sont, Monsieur le Gérant, en résumé, les propositions que le Gouvernement de Son Altesse soumet à l'appréciation du Gouvernement de la République.

Ces propositions, comme vous le voyez, étant renfermées dans les limites les plus restreintes, j'ose espérer, Monsieur le Gérant, qu'elles rencontreront facilement l'approbation de votre Gouvernement, et que vous pourrez me la faire parvenir dans le plus bref délai possible.

Je crois devoir ajouter, en terminant, que, si ces propositions étaient acceptées avant le terme de la période en cours, le Gouvernement de Son Altesse serait disposé à maintenir l'institution des Tribunaux mixtes pour une nouvelle période de cinq années, sous réserve, bien entendu, des modifications ultérieures qui pourraient y être introduites d'un commun accord avec les Puissances.

Veuillez agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
ZOULFIKAR.

ANNEXE A.

Article ... — Les Tribunaux Egyptiens mixtes connaîtront seuls :

1° De toutes les contestations en matière civile et commerciale entre indigènes et étrangers et entre étrangers de nationalité différente, en dehors du Statut personnel ;

2° De toutes les actions réelles immobilières entre parties de nationalité différente et même entre étrangers de même nationalité ;

3° De toutes les faillites prononcées contre des étrangers, alors même que le failli et ses créanciers seraient de même nationalité ;

4° Des affaires dans lesquelles est partie en cause une Société par actions ou obligations, ayant un siège en Egypte, quelle que soit la nationalité de la partie adverse ;

5° De toutes les demandes formées pour des faits relatifs à l'exercice de leur profession ou de leurs fonctions contre les avocats, huissiers et tous fonctionnaires des Tribunaux Egyptiens mixtes, alors même que les parties appartiendraient à la même nationalité ;

6° Des contestations entre les parties contractantes, relativement aux actes et contrats passés au greffe des Tribunaux Egyptiens mixtes, entre parties de nationalité différente et même entre étrangers de même nationalité, pour tout ce qui est de leur validité, de leur interprétation et de leur exécution qui appartient auxdits Tribunaux ;

7° De toutes les contestations que les étrangers de même nationalité consentiraient à leur soumettre.

Article ... — Les Agents diplomatiques, Consuls généraux et tous les fonctionnaires appartenant à la carrière diplomatique et consulaire, auront la faculté d'actionner les tiers devant les Tribunaux Egyptiens mixtes, sans cependant être justiciables de ces Tribunaux comme défendeurs, sauf dans le cas de demandes reconventionnelles.

S'ils s'occupent de commerce ou d'industrie, s'ils possèdent ou exploitent des immeubles en Egypte, ils seront soumis à la juridiction des Tribunaux Egyptiens mixtes pour toutes les affaires commerciales ou industrielles, et pour toutes les actions où leur qualité officielle ne sera pas en cause.

Les Agents consulaires et drogmans non compris dans le premier paragraphe du présent article, ainsi que les cawas, seront assujettis à la juridiction mixte pour toutes les affaires ne concernant pas leurs fonctions officielles,

Les règles de compétences établies dans l'article précédent s'appliqueront aux cas prévus par le présent article.

ANNEXE B.

Article ... — Seront déférés aussi aux Tribunaux Egyptiens mixtes les étrangers à raison des faits suivants :

a) Excitation à la haine et au mépris du Gouvernement, trouble de la paix publique, crimes et délits contre les fonctionnaires et employés de l'Etat et contre tout dépositaire de la force publique dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

b) Incendie volontaire, découvert au cours d'une instance civile relative à cet incendie et pendante devant les Tribunaux.

c) Faux et usage de pièces fausses devant les Tribunaux Egyptiens mixtes.

d) Faux témoignages déposés et faux serments prêtés, ainsi que subornation de témoins cités devant les Tribunaux Egyptiens mixtes.

e) Banqueroute simple et banqueroute frauduleuse.

f) Fabrication, émission ou circulation de fausse monnaie.

g) Contrebande.

h) Jeux de hasard, loteries.

i) Incendie volontaire, destruction, mutilation ou dégradation d'antiquités, édifices, monuments, plantations ou autres objets destinés à l'utilité ou à la décoration publique, de monuments et édifices religieux et leurs dépendances, de lignes ferrées ou télégraphiques, d'ouvrages de travaux publics, et, en général, de tous biens faisant partie du Domaine public de l'Etat.

j) Vol d'antiquités ou de tous objets appartenant soit aux Musées, soit aux Mosquées.

ANNEXE C.

Article ... — Les additions et modifications aux Codes en vigueur seront arrêtées par le Gouvernement Egyptien.

Elles seront promulguées à la suite d'une délibération de l'Assemblée générale de la Cour déclarant qu'elles ne sont contraires ni aux principes essentiels de la législation, ni aux obligations résultant du texte des traités.

ANNEXE D.

Article ... — Les Tribunaux Egyptiens mixtes appliquent les ordonnances actuellement en vigueur ou qui seront édictées à l'avenir par le Gouvernement Egyptien, concernant le régime des terres, digues et canaux, la conservation des antiquités, la voirie (Tanzim), l'hygiène et la salubrité publiques, la police des établissements publics tels que hôtels, cafés, maisons meublées, cabarets,

maisons de tolérance, etc., l'introduction, la vente et le port d'armes et de matières explosibles ou dangereuses; le droit de chasse, le Règlement des voitures et autres moyens de transport, la police des ports, de la navigation et des ponts, la mendicité, le vagabondage, le colportage, etc.; les établissements incommodes, insalubres ou dangereux, et, en général, tous règlements permanents et généraux de police et de sûreté publique.

Les ordonnances à édicter en ces matières seront promulguées à la suite d'une délibération de l'Assemblée générale de la Cour qui se bornera à s'assurer :

1^o Que les Lois et Règlements proposés sont communs à tous les habitants du territoire sans distinction.

2^o Qu'ils ne contiennent aucune disposition contraire au texte des Traités et Conventions et, enfin, que dans leurs dispositions ils ne contiennent aucune peine supérieure aux peines de simple police.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 novembre 1888.

Le Gouvernement Egyptien propose une prorogation des Tribunaux pendant 5 ans pourvu qu'avant le 1^{er} février les Puissances aient adhéré à l'article relatif aux contraventions (annexe D) du projet égyptien communiqué à Votre Excellence par dépêche du 12 octobre.

Les autres réformes contenues dans ce projet seraient abordées ultérieurement.

La plupart de mes collègues se rallient à cette combinaison et recommandent à leurs Gouvernements l'adoption de cet article.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France en Egypte,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 novembre 1888.

Je vous ai annoncé que le Gouvernement Egyptien venait de proposer aux Consuls généraux de proroger les Tribunaux de la Réforme pour cinq ans, à condition que les Puissances approuvassent avant le 1^{er} février prochain, le projet d'article relatif aux contraventions et figurant comme annexe D dans la circulaire que M. Denaut vous a communiquée le 12 octobre dernier.

Ainsi que V. E. l'aura remarqué, le Ministre des Affaires étrangères, dans cette circulaire, soumettait à l'approbation des Puissances une série assez longue de réformes dont quelques-unes sont inacceptables dans leur teneur actuelle; le Ministre des Affaires étrangères ajoutait que si cet ensemble était accepté avant le 1^{er} février, le Gouvernement Khédivial serait disposé à consentir à une nouvelle prorogation quinquennale. A ceux d'entre les représentants des Puissances qui demandaient ce qu'il adviendrait au cas où l'on ne serait pas d'accord avant l'expiration de la période actuelle, il était répondu que les Tribunaux seraient alors prorogés pour six mois. On pensait, par ce singulier moyen de pression, stimuler le zèle des Gouvernements et de leurs représentants en Egypte. Mon collègue de Grande-Bretagne encourageait le Gouvernement Khédivial dans cette attitude comminatoire et tout au moins peu compatible avec les préroga-

tives dont se trouvent revêtues les Puissances en vertu du pacte de la Réforme. L'article 40 du règlement d'organisation judiciaire, titre III, ne laisse, à mon avis, guère de doutes sur la portée de ces prérogatives (1). (Voir ci-dessous l'article en question.)

Dès mon retour de congé, j'ai déclaré que, muni d'instructions de Votre Excellence, je devais insister pour une prorogation quinquennale pure et simple et sans conditions. L'époque tardive à laquelle nous étai¹ soumis le projet en question, la nécessité pour l'autorité de l'institution et la dignité de ses magistrats, d'assurer d'ores et déjà aux Tribunaux une existence suffisamment prolongée, l'intérêt d'un énorme ensemble de transactions à sauvegarder, étaient autant d'arguments en faveur de la thèse que je soutenais. Bon nombre de mes collègues se ralliaient à ma manière de voir et sir Evelyn Baring s'est aperçu que, lors de la réunion des Consuls généraux qui devait avoir lieu bientôt dans le but de concerter leur attitude, il se trouverait en minorité pour soutenir le point de vue gouvernemental.

Riaz-Pacha nous fit alors faire la proposition que je vous ai signalée au début de cette dépêche.

Les Consuls généraux sont tombés d'accord pour accepter *ad referendum* l'annexe D, et ont exprimé l'espoir qu'ils recevraient une réponse favorable avant le 1^{er} février, de façon que les Puissances qui ont à soumettre la prorogation à leurs Parlements puissent remplir cette formalité en temps utile.

Tout bien pesé, et après avoir consulté nos magistrats, je suis arrivé à la conclusion que nous pouvons adhérer à cet article sans mettre en péril aucun intérêt sérieux.

Le droit d'appliquer aux Européens les ordonnances de cet ordre existe en principe pour le Gouvernement Khédivial en vertu des articles 331, 340 du Code pénal approuvé par les Puissances. Mais, jusqu'à ce jour, celui-ci n'a pas encore exercé ce droit d'une façon complète, la Cour refusant d'appliquer des règlements non prévus au Code et qui ne lui auraient pas été soumis avant d'être édictés. Or, ces règlements, dans la pratique, sont restés lettre morte, le Gouvernement n'ayant pas adopté la pratique réclamée par la Cour. Lorsque les Tribunaux mixtes se trouvaient saisis de contraventions du fait d'Européens, tantôt ils jugeaient, tantôt ils se déclaraient incompétents. Le Gouvernement Khédivial, en proposant le présent article, veut surtout remédier à cet inconvénient, ainsi qu'il est indiqué dans la dernière partie de la circulaire de Zoulfikar-Pacha du 9 octobre.

Préoccupé de la rédaction défectueuse de l'article en projet, j'avais fait un contre-projet qui a l'avantage de comprendre toutes les contraventions, mais rien que les contraventions. Au point de vue juridique, cette rédaction est évidemment préférable. Elle exclurait, sans doute, les réglementations du régime des terres, au moins dans bien des cas. Le Gouvernement Egyptien auquel je l'ai soumise voudrait la voir écarter. La plupart de mes collègues n'ont pas paru en apprécier les avantages et semblent

(1) Article 40. — Pendant la période quinquennale aucun changement ne devra avoir lieu dans le système adopté. Après cette période, si l'expérience n'a pas confirmé l'utilité pratique de la Réforme judiciaire, il sera loisible aux Puissances soit de revenir à l'ancien ordre de choses, soit d'aviser, d'accord avec le Gouvernement Egyptien, à d'autres combinaisons.

peu frappés par mes observations, alléguant que leurs magistrats n'élèvent pas d'objection contre le projet gouvernemental.

Votre Excellence remarquera que la Cour n'a qu'un pouvoir limité de contrôle en ces matières; néanmoins, elle aura à constater que ces règlements ne sont pas contraires au texte des *traités et conventions*; les Capitulations rentrant dans cette catégorie d'actes, il me semble que la Cour ne sera pas désarmée. Il ne faut pas oublier que cette dernière a toujours eu jusqu'à présent une tendance à restreindre plutôt qu'à élargir les attributions du Gouvernement et tout porte à croire que l'esprit de cette institution internationale restera le même.

En résumé, j'estime que nous pourrions adhérer à la proposition du Gouvernement Egyptien concernant l'annexe D.

Je serai reconnaissant à Votre Excellence, après qu'elle aura étudié la question, de vouloir bien me faire connaître sa décision.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 29 novembre 1888.

J'ai peu de choses à ajouter à mon rapport du 20 de ce mois au sujet de la prorogation des Tribunaux mixtes et du projet relatif aux contraventions.

Je ne crois cependant pas inutile de faire observer à Votre Excellence que le Gouvernement de la République n'a pas à soumettre à l'assentiment du Parlement l'adoption de l'article en question. L'application à nos nationaux des peines de simple police a été concédée aux Tribunaux mixtes par l'adoption même du Code pénal égyptien; le titre IV de ce Code, articles 331 à 340, détermine en effet les contraventions et les punitions qu'elles entraînent.

Une observation analogue s'applique aux « Ordonnances sur le régime des terres, digues et canaux prévues par l'article 36 du titre I^{er} du règlement d'organisation judiciaire ». Le droit de réglementer en ces matières a déjà été concédé au Gouvernement Egyptien par la France, et l'article qui nous est proposé a seulement pour but de consacrer d'une façon complète l'exercice, jusqu'à présent peu assuré, de ce droit.

L. D'AUBIGNY.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Le Caire, le 4 décembre 1888.

Eu égard aux garanties qui résultent de l'intervention de la Cour d'appel pour l'élaboration future des Règlements de police, je vous autorise à accepter le texte égyptien, si vous ne pouvez faire prévaloir le vôtre.

René GOBLET.

Le comte de Lytton, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris, à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

TRADUCTION

(*Mémoire.*)

Paris, le 26 décembre 1888.

A une réunion des Consuls généraux qui a eu lieu au Caire, le 14 novembre 1888, les propositions du Gouvernement Egyptien tendant à la prorogation des Tribunaux mixtes ont été prises en considération et il a été convenu à l'unanimité, par les membres présents, qu'ils recommanderaient à leurs Gouvernements la prorogation de ces Tribunaux pour une nouvelle période de cinq ans à partir du 1^{er} février prochain ainsi que l'acceptation des dispositions contenues dans l'annexe D de la circulaire du Gouvernement Egyptien, en date du 9 octobre 1888, relative à la promulgation et à l'application des règlements de police.

Le Gouvernement de Sa Majesté regretterait fort l'ajournement indéfini des autres propositions, contenues dans la circulaire, qui lui paraissent correctes en principe bien que susceptibles de quelques modifications de détail.

Mais, en présence de l'unanimité des recommandations des Consuls Généraux et de l'avis, émanant de Sir Evelyn Baring, que le Gouvernement Egyptien est disposé à accepter la solution ainsi recommandée et, vu que les autres propositions donneront probablement lieu à des négociations de longue durée, le Gouvernement de Sa Majesté a décidé qu'il était préférable d'accepter la prorogation de cinq ans, conjointement avec la condition isolée contenue dans l'annexe D.

Lord Lytton est autorisé par le Principal Secrétaire d'Etat des Affaires Etrangères de Sa Majesté à porter cette décision à la connaissance de M. Goblet, et il a reçu pour instruction d'exprimer l'espoir que le Gouvernement Français prendra une décision semblable en vue de faciliter la conclusion formelle de l'arrangement relatif à la prorogation des Tribunaux mixtes pour le temps spécifié.

Il est entendu qu'il sera introduit dans le décret de prorogation une disposition relative à l'adoption, durant la période quinquennale, de tous les autres changements dont les Puissances pourraient convenir et, en ce qui concerne ce point, le Gouvernement de Sa Majesté a fait connaître qu'il agréait la proposition de Sir E. Baring, tendant à ce qu'une commission fût nommée à bref délai pour discuter les dispositions contenues dans les annexes A et B de la circulaire du Gouvernement Egyptien.

En ce qui regarde l'annexe C qui traite du mode de promulgation des modifications pouvant paraître utiles des codes appliqués par les tribunaux, il semblerait qu'il y a eu un entretien entre Sir E. Baring et le Comte d'Aubigny, entretien concluant à la proposition que, en addition aux garanties stipulées dans l'annexe telle qu'elle est, il devrait être, en outre, stipulé que les projets de lois à cet effet seraient communiqués, deux ou trois mois à l'avance, aux Puissances, et qu'un droit de *veto* serait exercé par trois quelconques des Puissances, en l'absence duquel aurait lieu la promulgation de la loi.

Lord Lytton est prié de discuter cette proposition avec S. Exc. M. Goblet, et de lui exprimer qu'elle est une de celles que le Gouvernement de S. M.

juge dignes de considération, et qu'il serait disposé à recommander s'il y a probabilité qu'elle soit agréée.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 16 janvier 1889.

Votre Excellence pourrait-elle obtenir du Parlement l'autorisation pour le pouvoir exécutif d'accorder éventuellement, à partir du 1^{er} février, la prorogation des tribunaux de la réforme, pour une période n'excédant pas cinq ans, mais qui pourrait être moindre ?

Il y a intérêt à ce que nos magistrats se trouvent pourvus des pouvoirs nécessaires à la date du renouvellement.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 19 janvier 1889.

J'espère arriver à un accord aux termes suivants :

« Le Gouvernement français reconnaît le principe d'égalité de représentation de toutes les grandes Puissances aux tribunaux mixtes.

« M. Bellet restera en fonctions à titre personnel et le Gouvernement français ne pourra revendiquer l'obtention de son siège.

« Le Gouvernement français ne réclamera l'exercice du droit que lui donne la convention du 25 septembre 1874 d'avoir un représentant au ministère public que lorsque la réorganisation du parquet aura été arrêtée par voie d'accord international.

« Le Gouvernement français aura droit, le 1^{er} février prochain, à un conseiller titulaire nommé en vertu de l'article 5 du règlement d'organisation judiciaire. »

Nous aurions ainsi deux Conseillers à la Cour. Ce privilège, bien que temporaire, a sa valeur. Nous conserverions, en outre, notre droit d'avoir un Représentant du Ministère public.

Le Gouvernement égyptien et Sir E. Baring demandent en échange d'être libérés par nous, pour des cas exceptionnels, de l'obligation de ne pas élever certains traitements au-delà de 2,000 livres.

Il s'agit du général Grenfell et éventuellement du Conseiller financier.

J'estime que je pourrais, par une lettre particulière, promettre de fermer les yeux pour ces cas exceptionnels.

Je prie Votre Excellence de me répondre le plus tôt possible sur ces propositions.

En cas d'assentiment de votre part, j'adhérerais aux conditions ci-dessus à l'annexe D et nous aurions la prorogation de cinq ans.

L. D'AUBIGNY.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 22 janvier 1889.

Nous pouvons renoncer provisoirement et jusqu'à la réorganisation du parquet à notre droit d'y avoir un représentant à la condition que M. Bel-

let reste en fonctions et que M. de Sigoyer soit, le 1^{er} février prochain, titulaire du siège de Conseiller français à la Cour. Mon adhésion est donc acquise au principe de l'entente que vous espérez établir.

Veuillez chercher à faire prévaloir le texte suivant, qui ne change rien aux conditions que vous proposez et ne fait que les préciser :

« Le Gouvernement français reconnaît le principe d'égalité de représentation de toutes les grandes Puissances dans les tribunaux mixtes.

« M. Bellet restera en fonctions à titre personnel et le Gouvernement français ne revendiquera pas l'obtention de son siège tant que ce principe sera observé.

« Le Gouvernement français ne réclamera l'exercice du droit que lui donne la convention du 25 septembre 1874 d'avoir un Représentant au Ministère public que quand la réorganisation du parquet aura été arrêtée par voie d'accord international. Il conserve le droit d'obtenir à ce moment un représentant dans le parquet et se réserve toute liberté pour examiner alors quel rang il conviendra de lui attribuer.

« Le Gouvernement français aura droit, le 1^{er} février prochain, à un Conseiller titulaire nommé en vertu de l'article 5 du règlement d'organisation judiciaire. »

Dans le cas où quelque modification vous serait demandée à ce texte vous pourriez m'en référer.

M. de Sigoyer sera notre candidat au siège de Conseiller titulaire à la Cour.

Je vous autorise à donner votre adhésion à l'augmentation de deux traitements du *Sirdar* et du Conseiller financier britannique dont vous out entreteuu le Gouvernement khédivial et Sir Evelyn Baring. Mais cette adhésion, que je préférerais n'avoir à donner que pour le général Grenfell, devra spécifier qu'il s'agit de ces seuls traitements et non d'autres.

René GOBLET.

M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 25 janvier 1889.

Un projet de loi vient d'être soumis à l'approbation des Chambres en vue d'autoriser le Gouvernement de la République à accepter éventuellement, à partir du 1^{er} février prochain, la prorogation des Tribunaux mixtes pour une période n'excédant pas cinq années, mais qui pourrait être moindre. Les conditions dans lesquelles sera donné l'assentiment que nous espérons obtenir, en temps utile, du Parlement pour le projet, nous laisseront une liberté d'action suffisante pour ne porter aucun préjudice aux négociations que nous avons d'autre part avec le Gouvernement khédivial au sujet de notre représentation dans la magistrature de la Réforme.

René GOBLET.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 25 janvier 1889.

Le Gouvernement de la Grande-Bretagne adhère au texte du projet d'accord contenu dans ma dépêche du 19 janvier, mais à la condition qu'au

troisième paragraphe, dans la phrase relative à la réorganisation du Parquet, le mot *accomplie* soit substitué au mot *arrêtée*.

Votre modification au second paragraphe, relatif au siège de M. Bellet, a le consentement personnel de Sir Evelyn Baring.

Je ne pourrais, pour le moment, faire prévaloir votre texte relatif au rang de notre représentant au Parquet. Les termes de l'accord Cazeaux (*Un représentant au Ministère public*) nous ménagent une marge d'interprétation assez large pour l'avenir. Je vous prie de ne pas insister sur ce point.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 23 janvier 1889.

Je viens de recevoir du Gouvernement égyptien l'acceptation officielle de l'arrangement dans la teneur communiquée par ma dépêche du 19 de ce mois avec la substitution de mots déjà indiquée et la modification que le Gouvernement français ne revendiquera pas l'obtention du siège de M. Bellet tant que le principe de l'égalité de représentation sera observé.

Nous avons l'assentiment de l'Angleterre et des autres Puissances, celle de l'Italie nous manque, mais je suis désormais assuré de l'acquérir. Il ne nous reste plus qu'à adhérer à l'annexe D et à la prorogation de cinq ans. Je vous prie de m'autoriser à donner cette adhésion sauf la ratification des Chambres.

L. D'AUBIGNY.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 28 janvier 1889.

La Chambre des députés a voté samedi la prorogation de la réforme judiciaire et j'espère que le Sénat la votera aujourd'hui ou demain.

Vous pouvez donc attendre ce vote que je vous télégraphierai immédiatement avant de donner notre adhésion dans les termes que vous proposez, et que j'approuve. Dans le cas où le vote du Sénat ne serait pas acquis pour le 1^{er} février, vous passeriez outre et donneriez notre adhésion sous réserve de la ratification parlementaire.

René GOBLET.

**M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 29 janvier 1889.

En considération de l'urgence, je vous autorise à adhérer de suite à la prorogation de la réforme sous réserve de l'autorisation parlementaire. Cette autorisation nous a déjà été donnée sans discussion par la Chambre et nous l'avons demandée hier au Sénat.

Vous pouvez également, pour le siège de Conseiller à la Cour d'Alexandrie, proposer, au nom du Gouvernement de la République, le nom de M. de Sigoyer au Gouvernement khédivial.

René GOBLET.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 31 janvier 1889.

Les deux décrets prononçant la prorogation des Tribunaux de la réforme pour une nouvelle période de 5 ans, et mettant en vigueur les dispositions de l'annexe D, ont paru au *Journal officiel égyptien*. J'ai l'honneur d'en envoyer ci-joint le texte à Votre Excellence.

Il ressort du premier de ces décrets que toutes les Puissances faisant partie de la Réforme judiciaire ont adhéré à deux exceptions près.

L'Espagne, qui ne compte qu'un seul magistrat, revendique au dernier moment un second siège de juge et suspend son adhésion.

La Grèce réclame, de son côté, un conseiller représentatif comme les grandes Puissances, alléguant qu'elle possède en Egypte la colonie la plus nombreuse et la plus riche. Elle n'a encore pu s'entendre avec le Gouvernement égyptien. Les grandes Puissances devraient d'ailleurs être aussi consultées. Dans l'espoir qu'on arrivera à s'entendre dans un délai rapproché et pour ne pas se trouver désarmé vis-à-vis du Gouvernement khédivial, mon Collègue hellénique n'a consenti à adhérer à la prorogation que pour une seule année.

L'Italie a donné son adhésion pure et simple comme les autres Puissances.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 31 JANVIER 1889.

DÉCRET

Nous, Khédive d'Égypte,

Vu le règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes et notamment l'article 40 du titre III.

Vu nos décrets des 6 janvier 1881, 28 janvier 1882, 28 janvier 1883 et 19 janvier 1884, prorogeant successivement jusqu'au 1^{er} février 1889 le terme de la première période judiciaire des Tribunaux égyptiens mixtes.

Considérant que notre Gouvernement et les Gouvernements des Puissances ci-après : Allemagne, Autriche-Hongrie, Belgique, Etats-Unis d'Amérique, France, Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède et Norvège, sont convenus de proroger pour cinq années les pouvoirs desdits tribunaux ;

Considérant toutefois que le Gouvernement Hellène n'accepte la prorogation que pour la période d'une année ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Décrétons :

Article premier. — Les pouvoirs des Tribunaux égyptiens mixtes sont prorogés pour une nouvelle période de cinq ans, à partir du février 1889.

Art. 2. — Cette prorogation n'aura d'effet, à l'égard de la Grèce, que pour une période d'une année, à partir du 1^{er} février 1889.

Art. 3. — Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 31 janvier 1889 (29 Djemad-el-Ewel 1306).

Signé : MÉHÉMET-Tewfik.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Signé : RIAZ.

Le Ministre de la Justice,

Signé : H. FAKRY.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 31 JANVIER 1889.

DÉCRET

Nous, Khédive d'Égypte,

Vu Notre décret, en date de ce jour, portant prorogation des Tribunaux égyptiens mixtes ;

Sur la proposition de Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres ;

Avec l'assentiment des Puissances mentionnées dans Notre décret susvisé ;

Décrétons :

Article premier. — A partir du 1^{er} février 1889, et sauf la disposition contenue dans l'article 2 de notre décret susvisé, les Tribunaux égyptiens mixtes appliqueront les ordonnances actuellement en vigueur ou qui seront édictées à l'avenir par Notre Gouvernement, concernant le régime des terres, digues et canaux, la conservation des antiquités, la voirie (Tanzim), l'hygiène et la salubrité publiques, la police des établissements publics tels que : hôtels, cafés, maisons meublées, cabarets, maisons de tolérance, etc. ; l'introduction, la vente et le port d'armes et de matières explosibles ou dangereuses ; le droit de chasse, le règlement des voitures et autres moyens de transport ; la police des ports, de navigation et des ponts ; la mendicité, le vagabondage, le colportage, etc., les établissements incommodes, insalubres et dangereux et, en général, tous règlements permanents et généraux de police et de sûreté générale.

Art. 2. — Les ordonnances à édicter en ces matières seront promulguées à la suite d'une délibération de l'Assemblée générale de la Cour qui se bornera à s'assurer :

1^o Que les lois et règlements proposés sont communs à tous les habitants du territoire sans distinction ;

2^o Qu'ils ne contiennent aucune disposition contraire au texte des Traités et Conventions et, enfin, que dans leurs dispositions ils ne contiennent aucune peine supérieure aux peines de simple police.

Art. 3. — Nos Ministres de l'Intérieur et de la Justice sont chargés de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 31 janvier 1889 (29 Gamad-el-Ewel 1306).

Signé : MÉHÉMET-Tewfik.

Par le Khédive :

*Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre de l'Intérieur,
Signé : RIAZ.*

*Le Ministre de la Justice,
Signé : H. FARRY.*

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Goblet, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 31 janvier 1889.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint en copie la lettre que j'ai écrite à Sir Evelyn Baring en exécution de l'entente intervenue entre lui et moi et avec votre autorisation. Je me suis inspiré, autant que je l'ai pu, pour la rédaction de ce document, des instructions contenues dans la dépêche de Votre Excellence en date du 22 de ce mois.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 31 JANVIER 1889.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France, à Sir E. Baring, agent et consul général de S. M. Britannique en Egypte.

Le Caire, le 27 janvier 1889.

Vous avez bien voulu me faire savoir qu'il serait question d'élever le traitement du Sirdar et éventuellement celui du Conseiller financier au delà de deux mille livres. Comme il avait été antérieurement établi qu'aucun fonctionnaire égyptien, sauf les Ministres, n'aurait de traitement supérieur à la somme de deux mille livres, vous m'avez demandé si le représentant de la France en Egypte s'opposera à ce que, dans des *cas exceptionnels*, il soit dérogé à la règle précitée.

En réponse à votre question, je m'empresse de vous faire savoir, mon cher Collègue, que l'Agence de France en Egypte s'engage à ne pas élever de difficultés au cas où, à *titre exceptionnel*, le traitement de certains fonctionnaires comme le Sirdar ou le Conseiller financier, serait porté à une somme dépassant deux mille livres.

L. D'AUBIGNY.

M. René Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 31 janvier 1889.

Il n'y a plus lieu, dans notre adhésion, de réserver l'approbation parlementaire qui est acquise. Le Sénat vient, en effet, de voter comme l'avait fait la Chambre, la prorogation de la Réforme judiciaire.

René GOBLET.

M. Goblet, ministre des affaires étrangères, au comte de Lytton, ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris.

(*Note verbale.*)

Paris, le 6 février 1889.

Par une note en date du 26 décembre 1888, Son Excellence l'ambassadeur de Sa Majesté britannique à Paris a signalé à l'attention du Gouvernement de la République les propositions faites par le Gouvernement Egyptien aux divers Cabinets signataires des arrangements concernant la Réforme judiciaire en Egypte en vue de proroger pour cinq ans, à partir du 1^{er} février 1889, le Régime des Tribunaux mixtes en Egypte sous certaines conditions déterminées. Appréciant les divers motifs invoqués par le Cabinet khédival pour confier aux tribunaux de la Réforme les questions relatives à l'application aux étrangers des Règlements de police, le Gouvernement de la République a autorisé son Représentant au Caire à faire cette concession réclamée par le Cabinet khédival, et à accepter en même temps une prorogation des tribunaux mixtes pour cinq ans.

Sur ces deux points, le Gouvernement Français se trouve donc heureusement d'accord avec le Gouvernement de Sa Majesté britannique.

En ce qui concerne les autres suggestions faites par le Cabinet Vice-Royal, le Gouvernement de la République estime qu'elles portent sur un ensemble de réformes trop complexes pour qu'il soit dès aujourd'hui possible de prévoir quel accueil devra leur être définitivement fait par les Gouvernements intéressés. Il convient à son sens de laisser aux Consuls Généraux des puissances en Egypte le temps de les examiner avec la

maturité nécessaire et de s'éclairer très-exactement à leur sujet avant d'en discuter définitivement les termes. Le Gouvernement Français sera d'ailleurs tout disposé, quand le moment sera venu, à prêter la plus sérieuse attention aux propositions qui lui seraient faites; mais il ne pourra formuler son opinion définitive avant de s'être entouré de toutes les garanties qui doivent accompagner toute modification dans l'administration de la justice à ses nationaux établis à l'étranger.

M. Goblet, ministre des affaires étrangères, à MM les ambassadeurs de la République à Londres, Berlin, Vienne, Saint-Petersbourg, Madrid, et auprès de Sa Majesté le roi d'Italie et aux ministres de France à Athènes, Bruxelles, Copenhague, la Haye, Lisbonne, Stockholm et Washington.

Paris, le 6 février 1889.

Le terme de la dernière période conventionnelle du régime des tribunaux mixtes en Egypte devant expirer le 1^{er} février de cette année, le Gouvernement khédivial, par une circulaire du 9 octobre 1888, a proposé aux Cabinets intéressés une nouvelle prorogation de la Réforme.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint copie de ce document ainsi que des annexes qu'il contenait (1).

Comme vous le verrez, le Gouvernement vice-royal avait d'abord l'intention de subordonner la conclusion d'un nouvel arrangement à ce sujet à l'acceptation par les Puissances de certaines innovations dans le fonctionnement de la juridiction mixte. Ces innovations devaient principalement porter sur les deux points suivants :

1^o Extension de la compétence des tribunaux.

2^o Adoption d'un nouveau système législatif pour introduire, tant dans les Codes proprement dits que dans certaines matières à réglementer, les amendements et dispositions dont l'expérience a démontré la nécessité.

D'autre part, le Gouvernement vice-royal émettait la prétention de considérer les membres du Parquet comme des fonctionnaires et de vouloir les choisir et les nommer. Il réclamait enfin avec une insistance toute particulière le droit de déférer aux tribunaux mixtes les difficultés concernant l'application aux étrangers des ordonnances de police actuellement en vigueur ou à éditer.

Il fut bientôt évident qu'une entente, sur des matières aussi vastes et aussi délicates, ne pourrait se produire entre les puissances en temps utile pour que la prorogation qui devait en dépendre pût avoir lieu dès le 1^{er} février 1889. Aussi le Cabinet vice-royal se vit-il dans la nécessité de réduire ses prétentions.

Au milieu de décembre dernier, il se déclara prêt à proroger la réforme pour cinq ans à partir du 1^{er} février 1889, à la seule condition que les Puissances reconnussent en même temps les tribunaux mixtes compétents pour les questions d'application des règlements de police aux étrangers en Egypte. Cette dernière proposition fait l'objet de l'annexe D de la circulaire égyptienne et les motifs qui militent en faveur de son adoption se trouvent développés dans un rapport du Comte d'Aubigny que j'ai l'honneur de vous communiquer ci-joint (2).

(1) Voir la dépêche du Caire en date du 12 octobre 1888.

(2) Voir la dépêche du Caire en date du 20 novembre 1888.

L'étude des autres questions soulevées au début de la négociation par le Cabinet khédivial doit d'ailleurs rester réservée à une époque postérieure, un premier examen ayant dès aujourd'hui démontré que plusieurs de ces questions rencontreraient certainement de vives objections tant de notre part que de la part de divers autres gouvernements.

C'est aux propositions khédiviales ainsi restreintes que le Gouvernement de la République a demandé au Sénat et à la Chambre des Députés l'autorisation d'adhérer. Cette autorisation nous a été donnée par le Parlement; j'ai autorisé l'Agent et Consul général de France en Egypte à en faire usage.

Le Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité ayant été lui-même appelé à prendre part aux pourparlers qui viennent de se poursuivre en vue d'une prorogation de la réforme en Egypte, il ne sera pas sans intérêt pour vous d'être renseigné sur la marche des négociations.

J'ai cru devoir à ce titre vous en indiquer, pour votre information personnelle, les traits essentiels.

René GOBLET.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des Affaires Etrangères.**

Le Caire, le 27 février 1889.

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-joint en annexe, le texte d'une circulaire que le Gouvernement khédival vient d'adresser aux représentants des Puissances dans le but d'inviter ces dernières à réunir une Commission de juristes chargés d'étudier les propositions d'extension de compétence des tribunaux de la Réforme, contenues dans les annexes A et B de la circulaire du 9 octobre 1888.

Les objections les plus graves que nous aurions à formuler ont surtout trait à l'extension de juridiction en matière pénale.

Et d'abord, nous ne devrions pas entrer dans la discussion des clauses contenues dans l'annexe B sans avoir obtenu gain de cause dans la question du choix et de la nomination des membres du parquet. Nous ne pouvons admettre que la poursuite de nos nationaux soit confiée à un parquet qui relèverait exclusivement du Gouvernement égyptien. Il nous faut une garantie sérieuse que l'honneur, la sécurité des Français ne seront pas exposés à l'arbitraire d'un fonctionnaire exclusivement khédivial, ayant été choisi par le Gouvernement seul et révocable au bon plaisir de ce dernier. Il importerait de revenir sur ce point à l'attitude prise par nos délégués dans la Commission de 1884 et de l'accentuer encore au besoin.

Le ministre des affaires étrangères du Khédive, dans sa circulaire du 9 octobre 1888, affirme de nouveau la théorie en vertu de laquelle le parquet des tribunaux de la réforme est exclusivement un instrument du Gouvernement égyptien. J'ai déjà eu sur ce point un échange de notes avec Zoulikar-Pacha. Le moment pour continuer cette discussion sera venu lorsque la Commission examinera l'annexe B.

Nous devons exiger que les Gouvernements intéressés participent à la nomination du parquet. Il faudra aussi atténuer, autant que possible, le principe de la révocabilité des membres du ministère public, en soutenant une formule dans le genre de celle qui avait été proposée par nos délégués à la Commission de 1884.

Une fois que nous aurions obtenu gain de cause sur ce point de principe, nous consentirions à étudier les propositions contenues dans l'annexe B.

Le premier paragraphe (excitation à la haine du Gouvernement, etc.), est à rejeter purement et simplement.

Votre Excellence remarquera que l'annexe C (à savoir : concession du pouvoir législatif au Gouvernement égyptien, sauf approbation de la Cour), ne serait pas soumise à l'étude de la Commission projetée. On désirerait la traiter par voie diplomatique. On allègue que les magistrats qui feraient partie de la Commission seraient mal désignés pour se prononcer dans une question qui touche à l'extension de leur compétence.

Je dois rappeler, à ce propos, à Votre Excellence que M. Goblet a déjà été saisi de cette dernière question par un *memorandum* de Lord Lytton en date du 28 décembre dernier.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien me faire connaître ses résolutions en ce qui concerne les propositions contenues dans la circulaire du Gouvernement Egyptien du 25 de ce mois.

Dans le cas où elle consentirait à la réunion d'une Commission de juristes au Caire, je lui proposerais comme délégué français notre juge au tribunal de cette ville. M. Prunières, qui réunit toutes les qualités désirables pour défendre efficacement nos intérêts dans la Commission projetée.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 27 FÉVRIER 1889.

**Zoufkar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive,
au comte d'Aubigny, agent et consul général de France en Egypte.**

(*Circulaire.*)

Le Caire, le 25 février 1889.

Par votre communication en date du _____, vous avez bien voulu me faire connaître l'adhésion du Gouvernement de _____ à la prorogation des pouvoirs des Tribunaux Egyptiens mixtes, pour une nouvelle période de cinq ans, et l'acceptation immédiate de l'annexe D, parmi celles jointes à ma circulaire du 9 octobre dernier, n° 746.

Permettez-moi avant tout, Monsieur _____, de vous exprimer ici, au nom du Gouvernement de Son Altesse, toute la satisfaction que lui a causée cette communication, en même temps que sa vive reconnaissance envers le Gouvernement de _____, pour l'adoption de ces deux mesures appelées à consolider une œuvre déjà si féconde en résultats utiles à ce pays.

Il reste maintenant à en poursuivre progressivement le perfectionnement et, dans ce but, le Gouvernement de Son Altesse serait désireux de connaître les observations que le Gouvernement de _____ aurait à présenter aux annexes A, B, C.

Quant aux annexes A et B, le Gouvernement de Son Altesse proposerait de soumettre les observations auxquelles elles pourraient donner lieu à une Commission technique dans laquelle chaque Puissance et l'Egypte compteraient un représentant légiste et qui se réunirait au Caire, sous la présidence d'un délégué du Gouvernement Egyptien.

Cette Commission aurait, en outre, à déterminer les Codes à appliquer en matière pénale et prendrait pour base de son examen tant les Codes pénal et d'instruction criminelle actuellement en vigueur que les projets déjà préparés sur ces matières par la Commission Internationale de 1884.

Il est possible qu'au cours des discussions le Gouvernement de Son Altesse

reconnaisse la nécessité d'introduire d'autres modifications : dans ce cas, il devrait pouvoir soumettre à cette Commission des propositions à cet effet.

Je vous serai obligé, Monsieur , de vouloir bien, au sujet de la réunion de cette Commission, provoquer le plus tôt possible l'assentiment du Gouvernement de

Indépendamment des propositions ci-dessus formulées, le Gouvernement de Son Altesse croit devoir vous prier de soumettre au Cabinet de celles qui vont suivre et qui se rattachent soit à la composition du personnel de la Cour, soit à l'introduction d'une nouvelle langue judiciaire devant les juridictions mixtes.

Les nouvelles attributions conférées à la Cour d'Appel mixte par l'annexe D, celles qui pourraient lui être attribuées ultérieurement par l'adoption des autres annexes et l'accroissement de travail qui en résultera pour elle, rendent nécessaire l'augmentation de son personnel permanent. Aussi le Gouvernement de Son Altesse n'hésite-t-il pas à proposer qu'une modification soit apportée à l'article 3 du Règlement d'organisation judiciaire dans ce sens que le nombre des conseillers étrangers dont se composera cette Cour, à titre permanent, soit porté de sept à huit.

Sept de ces conseillers étrangers appartiendraient chacun à la nationalité de l'une des Puissances ci-après : Allemagne, Autriche-Hongrie, France, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Italie et Russie : le huitième devrait être choisi parmi les juges de première instance et appartenir à la nationalité d'une des Puissances autres que celles ci-dessus et ayant adhéré à la prorogation quinquennale.

En ce qui concerne la Grèce, qui n'a adhéré à cette prorogation que pour une seule année, la question concernant le mode de sa participation à la composition de la Cour d'appel reste réservée.

Le huitième conseiller permanent serait nommé par le Gouvernement Egyptien sur la proposition de la Cour qui aurait à lui soumettre une autre candidature, au cas où il croirait ne pas devoir nommer le candidat proposé.

Pour ne pas altérer la proportion fixée par le Règlement d'organisation judiciaire entre les magistrats indigènes et étrangers, le Gouvernement Egyptien devrait avoir la faculté de nommer un cinquième conseiller indigène.

Le premier alinéa de l'article 3 du Règlement d'organisation judiciaire se trouverait donc modifié ainsi qu'il suit :

« Il y aura à Alexandrie une Cour d'appel composée de douze magistrats, « quatre indigènes et huit étrangers dont sept appartiendront chacun à la « nationalité de l'une des Puissances ci-après : Allemagne, Autriche-Hongrie, « France, Etats-Unis d'Amérique, Grande-Bretagne, Italie et Russie; le huitième appartiendra à la nationalité de l'une des Puissances suivantes : Belgique, Danemark, Espagne, Pays-Bas, Portugal, Suède et Norvège.

« Il sera toutefois loisible au Gouvernement Egyptien de nommer un cinquième conseiller indigène. »

L'article 5 dudit Règlement serait complété par l'alinéa suivant :

« Toutefois, en ce qui concerne le huitième conseiller prévu par l'article 3, « il sera nommé par le Gouvernement Egyptien sur la proposition de la Cour « qui aura à lui présenter un candidat choisi parmi les juges de première instance appartenant à la nationalité de l'une des Puissances ci-après : Belgique, « Danemark, Espagne, Pays-Bas, Portugal, Suède et Norvège.

« Au cas où le magistrat proposé ne serait pas agréé par le Gouvernement, « la Cour aura à lui présenter un nouveau candidat. »

Le Gouvernement de Son Altesse proposerait également de modifier l'article 4 du Règlement d'organisation judiciaire; aucun magistrat ne pourrait être proposé comme conseiller, ni titulaire ni suppléant, s'il appartient à la nationalité d'un des conseillers composant la Cour.

L'article 4 devrait donc se terminer par l'alinéa suivant :

« En aucun cas, il ne pourra y avoir à la Cour, même à titre temporaire, deux conseillers appartenant à la même nationalité. »

Quant à l'admission d'une nouvelle langue devant les juridictions mixtes, le Gouvernement de Son Altesse, répondant au vœu de la Commission Internationale de 1884, estime que la langue anglaise devrait être comprise parmi les langues judiciaires et a l'honneur de soumettre cette proposition, comme les précédentes, à l'acceptation du Gouvernement de

L'article 16 du Règlement d'organisation judiciaire serait donc modifié ainsi qu'il suit :

« Les langues judiciaires employées devant les Tribunaux pour les plaidoiries et la rédaction des actes et sentences sont : l'arabe, l'anglais, le français et l'italien. »

Je vous serai reconnaissant, Monsieur , de vouloir bien solliciter sans retard du Gouvernement de une réponse favorable aux divers objets que je viens d'avoir l'honneur d'exposer et je saisis cette occasion pour vous renouveler, Monsieur , les assurances de ma haute considération.

Le Ministre des Affaires étrangères,
ZOUÏFIKAR.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 11 décembre 1889.

Le Ministre des Affaires étrangères vient de m'adresser une nouvelle communication, dont ci-joint le texte, pour solliciter l'agrément du Gouvernement de la République à la circulaire khédiviale du 25 février dernier, contenant diverses propositions relatives aux Tribunaux de la réforme et se référant aux annexes jointes à la lettre de Zoulikar-Pacha à l'Agence, transmises à M. Goblet, par une lettre de M. Denaut du 12 octobre 1888.

Actuellement, les Puissances ont pour la plupart répondu à la circulaire khédiviale du 25 février. Elles acceptent le projet de Commission Internationale de juristes et ont déjà désigné leurs délégués

Notre abstention, désormais isolée, est-elle bien opportune?

Sans rien compromettre des intérêts de nos nationaux, nous pourrions adhérer au projet de la Commission judiciaire dont la compétence, ainsi que le sait Votre Excellence, aurait un caractère purement consultatif.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 11 DÉCEMBRE 1889.

Zoulikar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédivé, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

(Circulaire.)

Le Caire, le 26 novembre 1889.

J'ai eu l'honneur, par ma dépêche-circulaire du 25 février et celle du 5 août derniers, de recourir à votre obligeant intermédiaire pour solliciter au nom du Gouvernement de Son Altesse, l'adhésion du Gouvernement de la République aux propositions formulées dans cette circulaire et la désignation d'un Délégué chargé de le représenter à la Commission Internationale des légistes qui se réunira pour délibérer sur les détails techniques des modifications proposées.

Huit sur treize des Puissances consultées ayant aujourd'hui donné leur assentiment à ces propositions et désigné leur Délégué à la Commission technique, j'ai de nouveau, recours à votre obligeance, Monsieur le Comte, pour obtenir

du Cabinet de Paris son adhésion à ces propositions et la désignation de son Délégué légiste à la Commission.

Toutes les Puissances ayant désigné des magistrats pour les représenter dans cette Commission, il ne vous échappera certainement pas, Monsieur le Comte, qu'il est d'un intérêt commun qu'ils puissent se réunir en temps utile pour l'examen des propositions qui leur seront soumises, de façon à ce que leurs travaux ne soient pas interrompus par les vacances judiciaires.

En me permettant d'attirer votre bienveillante attention sur ces considérations et en vous adressant mes remerciements anticipés, je saisis cette occasion, Monsieur le Comte, pour vous réitérer, etc.

ZOULFIKAR.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 22 février 1890.

Ayant reçu un avis favorable de M. le Ministre de la justice, je vous autorise à annoncer au Gouvernement Egyptien que nous adhérons à la réunion de la Commission de juristes mentionnée dans votre dépêche du 11 décembre. M. Prunières sera chargé de nous représenter.

E. SPULLER.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 1^{er} mars 1890.

J'ai annoncé au Gouvernement Khédivial que nous sommes prêts à nous faire représenter dans la Commission judiciaire. En même temps, je faisais une réserve formelle en ce qui concerne le principe du Parquet. Les termes de cette réserve ont été en même temps formulés par mon collègue de Russie qui les avait concertés avec moi, de façon à ce que nos Délégués puissent observer dans cette question une attitude absolument semblable. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de cette communication.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 1^{er} MARS 1890.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à Zoulfikar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédivé.

Le Caire, le 25 février 1890.

Par une circulaire en date du 25 février dernier, vous avez bien voulu me prier de solliciter l'agrément du Gouvernement Français à la convocation d'une Commission technique dans laquelle chaque Puissance signataire du pacte de la réforme serait représentée et qui aurait pour mission d'étudier une série de propositions jointes à la communication de Votre Excellence du 9 octobre 1888.

Le Gouvernement de la République a pris avec grand soin connaissance de ces propositions. Il est d'avis qu'elles touchent à un ensemble très étendu de questions dont l'étude préliminaire ne peut être mieux confiée qu'à une réunion de juristes déjà familiarisés avec le fonctionnement des Tribunaux de la Réforme en Egypte. Il adhère, en conséquence, à ce projet de Commission et désigne pour l'y représenter M. Prunières, juge au Tribunal du Caire.

Toutefois, je suis chargé de formuler une réserve en ce qui concerne les propositions ayant pour but d'étendre la compétence des Tribunaux mixtes en

matière pénale. Le Gouvernement de la République estime qu'aucune extension de cette nature ne saurait être admise sans une réorganisation simultanée du Parquet de ces Tribunaux dans le sens indiqué par la Commission Internationale de 1884. Aussi, le Délégué français ne sera autorisé à prendre part aux discussions sur l'extension de la juridiction pénale que dans le cas où la question de la réorganisation du Parquet serait en même temps soumise à cette Commission.

L. D'AUBIGNY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul de France au Caire.

Paris, le 24 avril 1890.

Le représentant de la Grèce à Paris m'a exprimé l'espoir que le Gouvernement de la République ne ferait pas objection à un arrangement intervenu entre les cabinets du Caire et d'Athènes touchant l'adjonction permanente d'un conseiller hellénique à la Cour d'appel d'Alexandrie.

Tout en faisant quelques réserves en ce qui concerne les conditions dans lesquelles avait été conclu cet accord, je l'ai laissé espérer que les difficultés ne viendraient sans doute pas de notre part.

A. RIBOT.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 25 avril 1890.

Après certaines hésitations, le Gouvernement égyptien paraît s'être décidé à adresser aux représentants des puissances une circulaire ayant pour but de solliciter leur acquiescement à la création d'un siège permanent de conseiller hellénique à la Cour d'Alexandrie et il est probable, d'après M. Argyropoulos, que je serai saisi au premier jour de cette communication.

Votre Excellence sait qu'un conseiller grec siège actuellement à la Cour à titre purement personnel ; c'est ce magistrat qu'il s'agit d'investir d'un titre permanent. Il n'y aura donc pas, de ce chef, accroissement du nombre des conseillers.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France en Egypte, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 7 mai 1890.

La commission technique internationale de la Réforme judiciaire a été ajournée *sine die*, il y a une semaine environ, après une période de travail assez courte.

Je crois devoir ne pas tarder davantage à vous exposer certaines appréciations d'ensemble sur la marche générale des travaux de la commission et sur les motifs qui ne lui ont pas permis d'épuiser le programme tracé par le Ministre khédivial des affaires étrangères.

Votre Excellence sait que la première des propositions soumises à l'étude des délégués comportait une certaine extension de compétence des tribunaux de la Réforme en matière civile. Ainsi que je l'avais fait ressortir dans mes précédents rapports, le Gouvernement khédivial, s'inspirant des vues de Riaz-Pacha pour tout ce qui touche à la juridiction indigène, s'était appliqué dans ce projet à soustraire ses ressortissants à l'action de

la justice mixte, même dans les cas où l'unité de juridiction semblait s'imposer. Les inconvénients de cette tendance n'avaient pas échappé à notre Ministre de la justice.

J'avais en conséquence donné comme instruction à M. Prunières de s'efforcer par ses avis et par ses notes de réagir contre ce système et de faire prévaloir sur chaque point la solution à la fois la plus conforme à la bonne administration de la justice des tribunaux de la Réforme et à l'extension de leur compétence sur les indigènes.

Dans ce travail, M. Prunières s'est vu secondé par la plupart de ses collègues, de telle sorte que le représentant du Gouvernement khédivial a été mis en minorité dans tous les votes importants en compagnie du délégué britannique. C'est ainsi que le principe de l'unité de juridiction, en matière réelle immobilière, a prévalu au sein de la commission malgré tous les efforts de Fakri-Pacha. En vertu de la décision prise à ce sujet, les tribunaux de la réforme seraient seuls compétents pour statuer en matière d'immeubles, même entre indigènes.

L'adoption d'une semblable mesure donnerait à l'institution de la Réforme une autorité énorme dans un pays où toute la richesse consiste dans son sol. On ne peut se dissimuler que son application présenterait des difficultés pratiques, en raison du manque de tout tribunal mixte dans la Haute-Egypte, mais il y pourrait être remédié au moyen de délégations judiciaires.

La communication par laquelle j'annonçais l'adhésion du Gouvernement de la République à la commission technique contenait une réserve formelle en ce qui concerne la composition et le caractère du parquet mixte et j'y déclarais même que le délégué français ne pourrait pas prendre part aux délibérations sur l'annexe B (extension de compétence en matière pénale) si l'on n'étudiait d'abord la réorganisation dudit parquet en prenant pour base les résolutions de la Commission de 1884.

Les termes de cette réserve avaient été concertés avec mon collègue de Russie, de sorte que notre réponse, sur ce point, était identique. Nous nous sommes également entendus pour que l'attitude de nos deux délégués fût absolument semblable.

Tous deux annoncèrent à l'avance que, si en dépit de la réserve de leurs représentants, on entraît dans la discussion de l'annexe B, ils considéreraient leur mandat comme terminé et quitteraient la séance.

Je n'ai pas besoin de revenir ici sur la nécessité qui s'impose, dans l'intérêt de nos nationaux, d'obtenir des garanties sérieuses, quant à l'indépendance et aux lumières du parquet, avant de consentir à confier à ceux-ci la liberté et l'honneur des sujets français. Je devais d'autant plus marquer notre ferme résolution d'obtenir préalablement ces garanties que, l'an dernier, lorsque M. de Sigoyer dut quitter ses fonctions intérimaires de procureur général, le Gouvernement égyptien, pour bien affirmer sa théorie en matière de parquet, nomma à la tête du ministère public un magistrat belge, de sa seule autorité et sans consulter le cabinet de Bruxelles.

Informé du langage des délégués russe et français, Fakri-Pacha songea d'abord, paraît-il, à passer outre et à mettre en discussion l'annexe B. Mais plusieurs délégués déclarèrent qu'ils n'avaient mission de siéger qu'à la condition que toutes les puissances y fussent représentées. Des dispositions plus sages ne tardèrent pas à prévaloir dans les conseils du Gouvernement et, au début de la séance qui devait être consacrée aux débats

sur l'annexe B, Fakri-Pacha déclara que des difficultés existant actuellement au sujet de la question du parquet, le Gouvernement khédivial devait ajourner la commission jusqu'à ce que ces difficultés aient pu être aplanies par voie diplomatique et que des pourparlers seraient ultérieurement entamés dans ce but.

La plupart des collègues de M. Prunières sont, au fond, de notre avis, relativement à la question du parquet et se sont exprimés dans ce sens auprès de lui et du délégué russe. La France et la Russie ont donc soutenu en cette circonstance une cause qui est d'une importance primordiale pour tous les étrangers qui, résidant en Egypte, jouissent du bénéfice des capitulations. L'attitude de ces deux puissances a en conséquence produit une excellente impression sur toutes les colonies ; elle a fait plus : elle a prouvé que la réorganisation du parquet dans le sens de nos revendications s'impose, si l'on veut attribuer une juridiction pénale quelconque aux tribunaux de la réforme, et on peut considérer comme déjà acquis que le Gouvernement égyptien accepte l'idée d'une réorganisation du parquet, dans un sens de nature à offrir des garanties aux justiciables étrangers. Ce premier résultat implique une évolution importante si l'on se reporte à la déclaration de principe relative au ministère public, contenue dans la circulaire khédiviale du 9 octobre 1888.

En somme, si le travail de la commission n'a pas été fort considérable, il a été bon : des mesures propres à étendre la compétence de la réforme et à asseoir son influence ont été adoptées. En revanche, toute concession sur le terrain des capitulations a été ajournée jusqu'au jour où de sérieuses garanties pour la poursuite et l'accusation en matière pénale nous seront données.

J'estime que la France a été bien inspirée de se faire représenter à cette commission, puisque ses tendances ont prévalu et que des incidents du débat il est ressorti que rien dans la Réforme ne peut se faire sans son concours,

J'ajouterai en terminant que l'entente étroite des représentants français et russe en cette circonstance a été fort remarquée et qu'elle a fort efficacement secondé l'action de M. Prunières dans la commission.

L. D'AUBIGNY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 9 mai 1890.

Je vous remercie des indications que vous m'avez fait parvenir par votre dépêche du 25 avril dernier, au sujet des pourparlers qui ont lieu entre les cabinets d'Athènes et du Caire en vue d'attribuer à titre permanent, à un magistrat grec, le siège de conseiller, dont M. Antoniadis est en possession à la Cour mixte d'Alexandrie. Le Ministre de Grèce à Paris ayant fait ces jours derniers une nouvelle démarche auprès de moi pour s'assurer des bonnes dispositions du Gouvernement de la République en ce qui concerne ce projet, je lui ai fait savoir que nous n'avions pas d'objection à formuler contre la demande de son Gouvernement. Lorsque Riaz-Pacha vous aura saisi de la proposition qui devra consacrer d'une façon définitive les termes de cet arrangement, le gouvernement de la République sera tout disposé à y répondre avec bienveillance. A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à **MM.** les ambassadeurs de la République française à Berlin, Londres, Madrid, Vienne, et près **S. M.** le roi d'Italie, et aux ministres de France à Athènes, Bruxelles, Copenhague, La Haye, Lisbonne, Stockholm et Washington.

Paris, le 27 mai 1890.

Par une lettre en date du 6 février 1889, M. Goblet vous a fait connaître les conditions sous lesquelles le Gouvernement de la République a souscrit à une prorogation pour cinq ans des tribunaux de la Réforme en Egypte. En proposant aux puissances les bases de l'arrangement qui devait assurer un nouveau délai d'existence à la justice mixte, le Gouvernement khédivial avait manifesté le désir d'introduire dans le système de la Réforme un certain nombre d'innovations importantes.

Cette demande fut d'abord presque complètement écartée. Mais il était demeuré entendu que les divers Gouvernements ne se refuseraient pas dans la suite à examiner les propositions du cabinet égyptien.

Une commission technique, composée de délégués de toutes les puissances signataires du pacte de la Réforme, s'est en conséquence réunie cet hiver au Caire. Elle a examiné diverses questions relatives à l'extension de la compétence des tribunaux mixtes et à la composition du parquet.

Bien qu'un accord n'ait pu s'établir à ce sujet et que la commission ait dû interrompre ses travaux sans avoir résolu les diverses questions dont elle avait été saisie, je n'en ai pas moins jugé utile de vous communiquer ci-joint copie d'une lettre par laquelle le consul général de France au Caire m'a rendu compte des délibérations qui ont eu lieu (1).

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à **M. de Laboulaye**, ambassadeur de la République française à Saint-Petersbourg.

Paris, le 27 mai 1890.

Par une lettre en date du 6 février 1889, M. Goblet vous a fait connaître les conditions sous lesquelles le Gouvernement de la République a souscrit à une prorogation pour cinq ans des tribunaux de la Réforme en Egypte. En proposant aux puissances les bases de l'arrangement qui devait assurer un nouveau délai d'existence à la justice mixte, le Gouvernement khédivial avait manifesté le désir d'introduire dans le système de la Réforme un certain nombre d'innovations importantes.

Cette demande fut d'abord presque complètement écartée.

Mais il était demeuré entendu que les divers gouvernements ne se refuseraient pas dans la suite à examiner les propositions du cabinet égyptien.

Une commission technique, composée de délégués de toutes les puissances signataires du pacte de la Réforme, s'est en conséquence réunie cet hiver au Caire. Elle a examiné diverses questions relatives à l'extension de la compétence des tribunaux mixtes et à la composition du parquet.

Bien qu'un accord n'ait pu s'établir à ce sujet et que la commission ait dû interrompre ses travaux sans avoir résolu les diverses questions dont elle avait été saisie, je n'en ai pas moins jugé utile de vous communiquer ci-joint, pour votre information personnelle, copie d'une lettre (2), par

(1) Voir la dépêche du Caire en date du 7 mai 1890.

(2) Voir la dépêche du Caire en date du 7 mai 1890.

laquelle le consul général de France au Caire m'a rendu compte des délibérations qui ont eu lieu.

Vous voudrez bien faire savoir à M. de Giers, dans un des prochains entretiens que vous aurez avec Son Excellence, que le Gouvernement de la République se félicite vivement, en ce qui le concerne, de l'entente qui n'a cessé d'exister au sein de la commission du Caire, entre le délégué français et le représentant de la Chancellerie impériale.

A. RIBOT.

Le marquis de Reverseaux, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 12 février 1892.

Parmi les modifications que la commission judiciaire, réunie au Caire au printemps de 1890, a exprimé le vœu de voir apporter aux codes de la Réforme, figure la réduction des intérêts moratoires fixés par les articles 183, 184 et 185 du Code civil.

Le Gouvernement égyptien voudrait aujourd'hui mettre en vigueur les *desiderata* de la commission, et il vient de communiquer, à cet effet, aux divers représentants des puissances intéressées, le texte d'un décret qu'il promulguerait aussitôt après avoir obtenu l'assentiment de celles-ci.

Votre Excellence trouvera ci-joint un projet de décret, ainsi que copie d'une note explicative que m'a remise Tigrane Pacha.

A mon avis, et c'est également celui de M. Prunières, notre représentant à la commission de 1890, il y a tout avantage pour nous à souscrire à la modification souhaitée par le Gouvernement de Son Altesse.

REVERSEAUX.

ANNEXE 1^{re} A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 12 FÉVRIER 1892.

PROJET DE DÉCRET

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu le règlement d'organisation judiciaire pour les procès mixtes en Egypte ;
Après accord intervenu entre Notre Gouvernement et les Puissances qui ont adhéré à la Réforme judiciaire ;

Sur la proposition de Notre Ministre de la justice et l'avis conforme de Notre Conseil des ministres,

Décrétons :

Article premier. — Les articles 183, 184 et 185 du Code civil des tribunaux mixtes sont modifiés ainsi qu'il suit :

Art. 183. — Sauf convention contraire, le taux de l'intérêt sera de 5 p. 0/0 en matière civile.

Art. 184. — Sauf convention contraire, il sera de 7 p. 0/0 en matière commerciale.

Art. 185. — L'intérêt conventionnel ne pourra jamais être supérieur à 9 p. 0/0.

Art. 2. — Ces dispositions entreranno en vigueur un mois après la publication qui en sera faite dans les formes prévues par l'article 35, titre 1^{er}, du règlement d'organisation judiciaire.

Article 3. — Notre Ministre de la justice est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'..... le.....

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 12 FÉVRIER 1892.

Note du Ministère khédivial des Affaires étrangères.

Le Caire, février 1892.

Parmi les changements adoptés au sein de la Commission technique internationale de la Réforme judiciaire, au printemps de 1890, figure la réduction de l'intérêt légal en matière civile et commerciale.

S. Exc. Fakhry-Pacha, Ministre de la justice, s'emparant du vœu exprimé à cet effet par le membre suédois de la Commission, le transformait en proposition soumise à ses délibérations.

Cette proposition consistait donc à modifier les articles 183, 184 et 185 du Code civil des tribunaux mixtes, en abaissant le taux légal à 5 p. 0/0 en matière civile, à 7 p. 0/0 en matière commerciale, et en fixant à 9 p. 0/0 le maximum du taux conventionnel.

Après une courte discussion, la proposition du Gouvernement fut adoptée à l'unanimité des membres présents de la Commission, moins un, le délégué américain étant lui-même pour la réduction, sauf qu'il désirait l'unification du taux de l'intérêt en matière civile et en matière commerciale.

Un pareil résultat était facile à prévoir, n'étant que la conséquence de l'expérience qui avait, une première fois déjà, en 1882, amené la réduction de l'intérêt légal à 7 p. 0/0 en matière civile et à 9 p. 0/0 en matière commerciale, le maximum de l'intérêt conventionnel restant fixé à 12 p. 0/0.

Depuis cette époque, la valeur de l'argent, qui tend de plus en plus dans le pays à se rapprocher de celle qu'il a dans les pays de l'Europe, ne semble pas comporter un intérêt supérieur à celui qu'a déterminé la Commission internationale, soit en matière civile, soit en matière commerciale. Il faut considérer, en outre, que les fonds d'Etat égyptiens ne rapportent point au delà de 4 p. 0/0.

D'autre part, une préoccupation s'impose au Gouvernement dans l'intérêt des populations des villages, pressurées souvent par des prêteurs peu scrupuleux, et lui commande de porter, autant que possible, un remède à la plaie résultant d'une usure éhontée en réduisant à 9 p. 0/0 au lieu de 12 p. 0/0 le taux maximum de l'intérêt conventionnel.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au marquis de Reversaux, agent et consul de France au Caire.

Paris, le 8 mars 1892.

Par votre lettre en date du 12 février dernier, vous m'avez soumis un projet de décret khédivial tendant à abaisser le taux de l'intérêt légal dans les Codes de la Réforme.

D'accord avec le Garde des Sceaux, je vous autorise à faire savoir à Tigrane-Pacha, dès que vous croirez le moment opportun, que le Gouvernement de la République donne son assentiment à ce projet (1).

A. RIBOT.

(1) Le décret abaissant le taux de l'intérêt légal dans les codes de la Réforme a été promulgué le 30 juillet 1892.

VIII

IMPOT SUR LA PROPRIÉTÉ BATIE

1884-1887

M. Camille Barrère, agent et consul général de France au Caire, à M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 23 mars 1884.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence le décret sur l'impôt de la propriété bâtie, ainsi que le règlement d'administration publique pour l'application de ce décret, parus la semaine dernière au *Moniteur égyptien*.

Le texte de ces documents est exactement conforme à la rédaction dont nous étions convenus d'avance avec le Gouvernement égyptien.

Camille BARRÈRE.

MONITEUR EGYPTIEN DU 17 MARS 1884

Décret sur l'impôt de la propriété bâtie.

Nous, Khédive d'Égypte,

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres, Notre Conseil législatif entendu ;

Décrétons :

TITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article premier. — A partir du 1^{er} janvier 1884, l'impôt du douzième sur la valeur locative sera perçu dans les conditions spécifiées ci-après, sur les maisons d'habitation, hôtels, entrepôts ou magasins, usines ou fabriques, bâtiments d'exploitation, et généralement sur toutes les propriétés bâties de l'Égypte et jardins y attenants, qu'elles soient occupées par le propriétaire, l'usufruitier ou par d'autres, à titre gratuit ou onéreux.

Art. 2. — Sont exempts de l'impôt :

- 1^o Les cabanes non productives de revenus ;
- 2^o Les maisons dont la valeur locative annuelle n'excède pas 500 p. t. et qui sont habitées par les propriétaires ou usufruitiers ;
- 3^o Les édifices affectés au service des cultes, tels que mosquées, églises, temples, couvents et les immeubles consacrés à des œuvres de bienfaisance ou de charité.

L'Etat, toutefois, désignera les immeubles qui doivent bénéficier de cette exemption, laquelle ne s'étend pas aux biens immeubles productifs de revenus appartenant aux Waks, aux communautés religieuses ou aux établissements de charité ;

4^o Les immeubles appartenant à l'Etat et destinés à un service public ;

5^o Les hôtels consulaires appartenant à des puissances étrangères.

Art. 3. — Dans l'estimation de la valeur locative des maisons, on ne doit pas faire entrer les meubles qui les garnissent.

Dans l'estimation de la valeur locative des usines, on ne doit faire entrer que les machines et appareils attachés aux bâtiments à perpétuelle demeure et constituant une partie nécessaire de l'établissement.

La valeur locative se détermine soit d'après le prix des baux, s'il y en a et s'ils sont sincères, soit par comparaison avec d'autres immeubles voisins et dont

la valeur locative est connue, en tenant compte de l'étendue des propriétés, de leur situation, des commodités qu'elles présentent; enfin, en appréciant le loyer qu'on en pourrait tirer.

Dans l'estimation de la valeur locative d'une propriété bâtie, on doit tenir compte des cours et jardins qui y sont attenants et en forment une dépendance immédiate, mais non pas de ceux qui, quoique y attenants, en seraient indépendants et seraient ou pourraient être loués séparément.

TITRE II

ÉTABLISSEMENT DE L'IMPÔT.

Art. 4. — Il sera procédé tous les ans :

1^o Au recensement des immeubles bâtis, lequel devra être effectué dans chaque ville ou localité par les soins de l'autorité administrative ;

2^o A l'évaluation de la valeur locative des immeubles bâtis.

Cette évaluation sera faite par des Commissions qui fonctionneront dans chaque village, et par quartier dans chaque ville.

Elles seront composées :

1^o De trois délégués du Gouvernement, à l'un desquels appartiendra la présidence, avec voix prépondérante ;

2^o De trois membres tirés au sort sur une liste de douze propriétaires élus par les redevables. L'un au moins de ces trois membres devra être de nationalité étrangère.

Il sera, en outre, tiré au sort parmi les propriétaires élus deux membres suppléants.

Les décisions des Commissions ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises par quatre membres au moins, parmi lesquels deux délégués du Gouvernement et deux propriétaires élus.

Il pourra être appelé des décisions de ces Commissions devant les Conseils de revision.

Art. 5. — Les Conseils de revision seront composés chacun :

1^o D'un délégué du Gouvernement, président ;

2^o De six membres tirés au sort sur les listes dont il sera parlé ci-après.

Il sera, en outre, tiré au sort quatre membres suppléants.

S'il s'agit d'un recours intéressant un Egyptien, la majorité des membres du Conseil devra être égyptienne.

S'il s'agit d'un intérêt étranger, cette majorité devra être de nationalité étrangère.

Les Conseils de revision fonctionneront au Caire, à Alexandrie et dans les chefs-lieux des gouvernorats et moudiriehs.

Au Caire et à Alexandrie, les douze propriétaires élus dans chaque *touma* ou *kisme* pour la formation des commissions d'évaluation, se réuniront pour désigner parmi eux vingt-quatre propriétaires, dont douze Egyptiens et douze étrangers, qui formeront les listes appelées à fournir les membres et suppléants du Conseil de revision.

Dans les chefs-lieux des provinces et des gouvernorats, les six membres et les deux suppléants seront tirés au sort sur une liste de vingt-quatre propriétaires élus par les contribuables.

Les décisions des Conseils de revision seront sans appel ; ces décisions, toutefois, ne seront valables qu'autant qu'elles auront été prises par quatre membres au moins, non compris le président délégué par le gouvernement.

En ce cas, la majorité devra être composée de membres égyptiens ou de membres de nationalité étrangère, selon que le recours intéressera un Egyptien ou un étranger.

Dans les chefs-lieux des provinces et des gouvernorats où l'élément européen ne sera pas assez nombreux pour être représenté en nombre suffisant dans le

Conseil de revision, il sera suppléé à cette insuffisance par le tirage au sort de propriétaires égyptiens.

Le réclamant étranger aura la faculté, dans ce cas, de porter son recours devant un Conseil de revision de son choix.

Art. 6. — Aucun membre d'une Commission d'évaluation ne pourra être élu membre d'un Conseil de revision.

La durée du mandat des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision est fixée à deux ans.

Art. 7. — Sauf le droit qui appartiendra aux intéressés de réclamer, lors de la mise en recouvrement du premier rôle annuel d'imposition, ainsi qu'il sera dit ci-après, les évaluations faites par les Commissions resteront fixes et inva-
riables pendant huit ans.

Elles ne pourront être modifiées, lors de la confection des autres rôles annuels, que pour cause de constructions nouvelles, démolitions, incendies, destruction totale ou partielle des propriétés ou non occupation des propriétés.

Art. 8. — La matrice des rôles d'imposition sera établie chaque année au moyen des états de recensement et d'évaluation.

Le rôle d'imposition sera également dressé chaque année à l'aide de cette matrice, par ville et par village.

Art. 9. — Les déclarations relatives aux additions et retranchements, prévus par l'article 7, devront être faites par les propriétaires ou usufruitiers dans la première quinzaine de novembre de chaque année.

A défaut de déclaration dans ce délai, les propriétaires ou usufruitiers seront passibles, la première année, d'une imposition double, pour les propriétés nouvellement construites ou reconstruites ou nouvellement devenues imposables, et pour les additions de constructions faites à leurs propriétés.

A défaut de cette déclaration dans le même délai pour les constructions démolies, détruites ou devenues non imposables, ils seront déchus, pour la première année, du droit de demander le dégrèvement.

TITRE IV

MUTATIONS DE TITRES.

Art. 10. — Du 1^{er} au 15 novembre de chaque année, les intéressés seront tenus de faire la déclaration des mutations survenues dans les propriétés bâties, par suite de ventes, échanges, partages ou autres actes de toute nature translatifs de propriété ou d'usufruit.

A défaut de déclaration des mutations dans le délai ci-dessus, l'impôt sera dû solidairement par l'ancien propriétaire ou usufruitier et par le nouveau.

Les mutations déclarées chaque année dans les délais voulus seront appliquées sur la matrice ainsi que sur le rôle de l'année suivante.

TITRE V

PUBLICATION ET RECOUVREMENT DES RÔLES ANNUELS.

Art. 11. — Les rôles annuels, une fois arrêtés et rendus exécutoires, sont publiés et mis en recouvrement.

TITRE VI

ANNUALITÉ DE L'IMPÔT.

Art. 12. — L'impôt assis le 1^{er} janvier est dû jusqu'au 1^{er} janvier de l'année suivante par le redevable inscrit au rôle, quels que soient les changements que subisse la matière imposable dans le cours de l'année, sauf dans le cas de destruction ou de vacance de la propriété.

TITRE VII

PAYEMENT DE L'IMPÔT ET POURSUITES.

Art. 13. — L'impôt est payable par trimestre et d'avance.

Le redevable est tenu au paiement de l'impôt sur tous ses biens.

Art. 14. — A défaut de paiement volontaire, les poursuites en recouvrement sont exercées contre le redevable conformément au décret du 25 mars 1880, en vertu d'une contrainte et sans qu'il soit besoin d'autre titre exécutoire.

Toutefois, pour les immeubles appartenant à des étrangers, il ne pourra être passé outre à l'exécution en l'absence du délégué consulaire qu'à l'expiration du délai de vingt-quatre heures calculé à partir de l'heure de la réquisition. Ce délai sera augmenté du délai de distance.

Les oppositions aux poursuites et les difficultés qu'elles peuvent soulever de la part des redevables seront jugées par l'autorité compétente.

Art. 15. — Pour le paiement de l'impôt sur les propriétés bâties, le Trésor a privilège sur les loyers et autres revenus de la propriété bâtie, en quelques mains qu'elle passe, et sur la propriété elle-même, en cas d'insuffisance des loyers et revenus.

Ce privilège s'exerce avant tout autre, à l'exception toutefois des privilèges garantissant les frais de justice faits pour la conservation et pour la réalisation des biens mêmes sur lesquels porte le privilège du Trésor.

Art. 16. — Les locataires sont tenus solidairement avec le redevable, et jusqu'à concurrence du montant de leurs loyers non payés, du paiement de l'impôt envers le Trésor.

Les locataires et tous autres détenteurs ou débiteurs de deniers provenant des redevables et affectés au privilège du Trésor doivent, à première réquisition et sans qu'il soit besoin de formalités judiciaires, payer le montant de l'impôt en acquit du redevable, jusqu'à concurrence des loyers ou autres sommes dont ils sont débiteurs ou détenteurs. Les reçus d'impôt leur serviront de quittance vis-à-vis des redevables.

Art. 17. — L'action en paiement de l'impôt se prescrit contre le Trésor par cinq ans à compter de la publication des rôles ou des dernières poursuites.

TITRE VIII

DES RÉCLAMATIONS.

Art. 18. — Tout propriétaire ou usufruitier sera admis à réclamer devant le Conseil de revision, contre les opérations de recensement et d'évaluation.

Art. 19. — Les réclamations devront être formées, sous peine de déchéance, dans les six mois qui suivront la publication du premier rôle d'imposition.

Dans les trois mois qui suivront la publication des autres rôles annuels, aucune réclamation ne pourra être admise contre les évaluations, que pour causes postérieures et étrangères aux premières opérations, telles que démolition, incendie, destruction totale ou partielle des propriétés, lorsque la déclaration en aura été régulièrement faite.

Art. 20. — Toute personne imposée à tort sur les rôles annuels a droit à la décharge de l'imposition pour laquelle elle est inscrite au rôle.

Tout redevable inscrit au rôle pour une cote supérieure à l'impôt réellement dû a droit à une réduction.

Il y a lieu, en outre, à décharge ou réduction de la portion d'impôt afférente au revenu perdu, soit en cas de destruction totale ou partielle d'une propriété bâtie, survenue dans le cours de l'année, soit en cas de vacance, pendant un semestre au moins, de tout ou partie d'une propriété bâtie dont les propriétaires ou usufruitiers ne sont pas dans l'usage de se réserver la jouissance.

Art. 21. — Tout propriétaire ou usufruitier omis a droit de demander son inscription au rôle.

En cas de mutation de propriété, lorsque les déclarations de mutation ont été faites dans les délais légaux et qu'il n'en a pas été tenu compte dans la

confection des rôles, les intéressés ont le droit de réclamer et de faire prononcer la mutation.

Art. 22. — Les demandes en décharge, en réduction, en inscription ou en mutation de cote, doivent être, sous peine de déchéance, formées, soit dans les six mois de la publication du premier rôle d'imposition, soit dans les trois mois de la publication des rôles annuels ultérieurs ou au cours du trimestre de janvier si les rôles ont été publiés avant le 1^{er} janvier.

Les demandes en décharge ou réduction, pour cause de destruction totale ou partielle ou pour cause de vacance, doivent, sous peine de déchéance, être formées dans le premier mois qui suit l'événement ou la fin de la vacance.

Art. 23. — Les réclamations doivent être accompagnées de la quittance des termes échus de l'impôt.

Elles ne suspendent pas le paiement des termes suivants :

Toutefois, s'il n'a pas été statué dans les trois mois qui suivent l'accusé de réception de la réclamation, le réclamant pourra refuser le paiement des termes de l'impôt qui viendront à échoir après l'expiration de ce délai, et jusqu'à la décision qui interviendra.

Art. 24. — Indépendamment des réclamations individuelles formées par les intéressés, les agents de perception sont autorisés à dresser, chaque année, dans les trois mois de la publication des rôles et pour chaque quartier des villes ou pour chaque village, des états présentant les cotes qui leur paraîtront avoir été indûment portées aux rôles. Ils adresseront ces états aux directeurs des dairas baladiéhs, moudirs et gouverneurs.

Après avoir été soumis à la Commission d'évaluation, ces états seront transmis au Conseil de revision qui statuera.

Art. 25. — Les frais d'instructions complémentaires, d'expertises, etc., ordonnées par les Conseils de revision à la suite des réclamations, seront à la charge des réclamants, si les réclamations sont rejetées.

Art. 26. — Les rôles d'imposition étant annuels, les décisions prises sur les réclamations individuelles ou sur les états des cotes indûment imposées, dressés par les agents du Trésor, n'auront effet que pour l'année à laquelle se rapportent ces rôles.

Toutefois, les décisions sur les réclamations relatives aux opérations d'évaluation produiront effet jusqu'à la fin de la période à laquelle ces évaluations sont applicables.

Art. 27. — Jusqu'à ce qu'il en soit ordonné autrement, les dispositions qui précèdent ne seront appliquées que dans les villes désignées au tableau A ci-annexé et dans les limites qui seront fixées par un décret ultérieur.

Art. 28. — Un règlement d'administration publique déterminera le mode d'application du présent décret.

Art. 29. — Les attributions conférées par le présent décret et par le règlement concernant son application aux diverses autorités qui y sont mentionnées pourront être confiées, en tout ou en partie, aux municipalités dans les villes où elles seront instituées.

Art. 30. — Toutes dispositions de lois, décrets et règlements, toutes instructions contraires au présent décret sont abrogées.

Art. 31. — Nos Ministres de l'Intérieur, des Finances, des Travaux publics et de la Justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 15 gamad-ewel 1301 (13 mars 1884).

Signé : MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres, Le Ministre des Finances,
Ministre de la Justice,

Ministre de l'Intérieur p. i.,

Signé : MOUSTAPHA FERMY.

Signé : NUBAR.

Le Ministre de Travaux publics,

Signé : ARBER RAHMAN ROUCHDY.

A

**Tableau des villes qui doivent être soumises à l'impôt
sur les propriétés bâties.**

Le Caire (Gouvernorat du Caire). — Alexandrie (Gouvernorat d'Alexandrie). — Port-Saïd (Gouvernorat général du Canal). — Ismaïlia (Gouvernorat général du Canal). — Suez (Gouvernorat général du Canal). — Rosette (Gouvernorat de Rosette). — Damiette (Gouvernorat de Damiette). — Benha (Moudirieh de Galioubeh). — Chibin-el-Kanates (Moudirieh de Galioubeh). — Chibin-el-Kom (Moudirieh de Menoufieh). — Menouf (Moudirieh de Menoufieh). — Damanhour (Moudirieh de Béhéra). — Chabrakît (Moudirieh de Béhéra). — Malmoudieh (Moudirieh de Béhéra). — Tantah (Moudirieh de Garbieh). — Méhellet-Kébir (Moudirieh de Garbieh). — Samanoud (Moudirieh de Garbieh). — Dessouk (Moudirieh de Garbieh). — Zifteh (Moudirieh de Garbieh). — Kafr-el-Zayat (Moudirieh de Garbieh). — Mansourah (Moudirieh de Dakahlieh). — Mit-Gamr (Moudirieh de Dakahlieh). — Zagazig (Moudirieh de Charkieh). — Belbiss (Moudirieh de Charkieh). — Barrage (Moudirieh de Charkieh). — Guiseh (Moudirieh de Guizeh). — Beni-Souef (Moudirieh de Beni-Souef). — Fayoum (Moudirieh de Fayoum). — Minieh (Moudirieh de Minieh). — El-Fachn (Moudirieh de Minieh). — Siout (Moudirieh d'Assiout). — Abou-Tig (Moudirieh d'Assiout). — Manfalout (Moudirieh d'Assiout). — Mellawi (Moudirieh d'Assiout). — Tahta (Moudirieh de Guirgheh). — Ikmim (Moudirieh de Guirgheh). — Sahag (Moudirieh de Guirgheh). — Kpneh (Moudirieh de Keneh). — Isneh (Moudirieh d'Isneh). — Assouan (Moudirieh d'Isneh).

MONITEUR EGYPTIEN DU 18 MARS 1884.

**Règlement d'administration publique
pour l'application du décret sur l'impôt de la propriété bâtie.**

TITRE PREMIER

RECENSEMENT DES IMMEUBLES : ÉVALUATION DE LA VALEUR LOCATIVE.

Article premier. — Il sera procédé tous les deux ans au recensement des immeubles bâtis.

La première opération de recensement sera effectuée du 1^{er} avril au 1^{er} juillet 1884, dans les conditions suivantes :

Dans chaque ville et village, des Commissions composées de membres désignés par les Ministres de l'Intérieur, des Finances et des Travaux publics procéderont au recensement avec l'assistance d'écrivains au recensement, et dresseront un état de toutes les propriétés bâties, sans exception et sans distinction, entre celles qui doivent payer l'impôt et celles qui en sont exemptes.

Dans les villes, les recensements seront faits par quartier et l'état de chaque quartier sera divisé par rues et passages.

Les états indiqueront la nature, le nombre d'étages et la destination de chaque propriété (maison, hôtel, moulin, usine, etc.), le nom du propriétaire ou usufruitier, et feront connaître si la propriété est occupée ou non, si elle est affectée soit à l'exercice d'un culte, soit à un service d'utilité publique ou de bienfaisance.

Les états de recensement, une fois dressés, seront déposés à la Daïra Baladiéh, à la Moudirieh ou au Gouvernorat et, dans les villages, chez le Sarraf.

Les propriétaires seront prévenus collectivement, par voie d'affiches apposées à la porte de la Daïra Baladiéh, de la Moudirieh ou du Gouvernorat dans les villes, et à la porte des Cheïks-el-Beled dans les villages, qu'ils peuvent prendre connaissance pendant un mois des états de recensement, et qu'ils

peuvent faire réparer les erreurs, omissions ou doubles emplois qu'ils contiendraient.

Ces rectifications seront faites par les Commissions d'évaluation qui feront connaître au public, par voie d'affiches apposées comme il a été dit ci-dessus, le jour, l'heure et le lieu auxquels ils se réuniront.

Art. 2. — Après avoir entendu les observations des propriétaires ou autres intéressés ou leurs représentants, les Commissions d'évaluation rectifieront et arrêteront les états de recensement.

Elles fixeront ensuite, dans les conditions établies par le décret, la valeur locative des propriétés sujettes, en inscrivant cette valeur sur l'état de recensement.

TITRE II

ÉTABLISSEMENT DE LA MATRICE DU RÔLE D'IMPOSITION ET DES RÔLES ANNUELS.

Art. 3. — Au moyen des états de recensement et d'évaluation, la Daïra Baladjieh, la Moudirieh ou le Gouvernorat dressera, pour chaque ville ou localité, la matrice du rôle, c'est-à-dire un registre contenant, par ordre alphabétique, les noms de tous les propriétaires et usufructiers d'immeubles bâtis, et récapitulant en regard du nom de chacun d'eux toutes les propriétés bâties sujettes à imposition qu'il possède dans les villes ou localités, avec les indications données par les états de recensement et d'évaluation sur la nature et la valeur locative de ces propriétés.

La matrice sera signée par le Directeur de la Daïra Baladjieh, par le Gouverneur ou par le Moudir.

Art. 4. — Le rôle d'imposition sera établi chaque année par ville ou par localité, au moyen du registre-matrice.

Ce rôle indiquera le nom de chaque propriétaire ou usufructier, la valeur locative de ses propriétés bâties et la cote ou somme d'impôt qu'il doit payer, calculée à raison du douzième de cette valeur.

Le rôle sera arrêté, signé ou cacheté et rendu exécutoire par le Directeur de la Daïra Baladjieh, par le Gouverneur ou par le Moudir.

TITRE III

ADDITIONS ET RETRANCHEMENTS ANNUELS A LA MATRICE DU RÔLE.

Art. 5. — Chaque année, d'après les déclarations qui devront être faites par les propriétaires ou usufructiers dans la première quinzaine de novembre, les propriétés nouvellement construites ou reconstruites, devenues imposables, seront ajoutées aux états de recensement ainsi qu'à la matrice, et cotisées au rôle d'imposition de l'année suivante, conformément aux estimations de la Commission d'évaluation qui sera réunie à cet effet.

D'après les mêmes déclarations et estimations, les propriétés bâties qui, en tout ou en partie, auront été démolies volontairement ou détruites ou auront cessé d'être imposables, seront, en tout ou en partie, retranchées des états de recensement, de la matrice et du rôle d'imposition.

Art 6. — Les déclarations relatives aux additions et retranchements des cotes seront contrôlées par les Agents de l'Administration, en vue d'assurer l'application des pénalités et déchéances prononcées par l'article 9 du décret.

Les omissions seront constatées par des procès-verbaux, en vertu desquels, après estimation dans la forme ordinaire de la valeur locative, les propriétés nouvelles, non déclarées, seront portées d'office sur les états de recensement, sur la matrice et sur le rôle d'imposition.

Les déchéances du droit de dégrèvement seront également prononcées en vertu de procès-verbaux, si le défaut de déclaration dans les délais fixés se rapporte à des propriétés qui ont cessé d'être imposables.

TITRE IV

DES MUTATIONS DES COTES.

Art. 7. — Les demandes de mutations de cote, dans les cas prévus par l'article 10 de la loi, seront reçues par la Daïra Baladiéh, la Moudirieh ou le Gouvernorat; à l'appui des déclarations de mutation sera produit l'acte translatif de propriété ou d'usufruit. A défaut de cette pièce, les déclarations devront être signées par l'ancien et le nouveau propriétaire usufruitier.

TITRE V

PUBLICATION, MISE EN RECouvreMENT DES RÔLES, POURSUITES.

Art. 8. — Lorsque les rôles auront été arrêtés et rendus exécutoires, ils seront publiés et mis en recouvrement.

La publication aura lieu par voie d'affiches apposées à la porte de la Daïra Baladiéh, de la Moudirieh ou du Gouvernorat ou la porte du Cheik-el-Beled.

Ces affiches porteront avertissement aux contribuables que le rôle est entre les mains des agents de perception et que chaque redevable doit payer dans les délais légaux la somme pour laquelle il est porté, sous peine d'y être contraint.

L'agent de perception certifiera, au bas du rôle, la date à laquelle la publication a été faite.

En outre, ce même agent adressera, sans frais, à chaque redevable inscrit au rôle un extrait dudit rôle énonçant le montant de la cote à laquelle il est imposé et la date de la publication du rôle.

Art. 9. — Les paiements faits successivement par les redevables seront portés à leur crédit sur le rôle et il leur sera délivré pour chaque paiement une quittance extraite d'un registre à souche.

Art. 10. — A défaut de paiement dans les délais légaux, des contraintes seront dressées par les agents de perception et après avoir été rendues exécutoires par le Directeur de la Daïra Baladiéh, par le Moudir ou par le Gouverneur, elles seront décernées sans frais aux retardataires.

Art. 11. — Les contraintes porteront commandement de payer dans le délai de huit jours francs, à partir de l'heure de la notification.

A l'expiration de ce délai, à défaut d'opposition en forme, il sera procédé à l'exécution dans les formes prescrites par le décret du 25 mars 1880.

TITRE VI

DES RÉCLAMATIONS.

Art. 12. — Les réclamations des propriétaires ou usufruitiers contre les opérations de recensement et d'évaluation seront portées devant le Conseil de revision.

Ces réclamations devront être rédigées sur papier timbré, toutes les fois qu'elles se rapporteront à une cote supérieure à 500 P. T. et accompagnées des quittances des termes échus de l'impôt.

Elles seront déposées dans les délais fixés par l'article 19 du décret à la Daïra Baladiéh, à la Moudirieh ou au Gouvernorat qui les enregistrera à la date de leur réception et en donnera récépissé.

Art. 13. — Les réclamations déposées après l'expiration des délais fixés seront immédiatement, et avant toute instruction sur le fond, transmises au Conseil de revision qui décidera si la déchéance est encourue.

Dans le cas où le Conseil de revision déciderait que la déchéance n'est pas encourue, les réclamations seront envoyées à la Daïra Baladiéh, à la Moudirieh ou au Gouvernorat pour être instruites administrativement.

Art. 14. — Les réclamations formées dans les délais voulus feront, au fur et à mesure de leur réception, l'objet d'une instruction administrative, puis

elles seront adressées au Conseil de révision qui statuera après avoir ordonné, s'il le croit nécessaire, toute autre mesure d'instruction telle qu'expertise, enquête, etc.

Art. 15. — Les décisions du Conseil de revision sont notifiées administrativement par lettre d'avis et sans frais aux intéressés ainsi qu'au Ministère des Finances.

Le Ministre des Finances adresse aux agents du Trésor, par l'intermédiaire de la Daira Baladiéh, de la Moudirieh ou du Gouvernorat, des ordonnances de dégrèvement pour la restitution aux intéressés des impôts ou fractions d'impôts perçus en trop.

TITRE VII

DE LA RESPONSABILITÉ DES AGENTS DE PERCEPTION.

Art. 16. — Les agents du Trésor chargés des recouvrements sont responsables envers l'Etat de la rentrée de l'impôt.

Art. 17. — Au mois d'avril de chaque année, les agents de perception dresseront, pour chaque quartier, dans chaque ville et pour chaque village, un état des cotes irrécouvrables de l'année écoulée et l'enverront au Directeur de la Daira Baladiéh, au Moudir et au Gouverneur, qui le transmettront au Ministre des Finances avec leur avis motivé.

Art. 18. — Si le percepteur justifie avoir fait vainement en temps utile les diligences nécessaires pour le recouvrement des cotes portées sur l'état, il lui sera donné décharge par le Ministre des Finances des sommes non recouvrées.

Approuvé par le Conseil des Ministres, le 13 Gamad-awel 1301 (13 mars 1884).

Signé : NUBAR.

M. Barrère, agent et consul général de France au Caire, à M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 15 novembre 1884.

L'application aux étrangers de l'impôt sur la propriété bâtie a donné lieu, depuis quelques mois, à de longues et laborieuses négociations. A la surprise générale, le *Moniteur égyptien* a publié, le 9 de ce mois, un décret dont le texte est ci-joint et qui a suspendu purement et simplement les effets de cette loi en prescrivant pour les indigènes le retour à l'ancien état de choses.

Pour ceux qui ont suivi de près l'élaboration de la loi du 13 mars 1884, une telle mesure n'a cependant rien qui puisse surprendre. Cette loi était inapplicable : l'expérience l'a bientôt démontré. Une des dispositions de la loi, celle qui en était comme la clef de voûte, portait que les Commissions d'évaluation de l'impôt seraient composées d'un certain nombre d'indigènes et d'un étranger au moins, élus par les contribuables. Ces derniers ayant été convoqués au Caire et à Alexandrie pour procéder à l'élection, il ne s'en est pas présenté un seul.

Le Gouvernement a fait une deuxième tentative, elle n'a pas mieux réussi que la première. C'est donc par cas de force majeure que l'Administration a dû renoncer à l'application d'une loi qui n'a pu résister à la première épreuve qu'on lui a fait subir.

Cet incident tend à prouver une fois de plus combien peu le Gouvernement Egyptien peut se passer de l'assistance étrangère en matière administrative. S'il s'était adressé aux parties intéressées et particulièrement aux agents diplomatiques et consulaires, il ne se trouverait pas dans la

nécessité de renoncer jusqu'à nouvel ordre à la perception d'une taxe qui aurait ajouté annuellement 1,500,000 fr. à ses ressources normales.

Les agents étrangers étaient mieux à même que personne d'indiquer à l'Administration le moyen pratique de percevoir parmi leurs ressortissants l'impôt sur la propriété bâtie. Ce qui en est résulté arrivera infailliblement de nouveau si le Gouvernement Egyptien, dans son désir souvent malencontreux de se passer de l'ingérance consulaire, persiste à n'avoir recours qu'à ses propres lumières pour imposer aux Européens les charges légitimes auxquelles les Puissances pourraient être amenées à donner leur adhésion.

Camille BARRÈRE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRÉ, EN DATE DU 15 NOVEMBRE 1884.

DÉCRET

Nous, Khédive d'Egypte,

Sur la proposition de notre Ministre des Finances et l'avis conforme de notre Conseil des Ministres;

Notre Conseil législatif entendu;

Considérant que notre décret du 13 mars 1884, sur l'impôt de la propriété bâtie, comporte des difficultés d'application qui rendraient la perception de l'impôt impraticable pour l'exercice courant,

Décrétons :

Article premier. — L'application du décret du 13 mars 1884 sur la propriété bâtie est suspendue.

Art. 2. — L'impôt sur la propriété bâtie sera perçu, pour l'exercice 1884, et jusqu'à la promulgation d'un nouveau décret, conformément aux lois et règlements en vigueur sur la matière, antérieurement au décret du 13 mars 1884.

Art. 3. — Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait au palais d'Abdine, le 21 Moharrem 1302 (9 novembre 1884).

Signé : MÉHÉMET THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,

Signé : NUBAR.

Le Ministre des Finances,

MOUSTAPHA FEHMY.

Monseigneur,

L'établissement de l'impôt sur la propriété bâtie, aux termes du décret du 13 mars 1884, repose sur des Commissions d'évaluation, composées de délégués du Gouvernement et de membres tirés au sort, sur une liste de douze propriétaires élus par les redevables, dans chaque quartier des villes soumises à l'impôt.

Le recours des contribuables contre les évaluations ainsi faites doit être porté devant des Conseils de revision dont les membres sont choisis parmi les propriétaires élus pour la composition des Commissions d'évaluation.

Ce système électoral a été principalement établi en vue de donner aux étrangers propriétaires en Egypte des garanties particulières. Malheureusement, son application a soulevé des difficultés insurmontables dans les villes même du Caire et d'Alexandrie, c'est-à-dire dans les grands centres où il était permis d'espérer qu'il serait praticable, tandis que la connaissance du pays

permet d'affirmer qu'il est impossible de compter sur aucun résultat dans les autres villes.

Dès le début des opérations et alors qu'il s'agissait d'une simple élection, et non pas encore d'un travail d'évaluation et de revision, mon administration s'est heurtée à des abstentions ou à des refus de mandat qui rendent impossible la perception régulière de l'impôt et qui, en admettant même qu'elles puissent être réparées une première fois, subordonneraient cette perception à des éventualités incompatibles avec les nécessités d'un fonctionnement régulier de l'organisation financière du pays.

Les difficultés qui se sont présentées d'abord, et qui ne manqueraient pas de se représenter, si le décret du 13 mars était maintenu, résultent donc manifestement du système d'élection et elles sont plus particulièrement insurmontables, en ce qui concerne la Commission d'évaluation et les Conseils de revision qui doivent connaître les intérêts des étrangers, parce que, en dehors du peu d'empressement que ces contribuables peuvent apporter à l'exercice de leurs droits électoraux, leur nombre, dans chacune des circonscriptions fiscales, est infiniment trop restreint pour servir de base à une élection quelconque.

C'est ainsi que, dans la ville du Caire, trois quartiers seulement, sur douze, ont fourni des élections à peu près régulières.

Dans ces conditions, la nécessité s'impose de modifier le décret du 13 mars 1844; mais cette modification entraînera des retards, et nous touchons à la fin de l'année, sans que l'impôt ait été perçu. Une situation si préjudiciable aux intérêts du Trésor exige impérieusement une prompte solution.

C'est pourquoi j'ai l'honneur de présenter à la sanction de Votre Altesse un projet de décret qui suspend l'application du décret du 13 mars 1844 et prescrit la perception, sur la propriété bâtie, dans les formes et conditions des lois et règlements antérieurement en vigueur.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, de Votre Altesse, le très humble et très obéissant serviteur.

Le Caire, le 9 novembre 1884.

Le Ministre des finances,
MOUSTAPHA FEHMY.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 10 janvier 1886.

Les agents diplomatiques accrédités en Egypte ont reçu du Gouvernement khédivial la lettre que j'ai l'honneur d'envoyer, ci-jointe, en copie à Votre Excellence. Par cette circulaire, Nubar-Pacha leur demandait de nommer les délégués chargés de défendre les intérêts européens dans les commissions d'évaluation et de revision de l'impôt sur la propriété bâtie.

Désirant agir de concert, mes collègues se sont réunis, avant mon arrivée, chez leur doyen, M. de Martino, à l'effet de statuer sur cette demande. Ils ont été d'avis, en s'autorisant de la Convention de Londres, du 17 mars 1885, de ne désigner d'office les délégués dont il s'agit que dans le cas où les élections resteraient sans résultat; c'est dans ce sens que M. de Martino a répondu verbalement à Nubar-Pacha, en son nom et au nom des représentants des autres puissances.

D'AUNAY.

Nubar-Pacha à M. Barrère.

CIRCULAIRE

Le Caire, le 27 octobre 1885.

Monsieur le Ministre,

Aux termes de l'article 3 de la Convention signée à Londres, le 17 mars

1885, les puissances ont déclaré accepter l'application à leurs nationaux du décret khédivial du 13 mars 1884, concernant l'impôt sur la propriété bâtie, avec cette modification que les membres étrangers des commissions et conseils de revision seraient désignés par le Consul, dans le cas où les élections resteraient sans résultat et que les délégués élus ne se présenteraient pas.

Le Gouvernement égyptien se proposant de mettre ce décret en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 1886, a dû se préoccuper d'établir conformément à la déclaration des puissances la procédure la plus simple et la plus rapide.

En procédant actuellement aux élections des commissions d'évaluation et de revision, le Gouvernement se heurtera vraisemblablement, comme en 1884, à l'inertie ou au mauvais vouloir des électeurs et les élections n'auraient ainsi aucun résultat.

On se trouverait alors, d'après les termes de la Convention, dans l'obligation de suspendre les opérations jusqu'à la nomination des délégués par l'autorité consulaire; de là des lenteurs et des retards essentiellement préjudiciables aux intérêts communs du Gouvernement et des contribuables.

Mais ces inconvénients disparaîtraient si, dès à présent, l'administration pouvait avoir entre les mains deux listes dressées par les soins obligeants du corps consulaire et portant :

La première, les noms des délégués près les commissions d'évaluation.
La deuxième, les noms des délégués près les conseils de revision.

Muni de ces listes, le Gouvernement pourrait faire procéder à l'évaluation et à la fixation de l'impôt. Si les élections restaient sans résultat ou si les délégués élus ne se présentaient pas, l'administration prendrait immédiatement sur les listes consulaires, soit par voie de tirage au sort, soit par ordre d'inscription, le nombre de délégués nécessaire pour compléter les commissions. Les opérations pourraient ainsi être menées rapidement à bonne fin.

En vue de faciliter aux autorités consulaires l'établissement de ces listes, le Gouvernement tient à votre disposition les états nominatifs des propriétaires étrangers, tels qu'ils résultent du recensement des immeubles de 1884 et je me permets de vous faire parvenir aujourd'hui un tableau indicatif du nombre des délégués à désigner et des localités dans lesquelles ils auraient à siéger. La durée de leur mandat serait de deux ans conformément à l'article 4 du décret.

Je ne doute pas, Monsieur le ministre, que l'adoption de ces mesures ne vous paraisse conforme aux dispositions de la Convention signée à Londres et utile aux intérêts de tous.

Comptant, dans cette circonstance comme toujours, sur votre obligeant concours, je vous prie d'agréer les assurances de ma haute considération.

Signé : NUBAR.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à
M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 18 avril 1886.

Deux décrets tendant à faire supporter aux Européens l'impôt sur la propriété bâtie viennent de paraître au *Journal officiel* égyptien.

Comme le verra Votre Excellence, la feuille gouvernementale fait suivre

ces deux documents d'une circulaire adressée à ce sujet par Nubar-Pacha aux représentants des puissances, en date du 1^{er} février 1886.

Aucune nouvelle correspondance n'a été échangée entre le Cabinet du Vice-Roi et l'agence au sujet de l'application des mesures dont il s'agit.

D'AUNAY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 18 AVRIL 1886.

L'IMPOT IMMOBILIER

Nous, Khédivé d'Egypte,

Vu nos décrets des 13 mars et 9 novembre 1884 (15 gamad-awel 1301 et 21 moharrem 1302);

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Notre Conseil législatif entendu,

Décrétons :

Article premier. — Notre décret du 13 mars 1884, concernant l'impôt sur la propriété bâtie, dont l'application avait été suspendue par Notre décret du 9 novembre 1884, est remis en vigueur.

Art. 2. — Cet impôt sera dû, à partir du 1^{er} janvier 1886, sur les bases indiquées dans Notre décret du 13 mars 1884, sans préjudice de la perception à opérer jusqu'à la fin de l'année 1885, conformément aux lois et règlements antérieurs au décret du 13 mars 1884.

Art. 3. — Nos ministres de l'intérieur, des finances, des travaux publics et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Suivent les signatures de Son Altesse et de tous les ministres.

Nous, Khédivé d'Egypte,

Les puissances ayant accepté l'application à leurs nationaux, comme aux sujets locaux, de Notre décret en date du 13 mars 1884 (15 gamad-awel 1301), concernant l'impôt sur la propriété bâtie, avec la modification énoncée en l'article 1^{er} du présent décret;

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

Notre Conseil législatif entendu,

Décrétons :

Article premier. — Les membres étrangers des commissions d'évaluation et des conseils de revision, institués par les articles 4 et 5 du décret sus-énoncé, seront désignés par le Consul dans le cas où les élections resteraient sans résultat, ainsi que dans le cas où les délégués élus ne se présenteraient pas; si les délégués du Consul ne se présentent pas, la commission d'évaluation ou le conseil de revision procédera valablement en leur absence.

Art. 2. — Dans le cas où les élections, pour les membres indigènes des commissions d'évaluation et des conseils de revision sus-mentionnés, resteraient sans résultat, ainsi que dans le cas où les délégués élus ne se présenteraient pas, leur désignation serait faite par le Gouverneur ou par le Moudir.

Si les délégués désignés par le Gouverneur ou le Moudir ne se présentent pas, la commission ou le conseil de revision procédera valablement en leur absence.

Art. 3. — Nos ministres de l'intérieur, des finances, des travaux publics et de la justice sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au palais d'Abdine, le 11 avril 1886 (7 redjeb 1303).

Suivent les signatures de Son Altesse et de tous les ministres.

Circulaire adressée au Corps diplomatique et consulaire.

Le Caire, le 1^{er} février 1886.

Monsieur l'Agent et Consul général,

Le projet de décret visant les articles 4 et 5 du décret du 13 mars 1884, relatif à l'impôt sur la propriété bâtie, ayant subi une modification de forme au préambule, je m'empresse de vous faire parvenir, ci-inclus, trois exemplaires du projet définitif.

En outre, certaines puissances ayant pensé que le terme « Consul » à l'article premier de ce projet de décret pourrait prêter à équivoque et, par suite, créer des difficultés dans la mise en pratique du décret, le Gouvernement de Son Altesse leur a déclaré que, par ce mot, il entendait le Corps consulaire, déclaration qui fait disparaître tout doute à cet égard.

Signé : N. NUBAR.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 6 mai 1886

Sur ma demande, les représentants des puissances au Caire se sont réunis hier chez leur doyen à l'effet d'examiner l'accueil qu'il convenait de réserver à un « mémoire » qui vient d'être présenté à MM. les Consuls généraux par le « Comité des propriétaires d'Alexandrie ». Les signataires de ce document font longuement valoir les motifs pour lesquels l'application du décret de 1884, relatif à l'impôt sur la propriété bâtie, pourrait être retardée à Alexandrie. Ils insistent en même temps pour que certaines dispositions de la nouvelle législation soient modifiées et demandent enfin que les recettes de l'octroi ainsi que le produit d'autres taxes, d'un caractère essentiellement municipal, soient dépensés au profit de la ville.

A mon avis, ces vœux ne sont pas de nature à être repoussés sans examen. Le dernier d'entre eux s'impose tout particulièrement à l'attention et j'ai cru devoir l'appuyer auprès de mes collègues à la réunion dont je viens de parler. J'ai fait observer que le revenu de l'octroi, pour Alexandrie seulement, est évalué annuellement à environ deux millions de francs. Que, tout compte fait, le gouvernement local consacre à peine un million à l'Administration de la ville. Qu'en dehors des dépenses qu'il supporte pour le service des eaux, du gaz, de la police, du balayage, il verse chaque année cent cinquante mille francs seulement à la commission municipale qui dirige les travaux d'édilité. Que la caisse est alimentée exclusivement par une contribution volontaire du commerce d'exportation, depuis quinze ans environ. Que moyennant une taxe de vingt paras calculée par ardeb pour les céréales, et par cantar pour le coton, les exportateurs emploient annuellement une somme de sept à huit cent mille francs à des dépenses d'intérêt public. Que c'est grâce à cette libéralité que la ville a été dotée d'un service complet d'égouts et que, sur une surface de près de trois cent cinquante mille mètres carrés, elle a pu être pavée de dalles excellentes. Que les propriétaires en bordure sur les rues transformées, à l'exception des religieux, ont pris à leur charge la moitié de cette double dépense. J'ai ajouté enfin que la valeur locative des immeubles européens à Alexandrie est évaluée à environ deux cent mille livres, soit, en chiffres

ronds, cinq millions de francs, et que conséquemment l'impôt du douzième représenterait un rendement annuel de quatre cent vingt à quatre cent cinquante mille francs.

Après avoir mis en lumière ces faits, je m'en suis autorisé pour déclarer qu'en équité la ville dont nous nous occupons devait être assurée de bénéficier d'une portion des taxes dont les étrangers auront à supporter le poids. Et, me plaçant dans un ordre d'idées plus général, j'en ai argué pour établir que, d'ici à peu de temps, on reconnaîtrait la nécessité de constituer dans les grands centres de l'Égypte des municipalités auxquelles le Trésor devrait abandonner une fraction du rendement de certains impôts indirects tels que l'octroi, par exemple.

Ces observations ont rencontré l'assentiment de quelques-uns de mes Collègues et Sir E. Baring, lui-même, a admis que la création des municipalités s'imposerait un jour; mais en s'empressant d'ajouter qu'il serait impossible de distraire aucune portion des recettes de l'Etat pour en faire profiter les villes, par la raison que la Convention de Londres avait déterminé l'emploi des excédents provenant de l'ensemble des revenus affectés et non affectés. J'ai répliqué qu'il suffirait d'un échange de notes entre les cabinets pour régler cette difficulté. Quoi qu'il en soit, la question n'aura sans doute pas de suite immédiate, mais elle est dès maintenant posée et il est à espérer qu'elle fera son chemin au grand avantage des intérêts internationaux dont nous prenons la défense dans ce pays.

Après avoir exposé nos vues sur ce point, nous nous sommes mis d'accord, mes collègues et moi, au sujet de la réponse qu'il convenait de faire au mémoire rédigé par le Comité des propriétaires d'Alexandrie. Nous avons reconnu à l'unanimité qu'il était impossible de revenir sur le décret du 13 mars 1884, auquel les puissances avaient solennellement adhéré; mais que, cependant, il était équitable de prendre en sérieuse considération l'observation consignée dans le mémoire susmentionné, relativement à l'estimation de la valeur locative des immeubles, et en conséquence nous avons été d'avis que le Corps diplomatique fit auprès de Nubar-Pacha une démarche tendant à obtenir du Gouvernement égyptien que l'évaluation dont il s'agit eût lieu sur le produit net du loyer. C'est dans ce sens qu'il a été répondu par chacun de nous séparément au Comité des propriétaires d'Alexandrie. A la fin de la séance, j'ai fait remarquer que le décret du 11 avril dernier, fixant la date à partir de laquelle les étrangers seraient tenus de payer l'impôt sur la propriété bâtie, ne me semblait pouvoir entrer en vigueur qu'après avoir reçu l'assentiment des puissances. A l'appui de cette observation, j'ai fait valoir que si la Déclaration de Londres consacrait solennellement la législation promulguée en 1884, elle avait passé sous silence la date de la mise à exécution de ces dispositions législatives et que, conséquemment, elle ne paraissait pas autoriser le Cabinet khédivial à les appliquer aux Européens avant que ceux-ci aient pu être prévenus à temps, par les représentants de leurs Gouvernements respectifs, qu'ils auraient désormais une nouvelle taxe à acquitter. J'ai ajouté que, du reste, le décret du 11 avril, en rendant cette taxe exigible, à commencer du 1^{er} janvier dernier, avait un effet rétroactif; qu'en 1884, dans des conditions analogues, nous avions rappelé qu'une loi dispose de l'avenir seulement; que, cette fois encore, nous serions en droit d'émettre la même opinion, et qu'en tout cas je tenais à en référer à Votre Excellence, avant de me prononcer à cet égard. Sir E. Baring et M. de Martino m'ont

répondu que les Cabinets de Londres et du Quirinal avaient déjà fait connaître leur adhésion pure et simple à ce décret. Mes autres collègues ne sachant pas, au contraire, à quel parti s'arrêteraient, dans cette circonstance, leurs Gouvernements respectifs, ont déclaré qu'ils consulteraient ceux-ci, avant d'exprimer un avis sur le point que j'avais soulevé.

Je vous prie de vouloir bien m'informer de la solution qu'il convient de donner à la question que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer.

D'AUNAY.

Lord Lyons, ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

(Traduction.)

Paris, le 24 mai 1886.

Le 6 mai courant, une assemblée des Représentants de la Grande-Bretagne, de France, d'Autriche-Hongrie, de Belgique, d'Allemagne, d'Italie et de Russie, a été tenue au Caire pour examiner un mémoire émanant d'un Comité de propriétaires d'Alexandrie demandant que les Européens fussent exemptés de l'impôt sur la propriété bâtie.

Il semblerait que l'attitude de l'Agent et Consul général français n'ait pas été tout à fait favorable au prélèvement de l'impôt à partir du 1^{er} janvier de l'année présente, et qu'il ait même fait entendre qu'il y aurait certaines objections à ce que cet impôt fût accepté et appliqué tel qu'il a été présenté dans le Décret émanant du Gouvernement égyptien. L'impôt sur la propriété bâtie ayant été accepté en principe par les Grandes Puissances, aux termes de la Déclaration du 17 mars 1885, et le Décret ayant été par la suite soumis à tous les Gouvernements intéressés et accepté par eux, il serait extrêmement regrettable que le Gouvernement égyptien vint maintenant à s'apercevoir qu'il ne peut pas compter sur l'entier concours des Représentants étrangers pour l'appliquer aux Européens.

Lord Lyons a été invité à appeler l'attention de M. de Freycinet sur cette question et à convaincre Son Excellence de l'avantage qu'il y aurait à ce qu'il envoyât comme instructions à l'Agent français de se désister de toute opposition audit Décret et de s'abstenir de faire aucune objection à ce que l'impôt fût applicable depuis le 1^{er} janvier dernier.

La ligne de conduite suivie par le Représentant français sur cette question aura certainement une notable influence sur celle des Représentants des autres Puissances.

Paris, le 24 mai 1886.

M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aunay, agent et consul général au Caire.

Paris, le 25 mai 1886.

Votre rapport politique du 6 de ce mois m'a mis au courant de l'échange de vues que vous avez eu avec les Représentants des Puissances au Caire au sujet de l'application aux Européens de l'impôt sur la propriété bâtie.

Après avoir examiné le mémoire rédigé par le Comité des propriétaires d'Alexandrie, vos Collègues ont tous reconnu qu'il était impossible de revenir sur le Décret du 13 mars 1884 auquel les Puissances ont solennel-

lement adhéré. Ils ont pensé seulement que peut-être il y aurait lieu de tenir compte d'une observation relative à l'estimation de la valeur locative des immeubles et ils ont cru pouvoir demander au Gouvernement égyptien que cette évaluation fût faite sur le produit net du loyer.

L'établissement de la taxe sur la propriété bâtie ayant été approuvé par l'Europe, nous estimons, pour notre part, qu'il n'y a plus lieu d'en discuter le principe, et il ne nous semble même pas que le Gouvernement khédivial ait besoin d'une nouvelle adhésion des Puissances pour mettre cet impôt en vigueur.

Vous avez eu raison toutefois de faire remarquer à vos Collègues qu'en rendant exigible à partir du 1^{er} janvier dernier la taxe acceptée par les Puissances, le Cabinet égyptien ne s'était pas conformé aux principes d'administration qui, en tous Pays civilisés, s'imposent au Gouvernement en matière de non-rétroactivité des actes établissant de nouvelles charges publiques.

Les taxes édictées le 11 avril ne sont évidemment dues qu'à dater de ce jour, et les réserves que vous avez formulées sur ce point se recommandaient d'elles-mêmes à mon approbation.

Il paraît certain, d'autre part, que l'obligation s'imposera quelque jour de sauvegarder les intérêts des principales villes de l'Égypte et d'améliorer leur situation fiscale vis-à-vis du Trésor khédivial ; il deviendra sans doute difficile de ne pas appeler les municipalités à bénéficier de certaines taxes ; mais si justes que fussent les observations générales dont vous avez cru devoir saisir vos Collègues à cet égard, ce sont là des réformes d'avenir dont nous ne saurions prendre l'initiative dans la discussion relative à l'impôt sur la propriété bâtie sans paraître nous dérober à l'exécution de nos engagements internationaux.

C. DE FREYCINET.

M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, à lord Lyons, ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Paris.

Paris, le 27 mai 1886.

NOTE VERBALE

D'après les renseignements parvenus au Ministère des Affaires étrangères, lors de l'échange de vues auquel a donné lieu, le 6 de ce mois, l'examen présenté aux Consuls généraux par les propriétaires d'Alexandrie, les Représentants des Puissances ont été unanimes à reconnaître qu'il n'y avait pas lieu de revenir sur le principe consacré par la Déclaration du 17 mars 1885.

Le Comte d'Aunay, conformément aux instructions qu'il avait reçues, n'a pas hésité à s'associer à cette manière de voir.

Il a seulement semblé équitable de prendre en considération l'observation consignée dans le mémoire susmentionné relativement à l'estimation de la valeur locative des immeubles ; les Consuls généraux ont, en conséquence, cru devoir faire une démarche auprès du Premier Ministre du Khédivé pour demander que cette évaluation fût faite sur le produit net du loyer.

Enfin, l'Agent et Consul général de France a fait remarquer à ses Collègues qu'en rendant exigible, à partir du 1^{er} janvier 1886, la taxe édictée le

11 avril suivant, le Cabinet égyptien s'était écarté des règles administratives qui, en tous pays, s'imposent aux Gouvernements en matière de non-rétroactivité des actes établissant de nouvelles charges publiques.

Cette réserve est trop conforme aux habitudes du Gouvernement français en pareille matière pour ne pas recevoir son approbation. Le Gouvernement de la Reine en appréciera certainement de son côté la valeur.

Les remarques du Comte d'Aunay n'impliquent d'ailleurs nulle opposition à la levée de l'impôt sur la propriété bâtie, à laquelle les résidents français en Egypte seront soumis à l'avenir comme les autres Européens.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 5 juin 1886.

J'ai reçu la dépêche que vous m'avez fait l'honneur de m'adresser, en date du 25 mai. Votre Excellence estime, comme moi, qu'en rendant exigible, à partir du 1^{er} janvier dernier, la taxe sur la propriété bâtie, le Cabinet égyptien ne s'est pas conformé aux principes d'administration admis dans tous les Pays civilisés en matière de non-rétroactivité des actes établissant de nouvelles charges publiques. Précisant votre pensée, vous voulez bien ajouter que, conséquemment, l'impôt sur la propriété bâtie n'est évidemment dû qu'à dater du jour où il a été édicté, c'est-à-dire à commencer du 11 avril dernier.

Nubar-Pacha et Sir E. Baring m'ayant exprimé le désir de savoir si j'avais été informé de vos vues sur le point dont il s'agit, j'ai cru devoir, dès maintenant, leur faire connaître verbalement l'opinion exposée par Votre Excellence.

D'AUNAY.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 13 juin 1886.

J'ai l'honneur de vous envoyer ci-joint le numéro du *Journal officiel*, paru hier, qui contient une circulaire du Ministre des Finances relativement à la formation des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision chargés d'établir l'impôt sur la propriété bâtie pour le Caire et Alexandrie.

A la suite de la Circulaire dont il s'agit se trouvent deux arrêtés et deux avis de convocation, fixant les dates des élections devant avoir lieu dans les villes susmentionnées pour la formation des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision dont nous nous occupons.

Votre Excellence remarquera que le Gouvernement égyptien ne tient pas compte, jusqu'à présent, des arguments invoqués par nous pour enlever au décret du 11 avril 1886 son effet rétroactif.

D'AUNAY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 13 JUIN 1886

MINISTÈRE DES FINANCES

Direction des contributions directes.

(Circulaire n° 31)

OBJET :

Instructions à suivre pour la formation des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision (Décrets des 13 mars 1884 et 11 avril 1886) pour le Caire et Alexandrie.

Le Caire, le 9 juin 1886.

Monsieur,

Vous avez reçu, en temps opportun, communication des deux décrets du 11 avril 1886, le premier remettant en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 1886, le décret du 13 mars 1884, et le second modifiant les art. 4 et 5 de ce décret en ce qui concerne la désignation des membres étrangers et indigènes des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision.

Le mode d'opérer dans la préparation et l'établissement des listes électorales, d'après le recensement effectué pour les immeubles bâtis, a déjà fait l'objet d'indications spéciales qui vous ont été également transmises.

Vous trouverez dans la présente Circulaire les instructions nécessaires relativement à la formation des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision prévus par le décret du 13 mars 1884, complété par le décret du 11 avril 1886.

§ 1^{er}. — *Commission d'évaluation.* — Aux termes de l'art. 4 du décret du 13 mars 1884, l'évaluation de la valeur locative des immeubles recensés sera faite par des Commissions qui fonctionneront par quartier. Les Commissions seront composées de trois délégués du Gouvernement, à l'un desquels appartiendra la présidence, avec voix prépondérante, et de trois membres tirés au sort sur une liste de douze propriétaires élus par les redevables. L'un, au moins, de ces trois membres devra être de nationalité étrangère. Il sera, en outre, tiré au sort parmi les propriétaires élus deux membres suppléants.

Je me réserve la nomination ultérieure, par arrêté ministériel, des trois délégués du Gouvernement, en désignant parmi eux celui qui prendra la présidence.

La date des élections sera fixée par arrêté ministériel auquel vous donnerez, dans les formes d'usage, la publicité nécessaire, en indiquant les lieu et heure de l'élection.

Au jour indiqué, le scrutin sera ouvert à dix heures du matin et fermé à quatre heures du soir ; il y sera procédé, sous la direction d'un bureau électoral, composé d'un président nommé par vous et de deux assesseurs choisis par les électeurs présents au moment de l'ouverture du scrutin. L'un des deux assesseurs remplira les fonctions de secrétaire.

Chaque électeur devra se présenter personnellement et décliner ses noms et qualités ; s'il n'est pas connu des membres du bureau, il devra se munir d'un certificat d'identité délivré par l'autorité compétente.

Les femmes pourront être représentées valablement par des mandataires et les mineurs le seront par leur tuteur.

Nul ne sera admis à voter s'il n'est inscrit sur la liste électorale ; nul ne peut être élu que dans son propre quartier et à la condition d'y être inscrit sur la liste électorale. Chaque électeur doit nommer douze membres indigènes ou étrangers, à son choix ; il déposera dans l'urne son bulletin de vote écrit, et le secrétaire constatera le vote par un paragraphe apposé sur la liste en face du nom de l'électeur.

Le dépouillement aura lieu séance tenante, aussitôt après la fermeture du

scrutin : il sera effectué par le Président, qui dressera et signera immédiatement le procès-verbal du résultat du dépouillement des votes.

Dans le cas où il n'y aurait pas parmi les douze propriétaires ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au moins un propriétaire étranger pour faire partie de la Commission d'évaluation, le Président écartera le dernier propriétaire indigène élu et le remplacera par le propriétaire étranger qui aura obtenu le plus de suffrages.

Dans les conditions ci-dessus, les douze propriétaires qui auront réuni le plus de suffrages seront élus, sans qu'il soit besoin d'autres formalités que la lecture publique du procès-verbal par le Président.

Dans le cas où, pour le dernier candidat restant à élire, deux ou plusieurs personnes auraient obtenu le même nombre de suffrages, le Président du bureau fera décider par voie de tirage au sort celui d'entre eux dont l'élection sera seule valable.

Le procès-verbal sera ensuite déposé entre vos mains, pour servir en tant que de besoin.

Les portes de la salle de vote devront être constamment ouvertes et l'entrée sera libre pour tous les électeurs, pendant toute la durée des opérations, sous la seule réserve des mesures qu'il appartient au Président de prendre pour le maintien de l'ordre.

Dans la huitaine qui suivra l'élection, vous convoquerez à la Daïra Baladieh les douze propriétaires et procéderez, en leur présence, de la manière suivante, au tirage au sort entre eux des trois membres et des deux suppléants de la Commission.

Vous mettrez dans l'urne douze bulletins portant chacun le nom d'un des propriétaires élus et procéderez au tirage au sort, en ayant soin d'assigner à chacun des propriétaires le numéro d'ordre dans lequel son nom sera sorti de l'urne.

Les trois propriétaires, dont les noms sortiront les premiers de l'urne, seront déclarés membres de la Commission et les deux suivants suppléants.

Comme, aux termes du paragraphe 2 de l'article 4 du décret du 13 mars 1884, l'un au moins des trois membres tirés au sort doit être de nationalité étrangère, dans le cas où, parmi les trois membres désignés par le sort, il ne se trouverait pas au moins un étranger, l'étranger dont le numéro d'ordre suit immédiatement celui d'un indigène sera déclaré membre de la Commission ; les deux suppléants seront pris sans distinction entre étrangers et indigènes, suivant leurs numéros d'ordre.

Procès-verbal sera dressé de ces opérations, il sera signé par vous et demeurera déposé à la Daïra Baladieh.

Si un ou plusieurs des trois membres et des deux suppléants, élus comme il est dit ci-dessus, se refusent, leurs remplaçants seront pris parmi les sept propriétaires restant dans l'ordre qu'indique leur numéro, sans avoir d'autre formalité à remplir que de prévenir les propriétaires ainsi nommés de leur nomination. Dans ces conditions, les propriétaires élus comme suppléants qui ne seraient pas récusés deviennent de droit membres de la Commission.

Une fois la liste des douze propriétaires épuisée, si vous n'avez pu compléter le nombre de membres et de suppléants nécessaire pour former la Commission, vous vous adresserez au Ministère des Finances, qui prendra les mesures nécessaires conformément aux dispositions du décret du 11 avril 1886.

§ II. — *Conseil de revision.* — L'article 5 du décret du 13 mars dispose qu'il y aura un Conseil de revision pour chacune des villes du Caire et d'Alexandrie. Ces Conseils seront composés : 1^o d'un Délégué du Gouvernement, président ; 2^o de six Membres tirés au sort sur une liste de vingt-quatre propriétaires, formée dans les conditions ci-après. Il sera, en outre, pourvu par la même voie à la désignation de quatre membres suppléants.

Je me réserve la nomination ultérieure du Délégué du Gouvernement, président.

A. — *Formation de la liste de vingt-quatre propriétaires.*

Vous voudrez bien, dans le courant de la troisième semaine qui suivra les élections, convoquer à la fois, à la Daira Baladie, les propriétaires élus dans chacun des quartiers et vous les inviterez à élire, en votre présence, au scrutin secret, vingt-quatre d'entre eux, dont douze indigènes et douze étrangers.

Les membres des Conseils de revision devront être, bien entendu, élus en dehors des membres et suppléants des Commissions d'évaluation. (Voir art. 6 du décret du 13 mars.)

B. — *Nomination des Membres du Conseil de revision.*

Aussitôt après la formation de cette liste, séance tenante, vous inscrirez le nom de chacun des vingt-quatre propriétaires sur un bulletin séparé, vous déposerez dans deux urnes distinctes les bulletins portant les noms des propriétaires indigènes et les bulletins portant les noms des propriétaires étrangers.

Vous retirerez ensuite successivement de chaque urne les douze bulletins qui y ont été déposés et donnerez à chacun des propriétaires le numéro d'ordre dans lequel son nom sera sorti de l'urne.

Les trois premiers propriétaires seront nommés membres et les deux suivants suppléants.

Dans le cas où les élections par quartier auraient donné un résultat numériquement insuffisant pour former la liste des douze propriétaires indigènes, ou celle des douze propriétaires étrangers, mais cependant supérieurs au nombre de cinq, vous donnerez à chacun de ces propriétaires le numéro d'ordre que lui aura désigné le sort en procédant comme il est indiqué ci-dessus. Les trois premiers seront nommés membres et les deux suivants suppléants.

Dans le cas où les élections n'auraient pas donné un résultat numériquement suffisant pour désigner les trois membres et les deux suppléants, si, par exemple, il n'y a que trois propriétaires étrangers, ils sont de droit membres du Conseil de revision, et vous vous adresserez au Ministère qui, selon qu'il s'agira d'indigènes ou d'étrangers à désigner, invitera M. le Gouverneur à désigner lui-même d'office les membres ou suppléants indigènes, et à intervenir auprès du Corps consulaire pour qu'il désigne les membres et suppléants étrangers, conformément aux dispositions du décret du 11 avril et à la circulaire du Ministère des Affaires étrangères du 1^{er} février 1886, adressée au Corps diplomatique et consulaire.

Ces opérations feront l'objet d'un procès-verbal qui sera signé par vous et déposé à la Daira Baladie.

Le Conseil étant formé, si un ou plusieurs des membres ou suppléants désignés au sort, comme il est dit ci-dessus, se refusent, vous désignerez leurs remplaçants de la manière indiquée pour la Commission d'évaluation, et ce n'est que quand la liste des propriétaires indigènes ou étrangers sera épuisée que vous vous adresserez au Ministère des Finances.

Toutes les réclamations en matière électorale relatives à la formation des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision devront vous être présentées, sous peine de déchéance, dans les quarante-huit heures qui suivront l'opération à laquelle se référera la réclamation. Vous statuerez, dans la huitaine, sous la seule réserve du recours contre votre décision qui pourra m'être présentée et sur lequel je prononcerai en dernier ressort.

Vous voudrez bien, Monsieur, vous conformer strictement aux indications qui précèdent, relativement à la formation de la Commission d'évaluation et du Conseil de revision; des instructions précises, sur le fonctionnement et les attributions de ces deux institutions, vous seront adressées ultérieurement.

Agréez, etc.

Le Ministre des Finances,
Signé : MOUSTAPHA FEHMY.

Direction des contributions directes.**ARRÊTÉ**

Le Ministre des Finances,

Vu le décret du 13 mars 1884 sur l'impôt de la propriété bâtie ;

Vu les deux décrets du 11 avril 1886, le premier remettant en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 1886, le décret susmentionné du 13 mars, et le second modifiant les art. 4 et 5 de ce décret en ce qui concerne la désignation des membres étrangers et indigènes des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision ;

Vu la circulaire ministérielle du 9 juin 1886 (7 ramadan 1303), n° 31 (Contributions directes) ;

Arrête :

Article premier. — Les dates des élections à faire au Caire pour la nomination des membres qui doivent composer les Commissions d'évaluation des propriétés bâties de cette ville et le Conseil de revision sont fixées comme suit :

Abdin, le lundi 21 juin 1886 (19 ramadan 1303). — Ezbekieh, le mardi 22 juin (20 ramadan). — Choubrah, mercredi 23 juin (21 ramadan). — Mouski, jeudi 23 juin (22 ramadan). — Bab-el-Charieh, lundi 28 juin (26 ramadan). — Waili, mardi 29 juin (27 ramadan). — Boulaq, mercredi 30 juin (28 ramadan). — Dar-el-Ahmar, jeudi 1^{er} juillet 1886 (29 ramadan). — Vieux-Caire, mardi 6 juillet (4 chawal 1303). — Saïda-Zenab, mercredi 7 juillet (4 ramadan). — Khalifa, jeudi 8 juillet (6 ramadan). — Gamalieh, samedi 10 juillet (8 ramadan).

Art. 2. — Le Directeur de la Daïra Baladie du Caire est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Caire, le 9 juin 1886.

Le Ministre des Finances,

Signé : MOUSTAPHA FEHMY.

MINISTÈRE DES FINANCES.**Service des Contributions directes.****ARRÊTÉ.**

Le Ministre des Finances,

Vu le décret du 13 mars 1884 sur l'impôt de la propriété bâtie ;

Vu les deux décrets du 11 avril 1886, le premier remettant en vigueur, à partir du 1^{er} janvier 1886, le décret susmentionné du 13 mars et le second modifiant les articles 4 et 5 de ce décret en ce qui concerne la désignation des membres étrangers et indigènes des Commissions d'évaluation et des Conseils de revision ;

Vu la circulaire ministérielle du 9 juin 1886 (7 ramadan 1303), n° 31 (Contributions directes) ;

Arrête :

Article premier. — Les dates des élections à faire à Alexandrie pour la nomination des membres qui doivent composer les commissions d'évaluation des propriétés bâties de cette ville et le Conseil de revision sont fixées comme suit :

Kism Awal, le lundi 21 juin 1886 (9 ramadan 1303). — Kism Tani, le mardi 22 juin (20 ramadan). — Toumn Khames, le mercredi 23 juin (21 ramadan). — Toumn Sades, le jeudi 24 juin (22 ramadan). — Toumn Sabeh, le lundi 28 juin (26 ramadan). — Toumn Tamen, le mardi 29 juin (27 ramadan). — Ramlé, le mercredi 30 juin (28 ramadan).

Art. 2. — Le Directeur de la Daïra Baladieh d'Alexandrie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait au Caire, le 9 juin 1886.

Le Ministre des Finances,
Signé : MOUSTAPHA FEHMY.

DAÏRA BALADIEH DU CAIRE

Avis de convocation.

La Daïra Baladieh du Caire a l'honneur de prévenir MM. les propriétaires d'immeubles bâtis que les élections des membres appelés à former les commissions d'évaluation et le Conseil de revision, à faire en exécution du décret du 13 mars 1884, de la circulaire ministérielle du 9 juin 1886 (7 ramadan 1303), n° 31 (Contributions directes) et de l'arrêté ministériel du même jour, auront lieu de 10 heures du matin à 4 heures du soir, aux jours et lieux indiqués ci-après :

QUARTIERS	DATES DES ÉLECTIONS		LIEUX DÉSIGNÉS pour LES ÉLECTIONS	NOMBRE DES CANDIDATS à élire par quartier
Abdin.....	Lundi... 21 juin 1886....	19 ramadan 1303.	Caracol d'Abdin.....	12
Ezbekieh....	Mardi... 22 —	20 —	— de l'Ezbekieh.....	12
Choubrah....	Mercredi 23 —	21 —	— de Choubrah.....	12
Mouski.....	Jeudi... 24 —	22 —	— de l'Ezbekieh.....	12
Bab-el-Charieh	Lundi... 28 —	26 —	— de Bab-el-Charieh..	12
Waili.....	Mardi... 29 —	27 —	— d'Abassieh.....	12
Boulaq.....	Mercredi 30 —	28 —	— de Boulaq.....	12
Darb-el-Ahmar	Jeudi... 1 ^{er} juillet 1886.	29 —	— de Khalifa.....	12
Vieux-Caire...	Mardi... 6 —	4 chawal 1303.	— du Vieux-Caire....	12
Saïda-Zenab...	Mercredi 7 —	5 —	— de Saïda-Zenab.....	12
Khalifa.....	Jeudi... 8 —	6 —	— de Khalifa.....	12
Gamalieh.....	Samedi.. 10 —	8 —	— de Gamalieh.....	12

Nul ne peut être électeur et n'est éligible que dans le quartier où il est propriétaire.

Chaque électeur doit élire douze propriétaires à son choix, sans acception de nationalité.

Le Caire, le 9 juin 1886.

DAÏRA BALADIEH D'ALEXANDRIE

Avis de Convocation.

La Daïra Baladieh d'Alexandrie a l'honneur de prévenir MM. les propriétaires d'immeubles bâtis que les élections des membres appelés à former les Commissions d'évaluation et le Conseil de revision, à faire en exécution du décret du 13 mars 1884, de la circulaire ministérielle du 9 juin 1886 (7 ramadan 1303), n° 31 (Contributions directes) et de l'arrêté ministériel du même jour, auront lieu pour les deux kism, les quatre toumns et pour Ramleh, de dix heures du matin à 4 heures du soir, dans le local de la Daïra Baladieh (Okelle Dumreich), aux jours indiqués ci-après :

QUARTIERS	DATES DES ÉLECTIONS	NOMBRE DES CANDIDATS à élire par quartier
Kism Awal.....	Lundi.. 21 juin 1886. 19 ramadan 1303	12
— Tani.....	Mardi... 22 — 20 —	12
Toum Khames.....	Mercredi 23 — 21 —	12
— Sades.....	Jeudi... 24 — 22 —	12
— Sabeh.....	Lundi.. 28 — 26 —	12
— Tamen.....	Mardi... 29 — 27 —	12
Ramleh.....	Mercredi 30 — 28 —	12

Nul ne peut être électeur et n'est éligible que dans le quartier où il est propriétaire.

Chaque électeur doit élire douze propriétaires à son choix, sans acception de nationalité.

Alexandrie, le 10 juin 1886.

M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Paris, le 25 juin 1886.

Les termes de l'arrêté du Ministre des finances d'Egypte, inséré au *Journal officiel* du 12 juin, me paraissent rendre nécessaire la communication écrite au Gouvernement khédivial de nos objections à la rétroactivité du décret établissant l'impôt sur la propriété bâtie.

Cette réserve n'implique d'ailleurs, vous le savez, nulle opposition de notre part pour l'avenir à la levée d'une taxe applicable aux Français comme aux autres Européens résidant en Egypte.

C. DE FREYCINET.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 12 juillet 1886.

Conformément aux instructions contenues dans la dépêche de Votre Excellence en date du 25 juin dernier, le comte d'Aunay a fait connaître officiellement à Nubar-Pacha les objections de notre Gouvernement contre la rétroactivité du décret khédivial établissant l'impôt sur la propriété bâtie.

J'ai l'honneur d'envoyer ci-joint à Votre Excellence copie de la note que notre Ministre en Egypte a adressée à ce sujet au Gouvernement égyptien. Cette communication est, jusqu'à présent, demeurée sans réponse.

BEAUCAIRE.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 12 JUILLET 1886.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à S. Exc. Nubar-Pacha, président du conseil, ministre des affaires étrangères du khédive.

Le Caire, le 25 juin 1886.

J'ai fait connaître à mon Gouvernement le texte du décret khédivial du 11 avril dernier relatif à l'application aux Européens de l'impôt sur la propriété bâtie. Après avoir examiné ce document, le Président du Conseil des Ministres de la République m'a fait observer que le Cabinet égyptien, en rendant exigible, à partir du 1^{er} janvier dernier, la taxe susmentionnée ne s'était pas conformé aux principes qui sont admis dans tous les pays et d'après lesquels les actes établissant de nouvelles charges publiques ne sauraient avoir d'effet rétroactif.

M. de Freycinet m'a conséquemment chargé de faire savoir à Votre Excellence que nous considérons l'impôt dont il s'agit comme ne pouvant être exigible de nos nationaux qu'à commencer du jour de la promulgation du décret cité plus haut.

Je prie Votre Excellence de vouloir bien prendre acte des réserves que je lui fais parvenir à ce sujet d'ordre de mon Gouvernement.

D'AUNAY.

**M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, à M. de Kötze-
bue, chargé d'affaires de Russie à Paris.**

Paris, le 28 juillet 1886.

Vous m'avez fait l'honneur de me donner connaissance des inconvénients que le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de Russie voyait à admettre que l'impôt sur la propriété bâtie en Égypte fût applicable aux Européens à partir du 1^{er} janvier 1886. J'ai déjà eu l'occasion de vous signaler verbalement, de mon côté, les objections du Gouvernement de la République contre le caractère rétroactif donné à cette taxe par l'Administration khédiviale. Conformément à mes instructions, l'agent et consul général de France au Caire a notifié, le 24 juin dernier, à Nubar-Pacha, que le Gouvernement de la République ne considérerait pas que l'impôt dont il s'agit pût être exigible de ses nationaux avant la date de la promulgation du décret qui l'institue, c'est-à-dire avant le 11 avril 1886.

Je m'empresse de vous donner connaissance de cette indication que vous jugerez sans doute utile de transmettre à la Chancellerie impériale.

C. DE FREYCINET.

**M. de Freycinet, ministre des affaires étrangères, au comte Horric
de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au
Caire.**

Paris, le 28 juillet 1886.

Vous avez bien voulu me transmettre, le 12 de ce mois, le texte de la note par laquelle l'agent et consul général de France au Caire a fait connaître au Ministre des affaires étrangères du Khédive notre intention de ne pas admettre le caractère de rétroactivité donné par le Gouvernement égyptien au décret du 11 avril dernier, relatif à l'application aux Européens de l'impôt sur la propriété bâtie. Vous m'annonciez en même temps

que Nubar-Pacha n'avait pas encore accusé réception de la lettre de M. d'Aunay.

Dans le cas où la réponse du Gouvernement égyptien ne vous serait pas parvenue au moment où vous recevrez la présente lettre, je vous prie de demander au Ministre des affaires étrangères du Khédive de vouloir bien nous donner acte de la notification qui lui a été faite le 24 juin dernier.

C. DE FREYCINET.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 16 août 1886.

Conformément aux instructions contenues dans votre dépêche du 28 juillet dernier, j'ai prié Tigrane-Pacha de me donner acte de la notification par laquelle le comte d'Aunay a informé le Gouvernement égyptien de notre intention de ne pas admettre le caractère rétroactif du décret khédivial, du 11 avril 1886, relatif à l'impôt sur la propriété bâtie. Le Ministre des affaires étrangères intérimaire du Khédive m'a promis de m'envoyer prochainement la communication écrite que je lui ai demandée à ce sujet.

S'il m'est permis d'exprimer une opinion à ce propos, j'estime, toutefois, que nous n'avons peut-être pas d'intérêt à insister, en ce moment, outre mesure sur ce point. Aucun accord, en effet, ne s'est établi jusqu'à présent entre les puissances en ce qui concerne la date à partir de laquelle la taxe sur la propriété bâtie en Egypte devra être payée par les Européens. Certains agents diplomatiques proposent une époque postérieure à la date du décret du 11 avril. Les représentants de l'Autriche et de la Russie, notamment, sont d'avis que la charge dont il s'agit ne pourra être obligatoire pour les nationaux que lorsque les rôles de l'impôt en question seront dressés et que les commissions d'évaluation auront terminé leurs travaux, ce qui ne peut manquer de demander encore au moins trois mois. MM. de Gsiller et Hitrovo ont recommandé tout dernièrement cette manière de voir à leur Gouvernement, en ajoutant qu'il y aurait peut-être lieu néanmoins, dans un but de conciliation, d'autoriser le Trésor khédivial à percevoir le produit de l'impôt correspondant au trimestre qui aura précédé la clôture des opérations préparatoires susmentionnées.

Si ce système venait à prévaloir, ce qui ne paraît pas impossible, la nouvelle taxe sur la propriété bâtie ne serait probablement exigible qu'à partir du 1^{er} août ou du 1^{er} septembre 1886. Une telle combinaison ne pouvant être qu'avantageuse pour nos compatriotes, Votre Excellence estimera, je pense, que nous devons, s'il est encore possible, nous y rallier également. Il me semble, en conséquence, désirable, dans les circonstances présentes, de réserver, dans une certaine mesure, l'avenir et de nous abstenir, provisoirement du moins, de donner un caractère trop solennel à des réserves que nous aurons peut-être bientôt à ne pas invoquer.

BEAUCAIRE.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 23 août 1886.

Répondant au désir que je lui avais exprimé, conformément à vos ins-

tructions en date du 28 juillet dernier, Tigrane-Pacha m'a donné acte de la notification par laquelle le comte d'Aunay avait informé le Gouvernement égyptien de notre intention de ne pas admettre le caractère rétroactif du décret khédivial du 11 avril 1886 relatif à l'impôt sur la propriété bâtie. Votre Excellence trouvera ci-joint copie de la communication que j'ai reçue à ce sujet du Ministre du Khédive.

Dès le lendemain du jour où ce document m'a été remis, j'acquis la certitude que certaines des appréhensions dont j'ai fait part à Votre Excellence dans ma dépêche du 16 août dernier allaient être justifiées. J'appris, en effet, que le Gouvernement khédivial et le Chargé d'affaires britannique, sachant que diverses puissances inclinaient à considérer le nouvel impôt comme ne devant être exigible pour leurs nationaux qu'à partir d'une date qui serait probablement postérieure à celle du 11 avril, s'étaient entendus pour constater avec une certaine solennité les réserves faites par notre Gouvernement au sujet de la rétroactivité du décret précité et pour représenter ces réserves comme constituant un consentement de notre part à payer la taxe en question, à partir de la date du décret.

Le jour même où ces renseignements m'étaient donnés, Tigrane-Pacha s'efforçait, dans une conversation que j'avais avec lui, de m'amener à lui déclarer que la question de l'échéance à partir de laquelle l'impôt serait dû par nos nationaux était d'ores et déjà tranchée pour nous et que Votre Excellence acceptait, dans tous les cas, la date du 11 avril comme point de départ du paiement.

J'ai cru devoir, en conséquence, réserver, sans plus tarder, la liberté d'appréciation de notre Gouvernement dans une note également ci-jointe en copie que je me suis empressé de faire parvenir au Cabinet khédivial.

Mes collègues d'Autriche-Hongrie, de Russie et d'Allemagne ont fait savoir de leur côté au Ministre du Khédive qu'ils prenaient acte de l'intention du Gouvernement égyptien de ne percevoir en aucun cas l'impôt en question avant le 11 avril 1886. Ils ont ajouté que, se trouvant jusqu'à présent sans instructions à cet égard, ils n'étaient pas en mesure de faire connaître l'accueil que la décision projetée par le Cabinet khédivial rencontrerait en définitive de la part de leurs Gouvernements.

BEAUCAIRE.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 23 AOÛT 1886.

Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères khédivial, p. i, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Le Caire, le 17 août 1886.

D'ordre du Gouvernement de la République, M. le comte d'Aunay a bien voulu, par dépêche du 24 juin dernier, faire remarquer au Gouvernement de Son Altesse que le décret du 16 avril, en rendant exigible à partir du 1^{er} janvier de la même année, l'impôt sur la propriété bâtie, ne se conformait point au principe généralement admis en vertu duquel les charges publiques ne pouvaient avoir d'effet rétroactif.

Le Gouvernement de Son Altesse s'empresse de reconnaître le bien fondé de l'objection élevée par S. Exc. M. de Freycinet; aussi, je suis heureux de vous annoncer, Monsieur le Chargé d'affaires, que des ordres vont être donnés pour que l'impôt dont il s'agit ne soit perçu de vos nationaux qu'à partir du 11 avril, date du décret précité.

TIGRANE.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 23 AOÛT 1886.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France en Egypte, à S. Exc. Tigrane-Pacha, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, 19 août 1886.

Vous avez bien voulu, en date du 17 de ce mois, me donner acte de la notification que le comte d'Aunay avait adressée, le 24 juin dernier, à S. Exc. Nubar-Pacha pour lui faire connaître l'intention de notre Gouvernement de ne pas admettre le caractère rétroactif du décret khédivial du 11 avril dernier concernant l'impôt sur la propriété bâtie. Je m'empresse de remercier Votre Excellence de cette communication.

Certains Gouvernements ayant toutefois, m'assure-t-on, manifesté l'intention de n'accepter pour leurs nationaux la nouvelle taxe dont il s'agit qu'à partir d'une date qui serait postérieure à la promulgation du décret précité, je crois, Monsieur le Ministre, devoir faire, dès à présent, observer à Votre Excellence que le Gouvernement français, en formulant des objections contre l'effet rétroactif du décret en question, n'a pas entendu abdiquer par là le droit de se rallier à telle autre proposition qui pourrait être admise dans la suite par d'autres puissances et qui lui semblerait être avantageuse pour ses nationaux.

BEAUCAIRE.

M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, au comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consulat général de France au Caire.

Paris, le 24 août 1886.

Par une lettre du 16 août, vous m'avez annoncé que, conformément à vos instructions du 29 juillet, vous avez prié Tigrane-Pacha de vous donner acte de la notification par laquelle M. d'Aunay a informé le Gouvernement égyptien de notre intention de ne pas admettre le caractère rétroactif du décret khédivial du 11 avril dernier relatif à l'impôt sur la propriété bâtie.

Vous me faites connaître à la même date l'opinion des représentants de l'Autriche-Hongrie et de la Russie sur cette question ; d'après MM. de Gsiller et Hitrovo, la nouvelle taxe ne devrait être exigible qu'après la confection des rôles et après l'exécution de la tâche dévolue aux commissions d'évaluation, ce qui entraînera un délai d'au moins trois mois ; toutefois, dans un but de conciliation, ces agents, tout en faisant part à leurs Gouvernements de cette manière de voir, auraient exprimé l'avis qu'il y aurait lieu d'autoriser le Trésor khédivial à percevoir l'impôt correspondant au trimestre qui aura précédé la clôture des opérations préparatoires.

Le Gouvernement de la République serait évidemment tout disposé à se rallier, le cas échéant, à une procédure qui aurait l'avantage, non seulement d'enlever à la loi tout effet rétroactif, mais aussi d'exonérer nos nationaux d'une grande partie du nouvel impôt pour l'année 1886.

Il ne vous aura d'ailleurs pas échappé qu'en déclarant ne pas accepter la rétroactivité du décret du 11 avril, nous ne nous sommes nullement mis dans l'impossibilité d'accepter, d'accord avec les puissances, une date postérieure.

C. DE FREYCINET.

M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères, au comte Horric de Beaucaire, gérant de l'agence et consulat général de France au Caire.

Paris, le 3 septembre 1886.

L'ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Paris vient de m'annoncer que le Cabinet de Vienne accepte le jour de la promulgation du décret khédivial comme la date à partir de laquelle les sujets de Sa Majesté Impériale et Royale seront soumis en Egypte à la nouvelle taxe sur la propriété bâtie.

Si, comme il est probable, la manière de voir de la Cour d'Autriche est partagée par l'Allemagne et par la Russie, nous n'aurons évidemment pas à revenir sur les déclarations par lesquelles nous avons affirmé notre volonté d'assurer à nos nationaux le bénéfice du principe de la non-rétroactivité de l'établissement de nouveaux impôts.

Les réserves formulées dans la note dont j'ai trouvé copie jointe à votre lettre du 23 août dernier n'en étaient pas moins justifiées, et elles auront eu, en tout état de cause, l'avantage de ne pas séparer, dans une question d'intérêt général, votre attitude de celle des représentants des autres puissances.

C. DE FREYCINET.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à **M. Flourens**, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 27 mars 1887.

Le Gouvernement égyptien, fort de l'assentiment qu'ont donné toutes les puissances à l'impôt sur la propriété bâtie, vient de faire envoyer aux intéressés, par l'administration compétente, une sommation d'avoir à verser les sommes dues pour cet impôt depuis le 11 avril 1886.

A cette occasion, les consuls généraux se sont réunis chez leur doyen, M. de Martino et, après en avoir délibéré, ils ont décidé de publier un avis collectif engageant leurs nationaux à acquitter la taxe en question. J'ai cru pouvoir me joindre à eux dans cette circonstance.

D'autre part, il m'a paru qu'il serait difficile de ne pas tenir compte de certaines réclamations que soulève l'application du décret du 13 mars 1884. La plus importante de ces protestations émane d'un comité de propriétaires caïotes ; je me suis chargé de la soumettre à mes collègues et de leur faire remarquer le bien fondé de la plupart des griefs qu'elle contient. En fait, on ne conteste ni le principe de l'impôt, ni la validité des décrets qui en règlent la perception ; mais on voudrait que ces dispositions fussent complétées et interprétées au moyen d'un règlement d'administration publique par exemple, de manière à ce que l'on n'ait plus dorénavant à redouter des évaluations excessives, telles que celles dont on se plaint aujourd'hui.

C'est dans ce sens que je me suis exprimé devant mes collègues dans la réunion tenue à l'agence d'Italie, et je vous serais reconnaissant de me faire savoir si ce langage obient l'approbation de Votre Excellence.

D'AUNAY.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 12 avril 1887.

En m'entretenant par votre lettre du 27 mars 1887 des difficultés que rencontre auprès des colonies européennes l'application du décret khédivial relatif à l'impôt sur la propriété bâtie, vous m'avez rendu compte de la réunion des consuls généraux qui a eu lieu chez M. de Martino au sujet de la perception de cette taxe.

L'obligation où se trouvent les étrangers d'acquitter les sommes dont leurs Gouvernements respectifs les ont reconnus redevables, de ce chef, au fisc égyptien, ne pouvait être contestée : aussi avez-vous soigneusement évité de remettre en cause le principe de l'impôt ; la netteté de vos déclarations à cet égard ne vous a pas paru inconciliable avec la présentation de certains vœux pratiques qu'il serait désirable, dans l'intérêt des contribuables et au point de vue même de la bonne gestion administrative, de voir prendre en considération par les Ministres du Khédivé. J'hésite d'autant moins à approuver les observations soumises par vous à vos collègues que votre initiative, j'en ai l'assurance, n'était point de nature à leur laisser l'idée que nous eussions l'intention de revenir sur notre assentiment au décret ou de rechercher à rouvrir inutilement un débat épuisé.

FLouRENS.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à M. Flourens, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 30 mai 1887.

Par mon rapport du 27 mars dernier, j'ai déjà eu l'honneur de vous faire connaître qu'un certain nombre de propriétaires européens avaient protesté contre la manière dont on entend appliquer le décret relatif à l'impôt sur la propriété bâtie. Depuis lors, Sir Evelyn Baring a saisi, au nom du corps diplomatique, le Gouvernement égyptien de la question, et le 12 de ce mois, dans une réunion des représentants des puissances, le Ministre d'Angleterre nous a rendu compte du résultat de ses pourparlers avec Nubar-Pacha. Il nous a annoncé que le Gouvernement de Son Altesse avait autorisé le Ministre des finances, à la condition que cette mesure, absolument gracieuse, ne constituerait pour l'avenir, ni un droit, ni même un précédent, à recevoir les plaintes élevées par les contribuables étrangers contre les décisions des conseils de revision. J'ai l'honneur de communiquer ci-joint à Votre Excellence le texte de la lettre que Nubar-Pacha a adressée à ce sujet à son collègue des finances (Annexe n° 1).

Les représentants des puissances ont en général accueilli les explications de Sir Evelyn Baring. Quant à moi, j'ai objecté que, le Ministère des finances étant juge et partie, il serait plus équitable d'autoriser les réclamants, comme ils le demandaient du reste, à saisir de leurs griefs une commission constituée *ad hoc*.

J'ai été assez heureux pour obtenir gain de cause à ce sujet, et il a été décidé qu'un conseil supérieur de revision allait être créé dans le but dont il s'agit. Ce conseil fonctionne déjà et Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de l'avis par lequel les redevables étrangers ont été invités, par le comité des propriétaires lui-même, à lui soumettre leurs réclamations (Annexe n° 2).

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE DU CAIRE DU 30 MAI 1887.

A. S. Exc. Mohamed Zeki-Pacha, ministre des finances, Caire.

PRÉSIDENCE

du

CONSEIL DES MINISTRES

Le Caire, le 30 avril 1887.

N° 367.

Monsieur le Ministre et cher Collègue,

Vous avez bien voulu me faire part des protestations d'un certain nombre de propriétaires européens du Caire au sujet de l'application du décret relatif à l'impôt sur la propriété bâtie.

Une partie de ces griefs ne tend à rien moins qu'à remettre en discussion la loi elle-même ou le règlement d'administration publique qui en a réglé l'application ; le Gouvernement ne saurait en accepter la discussion.

Mais il est un point sur lequel les propriétaires ont plus spécialement insisté : ils ont fait valoir que les élections pour la constitution des commissions d'évaluation et des conseils de revision se sont faites au mois de juillet, qu'à cette époque la plupart des propriétaires européens du Caire étaient absents ; qu'ils n'ont pas pu concourir aux élections et que, par suite de cette absence, ils ne se trouvent pas représentés dans le sein des commissions et sont, en fait, privés des garanties que le législateur avait entendu leur assurer.

Je crois devoir vous faire observer que ce sont là des considérations qui ne sauraient en aucune façon entacher de nullité les élections dont la fixation est laissée à l'appréciation exclusive du Gouvernement. En fait, les élections ont eu lieu conformément aux dispositions du décret, et les commissions d'évaluation, aussi bien que les conseils de revision, comprennent dans la proportion présente des propriétaires étrangers. Les contribuables se trouvent donc avoir les garanties à eux assurées par le décret.

Toutefois, le Gouvernement, voulant témoigner de sa bonne volonté, au lieu de s'en tenir à l'exécution pure et simple de la loi, est tout disposé à tenir compte, sur ce point, des raisons de fait invoquées par les contribuables étrangers.

Le Ministère des finances est donc autorisé à recevoir les réclamations élevées par les contribuables étrangers contre les décisions des conseils de revision, à les examiner, d'accord avec les réclamants, en apportant à cet examen un large esprit d'équité et de bienveillance et à réduire au besoin les cotes établies et arrêtées par les conseils de revision.

Mais il est bien entendu que cette mesure, absolument gracieuse, est purement exceptionnelle : elle ne saurait être considérée comme une addition ou modification au décret du 13 mars 1884 et ne saurait constituer pour l'avenir ni un droit, ni même un précédent : quand les réclamations relatives à cette première évaluation auront été jugées, les contribuables ne pourront porter leurs réclamations que devant les commissions de revision, dont les décisions ne sont susceptibles d'aucune espèce de recours.

Le Gouvernement ne saurait aller au delà de cette concession, sous peine de compromettre l'application d'une loi acceptée par les puissances depuis 1881 et dont l'application ne commencera qu'à dater du 11 avril 1886.

D'ailleurs, et pour tenir compte des observations des contribuables, le Gouvernement a décidé qu'à l'avenir les élections auraient lieu au mois de janvier.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre et cher Collègue, l'assurance de ma haute considération.

Le Président du Conseil des Ministres,

N. NUBAR.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE DU CAIRE DU 30 MAI 1887.

Avis à MM. les propriétaires européens du Caire.

Le comité pour la protection et la défense des droits et des intérêts des propriétaires européens du Caire invite les propriétaires à effectuer le paiement de l'impôt pour la période du 12 avril au 30 juin 1886.

Les redevables qui auraient des réclamations à élever les porteront, conformément au décret du 13 mars 1884, devant le conseil de revision, en justifiant dudit paiement.

Ils pourront se pourvoir, contre les décisions de ce conseil, devant une commission spéciale, dite « Commission spéciale supérieure de revision », composée de :

MM. Boinet Bey, délégué par le Gouvernement ;
César Adda, délégué par le Comité des propriétaires ;
Beyerlé, désigné par ces deux délégués.

Cette commission a été instituée avec mandat d'examiner et réformer, s'il y a lieu, en faveur des propriétaires réclamants, les décisions du conseil de revision.

Les réclamations adressées à cette commission seront déposées au Ministère des finances.

Les termes arriérés postérieurs à celui du 14 avril au 30 juin 1886 et les termes à échoir de l'année 1887, formant ensemble six trimestres, seront payés comme il suit :

Le 11 juillet prochain, trois trimestres ;
Le 11 octobre prochain, trois trimestres.

Sans préjudice, bien entendu, de la disposition finale de l'article 23 du décret du 13 mars précité.

Le Caire, le 13 mai 1887.

Le Président du Comité.

R. SUARÈS.

M. Flourens, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 13 juin 1887.

Monsieur le comte, j'ai l'honneur de vous accuser réception de la lettre du 30 mai dernier, par laquelle, en me transmettant le texte de la communication adressée par Nubar-Pacha au Ministre des finances au sujet de l'impôt sur la propriété bâtie, vous m'informiez de la création d'un conseil supérieur de revision destiné à examiner les réclamations des propriétaires.

Je vous sais gré d'avoir, par vos démarches, assuré à nos nationaux soumis à l'application du décret la plus importante des garanties réclamées par eux et formulées dans leurs desiderata du 13 mars 1884. Les propositions complémentaires que vous avez faites en vue de régler la procédure à suivre pour l'introduction des réclamations et de déterminer la valeur locative des immeubles me paraissent également bien fondées.

FLouRENS.

IX

NÉGOCIATIONS RELATIVES A LA CONVERSION DE LA DETTE
PUBLIQUE EGYPTIENNE

(1889-1890.)

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 25 février 1889.

Depuis quelque temps, il est sérieusement question de la conversion de la Dette privilégiée en 4 p. 0/0 ; on espérait réaliser ainsi une économie sur le service de la Dette de 175,000 livres environ.

On est en pourparlers avec Londres à ce sujet ; si la réponse est favorable, le délégué allemand à la Caisse de la Dette serait envoyé pour négocier à Berlin et à Londres.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 7 mars 1889.

Le capital nominal de la Dette privilégiée s'élève à 22,300,000 livres, et l'intérêt en est de 5 p. 0/0. On rembourserait au pair les porteurs de titres qui en feraient la demande et on émettrait pour le reste de nouveaux titres à 4 p. 0/0, lesquels, on l'espère, pourraient être placés à 95. L'économie qui en résulterait sur le service annuel de la Dette serait, à ce taux, d'environ 175,000 livres. Je me réserve de vous adresser, dès que j'aurai pu me les procurer, de plus amples renseignements sur le mode d'exécution de ce projet.

Quoi qu'il en soit, j'incline à penser qu'une réduction du taux de l'intérêt d'une partie au moins des dettes égyptiennes ne peut guère tarder.

Le Gouvernement égyptien considère que le concours des puissances est nécessaire pour la réalisation, mais il a l'intention de ne solliciter leur consentement que le jour où, muni de propositions en forme, il sera en mesure d'exposer dans quelles conditions la conversion s'effectuerait.

Le Gouvernement de la République est donc appelé à se prononcer prochainement dans cette question. Il sera sans doute disposé à accueillir ce projet, si la combinaison suggérée doit constituer un dégrèvement légitime et réel pour le budget égyptien et si les droits des porteurs de bons se trouvent entièrement sauvegardés. Au point de vue politique, il y a lieu de remarquer que le Gouvernement britannique a déclaré en mainte occasion aux différentes puissances, à la France en particulier, que son occupation de l'Égypte cesserait lorsque l'ordre financier et administratif y serait rétabli. Or, le dégrèvement d'une somme de 150 à 200 mille livres assurerait l'équilibre normal du budget. D'autre part, les valeurs égyptiennes atteignant un prix qu'elles n'ont jamais connu attestent que le crédit khédivial, grâce aux ressources du pays et au contrôle des diverses administrations mixtes, a conquis la place qui devait lui revenir et que nos

spécialistes lui ont dès longtemps assignée. Ainsi se trouvera réalisée une des conditions principales auxquelles les Anglais ont subordonné le retrait de leurs troupes.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à
M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 4^r avril 1889.

On a vu ici avec inquiétude se produire à Londres la doctrine d'après laquelle le Gouvernement égyptien ne serait pas fondé en droit à rembourser immédiatement les obligations de la Dette privilégiée.

Le *Journal officiel égyptien*, en présence de ce mouvement d'opinion, a cru devoir annoncer, dans un extrait ci-annexé, que le Gouvernement se considère comme pleinement autorisé à procéder au remboursement, avec l'assentiment des puissances, le jour où il lui conviendra.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 4^r AVRIL 1889.

Extrait du *Journal officiel égyptien* du 30 mars 1889.

MINISTÈRE DES FINANCES

Le Ministre des finances porte à la connaissance du public que le Gouvernement égyptien maintient son droit absolu de rembourser les obligations de la Dette privilégiée au pair, et qu'il se réserve d'user de ce droit, avec l'assentiment des puissances, à l'époque qui lui paraîtra convenable.

Le Caire, le 30 mars 1889.

**M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 6 avril 1889.

Le silence gardé, dans ces derniers mois, par le Gouvernement de la République au sujet de l'évacuation n'implique de sa part aucun sentiment de résignation progressive à un état de choses que les déclarations réitérées du Cabinet de Londres nous autorisent à considérer comme essentiellement provisoire. Nous avons pris acte de ces déclarations ; ni le temps ni les circonstances ne nous ont amenés à les laisser prescrire.

Si nous nous sommes abstenus de les rappeler, depuis la signature de la Convention de Suez, dont la préparation avait d'ailleurs fourni à Lord Salisbury une occasion de les renouveler spontanément ; s'il nous a paru préférable de laisser à la Turquie l'initiative d'aborder de nouveau la question avec le Gouvernement britannique, notre réserve n'a pas eu d'autre motif que l'attente d'une situation favorable à une reprise des pourparlers et la conviction où nous étions que de pareilles occasions ne manqueraient pas de se présenter.

Il importe qu'au Caire l'on ne se méprenne pas sur nos dispositions.

Le Gouvernement de la Reine ne les ignore pas.

E. SPULLER.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à
M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 11 avril 1889.

Le Gouvernement égyptien a voulu avoir l'opinion des membres européens les plus marquants du barreau égyptien sur la convertibilité de la Dette privilégiée.

Il vient de publier un recueil contenant ces différents avis. Ils émanent : 1° de notre compatriote, M^e Borelli ; 2° de M^e Figari, avocat italien, et 3° de M. Royle, avocat anglais. En tête se trouve reproduite une note rédigée par un des membres du contentieux de l'Etat, M. Ch. de Roccaserra, ainsi qu'un avis donné collectivement par le contentieux de l'Etat.

Ces différents avis concèdent tous à la légalité du remboursement de la Dette privilégiée au pair.

L. D'AUBIGNY.

**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 19 avril 1889.

Votre Excellence a bien voulu me signaler l'intention où se trouve le Gouvernement égyptien d'ouvrir éventuellement des négociations en vue de procéder à la conversion de sa Dette privilégiée, et me faire connaître ses vues relativement à ce projet dont Sir Edgar Vincent, récemment arrivé à Londres, est venu préparer la réalisation.

Je ne manquerai pas de me conformer aux instructions du Département dans les conversations que je pourrai avoir, soit avec ce fonctionnaire, soit avec les membres du Foreign Office. Pour le moment, je crois devoir signaler à l'attention du Ministère un mouvement que vient d'organiser un petit groupe de détenteurs anglais de titres de la Dette privilégiée égyptienne. Ces porteurs d'obligations se proposent de résister par tous les moyens en leur pouvoir à la conversion de cet emprunt.

WADDINGTON.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à
M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 3 mai 1889.

Le Gouvernement anglais, cédant aux instances de Sir Edgar Vincent, vient d'adhérer au projet de conversion de la Dette privilégiée.

Le Commissaire allemand à la caisse de la Dette, délégué par le Gouvernement égyptien pour fixer les conditions de cette opération, est déjà en Europe et entré en négociations avec les banquiers des grandes capitales.

Il se rend actuellement à Londres. Dès qu'il sera en présence d'offres fermes, le Gouvernement égyptien compte solliciter l'autorisation des grandes Puissances.

L. D'AUBIGNY.

**M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Jusserand, chargé
d'affaires de France à Londres.**

Paris, le 7 mai 1889.

Monsieur, les lettres que j'ai eu l'honneur d'adresser antérieurement à M. Waddington exposaient les considérations d'ordre politique dont le Gou-

vernement de la République entend s'inspirer pour régler son attitude dans les affaires d'Égypte.

D'après une dépêche du comte d'Aubigny, en date du 3 mai, le Gouvernement khédivial se propose de donner suite prochainement à son projet de conversion de la Dette privilégiée et se considère comme assuré de l'assentiment du concours de l'Angleterre pour cette opération.

SPULLER.

M. Jusserand, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 9 mai 1889.

Les informations que j'ai pu recueillir confirment celles que le comte d'Aubigny a adressées au Département au sujet de la conversion de la Dette égyptienne.

L'adhésion du Gouvernement anglais serait acquise au projet de Sir Edgar Vincent; elle n'est pas encore formellement donnée parce que ledit projet est soumis aux juriconsultes de la Couronne. Ceux-ci ont à déclarer si, à leur avis, les prétentions d'un groupe de créanciers dont l'Ambassadeur a entrete nu le Département par dépêche du 19 avril sont admissibles, et si la conversion peut être légalement imposée aux porteurs de titres.

JUSSERAND.

M. Jusserand, chargé d'affaires de France à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 10 mai 1889.

Une question a été posée au Gouvernement à la séance de la Chambre des communes du 9 de ce mois relativement au projet de conversion de la Dette privilégiée égyptienne. Dans sa réponse, dont Votre Excellence trouvera ci-joint le texte, le Sous-Secrétaire d'Etat parlementaire au Foreign Office a reconnu que le Gouvernement égyptien ne pouvait contracter d'emprunt, pour la conversion dont il s'agit, sans le consentement des puissances.

Le baron de Richthofen, chargé d'une mission concernant les mêmes affaires, est arrivé aujourd'hui à Londres.

JUSSERAND.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LONDRES, EN DATE DU 10 MAI 1889.

Extrait du Times du 10 mai 1889.

(Traduction.)

LA DETTE ÉGYPTIENNE

Sir J. Fergusson a dit, en réponse à Sir G. Campbell :

Le Gouvernement égyptien ne peut contracter un emprunt dans le but de rembourser la Dette privilégiée sans le consentement des Puissances, mais il ne leur a pas encore communiqué ses propositions pour l'emprunt projeté ni le point de vue auquel il se place en ce qui concerne le reste de la Dette égyptienne.

**M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 22 mai 1889.

J'ai l'honneur d'adresser, ci-joint, à Votre Excellence, le texte d'une question adressée cette semaine au Gouvernement par un membre de la Chambre des communes, M. Isaacson, et qui a trait au droit du Gouvernement khédivial de convertir sa dette. Ainsi que M. Jusserand l'avait fait prévoir à Votre Excellence dans sa dépêche du 9 mai, les jurisconsultes de la Couronne s'étant prononcés en faveur de la légalité de la conversion, le Cabinet a pu repoudre dans un sens conforme.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LONDRES EN DATE DU 22 MAI 1889.

(Traduction.)

Emprunt privilégié 5 0/0 des chemins de fer égyptiens.

M. Isaacson a demandé au Premier Lord de la Trésorerie si, comme le rapportaient les journaux, le Gouvernement de Sa Majesté avait l'intention d'effectuer la conversion en un emprunt de 4 0/0 de l'emprunt privilégié 5 0/0 des Chemins de fer égyptiens, malgré les engagements exprès imprimés sur les obligations, en conformité des décrets de 1876, à savoir : « L'emprunt portera intérêts au taux de 5 0/0 par an, payables par semestres, le 15 avril et 15 octobre de chaque année, et sera amortissable au pair en 65 ans par tirages semestriels ». A cela était ajouté le tableau d'amortissement dressé pour effectuer le remboursement de l'emprunt en 65 ans ;

Si le Gouvernement savait que six jurisconsultes des plus éminents, y compris Sir Horace Davey, Sir Charles Russell, M. Finlay, M. Arthur Cohen, etc., avaient exprimé l'avis que la conversion serait un acte illégal ;

Si MM. Rothschild avaient été consultés au sujet de cette conversion, et quelle commission devait leur être payée pour effectuer le nouvel emprunt.

M. W. H. Smith. — La conversion doit être effectuée par le Gouvernement égyptien et non par celui de Sa Majesté ; elle ne le regarde seulement, ainsi que les autres grandes Puissances, qu'en ce qu'il doit donner son assentiment aux propositions du Gouvernement égyptien, et, avant de donner un pareil assentiment, le Gouvernement a consulté les jurisconsultes de la Couronne, et s'est convaincu de la légalité de cette opération.

Le Gouvernement n'est pas au courant des mesures que MM. Rothschild ont prises en vue de cette conversion ; il n'était pas non plus nécessaire de consulter en aucune façon le Gouvernement au sujet de la commission à payer à cette maison.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 23 mai 1889.

Les Représentants des Puissances viennent d'être saisis par le Gouvernement khédivial d'un projet de décret autorisant l'émission de la quantité nécessaire de titres 4 0/0 :

1° Pour le remboursement au pair ou la conversion de la Privilégiée actuelle ;

2° Pour le remboursement de l'emprunt 4 1/2 émis l'an dernier ;

3° Pour produire une somme de 1,200,000 livres égyptiennes à employer

aux frais de l'opération, à l'échange des pensions et à des travaux d'irrigation.

Les banquiers n'étant liés que jusqu'au 30 juin, le Gouvernement égyptien sollicite l'agrément des Puissances avant cette date.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 24 mai 1889.

J'ai l'honneur de vous adresser ci joint la circulaire de Zoufîkar-Pacha aux Représentants des Puissances relative à la conversion de la Dette privilégiée et de l'Emprunt 4 1/2 0/0 de l'an dernier ainsi qu'à un nouvel emprunt de L. E. 1,200,000 destiné au rachat des pensions et à des travaux d'irrigation. A cette circulaire (annexe n° 1) se trouve joint le projet de décret (pièce jointe n° 2).

Il est à regretter que le Gouvernement égyptien n'ait pas consulté, au préalable, les Puissances sur le principe même de la conversion et qu'il cherche, en quelque sorte, à leur forcer la main en les mettant en présence d'un accord déjà conclu avec les banquiers et en ne leur laissant qu'un délai insuffisant pour se prononcer en toute connaissance de cause. L'agrément des Gouvernements devrait, en effet, être donné avant le 30 juin. Passé cette date, les banquiers sont déliés de leur engagement.

Je n'aborderai pas ici le rattachement de la question politique égyptienne à la demande de conversion. Considérant cette opération sous un aspect purement financier, j'estime que le Gouvernement de la République, tout en faisant ses réserves sur la façon tardive dont il est consulté, doit adhérer au principe d'une mesure qui, bien appliquée, doit dégrever les charges publiques de l'Égypte.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 24 MAI 1889.

Zoufîkar Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France.

(*Circulaire.*)

Le Caire, le 23 mai 1889.

L'abaissement de la valeur de l'argent sur les marchés financiers de l'Europe a permis à la plupart des Etats de procéder pendant ces dernières années à la conversion de leurs dettes et d'alléger ainsi leurs charges publiques. L'Égypte, grâce à l'amélioration marquée de son crédit, se trouve aujourd'hui en mesure de profiter des conditions favorables du marché pour réaliser à son tour, au moyen d'une conversion, de notables économies sur le service de sa dette.

A la suite de diverses négociations, le Gouvernement de Son Altesse vient de signer, avec un groupe de banquiers, un contrat aux termes duquel MM. de Rothschild, Bleichröder et Haussmann se sont chargés de convertir en 4 0/0 la Dette privilégiée 5 0/0, de rembourser l'Emprunt 4 1/2 0/0 émis en 1888, et de mettre en outre à la disposition du Gouvernement égyptien une somme effective de L. E. 1,200,000.

Pour faire face à cette opération, le Gouvernement égyptien se propose d'émettre, jusqu'à concurrence du capital nécessaire, des titres 4 0/0 qui seraient substitués et assimilés entièrement aux titres actuels de la Privilégiée 5 0/0.

J'ai l'honneur de vous remettre ci-joints quatre exemplaires du projet de décret déterminant les conditions de l'opération.

Je prends la liberté, Monsieur le Comte, d'appeler spécialement l'attention du Gouvernement de la République sur les avantages considérables que l'Égypte est appelée à retirer de cette combinaison.

Le groupe financier prend ferme à 95 le nouveau titre 4 0/0 : en se basant sur ce taux, la transformation en 4 0/0 de la Dette privilégiée 5 0/0 produira une économie de 176,000 liv. st. sur la somme actuellement absorbée par le service de cette dette ; une économie de 35,000 liv. st. résultera également du remboursement de l'emprunt 4 1/2.

D'autre part, cette économie se trouvera réduite de 52,000 liv. st. par suite de l'émission de nouveaux titres jusqu'à concurrence d'une somme effective de L. E. 1,200,000. Cette émission, qui rentre du reste dans les limites de l'autorisation du firman impérial de 1888, a surtout pour but, après prélèvement de certains frais, de créer les ressources nécessaires pour deux opérations qui intéressent au plus haut degré le bien-être et l'avenir de l'Égypte : une partie de ces ressources est destinée à continuer l'échange des pensions contre des terres, échange également avantageux pour les pensionnaires et le Gouvernement ; l'autre partie sera employée à des travaux d'irrigation, notamment dans la Haute-Égypte, de façon à préserver le pays des effets désastreux d'une mauvaise crue.

En définitive, l'opération totale au point de vue budgétaire se traduit par une économie annuelle de 159,000 liv. st., ainsi qu'il est facile de s'en rendre compte par un tableau d'ensemble que vous trouverez ci-annexé.

La situation des porteurs de l'Unifiée se trouvera elle-même améliorée ; comme vous le savez, Monsieur le Comte, la dotation de la Dette privilégiée 5 0/0 constitue, après le service de l'emprunt garanti, une première charge sur les revenus affectés : les sommes nécessaires pour parer à l'insuffisance des revenus spécialement affectés à la Dette privilégiée doivent être prélevés sur les ressources de l'Unifiée.

Le service de la nouvelle Privilégiée 4 0/0 exigeant une somme bien inférieure à l'annuité de la Privilégiée actuelle, les prélèvements à faire sur les ressources de l'Unifiée seront considérablement diminués et pourront même, à un moment donné, cesser complètement.

Cette diminution des charges de la Dette aura pour effet d'augmenter les excédents des revenus affectés, dont l'emploi est déterminé par les conventions internationales en vigueur : la moitié des excédents est versée au fonds de réserve jusqu'au jour où ce dernier aura atteint la somme de L. E. 2,000,000, et ensuite appliquée à l'amortissement en première ligne de l'Emprunt garanti 3 0/0 ; l'autre moitié est tenue par la Caisse de la Dette à la disposition du Gouvernement égyptien.

Le Gouvernement de Son Altesse espère, Monsieur le Comte, que le Gouvernement de la République, appréciant les sérieux avantages que présente cette opération, voudra bien donner son assentiment à la promulgation du Décret et se charger en même temps, ainsi qu'il a bien voulu le faire pour le Décret du 27 juillet 1883, de le porter à la connaissance des Puissances qui ont pris part à l'établissement des tribunaux mixtes, en les invitant à y adhérer.

Je me permets d'insister plus particulièrement sur le fait que le groupe financier n'étant lié que jusqu'au 30 juin prochain, il est du plus haut intérêt pour le Gouvernement de Son Altesse, en présence des conditions essentiellement avantageuses de l'arrangement intervenu, d'obtenir, avant cette date, l'assentiment du Gouvernement de la République. Aussi, je m'en remets à votre obligeance habituelle pour solliciter et obtenir une réponse favorable.

Veuillez agréer, etc.

Le Ministre des Affaires étrangères,
Signé : ZOULFIKAR.

ANNEXE

Il faut au taux de 95 :

Pour rembourser .	22.296.800 liv. st.	Privilégiée 5 0/0 .	23.470.320 liv. st.
— —	2.330.000	Emprunt 4 1/2 0/0	2.452.640
Pour produire . .	1.230.769	L. E. 1.200.000.	1.295.540
	<u>25.857.569</u>		<u>27.218.500</u>

Intérêts à 4 0/0 : 1.088.740 liv. st.

Charges actuellement prévues au budget :

Service de la Dette privilégiée 5 0/0	4.114.840 liv. st.
Service de l'Emprunt 4 1/2 (y compris amortissement 28.483 liv. st.)	133.333
	<u>1.248.173</u>

Economie : 459.433 liv. st.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 24 MAI 1889.

Projet de Décret.

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu la loi de liquidation du 17 juillet 1880 ;

Vu notre décret du 27 juillet 1885 ;

Vu le firman de S. M. I. le Sultan contenant autorisation d'augmenter la dette égyptienne d'une somme de cinq millions de livres égyptiennes effectives.

Vu notre décret du 30 avril 1888 autorisant un emprunt de deux millions de livres égyptiennes effectives à valoir sur ladite somme de cinq millions de livres égyptiennes ;

Considérant que l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie ont déclaré qu'elles acceptaient le présent décret et qu'elles se sont engagées à le porter collectivement à la connaissance des autres Puissances qui ont pris part à l'établissement des tribunaux mixtes en Egypte, et à les inviter à y adhérer ;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

Avons décrété et décrétons :

Article premier. — Notre Ministre des finances est autorisé à créer une dette privilégiée 4 0/0, jouissance le 16 juillet 1889, au moyen d'une émission de rente sur l'Etat ou d'obligations jusqu'à concurrence de la somme nécessaire :

1° Pour convertir ou rembourser en espèces et au pair les titres actuellement en circulation de la Dette privilégiée 5 0/0 ;

2° Pour rembourser en espèces et au pair les titres actuellement en circulation de l'emprunt 4 1/2 0/0 émis en vertu de notre décret du 30 avril 1888 ;

3° Pour produire une somme effective de 1,200,000 livres égyptiennes.

Art. 2. — La Dette privilégiée 4 0/0 est substituée et assimilée entièrement à la Dette privilégiée 5 0/0.

Sont notamment maintenues toutes les dispositions des lois et décrets en vigueur concernant l'Administration spéciale des chemins de fer, télégraphes et port d'Alexandrie les affectations et garanties assurées à la Dette privilégiée 5 0/0, son service par la Caisse de la Dette publique, son exemption de tout impôt au profit de notre Gouvernement.

Art. 3. — L'annuité de L. E. 130,000 affectée au service de l'Emprunt 4 1/2 0/0 par notre décret du 30 avril 1888 continuera à être versée par notre Ministre des finances à la Caisse de la Dette publique dans les conditions prévues par l'article 5 dudit décret ; à partir du 15 juillet 1889, elle fera partie intégrante des revenus affectés au service de la Dette privilégiée 4 0/0.

Art. 4. — La Dette privilégiée 4 0/0 ne pourra être remboursée pendant une période de quinze années expirant le 15 juillet 1904 ; après cette date, notre Gouvernement pourra à toute époque procéder au remboursement de tout ou partie de cette dette.

Art. 5. — Il sera accordé aux porteurs de titres de la Dette privilégiée 5 0/0 un délai qui ne pourra être moindre de sept jours pour demander la conversion de leurs titres en titres de la Dette privilégiée 4 0/0.

La conversion sera effectuée sans frais pour les porteurs qui seront tenus de faire le dépôt de leurs titres aux endroits qui seront délégués à cet effet.

Art. 6. — Les dépositaires légaux ou contractuels de titres de la Dette privilégiée 5 0/0 sont autorisés à effectuer la conversion de ces titres dont les propriétaires ne leur auraient pas fait connaître, cinq jours au moins avant l'expiration du délai ci-dessus mentionné, qu'ils optent pour le remboursement.

Art. 7. — Les titres de la Dette privilégiée 5 0/0 réservés pour assurer le règlement des dettes de la liquidation seront convertis par les soins de la Caisse de la Dette publique, conformément aux dispositions du présent décret, les sommes payées en espèces à titre de soule, s'il y a lieu, seront placées par la Caisse de la Dette publique au profit de la liquidation. Les sommes stipulées payables en titres, aux termes de l'article 69 de la loi de liquidation, seront payables en titres de la dette privilégiée 4 0/0 au pair.

Art. 8. — Les titres de la Dette privilégiée 5 0/0 dont les porteurs n'auront pas demandé la conversion dans les formes et délais prescrits, ainsi que tous les titres de l'Emprunt 4 1/2 0/0, seront appelés au remboursement postérieurement au 20 juin 1889 à des dates qui seront fixées ultérieurement.

Le remboursement comprendra le paiement en espèces, tant du capital nominal que des intérêts courus jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Art. 9. — La somme effective de L. E. 1,200,000 prévue à l'article 1^{er} du présent décret, sera versée, le 15 juillet 1889 à la Caisse de la Dette publique ; sur ces 1,200,000 livres égyptiennes seront prélevés les frais incombant à notre Gouvernement dans les opérations ci-dessus, et les sommes nécessaires au remboursement des avances faites par la Caisse de la Dette publique à notre Ministère des finances, pour rachat d'allocations et pensions ; le surplus destiné à des dépenses extraordinaires de notre Gouvernement sera employé pour un tiers à la continuation des opérations de l'échange des pensions contre les terres libres ou domaniales et pour les deux autres tiers à des travaux d'irrigation.

Les sommes employées pour l'échange des pensions seront versées directement par la Caisse de la Dette publique aux divers ayants-droit, sur mandats délivrés par notre Ministre des finances : les sommes destinées aux travaux d'irrigation seront remises par la Caisse de la Dette publique à notre Ministère des finances au fur et à mesure de ses besoins.

Art. 10. — Les commissaires de la Caisse de la Dette publique nous adresseront, après l'emploi totale de ladite somme de L. E. 1,200,000, un rapport établissant cet emploi d'après les justifications qui leur seront produites.

Ce rapport sera publié au *Journal Officiel*.

Art. 11. — Un décret ultérieur, rendu sur la proposition de notre Conseil des Ministres indiquera :

Les dates à partir desquelles les intérêts cesseront de courir sur les titres de la Dette privilégiée 5 0/0 et de l'Emprunt 4 1/2 0/0 ;

Le mode d'établissement des comptes d'intérêts et le mode de versement des intérêts afférents à l'année financière en cours ;

Les dates, délais et toutes formalités soit pour la conversion, soit pour le remboursement ;

Les soultes à payer, s'il y a lieu, aux porteurs de titres convertis ;

Le mode d'annulation éventuelle des titres ;

Les délais de prescription applicables aux titres qui n'auront été présentés ni à la conversion ni au remboursement ;

Les prix, conditions et dates des émissions ;

Le mode d'inscription de la Dette privilégiée 4 0/0 ;

Et en général, le mode d'exécution de toutes les opérations visées par le présent décret.

Art. 12. — Les dispositions du deuxième alinéa de l'article 1^{er} de notre décret du 22 juin 1886, aux termes desquelles il peut, dans certains cas, être sursis provisoirement au paiement des titres ou coupons de la Dette égyptienne sont et demeurent abrogées.

Art. 13. — Sont formellement maintenues toutes les dispositions des lois et décrets en vigueur, en tant qu'elles ne sont pas contraires au présent décret.

Art. 14. — Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

(A suivre.)

GRÈCE — ROUMANIE

DIFFÉREND RELATIF A LA SUCCESSION ZAPPA

(Suite) (1)

Consultation pour le Gouvernement royal hellénique, par André Weiss, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris.

L'Avocat soussigné, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris, associé de l'Institut de droit international,

Consulté sur le point de savoir si l'Etat grec, représenté par le Gouvernement royal et plus spécialement par la Commission olympique instituée au Ministère de l'Intérieur à Athènes, doit être mis en possession des immeubles dépendant de la succession Zappa sur le sol roumain,

Est d'avis, en l'état des faits qui vont être rappelés, d'adopter les résolutions suivantes :

FAITS

Evanghéli Zappa, sujet hellène, est décédé à Brosthéni (Roumanie), le 20 juin 1865, laissant, aux termes d'un testament olographe et mystique en date du 30 novembre 1860, d'une part à son cousin Constantin Zappa, qu'il choisit pour son exécuteur testamentaire, sa fortune mobilière en toute propriété et l'usufruit de ses immeubles à la charge d'acquitter divers legs, notamment un legs considérable fait à l'Académie roumaine, d'autre part, à l'Etat hellénique, la pleine propriété de 400 actions de la Société de navigation hellénique et la nue-propriété de tous ses immeubles devant être gérés par la Commission olympique.

La succession d'Evanghéli Zappa a été, sur l'ordre du ministre de la justice de Roumanie (2), liquidée par le tribunal consulaire grec conformément aux usages internationaux et son testament a toujours été fidèlement exécuté, spécialement en ce qui concerne le versement de la somme annuelle de 25,000 fr., attribuée par le « de cujus » à l'Académie roumaine, sur les revenus de sa fortune immobilière; à maintes reprises, le Gouvernement de Bucarest, en accusant réception et en donnant quittance de cette somme, a rendu hommage aux intentions généreuses du testateur, non moins qu'à l'exactitude scrupuleuse apportée par l'exécuteur testamentaire dans l'accomplissement de ses dernières volontés (3).

Vingt-six ans ont passé, pendant lesquels la validité du testament d'Evanghéli Zappa n'a soulevé aucune contestation, si ce n'est de la part de ses héritiers « ab intestat », pendant lesquels l'Etat roumain n'a émis aucune prétention sur les biens qu'il avait laissés. Constantin Zappa meurt à son tour.

Avec lui prend fin l'usufruit immobilier dont l'avait investi le testament de son cousin. Il semble que le droit de l'Etat grec, nu-propriétaire aux termes de ce même testament, à profiter de l'extinction qui se produit doive

(1) V. *Archives*, 1893, III, p. 181.

(2) Offices du Ministère des Affaires étrangères du 25 mai (n° 2381), 13 juin (n° 2783) et 14 septembre 1866 (n° 4269).

(3) Offices du 20 janvier 1866 (n° 167) et du 16/28 janvier 1867 (n° 201).

être reconnu par tous : ce n'est que pour la forme qu'il demande à être envoyé en possession des immeubles qui lui appartiennent depuis plus d'un quart de siècle, mais alors surgissent des prétentions rivales. Ce sont les successeurs « ab intestat » d'Evanghéli Zappa qui, reprenant leurs anciens griefs contre le testament, réclament, à titre d'héritiers du sang, la mise en possession des immeubles que leur parent a laissés. C'est d'autre part l'Etat roumain qui demande que la succession Zappa lui soit attribuée comme succession vacante et qui prétend soumettre à l'obligation de fournir la caution « *judicatum solvi* », toutes les parties étrangères figurant au procès, le Gouvernement royal hellénique lui-même.

L'avocat soussigné estime que, ni les héritiers « ab intestat », ni l'Etat roumain, ne sont fondés dans leurs demandes, et que leur envoi en possession des immeubles compris dans la succession Zappa ne saurait se justifier par aucune considération juridique.

DISCUSSION

I

Et d'abord que vient faire l'Etat roumain dans ce procès? son intervention ne se comprendrait. elle ne serait régulière que si la succession Zappa était actuellement vacante; alors seulement le Gouvernement de Bucarest aurait qualité pour réclamer les immeubles qui en dépendent sur le territoire soumis à son autorité (Voy. Paris, 15 novembre 1883, Sirey, 1883.2.593; Dalloz *rép.* V^o *Succession*, n^o 391 — Trib. civ., Bordeaux, 12 février 1852, Dalloz *pér.* 1854.2.154; Sirey, 1854.2.257; — Cass., 28 juin 1852, D. P., 1852.1.284; Sirey, 1852.1.537; Paris, 11 juin 1861, *Gazette des Tribunaux* du 14 juin 1861; Trib. civ. Nantes 18 avril 1872 et Rennes, 26 novembre 1873; *Journal du Droit international privé*, 1876, p. 105. — Demolombe, *Traité des successions*, t. II, n^o 178; — Aubry et Rau, 4^e éd., t. VI, § 606, p. 337; Laurent, *Principes de droit civil*, t. IX, n^o 159; *Droit civil international*, t. VI, p. 435 et s.; Louis Renault, dans le *Journal de Droit int. pr.*, 1875, p. 428; Bard, *Précis de Droit international*, p. 238; F. Despagnet, *Précis de droit international privé*, p. 490; A. Weiss, *Traité élémentaire de droit international privé*, 2^e éd., p. 696. — Voy. cependant C. Antoine, *De la succession légitime et testamentaire en droit international privé.*) — Or pareille hypothèse est en contradiction manifeste avec les faits de la cause.

Une hérédité n'est réputée vacante et par suite l'Etat n'a le droit de s'emparer, par voie de déshérence, des immeubles qui la composent, que lorsque, d'une part, aucun prétendant ne s'est présenté pour la réclamer, et que, d'autre part, il n'existe pas de parent connu qui en soit légalement saisi (Aubry et Rau, t. 6, § 741, p. 725).

Les prétendants, les parents connus ne font pas défaut dans l'espèce : ils n'ont eu garde de se laisser oublier; et leur seule présence suffit à réduire à néant les droits allégués par l'Etat roumain. Ces droits ne pourraient être soutenus avec quelque apparence de raison que si les héritiers du sang étaient convaincus d'une incapacité qui, en les rendant inhabiles à recueillir les biens de leur parent, laisserait le champ libre aux successeurs appelés à leur défaut, c'est-à-dire à l'Etat. Seule, une incapacité de cette nature mettrait l'Etat roumain au lieu et place des héritiers écartés et ferait de lui le contradicteur légitime du Gouvernement hellénique. Cette incapacité n'existe pas.

En vain, prétendrait-on la trouver dans l'article 7, § 5 de la loi du 13 octobre 1879, qui, modifiant la Constitution roumaine du 30 juin 1866, interdit l'acquisition d'immeubles ruraux en Roumanie aux étrangers non nationalisés. La portée vraie de ce texte est vivement contestée s'il n'est pas douteux que la prohibition qu'il édicte s'applique au cas où un étranger viendrait à acheter un immeuble sur le sol roumain. Les auteurs inclinent à admettre que l'acquisition d'immeubles par voie de succession testamen-

taire ou « ab intestat » lui échappe, qu'à ce point de vue l'étranger n'est frappé d'aucune incapacité (Voy. en ce sens Missir, *Le droit de succession des étrangers aux immeubles situés en Roumanie*, 1886; Suliotis, dans le *Journal du droit international privé*, 1887, p. 562 et s.; T.-G. Djuvara, dans les *Annales de l'Ecole libre des Sciences politiques*, 1888, p. 602 et s. — Comp. G. Flaischlein, *Du droit des étrangers d'acquérir des immeubles en Roumanie*, Bucarest, 1886). Mais, quelle que soit l'interprétation qu'il convienne de donner à l'article 7, alors même que sa disposition aurait le sens rigoureux que lui a prêté l'honorable M. Zenide dans le *Discours de rentrée* qu'il a prononcé en 1883 devant la Cour d'appel de Bucarest, les héritiers « ab intestat » d'Evaughéli Zappa, non plus d'ailleurs que l'Etat grec, son légataire en nue-propiété, n'ont rien à en craindre. La loi de 1879 n'a pas d'effet rétroactif; elle réserve les droits acquis. Or, s'il est un droit acquis, garanti comme tel contre les applications de la loi nouvelle, n'est-ce pas le droit auquel a donné naissance et ouverture pour celui-ci comme pour ceux-là, pour les héritiers qui critiquent le testament comme pour le légataire qui poursuit son exécution, un décès survenu en 1863, antérieur de quatorze ans à la mise en vigueur de la Constitution modifiée?

Donc, à quelque parti que l'on s'arrête, quelle que soit l'issue du débat engagé entre le Gouvernement d'Athènes et les héritiers « ab intestat » qui contestent son droit, l'Etat roumain est étranger à ce débat; il n'a rien à y gagner, rien à y perdre: il doit être mis hors de cause.

II

Le litige se trouve ainsi nettement circonscrit entre deux parties qui, toutes deux, sont étrangères, entre l'Etat grec, fort du testament d'Evaughéli Zappa, et la famille de ce dernier, de nationalité hellénique comme lui, qui invoque les droits du sang. Dans ces conditions, il est hors de doute que la caution « *judicatum solvi* » ne peut être exigée du Gouvernement hellénique. Peut-être pourrait-on discuter le point de savoir si l'obligation de fournir cette caution incombe à l'Etat ou au souverain étranger demandeur, comme elle incombe aux simples particuliers? Mais nous admettons volontiers que l'Etat et le Souverain ne jouissent à cet égard d'aucune immunité (Fœlix, *Droit intern. privé*, t. 1, n° 142; Aubry et Rau, t. 8, p. 128; Demolombe, t. 1, n° 244; A. Weiss, op. cit., p. 760. — Comp. Cour d'Appel d'Angleterre, 28 janvier 1885, *Journal du Droit int. pr.* 1887, p. 349; Cour d'Appel de New-York, 29 janvier 1889, *ibid.* 1889, p. 899). Nous admettons même à la rigueur que l'Etat grec, quoique en possession virtuelle des immeubles dont il a la nue-propiété depuis 1863 et qu'il détient depuis cette époque par l'intermédiaire de l'usufruitier, joue au procès le rôle de « demandeur », alors qu'en réalité la mesure qu'il sollicite des tribunaux roumains a un caractère tout gracieux et qu'il se borne à « défendre » son titre et sa possession légale contre les prétentions adverses. La caution *judicatum solvi* n'est pas due parce qu'il s'agit d'un procès entre étrangers; l'intervention irrégulière du gouvernement de Bucarest à ce procès ne peut en modifier la nature; elle ne peut faire que l'Etat grec n'ait en face de lui des adversaires, sujets hellènes. Or, c'est une règle communément admise aujourd'hui que le regnicole seul, poursuivi en justice par un étranger, est en droit de lui opposer l'exception *judicatum solvi*; que l'étranger exclu du bénéfice des droits civils ne peut réclamer cette garantie peut-être plus dangereuse qu'utile. (Voy. notamment Trib. civ. Seine, 25 mars 1828, *Gazette des Trib.* du 29 mars; Orléans, 20 juin 1828, Sir. 1828.2.193; Pau, 3 décembre 1836, Sir. 1837.2.363; Cass. 13 avril 1842, Sir. 1842.1.473; Paris, 12 avril 1856, Sir. 1856.2.104; 2 juillet 1861, Sir. 1831.2.614; Trib. Seine, 26 juillet 1873; *Journal du Droit intern. privé*. 1875, p. 17; Nancy, 14 juin 1876; Sir. 1876.2.208; Trib. corr. Seine, 9 janvier 1880;

ibid. 1880, p. 490 ; Trib. Seine, 4 janvier 1881, *ibid.* 1881, p. 58 ; 17 janvier 1883 ; *ibid.* 1885, p. 174. Demolombe, t. 4, n° 255 ; Aubry et Rau, t. 8, p. 131 ; Marcadé sur l'art. 16 C. civil ; Massé, *Droit comm.*, t. 2, n° 741 ; Laurent, *Principes de Dr. civil*, t. 1, n° 450 ; Féraud-Giraud, dans le *Journal du Dr. int. pr.* 1880, p. 237 ; Glasson, note sous Boitard et Colmet Daage, *Leçons de proc. civ.* 14^e éd. t. 1, p. 376, note 2 ; A. Weiss, *op. cit.*, p. 738.) Et telle n'est pas seulement la pratique française : la jurisprudence belge l'a maintes fois consacrée. (Liège, 20 novembre 1858, *Pasicrisie*, 1859.2.99 ; Bruxelles, 10 juillet 1866, *Pas.* 1866.2.253 ; Gand, 7 juin 1871, *Belg. jud.* 1871. 989 ; 7 juin 1872 ; *Pas.* 1872.2.23 ; Bruxelles, 17 juillet 1873 ; *ibid.* 1873.2.295 ; Trib. Anvers, 26 décembre 1878 ; *ibid.* 1879.3.110.) Enfin l'opinion qui domine en Roumanie lui semble également favorable : « Le droit accordé « au défendeur roumain de demander la caution *judicatum solvi*, écrit très « justement M. Suliotis dans le *Journal du Droit international privé*, 1887, « p. 567, n'est pas accordé au défendeur étranger, parce que ce droit est un « privilège appartenant aux seuls nationaux qui peuvent en bénéficier exclu- « sivement. Or le législateur a eu en vue l'unique but de protéger les inté- « rêts des nationaux contre le préjudice éventuel qui pourrait résulter du « défaut de cette caution de la part de l'étranger demandeur. Si tous « les deux sont étrangers, cette caution ne peut jamais être exigée ni « imposée, par la simple raison qu'il y a position égale entre eux et que la « solution contraire créerait une inégalité en attribuant au demandeur « étranger une garantie que le défendeur lui-même ne présente pas. » La raison est excellente : elle est décisive. Si le Gouvernement hellénique doit être affranchi de l'obligation de fournir caution, devant les juges de Bucarest, c'est qu'il n'a, en face de lui, pour contredire ses prétentions, l'Etat roumain étant mis hors de cause, que des adversaires étrangers comme lui.

III

Mais, sur le fond même du droit, l'Etat grec doit-il avoir gain de cause ? Doit-il être admis à recueillir le bénéfice du legs que les héritiers du sang lui disputent, à se faire mettre en possession effective des immeubles qu'Evangelhéli Zappa lui a laissés en Roumanie ?

L'affirmative est certaine pour l'avocat soussigné. A ses yeux, il n'existe aucune différence de droit et de capacité, au point de vue du *jus capiendi ex testamento*, entre un Etat étranger, reconnu par le Gouvernement local et un individu, une personne physique ressortissant à cet Etat. Si cet individu est capable d'acquérir par legs un immeuble situé en pays étranger, l'Etat dont il relève l'est au même titre. Or la capacité du sujet hellène, son droit au legs ouvert à son profit en 1863, c'est-à-dire bien avant la mise en vigueur de la Constitution roumaine de 1879, ne serait pas contestable, puisque même en admettant que l'interdiction que son article 7 formule ait une portée générale, ses effets se limitent à l'avenir. Le gouvernement d'Athènes, l'Etat grec doit être traité aussi bien que ses sujets ; son droit d'acquérir est le même ; il est comme eux une personne.

C'est une règle aujourd'hui supérieure à toute controverse et presque à toute démonstration que l'Etat régulièrement constitué est une personne politique. « Sa personnalité à l'intérieur du pays existe dans toute sa plénitude à partir du jour où un certain nombre d'hommes se sont associés en « vertu de leur droit naturel, et ont formé un organisme politique indé- « pendant, avec un Gouvernement permanent, capable de protéger les « droits de tous par l'autorité suprême de la loi. » (Pasquale Fiore, *Nouveau droit international public*, 2^e éd., trad. française, par Ch. Antoine, t. I, p. 269, n° 308.) Mais ce n'est pas tout. Si l'Etat est une personne politique, il est nécessairement, il ne peut pas ne pas être une personne juridique, susceptible de droits et obligations dans le domaine des intérêts privés. Par cela seul qu'il a à faire face aux grands besoins sociaux qui se manifestent sur

son territoire, par cela seul qu'il est tenu d'y faire régner l'ordre, de créer des rouages administratifs et judiciaires, d'entretenir une armée, il faut que cet Etat ait des biens, des ressources, un patrimoine; il faut qu'il soit capable de posséder, d'acquérir. L'Etat, dit en ce sens M. Vauthier dans sa remarquable étude « sur les personnes morales » (Bruxelles et Paris, 1887, p. 242), « l'Etat revêt dans la législation moderne un double caractère: Il « est l'organe de la puissance publique; il est un être capable d'exercer un « certain nombre de droits privés. Il est permis de dire, en s'exprimant « d'une manière très générale, que les attributions de l'Etat se ramènent à « deux faits essentiels. Ces deux faits sont la souveraineté et la propriété, ce « dernier mot recevant une signification très large et devenant en quelque « sorte, le symbole de tous les droits qui se rattachent à la possession et à « l'administration d'un patrimoine. Considéré sous cet aspect particulier, « l'Etat est doué d'une individualité juridique: il constitue une personne « morale. » La personnalité juridique de l'Etat est donc une dépendance, la sanction et le complément indispensable de sa personnalité politique. Dès qu'il existe comme Etat, il est une personne juridique; c'est la personne nécessaire, différente en cela des autres personnes morales qui n'existent qu'en vertu d'une création arbitraire et contingente de la loi. (Voy. Aubry et Rau, 4^e éd., t. 1, § 54, p. 185; Savigny, *System des heut. rom. Rechts*, t. II, § 86; Laurent, *Droit civil international*, t. IV, p. 155 et suiv.; Hugo, *Lehrbuch des heut. rom. Rechts*, Mackeldey, *Lehrbuch des heut. rom. Rechts* et les nombreux auteurs allemands cités par M. Vauthier, *op. cit.*, p. 54, note 2.)

L'Etat puise donc dans sa personnalité juridique le droit d'accomplir tous les actes de la vie civile que sa fin comporte; il succède, à défaut d'héritiers naturels, aux biens de ses ressortissants et de même il recueille valablement les libéralités qui lui sont faites. Mais cette capacité se limite-t-elle à son territoire? Capable d'acquérir, de recevoir le bénéfice d'un legs sur ce territoire l'Etat, cessera-t-il de l'être au dehors? Pour répondre à cette question, qui se pose au sujet de toutes les personnes morales, il est nécessaire de se reporter aux règles générales qui président à leur naissance. Plusieurs auteurs, qui jouissent dans la science du droit international privé de l'autorité la plus légitime, enseignent que les personnes morales, dès qu'elles sont régulièrement constituées suivant la loi d'un Etat, peuvent prolonger leur activité et exercer leurs droits sur le territoire d'autres Etats, sans avoir été reconnues ou autorisées par ceux-ci: « Est-il bien vrai de dire, écrit le « regretté Charles Brocher (*Cours de droit international privé* t. I, p. 187), « que la puissance de chaque souveraineté ne dépasse pas la frontière? Le « contraire ne résulte-t-il pas, en fait, du développement acquis par le droit « international tant public que privé? N'est-il pas de plus en plus généra- « lement reconnu que de telles expansions de pouvoirs se justifient et peu- « vent être considérées comme dues, quand elles sont nécessaires au déve- « loppement social? La distinction profonde que l'on voudrait établir entre « les personnes morales et les personnes naturelles est-elle bien facile à « maintenir en termes absolus? Les secondes ne se retrouvent-elles pas sous « les premières? N'est-ce pas en elles que gît la véritable vie et la raison « d'être de celles-ci? Si cette extension de puissance et de vie est bonne en « soi, n'a-t-elle pas le droit de se produire? N'est-on pas conduit de la « sorte à se demander si l'existence que de telles personnifications ont régu- « lièrement acquise sur un territoire doit être confinée dans celui-ci? La « force expansive qu'elles réclament n'est-elle pas la conséquence logique « de la nature qui leur est attribuée? Si cette force leur est nécessaire pour « atteindre un but qu'elles doivent poursuivre, trouvera-t-on bien prati- « quable de les forcer à se faire autoriser ou reconnaître d'avance, par tous « les Etats sur le territoire desquels le hasard des affaires pourra leur don- « ner des intérêts à débattre? » Et à la question ainsi posée, dont les termes mêmes préjugent la solution, Félix (*Droit international privé*, 4^e éd., t. 1,

p. 65, n° 35) avait répondu bien avant le professeur de Genève : « Les personnes morales jouissent, en pays étranger, des mêmes droits qui leur appartiennent dans le pays où elles ont leur siège ou domicile. » (Voy. aussi von Bar, *Internationale Privat und strafrecht*, 1^{re} éd., § 41 : Pierantoni, *La capacità delle persone giuridiche straniere*, dans la *Rassegna di diritto commerciale*, juillet 1884 ; G. Lomonaco, *Le persone giuridiche straniere et la giurisprudenza italiana*, dans *Il Filangieri*, 1885, p. 379.)

L'avocat soussigné ne croit pas devoir se rallier à ce système. Il existe, selon lui, une différence capitale entre les personnes physiques et les personnes morales étrangères. Les unes, par cela seul qu'elles ont une existence réelle, qui se manifestent en tous lieux avec les mêmes caractères, sont investies de certains droits, de certaines facultés qui tiennent à la nature humaine. Les autres, n'ayant qu'une existence fictive, doivent tout ce qu'elles ont et tout ce qu'elles sont à la loi qui les a créées. Or, la loi qui donne la vie à une personne morale — cette personne morale fût-elle l'Etat — n'a aucune autorité au-delà des frontières du pays où elle a été promulguée ; sa puissance s'arrête là où commence celle de la souveraineté voisine ; l'intérêt auquel cette loi s'est proposé de pourvoir est un intérêt purement national, et il ne peut en être autrement, car ainsi que l'a dit Laurent (*Droit civil international*, t. IV, p. 232), « une fiction universelle créée par la volonté d'un législateur unique, est une impossibilité juridique. » (Voy. en ce sens A. Weiss, *op. cit.*, p. 145.)

Est-ce à dire qu'un Etat, qu'une personne morale étrangère soit nécessairement réputée n'exister que là où elle est née et qu'ailleurs tout droit, toute capacité doivent lui être refusés ? En aucune manière. C'est un droit rigoureux pour l'Etat sur le territoire duquel cette personne prétend exercer ses facultés, que de l'exclure : mais dès qu'il consent à la reconnaître, elle se trouve placée dans ses rapports avec lui dans la même situation, sur la même ligne que les personnes physiques de même nationalité ; comme celles-ci, elle peut invoquer, dans la mesure où l'intérêt de la souveraineté territoriale n'y fait pas obstacle, tous les droits privés que lui garantit la loi sous l'empire de laquelle elle s'est formée. Aucune forme d'ailleurs n'est prescrite pour cette reconnaissance. Elle peut être expresse, lorsqu'elle se présente sous l'aspect d'une loi ou d'un décret d'autorisation émané de la puissance publique locale ; elle peut être générale, lorsque le décret ou le traité international d'où elle résulte s'applique à une classe plus ou moins nombreuse de personnes morales (Voyez par exemple la loi belge du 14 mars 1855 et la loi française du 30 mai 1857). « Enfin, de l'avis général, un Etat « étranger est de plein droit reconnu comme personne juridique capable « d'acquiescer et de posséder, dès que l'Etat sur le territoire duquel il invoque sa capacité a reconnu son existence politique. » (Voy. Laurent, *Dr. civ. intern.* t. IV, nos 126 et 127, p. 250 et 251 ; Lippens, *Législation civile sur les droits des étrangers*, n° 194 ; A. Weiss, *op. cit.*, p. 146, note 3. Voy. aussi Cass. Belgique, 26 décembre 1876, *Pasicrisis*, 1876, 1. 54 ; Trib. Dresde, 3 mars 1877, *Annales de la propriété industrielle*, 1887, p. 199 ; Gand, 18 décembre 1877, *Pasicrisis*, 1878, 2. 163.) Vainement prétendrait-on établir une distinction entre la personnalité politique et la personnalité juridique de l'Etat étranger : et voudrait-on soutenir que la reconnaissance diplomatique dont il a été l'objet est étrangère au domaine des intérêts privés. « Cette doctrine, écrit très justement l'illustre professeur Laurent (*op. cit.*, t. IV, n° 126, p. 251) pèche par excès de subtilité ; elle sépare et distingue « dans l'Etat deux qualités qui sont inséparables et que, dans la réalité des choses, on ne distingue point : L'Etat est un et non pas double. Du moment qu'il est reconnu comme corps politique et qu'il figure comme tel dans les traités, il existe... Il faudrait donc, outre les traités qui le reconnaissent comme puissance indépendante, de nouveaux traités qui le reconnaissent à titre de personne juridique. Cela ne se fait point ; cela ne s'est jamais fait. N'en faut-il pas conclure que, d'après le droit des gens,

« un Etat reconnu a une personnalité complète politique et civile, qu'il a
 « capacité de signer des contrats privés aussi bien que des conventions
 « diplomatiques? Le droit public domine ici le droit privé; il serait absurde
 « que la Belgique pût acquérir une province par un traité et que l'Etat
 « belge ne pût acquérir à Paris un hôtel pour son ambassadeur. » Il n'y a
 rien à ajouter à ces considérations éloquentes; elles sont tirées du lien
 d'étroite dépendance qui unit la personnalité politique et la personnalité
 juridique de l'Etat; elles complètent et fortifient les notions précédemment
 exposées sur la nature et la nécessité de cette dernière. (Voy. dans le même
 sens, L. Beauchet, note sous un jugement du tribunal civil de Nancy, du
 14 décembre 1887, dans les *Pandectes françaises périodiques*, 1888, 2.152 et
 A. Weiss, note sous le jugement du tribunal civil de Montdidier, du
 4 février 1892, *ibid.*, 1892, 3.17.) La pratique française et on peut le dire,
 la pratique internationale sont aujourd'hui fixées en ce sens que les Etats
 étrangers sont capables d'acquérir et de posséder des propriétés privées.
 Les hôtels habités par les ambassadeurs appartiennent très souvent aux
 puissances qu'ils représentent dans les diverses capitales. La Chapelle rou-
 maine de la rue Jean-de-Beauvais à Paris, est, croyons-nous, une propriété
 de l'Etat roumain. La capacité des Etats et des Gouvernements étrangers, à
 l'effet de recevoir par succession ou par legs, a été, dans une circonstance
 récente, — il s'agissait d'un legs universel fait au Saint-Siège, — dont la
 personnalité internationale est cependant sujette à discussion — affirmée en
 termes très nettes par le tribunal civil de Montdidier : « Les Etats étrangers
 « constituent de plein droit et par nécessité des personnes morales de pre-
 « mier ordre, capables de s'engager, d'acquérir et de recevoir par des
 « traités, et à plus forte raison par des contrats ou actes du droit civil....
 « En principe, suivant la loi du 14 juillet 1819, les personnes étrangères,
 « tant physiques que morales, jouissent en France des droits de succéder,
 « de disposer et de recevoir. Les Etats étrangers reconnus y ont donc la
 « capacité juridique à défaut de traités et de dispositions législatives sur ce
 « point. (Jugement précité du 4 février 1892.)

Ce qui était vrai en 1892 du Saint-Siège en France, sous l'empire de la loi
 de 1819 qui a rendu aux étrangers le droit d'y recueillir le bénéfice d'un
 legs ou d'une succession, ne l'est pas moins du Gouvernement hellénique en
 Roumanie. Reconnu par l'Etat roumain, il constitue sur son territoire une
 personne; constituant une personne, il est capable d'y acquérir au même
 titre que tout étranger, que tout sujet hellène par exemple.

IV

Toutefois, on peut se demander si cette égalité est complète, si l'efficacité
 du legs fait à l'Etat grec sur le sol roumain ne doit pas être subordonnée à
 l'autorisation du Gouvernement local. L'article 811 du Code civil roumain,
 dont les termes reproduisent textuellement ceux de l'article 910 du Code
 Napoléon, est ainsi conçu : « Les dispositions entre vifs ou testamentaires
 « faites en faveur des pauvres, d'une commune ou des établissements d'uti-
 « lité publique, ne peuvent avoir d'effet que si elles sont autorisées par
 « ordonnance du prince après avis du Conseil d'Etat. » Mais il suffit de se
 reporter à ce texte pour se convaincre de son caractère exceptionnel; il con-
 sacre une dérogation au droit commun; il frappe certaines personnes
 morales d'une incapacité partielle; dès lors une interprétation restrictive
 s'impose. Sans doute l'article 811 s'applique aux personnes morales étran-
 gères comme à celles dont la nationalité est roumaine (*Arg. anal.* Avis du
 Conseil d'Etat français du 12 janvier 1834, Sirey, 1835, 2.800; Dalloz, 1834,
 3.16), mais il ne s'applique qu'à celles qui, par leur nature, rentrent dans
 ses prévisions. Or il n'est pas possible de soutenir qu'un Etat étranger cons-
 titue un établissement d'utilité publique, au sens de cet article. L'établisse-
 ment d'utilité publique est, si l'on en croit les indications de la juris-
 prudence, une institution émanant de l'initiative privée, s'administrant

elle-même, à laquelle les pouvoirs publics ont, à raison des services d'ordre moral, intellectuel ou charitable qu'elle rend, reconnu ce caractère. Telles sont les sociétés de secours mutuels, certaines sociétés artistiques ou philanthropiques, les caisses d'épargne elles-mêmes. (Voy. notamment, Cass. 5 mars 1856; Sir. 1856, 1. 549; 10 septembre 1880; Sir. 1881, 1.236; 10 février 1883; Sir. 1883, 1.384; 7 décembre 1883; Sir. 1884, 1.300.) Mais tout autre est le caractère de l'Etat: il ne procède pas de l'initiative privée; il ne poursuit pas uniquement la réalisation de vues scientifiques ou charitables; ce n'est pas un établissement d'utilité publique. L'Etat grec n'a donc pas besoin d'autorisation sur le sol roumain. N'étant pas compris dans l'exception formulée par l'article 811 du Code civil, il demeure sous l'empire de la règle qui est la capacité, rien ne l'empêche de recueillir librement les immeubles dépendant de la succession Zappa. (Voy. en ce sens nos observations sous le jugement du tribunal civil de Montdidier précité dans les *Pand. fr. pér.*, 1892, § 17.)

Dira-t-on que la nécessité d'une autorisation se fonde non sur l'art. 811 du Code civil reconnu inapplicable à la cause, mais sur des considérations d'ordre public, tirées des prérogatives de la souveraineté locale, du danger que lui ferait courir la concentration entre les mains d'un Gouvernement étranger, ennemi peut-être, d'immeubles formant une portion notable du territoire national? Mais, en pareil cas, c'est au législateur, gardien suprême de l'ordre public, qu'il appartient d'intervenir, ainsi que l'a fait en Roumanie la Constitution de 1879, ainsi que l'a fait en Russie l'ukase de 1887; son silence prouve qu'il ne croit pas au danger et il ne saurait être permis aux juges de suppléer à ce silence, de créer des incapacités que la loi a jugé inutile d'établir. De toute façon l'ordre public, même arbitraire, ne saurait jamais autoriser une œuvre de spoliation en admettant, ce que l'avocat soussigné se refuse formellement à admettre, qu'un tribunal puisse, au nom de cet ordre public et sans texte qui l'y autorise, contraindre l'Etat étranger à se défaire des immeubles qu'il possède sur le sol roumain; son droit n'irait pas jusqu'à lui défendre de les mettre en vente et d'en conserver le prix.

L'intérêt général, fondement et raison dernière de l'ordre public, n'exige pas une confiscation!

Enfin, même s'il était vrai qu'une raison d'ordre public impose à l'Etat étranger acquéreur d'immeubles en Roumanie l'obligation d'obtenir une autorisation du Gouvernement local, il est permis d'affirmer que cette autorisation qui, ainsi que le reconnaît le tribunal de Montdidier, en en proclamant la nécessité, « ne peut être astreinte à des formes rigoureuses », a été accordée, plusieurs fois accordée et renouvelée à l'Etat hellénique par le gouvernement de Bucarest. N'est-ce pas une autorisation, tacite il est vrai, mais singulièrement énergique dans ses manifestations répétées, que l'attitude observée par le Gouvernement roumain depuis l'ouverture de la succession jusqu'à ce jour, pendant vingt-sept ans! Que cet ordre donné aux tribunaux roumains de se dessaisir des biens d'Evangeléli Zappa, que cette correspondance, que ces offices dans lesquels éclate à chaque ligne la reconnaissance de son testament, l'affirmation du droit de ses légataires?

L'avocat soussigné ne croit pas devoir insister davantage sur ces considérations secondaires.

Il conclut :

1° Que l'Etat roumain doit être mis hors de cause, dans l'instance suivie par l'Etat grec.

2° Que le Gouvernement royal hellénique ne peut être astreint à fournir la caution *judicatum solvi* devant le tribunal de Bucarest.

3° Que le dit Gouvernement est en droit de se faire mettre en possession des immeubles qui composent la succession d'Evangeléli Zappa en Roumanie.

4° Que l'efficacité du legs dont il se prévaut n'est pas subordonnée à l'autorisation du Gouvernement roumain.

Fait et délibéré à Paris, le vingt-deux janvier mil huit cent quatre-vingt-treize.

Signé : André WEISS.

Consultation pour le Gouvernement royal hellénique, par Armand Lainé, professeur à la Faculté de droit de Paris.

Le conseil soussigné, Professeur de droit civil à la Faculté de droit de Paris, Chargé du cours de droit international privé dans ladite Faculté, Associé de l'Institut de droit international,

Consulté sur la validité du legs de la nue-propiété d'immeubles situés en Roumanie fait à la Commission des Olympiques d'Athènes par Evaghéli Zappa, sujet grec, dans son testament en date du 20 novembre 1860;

Vu la traduction en langue française dudit testament;

Vu les autres documents relatifs à la cause, notamment les notes et offices échangés entre le Gouvernement roumain et le Consulat général ou la Légation de Grèce;

Vu la consultation délibérée le 22 janvier 1893 par M. Weiss, professeur agrégé à la Faculté de droit de Paris;

Considérant que la validité dudit legs est à la fois contestée par l'Etat roumain et par les héritiers naturels du défunt alors que, dans la période de temps écoulée depuis sa mort, c'est-à-dire depuis le 20 juin 1865, des faits se sont produits qu'il importe de mettre en lumière;

Est d'avis qu'il y a lieu d'examiner et d'apprécier comme il va être dit les trois points suivants :

1° Quel est le sens et quelle est la portée juridique des faits concernant le testament de Evaghéli Zappa qui se sont passés antérieurement au litige actuel ?

2° Quelle est dans le présent litige la situation respective des parties ? L'action de l'Etat roumain est-elle recevable ? L'Etat hellénique doit-il la caution *judicatum solvi* ?

3° Quelle est la valeur des prétentions élevées par l'Etat roumain ou par les héritiers du sang contre le testament de Evaghéli Zappa ?

I

Quel est le sens et quelle est la portée juridique des faits concernant le testament de Evaghéli Zappa qui se sont passés antérieurement au litige actuel ?

La mort de Evaghéli Zappa étant survenue le 20 juin 1865 à Brosthéni, lieu de son domicile, c'était sous l'empire du code Caradja et subsidiairement du droit roumain, encore en vigueur à cette époque en Roumanie, que sa succession s'était ouverte; c'était, par conséquent, d'après cette législation que devait s'apprécier la validité de ses dispositions testamentaires. Or, aucune loi ne refusait aux étrangers en général ni ne limitait pour certains d'entre eux le droit d'acquérir des biens, meubles ou immeubles, en Roumanie. Le testament de E. Zappa n'était donc sujet à critique ni à raison de la nationalité de Constantin Zappa, légataire des immeubles en usufruit, ni à raison de la nationalité ou de la qualité soit de la Commission des Olympiques d'Athènes, soit de l'Etat hellénique légataire en nue-propiété des mêmes biens.

Telle fut, en effet, à l'origine, la manière de voir du Gouvernement des Principautés Unies et loin de contester à aucun point de vue le testament de E. Zappa, ce Gouvernement y donna sans réserves l'adhésion la plus formelle en maintes circonstances qui peuvent se ramener à deux ordres de faits.

1° Lorsqu'il s'agit de l'envoi en possession de Constantin Zappa, légataire à divers titres de l'universalité des biens et en même temps exécuteur testamentaire, si des contradictions se produisirent de la part de certains parents du défunt, le Gouvernement des Principautés Unies n'en éleva aucune et marquant bien par là qu'à ses yeux l'Etat n'avait point d'autres droits sur la succession que ceux d'un légataire particulier, il en abandonna le règlement aux autorités consulaires helléniques ; il fit même plus, il intervint pour ordonner que la compétence des autorités consulaires helléniques fût par tous reconnue et respectée.

Il importe de relever et d'interpréter les faits qui constituent cette attitude du Gouvernement roumain dans la première phase de l'affaire.

Dès le début des opérations auxquelles donna lieu l'ouverture de la succession, lorsque par ses actes du 24 juin et du 3 juillet 1865 le Consulat hellénique eut constaté la validité du testament et déclaré que la qualité d'exécuteur testamentaire appartenait à Constantin Zappa, le Gouvernement s'empessa de confirmer ces mesures et de s'y associer.

Le 14 juillet 1865, le Ministre de l'Instruction publique, des Cultes et de la Justice ordonna de publier dans le « Moniteur roumain » que Constantin Zappa devait être reconnu pour l'exécuteur du testament de feu son cousin Evaghéli, conformément à la déclaration de l'autorité consulaire hellénique, seule compétente en la matière. Or, en procédant ainsi, le Gouvernement n'agissait pas à la légère : il avait pris connaissance du testament ; il savait qu'un legs annuel de 25,000 francs y était fait au profit de l'Académie roumaine, legs à servir sur le revenu des immeubles, legs mis dans le présent à la charge de Constantin Zappa, légataire en usufruit desdits immeubles, legs imposé, dès le décès de l'usufruitier, à l'Etat hellénique, légataire en nue-propriété desdits immeubles et représenté à cet effet par la Commission des Olympiques d'Athènes. Cet acte fut donc une première approbation donnée sans réserves au testament tout entier, qui, dès lors, en vertu de l'accord du Gouvernement roumain et du Consulat hellénique, put être mis en exécution.

L'exécution en était effectivement commencée comme on le verra plus loin, lorsque au cours de l'année 1866, un sieur Lucas Cotzu y fit opposition, au nom de sa mère, par une action judiciaire portée devant le tribunal d'Illfov. Ce n'était pas la première fois que ces personnes intervenaient dans le règlement des affaires de Evaghéli Zappa et tentaient d'associer à leurs prétentions la justice locale. Il est intéressant de savoir si le Gouvernement roumain leur prêta jamais son appui.

En 1863, Evaghéli Zappa, dont le testament remonte au 30 novembre 1860, ayant été frappé d'aliénation mentale, le Consulat général de Grèce avait prononcé son interdiction et nommé curateur de ses biens son cousin Constantin Zappa. Plus d'un an après, une dame Cotzu, sœur de Evaghéli Zappa, alléguant qu'elle n'avait pas été appelée au conseil de famille, protesta contre le choix du curateur et, de Janina où elle demeurait, chargea son fils Lucas Cotzu, bien que lui-même eût fait partie du conseil de famille et en eût approuvé la décision, de recourir aux autorités ottomanes à Constantinople, puis au tribunal roumain de Yalomitza, pour faire cesser la gestion de C. Zappa. Effectivement, le tribunal de Yalomitza retira au curateur l'administration qu'il tenait des autorités consulaires et fit apposer les scellés sur les biens de la succession. Mais, par des notes en date du 28 décembre 1864, du 2/14 janvier et du 9/21 janvier 1865, le Consulat général de Grèce protesta près du Ministre des affaires étrangères des Principautés Unies, demandant avec insistance que l'on mit fin à l'ingérence illégale du tribunal de Yalomitza. Il finit par l'obtenir. Un arrêté en date du 20 janvier 1865 fut pris par le Conseil des ministres, en vertu duquel ordre fut donné au tribunal de Yalomitza « d'avoir à déférer au Consulat général de Grèce l'administration de la fortune du sieur Zappa, reconnu et considéré de tout « temps, d'après les lois et conventions qui régissent la matière, comme « sujet hellénique. »

Maintenant en 1866, les mêmes personnes réclamaient devant le tribunal d'Illfov non plus l'administration, mais, à titre d'héritiers du sang, leur mise en possession des biens de Evaghéli Zappa. Le testament, d'après elles, émanant d'un homme frappé d'aliénation mentale, ne leur était pas opposable. A leurs prétentions, le Consulat général de Grèce répondit en priant le Ministère des affaires étrangères des Principautés Unies de faire cesser l'intervention de la justice locale. Quelle fut, lors de nouveau conflit de compétence, la conduite du Gouvernement de Bucarest? Il prit résolument parti pour les autorités consulaires helléniques. Le 23 mai (6 juin) 1866, le Ministre des affaires étrangères fit savoir au Consulat de Grèce que « eu égard aux principes du droit international qui régissent la matière », il s'était empressé de recommander l'objet de sa note au Ministre de la justice et de conclure au renvoi de l'affaire devant les autorités compétentes, à savoir les autorités helléniques. Puis, le 19 (31) août suivant, il informa le Consulat de Grèce que, « se fondant sur l'arrêté du 30 janvier 1863, il avait provoqué de la part du « Ministre de la justice les instructions nécessaires au tribunal d'Illfov, à l'effet de se dessaisir de l'examen de l'affaire dont la solution incombe aux « autorités helléniques. » Effectivement, l'ordre fut donné; le Consulat de Grèce en reçut l'avis, le 2/14 septembre 1866, du Ministre des affaires étrangères.

Que signifient ces actes du Gouvernement des Principautés Unies, accomplis en 1863 et en 1866, dans le même esprit, d'après un plan de conduite mûrement arrêté et constamment suivi; que signifient ces actes, sinon la reconnaissance formelle de toute une série de vérités, savoir que l'acquisition de propriétés immobilières par Evaghéli Zappa, sujet grec, était légitime; que les autorités consulaires helléniques avaient été, en 1863, exclusivement compétentes pour interdire leur compatriote et nommer un curateur à ses biens, conformément aux lois de leur commune patrie; que pareillement le règlement de sa succession et l'appréciation de la validité de son testament appartenaient aux mêmes autorités, que, par conséquent, il n'y avait aucune incompatibilité entre la situation en Roumanie des immeubles de la succession et la dévolution de ces biens à un sujet hellène pour l'usufruit et à l'Etat hellénique pour la nue-propriété.

Ce dernier point est capital. Si le Gouvernement des Principautés Unies, le jour où le testament de Evaghéli Zappa fut attaqué, avait estimé que ce testament par une de ses clauses portait atteinte à la liberté, à la sûreté, aux droits de l'Etat, nul doute qu'au lieu de dessaisir ses tribunaux du règlement de la contestation, il n'eût énergiquement affirmé leur compétence.

2° Le Gouvernement roumain n'a pas seulement autorisé l'exécution du testament de Evaghéli Zappa, il s'y est associé, il y a participé, il en a tiré profit à titre de légataire.

Dès le 20 janvier 1866, quelques mois après l'envoi en possession de Constantin Zappa et avant la contestation soulevée par la dame Cotzu, le Ministre des affaires étrangères de Bucarest, s'adressant au Consulat général de Grèce, accusait réception de la somme de mille ducats « à titre de don « annuel légué à l'Etat par feu M. le major Evaghéli Zappa sur le revenu « de sa fortune immobilière, dans le but de faciliter les études publiques en « langue roumaine dans le pays. » Il ajoutait qu'il ferait parvenir cette somme au Département des finances « aux fins de son emploi conformément aux intentions dignes de tout éloge du testateur. » Il priait enfin le Consulat d'exprimer ses remerciements à M. Constantin Zappa « pour son exactitude dans l'exécution de ce vœu de feu M. le major E. Zappa. »

Ainsi, de l'aveu du Gouvernement, c'était une clause testamentaire qui s'exécutait et le legs devait être annuellement servi sur le revenu des immeubles laissés par le testateur. D'où la reconnaissance la moins douteuse de la validité du testament, de la qualité d'usufruitier pour C. Zappa et, par conséquent, de la qualité de nu-propriétaire pour l'Etat hellénique. C'était, en

effet, seulement en vertu d'un droit puisé dans le testament que l'Etat roumain pouvait, sans manquer à sa dignité, recevoir la somme d'argent qui lui était versée, c'était en vertu d'un droit ayant pour corrélatif le devoir du légataire des immeubles; et ce légataire, on ne l'ignorait pas, n'était qu'un usufruitier. On savait aussi que le legs était perpétuel. On l'acceptait donc tel que le testateur l'avait fait : à la charge de Constantin Zappa tant qu'il vivrait, à la charge de l'Etat hellénique après sa mort. Et si l'on acceptait le legs, on reconnaissait au débiteur du legs la qualité d'héritier testamentaire.

Voilà quelles furent les conséquences juridiques de l'accusé de réception du 20 janvier 1866. Et cet acte ne fut que le premier d'une série non interrompue d'actes semblables qui se sont renouvelés pendant vingt-cinq ans jusqu'à la mort de Constantin Zappa.

Un seul incident s'est produit au cours de cette longue et constante participation de l'Etat roumain à l'exécution du testament et le résultat en est la confirmation des vues qui viennent d'être exposées. Il arriva, une fois, que l'annuité due à la Société académique roumaine fut payée en valeurs. De là, pour la Société, une perte de quelques centaines de francs. L'Académie réclama à l'exécuteur testamentaire le montant de la somme qui se trouvait, en conséquence, ne lui avoir pas été versée. Le Ministre des affaires étrangères, saisi de cette réclamation, la transmitt au Consul général de Grèce, en faisant observer que « selon la volonté du testateur, les annuités du legs devaient être versées en ducats, c'est-à-dire en or et non en valeurs » et en ajoutant que « si la disposition testamentaire n'était observée en ce qui concerne l'acquittement du legs en numéraire, la volonté du testateur ne serait « point remplie, les papiers de valeurs étant sujets à des fluctuations de « cours. » Quelle connaissance exacte des termes du testament et quelle énergique affirmation des droits du légataire se dégagent de ce fait!

Il faut aussi remarquer la procédure qui fut suivie dans le paiement du legs dont l'Académie roumaine était bénéficiaire. C'était, d'une part, le Gouvernement roumain qui le recevait en qualité de représentant de l'Etat à qui vraiment le legs avait été fait. C'était, d'autre part, le Gouvernement grec par l'intermédiaire de son Consulat ou de sa Légation, qui l'effectuait. Sans aller jusqu'à en conclure avec le *Memorandum* en date du 28 février 1892 que par là le Gouvernement roumain reconnaissait la possession de l'Etat hellénique à l'égard des immeubles dont les revenus recevaient cet emploi, il est permis d'estimer que le Gouvernement grec, en intervenant ainsi, se montrait pénétré du sentiment de sa responsabilité morale, à titre de nu-propriétaire à l'égard de l'exécution fidèle des charges imposées à l'usufruitier et que le Gouvernement roumain, de son côté, s'associait à cette manière de voir.

Tel est l'ensemble des faits qui, de 1865 à 1892, ont marqué l'attitude du Gouvernement roumain envers la succession et le testament de Evaghéli Zappa. Il en résulte, de la façon la plus certaine, que le Gouvernement roumain a constamment et à tous les points de vue tenu ce testament pour valable. En 1866 notamment, alors que son attention était particulièrement appelée sur ce point par le différend qui s'était élevé entre certains héritiers naturels et l'exécuteur testamentaire, la pensée ne lui est même pas venue que les volontés du testateur concernant les immeubles situés en Roumanie pussent être incompatibles avec les intérêts et les droits de l'Etat. C'est pourquoi, dessaisissant ses propres tribunaux, il a remis le règlement du litige aux autorités consulaires helléniques. D'autre part, durant vingt-six ans, il a accepté et au besoin réclaté l'exécution d'une clause impliquant la qualité d'usufruitier chez le détenteur des immeubles situés en Roumanie et, par conséquent, celle de nu-propriétaire dans la personne de l'Etat hellénique. C'est donc avec son consentement acquis depuis vingt-six ans et renouvelé chaque année que, dès la mort de Constantin Zappa, l'Etat hellénique est devenu plein propriétaire de ces immeubles.

II

Quelle est dans le présent litige la situation respective des parties ? L'action de l'Etat roumain est-elle recevable ? L'Etat hellénique doit-il la caution judicatum solvi ?

En mourant le 20 janvier 1892, Constantin Zappa laissait deux catégories distinctes de biens : d'une part, ses biens propres ; de l'autre, les immeubles provenant de la succession de Evaghéli Zappa, qu'il avait détenus à titre d'usufruitier et qui, l'usufruit s'éteignant, devenaient de plein droit la propriété pleine et entière de l'Etat hellénique, en vertu du testament du 30 novembre 1860.

Le Conseil soussigné n'a pas à émettre d'avis sur la succession de Constantin Zappa, qui a donné lieu d'abord à des contestations entre le Gouvernement roumain et la Légation de Grèce relativement à la compétence des autorités chargées de prendre les mesures conservatoires (scellés et inventaire), puis à une instance judiciaire actuellement pendante sur le fond du droit, entre les héritiers naturels du défunt et l'Etat hellénique, légataire universel. Il remarque seulement, ce qui n'est pas sans intérêt pour l'objet de la présente consultation, que le Gouvernement roumain ne s'est pas conduit en 1892, à l'égard de la succession de Constantin Zappa, comme il l'avait fait en 1865 et 1866, au sujet de la succession de Evaghéli Zappa. Tandis qu'alors, bien que la succession fût en partie immobilière, déclarant se conformer aux « principes du droit international », il avait ordonné à ses tribunaux de se dessaisir et de remettre aux autorités consulaires helléniques et le soin des mesures conservatoires et même la solution des questions litigieuses, il a maintenu cette fois à la justice roumaine, malgré les protestations réitérées du Consulat de Grèce, non seulement la juridiction contentieuse, mais aussi la juridiction gracieuse.

En ce qui concerne les immeubles provenant de la succession de Evaghéli Zappa, trois demandes d'envoi en possession se sont produites : la première a été formée par le Gouvernement roumain ; la seconde par les héritiers naturels de Evaghéli Zappa ; la troisième par l'Etat hellénique, et le Gouvernement roumain a exigé la caution *judicatum solvi* de tous ses adversaires.

Le Conseil soussigné se rend bien compte de l'action exercée par les parents de Evaghéli Zappa : c'est une pétition d'hérédité, comme celle qui fut intentée en 1866. Mais il a peine à comprendre le rôle que le Gouvernement roumain se propose de soutenir. Le Gouvernement roumain demande, paraît-il, que la succession de Evaghéli Zappa lui soit remise en tant que succession vacante. Cette prétention, certes, est de nature à surprendre, car elle se produit dans les conditions les plus anormales. Au sens propre du mot, la succession vacante est celle que personne ne réclame et pour laquelle il est nécessaire de nommer un curateur (1). Ce n'est pas de cela qu'il s'agit évidemment. La succession vacante est aussi celle pour laquelle il n'existe ni héritiers institués ni héritiers *ab intestat* se présentant ou du moins connus et que réclame l'Etat à titre de propriétaire des biens demeurés sans maître (2) ; c'est à proprement parler la succession en déshérence. Tel est, sans doute, le point de vue auquel se place ici le Gouvernement roumain. Mais comment peut-il envisager ainsi la succession de Ev. Zappa, alors qu'elle est revendiquée à la fois par un légataire et par des héritiers naturels !

Cela ne se conçoit pas.

(1) V. art. 724 et 725 du Code civ. roumain, identiques aux art. 811 et 812 du Code civ. français.

(2) V. art. 679 et 680 du Code civ. roumain correspondant aux art. 767 et 768 du Code civ. français.

Il y a plus encore, la succession de E. Zappa n'est même pas, à vrai dire, une succession ouverte à laquelle se portent des prétendants divers. C'est une succession depuis longtemps liquidée, partagée, occupée. Elle s'était ouverte à la mort du *de cuius* le 20 juin 1865. Comme on vient de le voir, elle fut alors attribuée par l'autorité consulaire hellénique, avec le consentement et sur l'ordre même du Gouvernement des Principautés-Unies, aux légataires. Dès le mois de juillet 1865, Constantin Zappa, reconnu comme exécuteur testamentaire et envoyé en possession, se mit en mesure de remplir les volontés du testateur. Il prit possession des immeubles en qualité d'usufruitier, et par là même commença à les détenir pour l'Etat hellénique, le nu-propriétaire. A partir du 20 janvier 1866, il servit sur le revenu desdits immeubles le legs annuel de 25,000 francs fait à l'Académie roumaine. Sur le mobilier, il versa 400 actions de la Société de navigation hellénique à l'Etat grec et fit construire l'établissement des Olympies à Athènes. Il exécuta bien d'autres legs particuliers encore, notamment les deux suivants. La somme de 15,000 piastres avait été léguée à Anastasi Zappa, frère du défunt; elle lui fut payée et le légataire, dans le même acte, en date du 10 septembre 1866, reconnut l'avoir reçue et déclara renoncer à toute prétention comme héritier. Pareille somme avait été léguée à la sœur du défunt Marie Zappa, dame Cotzu. Cette dame, qui avait attaqué le testament devant le tribunal d'Illfov en 1866, ainsi qu'on l'a vu, déclara le 25 janvier 1867 se désister de sa plainte et recevoir le montant du legs qui lui avait été fait, ce qui détermina une sentence du tribunal d'Illfov affirmant la pleine validité du testament. Ce testament, néanmoins, est attaqué de nouveau par les héritiers de ceux qui le reconnurent et renonçaient à leurs droits en 1866 et 1867. Soit! Mais, du moins, la situation n'est plus celle d'une succession demeurée ouverte et au sujet de laquelle il y ait lieu de se demander si elle est vacante ou en désérence.

Par conséquent, si le Gouvernement roumain se borne à réclamer l'envoi en possession des immeubles provenant de la succession de Evaghéli Zappa, considérée comme succession vacante, le tribunal doit nécessairement lui opposer une fin de non-recevoir pure et simple. Le Gouvernement roumain s'est fait illusion sur les conséquences juridiques du décès de Constantin Zappa. Cet événement n'a pas ouvert la succession de Evaghéli Zappa; il a ouvert à l'Etat hellénique le droit de propriété pleine et entière que lui attribue le testament remontant au 30 novembre 1860, si ce testament est régulier et si le legs fait à l'Etat hellénique est valable.

Le testament est-il régulier? Le legs fait à l'Etat hellénique est-il valable? Voilà les questions qui peuvent encore se poser. Mais à qui appartient-il de les soumettre à la justice? Aux héritiers du sang; à défaut seulement des héritiers du sang, à l'Etat roumain. L'Etat, en effet, n'a droit qu'aux biens sans maître. L'action de l'Etat roumain n'est donc recevable que si elle contredit et la prétention des parents de E. Zappa à la qualité d'héritiers légitimes et celle de l'Etat hellénique à la qualité de légataire; la première d'abord, la seconde ensuite, suivant l'ordre logique des idées. Il y a lieu de supposer que telle est, en réalité, l'intention du Gouvernement roumain, puisqu'il a exigé la caution *judicatum solvi* de tous les étrangers en cause.

Mais précisément, le Gouvernement roumain a-t-il droit à la caution *judicatum solvi* de la part de l'Etat hellénique? M. Weiss a parfaitement démontré que celui-ci ne la doit pas aux héritiers naturels, parce que, dans ses rapports avec eux, il est un étranger plaidant contre des étrangers. Le soussigné ajoute qu'il ne la doit pas davantage au Gouvernement roumain, parce que dans la cause il joue le rôle de défendeur.

En demandant sa mise en possession matérielle de biens dont il est légalement possesseur depuis vingt-six ans, l'Etat hellénique a fait acte de déférence envers l'Etat roumain, sur le territoire duquel sont situés les biens dont il s'agit; en s'adressant, à cet effet, à la juridiction gracieuse des tribunaux roumains, il ne s'est pas porté demandeur dans une action judiciaire.

Le véritable procès entre les deux Etats, à supposer que la défaite des héritiers du sang le rende possible, c'est le procès en annulation du testament. Qui l'intente? Le Gouvernement roumain. Qui le soutient? L'Etat hellénique, en possession légale des immeubles laissés par Evaghéli Zappa depuis le jour où Constantin Zappa les a matériellement possédés pour lui comme usufruitier.

Dira-t-on que le testament étant attaqué quant au legs fait à l'Etat hellénique, sa qualité de nu-propiétaire est précisément remise en question et, par conséquent, sa possession par l'usufruitier? La réponse est que contester le droit et même en démontrer l'inanité, ce n'est pas effacer le fait ni même le rendre douteux. Si le legs d'usufruit lui-même était attaqué et annulé, la possession de Constantin Zappa comme usufruitier n'en aurait pas moins été un fait, si bien que les fruits perçus de bonne foi lui seraient définitivement acquis. Eh bien, de même, la possession légale qu'a eue l'Etat hellénique par l'usufruitier demeure comme un fait intact et intangible.

Dira-t-on encore qu'à la vérité Constantin Zappa a été mis en possession comme usufruitier, mais non l'Etat hellénique en tant que nu-propiétaire? Ce serait nier l'évidence. En 1865, les autorités consulaires de Grèce, reconnues pleinement compétentes à cet effet, par le Gouvernement roumain, ont envoyé tous les légataires, par l'intermédiaire de l'exécuteur testamentaire, en possession de leurs droits chacun dans la mesure que comportait la nature de son legs; en même temps que Constantin Zappa entrait en possession de l'usufruit pour lui-même, il entrait en possession de la propriété des mêmes immeubles pour le nu-propiétaire. C'est bien précisément à cause de cela que la demande d'envoi en possession formée actuellement par le Gouvernement roumain ne se conçoit pas. L'envoi en possession des immeubles de Evaghéli Zappa, mais il a eu lieu en 1865! Il ne peut plus en être question. Que le Gouvernement roumain prétende que la chose a été faite indûment et que l'Etat hellénique doit restituer, soit! Il intente ainsi une sorte de pétition d'hérédité, une action analogue à celle des héritiers naturels. Mais une pétition d'hérédité, comme une revendication, ne porte pas atteinte à la possession, tant que la sentence n'a pas été rendue, et les principes les plus certains assurent au possesseur le rôle de défendeur à la pétition d'hérédité comme à la revendication. La caution *judicatum solvi* n'est donc pas due.

III

Quelle est la valeur des prétentions élevées par l'Etat roumain ou par les héritiers du sang contre le testament de Evaghéli Zappa?

Le Gouvernement roumain doit, pour se mettre en situation d'attaquer régulièrement le legs fait à l'Etat hellénique, démontrer que les parents de Evaghéli Zappa sont sans droits à sa succession. Comment le pourra-t-il? Le soussigné n'a pas à le rechercher. Il se borne sur ce point à adhérer au sentiment de M. Weiss concernant le sens et la portée de l'article 7 de la Constitution roumaine modifié par la loi du 13 octobre 1879.

Mais si le Gouvernement roumain réussit à évincer les héritiers naturels, quelle raison pourra-t-il alléguer contre l'Etat hellénique? Il ne semble pas qu'il veuille contester la régularité du testament de Evaghéli Zappa reconnue en 1865 par les autorités consulaires compétentes. Il est probable que le débat portera seulement sur la validité du legs fait à l'Etat hellénique et que la question sera de savoir si, eu égard à la situation des immeubles légués, la qualité du légataire est ou n'est pas une cause de nullité du legs. La pensée du Gouvernement roumain se trouve, en effet, vraisemblablement contenue dans ce passage de la note, en date du 22/4 septembre 1892, adressée par le Ministre des affaires étrangères de Roumanie au Ministre de Grèce : « La capacité des personnes morales étrangères et leur aptitude à succéder,

« alors surtout qu'il s'agit d'immeubles, sont régies par les principes généraux du droit public et du droit civil du pays où la succession s'est ouverte et où les immeubles se trouvent situés. Ces principes trouvent également leur application alors qu'un Gouvernement étranger lui-même réclame cette succession. Je ne veux pas examiner si les principes généraux du droit public international, en dehors de certains cas généralement admis (immeubles régis par les principes d'exterritorialité), permettent à un Etat étranger de devenir propriétaire d'une parcelle quelconque du territoire d'un autre Etat. Sans vouloir rien affirmer sur un point aussi délicat, je crois que la question méritait au moins d'être posée. »

D'autre part, il n'a rien été répondu au *Memorandum* en date du 28 février 1892 dans lequel sont rapportés par la Légation royale hellénique les faits qui, de 1865 à 1892, ont constitué de la part du Gouvernement roumain la plus manifeste et la plus constante reconnaissance de la validité du testament de Evaghéli Zappa et notamment l'aveu que le legs à l'Etat hellénique d'immeubles situés en Roumanie n'était contraire ni au droit civil roumain ni aux principes du droit international.

D'après cela, la thèse que se propose de soutenir le Gouvernement roumain semble devoir être la suivante : Les principes généraux tant du droit international que de la législation roumaine s'opposent à la validité d'un legs fait à un Etat étranger d'immeubles situés en Roumanie ; et telle est la puissance de cet obstacle qu'il n'a pas dépendu du Gouvernement roumain lui-même de le lever en faveur de l'Etat hellénique ; ses actes ne le lient pas, il peut les tenir pour nonavenus et maintenant encore, après avoir permis l'exécution du testament de E. Zappa et y avoir participé lui-même durant vingt-six ans, il demande l'annulation du legs dont il s'agit en raison de l'incapacité du légataire.

Tels seront aussi, probablement, contre l'Etat hellénique, les raisonnements et les conclusions des héritiers naturels si, malgré la contradiction que leur oppose l'Etat roumain, ils parviennent à établir leurs droits à la succession.

Il y a donc lieu d'examiner si, sous l'empire de la législation qui régit la Roumanie en 1865, il y avait impossibilité juridique et absolue qu'un Etat étranger, par l'intermédiaire d'une institution publique douée de personnalité civile et dépendant de lui, acquit des immeubles situés dans ce pays en vertu de dispositions testamentaires. Et, comme il est incontestable et incontesté que les étrangers, en général, y étaient admis sans restrictions ni conditions à acquérir des biens quelconques, la difficulté se réduit à ces termes précis : Les personnes morales étrangères et particulièrement les Etats étrangers étaient-ils sur ce point hors du droit commun ?

C'est, d'ailleurs, un problème complexe dont les éléments doivent être séparés et étudiés un à un. Il importe aussi que les solutions théoriques obtenues par cette étude soient adaptées aux faits de la cause. En conséquence, le Conseil soussigné répondra aux quatre questions suivantes :

1^o Dans un pays où la législation admet les étrangers à la jouissance des droits privés sans faire aucune mention des personnes morales étrangères, ces personnes participent-elles à la vie civile en vertu des principes généraux du droit, bien qu'elles n'aient pas été formellement reconnues par les autorités locales ? Quelle est, en particulier, à cet égard la condition des Etats étrangers ?

2^o Si les personnes dont il s'agit, dans les circonstances indiquées, jouissent de la vie civile, ont-elles par là même, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale, la faculté d'acquérir des biens, mobiliers ou immobiliers, en vertu de dispositions testamentaires ?

3^o L'affirmative sur les deux questions précédentes étant admise, faut-il reconnaître que l'Etat aurait le droit, à l'égard des personnes dont il s'agit, soit de subordonner à son autorisation leurs actes sur son territoire, soit de leur refuser certaines facultés, telle que celle d'acquérir par voie de disposi-

tions testamentaires ou d'en soumettre l'exercice à des restrictions? Si ce droit est reconnu, à quelles conditions l'usage en sera-t-il légitime?

4^e Appliquées au fait de la cause, les règles qui résultent des réponses aux questions ci-dessus posées autorisent-elles à annuler ou commandent-elles de déclarer valable le legs fait à l'Etat hellénique?

1^{re} QUESTION. — « Dans un pays dont la législation admet les étrangers à la jouissance des droits privés, sans faire aucune mention de personnes morales étrangères, ces personnes participent-elles à la vie civile en vertu des principes généraux du droit, bien qu'elles n'aient pas été formellement reconnues par les autorités locales? Quelle est en particulier, à cet égard, la condition des Etats étrangers? »

On ne peut répondre négativement à cette question que si l'on voit entre les personnes physiques et les personnes morales des différences essentielles. En existe-t-il? Des auteurs le pensent. Le savant professeur belge Laurent, surtout, l'a énergiquement soutenu. C'est à tort, a-t-il dit, que des corps politiques, tels que l'Etat et la commune, ou des établissements d'utilité publique, tels que les hospices et les bureaux de bienfaisance, ont reçu dans la doctrine le nom de personnes morales ou civiles. Jouir de quelques facultés appartenant aux hommes ne suffit pas pour mériter comme eux le nom de personnes. « Un abîme sépare les personnes physiques et les personnes morales : les unes vivent, les autres ne vivent point; les unes sont des êtres réels, les autres sont des êtres fictifs, de pures créations de la loi. » De là, une double conséquence : En droit interne, tandis que les hommes, personnes véritables, jouissent naturellement, par cela seul qu'ils existent, de tous les droits que comporte leur développement matériel, intellectuel et moral, les prétendues personnes civiles ne tiennent leurs droits que de la loi et n'ont que des droits limités, appropriés à leur objet, strictement mesurés selon leur destination spéciale. En droit international, tandis que les hommes ont partout droit à l'existence et à la jouissance de la vie juridique, les prétendues personnes civiles n'ont d'existence en principe que dans les limites du territoire soumis à la loi qui les a créées; ailleurs, elles sont le néant et, par conséquent, sans droits tant qu'elles n'ont pas été reconnues (1).

Le Conseil soussigné n'admet pas cette doctrine. Sans assimiler entièrement aux personnes réelles ou physiques les êtres juridiques doués par la loi de certains droits propres à ces personnes et dénommés exactement, pour cette raison, personnes morales ou civiles, tout en reconnaissant, au contraire, qu'il y a, entre ces deux classes de personnes d'importantes différences, dont il tiendra compte plus loin, il estime qu'il n'y en a point d'essentielles, de capitales au point d'exclure de plein droit les personnes morales étrangères de la vie civile accordée aux étrangers en général. A ses yeux, l'antithèse établie par Laurent entre les deux catégories de personnes est en partie fautive, parce que les traits en sont exagérés.

D'une part, en effet, il n'est pas vrai de dire que les personnes physiques ou réelles, c'est-à-dire les individus, ne tiennent leurs droits que de la nature. Si la loi ne les crée pas, elle réglemente dans le domaine du droit leur existence. Parfois même, elle leur ouvre ou leur ferme la vie juridique. Il y a eu des temps et des pays où parmi les hommes les uns étaient des personnes dans toute l'acception du terme, tandis que les autres, esclaves ou serfs, étaient totalement ou partiellement privés de ce caractère. Naguère encore la loi française frappait de mort civile des individus en pleine vie physique et en même temps appelait à la vie civile, pour les doter de quelques droits, des êtres à peine sortis du néant, au moment où l'existence physique n'est qu'à l'état embryonnaire. (Art. 22 et suiv., 725 et 906 Code civil.) Dans maintes dispositions qu'il est inutile, après ces exemples, de mettre en lumière, la loi, ici ou là, vient donner, retirer, mesurer aux hommes la vie juridique.

(1) Laurent, *Principes de droit civil français*, 1, n° 287 et suiv.; *Le Droit civil international*, IV, n° 72 et suiv., particulièrement n° 100, p. 208.

En un mot, s'ils sont de par la nature des êtres réels, c'est à la loi qu'ils doivent d'être dans la société des personnes ou du moins d'être telles ou telles personnes.

Aussi est-il pareillement inexact de dire que les hommes ont partout naturellement la jouissance des facultés juridiques. L'accès ne leur en est pas ouvert en tout lieu et toujours sans réserves et c'est la loi qui en décide. Les législations les plus libérales à cet égard sont quelquefois les plus formelles, parce que le législateur a senti qu'un tel bienfait ne résulte pas de la nature seule, qu'il y faut encore la consécration de la loi. C'est ainsi que le Code italien de 1863 déclare expressément : « L'étranger est admis à jouir des droits civils attribués aux citoyens. »

D'autre part, il n'est pas vrai non plus de dire que les personnes morales ou civiles sont de « pures fictions » ou « abstractions ». Comment, tout d'abord, ne sent-on pas qu'il est contradictoire d'attribuer à des êtres purement fictifs des droits véritables ! Voilà que des facultés très réelles, très positives, celle de passer des contrats, celle d'acquiescer des créances, la propriété, la possession des hypothèques, celle d'ester en justice appartiennent à quelqu'un, et ce maître, ce titulaire de droits aussi importants serait un être purement fictif, c'est-à-dire imaginaire ! Cette observation n'aurait-elle pas dû mettre en garde contre des assertions qui sont d'abord et tout au moins des exagérations de langage et qui peuvent en outre conduire à des vues inexactes ? C'est après l'avoir faite, sans doute, qu'un éminent penseur, le professeur suisse Brocher, s'est posé cette question : « La distinction profonde que l'on voudrait établir entre les personnes morales et les personnes naturelles est-elle bien facile à maintenir en termes absolus ? Les secondes ne se retrouvent-elles pas sous les premières ? N'est-ce pas en elles que git la véritable vie et la raison d'être de celles-ci ? » (1) Eh oui ! Telle est précisément la vérité. Les personnes dites morales ou civiles ne sont pas de pures abstractions juridiques, encore moins de pures fictions. Ce sont des groupes, des associations d'hommes réunis en vue d'un effort et d'un but communs et qui de par la loi se trouvent placés dans un état de droit extraordinaire : Au point de vue de l'objet de l'association, chacun d'eux a abdiqué sa personnalité propre, mais tous concourent à former un être juridique nouveau, dans lequel ils s'absorbent, auquel ils ont transmis la vie qu'ils ont perdue pour eux-mêmes. Ainsi, cet être juridique est composé d'éléments humains, sans lesquels il ne serait pas né, dont le renouvellement incessant lui assurera la durée, dont la force ou la faiblesse le rendra fort ou débile et dont la disparition, s'ils viennent à se dissoudre, le fera rentrer dans le néant. Assurément il a fallu la volonté et la puissance de la loi pour donner à cet être la vie juridique ; c'est pourquoi ce n'est qu'une personne morale ou civile ; mais, de son côté, la loi n'aurait rien pu faire si elle n'avait pas eu sous la main la matière humaine, qu'elle a mise en œuvre. Telles sont les personnes dites morales ou civiles. Que l'on passe en revue toutes celles qui ont été conçues, Etats, provinces, communes, établissements publics ou d'utilité publique, Sociétés commerciales, en toutes l'analyse fera trouver, plus ou moins apparents, ces caractères. C'est un phénomène que l'on peut résumer d'un mot en disant : les personnes morales sont, en droit interne, des modalités de la vie juridique des personnes naturelles.

En nous exprimant ainsi, nous n'entendons pas nier le caractère abstrait ou idéal, ou, suivant l'expression de Pothier, intellectuel, des personnes morales ; nous disons seulement que ce caractère n'est pas absolu. Nous ne prétendons pas non plus que toutes les personnes morales soient en elles-mêmes des corporations ou des associations proprement dites. Nous reconnaissons encore que chez certaines d'entre elles l'œuvre qui est leur objet apparaît seule. Mais nous voulons dire que toutes, au fond, reposent sur le groupement d'efforts humains, que chez toutes on rencontre cet élément

(1) Brocher, *Cours de droit international privé*, I, p. 187.

fondamental : le concours de personnes naturelles vers un but commun. Il est plus ou moins visible ; il est quelquefois si indirect, si éloigné, si profondément dissimulé sous l'œuvre elle-même qu'on le perd de vue ; mais nous pensons qu'il n'est jamais absent et que toujours on le retrouvera par une analyse attentive. Or, c'est cela qui importe et qu'il ne faut pas méconnaître, lorsque l'on se demande si les étrangers appelés à la jouissance des droits civils comprennent naturellement les étrangers, personnes morales, comme les étrangers individus. C'est cela, par conséquent, que nous avons mis en relief. Au surplus, dans le présent litige, il s'agit d'un Etat étranger représenté par une branche de son administration douée elle-même de la personnalité civile, et l'on ne saurait contester qu'un Etat soit en substance composé de personnes naturelles.

En droit international, par conséquent, si la législation d'un pays admet sans réserves les étrangers à la jouissance des droits civils, rien, dans l'essence des choses, n'exclut de cette concession les personnes morales étrangères ; elles en ont naturellement le bénéfice pour l'exercice des droits qui leur sont accordés. Les étrangers, en l'absence de toute distinction, ce sont les étrangers à l'état d'associations douées de personnalité aussi bien que les étrangers à l'état d'individus.

Quelle serait, en effet, la raison de mettre hors du droit commun les étrangers se présentant sous la forme d'associations douées de la personnalité civile ?

On donne avant tout celle-ci : Création d'une loi étrangère, les associations n'ont de vie, comme cette loi n'a de puissance, que dans les limites du territoire étranger. Mais, en vérité, c'est renouveler ici la vieille opposition que nos anciens auteurs les d'Argentré, les Bourgoigne, les Voet, abusant d'un texte du droit romain pour étayer leur conception féodale de la souveraineté, firent si longtemps à l'admission de l'effet des lois étrangères. De la part de jurisconsultes modernes imbus d'un esprit tout à fait différent, posant même en principe l'effet universel des lois d'ordre privé, il y a lieu d'en être surpris. Comment, alors que la puissance publique étrangère se fait accueillir hors de son territoire, non seulement dans les dispositions de ses lois civiles sur nombre de points tels que la condition des personnes, la forme ou la substance des actes juridiques, les successions mobilières, mais encore dans l'autorité de ses officiers donnant aux actes l'authenticité ou rendant des jugements (1), on devrait la repousser à l'égard des associations d'hommes qu'elle a investies de la personnalité morale ! C'est singulièrement illogique et arbitraire. On ne peut s'expliquer une telle contradiction qu'en la considérant comme une conséquence des exagérations que le soussigné relevait tout à l'heure : de l'idée que la personne morale est une pure fiction, de l'idée qu'elle est tirée du néant par la toute puissance de la loi.

Mais, dit-on encore, dans chaque pays les personnes civiles ont été créées en vue d'un intérêt général ; elles sont d'ordre public d'un pays et doivent demeurer strictement territoriales. Eh bien, raisonner ainsi, c'est commettre une confusion capitale ; c'est confondre deux choses essentiellement distinctes : la fonction propre à la personne morale et l'usage des droits civils qui lui ont été accordés pour en faciliter et assurer le succès. La fonction peut être et d'ordinaire est publique. Tels sont les services de l'Etat, de la commune et des établissements qui se rattachent à l'un ou à l'autre. Dans ce cas, il est clair que, pour les actes se référant à l'accomplissement de sa fonction, la personne morale étrangère doit se tenir enfermée dans le territoire du pays où elle est instituée. Par exemple, il est évident que l'Etat hel-

(1) L'opinion la plus générale en Europe est que les décisions rendues par les juges d'un pays doivent être respectées et sanctionnées en pays étranger, si elles n'y offensent ni le droit public ni les principes d'ordre public.

lénique n'a pas le droit de procéder à des actes d'administration en Roumanie, ou que la Commission des Olympiques d'Athènes ne serait pas admise à organiser en Roumanie des concours ou expositions de l'industrie. C'est ainsi qu'autrefois, au témoignage de Denisart, invoqué bien à tort par Laurent (1), le Parlement de Paris décida qu'une corporation enseignante, munie de lettres patentes émanées du Parlement de Rouen, n'avait pu valablement fonder une école hors du ressort de cette Cour. Mais quant aux droits de passer des contrats, d'acquérir des créances ou des biens, d'ester en justice, en quoi sont-ils d'ordre public? On ne le voit pas. Et en effet, tandis qu'au premier de ces deux points de vue la personne morale étrangère agit comme personne publique, au second, elle agit comme personne privée et rien, absolument rien d'essentiel, sous ce rapport, ne s'oppose à l'extension de la vie juridique d'une personne morale étrangère partout où les étrangers ont la jouissance des droits privés. On peut mettre en regard de la décision du Parlement de Paris ci-dessus mentionnée celle du Parlement de Douai, rapportée par Merlin (2), qui déclara valable l'acquisition de biens situés dans son ressort par des séminaires légitimement établis dans les ressorts des Parlements de Toulouse, de Bordeaux et de Rouen.

Les idées de Laurent ne sont donc pas justes. Les personnes morales étrangères ne sont pas des êtres purement fictifs; la loi les forme avec des hommes qu'elle dépouille d'une partie de leur personnalité juridique pour en revêtir l'association dans laquelle ils se confondent. C'est une loi étrangère, il est vrai, qui fait cela; mais, d'une part, son œuvre est moins, au fond, la création d'une personne idéale que la modification de l'état de personnes très réelles et, d'autre part, bien d'autres effets aussi importants des lois étrangères sont reus aujourd'hui sans résistance. Enfin, c'est simplement la vie civile consistant à contracter, acquérir et plaider qu'il s'agit d'ouvrir aux personnes morales étrangères, non pas l'exercice de la fonction dont elles sont investies. Par conséquent, rien d'essentiel ne s'oppose à ce qu'elles soient admises, en principe, dans le silence de la loi, à jouir hors de leur pays des quelques droits privés dont la loi de leur institution les a dotées.

C'est effectivement ce qu'a déclaré le Conseil d'Etat de France dans son Avis du 12 janvier 1834 ainsi conçu : « Tout établissement d'utilité publique étranger constituant régulièrement une personne civile a qualité pour recevoir des dons et legs de biens meubles ou immeubles situés en France » (3).

C'est aussi ce qu'a proclamé la Cour de cassation de Belgique, dans son arrêt du 8 février 1849 où, tout en soumettant les Sociétés anonymes étrangères à l'autorisation prescrite par l'article 37 du Code de commerce, elle a constaté que « les communes étrangères et les établissements qui en dépendent, tels que les fabriques d'église, les hospices, les bureaux de bienfaisance, sont reconnus, en Belgique, comme des personnes morales, capables d'y posséder et d'y exercer des droits » (4).

C'est encore, et ceci est d'importance capitale, ce que les auteurs du Code italien de 1865 ont fort bien compris. Après avoir, dans l'article 2, formellement attribué la qualité de personnes morales aux communes, provinces, établissements publics ou ecclésiastiques et en général à tous les corps moraux légalement reconnus et leur avoir accordé la jouissance des droits civils selon les lois et usages constituant le droit public, ils ont, dans la disposition suivante, admis l'étranger à jouir des droits civils accordés aux citoyens, sans faire de distinction entre les personnes physiques et les personnes morales étrangères, marquant par là que dans l'expression d'étrangers ils comprenaient les unes et les autres.

Le célèbre jurisconsulte Merlin, au commencement de ce siècle, à propos

(1) Laurent, *Le droit civil international*, IV, n° 122.

(2) Merlin, *Repertoire* V° Gens de Main-morte, § VII, n° 2.

(3) V. Dalloz, *Recueil périodique*, 1836, III, p. 16.

(4) Laurent, *Principes de droit civil*, n° 309, p. 406.

des gens de Main-morte de notre ancien droit, avait enseigné la même doctrine et même était allé plus loin en disant : « Les lois concernant les gens de Main-morte sont-elles personnelles ou réelles ? La personnalité d'un statut ne peut résulter que de deux causes : ou bien de ce qu'il détermine l'état universel d'une personne, tel est celui qui fixe à vingt-cinq ans la majorité et la faculté d'aliéner qui en est la suite ; ou de ce qu'il fait à l'état d'une personne une exception dont l'objet est personnel, tel est celui qui défend à une femme majeure de s'obliger pour autrui. . . D'après cela, il est clair que les lois relatives à l'établissement des gens de Main-morte sont personnelles, puisqu'elles en déterminent l'état, soit en autorisant leur existence, soit en la détruisant, et par conséquent elles doivent porter leur empire jusque sur les biens situés hors du territoire. La raison en est simple. Dès qu'un corps existe légitimement, dès qu'il est capable, par état, de contracter et d'acquiescer, son existence et sa capacité doivent influencer sur les biens même situés hors de la sphère de la loi qui lui a donné l'une et l'autre. Le principe que l'autorité des lois est bornée par leur territoire n'est pas contraire à cette décision. La jurisprudence de Belgique ne souffre aucune infraction en permettant les acquisitions (faites sur le territoire belge par des corporations étrangères, conformément à la précédente théorie). . . elle défère seulement à la qualité de légitimes que la loi domiciliaire donne à ces personnes idéales » (1).

A cette page d'un jurisconsulte dont l'autorité est considérable, Laurent répond par des raisonnements dont quelques-uns sont extrêmement faibles. Laurent croit que Merlin s'est laissé égarer par le nom de « personne » « que l'on donne aux corps ou établissements publics pour en induire que les personnes dites civiles ont une existence aussi absolue que celle des personnes réelles ». Or, Merlin parle de « corps », non de personnes. Laurent reproche à Merlin d'avoir étendu le sens de l'article 3 du Code civil, au lieu de s'en tenir à son texte. Or, Merlin, dans le passage ci-dessus rapporté, ne commente pas la loi moderne dans ses rapports avec les personnes morales ; il applique l'ancienne théorie des statuts aux gens de Main-morte. Laurent fait remarquer qu'avant de dire si les personnes morales sont gouvernées en tout lieu, quant à leur état et leur capacité, par la loi qui les a instituées, il faudrait prouver qu'elles existent et jouissent des droits civils en pays étranger. En cela il a raison. Mais on ne peut blâmer Merlin de ne l'avoir pas fait, car il pensait évidemment que cela n'était pas contestable ; il le supposait admis, et le soussigné croit avoir démontré que la contestation soulevée par Laurent n'est pas fondée.

Partant de là, Merlin déclare que les gens de Main-morte (aujourd'hui les personnes morales) conservent en tout pays l'état et la capacité que la loi de leur institution leur a conférés. Merlin complète ainsi la théorie que le soussigné a dû présenter pour écarter une doctrine défavorable, jusqu'à un certain point, à la cause de l'Etat hellénique dans le présent litige et qu'il estime contraire aux vrais principes du droit. Aussi Laurent, auteur de cette doctrine, s'efforce-t-il de réfuter une opinion contenant implicitement la condamnation de sa thèse par un savant qui, suivant son expression, fut un « grand jurisconsulte » (2). Mais il le tente vainement.

Comment comprendre, dit-il (3), chez une personne morale, un état et la capacité qui en dérive ? Est-ce qu'une personne morale a une nationalité tenant à sa filiation ou au lieu de sa naissance ? Est-ce qu'une personne morale est majeure ou mineure, interdite ou maîtresse de ses droits, mariée ou célibataire ? . . . Ces questions qui, selon le mot de l'auteur même, ressemblent à une mauvaise plaisanterie, bien qu'elles soient autorisées par les

(1) *Répertoire*. Vo Gens de main-morte, § VII, nos 1 et 2.

(2) L'opinion de Merlin, d'ailleurs, a été adoptée par la Cour de cassation de Belgique dans un arrêt du 22 juillet 1847. Laurent, *Principes de droit civil*, I, p. 401.

(3) Laurent, *Principes*, I, p. 401 et suiv. *Droit civ. international*, IV, p. 233 et suiv.

termes d'un arrêt de la Cour de cassation de Belgique en date du 8 février 1849, sont tout à fait hors de propos. Merlin n'a pas dit une sottise ni même employé une expression impropre en parlant de « l'état » des gens de Main-morte. Les personnes morales ont un état différent, à la vérité, de celui des individus, puisqu'elles sont une manifestation partielle seulement de l'activité des individus, mais non moins réel. Il consiste dans l'ensemble des conditions de leur existence. Un établissement d'utilité publique, par exemple, est fondé et doué de personnalité en vue de tel objet, suivant telles règles, avec telles aptitudes civiles, et sera représenté par telles personnes, sous le contrôle de telle autorité. Voilà son état. Ne peut-on pas en dire ce que Laurent dit de l'état des personnes physiques : « c'est la place qu'elles occupent dans l'ordre civil ? » Et la charte de l'institution de la personne morale qui lui fait cet état détermine en même temps sa capacité. Par exemple, elle pourra ou ne pourra pas acquérir ou aliéner, soit à titre onéreux, soit à titre gratuit ; pour acquérir ou aliéner, ou pour ester en justice, telles ou telles autorisations lui seront nécessaires. Douée d'un état et d'une capacité propres, elle aura également une nationalité, quoique, d'après Laurent, ce soit « absurde ». La nationalité d'un Etat n'est pas douteuse ; elle s'impose ; il en est de même de celle d'une commune, d'un établissement public ou d'utilité publique. Seule, la nationalité des Sociétés commerciales est difficile à déterminer, ce qui ne veut pas dire qu'elles n'en aient point. Laurent, d'ailleurs, tout en niant que de telles personnes puissent avoir une nationalité, parle constamment lui-même des personnes morales étrangères.

Eh bien, il est raisonnable et juste que les personnes morales conservent aux yeux des juges étrangers, s'il arrive qu'elles aient à se présenter devant eux, leur nationalité, leur état et leur capacité. Ce ne sera pas, à la vérité, littéralement en vertu de tel ou tel texte écrit en vue des personnes physiques, par exemple en France, en vertu de l'article 3 du Code civil ; mais ce sera en vertu d'un principe général que ces textes appliquent simplement aux individus et qui convient aussi aux associations d'hommes, douées de personnalité. Ce principe est que l'état et la capacité des personnes, quelles qu'elles soient, sont fixés d'après des considérations propres au pays où elles sont nées, et que ne pas les respecter serait manquer de respect à ce pays lui-même. Peu importe, d'ailleurs, que les considérations dont s'est inspiré le législateur, ne soient pas identiquement les mêmes pour les personnes morales que pour les autres personnes. Ce ne sera pas non plus d'une manière absolue que les personnes morales d'un pays porteront ailleurs leur état et leur capacité. Il faut, ici, reproduire la distinction faite ci-dessus et éviter la confusion que Laurent a commise et qui est une des principales causes de l'erreur où il est tombé : les personnes morales d'un pays ne peuvent pas agir en pays étranger pour l'accomplissement de leur fonction, lorsque cette fonction se rattache à un intérêt public ; à ce point de vue, elles doivent s'enfermer dans le territoire, et, d'ailleurs, elles ne prétendent pas en sortir ; c'est en tant que personnes civiles exerçant des actes privés, passant des contrats, acquérant des créances ou des biens corporels, étant en justice comme les individus, qu'elles doivent, comme les individus aussi, conserver en pays étranger leur nationalité, leur état et leur capacité.

Au reste, chose remarquable, au sujet d'une question particulière, Laurent s'exprime en termes que Merlin n'eût pas désavoués. Il s'agit de savoir si une personne morale, assujettie, par la loi qui l'a créée, à la nécessité d'une autorisation pour acquérir, y demeure soumise à l'égard de biens situés dans un pays où la loi n'a pas cette exigence. Laurent combat l'opinion générale, suivant lui, qui répond par la négative, en disant : « Il me semble qu'elle ne tient pas compte de la nature spéciale, disons mieux, de l'essence des personnes civiles. Leur existence et leurs droits se confondent, car elles n'ont de droits qu'à raison de l'existence fictive que le législateur leur accorde ; donc, elles n'existent que vinculées par la loi de leur existence, et si on les reconnaît en pays étranger, « c'est dans cet état de personne limitée et vinculée » ;

en dehors de cette condition, elles n'existent point. Il est certain que l'acquisition faite à l'étranger sans autorisation ne serait pas reconnue dans le pays même où elles ont été créées, et cependant elle devrait figurer dans leur budget comme une partie de leur actif. On voit que l'opinion générale conduit à une contradiction dans les termes : l'établissement serait propriétaire et pas propriétaire. « Il faut donc décider que la loi de la capacité restreinte les suit partout ». C'est précisément la doctrine de Merlin que Laurent a si vivement combattue. Il ne s'aperçoit pas, d'ailleurs, que sa décision dans l'espèce contredit toute sa théorie.

Enfin, Laurent concède que les personnes morales étrangères, là où elles ont été reconnues, peuvent exercer les droits civils que leur confère la loi de leur institution, c'est-à-dire acquérir, contracter, ester en justice ; et, comme on vient de le voir, il accorde aussi, au moins à propos d'une question spéciale, qu'elles les exercent conformément à l'état et à la capacité que cette loi leur a donnés. Mais une telle concession n'est rien moins que la ruine de son système.

Effectivement, abstraction faite des Sociétés commerciales, qui ne sont pas en cause dans le présent litige, abstraction faite aussi des Etats sur lesquels le soussigné va tout à l'heure insister d'une façon particulière, pour les établissements publics ou d'utilité publique étrangers, quels peuvent être le sens et la portée d'une reconnaissance ? Assurément, ce n'est pas une consécration de la personne considérée comme remplissant la fonction qui lui a été assignée : enseignement, soins nécessaires au culte religieux, bienfaisance, encouragement aux arts ou à l'industrie, etc. Cette fonction touche à l'ordre public ; elle est exclusivement propre au pays où la personne a été instituée ; par cela même, il n'appartient pas aux pouvoirs publics étrangers de s'y immiscer même par une simple reconnaissance, ils n'ont ni à la prohiber ni à l'autoriser. Par exemple, on ne concevrait pas qu'une loi roumaine eût autorisé en ce sens la Commission des Olympiques d'Athènes.

La reconnaissance dont il s'agit se réduit donc simplement à permettre l'exercice des droits civils attachés à la personnalité des établissements publics ou d'utilité publique étrangers. Alors, de deux choses l'une. Ou bien les objections faites par Laurent à la jouissance des droits civils de la part des personnes morales étrangères non reconnues sont des objections sérieuses : il est bien vrai que ces prétendues personnes sont des êtres abstraits et fictifs, de pures créations de la loi ; il est bien vrai que cette loi, étant étrangère, demeure sans puissance aucune hors de son territoire, que partout ailleurs les êtres fictifs créés par elle sont le pur néant ; il est bien vrai que la raison de cette stricte territorialité de la loi étrangère est dans le caractère de loi d'ordre public qui lui est inhérent lorsqu'elle confère à des établissements la personnalité civile. Dans ce cas, il est étonnant, inconcevable même, qu'une simple permission d'exercer quelques actes de la vie civile renverse des objections aussi formidables ; qu'elle suffise à donner la vie à ce qui était le néant, à transformer des lois d'ordre public en lois d'ordre privé, à leur ouvrir une frontière jusque-là rigoureusement fermée. Ou bien, comme le soussigné vient de le soutenir et pense l'avoir démontré, les objections de Laurent ne sont pas sérieuses : les personnes morales doivent être considérées comme des modalités de la vie juridique des personnes naturelles et les personnes morales étrangères, envisagées au point de vue de la participation à la vie civile, doivent être naturellement comprises dans l'expression d'étrangers ; la loi qui les a créées et les a dotées de quelques droits privés est elle-même, à ce point de vue, une loi d'ordre privé, relative à la constitution juridique, à l'état et à la capacité des personnes ; cette loi, par conséquent, doit être, en principe et sauf les réserves qui viendront en leur lieu, admise en tout pays, conformément aux règles reçues actuellement dans le droit international. S'il en est ainsi, la reconnaissance dont il s'agit se comprend en soi ; c'est une communication de la vie civile à des étrangers. Mais du même coup elle devient inutile comme reconnaissance expresse

et spéciale ; car elle est implicitement contenue dans la loi qui admet les étrangers en général à la jouissance des droits civils.

Après les développements généraux qui viennent d'être donnés à l'étude de la question concernant les personnes morales étrangères, il ne serait pas nécessaire d'insister particulièrement au sujet des Etats étrangers, si un auteur français, M. Moreau, n'en avait pas traité récemment d'une façon spéciale, en reprenant et en aggravant encore, en ce qui les concerne, les idées de Laurent (1).

Jusque-là, tous les jurisconsultes avaient été d'accord sur la personnalité civile des Etats et sur la légitimité en principe des actes que tel Etat peut avoir à accomplir en qualité de personne civile sur le territoire des autres Etats. Laurent, il est vrai, s'était élevé contre le sentiment général dans ses *Principes de droit civil français* (2), où, faisant un singulier partage entre les conséquences de la personnalité civile, il avait bien admis avec « le droit des gens et la jurisprudence », la faculté pour « l'Etat étranger d'ester en justice pour l'exécution des contrats qu'il est dans le cas de faire », mais non celle de posséder. Mais il avait ensuite abandonné cette manière de voir et, dans son ouvrage sur le *Droit civil international* (3), après avoir plus mûrement étudié la question, il avait ainsi conclu : « Je me range donc à l'opinion générale et j'admets que l'Etat existe comme personne juridique dès qu'il est reconnu comme puissance indépendante par la diplomatie. »

Mais voilà précisément ce que M. Moreau est venu contester. « La reconnaissance d'un Etat par la France, dit-il, est un acte de politique internationale par lequel la France consent à considérer et à traiter cet Etat selon les règles du droit international public. Elle implique constatation d'une personne juridique, d'un membre de la Société des Etats, capable dès lors des droits et des obligations du droit international public confère aux personnes dont il s'occupe, aux Etats. Tel est le but et tel est l'effet de la reconnaissance diplomatique ; ce but et cet effet appartiennent au droit international public ; ils n'appartiennent pas au droit international privé (4) ».

C'est une pure négation de ce que tout le monde affirme, à savoir que la reconnaissance politique d'un Etat a nécessairement pour effet indirect l'admission de cet Etat au nombre des personnes civiles, attendu que la personnalité civile est intimement liée pour un Etat à la personnalité politique. C'est une pure négation ; sur quoi se fonde-t-elle ? Sur cette simple observation que certains corps politiques, tels que par exemple en France le Sénat et la Chambre des Députés, ne jouissent pas de la personnalité civile. Si, dit l'auteur, en droit interne l'existence selon le droit public n'implique pas nécessairement et de plein droit l'existence selon le droit civil, on n'aperçoit aucune raison pour décider autrement en droit international (5).

Il y a cependant une raison évidente, non pas à la vérité de décider en droit international autrement qu'en droit interne, mais de décider en droit, quel qu'il soit, pour les Etats autrement que pour tels ou tels autres corps politiques. C'est que chez les Etats la personnalité politique engendre nécessairement la personnalité civile.

Sur ce point, le Conseil soussigné donne une entière adhésion à ces paroles de Laurent : « Un des maîtres de notre science, Savigny, a appelé l'Etat

(1) Moreau, *De la capacité des Etats étrangers pour recevoir par testament en France*, dans *Journal du droit international privé*, 1892, p. 337 et suiv.

(2) Laurent, *Principes de droit civil français*, I, nos 310 et 311.

(3) Laurent, *Le droit civil international*, IV, nos 126 et 127.

(4) *Journal du droit int. privé*, p. 346.

(5) *Journal*, p. 347 et 348.

une personne nécessaire. Le mot est profondément vrai. On ne conçoit pas qu'une nation existe sans organisation aucune, ce ne serait plus une nation, ce serait un assemblage d'individus qui n'auraient rien de commun et pour lesquels la Société n'aurait plus de raison d'être... Loin que le cercle où l'Etat se meut aille en se rétrécissant, il s'élargit au contraire avec les progrès de l'activité matérielle, intellectuelle et morale... Mais aussi plus l'action de l'Etat s'étend, plus il est nécessaire qu'il constitue une personne civile, c'est-à-dire qu'il ait la jouissance des droits privés dont les individus jouissent... Pour diriger tous ces services qui vont sans cesse en s'étendant, l'Etat doit être propriétaire... L'Etat contracte tous les jours, tantôt stipulant comme créancier, tantôt promettant comme débiteur... L'Etat aussi peut être donataire et légataire... » (1).

Voilà pour l'Etat considéré au point de vue du droit interne. Voici maintenant pour l'Etat en droit international : « Peut-on dire que l'Etat existe comme personne civile par cela seul qu'il est reconnu dans le monde diplomatique ? Dans la subtilité du droit, on peut le nier ». Laurent, en effet, l'avait nié, partiellement du moins, dans les *Principes du droit civil*, ainsi qu'on l'a vu précédemment. Il n'avoue pas ici s'être absolument trompé. On pourrait, suivant lui, dire : « L'Etat n'existe comme personne civile qu'en vertu de la loi, donc, il n'a pas d'existence légale à l'étranger et partant il y est sans droit. Dans la rigueur des principes, il n'y pourrait être propriétaire, ni contracter, ni ester en jugement. Et l'on pourrait ajouter des considérations politiques à l'appui de cette doctrine sévère... »

C'est précisément cette doctrine que soutient M. Moreau. Mais elle n'est plus celle de Laurent. « Toutefois, dit-il, j'avoue que cette doctrine pêche par excès de subtilité ; elle sépare et distingue dans l'Etat deux qualités qui sont inséparables et que, dans la réalité des choses, on ne distingue point : l'Etat comme corps politique et l'Etat comme personne civile. L'Etat est un, et non pas double. Du moment qu'il est reconnu comme corps politique et qu'il figure comme tel dans les traités, il existe... N'y aurait-il pas quelque chose d'étrange à ce que la Belgique figurât comme Etat politique dans les traités et qu'elle ne pût figurer comme partie dans un contrat ? Il faudrait donc, outre les traités qui la reconnaissent comme puissance indépendante, de nouveaux traités qui la reconnaissent à titre de personne juridique ? Cela ne se fait point et cela ne s'est jamais fait. N'en faut-il pas conclure que, d'après le droit des gens, un Etat reconnu a une personnalité complète politique et civile?... » (2) M. Moreau objecte qu'une loi, du moins, serait pour cela nécessaire : « La reconnaissance diplomatique émane du Gouvernement ; la création d'une personne morale est l'œuvre de la loi seule ; si la reconnaissance diplomatique confèrait *ipso facto* la personnalité morale, le pouvoir exécutif empièterait sur le domaine du pouvoir législatif, ce qui est constitutionnellement interdit et impossible. » (3).

Mais Laurent lui avait d'avance répondu. Après avoir conclu en déclarant se ranger à l'opinion générale et admettre l'existence de l'Etat comme personne juridique dès qu'il est reconnu par la diplomatie comme personne indépendante, il ajoute : « On peut concilier cette opinion avec les principes du droit civil. Il faut un acte législatif pour qu'il existe une personne juridique. Voilà ce que veut le droit strict. Or, un traité est aussi un acte législatif, et il a même une autorité plus grande que la loi ; celle-ci n'a d'empire que sur le territoire sur lequel s'étend la puissance souveraine dont elle est une émanation, tandis que le traité est obligatoire pour tous les Etats qui y figurent comme parties contractantes. Il est certain que si un traité signé par les grandes puissances reconnaissait la Belgique comme personne juridique, toute difficulté serait levée. Eh bien ! le traité qui a reconnu la Belgique

(1) Laurent, *Le droit civil international*, IV, n° 73.

(2) Laurent, *Le droit civil international*, IV, n° 125.

(3) Moreau, *Journal*, p. 364 *in fine* et 347.

comme puissance indépendante contient aussi la reconnaissance implicite de sa personnalité juridique. Par là, il est satisfait aux exigences et jusqu'aux scrupules du droit civil. » (1).

Voilà à quelles conclusions, en ce qui concerne les Etats étrangers, conduit logiquement la doctrine, que si une reconnaissance est nécessaire pour l'admission des personnes morales étrangères à la jouissance des droits civils, une fois reconnues du moins, ces personnes doivent en principe être assimilées aux autres étrangers. Le dissentiment de M. Moreau se trouve aujourd'hui et restera probablement isolé.

Les conclusions du soussigné, sur ce point, sont identiques à celles de Laurent. Seulement, il y arrive par une voie plus courte, celle-ci : Les Etats sont nécessairement des personnes civiles et leur personnalité civile se confond avec leur personnalité politique, à tel point qu'en beaucoup de matières, les efforts de la plus subtile analyse ne sauraient les distinguer. C'est ce que proclame M. Ducrocq, l'un des maîtres contemporains de la science administrative, en disant : « L'Etat peut être envisagé dans le droit sous deux aspects, comme puissance publique et comme personne civile ou morale... Ces deux caractères sont tellement liés l'un à l'autre, qu'ils se confondent dans l'individualité de l'Etat et qu'il serait dangereux d'établir entre eux une démarcation absolue... » (2). Par conséquent, en droit international, dès qu'un Etat se trouve politiquement reconnu par un autre Etat, de plein droit il devient pour ce dernier une personne civile en même temps qu'une personne politique. Il n'est pas nécessaire pour cela de faire intervenir l'idée d'une reconnaissance de la personne privée implicitement contenue dans la reconnaissance de la personne publique ni l'équivalence des traités et des lois. Le soussigné juge inutile, au point de vue de la communication des droits privés, une reconnaissance spéciale à l'égard des Etats étrangers comme à l'égard des autres personnes morales étrangères. Tous ont également le bénéfice de la concession générale faite aux étrangers.

Quant aux Etats étrangers, dans la pratique, leur personnalité civile n'est même pas en question. En France particulièrement, ils sont admis à passer des marchés, à acquérir des droits, à plaider contre les Français. On se demande seulement, alors, s'ils doivent donner la caution *judicatum solvi*, et l'on répond affirmativement, ce qui implique la confirmation de leur droit d'ester en justice. On se demande également s'ils peuvent eux-mêmes être actionnés par des Français. Sur ce point, on est en désaccord, mais par des motifs qui ne mettent pas en doute leur personnalité civile.

DEUXIÈME QUESTION. — « Si les personnes morales étrangères, dans les circonstances indiquées, jouissent de la vie civile, ont-elles par là même, sans avoir besoin d'une autorisation spéciale, la faculté d'acquérir des biens mobiliers ou immobiliers, en vertu de dispositions testamentaires ? »

Il semble que la faculté d'acquérir des biens, quelle qu'en soit la nature et par un mode quelconque, soit la conséquence naturelle de l'aptitude à jouir de la vie civile. C'est ainsi que Laurent, donnant une idée générale des établissements publics ou d'utilité publique dont parle plusieurs fois le Code franco-belge, dit que pour l'accomplissement du service public dont ils sont chargés, « il leur faut une certaine capacité, des biens, des revenus, donc le droit d'acquérir et de posséder » (3).

Antérieurement, il est vrai, dans ses *Principes de droit civil*, le professeur belge avait contesté aux personnes morales étrangères même reconnues, le droit de posséder en France ou en Belgique. Il avait dit : « Les personnes civiles n'ont aucune qualité pour posséder à l'étranger. Elles peuvent acquérir, mais leur droit de propriété n'est pas le droit de domaine qui appartient

(1) Laurent, *Le droit civ. int.*, n° 127.

(2) Ducrocq, *Cours de droit administratif*, 6^e édition, tome II, n° 905.

(3) Laurent, *Le droit civil international*, IV, p. 159.

aux individus, c'est un moyen de pourvoir à un service public. Faut-il, pour cela, que ces corps ou établissements possèdent à l'étranger? Personne ne dira que cela est nécessaire. Où est la nécessité que l'Etat français ou qu'une commune française possède en Belgique? C'est au législateur de chaque pays à organiser ses services publics de façon qu'ils remplissent leur destination, il ne peut pas, il ne doit pas compter sur l'appui de l'étranger... Notre conclusion est que l'Etat ni les communes ne peuvent posséder à l'étranger. Il faudrait une loi ou un traité qui leur accordât ce droit, et il n'y a ni traité ni loi. Vainement dira-t-on que l'Etat existe et que nous-même lui avons reconnu cette existence. Oui, l'Etat existe, mais en quels sens et dans quel but? Comme organe de la nation, il traite avec les nations étrangères; voilà sa seule raison d'être en face de l'étranger. Il n'a pas besoin, pour remplir cette mission, d'être propriétaire, de posséder des biens meubles ou immeubles en dehors des limites de son territoire. Sa qualité de personne nécessaire ne lui donne qu'un seul droit, c'est d'estimer en justice pour l'exécution des contrats qu'il est dans le cas de faire » (1).

Comme on le voit, Laurent indiquait plusieurs motifs de refuser aux personnes morales étrangères reconnues, c'est-à-dire, suivant lui, aux Etats étrangers et à leurs communes, le droit d'acquérir. Depuis, dans son ouvrage sur le « Droit civil international », renonçant expressément aux uns et jugeant sans doute insuffisants les autres, il s'est rallié à l'opinion commune, savoir que le droit d'acquérir est l'une et même la première des facultés qui dérivent pour les Etats étrangers et généralement pour les personnes morales étrangères reconnues de leur personnalité civile (2).

La principale raison était que la reconnaissance d'un Etat au point de vue politique n'entraîne pas nécessairement sa reconnaissance au point de vue civil. Or, il l'a formellement abandonnée (3), comme on l'a vu plus haut.

Une autre raison, très secondaire, était que le droit de propriété pour une personne morale, quelle qu'elle soit, étrangère ou non, diffère du droit de propriété appartenant aux individus en ce que chez les individus il est libre, tandis que les personnes morales doivent employer leurs biens conformément à une destination déterminée. Laurent insiste beaucoup et souvent sur ce point de vue. Mais, en droit international, il n'a aucune importance.

Une troisième raison était l'idée qu'il n'est pas nécessaire à des corps étrangers, pour remplir leur fonction, de posséder des biens hors du pays où ils existent. En dernier lieu, Laurent n'y a pas insisté, ne l'a pas reproduite lorsque, dans son ouvrage sur le « Droit civil international », il a donné son adhésion, sous des réserves de détail, à l'opinion de Savigny que « le « droit essentiel dont toute personne juridique doit avoir la jouissance, c'est « le droit de propriété » (4).

Mais cette idée, M. Moreau l'a reprise et développée. Recherchant si « la personnalité civile comprend nécessairement la capacité d'être institué », il déclare ne pas le croire et voici pourquoi : Les personnes morales ne sauraient être complètement assimilées, quant à l'étendue de leurs droits, aux personnes physiques... Les droits civils et politiques sont des facultés que la loi d'un pays et d'un temps accorde aux personnes pour l'accomplissement de leur destinée sociale; le rôle qui revient à chaque personne vivant en société est la cause et par suite la mesure des droits qui leur appartiennent... Le même principe s'applique nécessairement à l'être moral; la loi, en lui attribuant l'existence juridique, ne lui accorde pas « ipso facto » tous les droits accordés aux hommes. Sa destination qui est la cause de son existence sera la mesure de ses droits » (5).

(1) Laurent, *Principes de droit civil*, I, nos 310 et 311.

(2) Laurent, *Le droit civil international*, IV, nos 137 et suiv.

(3) Laurent, *Ibidem*, nos 126 et 127.

(4) Laurent, « *Ibidem* », Nos 126 et 127.

(5) Moreau, « *Journal du droit int. privé* », 1892, p. 340-343.

Soit ! Le soussigné ne fait pas difficulté d'adopter ce principe. Et il en déduit précisément que les personnes morales ont le droit d'acquérir notamment par voie de dispositions testamentaires. Il dit avec Savigny et Laurent : « Le droit essentiel dont toute personne juridique doit avoir la jouissance, c'est le droit de propriété ! » (1). Il répète, avec Laurent : « Aux établissements publics ou d'utilité publique il faut, pour l'accomplissement du service dont ils sont chargés, une certaine capacité, des biens, des revenus, donc le droit d'acquérir et de posséder » (2). Il ajoute que la faculté d'acquérir des biens qui lui soient propres est même le trait caractéristique auquel on reconnaît l'existence d'une personne morale. Ainsi, c'est parce que dans l'article 339 du Code civil français cette faculté est reconnue à certaines sociétés que la personnalité civile de ces sociétés n'est pas douteuse en France.

Or, si la destination des personnes morales comporte naturellement le droit d'acquérir, pourquoi, dans le silence de la loi locale, les personnes morales étrangères admises à la jouissance des droits civils, soit parce qu'elles ont été reconnues, soit parce qu'elles n'ont pas besoin de reconnaissance, ne jouiraient-elles pas de ce droit comme les autres étrangers ?

Cependant, tout au contraire à l'égard des Etats étrangers, M. Moreau déduit du principe qu'il a posé les conséquences suivantes : « Donc en démontrant qu'un Etat étranger a la personnalité morale, on n'aurait pas démontré qu'il ait la capacité d'être institué. Il resterait encore à établir que cette capacité est nécessaire à la destination sociale d'un Etat étranger... Admettons pour un moment que l'Etat étranger reconnu par la France constitue « de plano » un être juridique même au point de vue du droit civil. Du moins faudra-t-il, d'après ce qui précède, limiter cette capacité aux droits nécessaires à la destination de l'Etat étranger dans la société française. Or, on ne peut soutenir que la capacité d'être institué soit nécessaire à cet Etat pour jouer dans la société française le rôle qui lui revient » (3).

Aux yeux du soussigné, ce raisonnement, très analogue à celui que Laurent avait fait dans ses « Principes de droit civil », mais qu'il n'a pas reproduit dans son ouvrage sur « Le droit civil international », contient une erreur.

C'est de mesurer l'aptitude des personnes morales étrangères à jouir des droits civils dans tel pays d'après leur destination dans ce pays. Une telle règle ne se conçoit pas ; car les personnes morales (abstraction faite des sociétés de commerce ou d'industrie dont il n'est pas question) n'ont une destination, c'est-à-dire une fonction à remplir que là où elles sont instituées ; le rôle de chaque Etat, notamment, se borne à régir la société qu'il personnifie. Par conséquent, subordonner dans un pays la capacité civile des personnes morales étrangères à leur destination dans ce pays, c'est en réalité faire dépendre leur capacité d'une condition impossible, c'est-à-dire leur refuser toute capacité. Cette règle, dit-on, conduit à dénier aux Etats étrangers la faculté d'acquérir des biens en France. Eh ! sans doute. Mais elle doit logiquement leur faire interdire aussi celle de contracter et celle d'ester en justice. Pourtant nul ne les leur conteste ; Laurent, en terminant, reconnaissait même expressément la dernière. Ainsi, la règle proposée devrait nécessairement avoir des conséquences que répudient ceux-là mêmes qui la proposent. Elle n'est donc pas juste, elle est donc purement arbitraire.

Le soussigné incline à croire que l'idée dont il s'agit a été conçue par Laurent, puis reprise par M. Moreau sous l'influence d'une confusion qu'il a précédemment signalée et qui consiste à mêler ensemble la fonction pour laquelle une personne morale existe et les droits civils que la personne morale a reçus afin de remplir avec succès sa fonction. Cette confusion a

(1) Laurent, « Le Droit civil international », IV, N° 137.

(2) Laurent, « Ibidem », N° 75.

(3) Moreau, « Journal... », p. 343.

déjà fait dire à Laurent que, les personnes morales étrangères étant instituées dans un intérêt public propre à leur pays, la loi qui les a créées doit demeurer strictement territoriale. Maintenant elle lui fait dire que le droit de propriété pour les personnes morales « est un moyen de pourvoir à un service public », que « c'est au législateur de chaque pays à organiser ses services publics de manière qu'ils remplissent leur destination, sans qu'ils puissent compter sur l'appui de l'étranger », que par conséquent « il n'est pas nécessaire que l'Etat français ou qu'une commune française possède en Belgique ». C'est probablement sous l'empire de la même vue confuse et ambiguë que M. Moreau pose, en y faisant implicitement une réponse négative, cette question : « Quelle peut être dans la société française la destination sociale d'un Etat étranger ? En quoi cette destination rend-elle nécessaire qu'un Etat étranger ait en France la capacité d'être institué ? »

Eh bien, cette confusion doit cesser, sinon il sera impossible de parvenir, au sujet des droits des personnes morales étrangères, à donner des solutions nettes ni même à poser des questions claires. Quant au sousigné, il voit très distinctement dans les manifestations de la vie d'une personne morale deux ordres de faits : d'une part, les actes de la fonction propre à la personne morale, tels que pour un Etat ou une commune la gestion des affaires nationales ou municipales, tels que pour les autres personnes morales la bienfaisance, l'enseignement, le culte, les études littéraires ou artistiques, etc.; d'autre part, les actes provenant de l'exercice des droits civils et ayant pour but l'acquisition de biens qui permettent à la personne morale de subsister et de remplir sa fonction. C'est à l'égard des premiers qu'il faut se demander où la personne morale est instituée, où sa destination est enfermée, où sa fonction est remplie; car, en ce qui les concerne, la personne morale doit se confiner dans le territoire du pays où elle a été créée.

Mais, quant aux seconds, il n'importe nullement, en principe, qu'ils aient lieu là ou ici, c'est-à-dire en un pays étranger, du moment que dans ce pays la personne morale dont il s'agit se trouve admise, pour une raison quelconque, à la jouissance des droits civils.

Effectivement il n'existe entre les droits civils dont jouit une personne morale étrangère et sa fonction que ce rapport : les droits civils sont un moyen pour elle de vivre et d'exercer sa fonction. Ils sont d'ailleurs d'une tout autre nature. Et c'est parce qu'ils sont d'une tout autre nature qu'ils peuvent s'exercer en tout pays. Au reste, dire que les biens ne sont pas nécessaires à une personne morale parce qu'ils sont situés en pays étranger, c'est nier la vérité la plus manifeste. Que l'on suppose un personnage vivant en Russie dans sa patrie, et consacrant là tous ses revenus à une œuvre d'utilité publique, par exemple à l'entretien d'un hospice. Prétendra-t-on qu'il ne peut acquérir des biens en France, ni à titre onéreux ni surtout en vertu de dispositions testamentaires, soit parce que les revenus de ces biens seraient affectés à une œuvre d'utilité publique propre à son pays, soit parce que ces biens ne lui sont pas nécessaires ? Assurément non. Eh bien, telle est précisément la querelle que l'on fait aux personnes morales étrangères, aux Etats étrangers, lorsqu'après les avoir admis à jouir des droits civils en France, on leur refuse l'exercice du premier de ces droits, celui d'acquérir.

Toutefois pour les Etats étrangers reste une objection. Laurent a dit : « Si la France pouvait être propriétaire en Belgique, n'en résulterait-il pas un danger pour nos libertés, notre existence même ? La propriété donne une influence politique ; il n'est pas bon que cette influence dépende d'un Etat étranger qui peut devenir un ennemi » (1). M. Moreau, à son tour, insiste sur ce point de vue : « L'Etat étranger propriétaire pourrait se créer à la longue un patrimoine foncier considérable, s'emparer des richesses agricoles, minières, industrielles du pays, pour les stériliser, atteindre ainsi indi-

(1) Laurent, « Le droit civil international », IV, N° 126.

rectement les forces économiques et matérielles d'un adversaire éventuel et les ruiner d'avance. Quelle souveraineté s'accommoderait de pareils résultats, possibles avec la doctrine qui reconnaît la capacité d'acquérir des Etats étrangers ? » (1).

La réponse est fort simple. Ou bien les Etats étrangers se garderont d'abuser du droit qui leur aura été reconnu. C'est ce qu'ils ont fait jusqu'à présent. Ils n'ont acquis que des hôtels pour leurs ambassadeurs ou des chapelles pour l'exercice de leur culte. Il est vrai que dernièrement, des immeubles ruraux ont été légués en France au Saint-Siège et que le litige actuel a pour cause un legs à l'Etat hellénique de terres situées en Roumanie. Mais il est probable que ces cas resteront rares. Ou bien les Etats étrangers cesseront de garder la mesure que leur imposent les convenances, à défaut de prohibitions légales, et des lois viendront promptement couper court aux abus.

Arrivé à ce point de sa discussion, le Conseil soussigné pense qu'il convient de rapprocher du présent litige celui sur lequel se sont récemment prononcés le tribunal de Montdidier et la Cour d'Amiens au sujet du legs de biens immobiliers situés en France que la marquise du Plessis-Bellièvre a fait en faveur du Pape Léon XIII.

Le tribunal et la Cour ont interprété diversement les volontés de la testatrice.

La Cour d'Amiens a considéré que le Pape avait été institué comme chef visible de l'Eglise catholique universelle ; que dès lors il était sans intérêt de rechercher si le Pape est demeuré un souverain temporel et si la faculté pour les Etats étrangers de recevoir et de posséder en France constitue à leur profit un droit ou une simple tolérance du gouvernement français. Puis, partant de là, elle a décidé que l'Eglise catholique est un établissement ecclésiastique, le premier de tous, et que l'on n'avait pas démontré qu'elle fût à ce titre une personne morale capable de recevoir dans les termes de l'article 910 du Code civil (2). Ainsi envisagée, la cause a pris un caractère qui la rend très différente de l'espèce sur laquelle portent les présentes observations et l'arrêt de la cour d'Amiens n'offre aucun intérêt pour la justice roumaine.

Il en est tout autrement du jugement qu'il a infirmé et des conclusions ou du moins d'un passage important des conclusions prononcées devant la cour d'Amiens par le procureur général.

Considérant que le legs fait au Pape avait été adressé au représentant du Saint-Siège, reconnu par la France en qualité d'Etat étranger, le tribunal de Montdidier a déclaré « que les Etats étrangers constituent de plein droit et par nécessité des personnes morales de premier ordre, capables de s'engager, d'acquérir et de recevoir par des traités et à plus forte raison par des contrats ou actes de droit civil ; qu'en principe, suivant la loi du 14 juillet 1819, les personnes étrangères, tant physiques que morales, jouissent en France des droits de succéder, de disposer et de recevoir ; que les Etats étrangers reconnus y ont donc la capacité juridique à défaut de traités et de dispositions générales sur ce point ; qu'en fait les usages internationaux permettent aux Etats étrangers d'acquérir et posséder en France des hôtels d'ambassade, des chapelles nationales, des biens meubles » (3).

Cette thèse est précisément celle que le Conseil soussigné vient de défendre. Comme on l'a vu, M. Moreau l'a dernièrement combattue et la cour d'Amiens l'a écartée sans discussion, la jugeant étrangère au procès. Mais, et ceci est remarquable, le procureur général, au cours des développements qu'il a donnés à ses conclusions, l'a formellement adoptée. Si le Pape, a dit

(1) Moreau, « Journal du droit int. privé », 1892, p. 344.

(2) Arrêt d'Amiens du 21 février 1893. (V. « Gazette des tribunaux » du 24 février 1893.)

(3) Jugement du tribunal de Montdidier, du 24 février 1892 (« Gazette des tribunaux » du 7 février 1892 et « Journal du droit int. privé », 1892, p. 447).

en substance le haut magistrat, était un souverain ordinaire et non, suivant l'expression de Portalis, un souverain en quelque sorte intérieur, s'il était le chef d'un Etat étranger, il serait capable d'acquérir des biens en France. « En dehors d'une nation, il y a des personnalités qu'elle rencontre..., qui existent indépendamment de sa volonté... Ce sont les nations étrangères. Ces nations ont, elles aussi, leur souveraineté..., elles ont des intérêts à défendre, des droits à maintenir. Aussi l'existence de leur personnalité morale s'impose, dès que la reconnaissance de leur existence politique a été opérée. A celles-là on ne peut objecter l'absence d'une loi leur donnant la capacité civile... » Ont-elles, en ce qui concerne la capacité d'acquérir, les mêmes droits que les autres personnes morales ? Il y a lieu d'hésiter, a répondu l'orateur, et son choix entre les divers systèmes proposés ne paraît pas non plus avoir été parfaitement net. Mais, quant à la capacité elle-même, il l'a expressément reconnue.

Or c'est cela, c'est l'existence en principe, chez les personnes morales étrangères, particulièrement chez les Etats étrangers, de la faculté d'acquérir, en vertu de dispositions testamentaires, comme par tout autre mode, que le Conseil soussigné, jusqu'à présent, a voulu mettre en lumière.

THOISIÈME QUESTION. — « L'affirmative sur les deux questions précédentes « étant admise, faut-il du moins reconnaître à chaque Etat le droit, pour « les personnes morales étrangères, soit de subordonner à son autorisation « la jouissance des droits civils sur son territoire, soit de soumettre à des « restrictions la jouissance ou l'exercice de la faculté d'acquérir ? Si ce droit « est reconnu, à quelles conditions l'usage en sera-t-il légitime ? »

La situation examinée jusqu'ici est celle où la loi, en accordant la jouissance des droits civils aux étrangers, n'a édicté aucune mesure spéciale à l'égard des personnes morales étrangères. Il s'agissait de savoir si par des caractères essentiels ces personnes différentes des individus à tel point que naturellement elles doivent être considérées comme ne pouvant bénéficier du droit commun.

Le Conseil soussigné pense que cela n'est pas et croit l'avoir démontré ; à ses yeux, les personnes morales étrangères sont, au contraire, naturellement comprises dans l'expression générale d'étrangers. Mais il reconnaît maintenant qu'il existe, entre les personnes morales et les individus, des différences fort importantes, sinon essentielles, qui sont des raisons de prendre envers elles des précautions particulières. Beaucoup plus puissantes que les individus, les personnes morales présentent en outre deux caractères qui sont une source de graves inconvénients.

1° Se renouvelant incessamment par l'agrégation incessante de nouveaux membres, elles peuvent avoir une durée incomparablement plus longue que celle des individus. De plus, elles acquièrent sans presque jamais aliéner. La conséquence en est que dans leurs mains les biens demeurent immobiliers, tandis que ceux des particuliers sont fréquemment rendus à la circulation soit par des aliénations, soit par la mort de leurs propriétaires.

Là où ce phénomène n'est pas réglé et contenu dans certaines limites par la loi, il devient un grand mal, surtout au point de vue économique.

2° Les personnes morales attirent naturellement à elles, alors même qu'elles ne font rien pour les provoquer, les dons et les legs des particuliers ; un grand nombre d'individus sont disposés, par des motifs divers, à les enrichir de leurs libéralités. De là pour les familles un dommage sérieux et pour la loi une juste cause d'intervenir.

Il est clair que ces inconvénients, inhérents au droit pour les personnes morales d'acquérir des biens, sont les mêmes, qu'il s'agisse de personnes étrangères ou nationales. Il est incontestable aussi que de la part des Etats étrangers le droit d'acquérir offre d'autres inconvénients encore et même des dangers.

L'Etat a donc le droit de prendre des mesures de protection, soit envers les Etats étrangers, soit envers les autres personnes morales étrangères.

Il peut leur refuser en termes généraux la jouissance des droits civils.

Il peut borner cette prohibition à la faculté d'acquérir des biens, ou seulement à la faculté d'acquérir des immeubles, ou, précisant encore davantage, à la faculté d'acquérir des terres.

Il peut distinguer en ce les modes d'acquérir et, par exemple, interdire absolument l'acquisition à titre onéreux et permettre l'acquisition à titre gratuit sous la condition d'aliéner dans un certain délai les biens acquis. Ainsi l'article 7 § 3 de la Constitution roumaine, révisé en 1879, porte : « Ne peuvent acquérir des immeubles ruraux en Roumanie que les Roumains ou ceux qui sont naturalisés Roumains ». Et l'opinion générale est que ce texte n'a en vue que les acquisitions à titre onéreux, que les étrangers ont en principe conservé le droit de recueillir par succession ou par testament les biens qu'ils ne peuvent acheter, mais qu'ils doivent s'en défaire. Cette disposition, s'adressant aux étrangers en général, atteint naturellement les personnes morales étrangères. On concevrait très bien une législation où elle serait restreinte à ces personnes.

Ainsi compris, le système de la loi roumaine actuelle est très ingénieux et répond à des nécessités ou à des besoins qui sont de tous les temps et de tous les pays. Autrefois, lorsque le droit féodal entra en lutte avec le droit canonique afin d'arrêter l'accroissement des domaines de l'Eglise funeste aux intérêts fiscaux des seigneurs, il vint naturellement à l'esprit comme le meilleur moyen d'atteindre le but que l'on se proposait, sans interdire absolument les libéralités des particuliers envers l'Eglise et sans recourir à des spoliations iniques. On subordonna les acquisitions de biens ruraux faites par l'Eglise en vertu de dons et legs à la condition que les biens acquis seraient vendus dans un certain délai (1).

Enfin, il est une mesure de défense d'une autre sorte encore, celle qui consiste à soumettre l'exercice du droit d'acquérir au contrôle et à l'autorisation des pouvoirs publics. C'est le système qui se trouve établi pour les hospices, les pauvres d'une commune et les établissements d'utilité publique par l'article 910 du Code civil français et par l'article 811 du Code civil roumain. Le Conseil d'Etat de France l'a très justement étendu aux personnes morales étrangères de même nature. On discute le point de savoir si, édicté pour les établissements d'utilité publique, il doit être également appliqué aux Etats étrangers. Le soussigné le croit contrairement aux opinions de ses collègues, MM. Weiss et Moreau (2). Il reconnaît bien, avec eux, que l'article 910 ne s'adapte pas littéralement aux dons et legs reçus par les Etats étrangers. Mais ce texte n'est que la proclamation expresse, à l'égard de certaines personnes morales, d'un principe, savoir que l'Etat n'entend pas laisser aux personnes morales pleine liberté de recevoir des dons ou des legs. Ainsi consacré, le principe s'étend nécessairement aux personnes morales non spécifiées. Il est impossible, notamment, d'admettre que l'Etat, en réservant formellement son droit de souveraineté envers de simples établissements d'utilité publique, ait entendu l'abandonner envers les Etats étrangers. Seulement, envers les Etats étrangers, le principe se combine ainsi qu'il suit avec les convenances imposées par le droit des gens : l'Etat sur le territoire duquel se trouvent les biens acquis a un droit de « veto » ; s'il n'en use pas, c'est qu'il donne une autorisation tacite. Cette manière de voir a eu, semble-t-il, l'assentiment du procureur général près la cour d'Amiens lorsqu'il a dit : « En résumé, donc, la capacité est absolue. L'exercice peut être limité ; à défaut de limitation s'exerçant par un « veto formel », on doit

(1) V. Vauthier, « Etudes sur les personnes morales », p. 108 et suiv.

(2) V. dans les *Pandectes françaises* (1822, 5^e partie, p. 16) la note de M. Weiss sous le jugement du tribunal de Montdier... V. Moreau, « De la capacité des Etats étrangers dans le Journal du droit interne, privé », 1892, p. 341.

déclarer que le droit d'acquérir est subordonné à une « tolérance réciproque » (1).

Le soussigné reconnaît bien également, avec MM. Weiss et Moreau, que le système du contrôle de l'Etat est de nature à susciter, dans la pratique, envers les Etats étrangers de grands embarras ; mais il estime que c'est là peut-être une raison législative de remplacer ce système par un autre, mais que ce n'est pas une raison juridique de le nier et de décider, soit comme M. Weiss, que les Etats étrangers peuvent acquérir librement en France quand les autres personnes morales auraient besoin d'une autorisation, soit, comme M. Moreau, que les Etats étrangers sont absolument incapables.

Telles sont les mesures législatives que l'on peut concevoir à l'effet de supprimer ou d'atténuer les inconvénients que présente le droit d'acquérir aux mains des personnes morales étrangères. Les Etats ont le droit d'y recourir. Mais s'ils veulent user de leur droit sans manquer au devoir de justice qui leur incombe envers les étrangers, ils doivent le faire au moyen de dispositions formelles et non rétroactives. Il ne faut pas que des situations acquises à l'abri du silence des lois, sous le couvert du droit commun, puissent être tout à coup anéanties. Le législateur roumain l'a bien compris lorsque, en 1879, il a interdit aux étrangers l'acquisition d'immeubles ruraux en Roumanie ; il a ajouté : « Les droits acquis jusqu'à ce jour seront respectés ».

Tout au plus, à l'égard des Etats étrangers, pourrait-on soutenir que dans tel cas déterminé, l'importance exceptionnelle ou la nature de l'acquisition faite par l'un d'eux offrant un danger sérieux et actuel, il serait permis au Gouvernement en l'absence d'une loi d'intervenir au nom de l'intérêt public dont il a la garde. Mais du moins, une telle intervention devrait se produire sans retard, de manière à prouver que l'on a le sentiment d'un véritable danger pour l'Etat et le rôle du Gouvernement serait de concilier par une équitable transaction l'intérêt public de l'Etat qu'il représente avec l'intérêt privé de l'Etat étranger. On ne saurait estimer légitime qu'il se fit une arme du silence des lois contre des étrangers qui avaient cru y trouver une protection, afin, par exemple, d'anéantir les volontés d'un testateur et de dépouiller les légataires des droits qu'ils puisaient dans le testament.

QUATRIÈME QUESTION. — « Appliquées aux faits de la cause, les règles qui « résultent des questions ci-dessus posées autorisent-elles à annuler ou « commandent-elles de déclarer valable le legs fait à l'Etat hellénique ? »

La théorie qui vient d'être exposée confirme le sentiment dont s'inspira le gouvernement roumain lui-même à l'origine. En 1865 et 1866, et dans lequel il persista durant vingt-six années. Il crut alors que le legs fait à l'Etat hellénique était valable et il eut raison de le croire. Effectivement, sous l'empire de la législation antérieure au 1^{er} décembre 1865, les étrangers, aussi bien les personnes morales et les Etats que les individus, jouissaient sans restrictions légales de la faculté d'acquérir des biens, de nature quelconque, en Roumanie. Par conséquent, de même que les achats d'immeubles faits par Evaghéli Zappa furent légitimes, de même ses dispositions testamentaires ont été conformes à la loi. Que le légataire de la nue-propriété de ses immeubles soit la Commission des Olympiques d'Athènes, considérée comme personne morale distincte de l'Etat grec ou l'Etat grec lui-même en la personne d'une institution faisant corps avec lui, comme l'Académie roumaine se confond avec l'Etat roumain, ce qui paraît plus exact, de toute manière, le legs dont il s'agit a été régulier. Rien, ni dans les lois ni dans la nature des choses, n'autorise à l'annuler.

Si la législation antérieure au 1^{er} décembre 1865 subsistait encore, il est vraisemblable que le litige actuel ne serait pas soulevé. Il semble qu'il ait été suggéré par l'esprit des lois nouvelles.

(1) V. « Gazette des Tribunaux » du 24 février 1893.

Est-ce donc l'article 811 du Code civil actuel qui le justifie ? Non. Tout d'abord, ce Code consacre le principe de la non rétroactivité des lois. Aussi était-il déjà en vigueur lorsque, en 1866 et en 1867, Anastasi et Marie Zappa, le frère et la sœur du testateur, les ascendants de ceux qui intentent aujourd'hui la pétition d'hérédité, déclarent accepter les legs à eux faits et renoncer à toute prétention contre le testament, lorsque cet acte fut déclaré valable par les autorités consulaires helléniques et même par le tribunal roumain d'Ilfov, lorsque le gouvernement roumain, de son côté, y donna son assentiment. De plus, l'article 811 du Code civil roumain de 1863 n'a plus de raison d'être, aux yeux du soussigné, à l'égard des testaments dans lesquels des immeubles ruraux sont légués à des personnes morales étrangères par des étrangers laissant aussi des étrangers pour héritiers naturels. Car, ces immeubles devant être vendus, aucune des considérations qui ont fait édicter l'article 811 n'existe plus pour en motiver l'application.

Est-ce, du moins, sur l'article 7, § 3 de la Constitution, révisé en 1879, que l'action des héritiers naturels ou de l'Etat roumain peut être fondée ? Pas davantage. En premier lieu, si cette disposition était applicable à l'Etat grec, elle ne le serait pas moins aux héritiers naturels. En second lieu, elle n'est opposable ni à l'un ni aux autres et parce qu'elle ne frappe pas les étrangers d'une incapacité absolue et parce que, pareillement à l'article 811 du Code civil, elle n'a pas d'effet rétroactif.

Reste une seule objection : au nom de l'intérêt public le Gouvernement roumain oppose son « veto » à l'exécution du testament de Evaghéli Zappa en ce qui concerne les immeubles situés en Roumanie. Eh bien, c'est ici que les événements écoulés de 1863 à 1892 acquièrent une importance décisive. Des faits qui se sont alors passés et qui ont été mis en relief dans la première partie de la présente consultation, il résulte que le Gouvernement roumain, à l'époque où il devait se prononcer, s'il voulait concilier au moins avec l'équité un droit rigoureux et, en l'absence de toute loi, fort incertain, n'a pas considéré comme contraire à l'intérêt public le legs fait à l'Etat grec et en a permis l'effet par une autorisation non douteuse. En remettant aux autorités consulaires helléniques le jugement de la contestation soulevée par les héritiers naturels, il a clairement marqué qu'à ses yeux l'Etat roumain n'avait pas d'intérêt à intervenir. En laissant Constantin Zappa, à la fois légataire en usufruit des immeubles et exécuteur testamentaire, se mettre en possession en vertu de la sentence des autorités consulaires helléniques, il a souffert que l'Etat grec entrât également en possession de la nue-propriété qui lui était léguée. En acceptant et réclamant le legs annuel fait à l'Académie roumaine sur les revenus des immeubles, legs mis à la charge de l'usufruitier pour le présent et du propriétaire pour l'avenir, il a de plus en plus confirmé l'assentiment qu'il avait donné à ce legs. Enfin, en maintenant pendant vingt-six ans cet état de choses, il a laissé l'Etat grec acquérir une situation qui maintenant se trouve en droit inébranlable.

Voilà donc ce que le Conseil soussigné considère, en cette affaire, comme le droit : d'un côté, le legs fait à l'Etat hellénique est valable en lui-même, aucune loi ne l'ayant prohibé ni ne l'ayant subordonné à une autorisation formelle antérieurement à l'ouverture de la succession ; d'autre part, il n'a pas été jugé incompatible avec l'ordre public par le Gouvernement roumain qui, tout au contraire, lui a prodigué les marques d'approbation, dans le temps où il était peut-être permis de le contester sans manquer à la justice.

Au reste, le soussigné fait remarquer à cet égard, que, si l'exécution du legs dont il s'agit pouvait être jugée menaçante pour l'intérêt public en 1863, on ne saurait plus soutenir sérieusement aujourd'hui qu'elle ait ce caractère. En 1863, en effet, les lois ne protégeant en cette manière ni le présent ni l'avenir, elle constituait peut-être un précédent de nature à provoquer d'autres acquisitions de même sorte qui, en se multipliant, auraient été un

embarras ou même un danger pour la Roumanie. Mais, maintenant que l'article 7, § 5, de la Constitution révisée interdit la possession d'immeubles ruraux de la part des étrangers, l'exécution du legs antérieur fait à l'Etat grec demeure un fait isolé, sans conséquences pour l'avenir, sans importance par conséquent même pour le présent. Est-ce à dire que, lorsque la justice roumaine aura en ce sens reconnu et dit le droit, il ne conviendra pas que, par des arrangements amiables, les deux Etats mettent fin à une situation légale il est vrai, mais en désaccord avec l'esprit de la législation actuelle ? C'est un tout autre point de vue et l'Etat hellénique fera-t-il bien de se soumettre de lui-même à la condition tacite sous laquelle il est encore permis, depuis la loi de 1879, aux étrangers de recevoir par testament des immeubles ruraux situés en Roumanie, à la condition de se défaire des biens acquis dans un délai normal.

Mais, et ce sera la dernière observation du soussigné, observation qui lui est précisément suggérée par l'idée de faire intervenir ici, à titre d'expédient, le système de la loi de 1879, il serait étrange que la justice roumaine appliquât à une succession ouverte antérieurement au 1^{er} décembre 1865 un droit théorique plus rigoureux que le droit positif existant au jour où elle va se prononcer. Tandis qu'à l'heure actuelle un legs fait à un Etat étranger dans les conditions où a été fait le legs dont il s'agit ne serait pas nul, étant donnés les principes généraux du droit qui viennent d'être exposés et le sens de l'article 7, § 5, de la Constitution, tandis que l'effet de ce legs ne serait même pas subordonné à l'autorisation du Gouvernement, puisqu'aucun des motifs qui ont fait édicter l'article 811 du Code ne s'y appliquerait, les dispositions testamentaires de Evaghéli Zappa, écrites sous l'empire d'une législation certainement moins sévère, seraient déclarées non valables ! C'est une chose que le soussigné ne saurait concevoir, qui, selon lui, serait contraire à la raison comme au droit et ne s'expliquerait que par le rétablissement pour un cas particulier d'une institution partout abolie, le droit d'aubaine.

Fait à Paris, le 7 mars 1893.

(Signé) : Armand LAINÉ.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Règlement sur les prisonniers de guerre.

21 mars 1893.

TITRE I^{er}

DÉSIGNATION ET CLASSEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE.

Catégorie des individus considérés et traités comme prisonniers de guerre.

Article premier. — Sont considérés et traités comme prisonniers de guerre, lorsque le sort des armes les a fait tomber au pouvoir des armées françaises :

1^o Tous les individus appartenant soit à l'armée proprement dite, soit aux corps auxiliaires reconnus comme belligérants ;

2^o Les individus, même n'ayant pas perdu la qualité de sujets d'une puissance neutre, régulièrement employés dans les armées ennemies, ainsi que ceux autorisés à suivre ces armées et porteurs d'un titre justifiant leur identité ;

3^o Les individus, militaires ou non militaires, capturés sur mer, dans les conditions prévues par les lois et règlements en vigueur en France pour la guerre maritime.

Déserteurs et otages.

Art. 2. — Sont également considérés comme prisonniers de guerre :

1^o Les déserteurs ennemis ;

2^o Les otages.

Personnel et matériel neutralisés par la Convention de Genève.

Art. 3. — Par exception aux dispositions qui précèdent, et conformément à l'article 2 de la Convention de Genève du 22 août 1864, le personnel du service de santé accompagnant les troupes sur le champ de bataille est considéré comme neutre tant qu'il fonctionne et tant qu'il reste des blessés à relever ou à secourir.

Le matériel employé dans les mêmes conditions est également neutralisé.

Signes distinctifs du personnel et du matériel neutralisés par la Convention de Genève.

Art. 4. — Le personnel ainsi neutralisé doit être porteur d'un brassard à croix rouge sur fond blanc, délivré par l'autorité militaire, ainsi que d'un titre permettant de constater l'identité de chaque individu.

Les établissements où sont soignés des militaires blessés ou malades, ainsi que les voitures servant à leur transport, sont signalés par le drapeau blanc à croix rouge, accompagné du drapeau national, ou par les mêmes insignes peints sur les voitures (1).

Blessés et malades prisonniers de guerre.

Art. 5. — Les blessés et les malades en traitement dans les ambulances et hôpitaux tombés au pouvoir des armées françaises ou recueillis sur le champ de bataille sont prisonniers de guerre.

Toutefois, ceux qui, après guérison, seront reconnus incapables de servir, seront renvoyés dans leur pays, à l'exception des officiers dont la possession importerait au sort des armes.

Les autres pourront être également renvoyés, à la condition de ne pas reprendre les armes pendant la durée de la guerre.

Traitement et renvoi du personnel neutralisé.

Art. 6. — Dans le cas d'adhésion réciproque des puissances belligérantes aux articles additionnels à la Convention de Genève, des dispositions seront prises pour assurer au personnel neutralisé tombé entre les mains de l'armée française la jouissance intégrale de son traitement.

Le commandant en chef fixera, dès que les circonstances le permettront, le moment où le personnel du service de santé pourra se retirer avec son matériel, soit isolément, soit avec ses blessés et malades.

Il fixera en outre l'itinéraire à suivre.

Situation particulière du personnel neutralisé n'accompagnant pas les troupes sur le champ de bataille.

Art. 7. — Le personnel du service de santé régulièrement attaché aux évacuations, aux ambulances, hôpitaux et autres établissements sanitaires n'accompagnant pas les troupes sur le champ de bataille, est également neutralisé.

Lorsque ce personnel est autorisé, par le commandant en chef, à se retirer, il ne peut emporter que les objets et effets qui sont sa propriété particulière.

Égards dus aux prisonniers de guerre.

Art. 8. — Les prisonniers de guerre ne doivent jamais être insultés, maltraités ou dépouillés; chacun d'eux est traité avec les égards dus à son rang.

Mesures générales à prendre vis-à-vis des prisonniers de guerre au moment de leur capture.

Art. 9. — Les prisonniers de guerre sont immédiatement désarmés après leur capture.

Leurs armes et leurs munitions sont versées au service de l'artillerie, leurs équipements au service de l'intendance et leurs chevaux avec leurs harnachements au service de la remonte.

Dispositions spéciales en ce qui concerne les officiers et assimilés faits prisonniers de guerre.

Art. 10. — Le commandant en chef peut autoriser les officiers et assi-

(1) Pendant la guerre d'Orient de 1877-78, la Turquie a été autorisée à substituer le croissant à la croix.

milés à conserver leur sabre ou leur épée ainsi que les autres armes qui sont leur propriété particulière.

Toutefois, les armes à feu ne peuvent leur être restituées qu'après avoir été déchargées et que leurs munitions ont été livrées.

Echanges de prisonniers de guerre blessés ou malades.

Art. 11. — Le commandant en chef a toute latitude pour opérer immédiatement, le cas échéant, l'échange des prisonniers de guerre blessés ou malades recueillis après un combat.

Echanges de prisonniers de guerre valides.

Art. 12. — En principe, les échanges de prisonniers de guerre valides ne peuvent être effectués qu'après autorisation du Ministre de la guerre.

Lorsque les communications se trouvent interrompues avec le Ministre de la guerre, le commandant en chef peut procéder à ces échanges, dans les limites qu'il juge convenables, et il en rend compte dès que les communications sont rétablies.

Les déserteurs ennemis ne sont jamais compris parmi les prisonniers de guerre échangés.

TITRE II

ENVOI DES PRISONNIERS DE GUERRE A LEUR DESTINATION.

CHAPITRE I^{er}

Réunion des prisonniers et leur remise au service des étapes.

Destination à donner aux prisonniers faits au cours des opérations.

Art. 13. — Les prisonniers sont conduits, par les soins des corps qui les ont capturés, sur les points désignés à l'avance par le commandement, et remis à la gendarmerie.

En principe, les officiers et assimilés doivent être immédiatement séparés de la troupe

Lorsque les prisonniers sont devenus trop nombreux pour être suffisamment surveillés par les gendarmes, le commandant de la force publique provoque, auprès du chef d'état-major de la division, des ordres pour la constitution d'une garde.

Après l'action, les prisonniers sont dirigés, sous escorte spéciale, s'il y a lieu, sur le quartier général du corps d'armée.

Les prisonniers faits par la cavalerie sont dirigés sur le quartier général du corps d'armée le plus voisin.

Remise des prisonniers au prévôt du corps d'armée.

Art. 14. — A leur arrivée au quartier général du corps d'armée, les prisonniers sont remis au prévôt, qui les divise immédiatement en groupes de vingt hommes au plus, placés chacun sous la direction du plus élevé en grade d'entre eux ou, à défaut, du plus ancien soldat lettré, et fait rechercher ceux qui sont susceptibles de pouvoir servir d'interprètes.

Autant que possible, les prisonniers sont séparés par nationalité.

Les déserteurs ennemis ne sont pas confondus avec les prisonniers faits au cours des opérations.

Mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés.

Art. 15. — Les mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés prisonniers de guerre sont déterminées par le commandant en chef, d'après le grade, le rang, la conduite et les dispositions de ces officiers et assimilés, et en tenant compte de la manière dont sont traités les officiers de l'armée française du même grade et du même rang, tombés au pouvoir de l'ennemi.

Ces officiers et assimilés peuvent être autorisés à conserver auprès d'eux un soldat-ordonnance ou un domestique.

Mesures à prendre à l'égard des femmes et des enfants.

Art. 16. — Les femmes et les enfants, prisonniers de guerre, sont traités avec la plus grande humanité et avec tous les égards dus à leur sexe et à leur âge, tout en restant soumis aux mesures générales concernant les autres prisonniers de guerre.

On les assimile aux soldats en ce qui concerne les allocations.

Etats des prisonniers de guerre établis par le chef d'état-major du corps d'armée.

Art. 17. — Le chef d'état-major du corps d'armée établit le plus tôt possible, d'après les renseignements fournis par le prévôt, un état des prisonniers de guerre, nominatif pour les officiers et assimilés (modèle n° 1), numérique pour les sous-officiers et soldats et assimilés (modèle n° 2).

Ces deux états sont envoyés sans retard au commandant de l'armée.

Destination à donner aux états des prisonniers de guerre.

Art. 18. — Les états des prisonniers de guerre établis par chaque corps d'armée sont récapitulés à l'état-major général de l'armée, puis, s'il y a lieu, au grand état-major général des armées.

Ces états récapitulatifs sont envoyés au Ministre de la guerre (Cabinet du Ministre).

Etats concernant le personnel neutralisé et les prisonniers de guerre en traitement dans les formations ou établissements sanitaires.

Art. 19. — Lors qu'une formation ou un établissement sanitaire de l'ennemi tombe en notre pouvoir, le chef d'état-major du corps d'armée (ou de la division) campé ou cantonné à proximité, accompagné du directeur du service de santé (ou du médecin divisionnaire), visite, sur l'ordre du commandement, cette formation ou cet établissement sanitaire.

Il prend les mesures nécessaires pour assurer la garde et la surveillance des prisonniers.

Il fait établir :

1° Un état nominatif du personnel neutralisé ;

2° Un état nominatif pour les officiers et assimilés (modèle n° 1), et numérique pour les sous-officiers et soldats ou assimilés (modèle n° 2) en traitement.

L'état nominatif de ces derniers (modèle n° 3 bis) est dressé, aussitôt que possible, par le médecin militaire français mis à la tête de la formation ou de l'établissement sanitaire de l'ennemi.

Les prisonniers de guerre blessés ou malades, recueillis sur le champ de bataille et soignés dans nos formations ou établissements sanitaires,

sont portés numériquement sur les situations journalières fournies par les médecins-chefs et centralisées à l'état-major du corps d'armée.

Tous ces états sont ensuite récapitulés et transmis au Ministre de la guerre, dans les conditions prescrites aux articles 17 et 18 du présent règlement, à l'exception des états nominatifs du personnel neutralisé, qui sont destinés au commandant en chef.

Garde, subsistance et logement des prisonniers de guerre réunis au quartier général d'un corps d'armée.

Art. 20. — Dans chaque corps d'armée, le prévôt provoque les ordres du chef d'état-major pour assurer la garde, la subsistance et le logement des prisonniers de guerre, jusqu'au moment où une décision sera prise à leur égard, soit qu'ils doivent être échangés, soit qu'ils doivent être dirigés sur l'intérieur.

Registres des prisonniers de guerre tenus par la prévôté dans chaque corps d'armée.

Art. 21. — Autant que possible, le prévôt fait dresser, en double expédition, sous son contrôle, par chaque chef de groupe de prisonniers l'état nominatif de ses hommes (modèle n° 3 *bis*).

L'une de ces expéditions est laissée au chef de groupe; l'autre est employée à constituer le registre spécial à feuillets mobiles des prisonniers de guerre, sous-officiers et soldats ou assimilés, tenu par la prévôté dans chaque corps d'armée (modèle n° 3).

Il y a en outre un registre spécial (modèles n°s 4 et 4 *bis*) pour les officiers et assimilés, tenu également par la prévôté.

Sur chacun de ces registres, les prisonniers de guerre sont portés distinctement par nationalité.

On inscrit sur les mêmes registres les prisonniers de guerre en traitement dans les formations ou établissements sanitaires, dès que les états nominatifs ont pu être fournis par les chefs d'état-major ou par les médecins-chefs, suivant le cas.

Destination à donner aux prisonniers de guerre blessés ou malades.

Art. 22. — Lors de la visite prescrite par l'article 19 du présent règlement, le directeur du service de santé (ou le médecin divisionnaire) fait ou fait faire un triage méthodique des blessés ou malades en traitement dans la formation ou l'établissement sanitaire de l'ennemi et les classe en trois catégories, savoir :

1° Les hommes légèrement atteints et n'ayant pas besoin d'être hospitalisés ;

2° Les blessés ou les malades non transportables ;

3° Les blessés ou les malades évacuables.

Ce triage et ce classement sont faits également par les médecins-chefs des formations ou établissements sanitaires français, qui ont recueilli des blessés ou malades ennemis.

Les hommes de la première catégorie sont dirigés, après pansement, sur le quartier général du corps d'armée le plus voisin et remis au prévôt.

Les blessés ou malades non transportables sont soignés sur place, dans les mêmes conditions que les blessés ou malades français de la même catégorie, dans un hôpital de campagne français, temporairement immobilisé.

Les blessés ou malades évacuables dès le principe et ceux de la deuxième catégorie devenus évacuables sont dirigés, sous escorte, sur l'hôpital d'évacuation le plus rapproché, et de là sur un hôpital militaire de l'intérieur désigné par le commandement territorial.

Destination à donner aux prisonniers de guerre valides.

Art. 23. — Dès que les circonstances le permettent, les prisonniers de guerre sont dirigés, s'il y a lieu, par les soins des chefs d'état-major de chaque corps d'armée, sur les commandements d'étapes indiqués par le commandant en chef.

La force des colonnes des prisonniers est déterminée d'après les moyens d'escorte, les dangers de la route à parcourir et les dispositions des prisonniers.

En principe, cette force ne doit pas dépasser mille hommes et l'escorte varie du quart au dixième du nombre des prisonniers, suivant les circonstances.

Une visite médicale est passée avant le départ : les prisonniers blessés ou malades, reconnus incapables de marcher, sont dirigés sur une formation sanitaire.

Il est remis au commandant de la colonne un état numérique sous forme d'ordre de mouvement (modèle n° 5) établi par le chef d'état-major du corps d'armée et, autant que possible, un état nominatif des prisonniers (modèle n° 6) dressé par le prévôt et distinct par puissance.

Dans le cas où ce dernier état n'aurait pu être établi avant le départ, il est dressé en route, au moyen des états nominatifs dont chaque chef de groupe doit toujours être détenteur.

Chaque colonne doit comprendre un ou plusieurs interprètes, choisis soit parmi l'escorte, soit parmi les prisonniers.

Les officiers et assimilés prisonniers de guerre forment, autant que possible, des colonnes distinctes.

En tous cas, pendant la marche et en station, ils demeurent séparés de la troupe.

Mise en route des colonnes des prisonniers de guerre.

Art. 24. — Le chef d'état-major du corps d'armée fixe le jour et l'heure du départ ainsi que l'itinéraire de chaque colonne de prisonniers et prend les mesures nécessaires pour assurer l'alimentation pendant le trajet.

Les feuilles de route et les mandats d'indemnité de route sont délivrés par le sous-intendant militaire du quartier général et remis au commandant de la colonne. Ce dernier fait percevoir à la caisse du payeur le montant des sommes allouées et pourvoit, en se conformant aux ordres du commandement pour l'alimentation, à la subsistance des prisonniers jusqu'à leur remise au service des étapes.

Si les circonstances le permettent, les officiers et assimilés prisonniers de guerre peuvent être autorisés à se procurer eux-mêmes leurs vivres de route.

Le chef d'état-major du corps d'armée envoie au commandant d'étapes de la localité sur laquelle est dirigée la colonne un avis de mouvement (modèle n° 7) faisant connaître la composition et l'effectif de l'escorte et des prisonniers.

Il remet au commandant de la colonne une instruction écrite sur la mission qui lui est confiée.

Attributions et devoirs du commandant d'une colonne de prisonniers de guerre.

Art. 25. — L'autorité du commandant d'une colonne de prisonniers de guerre est définie par l'article 214 du règlement sur le service des armées en campagne.

D'une manière générale, ce commandant de colonne se conforme aux prescriptions du titre XI du même règlement.

Il prend les précautions les plus minutieuses, tant en route qu'en station, pour éviter les évasions et veille au maintien de la discipline la plus rigoureuse, tant parmi l'escorte que parmi les prisonniers.

Il signale, sans retard, aux autorités militaires, les prisonniers qui ont pu s'évader.

Escorte d'un convoi de prisonniers de guerre suivant les routes de terre.

Art. 26. — Le commandant de la colonne divise, si l'effectif de la colonne le comporte, la troupe d'escorte en deux parties chargées, l'une de la garde immédiate des prisonniers, l'autre du service de sûreté.

En tête et en queue de la colonne marchent des détachements dont la force est variable suivant les circonstances ; la surveillance est assurée sur les flancs par le nombre d'hommes d'escorte strictement indispensable.

Les armes sont chargées avant le départ, en présence des prisonniers ; ceux-ci sont prévenus que tout acte de rébellion sera réprimé par la force et que l'escorte a reçu l'ordre de tirer sur ceux qui tenteraient de fuir.

Les hommes d'escorte encadrant les prisonniers ont la baïonnette au canon ; les cavaliers, le sabre à la main.

Dans les localités où la colonne doit stationner, les prisonniers sont enfermés dans une église, dans un grand bâtiment ou un enclos, dont on garde les issues.

La troupe de sûreté, chargée d'éclairer le terrain à une certaine distance, est employée dans les conditions prescrites par l'article 206 du règlement sur le service des armées en campagne.

Une attention particulière est apportée à la surveillance des prisonniers à l'approche et pendant la traversée des défilés, des bois, des lieux habités, de tous les points, en un mot, qui peuvent faciliter les évasions.

Si l'on est obligé de s'arrêter pour résister à l'ennemi, il faut contraindre les prisonniers à se tenir couchés, avec menace de tirer sur eux s'ils veulent se relever avant d'en avoir reçu l'ordre.

En tout autre cas, il faut presser leur marche, atteindre un village et les y enfermer dans une église ou dans un grand bâtiment dont on garde les issues et dont on défend les approches.

Au départ et à l'arrivée pendant les marches, matin et soir pendant les séjours, chaque chef de groupe de prisonniers fait l'appel de ses hommes, sous le contrôle des gradés chargés de la surveillance, et leur rend compte immédiatement, sous sa responsabilité personnelle, des absences ainsi que des divers événements qui ont pu se produire.

Remise des prisonniers de guerre au service des étapes.

Art. 27. — Chaque colonne de prisonniers de guerre est reçue par le commandant d'étapes à son arrivée au commandement d'étapes sur lequel elle a été dirigée.

Le commandant de la colonne procède en présence du commandant d'étapes à l'appel des prisonniers. Les causes de variation de l'effectif sur-

venues en cours de route sont mentionnées sur l'ordre de mouvement (modèle n° 5) et sur l'état nominatif (modèle n° 6).

Le commandant d'étapes signe ces deux pièces à titre de récépissés des prisonniers, remet l'ordre de mouvement (modèle n° 5) au commandant de la colonne et conserve l'état nominatif (modèle n° 6).

Le commandant de la colonne rejoint, avec l'escorte, le plus promptement possible, le corps d'armée auquel il appartient et remet en rentrant, au chef d'état-major, un rapport sur la mission qui lui a été confiée ainsi que l'ordre de mouvement (modèle n° 5).

Prisonniers de guerre capturés par la garnison d'une place forte ou d'un ouvrage isolé.

Art. 28. — Les prisonniers de guerre capturés par les troupes défendant une place forte ou un ouvrage isolé sont renfermés dans des locaux à l'abri, autant que possible, du feu de l'ennemi et dont la garde est confiée de préférence à la gendarmerie.

Ils sont étroitement surveillés, et toute communication est interdite entre eux et la garnison ainsi que les habitants du pays.

Les allocations en nature attribuées à ces prisonniers sont déterminées, suivant les ressources, par le gouverneur de la place ou le commandant de l'ouvrage isolé.

Dès que les circonstances le permettent, les prisonniers sont évacués sur l'intérieur, dans les conditions prescrites par le présent règlement.

CHAPITRE II

Envoi des prisonniers de guerre à leur destination par le service des étapes.

Attributions du service des étapes à l'égard des prisonniers de guerre.

Art. 29. — A partir de leur remise au commandant d'étapes, les prisonniers de guerre relèvent exclusivement du service des étapes, qui est chargé de les diriger sur les localités désignées par le Ministre de la guerre pour recevoir des dépôts de prisonniers.

Mise en route des colonnes par le service des étapes.

Art. 30. — Les mouvements s'effectuent d'après les ordres donnés par le directeur général des chemins de fer et des étapes, ou par le directeur des étapes, suivant le cas, par voie de terre ou par voie de fer, ou même par voie navigable.

Le commandant de chaque colonne reçoit du commandant d'étapes du point de départ une instruction détaillée, ainsi qu'un état numérique sous forme d'ordre de mouvement (mod. n° 5) et l'état nominatif des prisonniers (mod. n° 6).

Les colonnes sont mises en route dans les conditions prescrites par l'article 23 du présent règlement.

Les feuilles de route délivrées au départ du quartier général du corps d'armée d'où provient chaque colonne sont visées pour continuation de route par le fonctionnaire de l'intendance militaire du service des étapes ; si le groupement des prisonniers se trouvait modifié, ce fonctionnaire établirait de nouveaux titres.

Si la colonne doit faire usage des voies ferrées, des bons de chemin de fer seront remis au commandant de cette colonne.

Des allocations en deniers et en nature sont accordées dans les conditions prescrites par l'article 37 ci-après et en tenant compte des frais de route payés depuis le commencement de la capture.

Des avis d'ordre de mouvement (mod. n° 7) sont envoyés aux généraux commandant les territoires traversés par les colonnes et ceux où se trouvent les lieux de destination.

Colonne de prisonniers suivant à pied les lignes d'étapes.

Art. 31. — Si les prisonniers doivent suivre les voies de terre, l'escorte qui les accompagne est, autant que possible, relevée de gîte en gîte.

Le commandant de la colonne se conforme aux prescriptions de l'article 26 du présent règlement.

Il remet contre récépissé, à celui qui doit lui succéder, l'instruction écrite, les états et les feuilles de route dont il est détenteur. Le récépissé est renvoyé à l'autorité militaire qui a prescrit le mouvement.

Un appel des prisonniers est fait en présence des deux commandants et on mentionne les causes qui ont pu amener une modification dans l'effectif.

Transport d'une colonne de prisonniers par les voies ferrées.

Art. 32. — Si le mouvement a lieu par les voies ferrées, l'effectif de l'escorte est normalement le dixième de celui des prisonniers.

L'escorte est fournie, jusqu'à la ligne de démarcation, par le service des étapes ou les commandements territoriaux situés dans la zone des armées, et au delà de cette ligne, par l'autorité militaire territoriale relevant directement du Ministre de la guerre.

Lorsque l'escorte est relevée en cours de route, il est procédé aux formalités prescrites par l'article précédent.

Les armes sont chargées avant le départ et les prisonniers reçoivent les mêmes avis que dans le cas où la colonne est mise en route par les voies ordinaires. Il leur est, en outre, rigoureusement interdit de passer la tête ou les bras hors des portières pendant la marche, de pousser des cris ou de chanter, de fumer dans les voitures garnies de paille.

La troupe d'escorte est répartie dans des voitures à part en tête, au milieu et en queue du train.

Les officiers de l'escorte montent dans une voiture placée au milieu du train.

Les voitures affectées aux prisonniers sont fermées à clef, de façon que les portes ou portières ne puissent être ouvertes que par les agents du train, sur l'ordre du commandant de la colonne.

Dans chacune des voitures renfermant les prisonniers, l'un d'entre eux, choisi parmi les chefs de groupe, est chargé, sous sa propre responsabilité, de maintenir l'ordre et la tranquillité la plus absolue.

Pendant la marche du train, la troupe d'escorte veille à ce que personne ne s'échappe des voitures.

À l'arrivée dans chaque gare de halte, le commandant de la colonne reçoit du commissaire militaire ou du commandant de gare ou, à son défaut, du chef de gare, l'indication exacte de la durée de l'arrêt et les consignes locales.

Pendant les courts arrêts compris entre cinq et dix minutes, il est interdit aux prisonniers de quitter leurs voitures ; un certain nombre d'hommes de l'escorte descendent seuls sur la voie, et l'officier qui les commande

les répartit le long du train et de chaque côté, de manière à surveiller les portières.

Pendant les arrêts de plus de dix minutes, les prisonniers ne peuvent être autorisés à descendre que lorsque l'escorte aura placé des sentinelles aux endroits nécessaires pour assurer l'ordre, empêcher toute tentative d'évasion et interdire la circulation sur les points désignés par le commissaire militaire ou le commandant ou le chef de la gare.

Le poste spécial de la gare, s'il en existe, et la gendarmerie locale concourent à ce service.

Chaque fois que les prisonniers doivent descendre, les voitures ne sont ouvertes que par les agents du train, sur l'ordre du commandant de la colonne.

Elles sont refermées à clef, par ces mêmes agents, dès que les prisonniers sont remontés dans leurs voitures.

L'escorte ne reprend sa place dans le train qu'après la fermeture des voitures occupées par les prisonniers.

Dans les stations haltes-repas où les repas doivent être pris dans un réfectoire, les prisonniers sont conduits, sous la surveillance de l'escorte, jusqu'à ce réfectoire, dont les issues sont gardées par des sentinelles fournies par le poste de police de la gare, et, au besoin, par l'escorte. Des mesures sont prises par le commandant de la colonne pour l'alimentation des hommes chargés spécialement du service de surveillance ; les autres hommes de l'escorte mangent dans le réfectoire, à des tables distinctes de celles des prisonniers.

Si les vivres doivent être distribués dans les voitures, le commandant de la colonne, après s'être entendu avec le commissaire militaire ou le commandant de la gare sur les mesures de police à prendre, désigne un certain nombre d'hommes par voiture pour aller chercher les denrées et faire la distribution.

A l'arrivée à destination, on prend les mêmes dispositions que dans les gares où les prisonniers sont autorisés à descendre de voiture.

Les prisonniers se forment sur deux rangs, au fur et à mesure qu'ils débarquent ; les groupes de vingt hommes sont reconstitués et chaque chef de groupe se place au premier rang, à la droite de ses hommes.

Transport des prisonniers par les voies navigables.

Art. 33. — Si les prisonniers sont transportés par les voies navigables, on prend, avant le départ, les mêmes dispositions que dans les cas où la colonne voyage par les voies ordinaires ou est transportée par les voies ferrées. Les armes sont chargées et les prisonniers sont prévenus que l'escorte a reçu l'ordre de faire feu sur ceux qui tenteraient de s'évader.

Les dispositions à prendre pour assurer la garde des prisonniers sont variables suivant la nature des bâtiments employés pour le transport.

En principe, les prisonniers sont enfermés dans l'intérieur et la troupe d'escorte garde les issues à l'extérieur.

On évite avec soin de laisser les prisonniers à proximité des machines à vapeur, du gouvernail, des mâts, des câbles ou chaînes servant à la manœuvre des bâtiments, des prises d'eau et autres points du bâtiment où leur présence peut présenter des inconvénients.

Envoi des officiers et assimilés à leur destination.

Art. 34. — Les officiers et assimilés, prisonniers de guerre, qui ont été

autorisés par le commandant en chef à se rendre librement et sans escorte au lieu qui leur a été assigné comme résidence, ne peuvent jouir de cette autorisation qu'à partir d'un point de la ligne des étapes désigné par le directeur général des chemins de fer et des étapes ou par le directeur des étapes.

Le commandant d'étapes en ce point fait signer à chacun des officiers ou assimilés dont il s'agit, après le leur avoir fait lire, un engagement par lequel ils donnent leur parole de se rendre à leur résidence, et en suivant l'itinéraire qui leur sera fixé. Ils se reconnaissent en même temps responsables du soldat-ordonnance ou du domestique qu'ils ont pu être autorisés à conserver auprès d'eux, conformément aux dispositions de l'article 15 du présent règlement.

Une feuille de route est ensuite délivrée à chacun de ces officiers ou assimilés, ainsi qu'à leurs soldats-ordonnances ou domestiques.

Quant à ceux qui refuseraient de souscrire l'engagement indiqué plus haut, ils seront conduits sous escorte jusqu'à leur destination.

Mesures à prendre à l'égard des prisonniers arrêtés en état d'évasion ou violant leur parole en cours de route.

Art. 35. — Les prisonniers évadés repris avant d'avoir pu rejoindre l'armée de leur gouvernement ou quitter le territoire soumis à la France ne peuvent être punis que disciplinairement.

Ils sont placés sous une surveillance plus rigoureuse et peuvent être conduits enchaînés jusqu'à leur destination.

Quant à ceux qui ont réussi à s'échapper, ils ne sont passibles d'aucune peine s'ils viennent à être repris plus tard.

Les officiers et assimilés capturés en état d'évasion après avoir violé leur parole sont considérés et traités comme soldats sous le rapport de la solde et des rations et enfermés dans une forteresse, conformément aux dispositions prescrites par le décret du 4 août 1811 concernant les prisonniers de guerre et les otages.

Les officiers et assimilés capturés les armes à la main, après avoir violé leur parole, sont punis de mort. (Art. 204 du Code de justice militaire.)

Prisonniers de guerre tombant malades en cours de route.

Art. 36. — Les prisonniers de guerre tombant malades en cours de route sont déposés dans une infirmerie de gîte d'étapes ou de gare et évacués, aussitôt que possible, sur un hôpital militaire.

Règle d'allocation en deniers et en nature.

Art. 37. — L'indemnité de route est allouée aux prisonniers de guerre depuis le moment de leur capture jusqu'au jour inclus de leur remise au service des étapes.

A partir de ce moment, ils sont traités d'après les règles en vigueur pour les militaires français voyageant soit isolément soit en détachement, le taux des allocations en deniers et en nature à leur attribuer étant déterminé par les tarifs n^{os} 1 et 2 annexés au présent règlement.

Les indemnités de route sont exclusives de toute solde et de toute prestation en nature. Lorsque des distributions de vivres ou de liquides seront faites aux prisonniers voyageant avec indemnité de route, le montant de la valeur des denrées distribuées sera retenu sur ladite indemnité et versé au service distributeur.

A l'arrivée à destination, le reliquat provenant des sommes non dépensées pour les hommes de troupe et les assimilés sera versé au Trésor par le commandant de la colonne.

Les prisonniers officiers et assimilés admis dans les formations ou établissements sanitaires ont droit à une solde spéciale déterminée par les tarifs précités; les prisonniers sous-officiers et soldats ou assimilés ne reçoivent dans cette position aucune allocation en deniers.

CHAPITRE III

Envoi des prisonniers de guerre à leur destination par voie de mer.

Dispositions générales.

Art. 38. — Le Ministre de la marine règle les conditions dans lesquelles les prisonniers de guerre sont transportés, le cas échéant, par voie de mer.

Les autorités militaires et maritimes se concertent pour la remise et la réception de ces prisonniers, en se conformant aux dispositions générales du présent règlement (art. 60 ci-après).

TITRE III

ORGANISATION DES DÉPÔTS DE PRISONNIERS DE GUERRE.

CHAPITRE I^{er}

Dépôts de prisonniers de guerre.

1^{re} SECTION. — *Cadres des dépôts.*

Emplacement et installation des dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 39. — Le Ministre de la guerre désigne les localités où doivent être établis des dépôts de prisonniers de guerre (hommes de troupe ou assimilés).

Ces dépôts sont installés soit dans les casernements disponibles, soit dans les camps.

Commandement des dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 40. — Les dépôts sont commandés, suivant leur importance, par des officiers supérieurs ou des officiers subalternes.

Ces commandants de dépôt, choisis de préférence parmi les officiers de l'armée territoriale et en particulier, parmi les anciens officiers de gendarmerie, sont nommés par le Ministre de la guerre, sur la proposition des généraux commandant les régions sur le territoire desquelles sont installés les dépôts.

Cadre des dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 41. — Les cadres des dépôts de prisonniers de guerre, fournis en principe par l'armée territoriale et sa réserve, sont constitués sur les bases suivantes :

1 gradé (caporal ou brigadier) par.....	40 hommes.
1 sous-officier par.....	100 —
1 lieutenant ou sous-lieutenant par.....	400 —

Dans les dépôts de plus de 400 prisonniers, l'un des lieutenants ou sous-lieutenants est chargé des détails du service et remplit les fonctions d'adjudant-major.

Dans les dépôts ne renfermant pas plus de 2,000 prisonniers, un officier d'administration ou un adjudant du cadre du service de la justice militaire, désigné par le Ministre de la guerre, dans les mêmes conditions que les commandants des dépôts, est chargé de la comptabilité, des distributions et de la tenue des contrôles. Il prend le titre de comptable du dépôt.

Il est en outre attribué :

- 1 secrétaire au commandant de chaque dépôt ;
- 1 secrétaire par 400 prisonniers au comptable du dépôt ;
- 1 gradé pour la surveillance de l'infirmerie ;
- 1 sous-officier vaguemestre.

Dans les dépôts dont l'effectif excède 2,000 prisonniers, il est adjoint au commandant de chaque dépôt un officier qui prend le titre de commandant en second ; un adjoint au comptable est également attaché au dépôt.

On compte 1 interprète pour 400 hommes, choisi, autant que possible, parmi les prisonniers de guerre.

Les officiers et assimilés de tout grade employés dans les dépôts ont droit à un soldat-ordonnance fourni par l'un des corps de troupe de l'armée territoriale stationné à proximité.

Désignation du personnel des cadres de chaque dépôt.

Art. 42. — Les généraux commandant les régions sur le territoire desquelles sont installés des dépôts de prisonniers de guerre désignent eux-mêmes le personnel des cadres de chacun de ces dépôts, à l'exception du commandant et du comptable, qui sont nommés par le Ministre de la guerre, ainsi qu'il a été dit plus haut.

Ce personnel, choisi sur des listes d'aptitude établies à l'avance dans chaque corps d'armée, doit présenter toutes les garanties voulues au point de vue de l'énergie et de la moralité.

Allocations au personnel du cadre des dépôts.

Art. 43. — Les allocations attribuées au personnel du cadre des dépôts sont fixées par le tarif n° 3 annexé au présent règlement.

En principe, les officiers doivent être logés dans les bâtiments affectés aux dépôts ; mais, à défaut d'emplacement, c'est à eux à pourvoir à la dépense de leur logement.

Le logement en nature est fourni aux hommes de troupe qui ont droit aux prestations en nature dans les mêmes conditions que les hommes de troupe dans l'armée active.

Toutes les prestations sont régularisées au titre du dépôt auquel ces militaires sont attachés.

II^e SECTION. — Prisonniers de guerre arrivant dans les dépôts.

Arrivée des prisonniers de guerre dans les dépôts.

Art. 44. — Le commandant d'armes dans la localité où est installé un dépôt de prisonniers de guerre envoie au devant de chaque colonne dont l'arrivée lui a été annoncée un officier ou un sous-officier chargé de guider la colonne, ainsi que, le cas échéant, les troupes jugées nécessaires pour renforcer l'escorte.

Dès que les prisonniers ont été introduits dans l'intérieur du dépôt, le commandant de la colonne procède à un appel en présence du comman-

dant du dépôt ; les modifications survenues à l'effectif sont mentionnées sur l'état numérique et sur l'état nominatif (modèles nos 5 et 6).

Le commandant de la colonne reinet au commandant du dépôt, contre récépissé, ce dernier état (modèle n° 6), ainsi que l'instruction écrite et les feuilles de route dont il est détenteur. Il rejoint ensuite, le plus tôt possible, par voie de fer, avec l'escorte, le corps auquel il appartient.

L'état numérique (modèle n° 5) est renvoyé à l'autorité militaire qui l'a établi.

A partir de ce moment, les prisonniers de guerre relèvent exclusivement, sous tous les rapports, de l'autorité militaire territoriale.

Immatriculation des prisonniers de guerre.

Art. 45. — Dès leur arrivée dans les dépôts, les prisonniers de guerre sont inscrits sur un registre à feuillets mobiles (modèle n° 8) et reçoivent un numéro reproduit sur les effets qui leur sont délivrés et sur ceux qu'ils possèdent.

Les inscriptions portées sur les feuilles mobiles sont faites et contrôlées avec le plus grand soin, surtout en ce qui concerne les renseignements fournis par les plaques d'identité dont les prisonniers peuvent être porteurs.

Les mêmes données sont répétées sur le livret individuel dont chaque prisonnier sera pourvu au moment de son immatriculation et qui recevra, en outre, la mention des allocations acquises aux hommes employés comme travailleurs.

Ce livret est conforme au livret individuel en usage pour les militaires de l'armée française.

Il est fourni au compte de l'Etat.

III^e SECTION. — *Administration et comptabilité.*

Allocations en deniers.

Art. 46. — Les prisonniers de guerre reçoivent, suivant leur grade ou leur assimilation, les allocations fixées par les tarifs nos 1 et 2 annexés au présent règlement.

Les militaires promus à de nouveaux grades depuis leur captivité n'ont droit qu'au traitement du grade qu'ils avaient lorsqu'ils ont été faits prisonniers de guerre.

Il est alloué aux interprètes, pour chaque journée de présence, une indemnité fixée par le tarif n° 2 précité.

Vivres et chauffage.

Art. 47. — Les prisonniers de guerre renfermés dans les dépôts reçoivent les allocations en nature fixées par le tarif n° 2 annexé au présent règlement.

Ils vivent à l'ordinaire dans les conditions prescrites par les règlements en vigueur.

Couchage.

Art. 48. — Le couchage des prisonniers de guerre est assuré, en principe, au moyen de fournitures de couchage auxiliaires.

Habillement, linge et chaussures.

Art. 49. — Les prisonniers de guerre conservent les effets d'habillement en leur possession au moment de leur capture, aussi longtemps que ces effets sont susceptibles de faire un bon usage.

Il est installé dans chaque dépôt un atelier de réparations pour les vêtements et la chaussure ; les ouvriers sont pris parmi les prisonniers exerçant la profession de tailleur ou celle de cordonnier.

Les effets des prisonniers qui sont reconnus hors de service sont employés aux réparations. Les dépenses occasionnées par ces réparations sont supportées par la masse d'habillement des prisonniers travailleurs, et, pour les prisonniers non travailleurs ou travaillant au compte du département de la guerre, par les fonds généraux du budget (service de l'habillement).

Lorsqu'il est nécessaire de renouveler les effets d'habillement, le linge ou la chaussure, le commandant du dépôt adresse au général commandant la région une demande motivée, visée par le sous-intendant militaire, et contenant la liste des hommes à pourvoir, ainsi que l'indication des tailles et des pointures. Après approbation, cette demande est adressée au directeur du service de l'intendance de la région, qui est chargé de faire délivrer les effets, soit par les corps de troupe sur leurs ressources disponibles en effets d'instruction ou hors de service, soit par le magasin administratif de la région. Ce dernier mode ne pourra être appliqué qu'à défaut du précédent, et, en tout cas, c'est toujours le matériel le plus usé qui devra tout d'abord être employé.

Les effets seront, de préférence, du modèle de ceux en service dans l'infanterie ; ils ne devront porter aucun signe distinctif, de façon qu'il n'existe pas de confusion possible avec les uniformes des militaires de l'armée nationale. Les boutons d'uniforme provenant des effets réformés des prisonniers pourront être utilisés.

Les effets des prisonniers décédés ne sont distribués, employés aux réparations ou remis en magasin qu'après désinfection.

Dans le cas où des magasins de l'ennemi seraient tombés en notre pouvoir, les effets à délivrer aux prisonniers de guerre seront pris dans ces magasins et expédiés dans les dépôts, sur l'ordre du Ministre de la guerre.

Les prisonniers doivent toujours être pourvus des effets suivants :

- 1 coiffure (képi, casquette, bonnet de police, calotte ou béret) ;
- 1 pantalon de drap ;
- 1 vêtement (veste, tunique, dolman, capote ou vareuse) ;
- 2 chemises de toile ou de coton ;
- 2 paires de chaussures en cuir (une des paires pouvant être remplacée par des sabots) ;
- 1 pantalon de toile et 1 bourgeron de toile pour les prisonniers employés comme travailleurs au compte du ministère de la guerre.

Lorsqu'il y a lieu de pourvoir les prisonniers de sabots, il leur est délivré, en même temps, des chaussons confectionnés au dépôt, avec des effets de drap hors de service ; ces chaussons sont classés comme effets de petit équipement.

Administration intérieure des dépôts.

Art. 50. — L'administration intérieure des dépôts de prisonniers de

guerre est soumise aux règles générales contenues dans le décret du 14 janvier 1889 sur l'administration et la comptabilité des corps de troupe, les dépôts étant considérés comme des corps organisés sous le titre de compagnie. Toutefois, lorsque l'effectif des prisonniers sera supérieur à 400 hommes, l'administration du dépôt sera exercée par un conseil d'administration composé comme il suit, savoir :

Le commandant du dépôt, président ;

L'officier du grade le plus élevé ou le plus ancien ;

L'officier comptable, secrétaire.

Tous trois ont voix délibérative.

Lorsque, éventuellement, le conseil d'administration ne peut être réuni au nombre de ses trois membres, l'adjoint au comptable ou, à défaut, un officier de la garnison désigné par l'autorité militaire, assiste aux séances du conseil d'administration, avec voix délibérative.

Les contrôles nominatifs, les feuilles de journées numériques et les revues de liquidation sont établis dans les conditions déterminées par le décret du 29 mai 1890 sur la solde et les revues, et d'une façon distincte pour le personnel de surveillance et les prisonniers de guerre de chaque puissance.

On se conforme aux dispositions des décrets précités en ce qui concerne l'ordonnancement et le paiement de la solde des prisonniers, ainsi que le mode de régularisation des allocations en deniers et en nature. Les états de solde collectifs sont établis dans la forme des modèles annexés au décret du 29 mai 1890 et relatifs aux prisonniers de guerre étrangers. Ces états concernant la troupe sont ordonnancés par quinzaine et d'avance.

Les revues d'effectif sont passées dans les conditions ordinaires.

Il ne sera établi de compte de centralisation que si la nécessité en est reconnue par le sous-intendant militaire chargé de la surveillance administrative du dépôt.

Surveillance administrative des dépôts.

Art. 51. — La surveillance administrative des dépôts de prisonniers de guerre est exercée par les fonctionnaires de l'intendance militaire employés dans la région où sont constitués ces dépôts.

Service de santé.

Art. 52. — Les généraux commandants de région désignent, sur la proposition des directeurs du service de santé, un médecin pour assurer le service dans chaque dépôt de prisonniers. Ce médecin a les attributions et les devoirs du médecin-major chef de service dans un corps de troupe.

Il est installé dans chaque dépôt une infirmerie où sont traités les malades dont l'état n'exige pas le transport à l'hôpital.

Les infirmiers sont pris, en principe, parmi les prisonniers.

Tous les prisonniers de guerre sont, dès leur arrivée à leur destination, vaccinés ou revaccinés dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française. (Voir la notice spéciale annexée au règlement sur le service de santé militaire.)

Service religieux.

Art. 53. — Toute latitude est laissée aux prisonniers pour l'exercice de leur religion, à la seule condition de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire locale.

Les prisonniers qui le demandent peuvent être autorisés à assister, le dimanche et les jours fériés, sous la conduite de leurs surveillants, aux offices de leur culte, soit dans l'intérieur, soit même au dehors des dépôts.

Le commandant d'un dépôt peut autoriser, sous sa responsabilité, les ministres des divers cultes, de nationalité française, à pénétrer dans le dépôt ; il en rend compte au commandant d'armes.

Les ministres des divers cultes, de nationalité étrangère, munis d'une autorisation spéciale du Ministre de la guerre, peuvent également être admis dans les dépôts.

Les uns et les autres doivent prendre et signer l'engagement de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire locale.

Il leur est interdit de recevoir aucun dépôt d'effets ou de valeurs, à quelque titre ou pour quelque destination que ce soit.

CHAPITRE II

Officiers et assimilés prisonniers de guerre.

Résidences assignées aux officiers et assimilés.

Art. 54. — Le Ministre de la guerre désigne les localités où les officiers et assimilés pourront être internés sur parole, ainsi que les forteresses qui devront recevoir ceux refusant de donner leur parole. Il indique, en outre, le nombre de prisonniers à interner dans chaque localité ou chaque forteresse.

Autant que possible, les officiers et assimilés ne sont pas envoyés dans les localités où se trouvent des dépôts de prisonniers de guerre.

Arrivée des officiers et assimilés à leur destination.

Art. 55. — Les officiers et assimilés sont conduits, dès leur arrivée, librement ou sous escorte, suivant le cas, chez le commandant d'armes de la localité, à qui les feuilles de route sont remises.

Les noms de ces officiers et assimilés sont immédiatement inscrits sur un registre spécial à feuillets mobiles (modèle n° 9), qui recevra ultérieurement un exemplaire de leur photographie ainsi que l'indication de leur logement.

Mesures à prendre à l'égard des officiers et assimilés.

Art. 56. — Le commandant d'armes met ensuite chacun d'eux en demeure de faire connaître s'il demande à être interné sur parole ou s'il préfère ne pas donner sa parole.

Les officiers et assimilés qui demandent à être internés sur parole signent, en présence du commandant d'armes, et après en avoir pris connaissance, l'engagement de ne pas tenter de s'évader et de se conformer aux mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Les officiers et assimilés qui refusent de signer cet engagement sont enfermés dans une forteresse où ils sont étroitement surveillés, mais traités sans rigueurs inutiles et avec les égards dus à leur grade ou à leur rang.

Officiers et assimilés internés sur parole.

Art. 57. — Les officiers et assimilés internés sur parole sont placés, dans chaque localité, sous la surveillance spéciale d'un officier de l'armée

active, de réserve ou de l'armée territoriale, désigné par le général commandant la région et pris de préférence dans le service d'état-major.

Ils sont divisés par groupes de vingt ; le plus élevé en grade ou le plus ancien dans le même grade remplit les fonctions de chef de groupe et sert d'intermédiaire pour toutes les communications à échanger entre l'autorité militaire locale et les prisonniers de guerre faisant partie du même groupe.

Solde des officiers et assimilés.

Art. 58. — La solde des officiers et assimilés, prisonniers de guerre, est fixée par le tarif n° 2 annexé au présent règlement. Les règles édictées par le décret du 29 mai 1890, sur la solde et les revues, sont applicables au service de la solde des prisonniers de guerre en ce qui concerne l'ordonnement, le paiement et le mode de régularisation, les officiers et assimilés étant traités sur le pied déterminé par le décret pour les officiers sans troupe et les employés militaires.

La solde est ordonnée tous les mois et à terme échu, que les officiers soient mis en forteresse ou internés sur parole.

En dehors de l'exception prévue ci-après, les officiers et assimilés prisonniers de guerre perçoivent leur solde sur mandats individuels établis par le sous-intendant militaire, d'après des états de mutation nominatifs produits le 25 de chaque mois par le commandant d'armes. Dans le cas où le nombre des officiers internés sur parole, dans une même localité, serait supérieur à cent, c'est un corps de troupe qui sera chargé d'assurer la perception de la solde. Il comprendra, à cet effet, tous les intéressés sur des états de solde collectifs, établis par puissance, et d'après les modèles n° 13 A et 13 B annexés au décret précité sur la solde et les revues. Ces états de solde seront signés par le conseil d'administration dudit corps et ordonnés par le sous-intendant militaire. Les perceptions seront régularisées sur la revue de liquidation du corps.

Le commandement local assurera la répartition des sommes perçues entre les intéressés, qui donneront leur acquit sur une feuille d'émargement.

Ce mode d'opérer sera toujours suivi à l'égard des officiers et assimilés mis en forteresse.

Soldats-ordonnances et domestiques des officiers et assimilés internés sur parole.

Art. 59. — Les prisonniers de guerre que les officiers ou assimilés, internés sur parole, sont autorisés à conserver auprès d'eux comme soldats-ordonnances ou comme domestiques, peuvent être mis en subsistance dans l'un des corps de la garnison ou être autorisés à vivre isolément.

Dans l'un et l'autre cas, ils reçoivent les allocations attribuées aux soldats par le tarif n° 2 annexé au présent règlement.

CHAPITRE III

Prisonniers capturés par l'armée de mer.

Remise à l'autorité militaire des prisonniers de guerre capturés par l'armée de mer.

Art. 60. — Lorsque les prisonniers de guerre capturés par l'armée de mer sont débarqués dans des ports militaires, le Ministre de la guerre, après entente avec le Ministre de la marine, désigne les dépôts sur lesquels ces prisonniers devront être dirigés.

Le Ministre de la marine a la faculté de retenir ceux de ces prisonniers qui peuvent être utiles à son département.

Les préfets maritimes font connaître aux commandants des régions sur le territoire desquelles sont situés les dépôts ainsi désignés, le nombre des prisonniers ainsi que la date à laquelle ces prisonniers pourront être remis à l'autorité militaire.

Les commandants de régions intéressés donnent les ordres nécessaires pour que des escortes soient constituées afin de conduire les prisonniers aux dépôts qui leur ont été assignés et font remettre au commandant de chaque escorte un état numérique, sous forme d'ordre de mouvement (modèle n° 5), des prisonniers dont la conduite leur est confiée. Ils envoient en même temps aux autorités intéressées les avis d'ordre de mouvement (modèle n° 7).

D'autre part, l'autorité maritime fait établir les états nominatifs (modèles n° 3 *bis* et n° 4 *bis*) de ces mêmes prisonniers, portant l'indication exacte de leur assimilation aux grades de l'armée de terre, ainsi que l'indication des bâtiments sur lesquels ils ont été capturés.

Ces derniers états sont remis, contre récépissé, au commandant de l'escorte, au moment de la livraison des prisonniers, qui n'a lieu qu'après un appel fait en présence des représentants du département de la guerre et du département de la marine.

A partir de ce moment jusqu'à l'époque de leur libération, les prisonniers relèvent exclusivement, sous tous les rapports, du département de la guerre.

Le commandant de la colonne fait établir immédiatement, sous sa responsabilité, l'état nominatif (modèle n° 6) au moyen des états (modèles n° 3 *bis* et n° 4 *bis*) qui lui ont été remis par l'autorité maritime.

Il se conforme, pour la conduite de la colonne, aux dispositions prescrites par le chapitre II du titre II du présent règlement.

Si les circonstances ne permettent pas de débarquer dans un port militaire les prisonniers capturés sur mer, ces prisonniers sont remis, avec des états nominatifs (modèles n° 3 *bis* et n° 4 *bis*) à l'autorité militaire locale du port de débarquement. Celle-ci prévient immédiatement le général commandant la région, qui prend les mesures nécessaires pour faire diriger ces prisonniers sur le dépôt le plus voisin.

Les malades et les blessés sont traités conformément aux prescriptions de l'article 22 du présent règlement.

TITRE IV

POLICE ET DISCIPLINE DES PRISONNIERS DE GUERRE.

CHAPITRE I^{er}

Mesures générales.

Lois et règlements appliqués aux prisonniers de guerre.

Art. 61. — Depuis le moment de leur capture jusqu'à celui de leur libération, les prisonniers de guerre sont soumis aux lois et règlements en vigueur dans l'armée française.

Ils relèvent exclusivement de la juridiction militaire.

Les condamnations prononcées contre eux sont subies dans les prisons militaires.

Chaque prisonnier de guerre est tenu de déclarer, lorsqu'il est interrogé à ce sujet, ses véritables nom et grade, et, dans le cas où il enfreindrait cette règle, il s'exposerait à une restriction des avantages accordés aux prisonniers de guerre de sa catégorie.

Correspondance des prisonniers de guerre.

Art. 62. — Les prisonniers de guerre ne peuvent correspondre que par cartes postales ou lettres ouvertes.

Ils peuvent toutefois envoyer ou recevoir des télégrammes.

L'emploi de la correspondance chiffrée, sous quelque forme que ce soit, leur est interdit. Toute correspondance suspecte est confisquée.

Les lettres non affranchies ou insuffisamment affranchies adressées aux prisonniers de guerre seront remises sans taxe aux destinataires.

Les télégrammes expédiés par les prisonniers de guerre n'ont pas droit à la franchise.

Les lettres et les cartes postales émanant des prisonniers de guerre doivent être remises dans des boîtes spéciales établies dans les dépôts et à l'état-major de la place ; elles ne sont expédiées qu'après avoir été examinées, timbrées et fermées par l'autorité militaire locale.

La correspondance adressée aux prisonniers de guerre leur parvient par l'intermédiaire de l'autorité militaire, qui a toujours le droit d'en prendre connaissance.

Les lettres, les cartes postales et les télégrammes ne sont remis aux intéressés, par les vaguemestres, qu'après avoir reçu le timbre de l'autorité militaire locale.

Articles d'argent.

Art. 63. — Les prisonniers de guerre peuvent recevoir et expédier par poste, dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française, des sommes d'argent déposées ou payables dans les bureaux français.

Les envois de même nature provenant ou à destination de l'étranger sont soumis au régime du droit commun, sous réserve de l'application des dispositions spéciales qui auraient pu être concertées en faveur des prisonniers de guerre, entre les pays belligérants ou avec des pays neutres.

Colis postaux et autres.

Art. 64. — Les prisonniers de guerre peuvent recevoir et envoyer des colis postaux et autres, dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française.

Toutefois, les colis ne sont expédiés ou remis aux intéressés qu'après avoir été ouverts en leur présence.

Prisonniers de guerre autorisés à faire venir leurs familles.

Art. 65. — Les prisonniers de guerre peuvent être autorisés par le Ministre de la guerre, sur l'avis du général commandant la région, à faire venir leurs familles, à leurs frais, dans les localités où ils se trouvent en résidence.

Le général commandant la région peut, dans ce cas, autoriser les prisonniers renfermés dans les dépôts à habiter en ville, sous la réserve de prendre l'engagement, par écrit, de ne pas chercher à s'évader et de se conformer à toutes les mesures de surveillance prescrites par l'autorité militaire.

Ces prisonniers sont pourvus, à leurs frais, de la carte d'identité dont l'établissement est prescrit par l'article 94 du présent règlement et la gendarmerie est spécialement chargée de leur surveillance.

Changements de résidence.

Art. 66. — Les prisonniers de guerre renfermés dans les dépôts ou libres sur parole qui en font la demande peuvent être autorisés par le Ministre de la guerre à changer de résidence, à leurs frais, sur l'avis des généraux commandants de région intéressés.

Toute demande motivée pour une raison de santé doit être accompagnée d'un certificat délivré par le médecin chargé du service et visé par l'autorité militaire ; dans ce cas, le changement de résidence, s'il est autorisé, a lieu aux frais de l'Etat.

La même disposition s'applique aux changements de résidence ou de dépôt que peuvent prescrire, par mesure de discipline ou pour tout autre motif, les généraux commandants de région, sur l'étendue du territoire placé sous leurs ordres.

Les changements ayant pour résultat de faire passer les prisonniers de guerre d'une région dans une autre ne peuvent avoir lieu que sur une autorisation du Ministre de la guerre.

Les feuilles individuelles (modèles nos 8 et 9) sont envoyées au commandant du dépôt ou commandant d'armes de la nouvelle résidence des prisonniers de guerre, suivant qu'il s'agit d'un homme de troupe ou assimilé, ou d'un officier ou assimilé.

Surveillance générale des prisonniers de guerre en dehors des dépôts.

Art. 67. — L'autorité militaire se concerta avec l'autorité civile pour la surveillance générale des prisonniers de guerre au dehors des dépôts.

Tout crime ou délit et, en général, tout acte répréhensible commis par les prisonniers de guerre, doit être signalé immédiatement au commandant d'armes, qui prend les mesures nécessaires pour en assurer la répression.

Evasions.

Art. 68. — Dès que l'évasion d'un prisonnier de guerre a été constatée, le commandant d'armes prescrit immédiatement à la gendarmerie de faire rechercher l'évadé, dont le signalement est également donné à l'autorité civile. Il en rend compte au général commandant la région, qui avise, s'il y a lieu, les généraux commandant les régions voisines.

Une prime de 25 francs est allouée pour la capture d'un prisonnier de guerre évadé. Cette prime est portée à 50 francs s'il s'agit d'un officier ou assimilé violateur de sa parole.

Tout prisonnier de guerre capturé en état d'évasion est ramené par la gendarmerie, de brigade en brigade, au dépôt dont il relève, si c'est un homme de troupe ou assimilé ; dans le lieu de résidence, si c'est un officier ou assimilé.

Les sous-officiers, hommes de troupe ou assimilés sont mis en cellule pour trente jours, puis enfermés dans une forteresse, conformément aux dispositions du décret du 4 août 1811 concernant les prisonniers de guerre et les otages.

Il est fait application aux officiers et assimilés des dispositions prescrites par l'article 35 du présent règlement.

Les tentatives d'évasion sont punies comme l'évasion elle-même.

Les complices d'une évasion sont traduits devant un conseil de guerre et il est fait application des dispositions prévues par l'article 216 du Code de justice militaire, s'ils appartiennent à l'armée, et par les articles 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 247 et 248 du Code pénal ordinaire, s'ils ne sont pas militaires.

CHAPITRE II

Police et discipline dans les dépôts de prisonniers de guerre.

Service intérieur dans les dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 69. — Le service intérieur des dépôts de prisonniers de guerre est réglé, en principe, d'après le règlement sur le service intérieur des corps de troupe d'infanterie.

Appels.

Art. 70. — Les prisonniers sont soumis à des appels qui sont faits deux fois par jour en hiver et trois fois en été.

Tout le personnel du cadre de chaque dépôt assiste à l'un des appels de la journée.

L'état de maladie constatée doit seul motiver une dispense absolue de présence à l'appel.

Tout prisonnier qui manque à l'appel sans en avoir obtenu la permission est puni de prison pour une durée de vingt-quatre heures au moins et de huit jours au plus.

Consignes particulières pour prisonniers de guerre.

Art. 71. — On profite des appels pour faire connaître aux prisonniers les consignes particulières du dépôt, ainsi que les consignes générales de la garnison.

Les prisonniers sont également mis au courant des principales dispositions du présent règlement, surtout en ce qui concerne les pénalités entraînées par les tentatives d'évasion.

Permissions.

Art. 72. — Le commandant du dépôt peut autoriser les prisonniers à sortir du dépôt, mais sans franchir les limites de la garnison.

Les permissionnaires, dont la tenue doit toujours être correcte, reçoivent un billet nominatif indiquant l'heure exacte à laquelle ils doivent rentrer au dépôt.

Dans des cas exceptionnels, des permissions d'une durée dépassant vingt-quatre heures pourront être accordées aux prisonniers, sur la proposition du commandant du dépôt, par les diverses autorités militaires de la région, dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée française.

Punitions.

Art. 73. — Les fautes contre la discipline sont punies conformément aux dispositions du règlement sur le service intérieur des corps de troupe d'infanterie.

Toutefois, les attributions en ce qui concerne le droit de punir, sont modifiées comme il suit :

Le commandant d'un dépôt a les attributions d'un colonel, chef de corps.

Les lieutenants ou sous-lieutenants, celles d'un capitaine dans sa compagnie.

Les sous-officiers, celles d'un lieutenant dans sa compagnie.

Les caporaux et brigadiers, celles d'un adjudant dans sa compagnie.

Dégradations commises par les prisonniers de guerre.

Art. 74. — Les dégradations commises par les prisonniers de guerre soit au casernement soit aux effets qui leur auront été fournis, sont évaluées et acquittées par une retenue de moitié de la somme distribuée en argent aux auteurs de la dégradation, s'ils sont connus, sans préjudice des autres punitions qui pourraient leur être infligées. Dans le cas où les auteurs n'en seraient pas connus, la retenue sera exercée, jusqu'à parfait paiement, sur tous les prisonniers du dépôt.

Alimentation. — Hygiène.

Art. 75. — Le commandant d'un dépôt de prisonniers de guerre veille particulièrement à l'alimentation et aux soins hygiéniques, de manière à éviter l'éclosion et la propagation des maladies épidémiques et contagieuses.

Il adresse à ce sujet, au général commandant la région, par l'intermédiaire du commandant d'armes, toutes les propositions qu'il juge convenables, en les accompagnant de l'avis du conseil d'administration et de celui du médecin chargé du service de santé du dépôt.

Promenades militaires.

Art. 76. — Lorsque les circonstances le permettent, les prisonniers exécutent, sous la conduite du cadre de chaque dépôt, une ou deux promenades militaires par semaine.

Le commandant d'armes est toujours avisé de ces promenades vingt-quatre heures à l'avance.

Cantines. — Tabac.

Art. 77. — Il est installé dans chaque dépôt, suivant son importance, une ou plusieurs cantines, dont la surveillance est spécialement confiée à l'officier chargé des détails.

Les prisonniers de guerre reçoivent le tabac de cantine dans les mêmes conditions que les hommes de troupe de l'armée française.

Autorisation d'entrer dans les dépôts de prisonniers de guerre.

Art. 78. — Aucune personne étrangère au service ne peut pénétrer dans un dépôt de prisonniers de guerre sans être munie d'une autorisation personnelle délivrée par le commandant du dépôt et visée par le commandant d'armes.

Cette autorisation est également signée par le titulaire, qui prend l'engagement de se soumettre à toutes les mesures d'ordre et de police prescrites par l'autorité militaire.

Les autorisations ainsi délivrées peuvent être suspendues ou retirées par le commandant d'armes, sur la proposition du commandant du dépôt, ou, par mesure générale, sur l'ordre du général commandant la région ou du Ministre de la guerre.

Dons et secours envoyés aux prisonniers de guerre.

Art. 79. — Les dons et secours en deniers et en nature envoyés aux prisonniers de guerre par des sociétés françaises, des sociétés étrangères

ou des particuliers, sont pris en charge par le comptable du dépôt auquel ils sont adressés.

Les dons arrivés sans destination déterminée sont répartis entre les différents dépôts, d'après les ordres du Ministre de la guerre.

La répartition des dons et secours entre les prisonniers est faite par le conseil d'administration du dépôt, qui s'inspire des intentions des donateurs, et d'après les ordres du général commandant la région.

Le comptable du dépôt établit la justification sommaire de l'emploi des dons et secours, suivant les règles en usage dans la comptabilité de l'armée.

Garde des dépôts.

Art. 80. — La garde de chaque dépôt est confiée à un poste dont l'importance et les consignes sont fixées par le général commandant la région, sur la proposition du commandant d'armes.

Cette garde est sous les ordres du commandant du dépôt.

Surveillance et inspection des dépôts.

Art. 81. — Le commandant d'armes de la localité où est situé un dépôt de prisonniers de guerre visite ce dépôt au moins une fois par semaine.

Il s'assure de la stricte exécution des diverses dispositions prescrites par le présent règlement et reçoit les demandes et les réclamations des prisonniers.

Le général commandant la région, ou un officier général délégué par lui, passe tous les trois mois l'inspection des dépôts situés dans la région.

Un compte rendu de cette inspection est adressé au Ministre de la guerre.

CHAPITRE III

Officiers et assimilés.

Appels.

Arr. 82. — Le commandant d'armes de la localité où sont internés, sur parole, des officiers ou assimilés, prisonniers de guerre, fixe le nombre des appels auxquels ils devront répondre.

Ces appels sont faits par l'officier spécialement chargé de la surveillance des officiers et assimilés dont il s'agit, ainsi qu'il a été dit à l'article 57 du présent règlement.

Le commandant d'armes assiste aux appels, au moins une fois par mois.

Devoirs et obligations des officiers et assimilés internés sur parole.

Art. 83. — L'officier chargé de la surveillance des officiers et assimilés internés sur parole fait établir, pour chacun d'eux, une carte d'identité avec photographie portant l'indication exacte de leurs nom, prénoms et grade, ainsi que du logement qu'ils occupent (modèle n° 10).

Cette carte, visée par le commandant d'armes et signée par le détenteur, doit être présentée à toute réquisition de l'autorité militaire.

Un deuxième exemplaire de la photographie est conservé par le commandant d'armes pour être collé sur la feuille individuelle de renseignements (modèle n° 9), renfermée dans le registre contrôle des officiers et assimilés, dont l'établissement est prescrit par l'article 55 du présent règlement.

Le prix de la carte d'identité et celui des photographies sont retenus sur la solde de ces officiers et assimilés.

Lorsque les officiers et assimilés changent de logement, ils doivent immédiatement en donner avis au commandant d'armes et à l'officier chargé de leur surveillance.

Un état des adresses des prisonniers de guerre, tenu avec le plus grand soin, est affiché au bureau de la place.

On profite des appels pour donner connaissance aux intéressés des consignes militaires de la place et des règlements de police municipale, s'il y a lieu.

Tenue.

Art. 84. — Les officiers et assimilés internés sur parole ne peuvent porter aucune arme. Ils sont autorisés à faire usage de la tenue bourgeoise. Cette autorisation peut être retirée ou suspendue par le général commandant la région, sur la proposition du commandant d'armes.

Permissions.

Art. 85. — Les commandants d'armes peuvent seuls autoriser les officiers et assimilés à dépasser, sur leur demande, les limites de la garnison ; ils leur remettent une autorisation écrite.

Des permissions d'absence, dont la durée totale ne peut dépasser quatre jours, peuvent être accordées par les généraux commandant les régions, mais elles ne s'appliquent qu'aux déplacements effectués sur le territoire de leur commandement.

Les permissions de plus longue durée, ou pour se rendre sur le territoire d'autres régions que celle de leur résidence, ne peuvent être accordées aux officiers et assimilés que par le Ministre de la guerre.

Les permissionnaires sont munis d'un titre régulier, dans les mêmes conditions que les militaires de l'armée française. Ils sont tenus de se présenter, à leur arrivée, au commandant d'armes ou, à son défaut, au commandant de la gendarmerie, ou au maire, qui vise le titre dont ils sont porteurs.

Dès leur retour dans le lieu de leur résidence, les officiers et assimilés remettent au commandant d'armes le titre de permission ainsi visé.

Punitions.

Art. 86. — Le commandant d'armes peut seul infliger des punitions disciplinaires aux officiers et assimilés prisonniers de guerre, sur la demande de l'officier chargé de leur surveillance.

Le commandant d'armes est investi, à cet égard, des droits d'un général de division dans sa division.

Outre les droits disciplinaires qui lui sont attribués par les règlements en vigueur, le général commandant la région peut, sur la demande du commandant d'armes, proposer au Ministre de la guerre l'envoi dans d'autres localités ou l'internement dans une forteresse, même pendant toute la durée de leur captivité, des officiers ou assimilés dont la conduite donnerait lieu à l'emploi de moyens sévères de répression.

Inspection des officiers et assimilés sur parole ou en forteresse.

Art. 87. — Le général commandant la région ou un officier général délégué par lui inspecte, tous les trois mois, les officiers et assimilés internés sur parole ou en forteresse, sur le territoire de la région.

Un compte rendu de cette inspection est adressé au Ministre de la guerre.

TITRE V

PRISONNIERS DE GUERRE EMPLOYÉS AUX TRAVAUX DE L'ÉTAT OU CHEZ LES PARTICULIERS.

CHAPITRE I^{er}

Dispositions générales concernant les prisonniers travailleurs.

Dispositions générales.

Art. 88. — L'Etat peut employer comme travailleurs, selon leur grade et leur condition, les prisonniers de guerre. Ceux-ci peuvent, en outre, être autorisés à travailler au compte des départements, des communes, des particuliers, ou même à leur propre compte.

Les salaires gagnés par les ouvriers travailleurs sont toujours payés au commandant du dépôt (ou de l'unité, compagnie ou bataillon dont la formation éventuelle est prévue par l'art. 89 ci-après), qui est chargé d'en faire la répartition, conformément aux dispositions prescrites par le présent règlement.

Les retenues à opérer sur ces salaires sont fixées par le conseil d'administration de chaque dépôt (ou le commandant de chaque unité constituée), conformément aux dispositions du règlement sur le service intérieur des corps de troupe d'infanterie.

Les salaires devront toujours être déterminés de manière à laisser à chaque prisonnier, sauf ceux qui travaillent au compte du département de la guerre, une somme de 40 centimes par jour, allouée à titre de centimes de poche.

On ne doit jamais perdre de vue qu'il y a tout intérêt, tant pour l'Etat que pour les prisonniers eux-mêmes, à employer le plus grand nombre possible de travailleurs.

Les prisonniers de guerre employés comme travailleurs en dehors des dépôts sont placés sous la surveillance spéciale de la gendarmerie.

Les commandants des dépôts ne désignent pour être employés comme travailleurs au dehors, chez les particuliers, que les prisonniers qui en font la demande et dont la conduite et la moralité offrent toutes les garanties désirables.

CHAPITRE II

Prisonniers de guerre employés comme travailleurs au compte de l'Etat, des départements ou des communes.

Conditions dans lesquelles les prisonniers de guerre peuvent être employés au compte de l'Etat, des départements ou des communes.

Art. 89. — Les prisonniers de guerre peuvent être employés au compte du département de la guerre ou d'autres départements ministériels, soit dans l'intérieur des dépôts, soit au dehors.

Dans une place assiégée, les prisonniers ne peuvent être employés à des travaux qui les exposeraient aux projectiles de leurs nationaux.

Les travaux faits au compte du département de la guerre sont payés d'après les tarifs en vigueur pour les militaires de l'armée française employés aux mêmes travaux.

Les salaires ainsi acquis sont remis intégralement aux prisonniers qui continuent à percevoir la solde et les autres allocations.

Lorsque d'autres départements ministériels désirent employer des prisonniers de guerre, ils adressent une demande au Ministre de la guerre en faisant connaître :

- 1^o La nature des travaux à effectuer ;
- 2^o Les conditions dans lesquelles ces travaux devront être accomplis, soit à l'intérieur des dépôts, soit au dehors ;
- 3^o Le salaire alloué individuellement à chaque prisonnier travailleur, selon la nature du travail.

Les demandes des départements et des communes parviennent au Ministre de la guerre par l'intermédiaire du Ministre de l'intérieur.

Toutes les fois que les prisonniers travailleurs autres que ceux employés au compte du département de la guerre sont nourris et couchés dans les dépôts, le montant du salaire doit être fixé de manière à subvenir au remboursement des dépenses journalières de nourriture et d'entretien de l'habillement et à laisser, en outre, un excédent de 40 centimes au moins, qui sera remis à titre de centimes de poche à chaque travailleur.

Quand les travaux doivent être exécutés à une distance telle que les prisonniers ne peuvent revenir dans les dépôts, soit pour y prendre leur nourriture, soit pour y coucher, les départements ministériels intéressés indiquent les dispositions qu'ils comptent prendre pour assurer la nourriture et le logement des prisonniers.

Dans ce cas, le montant du salaire journalier ne comprend que l'indemnité d'habillement et les centimes de poche.

L'autorisation n'est donnée par le Ministre de la guerre qu'après enquête faite par les généraux commandant les régions sur les territoires desquelles les travaux doivent être exécutés.

Les prisonniers de guerre sont remis à chaque chef d'atelier avec un état nominatif (modèle n° 11) contenant leur signalement sommaire ainsi que l'indication des effets d'habillement dont ils sont détenteurs à leur départ du dépôt s'ils ne doivent pas y coucher.

Le commandant du dépôt fait parvenir, par voie hiérarchique, un double de cet état au commandant de la compagnie de gendarmerie du département dans lequel s'effectue le travail.

Chaque chef de brigade intéressé reçoit de ses chefs un extrait de l'état modèle n° 11 renfermant le nom et le signalement sommaire des prisonniers spécialement placés sous sa surveillance et dont il fait l'appel au moins une fois par semaine.

Les prisonniers dont la conduite donnerait lieu à des plaintes seront renvoyés, sur la demande de chaque chef d'atelier et par les soins de la gendarmerie, au dépôt auquel ils appartiennent.

Quand la marine aura retenu des prisonniers pour son service, elle fixera l'habillement, la nourriture et la solde de ces derniers.

Formation de compagnies et de bataillons de prisonniers travailleurs
au compte de l'Etat.

Art. 90. — Si l'importance du nombre des travailleurs employés au compte de l'Etat hors des dépôts l'exige, le Ministre de la guerre, sur la proposition des généraux commandant les régions intéressées, prescrit la formation d'unités constituées (compagnies ou même bataillons) encadrées

dans les mêmes conditions que les prisonniers de guerre résidant dans les dépôts.

Ces unités s'administrent isolément.

Lorsque ces unités travaillent pour le compte de départements ministériels autres que celui de la guerre, la solde des cadres, et en général les dépenses de toute nature, y compris les transports, sont à la charge de ces départements ministériels.

CHAPITRE III

Prisonniers de guerre travaillant soit à leur propre compte, soit à celui des particuliers.

Prisonniers travaillant à leur propre compte.

Art. 91. — Les prisonniers de guerre peuvent être autorisés par les commandants des dépôts à travailler à leur propre compte dans l'intérieur et, exceptionnellement, à l'extérieur des dépôts. Ils ne peuvent exercer que des professions ne nuisant pas à l'ordre ou à la discipline.

Ces prisonniers n'ont droit à aucune allocation en nature ou en deniers.

Ils pourront néanmoins être autorisés à vivre à l'ordinaire sous la condition de verser le prix de la journée d'ordinaire.

Dans tous les cas, ils versent le montant de la prime journalière d'habillement.

Prisonniers travaillant au compte des particuliers.

Art. 92. — Les prisonniers travaillant pour des particuliers peuvent être employés dans les conditions suivantes :

- 1° Dans l'intérieur des dépôts ;
- 2° En ville, avec obligation de coucher au dépôt ;
- 3° En ville ou hors ville, sans obligation de coucher au dépôt.

Formalités à remplir pour obtenir des prisonniers travailleurs.

Art. 93. — Les particuliers qui désirent employer des prisonniers comme travailleurs adressent une demande au général commandant la région, par l'intermédiaire du maire de leur commune, qui la fait parvenir par l'autorité préfectorale.

Ils font connaître en même temps :

- 1° La nature du travail ;
- 2° Les conditions dans lesquelles il devra s'exécuter, au dépôt ou hors du dépôt, et, dans ce dernier cas, si les prisonniers reviendront coucher ou non au dépôt chaque jour ;
- 3° Le salaire qu'ils se proposent d'attribuer à chaque prisonnier.

Ils doivent prendre en outre l'engagement de se conformer à toutes les mesures de police et de discipline qui seront prescrites par l'autorité militaire et surtout de signaler sans retard, au maire de leur commune et à la gendarmerie, toute évasion ou toute tentative d'évasion de la part des prisonniers qui pourront être mis à leur disposition.

Chaque demande doit être accompagnée d'un certificat du maire constatant l'honorabilité du demandeur et la possibilité dans laquelle il se trouve de remplir les engagements pris tant à l'égard de l'autorité militaire que des prisonniers.

Le général commandant la région autorise, après enquête, s'il le juge convenable, à recruter les travailleurs demandés, dans un des dépôts de la région.

Cette autorisation est remise à l'intéressé par l'intermédiaire du maire. Elle est réservée uniquement à nos nationaux.

Le commandant du dépôt, ainsi que le commandant de la compagnie de gendarmerie du département, sont informés de cette autorisation par la voie hiérarchique.

Devoirs et obligations des particuliers autorisés à employer des prisonniers de guerre
comme travailleurs.

Art. 94. — Le commandant du dépôt désigné pour fournir des travailleurs fait prendre, par écrit, à chaque personne ayant obtenu l'autorisation d'employer des prisonniers de guerre, l'engagement :

1° De se conformer aux mesures de police et de discipline prescrites par l'autorité militaire;

2° De pourvoir, s'il y a lieu, à la nourriture et au logement des prisonniers, dans les mêmes conditions qu'au dépôt;

3° De munir chaque prisonnier d'outils et de vêtements de travail;

4° De payer ou faire payer par un représentant autorisé, au comptable du dépôt, par semaine et d'avance, le salaire de chaque prisonnier.

Chaque particulier autorisé à employer des prisonniers de guerre reçoit un exemplaire des instructions spéciales données par l'autorité militaire locale, contenant notamment les déclarations à faire en cas d'évasion ou de tentative d'évasion de la part des prisonniers.

Les autorités militaires et administratives veillent à l'exécution des conventions passées de gré à gré entre les prisonniers de guerre et ceux qui les emploient, de manière à prévenir les inconvénients qui pourraient naître de plaintes réciproques.

Le général commandant la région annule les autorisations données aux particuliers qui ne se conformeraient pas aux prescriptions du présent règlement et fait rentrer les prisonniers dans les dépôts auxquels ils appartiennent.

Les particuliers qui auraient à se plaindre des prisonniers qu'ils emploient les signalent à la gendarmerie qui transmet les plaintes au général commandant la région. Cet officier général donne à ces plaintes la suite qu'il juge convenable, après enquête.

Devoirs et obligations des prisonniers de guerre employés comme travailleurs
au compte des particuliers.

Art. 95. — Les prisonniers de guerre autorisés à travailler hors des dépôts doivent prêter serment, par écrit, devant le commandant du dépôt, de ne pas tenter de s'évader et de ne pas sortir, sans autorisation, du territoire de la commune dans laquelle ils sont employés.

Ceux qui sont employés en ville pendant la journée seulement assistent aux appels du matin et du soir.

Lorsque plusieurs prisonniers de guerre sont employés chez le même particulier, le plus élevé en grade ou le plus ancien soldat lettré remplit les fonctions de chef de groupe.

Les prisonniers de guerre employés à demeure, en ville ou au dehors, sont soumis à des appels faits inopinément, au moins une fois par semaine, par la gendarmerie, spécialement chargée de leur surveillance.

Ils font connaître, au moment de ces appels inopinés, les demandes ou les réclamations qu'ils peuvent avoir à formuler, et remettent les correspondances qu'ils désirent expédier.

Les correspondances qui leur sont adressées leur parviennent par l'intermédiaire du commandant du dépôt.

Les prisonniers employés comme travailleurs et revenant coucher au dépôt, ou restant à demeure hors des dépôts, sont munis d'une carte d'identité photographique (modèle n° 10) établie en double expédition, aux frais des particuliers qui les emploient.

L'une des expéditions de cette carte, qui contient le signalement sommaire de l'intéressé, est conservée par le commandant du dépôt.

L'autre expédition doit être présentée par le détenteur à toute réquisition de l'autorité.

Les prisonniers de guerre qui auraient à se plaindre de ceux qui les emploient font connaître leurs réclamations à la gendarmerie.

Si ces réclamations sont reconnues fondées, après enquête, les maires doivent veiller à ce qu'il y soit donné satisfaction.

En cas de refus de la part des particuliers, le général commandant la région est informé par les soins de la gendarmerie et prescrit la rentrée des prisonniers de guerre au dépôt auquel ils appartiennent.

Surveillance par la gendarmerie des prisonniers de guerre employés comme travailleurs hors des dépôts.

Art. 96. — Le commandant de chaque dépôt fait parvenir, par la voie hiérarchique, au commandant de la compagnie départementale de gendarmerie, un état (modèle n° 12) faisant connaître :

1° Le nom et l'adresse de chaque particulier autorisé à employer des prisonniers de guerre comme travailleurs hors des dépôts ;

2° Les nom et prénoms de chaque prisonnier employé, ainsi que son numéro au contrôle et, s'il ne doit pas coucher au dépôt, l'énumération des effets d'habillement dont il est détenteur ;

3° L'indication du travail auquel doivent être affectés les prisonniers.

Un extrait de cet état est envoyé par le commandant de la compagnie aux chefs de brigade de gendarmerie spécialement chargés de la surveillance des prisonniers.

Les mêmes dispositions sont prises à l'égard des prisonniers de guerre autorisés exceptionnellement à travailler à leur propre compte, en dehors des dépôts.

TITRE VI

COMPTES A RENDRE A L'AUTORITÉ SUPÉRIEURE.

Etats et rapports à fournir au moment de l'arrivée des prisonniers de guerre à destination.

Art. 97. — Chaque fois que des prisonniers de guerre arrivent à destination, le commandant d'armes de la localité qui leur est assignée pour résidence, envoie immédiatement par la voie hiérarchique, au général commandant la région et au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire), un état nominatif (mod. n° 6) de ces prisonniers.

En ce qui concerne les sous-officiers, les soldats et assimilés, cet état nominatif est la copie de celui qui a été remis par le commandant de la colonne, conformément aux dispositions de l'article 44 du présent règlement ; il renferme, en conséquence, toutes les mutations survenues parmi les prisonniers depuis leur mise en route.

Il est établi un état spécial pour les officiers et assimilés (mod. n° 6).

Ces états sont accompagnés d'un rapport sommaire faisant connaître les conditions dans lesquelles sont arrivés les prisonniers, les dispositions montrées par ceux-ci, l'accueil qui leur est fait par la population et, s'il y a lieu, les propositions de l'autorité militaire locale.

Documents à fournir périodiquement.

Art. 98. — Le commandant de chaque dépôt de prisonniers de guerre (ou de chaque unité constituée) adresse le 1^{er} de chaque mois, par la voie hiérarchique, au général commandant la région et au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire), l'état de situation du dépôt, de la compagnie ou du bataillon (mod. n° 13) sur lequel toutes les mutations concernant les prisonniers sont portées nominativement.

Le commandant d'armes de chaque localité dans laquelle résident des officiers et assimilés, prisonniers de guerre, adresse, le 1^{er} de chaque mois, par la voie hiérarchique, au général commandant la région et au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire) un état des mutations (mod. n° 14) de ces officiers et assimilés.

L'officier général chargé de l'inspection trimestrielle des dépôts de prisonniers de guerre et de celle des officiers et assimilés adresse, à la suite de cette inspection, par la voie hiérarchique, un rapport au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire).

Ce rapport est établi dans les formes en vigueur pour les inspections trimestrielles des corps de troupe et des établissements militaires.

Il est accompagné, s'il y a lieu, des avis et des observations du général commandant la région.

Les documents administratifs sont établis et fournis dans les conditions fixées par les règlements en vigueur.

Documents à fournir accidentellement.

Art. 99. — Le commandant de chaque dépôt de prisonniers de guerre (ou de chaque unité constituée) informe immédiatement de tout événement grave le commandant d'armes de la localité, qui en rend compte, par la voie hiérarchique, au général commandant la région.

Le Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire) est avisé, par télégramme, du décès des officiers et assimilés, prisonniers de guerre, ainsi que de tout événement grave les concernant.

Il lui est rendu compte des punitions infligées aux officiers et assimilés.

Lors de la suppression d'un dépôt ou d'une unité constituée, il sera établi, outre le procès-verbal de licenciement, un rapport du commandant du dépôt ou de l'unité constituée, sur le fonctionnement de ce dépôt ou de cette unité. Ce rapport sera envoyé au Ministre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire) par la voie hiérarchique.

TITRE VII

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Envoi aux hôpitaux.

Art. 100. — On se conforme, pour l'envoi des prisonniers de guerre aux

hôpitaux, à toutes les dispositions prescrites en pareil cas pour les militaires de l'armée française.

Pendant leur séjour dans les hôpitaux, les prisonniers de guerre, sauf les officiers et assimilés internés sur parole, sont soumis à une surveillance spéciale dont les conditions sont déterminées par l'autorité militaire locale.

Envoi en jugement et en détention.

Art. 191. — On se conforme, pour l'envoi des prisonniers de guerre en jugement et en détention, à toutes les dispositions prescrites en pareil cas pour les militaires de l'armée française.

Décès des prisonniers de guerre.

Art. 102. — Les décès des prisonniers de guerre donnent lieu à l'établissement des mêmes pièces que ceux des militaires de l'armée française.

En cas de décès hors des hôpitaux ou en cas de mort violente, les extraits du registre des décès sont accompagnés des mêmes documents que lorsqu'il s'agit de militaires de l'armée française.

Ces documents sont adressés au Ministre de la guerre (Direction de la Cavalerie ; Bureau de la Justice militaire).

Le télégramme officiel, prescrit en ce qui concerne les militaires français, n'est pas envoyé aux familles des prisonniers de guerre décédés.

L'inhumation a lieu d'après les règles et tarifs en vigueur dans l'armée française.

Testaments et successions des prisonniers de guerre décédés.

Art. 103. — Les testaments des prisonniers de guerre sont reçus ou établis dans les mêmes conditions que pour les militaires de l'armée française.

On agit de même à l'égard des successions, qui sont conservées jusqu'à ce que les circonstances permettent de les faire parvenir aux familles intéressées.

Prisonniers de guerre désirant s'établir sur le territoire français.

Art. 164. — Aucun prisonnier de guerre ne peut obtenir domicile sur le territoire français, former un établissement quelconque ou prendre du service dans l'armée, que sur une décision du Ministre de la guerre, prise après avis du général commandant la région.

Mariage des prisonniers de guerre.

Art. 105. — Les prisonniers de guerre ne peuvent contracter mariage, pendant la durée de leur captivité, que sur l'autorisation du Ministre de la guerre.

Naissances.

Art. 106. — Les naissances survenues pendant la captivité sont constatées dans les mêmes conditions que celles des enfants des militaires de l'armée française et donnent lieu à l'établissement des mêmes documents.

Actes publics et actes privés de l'état civil concernant les prisonniers de guerre non encore arrivés à destination.

Art. 107. — Les actes publics et les actes privés de l'état civil concernant les prisonniers de guerre qui n'ont pas encore rejoint leur destination,

sont établis dans les mêmes conditions que ceux concernant les militaires de l'armée française en campagne.

Bureau des renseignements sur les prisonniers de guerre.

Art. 108. — Dès le début des hostilités, il est constitué, au bureau du Ministre de la guerre, un bureau de renseignements sur les prisonniers de guerre.

Ce bureau, chargé de répondre à toutes les demandes venant de l'extérieur, reçoit des divers services de l'administration centrale toutes les indications nécessaires pour lui permettre d'établir une fiche individuelle pour chaque prisonnier de guerre.

Il est tenu au courant, par les mêmes services, de toutes les mutations, de manière à pouvoir fournir tous les renseignements qui peuvent lui être demandés.

Les propositions et les demandes de toute nature concernant les prisonniers de guerre sont examinées, de concert avec les services intéressés, par ce bureau spécial qui les soumet au Ministre.

Rapatriement des prisonniers de guerre après la conclusion de la paix.

Art. 109. — Après la conclusion de la paix, le rapatriement des prisonniers de guerre s'effectue sur des points déterminés, de concert avec les puissances intéressées.

Les officiers et assimilés voyagent isolément en feuille de route jusqu'à la frontière.

Les sous-officiers et soldats sont accompagnés par un cadre de conduite, dont l'effectif est fixé par le général commandant la région sur le territoire de laquelle ils étaient internés.

Paris, le 21 mars 1893.

Le Ministre de la guerre,

Signé : GÉNÉRAL LOIZILLON.

— Le Règlement qui précède est, dans le *Bulletin officiel du Ministère de la guerre*, accompagné du Rapport suivant :

Paris, le 21 mars 1893.

Le projet de règlement sur les prisonniers de guerre destiné à remplacer celui du 6 mai 1859, que la commission constituée par décision du 21 janvier 1892 a l'honneur de soumettre à l'approbation de M. le Ministre, a été établi en tenant compte, tout d'abord, des obligations réciproques qu'entraîne la convention de Genève du 22 août 1864 pour toutes les nations qui y ont adhéré.

La commission s'est préoccupée ensuite de mettre les nouvelles dispositions à prendre à l'égard des prisonniers de guerre en concordance avec notre organisation militaire actuelle.

S'inspirant des traditions généreuses de la France, elle s'est efforcée de concilier les impérieuses nécessités de l'état de guerre avec les sentiments d'humanité que les progrès de la civilisation développent de jour en jour, et dont la trace se trouve marquée dans la plupart des règlements militaires étrangers récemment publiés.

Elle a tenu compte notamment, dans les limites du possible, des vœux émis par la conférence diplomatique internationale réunie à Bruxelles en juillet 1874 et par le congrès international des œuvres d'assistance en temps de guerre, tenu à Paris au mois de juillet 1889.

Elle a regretté de ne pouvoir que s'associer aux désirs exprimés par ces congrès, en ce qui concerne :

1° La franchise de droits pour l'introduction, ainsi que la gratuité, ou tout au moins la réduction des tarifs pour le transport, par voies ferrées, des dons et secours en nature destinés aux prisonniers de guerre ;

2° L'exemption absolue des taxes postales internationales pour les lettres, mandats et articles d'argent ;

3° La possibilité, pour les officiers et assimilés, de recevoir, par l'intermédiaire d'une puissance neutre, le complément, s'il y a lieu, de la solde qui leur est attribuée dans la situation de prisonniers de guerre par les règlements nationaux, à charge de remboursement ultérieur par le gouvernement de qui relèvent ces officiers et assimilés.

Ces diverses dispositions ne peuvent, en effet, être adoptées qu'en vertu d'un acte diplomatique international.

Enfin, la commission, tout en puisant d'utiles renseignements dans les documents étrangers qui lui ont été communiqués, a pu constater que ce n'était qu'en France que la situation spéciale des prisonniers de guerre avait fait l'objet de règlements particuliers. Dans les autres pays, les dispositions à prendre à leur égard sont généralement réparties dans divers documents, au lieu d'être, en quelque sorte, codifiées dans un seul et même règlement, tels que ceux du 10 thermidor an XI, du 8 octobre 1806 et du 6 mai 1859.

Dans le projet de règlement élaboré par la commission, on s'est attaché à conserver la contexture du règlement du 6 mai 1859, mais de profondes modifications ont été apportées au texte même des articles.

En premier lieu, on a écarté toutes les dispositions concernant les Français prisonniers de guerre à l'étranger.

Il a semblé que ces dispositions trouveraient plus logiquement place dans nos règlements sur le service des armées en campagne, d'une part, et sur le service dans les places de guerre et les villes ouvertes, d'autre part.

Les mesures à prendre à l'égard des prisonniers de guerre étrangers ont été étudiées et réglées dans les trois situations successives où se trouvent ces prisonniers :

1° Depuis le moment de leur capture jusqu'à leur remise au service des étapes ;

2° Pendant la période où ils relèvent exclusivement du service des étapes, chargé de les remettre au commandement territorial ;

3° Pendant la période durant laquelle ils relèvent exclusivement du commandement territorial, jusqu'au moment de leur délibération.

Dans cet ordre d'idées, le projet de règlement se trouve divisé en sept titres dont quelques-uns sont eux-mêmes subdivisés en chapitres et en sections, savoir :

TITRE PREMIER. — Désignation et classement des prisonniers de guerre.

TITRE II. — Envoi des prisonniers de guerre à leur destination.

CHAPITRE PREMIER. — Réunion des prisonniers et leur remise au service des étapes.

CHAPITRE II. — Envoi des prisonniers à leur destination par le service des étapes.

CHAPITRE III. — Envoi des prisonniers à leur destination par voie de mer.

TITRE III. — Organisation des dépôts de prisonniers de guerre.

CHAPITRE PREMIER. — Dépôts de prisonniers de guerre.

CHAPITRE II. — Officiers et assimilés.

CHAPITRE III. — Remise à l'autorité militaire territoriale des prisonniers de guerre capturés par l'armée de mer.

TITRE IV. — Police et discipline des prisonniers de guerre.

CHAPITRE PREMIER. — Mesures générales.

CHAPITRE II. — Police et discipline dans les dépôts de prisonniers de guerre.

CHAPITRE III. — Officiers et assimilés.

TITRE V. — Prisonniers de guerre employés aux travaux de l'Etat ou chez les particuliers.

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions générales concernant les prisonniers travailleurs.

CHAPITRE II. — Prisonniers de guerre employés comme travailleurs au compte de l'Etat, des départements ou des communes.

CHAPITRE III. — Prisonniers de guerre travaillant, soit à leur propre compte, soit à celui des particuliers.

TITRE VI. — Comptes à rendre à l'autorité supérieure.

TITRE VII. — Dispositions générales.

Il est, en outre, annexé au projet de règlement un cahier de modèles et trois tarifs destinés à remplacer les tarifs actuellement en vigueur et concernant les prisonniers de guerre ainsi que les cadres employés à leur surveillance.

Enfin, la commission a pensé qu'il serait utile de reproduire, à la suite du règlement, le texte du décret du 4 août 1811 concernant les prisonniers de guerre et les otages, ainsi que le texte de la convention de Genève et des articles additionnels.

Le titre VII contient une disposition destinée à donner satisfaction au vœu adopté, à l'unanimité, par le congrès international de 1889, concernant la création d'un Bureau spécial de renseignements sur les prisonniers de guerre.

Ce bureau, qui ne sera créé qu'au début des hostilités, a paru devoir être placé au cabinet du Ministre, en raison des relations qu'il sera obligé d'entretenir, tant avec les divers services de l'administration centrale du ministère de la guerre, qu'avec les autres départements ministériels et avec le public français et étranger.

Si M. le Ministre approuve la manière de voir sommairement exposée dans le présent rapport et qui a guidé la commission dans ses travaux, on a l'honneur de lui demander de vouloir bien revêtir de sa signature le projet ci-joint de « Règlement sur les prisonniers de guerre ».

FRANCE

Rapport au Garde des Sceaux, Ministre de la Justice, sur l'application de la loi du 26 juin 1889, sur la nationalité, pendant l'année 1892 (1).

Monsieur le garde des sceaux,

Les premiers résultats de l'application de la loi du 26 juin 1889, sur la nationalité, ont été précisés dans les rapports présentés à vos prédécesseurs pour les années 1889, 1890 et 1891 (2). J'ai l'honneur de vous rendre compte aujourd'hui des indications fournies sur le même sujet par la statistique du bureau du sceau, pour l'année 1892. Elles viennent à l'appui des prévisions antérieures et permettent d'affirmer que le régime nouveau réalisera les espérances qu'il a fait naître et atteindra le but poursuivi par le législateur.

L'ensemble des innovations réalisées par la loi du 26 juin 1889 procède d'une double inspiration : on a voulu d'abord rendre plus facile à

(1) *Journal officiel* du 11 octobre 1893.

(2) V. *Archives*, 1890, III, p. 296; 1891, I, p. 355 et 1892, I, p. 214.

ceux qui la rechercheraient l'acquisition de notre nationalité et, par ce moyen, ouvrir plus largement les portes de la France à ceux qui, suivant l'expression du rapporteur au Sénat, voudraient se rattacher à notre pays par des liens permanents et des obligations durables. Mais on ne s'en est pas tenu là, et, dans certains cas, la loi a imposé, en vertu de son autorité propre, la nationalité française à des individus qui ne l'auraient peut-être pas sollicitée. Elle a cherché, par ce moyen, à diminuer le nombre sans cesse croissant des étrangers établis à demeure sur notre sol, vivant sous la protection de nos lois, souvent depuis plusieurs générations, accaparant une partie du travail national, participant, en un mot, à tous les avantages attachés à la qualité de Français, mais exempts des charges qu'elle impose, parce que, n'ayant pas rompu le lien qui les rattachait à leur patrie d'origine, ils pouvaient, à leur gré, se réclamer d'elle ou la renier tour à tour, suivant leur intérêt. Ainsi, soit dans une pensée d'hospitalité plus large et plus généreuse, soit dans un but social, économique et politique, le législateur de 1889 a cherché à incorporer à la nation française le plus grand nombre possible d'étrangers vivant en France et déjà Français de mœurs, de traditions et d'habitudes.

Deux voies lui ont paru propres à conduire à ce résultat : l'attribution de plein droit de la qualité de Français dans certaines hypothèses, et dans les autres l'annexion volontaire à la nationalité française rendue plus facile par la naturalisation proprement dite ou par la simple déclaration appelée aussi naturalisation de faveur.

I

FRANCISATION D'OFFICE

On a reconnu de plein droit la qualité de Français à toute une catégorie de personnes rattachées étroitement à la France par leur naissance et celle de leurs auteurs, qui jusqu'alors avaient pu résider sur notre territoire sans être contraints d'adopter notre nationalité et qui, désormais, seront Français par le seul effet d'une disposition légale et sans l'accomplissement d'aucune formalité.

La loi du 7 février 1851 déclarait Français tout individu né en France d'un étranger qui lui-même y était né. Elle considérait avec raison que la naissance de deux générations successives sur notre territoire n'était pas en général un résultat accidentel et constituait tout au moins une présomption d'établissement durable dans notre pays. Mais comme cette présomption pouvait n'être pas toujours conforme à la réalité des faits, la loi, favorable à ceux qui voulaient conserver notre nationalité, permettait cependant à ceux qui désiraient s'en affranchir de réclamer la qualité d'étranger au moyen d'une déclaration faite dans l'année de leur majorité. Cette disposition n'obligeait pas, d'ailleurs, les individus qui déclinaient la qualité de Français à se rattacher à la nationalité de leurs parents, leur permettant de rester, pour ainsi dire,

sans patrie et de se dérober ainsi tout à la fois aux charges militaires du pays où ils étaient nés et à celles du pays étranger d'où leur famille était originaire. Les efforts faits ultérieurement par la loi du 16 décembre 1874, pour remédier à ces abus, ont été impuissants, et le système a dû être définitivement condamné.

La loi de 1889 a maintenu l'effet attaché par les lois antérieures au fait de la double naissance sur le sol français, mais elle l'a aggravé en supprimant la faculté de répudiation. Désormais, la qualité de Français résulte irrévocablement du fait que deux générations successives sont nées en France, et aucune manifestation de volonté contraire ne peut prévaloir contre cette disposition impérative.

Il n'est malheureusement pas possible de fixer avec exactitude le nombre des individus qui sont ainsi devenus Français par l'effet pur et simple de la loi. Le *Dénombrement des étrangers en France*, publié cette année même par la direction de l'Office du travail au ministère du commerce, indique seulement (p. 31) que, d'après le recensement de 1886, sur 1,126,531 étrangers établis en France, 431,423 étaient nés sur notre territoire; d'après celui de 1891, sur 1,130,211 étrangers, 420,842 étaient nés en France. Mais cette constatation ne permet pas d'établir le départ entre les étrangers nés en France de parents nés eux-mêmes sur notre sol, et les étrangers nés en France de parents nés à l'étranger. La francisation d'office n'atteint que la première catégorie.

Cette catégorie s'est trouvée, d'ailleurs, momentanément au moins, très étendue par suite d'une interprétation judiciaire dont il importe de parler ici, parce qu'elle n'a pas été sans influence sur les résultats apparents de la statistique de 1892. Par un arrêt du 7 décembre 1891, la Cour de cassation a décidé que ces expressions de l'article 8, paragraphe 3, du Code civil « l'individu né en France d'un étranger qui lui-même y est né » s'appliquaient non seulement à l'étranger né lui-même sur notre sol — mais aussi à celui dont la mère étrangère était seule née sur notre territoire. Or, si l'on considère que beaucoup d'étrangers résidant en France contractent mariage avec des Françaises, que celles-ci deviennent ainsi étrangères et que, néanmoins, d'après l'arrêt de la Cour de cassation, qui a fixé la jurisprudence et qui a été suivi de plusieurs décisions judiciaires identiques, les enfants nés de ces unions doivent être considérés comme Français de plein droit, on comprendra que l'application de cette doctrine a conduit l'administration supérieure à reconnaître la qualité de Français à un grand nombre d'individus qui la recherchaient et l'obtenaient antérieurement par voie de naturalisation ou de déclaration. Aussi constate-t-on pour l'année 1892, durant laquelle cette pratique a été suivie, une diminution notable du nombre des naturalisations et des déclarations de nationalité, non que les demandes aient en fait diminué, mais parce que beaucoup ont été reconnues sans objet (1).

(1) Le nombre de ces demandes de naturalisation et de ces déclarations reconnues inu-

A titre de renseignements, et à l'appui de l'explication qui précède, nous empruntons au document déjà cité du ministère du commerce (p. 34) les chiffres suivants : En 1888, le nombre des femmes françaises devenues étrangères par leur mariage a été de 4,606; en 1889, de 4,840; en 1890, de 4,723; en 1891, de 4,695.

Ajoutons que cette pratique fondée sur la jurisprudence a pris fin. Elle avait soulevé des réclamations nombreuses de la part des puissances étrangères. Si elle se justifiait par les termes très généraux de la loi, elle était contestable au point de vue d'une exacte théorie législative. Il semblait peu logique que la femme française suivit, en contractant mariage avec un étranger, la nationalité de son mari et que, cependant, le fait seul de sa naissance sur notre territoire eût pour effet de transmettre à ses enfants sa nationalité d'origine qu'elle avait perdue, à l'exclusion nécessaire de la nationalité du père qu'elle avait acquise en se mariant. La loi du 22 juillet 1893 a modifié sur ce point la disposition de l'article 8, paragraphe 3, du Code civil (1). Désormais, la double naissance sur le sol français du père et de l'enfant assure encore à ce dernier, comme sous l'empire de la loi du 26 juin 1889, la nationalité française d'une manière ferme et sans répudiation possible. La double naissance sur notre territoire de la mère et du fils confère aussi à celui-ci notre nationalité; mais dans ce cas, l'enfant peut la répudier à sa majorité. Cette législation nouvelle comptera au 31 décembre 1893 six mois d'application; le rapport de l'année prochaine pourra constater ses premiers résultats. Il est permis d'espérer qu'ils seront peu sensibles et que le nombre des répudiations sera très faible.

II

NATURALISATIONS FRANÇAISES. — ADMISSIONS A DOMICILE.

La naturalisation était autrefois un mode exceptionnel et relativement assez rare d'acquérir la qualité de Français. La législation nouvelle l'a considérée, au contraire, comme une source utile de recrutement pour la population, et comme un moyen d'augmenter, dans une proportion importante, le chiffre de nos nationaux. En conséquence, tout en lui conservant son caractère essentiel de concession purement gracieuse accordée par le pouvoir exécutif, elle en a modifié les conditions pour les rendre plus faciles, et les résultats pour les rendre plus efficaces. Au point de vue des conditions, sous l'empire de la loi du 29 juin 1867, les étrangers qui avaient été admis à établir leur domi-

tiles n'a pas été officiellement constaté au cours de l'année 1892. Il a été relevé, au contraire, avec le plus grand soin, à compter du 8 novembre 1892, date du dépôt du projet de loi portant modification de l'article 8, paragraphe 3 du Code civil jusqu'au 4 mai 1893, c'est-à-dire pendant six mois. Il s'est élevé à 572. En prenant ce chiffre pour base de calcul, on peut évaluer à 1,100 environ le nombre des demandes dont le résultat se serait manifesté, sans l'arrêt du 7 décembre 1891, par une augmentation égale du total constaté des naturalisations ou des déclarations de nationalité pendant l'année qui fait l'objet du présent rapport.

(1) V. cette loi, *Archives*, 1893, III, p.

cile en France, dans les termes de l'article 13 du Code civil, pouvaient seuls prétendre à la naturalisation.

Aujourd'hui, ce préliminaire n'est plus indispensable, et l'étranger même non admis à domicile peut être naturalisé s'il justifie d'une résidence ininterrompue en France pendant dix ans. En second lieu, l'étranger qui a épousé une Française peut obtenir la naturalisation après un an de stage seulement s'il a été admis à domicile. Au point de vue des résultats, les enfants des étrangers naturalisés sont naturalisés avec leurs parents s'ils sont mineurs, et, s'ils sont majeurs, ils sont dispensés de tout stage lorsqu'ils forment leur demande en même temps que leurs parents. Ainsi la famille du naturalisé se trouve étroitement associée à la naturalisation de son chef.

On a pensé que l'on augmenterait ainsi dans une notable proportion le chiffre des naturalisations, et l'expérience démontre qu'on ne s'est pas trompé :

Pendant les vingt-deux ans qui se sont écoulés entre la promulgation de la loi du 29 juin 1867 et celle de la loi du 26 juin 1889, le total des naturalisations n'a pas dépassé 10,076. (Voir le détail par année. *Dénombrement des étrangers en France*, 1893, p. 32.) Le chiffre le plus faible a été 80 en 1869, et le plus élevé 1,959 en 1888. Le nombre des naturalisations accordées du 1^{er} janvier 1889 au 26 juin, date de la promulgation de la nouvelle loi, avait été de 720. Dès que le régime nouveau entre en vigueur, on constate une progression subite : du 26 juin au 31 décembre 1889, il y a eu 2,223 naturalisations. Il y en a eu 5,884 en 1890, et 5,371 en 1891.

L'année 1892 a donné seulement 4,536 naturalisations, dont 3,671 applicables à des hommes et 866 à des femmes naturalisées avec leurs maris ou isolément. On constate donc une diminution de 834 comparativement à l'année 1891, qui accusait elle-même une diminution de 613 sur l'année 1890. La décroissance du chiffre porte plus spécialement sur les hommes. En 1891, on avait naturalisé 973 femmes, au lieu de 866 en 1892. La différence est seulement de 107. En 1891, on avait naturalisé 4,398 hommes, au lieu de 3,671 en 1892. La différence est de 727. Elle s'explique, ainsi qu'il a été dit plus haut, par l'application de l'arrêt de la Cour de cassation du 7 décembre 1891 (1).

Sur les 3,671 hommes qui ont obtenu la naturalisation en 1892, 3,165, soit un peu plus des 5/6, résidaient en France depuis plus de dix ans, et 506, soit un peu moins de 1/6, depuis moins de dix ans. 1,340, soit plus de 1/3, étaient nés en France. 2,331, soit moins des 2/3, étaient nés hors de France.

L'article 8, paragraphe 5, du Code civil distingue différents cas où la naturalisation peut être accordée sous des conditions diverses. Elle peut l'être :

(1) Pendant la période de six mois écoulée du 8 novembre 1892 au 4 mai 1893 (voir la précédente note), le nombre de demandes de naturalisation déclarées sans objet, par application de cet arrêt, s'est élevé à 428, ce qui représenterait pour l'année entière un total d'environ 850.

1° Aux étrangers admis à domicile en France, après un délai de trois ans. 1,574 naturalisés, soit 42 p. 100, étaient dans ce cas.

2° Aux étrangers résidant en France depuis dix ans; 1,906, soit 52 p. 100, remplissaient cette condition.

3° Aux étrangers admis à domicile, après un an de résidence seulement, s'ils ont rendu des services importants à la France; s'ils y ont apporté des talents distingués ou s'ils y ont introduit soit une industrie, soit des inventions utiles, ou s'ils ont créé soit des établissements industriels ou autres, soit des exploitations agricoles, ou s'ils ont été attachés à un titre quelconque au service militaire dans les colonies et protectorats français : quatre étrangers seulement, soit 0,40 p. 100, ont bénéficié de cette faveur, qui remplace la naturalisation exceptionnelle de l'article 2 de la loi de 1867.

4° Aux étrangers qui ont épousé des femmes françaises, après un an de domicile autorisé : 65, soit 1,80 p. 100, se sont trouvés dans ce cas.

Aux termes de l'article 12, paragraphe 2, la femme mariée à un étranger qui se fait naturaliser et les enfants majeurs de l'étranger naturalisé sont affranchis de toute condition de stage, s'ils sollicitent leur naturalisation en même temps que leur mari ou leur père : 411 personnes, soit 3 p. 100 environ, ont bénéficié de cette disposition.

Enfin, l'article 4 de la loi du 26 juin 1889 a confirmé, aux descendants des familles proscrites, lors de la révocation de l'édit de Nantes, le bénéfice des dispositions de la loi du 15 décembre 1790, à la condition qu'un décret spécial serait rendu pour chaque demandeur. Cet article 4 a été invoqué en 1892 par sept descendants de religionnaires fugitifs. — On en avait compté six en 1891, et pareil nombre en 1890.

Si l'on considère les hommes naturalisés au triple point de vue de l'âge, de l'état civil et des professions, on peut faire les constatations suivantes :

Age.

Moins de vingt-cinq ans, 280 ou 7 p. 100 environ.

De vingt-cinq à trente ans, 625 ou 17 p. 100 environ.

De trente à trente-cinq ans, 822 ou 25 p. 100 environ.

De trente-cinq à quarante ans, 629 ou 17 p. 100 environ.

Plus de quarante ans, 1,315 ou 37 p. 100 environ.

Etat civil.

Mariés à des Françaises, 1,957 ou 55 p. 100 environ.

Mariés à des étrangères, 693 ou 19 p. 100 environ.

Célibataires, 911 ou 25 p. 100 environ.

Veufs ou divorcés, 110 ou 3 p. 100 environ.

Professions.

Propriétaires ou rentiers, 43 ou 1 p. 100 environ.

Professions libérales, 138 ou 4 p. 100 environ.

Industriels et commerçants, 489 ou 13 p. 100 environ.

Employés de commerce et d'administration, 363 ou 10 p. 100 environ.

Ouvriers dans la petite industrie, 1,502 ou 40 p. 100 environ.

Ouvriers dans les grandes usines, chantiers, mines, 296 ou 8 p. 100 environ.

Travailleurs agricoles, 113 ou 3 p. 100 environ.

Marins pêcheurs, 147 ou 4 p. 100 environ.

Journaliers, 433 ou 12 p. 100 environ.

Sans profession ou divers, 147 ou 4 p. 100 environ.

Au point de vue de la nationalité d'origine, on trouve : 1,043 Alsaciens-Lorrains, 954 Italiens, 726 Belges, 379 Allemands, 128 Luxembourgeois, 110 Suisses, 87 Autrichiens-Hongrois, 83 Russes ou Polonais, 55 Espagnols et 106 individus de nationalité incertaine.

Enfants. — Le nombre des enfants de ceux qui ont obtenu en 1892 le bénéfice de la naturalisation s'élève à 5,895, dont 618 majeurs et 5,277 mineurs.

Les 618 majeurs auraient pu, en vertu de l'article 12, paragraphe 2, obtenir la qualité de Français sans condition de stage s'ils l'avaient sollicitée en même temps que leur père ou leur mère; mais un bien petit nombre paraît avoir recherché cet avantage, car le chiffre des personnes qui ont revendiqué le bénéfice de l'article 12, paragraphe 2, ne dépasse pas 111 et il comprend les femmes qui ont été naturalisées en même temps que leur mari. Tous ceux, d'ailleurs, dont les parents ou l'un d'eux étaient nés en France, et qui étaient eux-mêmes nés sur notre sol, étaient déjà Français (art. 8, § 3, C. c.).

Sur les 5,277 mineurs, 578 seulement ont été compris aux décrets qui naturalisaient leurs parents. Ils sont ainsi devenus Français, sous réserve de la faculté de répudiation dans l'année qui suivra leur majorité, conformément à l'article 12, paragraphe 3, du Code civil.

4,699 sont devenus Français dès maintenant et d'une façon définitive, soit parce qu'ils étaient nés en France de parents étrangers nés eux-mêmes sur notre territoire (art. 8, § 3), soit parce que, conformément à une pratique uniformément suivie, la chancellerie avait demandé à leurs parents de renoncer en leur nom et d'avance à la faculté de répudiation dans les termes des articles 8, paragraphe 4, 9, paragraphe 10, 12, paragraphe 3, combinés avec l'article 11 du décret du 13 août 1889.

Admissions à domicile. — On a déjà fait observer à diverses reprises et avec juste raison que l'application de la loi de 1889, en même temps qu'elle augmenterait le nombre des naturalisations, ferait fléchir celui des admissions à domicile.

Sous l'empire de la loi du 29 juin 1867, l'admission à domicile était le préliminaire obligé de la naturalisation. Et surtout, sous le régime du Code civil, elle constituait un état intermédiaire, qui sem-

blait suffisant à la plupart des étrangers. Ils obtenaient ainsi, en vertu de l'article 13 du Code, la jouissance de tous les droits civils et la conservaient tant qu'ils continuaient de résider en France. Dès lors, ils ne recherchaient plus notre nationalité, qui à ces avantages aurait ajouté des charges.

La situation est aujourd'hui bien différente. D'une part, l'admission à domicile n'est plus indispensable pour parvenir à la naturalisation, puisqu'il y peut être suppléé par la résidence décennale (art. 8, § 5, n° 3). D'autre part, si elle abrège la durée du stage de naturalisation, alors réduit à trois ans (art. 8, § 5, n° 1), elle ne peut plus constituer pour ceux qui l'obtiennent un état permanent et définitif, car l'article 13, paragraphe 2 nouveau, du Code civil dispose qu'elle cessera d'avoir effet à l'expiration de cinq années, si l'étranger ne demande pas la naturalisation ou si sa demande est rejetée.

De 1867 à 1888, le total des admissions à domicile a été de 27,297, soit une moyenne annuelle de 1,240, très peu stable d'ailleurs, puisque les chiffres oscillent entre un minimum de 234 en 1869 et un maximum de 5,082 en 1888.

En 1889, le nombre des admissions à domicile a encore été de 2,623; mais en 1890, il est tombé à 763, en 1891 à 631 et en 1892 à 714.

III

NATURALISATION AUX COLONIES

Algérie. — L'article 2 de la loi du 26 juin 1889 la déclare applicable à l'Algérie, mais le paragraphe 2 du même article ajoute : « Continueront toutefois de recevoir leur application le sénatus-consulte du 14 juillet 1865 et les autres dispositions spéciales à la naturalisation en Algérie. » Ces autres dispositions sont les décrets des 21 août 1866, 24 octobre 1870 et 7 octobre 1871. Cette législation règle la condition des étrangers non musulmans et des indigènes israélites. L'étranger non musulman qui justifie de trois années de résidence en Algérie peut être admis à jouir de tous les droits de citoyen français en se conformant aux prescriptions du titre V du décret du 21 août 1866. Quant aux indigènes musulmans, ils sont Français, mais ils sont régis en principe par leur statut personnel, à moins qu'ils n'aient été admis sur leur demande et dans les formes déterminées par le titre IV du décret du 21 août 1866 modifié par le décret du 24 octobre 1870 à jouir des droits de citoyen français, auquel cas ils sont régis par la loi française. Ces différents textes doivent se combiner avec la loi du 26 juin 1889 et, en cas de conflit, il y a lieu de préférer les dispositions les plus favorables à l'acquisition de notre nationalité. Le décret du 24 octobre 1870 confirmé par celui du 7 octobre 1871 a déclaré citoyens français les indigènes qui se sont ainsi soumis à la loi française sans avoir besoin de solliciter aucune naturalisation.

De 1867 à 1888, le nombre des naturalisations algériennes a été de 11,750 environ, soit une moyenne annuelle de 524. En 1889, il a été de 1,546 individus, dont 504 appartenant à l'armée, 814 à la population civile, 197 femmes et 31 indigènes musulmans; en 1890, de 1,167, dont 548 appartenant à l'armée, 604 à la population civile, 86 femmes et 29 indigènes musulmans; en 1891, de 1,178, dont 561 appartenant à l'armée, 420 à la population civile, 178 femmes, 19 indigènes musulmans; en 1892, 1,500, dont 337 militaires, 770 appartenant à la population civile, 346 femmes et 47 indigènes musulmans.

Sur les 817 hommes naturalisés appartenant à l'élément civil, y compris les indigènes musulmans, 287 étaient célibataires, 31 étaient veufs ou divorcés, 111 étaient mariés à des femmes françaises et 388 à des femmes étrangères. Leurs enfants étaient au nombre de 1,119, dont 87 majeurs et 1,032 mineurs. Parmi ces derniers, 103 ont été compris aux décrets de naturalisation (art. 12, § 3) et 929 étaient déjà Français dans les conditions déjà précisées au chapitre des naturalisations françaises.

265 naturalisés étaient nés en Algérie et 552 hors d'Algérie; 167 résidaient dans le département d'Alger, 366 dans celui de Constantine, 284 dans celui d'Oran. 179 résidaient en Algérie depuis moins de dix ans et 638 depuis plus de dix ans.

Envisagés au point de vue de l'âge, les naturalisés se divisent comme suit :

Agés de moins de vingt-cinq ans, 42.

Agés de vingt-cinq à trente ans, 149.

Agés de trente à trente-cinq ans, 168.

Agés de trente-cinq à quarante ans, 146.

Agés de plus de quarante ans, 312.

Ils sont ainsi classés au point de vue de la profession :

Agriculture, commerce et industrie, 464.

Pêche maritime, 259.

Emplois divers, 35.

Professions libérales, 20.

Propriétaires ou rentiers, 27.

Indigènes militaires, 12.

Si l'on recherche, enfin, leur nationalité d'origine, on trouve 363 Italiens, 207 Espagnols, 62 Maltais, 36 Tunisiens, 34 Marocains, 21 Allemands, 18 Suisses, 17 Alsaciens-Lorrains, 12 de nationalités diverses et 47 indigènes musulmans.

Quant aux 337 militaires naturalisés, ils appartenait tous à la légion étrangère et résidaient dans le département d'Oran depuis moins de dix ans. Tous étaient célibataires et nés hors de l'Algérie. 148 étaient âgés de moins de vingt-cinq ans, 140 de vingt-cinq à trente ans et 49 de plus de trente ans. On y comptait 211 Alsaciens-Lorrains, 40 Belges, 30 Allemands, 22 Suisses, 14 Italiens, 5 Luxembourgeois, et 15 de nationalités diverses.

Cochinchine française. — Elle est régie par le décret du 25 mai 1881 qui distingue entre les étrangers et les indigènes annamites. Les étrangers peuvent obtenir la naturalisation en demandant leur admission aux droits de citoyen, s'ils sont établis dans la colonie depuis trois ans au moins. Quant aux indigènes annamites nés et domiciliés en Cochinchine, ils sont sujets français, mais ils continuent à être régis par leurs lois nationales, à moins que, parvenus à l'âge de vingt-et-un ans, ils n'aient demandé et obtenu la jouissance des droits de citoyen français auquel cas ils sont régis par les lois françaises.

On a compté seulement 4 naturalisations par application de ce décret, en 1892. 3 concernaient des indigènes et la dernière un étranger. Il y avait eu 10 naturalisations en 1886, 10 en 1887, 33 en 1888, 43 en 1880, 5 en 1890 et 12 en 1891.

Nouvelle-Calédonie. — Le décret du 10 novembre 1882 permet aux étrangers, établis en Nouvelle-Calédonie depuis trois ans au moins, d'obtenir la naturalisation, sur leur demande, à partir de l'âge de vingt-et-un ans.

2 naturalisations seulement y ont été accordées en 1892. On en avait compté 12 en 1891, 4 en 1890 et 6 en 1889.

Autres colonies. — La loi du 26 juin 1889 est applicable à la Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion. Les chiffres sont trop insignifiants dans ces trois colonies pour mériter d'être relevés.

Aux termes de l'article 5, un règlement d'administration publique doit déterminer les conditions auxquelles les dispositions de la loi seront applicables aux autres colonies. Une Commission a été constituée pour préparer ce règlement. Mais elle n'a pas encore achevé ses travaux.

IV

NATURALISATION DANS LES PAYS DE PROTECTORAT

Les pays placés sous le protectorat de la France ne font pas, comme les colonies, partie de son territoire. La loi du 26 juin 1889 n'y est point applicable. Il importe cependant aux intérêts français de faciliter aux indigènes et aux étrangers qui y sont établis les moyens d'acquérir la qualité de Français. Il a été pourvu à cette nécessité par voie de décrets.

Tunisie. — Le décret du 29 juillet 1887 admet à jouir des droits de citoyen français, après l'âge de vingt-et-un ans accomplis : 1^o l'étranger qui justifie de trois années de résidence soit en Tunisie, soit en France et en Algérie, et en dernier lieu en Tunisie; 2^o le sujet tunisien qui, pendant le même temps, aura servi dans les armées françaises de terre ou de mer, ou qui aura rempli des fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français.

Le nombre des naturalisations tunisiennes a été de 41 en 1888, de 47 en 1889, de 27 en 1890, de 7 en 1891 et de 41 en 1892. Dans ce

dernier nombre, on compte 27 Italiens, 2 Alsaciens-Lorrains, 2 Luxembourgeois, 2 Maltais, 1 Allemand, 1 Belge, 1 Marocain, 3 individus de nationalité incertaine et seulement 2 indigènes tunisiens.

Tonkin et Annam. — Un décret du même jour (29 juillet 1887) permet d'accorder les droits de citoyen français après vingt-et-un ans accomplis : 1^o à l'étranger qui justifie de trois années de résidence soit en Annam ou au Tonkin, soit en Cochinchine et en dernier lieu en Annam et au Tonkin; à l'indigène annamite ou tonkinois qui aura servi la France pendant trois ans, soit dans ses armées de terre ou de mer, soit dans les fonctions ou emplois civils rétribués par le Trésor français.

Le nombre des naturalisations en Annam et au Tonkin s'est élevé à 33 en 1888, à 12 en 1889, à 10 en 1890, à 23 en 1891, à 33 en 1892. Ce dernier chiffre comprend 1 Allemand, 1 Belge, 1 Suisse, 1 Espagnol, 1 individu de nationalité incertaine, 1 Cochinchinois, 2 Chinois et 25 indigènes annamites ou tonkinois.

V

DÉCLARATIONS DE NATIONALITÉ

Outre la naturalisation par décret que le Gouvernement peut accorder ou refuser après enquête, la loi du 26 juin 1889 a admis, en suivant sur ce point la tradition des lois antérieures, que dans certains cas la qualité de Français pourrait être acquise par voie de simple déclaration et que, dans certains autres, elle pourrait être répudiée dans la même forme.

A l'origine, ces déclarations étaient faites dans les mairies qui, pour la plupart, n'en tenaient pas registre et les conservaient mal. Une circulaire du ministre de l'intérieur, en date du 24 mars 1881, avait d'abord prescrit la tenue, dans toutes les municipalités, d'un registre spécial destiné à recevoir ces sortes de déclarations. Plus tard, une circulaire du ministre de la justice, du 28 octobre 1888, avait invité les maires à transmettre à la chancellerie une copie de toutes les déclarations reçues par eux. Pour mieux assurer le contrôle et la centralisation de ces actes, la loi du 26 juin 1889 (art. 9 modifié du C. c.) prescrivit qu'ils seraient enregistrés au ministère de la justice, et le décret du 13 août 1889 régla la procédure pour l'accomplissement de cette formalité. Désormais, les déclarations souscrites, soit pour acquérir, soit pour décliner la nationalité française, devaient être reçues par les juges de paix plus compétents que les maires dans une matière d'ordre essentiellement juridique. Elles devaient être dressées en deux exemplaires qui étaient transmis au ministère de la justice : la déclaration y était transcrite sur un registre spécial; l'un des exemplaires était classé aux archives et l'autre renvoyé à l'intéressé avec la mention de l'enregistrement. Toutes les précautions paraissaient ainsi bien prises pour faciliter la conservation des déclarations et la preuve de la nationalité des décla-

rants. Cependant la Cour de cassation ayant décidé, par un arrêt du 26 décembre 1891, que l'enregistrement au ministère de la justice n'était qu'une simple formalité administrative, dont l'omission n'empêchait pas la déclaration de produire tous ses effets, il en résultait que la qualité de Français pouvait encore être acquise ou perdue sans que la chancellerie en fût informée et sans que les parties intéressées aient aucun moyen de connaître le changement de nationalité.

Pour remédier à cet inconvénient, la loi du 22 juillet 1893, en modifiant de nouveau l'article 9, a prescrit que l'enregistrement au ministère de la justice devrait avoir lieu à peine de nullité. Ainsi, dans l'avenir, aucune déclaration ne pourra échapper à l'examen de l'administration supérieure et les constatations de la statistique sur ce point particulier deviendront plus certaines et plus complètes.

Il a déjà été fait observer d'ailleurs (rapport de 1890) que le nombre des déclarations acquiesitives de la nationalité française devait diminuer par l'effet de la loi nouvelle qui attribuait de plein droit la qualité de Français à toute une catégorie d'individus qui, autrefois, avaient besoin d'une déclaration pour se la procurer.

Les déclarations en vue d'obtenir la qualité de Français, faites devant les maires avant la loi du 26 juin 1889, s'élevaient au chiffre de 3,971.

Les déclarations faites depuis le 26 juin 1889 jusqu'au 31 décembre de la même année ont été au nombre de 190.

Il y a eu en 1890 3,131; en 1891, 2,088; en 1892, 1,509 (1).

Au point de vue de la nationalité antérieure de ceux qui les ont souscrites, ces déclarations émanent, savoir : 271 d'Alsaciens-Lorrains, 419 d'Italiens, 103 d'Allemands, 498 de Belges, 34 de Luxembourgeois, 23 de Suisses, 75 d'Espagnols, 12 d'Autrichiens-Hongrois, 26 de Russes ou de Polonais et 48 d'individus de nationalités diverses. Au nombre des étrangers devenus Français par voie de déclaration, il faut ajouter 2,702 enfants mineurs, dont 221 ont eux-mêmes acquis notre nationalité comme conséquence de la nationalité souscrite par leurs parents, et 2,481, soit en vertu des renonciations faites en leur nom à la faculté de répudiation qui pouvait leur appartenir aux termes des articles 8, paragraphe 4, et 12, paragraphe 3, soit en vertu des déclarations acquiesitives souscrites pour eux en conformité de l'article 9, paragraphe 10 nouveau (ancien § 2 du C. c.).

Les déclarations en vue de répudier la nationalité française, qui s'étaient élevées à 486 en 1890, à 521 en 1891, se sont abaissées au chiffre de 311 en 1892. Ces 311 déclarations ont été souscrites : 171, soit plus de la moitié, par des Belges, 45 par des Espagnols, 29 par des Italiens, 24 par des Suisses, 18 par des Anglais, 8 par des Luxembourgeois, 8 par des Maltais, 3 par des Marocains, 1 par un Hollandais, 1 par un Allemand, 1 par un Syrien et 2 par des Américains.

(1) Cette diminution s'explique en partie, comme il a été dit plus haut, par l'application de la doctrine consacrée par l'arrêt du 7 décembre 1891. Du 8 novembre 1892 au 4 mai 1893 (voir les deux notes précédentes), le nombre des déclarations refusées comme surabondantes a été de 144, ce qui donnerait pour l'année entière un total de 288.

VI

RÉINTÉGRATION

La réintégration dans la qualité de Français peut être sollicitée par ceux qui ont perdu cette qualité pour l'une des causes énumérées en l'article 17 du Code civil, par suite d'une cession de territoire. Elle peut l'être également par les femmes d'origine française devenues étrangères par suite de leur mariage avec un étranger. Elle s'accorde par décret, à la condition essentielle que le postulant réside en France.

Le nombre des individus, hommes et femmes, réintégrés avait été de 4,111 en 1887, de 3,838 en 1888, de 3,680 en 1889, de 4,174 en 1890, de 3,780 en 1891. Il s'est abaissé à 3,164 en 1892. La loi du 26 juin 1889 n'a pu exercer d'influence sur les réintégrations qu'à un seul point de vue déjà signalé par le rapport de mon prédécesseur pour l'année 1890 : « Le nombre des réintégrations dans la qualité de Française de femmes ayant épousé des étrangers doit naturellement augmenter quand s'augmente celui des étrangers qui se font naturaliser Français, puisque beaucoup de ceux-ci sont mariés à des Françaises et que, dans ce cas, la femme sollicite la restitution de son ancienne nationalité. » La naturalisation rendue plus facile devait donc avoir pour conséquence une progression correspondante dans le chiffre des femmes réintégrées toujours plus considérable que celui des hommes qui sollicitent la même faveur, ainsi qu'on en peut juger par le tableau suivant :

Années	Total des réintégrations	Hommes	Femmes
1889.....	3.680	1.211	2.469
1890.....	4.174	812	3.372
1891.....	3.700	682	3.018
1892.....	3.164	579	2.585

Sur les 579 hommes qui ont obtenu la réintégration en 1892, 577 étaient des Alsaciens-Lorrains, 2 avaient perdu notre nationalité par la naturalisation acquise en pays étranger (art. 17, § 1, du C. c.). 239 résidaient en France depuis plus de dix ans, et 340 depuis un temps inférieur à dix ans.

75 étaient mariés à des Françaises, 176 à des Alsaciennes, 17 à des étrangères, 294 étaient célibataires et 17 étaient veufs.

Quant à l'âge, on comptait 4 réintégrés de moins de vingt-et-un ans; 153 de vingt-et-un à vingt-cinq ans; 110 de vingt-cinq à trente ans; 40 de trente-cinq à quarante ans; 184 de plus de quarante ans.

8 étaient propriétaires ou rentiers, 63 appartenaient à des professions libérales, 43 à l'industrie et au commerce, 96 étaient employés de commerce ou d'administration, 200 ouvriers dans la petite industrie, 27 ouvriers dans de grandes usines, des chantiers ou des mines, 45 travailleurs agricoles, 69 journaliers et 28 sans profession déterminée.

Sur les 2,585 femmes, 2,003 ont été réintégrées lors de la naturalisation accordée par décret à leurs maris, 100 au moment où leurs maris ont souscrit les déclarations nécessaires pour acquérir la qualité de Français. 26 ont sollicité leur réintégration après la dissolution du mariage dans les termes de l'article 19, paragraphe 1^{er} *in fine*, du Code civil, 251 ont été réintégrées alors que la même faveur était accordée simultanément à leur mari, 205 ont été réintégrées isolément.

Les enfants des réintégrés sont au nombre de 684, dont 126 majeurs, et 558 mineurs, dont 195 seulement ont eu besoin d'être compris au décret de réintégration par application de l'article 18 du Code civil et sont ainsi devenus Français sous faculté de répudiation dans l'année de leur majorité. Les 363 autres sont Français définitivement pour les causes diverses déjà indiquées au paragraphe des naturalisations françaises.

VII

AUTORISATIONS DE SE FAIRE NATURALISER A L'ÉTRANGER

Il convient de constater le nombre tout à fait minime des Français qui abdiquent leur nationalité d'origine et sollicitent avec l'autorisation du gouvernement une nationalité étrangère.

Ces autorisations n'ont été accordées qu'à 2 Français en 1891 et à 9 en 1892.

Leur nombre avait été de 9 en 1889 et de 3 en 1890.

VIII

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Le recensement opéré en 1891, et qui a porté sur les étrangers comme sur les Français, permet d'établir des comparaisons utiles entre le nombre total des étrangers établis en France et le nombre de ceux qui sont devenus Français en 1892, soit par naturalisation, soit par déclaration, soit par réintégration. Nous relèverons seulement dans le dénombrement publié par le ministère du commerce (page 16) le chiffre total des étrangers appartenant aux nationalités européennes qui ont fourni un contingent de nouveaux Français.

Ce sont :

- 1° Les Belges, dont le chiffre pour la France entière est de 465,860.
- 2° Les Italiens, 286,042.
- 3° Les Allemands, 83,333.
- 4° Les Suisses, 83,117.
- 5° Les Espagnols, 77,736.
- 6° Les Luxembourgeois, 31,248.
- 7° Les Russes et Polonais, 14,357.
- 8° Les Autrichiens-Hongrois, 11,909.

Dans l'ordre du chiffre des acquisitions de la qualité de Français, on trouve :

- 1° Les Alsaciens-Lorrains et les Allemands, 2,309, soit 2.75 p. 100.
- 2° Les Italiens, 1,359, soit 0.47 p. 100.
- 3° Les Belges, 1,110, soit 0.23 p. 100.
- 4° Les Espagnols, 267, soit 0.38 p. 100.
- 5° Les Suisses, 155, soit 0.18 p. 100.
- 6° Les Luxembourgeois, 147, soit 0.47 p. 100.
- 7° Les Autrichiens-Hongrois, 87, soit 0.70 p. 100.
- 8° Les Russes et Polonais, 83, soit 0.63 p. 100.

Si l'on recherche enfin la répartition comparative entre les divers départements, du nombre total des étrangers et du nombre des étrangers devenus Français en 1892, on constate que 8 départements comptent plus de 20,000 étrangers établis sur leur territoire. Ce sont :

- 1° Le Nord, 295,987.
- 2° La Seine, 219,003.
- 3° Les Bouches-du-Rhône, 92,361.
- 4° Les Alpes-Maritimes, 65,220.
- 5° Les Ardennes, 33,159.
- 6° Meurthe-et-Moselle, 29,784.
- 7° Le Var, 27,526.
- 8° Le Pas-de-Calais, 24,466.

Les huit départements qui présentent le plus grand nombre de naturalisations ou de déclarations sont les mêmes, sauf Seine-et-Oise qui remplace les Alpes-Maritimes, lesquelles viennent seulement au neuvième rang, et les Vosges remplaçant les Ardennes qui viennent au douzième rang (1).

- 1° Seine, avec 1,685 naturalisations ou déclarations acquiesitives.
- 2° Nord, avec 522.
- 3° Meurthe-et-Moselle, avec 440.
- 4° Bouches-du-Rhône, avec 392.
- 5° Var, avec 113.
- 6° Vosges, avec 127.
- 7° Seine-et-Oise, avec 118.
- 8° Pas-de-Calais, avec 112.

Deux autres départements dépassent le chiffre de 100. Ce sont :

- 9° Les Alpes-Maritimes, avec 105 naturalisations ou déclarations.
- 10° La Marne, avec 103.

Ce dernier département (n° 14) compte 16,534 étrangers.

Sept départements ont donné plus de 50 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

- 11° Meuse, 90 sur un nombre total de 8,399 étrangers.

(1) Le département de Seine-et-Oise (n° 10) renferme 19,757 étrangers, et les Vosges (n° 27) n'en comptent que 7,647.

12° Ardennes, 86 sur un nombre total de 33,159 étrangers.

13° Hérault, 74 sur un nombre total de 11,064 étrangers.

14° Rhône, 71 sur un nombre total de 18,139 étrangers.

15° Belfort, 68 sur un nombre total de 6,145 étrangers.

16° Corse, 66 sur un nombre total de 17,626 étrangers.

17° Doubs, 69 sur un nombre total de 14,062 étrangers.

Sept départements ont donné plus de 30 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

18° Oise, 49 sur un nombre total de 16,582 étrangers.

19° Seine-Inférieure, 49 sur un nombre total de 8,640 étrangers.

20° Haute-Marne, 41 sur un nombre total de 3,514 étrangers.

21° Seine-et-Marne, 34 sur un nombre total de 9,114 étrangers.

22° Isère, 33 sur un nombre total de 8,578 étrangers.

23° Aisne, 33 sur un nombre total de 12,341 étrangers.

24° Aube, 32 sur un nombre total de 4,220 étrangers.

Quatre départements ont fourni plus de 20 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

25° Haute-Saône, 27 sur un nombre total de 2,983 étrangers.

26° Loire, 25 sur un nombre total de 3,452 étrangers.

27° Gironde, 23 sur un nombre total de 10,790 étrangers.

28° Savoie, 23 sur un nombre total de 9,461 étrangers.

Douze départements ont fourni plus de 10 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

29° Côte-d'Or, 18 sur un nombre total de 4,053 étrangers.

30° Jura, 16 sur un nombre total de 3,392 étrangers.

31° Haute-Savoie, 15 sur un nombre total de 7,754 étrangers.

32° Yonne, 15 sur un nombre total de 2,204 étrangers.

33° Saône-et-Loire, 14 sur un nombre total de 1,752 étrangers.

34° Gard, 13 sur un nombre total de 3,449 étrangers.

35° Loiret, 13 sur un nombre total de 1,228 étrangers.

36° Vaucluse, 13 sur un nombre total de 1,997 étrangers.

37° Somme, 12 sur un nombre total de 5,384 étrangers.

38° Hautes-Alpes, 11 sur un nombre total de 2,800 étrangers.

39° Haute-Garonne, 11 sur un nombre total de 5,125 étrangers.

40° Allier, 11 sur un nombre total de 915 étrangers.

Six départements ont fourni plus de 5 naturalisations ou déclarations. Ce sont :

41° Ain, 10 sur un total de 4,730 étrangers.

42° Eure, 9 sur un total de 2,816 étrangers.

43° Aude, 8 sur un total de 8,220 étrangers.

44° Pyrénées-Orientales, 8 sur un total de 10,100 étrangers.

45° Basses-Pyrénées, 7 sur un total de 19,766 étrangers.

46° Sarthe, 7 sur un total de 670 étrangers.

Trois départements n'en ont fourni que 5, savoir : Indre-et-Loire (sur 1,244 étrangers), Maine-et-Loire (sur 1,103) et Nièvre (sur 700).

Quatre départements n'en ont fourni que 4, savoir : Dordogne (sur 900 étrangers), Drôme (sur 1,541 étrangers), Ille-et-Vilaine (sur 1,539 étrangers), Puy-de-Dôme (sur 1,253 étrangers).

Neuf départements n'en ont fourni que 3, savoir : Basses-Alpes (sur 3,896 étrangers), Côtes-du-Nord (sur 453 étrangers), Charente-Inférieure (sur 939 étrangers), Calvados (sur 1,503 étrangers), Eure-et-Loir (sur 1,154 étrangers), Loire-Inférieure (sur 1,815 étrangers), Lot-et-Garonne (sur 6,736 étrangers), Manche (sur 819 étrangers), et Mayenne (sur 330 étrangers).

Onze départements n'en ont fourni que 2, savoir : Ardèche (sur 533 étrangers), Charente (sur 912 étrangers), Cher (sur 705 étrangers), Corrèze (sur 474 étrangers), Finistère (sur 360 étrangers), Haute-Loire (sur 330 étrangers), Lot (sur 302 étrangers), Orne (sur 516 étrangers), Hautes-Pyrénées (sur 3,174 étrangers), Deux-Sèvres (sur 417 étrangers), Tarn (sur 603 étrangers).

Dix départements n'en ont fourni qu'une, savoir :

Ariège (sur 459 étrangers), Creuse (sur 175), Gers (sur 6,514), Indre (sur 417), Landes (sur 521), Lozère (sur 112), Morbihan (sur 292), Tarn-et-Garonne (sur 806), Vendée (sur 207), Vienne (sur 521).

Enfin, quatre départements n'en ont donné aucune. Ce sont :

L'Aveyron (sur 606 étrangers), le Cantal (sur 198), Loir-et-Cher (sur 626) et la Haute-Vienne (sur 551).

En résumé, durant l'année 1892, 9,688 personnes ont acquis notre nationalité, soit au moyen de la naturalisation en France, en Algérie ou aux colonies, soit par voie de réintégration, soit par voie de simple déclaration. A ce nombre, il faut ajouter 7,088 enfants mineurs, dont 5,991 sont devenus Français irrévocablement, et 1,097 sous faculté de répudiation. On obtient ainsi un total de 15,979 nouveaux Français à titre définitif.

Pendant la même période, 320 personnes seulement ont abdiqué la nationalité française, savoir : 311 par voie de répudiation et 9 en se faisant naturaliser à l'étranger avec l'autorisation du gouvernement.

Le simple rapprochement de ces derniers chiffres doit être la conclusion naturelle et tout à fait rassurante du présent rapport.

Le montant des droits de sceau perçus en 1892 s'est élevé à 177,562 fr. 50.

J'ai l'honneur d'être avec respect, monsieur le garde des sceaux, votre très humble et très obéissant serviteur,

*Le Conseiller d'Etat,
directeur des affaires civiles et du sceau,*

CH. FALCIMAIGNE.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

BRÉSIL

DIARIO OFFICIAL, 10 OCTOBRE 1893.

Ministère de la justice et des affaires intérieures.

Capitale fédérale, le 9 octobre 1893.

A M. le Ministre d'Etat des affaires de la marine.

Dans une note n° 2189 du 3 du mois courant, vous m'avez consulté au sujet de la ligne de conduite qu'il y aurait lieu de suivre en ce qui concerne les protestations faites par diverses personnes, relativement aux préjudices qu'elles subissent par suite de la révolte d'une partie de l'escadre brésilienne.

En vous restituant les copies ou pièces accompagnant votre note d'avis mentionnée ci-dessus, il m'importe de vous déclarer que, en temps de troubles intérieurs ou de guerre civile, le gouvernement n'assume pas de responsabilité et ne viole pas les droits des particuliers quand, étant contraint par la force majeure et dans l'exercice légal du pouvoir public, il assure la sécurité de l'Etat ou commet des actes portant préjudice aux particuliers. Ceux-ci, qu'ils soient nationaux ou étrangers, n'ont droit à aucune indemnité.

Telle est la doctrine qui a prévalu aux yeux des publicistes les plus autorisés et dans la pratique internationale.

Le Gouvernement n'est donc pas responsable des pertes et dommages subis par les protestataires et il incombe au procureur de la République de votre section de présenter sa contre-protestation.

Salut et fraternité.

F. LOBO.

FRANCE

Réception de l'escadre russe.

Le 13 octobre, l'escadre russe, dont la visite avait été annoncée officiellement au Gouvernement de la République, a fait à Toulon une entrée imposante.

Elle était composée du cuirassé *Empereur Nicolas I^{er}*, commandé par le capitaine de vaisseau Dicker, portant le pavillon du contre-amiral Avellan ; — du croiseur *Pamiat-Azova*, commandé par le capitaine de vaisseau Tschoukhnine ; — du croiseur *Rynda*, commandé par le capitaine de vaisseau Krieger ; — du croiseur *Amiral Nakhimoff*, commandé par le capitaine de vaisseau Lavroff ; — de la canonnière *Téréts*, commandée par le capitaine de frégate Loschtchinsky.

L'escadre russe a été signalée vers neuf heures du matin, à une dizaine de milles dans l'ouest des sémaphores de Toulon.

Une division légère française s'est portée à sa rencontre. Elle comprenait : le croiseur de 1^{er} rang le *Davout*, commandé par le capitaine de vaisseau de Bernardières et portant le guidon de commandement ; les avisos-torpilleurs

Bombe, Dague, Dragonne et Lévrier et les torpilleurs de haute mer *Agile, Audacieux, Coureur, Eclair, Kabyle et Orage*.

A cette escadrille s'était joint l'*Hercule*, remorqueur d'escadre, portant les maîtres de port qui devaient piloter les navires russes jusqu'à leurs coffres d'amarrage. Sur le *Davout* s'étaient embarqués MM. le capitaine de vaisseau Maréchal, sous-chef de l'état-major général de la marine, et le lieutenant de vaisseau Voiellaud, désignés pour être attachés à la personne du contre-amiral Avellan pendant la durée de son séjour en France ; de Giers, conseiller à l'ambassade de Russie ; Swetchine, secrétaire d'ambassade ; de Behr, lieutenant de vaisseau, attaché naval de la même ambassade, le consul général de Russie à Marseille, et l'agent consulaire de Russie à Toulon.

Arrivé à petite distance de l'escadre russe, le *Davout* salue le pavillon du contre-amiral Avellan de treize coups de canon, salut qui est rendu coup pour coup par l'*Empereur Nicolas I^{er}*, tandis que les hommes placés dans la mâture et rangés à honneur sur les dunettes et passerelles poussent des hurrahs enthousiastes.

En arrivant à bord de l'*Empereur Nicolas I^{er}*, le capitaine de vaisseau Maréchal souhaite la bienvenue à l'amiral Avellan en ces termes :

« Amiral,

« Au nom de M. le Ministre de la Marine, j'ai l'honneur de vous souhaiter la bienvenue ainsi qu'à vos états-majors et à votre escadre. La marine française est heureuse de voir flotter les couleurs russes dans les eaux de notre premier port de guerre. Je suis certain que la France entière s'associe à l'émotion profonde que cause à la marine française la visite d'une partie de la flotte russe. »

L'amiral Avellan remercie le commandant Maréchal en l'assurant de sa reconnaissance pour la réception qu'on lui prépare ; et les navires reprennent leur marche pour faire route sur Toulon.

A onze heures et demie, l'*Empereur Nicolas I^{er}* arrive sur rade, suivi des autres navires russes, et les saluts d'usage sont aussitôt échangés.

A peine le cuirassé amiral avait-il doublé les jetées qu'une immense clameur s'élève, indéfiniment prolongée, formée des hurrahs des marins de notre escadre rangés à honneur, des vivats partis des innombrables embarcations de plaisance qui font escorte aux navires russes et des acclamations lointaines de la foule massée sur le rivage.

A une heure, l'amiral Avellan se rend en son canot dans le port militaire.

Sur tout le parcours de l'embarcation, les tambours battent et les clairons sonnent aux champs.

Le quai de l'Horloge et les bâtiments avoisinants sont richement pavoisés. Les marins forment, jusqu'à la porte principale de l'arsenal, une haie qui est prolongée jusqu'à la préfecture maritime par les troupes de la guerre et leurs musiques.

Au moment où l'amiral débarque, une batterie de la *Couronne* fait un salut de treize coups de canon, tandis que la musique des équipages de la flotte joue l'hymne russe.

Les contre-amiraux Rocomaure et de Slane, l'un major de la flotte et l'autre chef d'état-major, entourés de tout l'état-major du V^e arrondissement maritime, reçoivent l'amiral Avellan qui se montre ému de cet accueil.

Le cortège se forme ensuite et se rend à la préfecture maritime, salué par les hurrahs des ouvriers de l'arsenal et de la population pressée sur la place d'armes.

M. le vice-amiral Vignes, préfet maritime, reçoit l'amiral russe et sa suite, et les présente aussitôt à M. le vice-amiral Rieunier, Ministre de la Marine, arrivé à Toulon la veille.

Le Ministre prononce les paroles suivantes :

« Amiral,

« Au moment où vous mettez le pied sur la terre de France, je ressens profondément l'honneur qui m'est fait de vous recevoir au nom du Gouvernement de la République.

« Le souvenir mémorable de 1891 est présent dans tous nos cœurs. Cronstadt et Toulon sont désormais des dates qui marquent et qui témoignent des sympathies de la nation russe et de la nation française. Aussi est-ce en amis sincères que vous serez partout accueillis.

« Au nom du Président de la République, au nom du Gouvernement et du pays tout entier, je vous adresse nos vœux de bienvenue, à vous, mon cher amiral, à vous tous, Messieurs et chers camarades, qui êtes ici les représentants d'un grand et noble peuple. »

L'amiral Avellan a répondu au Ministre :

« Je ne puis vous exprimer la gratitude que j'éprouve pour les paroles que vous avez bien voulu m'adresser. Ce n'est pas seulement l'escadre, c'est toute la Russie qui sera touchée et reconnaissante de votre accueil. »

Les présentations ont alors lieu de part et d'autre.

En se retirant, l'amiral Avellan s'est adressé en ces termes au Ministre de la Marine :

« Je vous réitère mes remerciements pour votre accueil si cordial, et je ne veux pas vous quitter sans prononcer ces trois mots qui sont au fond du cœur de tous les Russes : Vive la France ! »

L'amiral Avellan revient dans l'arsenal avec le même cérémonial ; puis il s'embarque pour se rendre à son bord.

Là il reçoit la visite du Ministre de la Marine. Aussitôt après, l'amiral Avellan se rend à bord du *Formidable* et du *Richelieu* où il est reçu successivement par les vice-amiraux de Boissoudy et de la Jaille, le premier commandant l'escadre active, le second commandant l'escadre de réserve. Tous deux sont entourés des contre-amiraux et des commandants des bâtiments placés sous leurs ordres.

Ces visites terminées, l'amiral russe est redescendu à terre pour se rendre à l'Hôtel de Ville. La population s'était portée en masse sur le carré du port à l'entrée de la mairie.

MM. Bret, préfet du Var, Révoil et Mollard, sous-directeur du protocole, attendaient sur le quai, ainsi que le maire et le Conseil municipal de la ville, les députés et sénateurs venus à Toulon, le président et la délégation du Conseil municipal de Paris, le président et la délégation du Conseil général de la Seine, les délégations d'un grand nombre de Conseils généraux et de Conseils municipaux, particulièrement des départements limitrophes : les Bouches-du-Rhône, les Basses-Alpes et les Alpes-Maritimes.

L'amiral a passé entre toutes les embarcations du port qui faisaient la haie. Lorsqu'il a mis pied à terre, le Préfet du Var lui a présenté les sénateurs et députés du département, le Conseil général et son bureau, le maire et le Conseil municipal de Toulon. « Tous vous diront, a-t-il ajouté, qu'ils sont heureux de recevoir les représentants de cette grande et noble nation, notre amie, la Russie. »

L'amiral a remercié.

Le maire de Toulon, M. Ferrero, s'est alors avancé et a prononcé ces paroles :

« La marine russe a reçu de la marine française l'accolade fraternelle ; c'est maintenant du peuple français tout entier qu'elle va recevoir le salut.

Des points les plus éloignés du territoire, les représentants des départements sont venus vers vous, ont tenu à assister à votre arrivée, à vous dire toutes les sympathies de la France pour la Russie que vous représentez si noblement.

« Les membres des corps élus de notre pays, en se groupant autour de la municipalité toulonnaise qui, la première en France, a l'insigne honneur de vous saluer, ont voulu bien montrer à la Russie que, chez nous, tous les cœurs battent à l'unisson, qu'un même sentiment nous anime tous. Les vivats enthousiastes de la France entière que vous allez traverser vous prouveront combien est profonde l'amitié de notre peuple pour le vôtre.

« La ville de Toulon est particulièrement heureuse d'avoir été choisie pour cette visite qui cimente l'amitié de deux grandes nations. Elle n'oubliera jamais l'honneur qui lui est fait aujourd'hui.

« Amiral, au nom de la population toulonnaise, je vous souhaite la bienvenue. Au nom du Conseil municipal de Toulon, je vous salue. »

L'amiral russe a répondu :

« L'accueil enthousiaste que la ville de Toulon me fait me touche profondément. Je vous prie d'en exprimer ma reconnaissance émue aux habitants de votre cité qui, les premiers, me font comprendre combien est grande la sympathie qui unit la France et la Russie. »

M. Humbert, président du Conseil municipal de Paris, a pris ensuite la parole :

« Je vous présente, a-t-il dit, la délégation du Conseil municipal de Paris. Elle vous demande la permission de ne vous offrir aujourd'hui que ses hommages personnels ; elle vous apportera demain le salut de Paris et l'invitation de notre ville pour les fêtes qu'elle organise. »

L'amiral a répondu qu'il serait heureux de déférer à cette invitation et de se rendre dans la capitale de la France.

Ces présentations terminées, l'amiral s'est dirigé vers l'Hôtel de Ville, où il a reçu de nouvelles délégations ; un grand nombre d'adresses lui ont été remises, lui affirmant l'union de la France avec la Russie.

— L'amiral Avellan, accompagné d'un certain nombre d'officiers, est arrivé à Paris le 17 octobre. Il a été présenté au Président de la République par le baron de Mohrenheim, ambassadeur de Russie, et il s'est exprimé en ces termes :

« J'ai l'honneur, Monsieur le Président de la République française, de vous apporter mes hommages les plus respectueux, ceux de l'escadre que je commande et de la marine russe tout entière. »

Le Président de la République a répondu :

Je vous remercie, Monsieur l'ambassadeur, de m'avoir présenté M. l'amiral Avellan et MM. les officiers de l'escadre russe.

J'avais confié à M. le Ministre de la Marine la mission de leur porter mes souhaits de bienvenue à leur entrée dans les eaux françaises, à leur arrivée sur notre territoire. Je suis heureux de pouvoir aujourd'hui renouveler ces souhaits en personne.

On vous a, Messieurs, exprimé à Toulon toute la sympathie du Gouvernement français. Les populations que vous avez traversées vous ont dit celles de la nation tout entière. Partout vous trouverez le même accueil chaleureux et cordial.

Les liens d'affection qui unissent la Russie et la France, resserrées, il y a deux ans, par les manifestations touchantes dont notre marine a été l'objet

à Cronstadt, sont chaque jour plus étroits, et le loyal échange de nos sentiments d'amitié doit inspirer à tous ceux qui ont à cœur les bienfaits de la paix confiance et sécurité.

Le grand empereur qui vous envoie, Messieurs, et que je salue d'ici, vous a confié une haute mission que vous savez dignement remplir.

Soyez les bienvenus !

— Les fêtes données à Paris en l'honneur des officiers de l'escadre russe se sont prolongées jusqu'au 24 octobre.

L'escadre a quitté Toulon le 27 octobre.

Le Président de la République a reçu de S. M. l'Empereur de Russie le télégramme suivant :

« Gatschina, 27 octobre, 11 h. 35 soir.

« A Son Excellence M. le Président de la République française, Paris.

« Au moment où l'escadre russe quitte la France, il me tient à cœur de vous exprimer combien je suis touché et reconnaissant de l'accueil chaleureux et splendide que nos marins ont trouvé partout sur le sol français.

« Les témoignages de vive sympathie qui se sont manifestés encore une fois avec tant d'éloquence joindront un nouveau lien à ceux qui unissent nos deux pays et contribueront, je l'espère, à l'affermissement de la paix générale, objet de leurs efforts et de leurs vœux les plus constants.

« ALEXANDRE. »

Le Président de la République a répondu en ces termes au télégramme de S. M. l'Empereur de Russie :

« Paris, 29 octobre, 10 h. 30 matin.

« A Sa Majesté l'Empereur de Russie, à Gatschina.

« La dépêche dont je remercie Votre Majesté m'est parvenue au moment où je quittais, à Toulon, pour rentrer à Paris, la belle escadre sur laquelle j'ai eu la vive satisfaction de saluer le pavillon russe dans les eaux françaises.

« L'accueil cordial et spontané que vos braves marins ont rencontré partout en France affirme une fois de plus, avec éclat, les sympathies sincères qui unissent nos deux pays. Il marque en même temps une foi profonde dans l'influence bienfaisante que peuvent exercer ensemble deux grandes nations dévouées à la cause de la paix.

« CARNOT. »

Le Ministre des Affaires étrangères a reçu de l'ambassade de Russie communication du télégramme suivant, adressé par Son Excellence M. de Giers, Ministre des Affaires étrangères de S. M. l'Empereur de Russie, à Son Excellence M. le baron de Mohrenheim :

« Pétersbourg, 28 octobre, 3 h. 50 soir.

« L'Empereur vous charge d'être l'interprète de sa sincère gratitude auprès des organes du Gouvernement, ainsi que des représentants de toutes les classes de la société, qui ont participé à la brillante et cordiale réception de l'escadre russe en France.

« Sa Majesté est très touchée des sentiments de sympathie et d'amitié si admirablement témoignés en cette circonstance.

« L'Empereur télégraphie directement à M. le Président de la République.

« GIER. »

Mort du maréchal de Mac-Mahon.

Le Gouvernement a décidé que des funérailles nationales seraient faites à l'illustre maréchal. La cérémonie a été imposante (22 octobre).

DISCOURS DE M. CHARLES DUPUY, PRÉSIDENT DU CONSEIL.

La République, dépositaire des souvenirs et gardienne des gloires de la patrie, rend hommage à ceux qui ont honoré la France. Pénétré de cette pensée, le Gouvernement a décidé que des funérailles nationales seraient faites au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, ancien Président de la République. Le Ministre de la guerre redira, avec son autorité particulière, la carrière du soldat, l'éclat des jours heureux, la dignité fière des mauvais jours, et, dans les uns et les autres, la foi inébranlable, l'invincible espérance dans les destinées de la patrie. Je veux essayer, quant à moi, de noter le caractère et le rôle du citoyen, de l'homme public, de l'ancien chef d'Etat.

En adressant aux Chambres, le 30 janvier 1879, sa démission de la présidence de la République, le maréchal de Mac-Mahon écrivait ces lignes : « En quittant le pouvoir, j'ai la consolation de penser que, durant cinquante-trois ans consacrés au service de mon pays, je n'ai jamais été guidé par d'autres sentiments que ceux de l'honneur et du devoir et par un dévouement absolu à la patrie. »

L'histoire ratifiera ce jugement. Elle dira que le deuxième Président de la République française accepta le pouvoir sans l'avoir même désiré, qu'il l'exerça avec loyauté et qu'il sut le quitter avec une dignité exemplaire. Nos successeurs, mieux placés que nous pour être impartiaux, dégageront des événements des 24 et 16 mai la personnalité du maréchal et la montreront simple et droite, rebelle aux intrigues, ennemie des complots, déjouant par sa nature même et sa simplicité les secrètes intentions de ceux qui, en lui imposant le pouvoir, avaient escompté l'inexpérience politique du soldat ou les dispositions supposées du citoyen pour faire de lui un docile instrument de leurs ambitions ou de leurs rancunes.

Il ne tarda pas à les déromper. Dès le début de l'année 1874, répondant aux vœux et aux inquiétudes des présidents du Tribunal et de la Chambre de commerce de Paris, il prononçait ces paroles qui firent en leur temps un si grand effet : « L'Assemblée nationale m'a remis le pouvoir pour sept ans. Mon premier devoir est l'exécution de cette décision souveraine. Soyez donc sans inquiétude. Pendant sept ans je saurai faire respecter de tous l'ordre de choses légalement établi. »

C'était comme une consigne ; le maréchal l'a observée fidèlement. Assurément, il n'avait pas de penchant pour les institutions républicaines. Ses origines, son éducation, ses relations le portaient en sens contraire ; mais il avait le respect de la volonté nationale et l'on peut dire qu'il ne consentit jamais à être l'homme de personne. Sous les régimes politiques si divers à travers lesquels s'est développée sa noble carrière de soldat, il avait toujours vu la France ; aussi bien ne fut-il jamais courtisan. Il eut toujours le courage de la franchise.

On sait que seul, dans le Sénat impérial, il s'éleva, au nom de la liberté individuelle et du droit, contre la loi de sûreté générale.

On sait moins, mais il faut le rappeler, qu'il jugeait sévèrement le coup d'Etat et qu'il s'en ouvrit à Napoléon III lui-même en des termes d'une précision énergique. Napoléon III, qui le considérait comme un légitimiste, eût été bien surpris sans doute s'il eût pu savoir que, devenu Président de la République, le maréchal, mettant son devoir constitutionnel au-dessus de ses sentiments propres et de son penchant personnel pour le comte de Chambord, refusa au prétendant l'entrevue secrète que celui-ci, venu de Frohsdorf à Versailles, lui avait fait demander par M. de Blacas.

Un de ses Ministres l'a appelé le « soldat légal ». Le mot vaut la peine d'être retenu. Il peint l'homme et l'intime fusion en son âme des sentiments

du citoyen et de ceux du soldat, incliné devant la règle une fois consentie, la considérant comme une discipline supérieure, comme une consigne inviolable, admirable, exempte de servitude volontaire, dont les consciences d'élite sont seules capables et dans laquelle elles puisent, comme à une source féconde, l'aliment des grands efforts et l'inspiration des grands devoirs !

Dégagée des polémiques et des controverses des partis, la figure du maréchal de Mac-Mahon apparaît comme celle d'un bon Français et d'un grand Français. C'est à cette figure que vont les sympathies émues dont ce cercueil est entouré ; c'est elle qui explique ces marques d'estime et de regrets apportées ici par les représentants des souverains étrangers qui, sous des drapeaux amis ou dans des rangs contraires, sur tant de champs de bataille, éprouvèrent la valeur et la loyauté du maréchal. C'est elle qui mérite le recueillement du grand Paris, si sensible à tout ce qui est noble et beau, et qui sait interrompre subitement les réjouissances les plus attachantes et les plus désirées pour faire un respectueux cortège à la gloire et à la mort.

Quand il descendit volontairement du pouvoir, le maréchal de Mac-Mahon, dans une entrevue qui restera comme un acte de la plus haute et de la plus loyale courtoisie, disait à son successeur que sa préoccupation dominante devait se porter sur notre situation extérieure.

Cette situation avait eu toute sa sollicitude et certainement son nom, ses relations, sa renommée militaire avaient contribué à la fortifier. Il a pu, dans sa retraite si réservée, si discrète, constater que la République a rempli avec persévérance ce devoir de vigilance et d'observation qu'il considérerait comme supérieur à tous les autres. Il a pu, avant de s'éteindre, voir que quelque chose était changé dans le monde et que la France avait trouvé, dans une situation nouvelle, comme la récompense de sa sagesse et de sa droiture, un gage solide de cette paix à laquelle elle est attachée et dont toute l'Europe a besoin.

Le maréchal avait accueilli avec joie la nouvelle des fêtes organisées à l'occasion de la visite de nos amis de la marine russe et suspendues aujourd'hui d'un accord unanime pour lui rendre les honneurs suprêmes. Il avait pu espérer un moment qu'il y prendrait part. Son cœur de soldat et de patriote en avait compris la portée morale. En conduisant sa dépouille aux Invalides où il dormira son dernier sommeil, parmi tant de braves et de vaillants dont il fut l'imitateur et l'émule, nous prouvons aux amis et aux hôtes qui mêlent leur deuil à celui de la France que la République sait élever et maintenir au-dessus des agitations des partis et de leurs disputes l'image sainte de la patrie.

Inclinons-nous devant cette image vénérée, et quand nous sortirons de l'hôtel des Invalides ayant dit au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, le dernier adieu, gardons tous au cœur, pour nous inspirer et nous conduire, la devise qui fut la sienne et qui résume sa noble vie : « Tout pour la patrie ! Tout pour la France ! »

DISCOURS DE M. LE GÉNÉRAL LOIZILLON, MINISTRE DE LA GUERRE.

M. le président du Conseil vient d'adresser, au nom du Gouvernement de la République et de la France entière, les derniers adieux à celui qui fut pendant six ans Président de la République française. C'est avec une profonde émotion que je viens à mon tour saluer, au nom de l'armée, le chef illustre et vénéré dont elle pleure la perte.

Je n'entreprendrai pas de faire le récit ni le résumé de la carrière du maréchal de Mac-Mahon. Elle appartient déjà à l'histoire. Les victoires et les actions d'éclat qui la jalonnent sont gravées sur nos monuments ; elles sont inscrites en lettres d'or sur les drapeaux de nos régiments. Mac-Mahon a été de toutes les expéditions, il a pris part à toutes les campagnes où s'est illustrée l'armée française pendant plus d'un demi-siècle. A Mouzaia où il fait ses premières armes, au siège d'Anvers, à Constantine, dans les rudes et pénibles labeurs de la conquête de l'Algérie, partout il se montre le brillant et

valeureux soldat dont le calme et l'héroïque courage arrachaient des cris d'admiration à ceux qui le voyaient au feu. Il est surtout resté le légendaire héros de Malakoff, de ce glorieux épisode où sa vaillance lui inspira ce mot superbe : « J'y suis, j'y reste ! » et qui fut le couronnement de cette lutte gigantesque où les adversaires purent se combattre sans se haïr, et d'où ils emportèrent une estime réciproque, prélude d'une solide et durable amitié.

La campagne d'Italie marque l'apogée de sa carrière. A Magenta, malgré le courage et les efforts d'une valeureuse armée, son audace et sa décision transforment en un magnifique triomphe une journée compromise et lui valent avec le bâton de maréchal le titre glorieux qu'il lègue aujourd'hui à ses enfants.

Pourquoi faut-il qu'après avoir connu les enivrements de la victoire, il ait subi à son tour les amertumes de la défaite ?

Ses suprêmes efforts n'avaient pu conjurer les malheurs de la patrie ; mais il sortit de l'épreuve encore grandi, et bientôt la confiance des représentants de la nation l'appela à la première magistrature de la République.

Le maréchal de Mac-Mahon resta dans l'exercice de ces hautes fonctions ce qu'il avait été durant toute sa carrière, le soldat loyal et sans reproche, respectueux des lois de son pays, et on ne peut s'empêcher d'admirer la simplicité avec laquelle il descendit du pouvoir, qu'il avait accepté sans l'avoir désiré.

Il a donné l'exemple de toutes les vertus militaires, et son plus beau titre de gloire au milieu de tant d'autres sera d'avoir toujours pratiqué sans en dévier cette noble devise, qui est aussi celle de l'armée : « Honneur et patrie ! »

Le héros de Malakoff, le vainqueur de Magenta va dormir son dernier sommeil au milieu de cette pléiade de guerriers avec lesquels il a si largement contribué à la gloire de la France, sous ce dôme des Invalides où la reconnaissance nationale lui assure une sépulture digne de son nom et de ses services.

Au seuil de cette tombe, autour de laquelle se pressent avec nous, unis dans un même sentiment d'admiration et de tristesse, ceux qui furent ses adversaires et ceux qui combattirent à ses côtés ; au nom de la vieille et de la jeune armée, au nom de l'armée française, j'adresse un suprême et solennel adieu au maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta.

Convention monétaire.

Une conférence, comprenant les délégués des Etats de l'Union monétaire latine, s'est réunie à Paris le 9 octobre. A la suite de ses travaux, une convention a été signée le 15 novembre. En voici le texte :

Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration persistante des monnaies divisionnaires italiennes, ayant demandé la revision partielle et temporaire de la convention du 6 novembre 1885 (1), et les Gouvernements belge, français, grec et suisse ayant cru pouvoir accepter le principe de cette revision,

S. M. le roi des Belges, le Président de la République française, S. M. le roi des Hellènes, S. M. le roi d'Italie et le Conseil fédéral suisse ont résolu de conclure à cet effet un arrangement spécial et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

.....
Lesquels, après, etc.

Sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Les Gouvernements belge, français, grec et suisse

(1) V. *Archives*, 1886, I, p. 129.

s'engagent à retirer de la circulation les pièces d'argent italiennes de 2 fr., 1 fr. 50 centimes et 20 centimes et à les remettre au Gouvernement italien, qui, de son côté, s'engage à les reprendre et à en rembourser la valeur dans les conditions fixées par les articles suivants.

Art. 2. — Quatre mois après l'échange des ratifications du présent arrangement, les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse, par dérogation à l'article 6 de la convention du 6 novembre 1885, cesseront de recevoir les monnaies divisionnaires d'argent italiennes.

Art. 3. — Le délai fixé par l'article précédent sera augmenté d'un mois pour les monnaies divisionnaires italiennes provenant de l'Algérie et des colonies françaises.

Art. 4. — Les monnaies divisionnaires italiennes retirées de la circulation seront mises à la disposition du Gouvernement italien par sommes d'au moins cinq cent mille francs (300,000 francs) et portées par chacun des autres Etats à un compte courant productif d'intérêt. Cet intérêt sera de 2 1/2 0/0 à partir du jour où l'avis aura été adressé au Gouvernement italien que les pièces sont immobilisées à son profit. Il sera porté à 3 1/2 0/0 à partir du dixième jour qui suivra l'envoi des espèces jusqu'à la date du paiement effectif ou de l'encaissement des couvertures fournies par l'Italie.

Dans tous les cas, le paiement ne pourra être retardé au-delà de trois mois à dater de l'expédition.

Chaque remboursement comprendra moitié au moins de monnaies d'or de 40 francs et au-dessus frappées dans les conditions de la convention du 6 novembre 1885. Le surplus sera payé en traites sur les pays créditeurs ; l'échéance de ces traites n'excèdera pas le délai fixé par le paragraphe précédent.

Art. 5. — La transmission des monnaies divisionnaires et celle des couvertures s'opérera directement entre chacun des Gouvernements de l'Union et le Gouvernement italien. Chacun des envois demandés par le Gouvernement italien pourra atteindre le chiffre de 10 millions de francs. Le Gouvernement français recevra seul les demandes d'envois faites par le Gouvernement italien, et il sera en outre, de même que le Gouvernement italien, informé par les autres Gouvernements de l'importance des retraits opérés par chacun d'eux. Il sera chargé, dès qu'une demande lui aura été adressée par l'Italie, d'en répartir le montant entre les autres Etats au prorata des immobilisations accusées par chacun d'eux.

Trois mois après l'expiration des délais prévus aux articles 2 et 3, le Gouvernement français fera connaître au Gouvernement italien le montant total des monnaies divisionnaires italiennes qui auront été retirées de la circulation dans chacun des Etats de l'Union et dans les colonies françaises.

Art. 6. — Le Gouvernement italien s'engage à prendre livraison et à opérer le remboursement d'un minimum de 45 millions de francs de ses monnaies divisionnaires pendant les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications et d'un minimum de 35 millions de francs pendant chacune des périodes trimestrielles qui suivront et ce jusqu'à complet épuisement des quantités dont le montant aura été notifié aux termes de l'article précédent.

Aussitôt après le remboursement d'un envoi fait en conformité de la demande du Gouvernement italien, ce Gouvernement pourra réclamer une nouvelle livraison.

Art. 7. — Lorsque le Gouvernement italien aura repris et remboursé aux Etats la totalité des monnaies divisionnaires dont le retrait lui aura été notifié, il cessera, par dérogation à l'article 7 de la convention du 6 novembre 1885, d'être tenu de reprendre des caisses publiques des autres Etats les monnaies divisionnaires d'argent qu'il a émises.

Art. 8. — En égard aux exigences spéciales de la circulation monétaire de la Suisse, le Gouvernement fédéral pourra, dans les quatre premiers mois qui suivront l'échange des ratifications du présent arrangement, remettre au

Gouvernement italien, dans les conditions fixées par l'article 4, une somme de quinze millions de francs de monnaies divisionnaires imputables sur le minimum de quarante-cinq millions de francs prévu par l'article 6.

Néanmoins, le Gouvernement fédéral suisse participera aux répartitions effectuées en exécution de l'article 5, dans la proportion des retraits qu'il aurait opérés en sus des sommes remises en vertu du paragraphe précédent.

Art. 9. — Le Gouvernement italien désignera celles de ses trésoreries sur lesquelles les expéditions de monnaies divisionnaires seront faites. Tous les frais de transport et autres résultant du présent arrangement seront à sa charge et portés au débit de son compte courant avec chacun des autres Etats. Le règlement de ce compte aura lieu le 1^{er} juillet et le 1^{er} janvier.

Art. 10. — Par application des articles 4 et 7 de la convention du 6 novembre 1883, le Gouvernement italien ne pourra refuser les monnaies dont le poids aura été réduit par le frai

Art. 11. — Les contingents auxquels les conventions antérieures ont limité pour les cinq Etats la frappe des monnaies d'argent sont expressément maintenus.

Art. 12. — Le Gouvernement italien, pour obvier à l'émigration de ses monnaies divisionnaires d'argent, ayant cru pouvoir recourir, à titre de mesure exceptionnelle et temporaire, à l'émission des *bons de caisse* d'une valeur inférieure à 5 francs, il est et demeure entendu qu'en égard à la stipulation de l'article précédent cette émission doit avoir pour contre-partie et pour gage l'immobilisation, dans les caisses du trésor italien, d'une somme égale en monnaies divisionnaires italiennes d'argent. Le montant des monnaies divisionnaires ainsi constituées en dépôt de garantie sera toujours égal au montant des *bons de caisse* en cours.

Art. 13. — Les prescriptions de l'art. 11 de la convention du 6 novembre 1883 sont applicables aux émissions de bons de caisse et aux dépôts de monnaies divisionnaires destinées à servir de gage à ces émissions.

Art. 14. — Lorsque les caisses publiques de la Belgique, de la France, de la Grèce et de la Suisse n'auront plus à accepter les monnaies divisionnaires italiennes, chacun de ces quatre Etats aura la faculté d'en prohiber l'importation.

Art. 15. -- A partir de la promulgation du présent arrangement, le Gouvernement italien pourra prohiber la sortie de ses monnaies divisionnaires.

Art. 16. — Les articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1883 restent applicables aux monnaies divisionnaires d'argent émises par la Belgique, la France, la Grèce et la Suisse.

Chacun de ces quatre Etats aura toutefois le droit d'obtenir, dans les conditions du présent arrangement, le retrait et la remise de celles de ses monnaies divisionnaires d'argent qui se trouveraient en Italie.

Art. 17. — Le Gouvernement italien se réserve de demander, ultérieurement, que les dispositions des articles 6 et 7 de la convention du 6 novembre 1883 redeviennent applicables aux monnaies divisionnaires italiennes, mais il ne pourrait en être ainsi que du consentement unanime des quatre autres Etats.

Art. 18. — Au cas où, la convention du 6 novembre 1883 ayant été dénoncée, il serait procédé à la liquidation de l'Union, l'article 15 du présent arrangement resterait seul applicable et l'obligation imposée à chaque Etat par l'article 7 de la convention précitée, de reprendre pendant une année ses monnaies divisionnaires d'argent, serait remise en vigueur.

Art. 19. — Le présent arrangement sera ratifié ; les ratifications en seront échangées à Paris, le plus tôt que faire se pourra et au plus tard le 30 janvier 1894.

GRANDE-BRETAGNE

Le banquet traditionnel du lord-maire a eu lieu le 9 novembre.

Les ministres présents étaient le lord grand-chancelier, lord Herschell, le secrétaire d'Etat pour les Indes et président du conseil privé, comte de Kimberley, le premier lord de l'amirauté, comte Spencer, les ministres de la guerre et du commerce, MM. Campbell-Bannerman et Mundella. Parmi les invités figuraient de nombreux députés et magistrats, les ambassadeurs d'Italie et des Etats-Unis.

Au toast porté à la marine, lord Spencer a répondu que le gouvernement était bien décidé à développer la puissance navale britannique pour que la suprématie de l'Angleterre sur les mers pût être maintenue. Il a fait l'éloge des officiers et des équipages et rappelé l'exemple de fidélité au devoir lors de la catastrophe du *Victoria*.

Au nom de l'armée, M. Campbell-Bannerman a fait à son tour l'éloge des troupes anglaises, de leur organisation et de leur discipline.

Puis le lord-maire porte un toast aux ambassadeurs et en particulier à l'ambassadeur d'Italie et il rappelle la réception cordiale faite récemment en Italie à l'escadre anglaise.

Le comte Torielli remercie le lord-maire des paroles gracieuses qu'il a prononcées au sujet des relations de l'Angleterre avec l'Italie et il dit textuellement, en parlant de la visite de l'escadre anglaise dans les eaux italiennes :

« Bien que l'Italie ait été très reconnaissante pour cette nouvelle preuve de l'amitié de l'Angleterre, elle n'y a rien vu de nouveau ; elle n'a pas eu besoin de mettre la maison sens dessus-dessous pour recevoir cordialement ses amis. Il y a beaucoup d'intérêts communs entre l'Italie et l'Angleterre, et il n'y en a pas de divergents. Il y en a un d'absolument identique auquel l'Italie travaille de toutes ses forces, c'est l'intérêt du maintien de la paix. »

Des applaudissements chaleureux ont accueilli le discours de l'ambassadeur d'Italie, et c'est au tour de lord Kimberley de prendre la parole. Voici le compte-rendu télégraphique de son discours :

Lord Kimberley, après avoir excusé M. Gladstone retenu par les travaux parlementaires et avoir regretté l'absence de lord Rosebery, dit que ce n'est pas sans un sentiment d'inquiétude et d'appréhension qu'on voit s'accroître continuellement les armées du continent qui font que l'Europe est presque transformée en un camp.

Faisant allusion à la réception de l'escadre anglaise en Italie, il dit qu'il n'y a personne en Angleterre qui n'éprouve pour l'Italie les sentiments de sympathique cordialité si bien exprimés par l'ambassadeur.

Une autre grande puissance de la Méditerranée a aussi les sympathies de l'Angleterre et de son gouvernement dans sa lutte contre les tribus sauvages, c'est l'Espagne, et nous sommes heureux, d'accord avec les autres puissances de l'Europe, d'employer toute notre influence pour ramener la tranquillité dans son voisinage. Les calamités de Santander et de Barcelone grandissent encore notre sympathie pour cette noble nation.

Lord Kimberley compte que les négociations en cours avec la Russie au sujet des frontières en Asie se termineront d'une façon satisfaisante ; mais nous n'avons pas seulement des questions de frontière à régler avec la Russie en Asie, il y en a encore avec la Chine et avec la France.

« Je ne me sens pas libre, dit ensuite lord Kimberley, de parler des négociations qui se poursuivent actuellement avec la France au sujet des ques-

tions très importantes relatives au Siam ; mais j'exprimerai le sentiment de mon honorable ami lord Rosebery, en disant que nous nous rendons parfaitement compte des intérêts considérables de l'Angleterre au Siam. Nous ne négligeons en aucune façon la protection de ces intérêts commerciaux qui sont si grands, et nous n'oublions nullement l'importance qu'il y a pour nous à maintenir notre position sur cette frontière de notre empire.

« Nous poursuivrons une politique amicale, mais ferme, et je crois que nos communications avec le gouvernement français aboutiront aussi à un règlement dont nous aurons des raisons d'être satisfaits. »

Lord Kimberley, passant alors à la politique intérieure des Indes, dit que la question de l'argent constitue une grosse difficulté. Les nouvelles mesures prises relativement à la frappe de l'argent étaient nécessaires, mais il est trop tôt pour dire si elles réussiront.

Quant à la guerre des Matabélès, elle est juste, mais le gouvernement britannique, après la conquête, devra faire entendre sa voix auprès de la Compagnie britannique sud-africaine.

Lord Kimberley constate enfin la diminution des attentats agraires en Irlande, et quant à la grève des charbonnages, il regrette qu'on n'ait pas trouvé le moyen de mettre, par l'arbitrage, un terme à ce conflit si préjudiciable à l'industrie et au commerce britanniques.

ITALIE

Le Livre vert sur les affaires d'Aigues-Mortes

Ce *Livre vert* comprend trois parties. La première est relative aux négociations diplomatiques ; la deuxième, au rapport du consul général d'Italie à Marseille ; la troisième, à la correspondance sur la vérification du nombre des morts et sur la recherche des ouvriers italiens disparus.

La *première partie* contient 45 documents, dont la plupart sont des dépêches télégraphiques datées, la première du 18 et la dernière du 26 août.

Le 18 août, M. Brin reçoit la première nouvelle des faits par le consul de Marseille et par l'ambassadeur à Paris.

Immédiatement, M. Brin invite le consul à recueillir et à télégraphier tous les détails, se rendant en personne à Aigues-Mortes. Le soir du même jour, le consul envoie des détails recueillis de la bouche des fugitifs.

Dès le 18 août, M. Ressmann fait parvenir au ministre des affaires étrangères, M. Develle, absent de Paris, par le fonctionnaire qui le remplaçait, les observations du gouvernement italien. Le fonctionnaire exprime un profond regret des événements.

De son côté, le président du conseil, M. Dupuy, écrit à M. Ressmann qu'il a aussitôt demandé au préfet du Gard son rapport pour discerner les responsabilités.

Enfin, toujours à la date du 18, M. Develle fait exprimer à M. Ressmann ses regrets et confirmer les deux enquêtes ouvertes, l'une judiciaire, l'autre administrative.

Au reçu de ce télégramme, M. Brin répondit à M. Ressmann, le 18 au soir, qu'il relevait que, selon les nouvelles officielles, il n'y avait plus aucune provocation de la part des ouvriers italiens.

Il dit qu'il a confiance que justice sera faite et dénonce enfin, en le stigmatisant, le manifeste du maire d'Aigues-Mortes.

En l'absence de M. Develle, M. Ressmann signale, le 19 août, au directeur politique au ministère des affaires étrangères, l'inqualifiable manifeste du maire d'Aigues-Mortes et dit que M. Brin réclame, le soir même, une prompt mesure contre le maire, parce que, son manifeste étant un acte public, officiel, une enquête n'est pas nécessaire ; aucune diversité de jugement ne peut

exister, ajoute-t-il. L'opinion publique en Italie est justement surexcitée et l'agitation augmentera, si la réparation qui est due se fait attendre.

Le 20 août, après les premières manifestations populaires de Rome et des autres villes, M. Brin insiste en demandant un acte public impliquant un désaveu solennel du manifeste du maire, sans quoi, dit le ministre italien, la situation deviendra très tendue entre les deux pays.

« Je ne puis pas, dit M. Brin, acquiescer à l'idée que Paris ne sente pas la suprême urgence d'une mesure. »

Sur de nouvelles instances, dans l'après-midi du 20, le directeur politique au ministère français des affaires étrangères regrette que l'absence des ministres à l'occasion des élections rende impossible une solution rapide.

Simultanément le chargé d'affaires de France à Rome ayant proposé qu'une déclaration interprétative du manifeste du maire pût suffire, M. Brin fait déclarer le 20 au soir que cela serait absolument insuffisant.

En présence des manifestations qui se renouelaient à Rome et dans les autres villes, notamment à la suite des faits de la place Farnèse, M. Brin insiste plus vivement et ordonne à M. Ressmann de se rendre pendant l'absence de M. Develle chez M. Dupuy, pour lui faire ressortir la responsabilité qu'assumerait le gouvernement français par un retard.

Dans l'après-midi du 21 août, le lendemain des élections françaises, M. Dupuy reçoit M. Ressmann, auquel il exprime ses regrets du retard causé par les préoccupations électorales ; il lui annonce ensuite avoir, le matin même, suspendu le maire d'Aigues-Mortes, mesure qu'il se réserve de compléter ; il espère que le gouvernement italien appréciera son bon vouloir.

Le 21 août, le consul général d'Italie à Marseille télégraphiait d'Aigues-Mortes que l'enquête continuait, rigoureuse, que de nombreuses arrestations étaient déjà faites et que toutes les autorités avaient l'ordre formel de déployer une extrême rigueur.

En recevant ces communications de Paris et de Marseille, M. Brin estime que les regrets exprimés par le gouvernement français, ainsi que la rapidité de l'enquête et du procès, l'allocation non douteuse d'une indemnité, ainsi que la suspension du maire, à compléter bientôt par un autre acte, constituent une honorable réparation sur la base de laquelle il considère la controverse diplomatique comme close d'une manière satisfaisante.

Le 22 août, M. Develle, à son arrivée à Paris, promet à M. Ressmann de demander l'immédiate destitution du maire et il confirme à l'ambassadeur d'Italie que le procès continuera rapidement et qu'une juste indemnité sera assurée aux victimes.

Plus tard, dans la même journée du 22 août, M. Develle informe l'ambassadeur que le maire a offert sa démission, laquelle n'a pas été acceptée, mais que le maire, affirmant avoir risqué sa vie pour protéger les ouvriers italiens, il convenait, avant de prendre une décision, de bien éclaircir cette circonstance.

En recevant cette communication, M. Brin répond immédiatement et répète, le lendemain 23 août, que la révocation du maire serait indubitablement la mesure la mieux comprise et appréciée par l'opinion, et que, de toutes façons, si, à la suite des résultats favorables de l'enquête sur la conduite du maire, on acceptait simplement la démission, cette mesure devrait être expressément motivée par la circonstance certifiée qu'il avait, au péril de sa vie, sauvé les ouvriers italiens.

La question étant soumise le 24 au conseil des ministres, tenu à Fontainebleau, sous la présidence de M. Carnot, en présence des premiers résultats de l'enquête favorable au maire, il fut décidé de surseoir à toute mesure ultérieure jusqu'à la conclusion définitive de l'enquête.

Le 25 août, se référant à cette décision, M. Develle informait M. Ressmann qu'il avait fait prévaloir, au sein du conseil, cette opinion que la démission du maire ne pouvait pas être acceptée telle quelle, parce qu'alors on ne pourrait plus le destituer, tandis que la suspension du maire n'excluait pas

la possibilité de sa destitution, si les résultats définitifs de l'enquête ne confirmaient pas pleinement ses affirmations.

Néanmoins, ajoutait M. Develle, si le gouvernement italien désire que la démission soit aussitôt acceptée, cela sera fait dès qu'il l'indiquera.

Simultanément, M. Ressmann avertit M. Brin que l'enquête durerait sept à huit jours. M. Brin répondit le 26 que, du moment où le choix lui était laissé entre deux solutions, il préférerait la plus rapide ; qu'il considérerait qu'il serait dangereux devant la grande agitation des esprits que l'état d'incertitude durât encore huit jours et plus peut-être, tandis que les déclarations réitérées du gouvernement français constituaient déjà un désaveu catégorique, que le gouvernement italien désirait davantage que des formalités matérielles. Le soir du 26, un télégramme de M. Ressmann annonçait à M. Brin que, conformément au désir du gouvernement italien, l'acceptation de la démission du maire était un fait accompli.

La *deuxième partie* du Livre vert contient le rapport détaillé du consul général d'Italie à Marseille sur les faits d'Aigues-Mortes.

Le rapport, daté du 6 septembre 1893, est divisé en trois chapitres.

Le premier raconte les premières nouvelles reçues à Marseille à l'arrivée des fugitifs, puis les détails que le consul alla recueillir à Aigues-Mortes.

Le deuxième chapitre fournit une notice sur les salines d'Aigues-Mortes et sur la façon dont le travail y est organisé.

Le troisième est consacré au récit complet des faits d'août, aux informations et recherches personnelles du consul et aux dépositions des témoins.

Le rapport exclut péremptoirement que la provocation soit venue des ouvriers italiens et il fait ressortir très catégoriquement que la conduite du maire fut prompte, énergique et courageuse, notamment quand le maire, assis près du cocher de sa voiture et traversant une foule furieuse, criant à mort et lançant des pierres, alla trois fois conduire à la gare trente-cinq italiens réfugiés dans une boulangerie.

La *troisième partie* du Livre vert comprend vingt-six documents, du 21 août au 20 novembre, concernant la constatation des morts et la recherche des ouvriers disparus.

La première liste télégraphique envoyée par le consul le 22 août indique dix-huit blessés soignés à l'hôpital d'Aigues-Mortes, six blessés à l'hôpital de Marseille, sept morts et deux ouvriers grièvement blessés.

Comme la rumeur publique laissait entendre que le nombre des morts était plus considérable qu'on ne le disait, le consul, sur la demande de M. Brin, fit faire de nouvelles recherches, dont il constata le résultat négatif par un télégramme, le 27 août.

Les recherches continuèrent encore après la déclaration de M. Develle, interrogé par M. Ressmann, qu'il était inexact que le chiffre des morts dépassât celui qui avait été déjà indiqué.

Effectivement, de la correspondance échangée entre le consul et M. Brin, résumée dans un dernier document daté du 20 novembre, il résulte que le nombre des morts formellement constaté est de sept. L'identité de cinq a pu être constatée. Un huitième ouvrier a succombé un mois après, à la suite de ses blessures.

Des recherches continuent pour quatorze ouvriers qui n'ont plus donné de leurs nouvelles depuis les journées des 16 et 17 août.

Sept d'entre eux, on en a la certitude, se trouvaient alors à Aigues-Mortes ; quant aux sept autres, on est incertain qu'ils y fussent à ce moment.

Paiement des droits de douane en espèces métalliques

(Décret du 8 novembre 1893.)

Article premier. — A dater du jour qui suivra la publication du présent

décret (1) les droits d'entrée seront perçus en espèces métalliques, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi du 7 avril 1881, n° 133 (3^e série) (2).

Art 2. — Les banques d'émission seront tenues de délivrer des certificats nominatifs pour le paiement des droits d'importation.

Ces certificats seront délivrés à toute personne qui en fera la demande, contre le versement, en billets d'Etat ou de banque, du montant du certificat réclaté, augmenté du taux du change, réduit à 25 centimes par 100 francs.

Pour les effets desdits certificats, le taux du change à percevoir par les banques d'émission devra correspondre au cours moyen du taux établi pour les chèques à l'étranger dans les bourses de Rome, Gènes, Turin, Milan, Venise, Florence, Naples et Palerme, l'avant-dernier jour qui aura précédé celui de la délivrance du certificat.

Art. 3. — Les douanes devront accepter ces certificats, comme espèces, en paiement des droits d'importation.

Art. 4. — Un décret ministériel, qui sera enregistré à la cour des comptes, déterminera les règles à suivre dans les relations entre le Trésor et les banques d'émission visées à l'article 2 du présent décret.

PAYS-BAS

Chronique parlementaire (3)

La session ordinaire des deux Chambres des Etats-Généraux a été ouverte de la manière usitée, par Sa Majesté la Reine-Régente, le 19 septembre dernier. Le discours du Trône, prononcé en cette occasion, ne contenait pas grand'chose en dehors des phrases usuelles sur la condition du pays, des colonies et les rapports avec l'étranger.

La réponse donnée par les Etats-Généraux était également incolore et peu importante, ce qui doit être attribué en quelque sorte à l'état d'attente, où se trouve le pays, aussi longtemps que la question dominante de la réforme électorale reste en suspens.

Immédiatement après l'ouverture, la Seconde Chambre s'est rendue à ses assemblées de section, afin de procéder à l'examen des amendements présentés sur le projet de loi électorale. Après la clôture des discussions générales de cet été sur la loi électorale, la Chambre a suspendu la délibération publique, pour la reprendre à un jour à déterminer plus tard, avec l'examen des articles. Dans l'intervalle, ont été présentés nombre d'amendements, examinés actuellement dans les sections, et dont le rapport sera produit un de ces jours. Le traitement ultérieur du projet ne sera probablement entamé qu'à la mi-février.

Ensuite fut traité et voté, en séance publique, le projet de loi approuvant la convention conclue avec la Belgique, pour assurer réciproquement le bénéfice de l'assistance judiciaire gratuite aux nationaux indigents des deux pays, avec la dispense de toute caution.

Le chemin de fer de ceinture de Rotterdam, pour lequel l'Etat paye une subvention annuelle de fl. : 4,200,000 (suivant l'art. 71 de la convention conclue en 1891 avec les deux grandes sociétés des voies ferrées), donna lieu à quelques récriminations peu édifiantes au sujet de ces conventions, dont l'utilité n'a encore jamais pu se faire jour.

Une loi tendant à l'augmentation de la prise en charge des fabricants de

(1) Le décret a été publié dans la *Gazetta ufficiale* du 11 novembre 1893.

(2) La loi du 7 avril 1881 est relative à l'abolition du cours forcé en Italie.

(3) Nous sommes heureux de commencer ici une chronique qui sera régulièrement continuée et dont nous sommes redevables à l'obligeance d'un des membres des Etats-Généraux. Nous lui en témoignons notre sincère reconnaissance.

sucres de betterave fut votée sans beaucoup de discussion. Les Pays-Bas règlent l'impôt sur leurs sucres d'après une prise en charge du suc, qui, quoiqu'augmentée depuis 1863, pour la fabrication à l'osmose, resta stationnaire à 1,450 grammes par degré de densité et par hectolitre.

Par conséquent, les excédents ont monté considérablement, et le rapport de l'impôt se ressentait de la mise en consommation de ces excédents. Le Trésor public a souffert, dans les quatre dernières années, un déficit de fl. : 1,500,000 par an.

La loi que l'on vient de voter a augmenté la prise en charge de 12 0/0 et aura une durée de trois années. On pourra s'attendre ensuite à l'établissement de quelque système d'exercice ou d'entrepôt.

Sur ces entrefaites, le budget a été présenté, comme toujours, accompagné d'un aperçu des finances nationales, contenu dans le discours annuel du ministre des finances, connu sous le nom général de : « Discours sur les millions ».

Le ministre considérait la situation générale comme assez satisfaisante, d'autant plus que, selon toute probabilité, le rapport des taxes ordinaires suffira à couvrir les dépenses nécessaires et usuelles. Toutefois, cette situation est assez précaire, aussi longtemps qu'on n'aura pas encore pu connaître la juste valeur des réformes financières (à savoir : l'établissement d'un impôt sur les revenus des capitaux et sur ceux provenant des métiers et des professions).

Sauf plusieurs autres sujets concernant l'administration nationale, nous pouvons en outre mentionner qu'une convention avec le Portugal a été soumise au pouvoir législatif. Cette convention concerne la démarcation des possessions des deux pays à l'île de Timor, les intérêts du commerce des deux pays et l'importation d'armes à feu dans leurs possessions dans l'archipel de Timor et de Salor. En même temps fut soumise aux Etats-Généraux la convention conclue à Dresde, le 15 avril 1890, contenant des mesures convenues pour sauvegarder la santé publique en temps d'épidémie cholérique.

Pendant ce temps, la Première Chambre a voté les lois nouvelles sur la faillite et le sursis des paiements, où le principe de la faillite des non-commerçants fut adopté, et celle de l'impôt sur les revenus, provenant des *métiers* et des *professions*.

Et finalement par l'adoption de la loi sur les marques de commerce et de fabrique, les Pays-Bas seront en mesure de contribuer à l'organisation internationale de ce sujet.

La Haye, 15 novembre 1893.

ROUMANIE

Ouverture des Chambres

Le Roi a ouvert, le 27 novembre, la session ordinaire des Chambres avec le cérémonial habituel.

Le discours du trône rappelle la naissance du prince Charles.

Il constate avec satisfaction que cette année encore toutes les puissances ont proclamé en toutes circonstances leur volonté immuable de conserver au monde les bienfaits inappréciables de la paix.

La Roumanie doit s'estimer heureuse de si solennelles déclarations qui assurent la paix de l'Europe et lui permettent de travailler à son développement dans toutes les voies du progrès.

Le discours fait ressortir la situation favorable des finances du pays, les excédents successifs grâce auxquels le ministre des finances pourra présenter un projet de budget en 1894-95 dont l'équilibre est assuré uniquement avec les ressources ordinaires.

Le message ajoute que l'expérience faite du nouveau tarif douanier et l'obligation d'assurer l'écoulement des produits agricoles sur les grandes places de l'Europe imposent une modification partielle à ce tarif, en tenant compte toutefois de la protection de l'industrie nationale.

La convention avec l'Allemagne convaincra les représentants de la nation que le gouvernement a réussi à accroître les débouchés de la production agricole roumaine.

Le discours termine en déclarant que l'armée est en progrès constant ; le pays peut s'appuyer avec confiance sur elle.

Le gouvernement présentera au Parlement un projet de réforme du Code militaire et un projet de réorganisation de l'état-major général.

Le discours a été fréquemment interrompu par de vifs et chaleureux applaudissements, notamment aux passages qui unissent la dynastie à la nation roumaine.

SERBIE

La session de la Skoupchtina a été ouverte solennellement par le roi, à onze heures, en présence de tous les ministres et du corps diplomatique.

Le discours du trône insiste avant tout sur l'importance de la tâche dévolue à la Chambre de continuer à relever et à consolider la situation financière. Puis il s'occupe du budget pour 1894 et du traité de commerce avec la Russie et par lequel les liens d'amitié qui unissent la Serbie au puissant empire slave seront encore resserrés.

Plus loin, le discours fait ressortir que, pendant le voyage du roi dans l'intérieur du pays, le peuple a donné de nouveaux témoignages de son dévouement à son souverain et à la dynastie des Obrenovics. La confiance réciproque du roi et de son peuple est la meilleure garantie du bonheur du pays dans l'avenir.

A l'égard des relations de la Serbie avec les Etats étrangers, le roi déclare qu'elles sont continuellement l'objet de ses plus ardentes préoccupations.

Je puis annoncer avec joie, dit-il, que nos rapports avec tous les pays sont aussi amicaux que corrects. Mon gouvernement s'est toujours efforcé de tenir loyalement les engagements qu'il a pris et de montrer les dispositions les plus conciliantes à l'occasion de toutes les questions soulevées.

SUISSE

Le 14 novembre, la légation d'Autriche-Hongrie, à Berne, a transmis au Conseil fédéral la note que le ministre chilien des affaires étrangères a adressé, le 6 septembre dernier, au ministère des affaires étrangères à Vienne pour annoncer l'adhésion du gouvernement de la République du Chili à toutes les conventions et arrangements internationaux de Vienne, du 4 juillet 1891. Le Chili n'ayant pas fait sa déclaration dans le terme fixé par l'art. V du protocole final qui fait suite à la convention postale universelle, le ministère autrichien est de l'avis que la notification de cette adhésion aux gouvernements des pays de l'union doit se faire par les soins du gouvernement suisse. — En s'associant à cette manière de voir et en se basant :

- a. Sur la note de la légation d'Autriche-Hongrie, à Berne, du 14 courant ;
- b. Sur les articles III, premier alinéa, et V du protocole final faisant suite à la convention postale universelle, du 4 juillet 1891 ;
- c. Sur l'article 24 de cette convention et sur les articles des autres conventions et arrangements de Vienne qui s'y réfèrent, le Conseil fédéral a notifié cette adhésion à tous les Etats de l'union postale universelle.

Quant à l'époque de la mise à exécution des différents services, il a fait ressortir que le Chili exécute déjà, à l'heure qu'il est, le service des correspondances (convention principale) et ceux des mandats et colis postaux. Le Conseil fédéral ignore cependant à partir de quelle date ce pays se propose d'inaugurer les autres services (valeurs déclarées, recouvrements, livrets d'identité et abonnements aux journaux). Il se mettra, à ce sujet, en relations avec le gouvernement du Chili et fera aux gouvernements de l'union des communications ultérieures dès qu'il aura reçu les renseignements nécessaires.

— Le département fédéral de l'industrie et de l'agriculture a soumis au Conseil fédéral, la convention conclue à Bregenz, le 5 juillet 1893, et arrêtant des dispositions uniformes sur la pêche dans le lac de Constance, avec protocole de clôture de la même date.

Il résulte des communications faites au Conseil fédéral par la légation austro-hongroise, à Berne, que, jusqu'ici, les gouvernements d'Autriche-Hongrie, de Bade, de Liechtenstein et de Wurtemberg ont ratifié cette convention. Il ne manque donc plus que l'adhésion de la Suisse et de la Bavière.

Basé sur l'article 30 de la loi fédérale sur la pêche, du 21 décembre 1888, le Conseil fédéral a ratifié la convention de Bregenz et chargé sa légation à Vienne d'en informer le ministère austro-hongrois de la maison de l'empereur et des affaires étrangères.

— Par note du 31 octobre 1893, la légation de Portugal, à Berne, a remis, au département fédéral des affaires étrangères, l'instrument constatant la ratification, par son gouvernement, des trois premiers protocoles de la conférence de Madrid de l'Union internationale pour la protection de la propriété industrielle, savoir :

I. Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises, du 14 avril 1891 (1).

II. Arrangement concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, du 14 avril 1891 (2).

III. Protocole concernant la dotation du bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle, du 15 avril 1891 (3).

(1) *Archives diplomatiques*, 1893, I, p. 257.

(2) *Archives diplomatiques*. 1893, I, p. 258.

(3) Ce protocole n'entrera en vigueur qu'après ratification par tous les Etats de l'union. V. le texte, *Archives*, 1893, I, p. 261.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Le duc de Richelieu et l'alliance russe

La *Nouvelle Revue* a publié, le 15 octobre, un extrait d'un rapport de M. de Richelieu, le ministre des affaires étrangères de la Restauration, où les services rendus par la Russie à la France et les avantages de l'alliance russe étaient exposés en ces termes. Il se défendait contre le reproche de ses adversaires politiques qui incriminaient son affection bien connue pour Alexandre 1^{er} :

« N'est-ce pas à lui, disait le duc de Richelieu, que nous avons été obligés d'avoir recours pour échapper aux exigences rigoureuses et aux prétentions sans bornes des autres puissances ? Je possède une carte, titre d'honneur et de gloire, dont je ne me séparerai jamais : elle me fut donnée par l'empereur Alexandre, après la signature du traité du 20 novembre ; il me l'avait fait voir plusieurs fois pendant les négociations, et quand nous nous séparâmes, il m'en fit présent avec les paroles les plus touchantes. Sur cette carte est tracée la ligne des provinces qu'on voulait arracher à la France : ce que l'appui seul de l'empereur Alexandre parvint à empêcher. Cette ligne comprenait une partie de la Franche-Comté, toute l'Alsace, une grande partie de la Lorraine et des Trois-Évêchés, Stenay, Sedan, Mézières, Givet, tout le Hainaut et la Flandre française jusqu'à la mer. On sait à quoi furent réduits les sacrifices qui nous furent imposés. Lorsqu'il fut question de diminuer l'armée d'occupation de trente mille hommes, c'est à l'empereur Alexandre que nous avons dû cet allègement ; c'est encore lui qui prévint et écarta toutes les difficultés, lorsqu'il s'agit de l'évacuation de notre territoire, avant même l'expiration des trois premières années. Toutes les facilités que nous obtînmes pour l'acquittement de la contribution de guerre et la liquidation des créances étrangères, nous les devons à son influence. »

Voici comment il entendait la nécessité de l'alliance russe :

« Si la quintuple alliance venait à être dissoute, s'il fallait avoir recours à des alliances séparées et choisir entre l'Angleterre et la Russie, j'avoue que je n'hésiterais pas un moment et que je conseillerais de se lier avec la Russie de préférence. Séparées l'une de l'autre par d'immenses espaces, quo la frénésie seule d'un conquérant enivré de sa fortune pouvait essayer de franchir, la France et la Russie ne peuvent jamais avoir de motifs de se nuire ; leurs intérêts ne sont jamais en opposition, aucune rivalité ne peut exister entre elles, la prospérité de l'une ne peut faire de tort à l'autre, et la réunion de leurs forces suffit pour maintenir la paix du monde. En pourrions-nous dire autant de l'Angleterre, avec laquelle et le voisinage et tant d'intérêts opposés d'ambition et de commerce dans les diverses parties du globe établissent depuis des siècles une rivalité, qui ne peut être interrompue que pour des intervalles bien courts et par des causes extraordinaires et contre nature ? Jamais l'union de la France avec l'Angleterre ne saurait être durable ni porter aucun fruit ; celle avec la Russie, au contraire, peut être également utile aux deux nations, et ce n'est qu'à cette condition que les alliances peuvent être solides. »

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} octobre. — *Richelieu aux Etats de 1614*, par Gabriel Hanotaux. — *La Franche-Comté: les industries*, par Victor du Bled. — *Autour d'une tiare: Canossa*, par Em. Gebhart. — *Les mémoires du général baron Thiébault (1769-1795)*, par J. Marmée. — *Revue littéraire: encore Victor Hugo*, par F. Brunetière.

15. — *Comment la Russie prit sa place en Europe*, par Arthur Desjardins (à propos de la remarquable publication de M. de Martens, dont nous avons rendu compte, *Archives*, 1893, III, p. 127). — *Trois moments de la vie de Lacordaire. L'Eglise et l'Etat en 1830, en 1848 et en 1852*, par le comte d'Haussonville. — *Un homme d'Etat italien. M. Ubaldino Peruzzi*, par E. Jordan. — *Autour d'une Tiare*, par Em. Gebhart. — *Les Revues russes*, par T. de Wyzewa.

1^{er} novembre. — *Les négociations et la paix (1636-1659)*, par le duc d'Aumale. — *Etudes sociales, la coopération*, par Paul Leroy-Beaulieu. — *La réforme orthographique et le rapport de M. Gréard*, par Michel Bréal.

15. — *L'Egypte musulmane. Le Caire et ses mosquées*, par Edouard Schuré. — *Canaux maritimes: Corinthe, Canal de la Baltique à la Mer du Nord, Manchester, de la Méditerranée à l'Atlantique*, par J. Fleury. — *Foules et sectes au point de vue criminel*, par G. Tarde. — *Aux rives du Mékong*, par Edm. Plauchut. — *Les Revues allemandes*, par T. de Wyzewa.

Le Correspondant.

25 juillet. — 1815, par le duc de Broglie (à propos de l'intéressant livre de M. Henry Houssaye). — *Ketteler, l'évêque social*, par l'abbé Kannengieser. — *Au Soudan (1890-1891). Souvenirs d'un tirailleur sénégalais*, d'après sa correspondance intime, par François Descostes. — *Lettres inédites de M. de Bacourt au prince de Talleyrand*. — *M. Charles Gavard*, par le duc de Broglie. (Courte notice consacrée à un homme qui avait accompagné le duc de Broglie quand celui-ci fut nommé ambassadeur à Londres et qui fut attaché sept ans à notre ambassade comme premier secrétaire.)

10 août. — *Le Haut-Mékong. La France et l'Angleterre en Indo-Chine*. — *La question juive en France*, d'après les faits économiques, par A. Béchaux. — *Chicago et l'Exposition colombienne*, par le marquis de Chambrun. — *Lettres inédites de la princesse de Liévin à M. de Bacourt*. — *Les Sœurs missionnaires au Centre de l'Afrique*, par J. Darigade.

25. — *Le vicomte E.-M. de Voqué et la vie publique*, par Ed. Rod. — *Une mission en Suède et en Danemark sous Louis-Philippe*, par M. de Bacourt. (Notes publiées par la comtesse de Mirabeau, nièce du baron de Bacourt. Il s'agissait d'aller complimenter le roi Oscar I^{er} à l'occasion de son avènement au Trône en 1844 et aussi de pressentir les dispositions du nouveau roi. Les notes ont été prises au jour le jour et contiennent des renseignements assez curieux sur les hommes et les choses.) — *Le roman militaire*, par Pierre de Banneville (étude des divers romans qui, dans ces dernières années, ont été consacrés aux mœurs militaires).

10 septembre. — *Les débuts diplomatiques de Châteaubriand (1803-1804)*, d'après les documents conservés aux Archives des affaires étrangères, par Ed. Frémy. — *Le neveu de Bonaparte*, par H. Delorme (à propos d'un livre publié sous ce titre par M. Paul Lenglé, un des amis du prince Napoléon). — *La France et l'Empire du milieu: Shanghai*, par Albert Perquer.

23. — *L'Allemagne avant Bismarck* (fragment des mémoires de M. de Bacourt, qui nous présente un tableau de l'Allemagne avant l'unification et une peinture aussi fine que pittoresque des petites Cours de la Confédération germanique). — *La philosophie sociale hier et aujourd'hui*, par Henri Joly. — *L'hôtel Lambert et les collections Czartoryski*, par R. Pieyre. — *Les débuts diplomatiques de Châteaubriand : son arrivée à Rome et ses démêlés avec le Cardinal Fesch*, par Ed. Frémy.

10 octobre. — *La Russie actuelle*, par Fédor Zakarine (première partie d'une étude d'ensemble). — *Publications sur Marie-Antoinette et la Révolution*, par de Lanzac de Laborie (à propos du centième anniversaire de l'exécution de la Reine). — *Marie-Antoinette en 1783 et en 1793*, d'après des documents manuscrits, par C. Bader. — *La France et l'Empire du milieu : Tientsin, Canton, Pékin*, par Alb. Perquer. — *La fin du séjour de Châteaubriand à Rome, la démission*, par Ed. Frémy (quelques lettres de Châteaubriand ou de ses amis sont fort intéressantes).

Revue politique et littéraire.

16 septembre. — *Un journaliste indien. M. Berhamji-Matabari*, par Silvain Levi. — *L'alliance franco-russe sous Napoléon*, par Alfred Rambaud (à propos de l'ouvrage d'A. Vandal). — *Le rejet du Home Rule*, par F. Amouretti.

23. — *La guerre*, par le comte Léon Tolstoï (extrait de l'ouvrage *le Salut est en vous*; opinions de divers auteurs sur la guerre et les moyens de la prévenir). — *La réclame aux États-Unis*, par Léo Claretie.

30. — *La grande République. Lettre de voyage aux États-Unis*, par B. Buisson. — *Légendes de la Basse-Bretagne*, par Schuré. — *L'islamisme en Afrique*, par Chryssaphidès.

7 octobre. — *L'armée du tsar Alexandre III en 1893. Recrutement, organisation, mobilisation*, par Alfred Rambaud. — *Rembrandt van Ryn*, par G. Lafenestre. — *Souvenirs d'un soldat de la guerre de sept ans*.

14. — *Ernest Renan*, par J. Darmesteter. — *La visite de Pierre le Grand en 1717*.

21. — *Les opinions de Pouschkine sur la littérature française. — Les fastes de la flotte russe*, par Alfred Rambaud. — *Les fêtes de Toulon*.

28. — *Charles Gounod*, par René de Récy. — *L'avenir de la littérature*, par Paul Stapfer. — *Les fastes de la flotte russe* (fin), par Alfred Rambaud.

4 novembre. — *Deux empereurs d'Allemagne : Frédéric I^{er}, Guillaume II*, par Harold Frederic (extrait d'un ouvrage anglais). — *France et Maroc*, par L. Ordega. — *L'éducation dans l'Université*, par Félix Hémon.

Annales de l'École des sciences politiques.

15 octobre. — *Louis XIV et Charles XII. La guerre de Pologne (mission du marquis de Bonnac)*, par Christian Scheler. — *Rome et la Révolution de 1848*, par P. Matter. — *Des effets politiques du renouvellement partiel*, par G. Pouzat (étude des plus intéressantes sur le renouvellement partiel de la Convention en 1795). — *Le Directoire départemental de 1789*, par R. Hennequin. — *Les variations du revenu et du prix des terres en France au XVII^e et au XVIII^e siècle*, par D. Zolla. — *Les Universités anglaises*, par Max Leclerc.

Revue d'histoire diplomatique.

1893, IV. — *Jean Sobieski et sa politique de 1674 à 1688*, par le comte Jean du Hamel du Breuil. — *Le ministère des affaires étrangères de France, sous le comte de Vergennes*, par H. Doniol (d'après les souvenirs de Hennin).

La question de Behring, par Marcel Paisant (fin de cet intéressant exposé qui ne comprend malheureusement pas la sentence arbitrale elle-même). — Nombreux comptes-rendus bibliographiques.

Revue de droit international et de législation comparée.

1893, V. — *La question des pêcheries dans la mer de Behring*, par Thomas Barclay (exposé clair de l'ensemble des difficultés soulevées avec la traduction du traité d'arbitrage et le texte de la sentence). — *Considérations historiques et juridiques sur les protectorats*, par Ed. Engelhardt (la principauté de Monaco, la République de Saint-Marin, les Républiques dalmato-vénitienne de Poglizza et de Rogosnizza, la Papauté, le Royaume de Naples). — *Les juridictions inférieures en Russie*, d'après le Code de 1866 et les lois des 9 et 12 juillet 1889, par J. Dubois. — *Le règlement de rang du pape Jules II*, par Ernest Nys. (Eclaircissement d'un point curieux de l'histoire du droit international. Le règlement du pape Jules II, au sujet de la préséance des divers souverains, cité religieusement par presque tous les auteurs, n'a jamais existé.)

Journal du droit international privé.

N^s VII, VIII, IX, X. — Nationalité des enfants nés sur le sol français de parents étrangers (F. Surville). — Etat actuel du droit des auteurs étrangers en France et des auteurs français à l'étranger (suite) (A. Darras). — Droit pour les Etats étrangers de posséder des immeubles en Allemagne. — Mariages entre Haïtiens et étrangers (L. Borno). — Succession d'un enfant né d'un mariage célébré en Italie devant un consul des Etats-Unis (G. Diena). — Renseignements pratiques sur la nationalité allemande (J. Keidel). — *Questions et Solutions pratiques* : Jeu et pari, Société fondée en vue de l'exploitation d'une maison de jeu à l'étranger, validité. — *Jurisprudence. France* : Abandon. — Acte de l'état civil. — Agent diplomatique. — Appel. — Assistance maritime. — Capitaine. — Caution *judicatum solvi*. — Charte partie. — Compétence. — Crimes et délits. — Divorce. — Effets de commerce. — Election. — Emigration. — Enfant naturel. — Etat et capacité. — Extradition. — Femme mariée. — Jugement étranger. — Jugement par défaut. — Mariage. — Marque de fabrique. — Nationalité. — Naturalisation. — Navire. — Navire étranger. — Régime matrimonial. — Saisie-arrest. — Société étrangère. — Statut personnel. — Succession. — Titres perdus ou volés. — *Allemagne* : Abordage. — Cession de créance. — Litispendance. — Nationalité. — Vente. — *Angleterre* : Divorce. — Mariage. — Offense à une Cour de justice. — Propriété artistique. — Traité diplomatique. — *Autriche* : Brevet d'invention. — Caution *judicatum solvi*. — Divorce. — Domicile. — Théâtre. — *Belgique* : Abordage. — Agent diplomatique. — Caution *judicatum solvi*. — Compétence. — Jugement étranger. — Lettre de change. — Litispendance. — Nationalité. — Obligation. — Société étrangère. — *Egypte* : Compétence. — Mandat. — Saisie-arrest. — *Italie* : Assurances terrestres. — Jugement étranger. — Lettre de change. — Succession. — Testament olographe. — Documents. — Faits et informations. — Bibliographie.

Règne de Bibesco, par le prince Georges Bibesco, 1 vol. in-8°. Paris, 1893, librairie Plon.

I

Le prince Georges Bibesco, ancien élève de l'Ecole spéciale militaire et de l'Ecole d'état-major, qui a si bien et de tant de façons servi la France, au Mexique, à Sedan, en captivité, à l'Exposition universelle de 1889, à l'Académie

des sciences morales, n'est pas seulement Français de cœur. C'est un Roumain convaincu, passionné pour la gloire de son pays. Il nous en donne une nouvelle preuve en écrivant un chapitre curieux de l'histoire roumaine qui se confond avec l'histoire de sa famille.

Dans quelles circonstances le prince Démètre Bibesco a-t-il été appelé à gouverner la Valachie? Qu'a-t-il fait pendant son règne? Quels souvenirs laisse-t-il?

Voilà ce que nous raconte son fils d'après des papiers de famille, des correspondances inédites et des documents officiels. Dans ces conditions, l'historien ne peut guère porter de jugements. Un fils ne juge pas son père. Il se contente d'exposer les faits, de réfuter les erreurs accréditées dans les histoires antérieures et il nous laisse le soin de tirer les conclusions de son exposé.

Le règne du prince Bibesco rappelle aux Roumains les véritables commencements de leur indépendance. Longtemps soumises aux Turcs, durement traitées par eux, gouvernées et exploitées au nom de la Sublime-Porte par des étrangers, princes du Phanar, la Moldavie et la Valachie doivent aux victoires des Russes les premières garanties qui servirent de préliminaires à leur affranchissement. Dès 1774, la Russie obtenait pour elles une amnistie générale, le libre exercice de la religion chrétienne, la suppression de tout impôt en temps de guerre et le droit d'être représentées auprès de la Porte par des chargés d'affaires. Elle-même se faisait reconnaître un droit plus important encore, celui d'intervenir, à Constantinople, en faveur des principautés. En 1826, elle poussait plus loin ses avantages; en vertu du traité d'Ackermann, les gouverneurs des principautés ne pouvaient être destitués qu'avec l'assentiment de la Russie. C'était reconnaître dans le Gouvernement de la Valachie et de la Moldavie l'ingérence formelle d'une puissance étrangère.

En 1829, le traité d'Andrinople étendit et compléta la victoire de la Russie au profit des Moldo-Valaques. Ceux-ci obtenaient le droit d'élire leurs princes et de les élire à vie. Leur administration devenait indépendante, leur commerce libre; les garnisons turques abandonnaient les forteresses de la rive gauche du Danube qui devaient être démantelées. Il ne restait plus entre les principautés et la Sublime-Porte qu'un lien très fragile, un tribut à payer et une investiture à recevoir pour les princes élus. Le protectorat russe se substituait ainsi à la domination ottomane. Afin de bien marquer la fin du régime turc, la Russie avait stipulé qu'elle occuperait les deux provinces jusqu'à l'entier acquittement de l'indemnité de guerre due par la Porte. Puis elle préparait elle-même l'émancipation matérielle et morale du pays en y envoyant un administrateur de premier ordre, le général de Kisselef.

L'administration du général a laissé un grand souvenir dans l'esprit des populations. On lui doit une législation réformatrice dont il fit voter les articles par les mandataires du pays. Il associa à son œuvre non seulement les chefs du haut clergé et les principaux membres de la noblesse, mais encore des députés délégués des districts. On vit pour la première fois des représentants de la petite propriété discuter les intérêts de la nation à côté des plus grands personnages et au même titre qu'eux. En moins de quatre années, les principautés subirent une transformation complète. Elles jouissaient de biens qui leur étaient inconnus depuis des années. L'ordre, la tranquillité, la justice commençaient à y régner.

C'est sous l'administration du général de Kisselef que se forma Démètre Bibesco. Né en 1804, d'une très ancienne et très noble famille, fils d'un grand vornic, descendant du prince régnant Brancovan, décapité à Constantinople en 1714, il fut envoyé en France dès l'âge de treize ans et en revint docteur en droit de la Faculté de Paris. Le général de Kisselef, qui l'avait distingué de bonne heure, le nomma d'abord sous-secrétaire d'Etat au département de la justice, puis chef de la secrétairerie d'Etat où aboutissaient les affaires des autres départements, où se traitaient les questions soulevées par les consuls étrangers. Le prince lui-même raconte dans une lettre charmante adressée à un de ses fils l'origine de sa fortune :

« Je venais, dit-il, de rédiger un projet de loi sur les municipalités. La Commission chargée de ce travail ne s'y entendait pas beaucoup, et moi, son secrétaire, je n'étais guère plus fort; mais j'avais la ressource de mes livres, j'en usai largement, et avec le peu que je savais, avec le beaucoup que je pillai, je parvins à faire quelque chose qui avait assez bonne apparence, et un seul défaut : celui d'être impraticable. La Commission, enchantée de se voir débarrassée d'une corvée, me combla d'éloges et me chargea de soumettre mon œuvre au président plénipotentiaire. »

Quand le jeune rédacteur songea qu'il allait comparaître devant le général de Kisselef, dont il connaissait la haute intelligence et l'esprit pratique, il réfléchit aux inconvénients de son projet et, sans aucun souci des éloges qu'on venait de lui décerner, il le démolit pièce à pièce. Cet acte de bonne foi et de bon sens frappa le général, qui lui accorda désormais toute sa confiance.

Un peu plus tard, devenu député, Démètre Bibesco fut élu, le 1^{er} janvier 1843, prince de Valachie par 131 voix sur 180 votants. Les évêques, les boyards, les représentants de la petite noblesse, de la petite propriété, les délégués des districts, des marchands et des industriels avaient pris part à l'élection. Bibesco était bien choisi par l'ensemble de la nation.

II

A peine monté sur le trône, le nouveau souverain eut à résoudre une question délicate et compliquée qui le mettait aux prises avec les prétentions du clergé grec. Au xvi^e siècle, les boyards avaient fondé en Valachie des monastères auxquels ils affectèrent de riches donations et qu'ils dédièrent aux saints lieux, aux couvents du mont Athos, du mont Sinaï et de la Roumélie, aux patriarchats d'Alexandrie, d'Antioche et de Jérusalem.

Ces dédicaces, dans la pensée de ceux qui les firent, comportaient des dons en nature ou en argent en échange desquels les bénédictions et la protection des saints lieux s'étendaient sur les institutions religieuses de la Valachie. Mais il était bien stipulé que les saints lieux n'auraient droit qu'aux excédents de revenus des monastères dédiés. Avec le temps, l'administration des saints lieux, favorisée d'abord par les princes grecs du Phanar, puis par la Russie, éleva sur les biens et sur les revenus des monastères dédiés la prétention de les considérer comme lui appartenant. C'était le cinquième des terres du pays, le fruit du travail de soixante mille familles roumaines qui allaient ainsi passer en des mains étrangères. Le prince lutta avec la plus grande énergie, même auprès de ses protecteurs naturels, même à Saint-Petersbourg, pour ne point laisser dépouiller ses compatriotes. Aux convoitises des moines grecs il opposa la nécessité de se soumettre aux lois du pays, de ne reconnaître sur le sol de la Valachie enfin délivré, aucune autorité, aucune administration étrangère, eût-elle un caractère purement religieux.

L'instruction publique ne fut pas un des moindres soucis du nouveau règne. Tant que les princes phanariotes avaient gouverné la principauté, l'enseignement s'y donna en langue grecque. Dès qu'un prince indigène fut élu, une réaction naturelle se produisit contre l'hellénisme, réaction d'autant plus sensible à Démètre Bibesco qu'il avait fait lui-même en France d'excellentes études et qu'il parlait le grec à merveille. Le sentiment populaire à cet égard était si formel et si général que personne n'eût pu y résister. Les Valaques entendaient que désormais on se servit dans leurs écoles de la langue roumaine. Seulement il n'y avait presque pas de livres de classes écrits dans cette langue. Les traductions des auteurs classiques manquaient également. Il en résulta de telles difficultés que la plupart des familles aisées envoyèrent leurs enfants en France ou en Allemagne.

Pour prévenir cette émigration de la jeunesse, le prince eut l'idée de créer à Bucarest un lycée français, spécialement consacré à l'étude des langues anciennes, de l'histoire et des sciences. La langue valaque, réservée aux écoles primaires, ne devait jouer dans ce lycée qu'un rôle accessoire. Elle était rem-

placée par le français, tant que les livres nécessaires à l'enseignement secondaire n'avaient pas encore été écrits dans l'idiome national, tant qu'il ne s'était pas formé un corps de professeurs capables de s'en servir. Le prince obtint de M. de Salvandy, alors ministre de l'instruction publique, que les membres de l'Université de France qui auraient été autorisés à remplir des fonctions dans l'instruction publique en Valachie, conserveraient en France leurs droits et leur rang. Il offrit le poste de proviseur à un de ses anciens camarades de collège de Paris et ouvrit le lycée de Bucarest au commencement de 1848.

M. de Salvandy qui venait de fonder l'Ecole française d'Athènes et dont l'esprit enthousiaste accueillait avec empressement tout ce qui pouvait contribuer au développement de l'influence française en Orient, ne ménagea au prince ni ses encouragements ni son appui. Il lui proposait même de faire visiter tous les deux ans les établissements français de la Valachie par des inspecteurs généraux de l'Université de France, chargés d'inspecter également les Ecoles latines de Constantinople et l'Ecole d'Athènes.

III

Elevé à Paris, très Français de cœur, revenant toujours à nous, chaque fois qu'il s'agissait d'imprimer un progrès à la civilisation de son pays, mais, d'autre part, sentant toutes les obligations que la Valachie et lui-même devaient à la Russie, le prince se débattit pendant presque tout son règne entre des influences contradictoires. Malheureusement, les deux puissances entre lesquelles son cœur se partageait ne vivaient pas en si bonne harmonie qu'il l'eût souhaité. On sait avec quelle réserve le Gouvernement de Louis-Philippe avait été accueilli par l'Empereur de Russie.

Si les rapports des deux souverains s'améliorèrent avec le temps, il n'y eut jamais entre eux ni réelle sympathie ni communauté de vues politiques. Le prince Bibesco subit à distance le contre-coup de ces dissensions. Au commencement de son règne, il passait auprès du consul de France en Valachie, M. Billecoq, pour être inféodé à la politique russe. Il était bien difficile qu'il en fût autrement. Le prince Georges Bibesco s'indigne des accusations portées contre son père par l'agent de M. Guizot. Assurément, M. Billecoq a tort de présenter le caractère du prince de Valachie sous un jour faux et calomnieux, mais il n'a pas tort de le présenter à son Gouvernement comme un ami des Russes. La correspondance publiée dans le volume même dont nous rendons compte atteste qu'il ne se trompait pas.

A qui le prince de Valachie demande-t-il des conseils? Quels sont les appuis qu'il invoque au milieu des embarras et des difficultés sans nombre qu'il traverse? Chaque fois qu'il éprouve une déception ou une résistance, il se tourne naturellement vers Saint-Petersbourg. C'est aux armes et à la politique russes que la Valachie doit son indépendance; c'est M. de Kisselef qui l'a longtemps gouvernée, qui a heureusement modifié sa situation morale et matérielle; c'est M. de Nesselrode qui veille sur elle avec une bienveillante sollicitude. Les lettres du général de Kisselef, particulièrement, donnent la plus haute idée de l'intelligence et de la bonté de cet homme d'Etat. Il écrit au prince Bibesco comme à un ami dont il a favorisé les débuts, dont il souhaite ardemment le succès, mais sans se dissimuler les obstacles qui s'y opposeront, sans ignorer que le caractère même du prince pourra être, à certains égards, une difficulté de plus. Il connaît bien la Valachie, où il a passé quatre années. Il sait ce que le peuple valaque contient d'éléments jeunes et vivants, mais, sous ces dehors aimables, il sait aussi ce qu'ont accumulé de corruption des siècles de servitude.

Le prince Bibesco est honnête, d'un probité sévère. Saura-t-il s'accommoder aux circonstances, ne pas exiger de tous une vertu qui n'est pas dans les mœurs, témoigner une indulgence relative pour des abus invétérés, composer adroitement avec le mal au lieu de vouloir l'extirper d'un seul coup? Dans ses lettres, pleines de cordialité, l'ancien administrateur de la Valachie revient sans cesse sur les tempéraments nécessaires, sur l'obligation où l'on se trouve d'obtenir

une majorité dans l'Assemblée et de ne pas heurter de front un trop grand nombre d'esprits à la fois. En revanche, il promet au prince tout son concours, il plaide la cause des Valaques dans les conseils de l'empereur et fait sentir au profit de l'administration nouvelle la main toute-puissante de la Russie.

A mesure cependant que l'on s'éloigne du point de départ, les lettres de M. de Kisselef, toujours affectueuses, prennent un caractère de réserve plus grande et, par moments, de désapprobation. La Russie peut conseiller des ménagements pour les travers nationaux, pour des habitudes séculaires qu'on ne changera pas en un jour, mais elle n'accepte aucun accommodement avec les idées libérales. A ses yeux, le libéralisme est une des formes de la révolution, et la révolution lui est odieuse. Elle se détache du prince à mesure que celui-ci, entraîné par le mouvement de l'opinion, par les souvenirs de son éducation parisienne et par les propres tendances de son esprit, se rapproche de la France.

Le successeur de M. Billecoq, plus mesuré et plus juste, travaille à cette évolution. Au commencement de son règne, les Français trouvaient le prince trop russe. Les Russes finissent par le trouver trop français. On lui reproche les idées libérales que les jeunes Valaques rapportent des écoles de Paris, on l'accuse de donner lui-même le mauvais exemple en faisant entrer son fils aîné à l'Ecole militaire de Saint-Cyr, en créant à Bucarest un lycée français. Les désordres qui suivirent en Valachie la Révolution de février 1848 semblèrent donner raison aux appréhensions de la Russie. Le prince en fut rendu responsable dans une certaine mesure et abandonné par ses anciens amis.

Il eût pu, néanmoins, se sauver encore s'il avait accepté les régiments de cosaques qu'on lui offrait pour rétablir l'ordre. Il les refusa par patriotisme et, pour ne pas assister à l'entrée des troupes étrangères dans la principauté, il se retira en Transylvanie après avoir abdiqué. Les imprudents qui, malgré ses avis, avaient voulu se débarrasser du protectorat de la Russie ramenèrent les Turcs à Bucarest. Au lieu de réaliser un progrès, on retournait en arrière, au delà du traité d'Andrinople. Les principautés perdaient le droit souverain d'élire leurs princes et de les élire à vie.

Quelle est la part exacte de Démètre Bibesco dans ces derniers événements? Aurait-il pu les conjurer en montrant plus d'énergie, comme le croyait M. de Kisselef? A-t-il expié certains actes de son administration, comme le lui écrivait M. de Nesselrode? Nous ne le savons pas encore. Nous le saurons seulement lorsque le prince Georges Bibesco aura publié un second volume, qu'il prépare en ce moment et que le public français accueillera à coup sûr avec autant d'intérêt que celui-ci.

A. MÉZIÈRES.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FREMONT.

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLE

ESPAGNE — SUÈDE

Convention réglant les relations commerciales.

(27 juin 1892)

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne, au nom de Son Auguste Fils, Sa Majesté le Roi Don Alphonse XIII, également animés du désir d'assurer les relations de commerce entre la Suède et l'Espagne, ont résolu de conclure une convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, M. Frédéric Hartvig Herman, baron de Wedel Jarlsberg, son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, Chevalier de l'Ordre de l'Etoile Polaire et de l'Ordre de Saint-Olave, etc., etc.

Sa Majesté la Reine Régente d'Espagne, D. Carlos O'Donnell y Abreu, Duc de Tetuan, Marquis d'Altamira, Comte de Lucena, Grand d'Espagne de première classe, Sénateur du Royaume, Général de brigade, Grand Croix de l'Ordre militaire de Saint-Hermenegilde d'Espagne, de Saint-Etienne de Hongrie, etc., etc., son Ministre d'Etat.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre la Suède et l'Espagne.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'exercer librement leur religion dans le territoire de l'autre Partie, selon les lois des Pays respectifs.

Art. 2. — Les ressortissants des Hautes Parties contractantes pourront disposer à leur volonté, par donation, vente, échange, testament ou de toute autre manière, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires respectifs et retirer intégralement leurs capitaux du pays. De même, les ressortissants de l'un des Etats respectifs, habiles à héri-

ter des biens situés dans l'autre, pourront prendre possession des biens qui leur seraient dévolus même *ab intestat*, en observant les formalités prescrites par la loi, et lesdits héritiers ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

Art. 3. — Les ressortissants des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis respectivement à aucune saisie, ni être retenus avec leurs navires, équipages, voitures et effets de commerce, quels qu'ils soient, pour aucune expédition militaire, ni pour aucun service public, sans qu'il soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue.

Ils seront néanmoins soumis aux réquisitions pour transport (*bagages*), mais, dans ce cas, ils auront droit à la rémunération officiellement établie par l'autorité compétente, dans chaque département ou localité, pour les nationaux.

Art. 4. — Les objets d'origine et de manufacture suédoise, énumérés dans le tableau A, annexé à la présente Convention, ne seront pas assujettis à leur entrée en Espagne et dans ses îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement par terre ou par mer, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires d'origine ou de manufacture de toute autre Nation.

Art. 5. — Les objets d'origine et de manufacture espagnole, énumérés dans le tableau B, annexé à la présente convention, ne seront pas assujettis à leur entrée en Suède, lorsqu'ils seront importés directement par terre ou par mer, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires d'origine ou de manufacture de toute autre Nation.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des Etats respectifs.

Art. 6. — La Suède et l'Espagne se garantissent mutuellement qu'aucun autre pays ne jouira d'un traitement plus avantageux pour tout ce qui concerne la consommation, l'entrepôt, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises et le commerce en général.

Les stipulations de cet article ne pourront être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées ou qui le seront à l'avenir à des Etats limitrophes en vue de faciliter le commerce des frontières ni en ce qui concerne les obligations résultant pour l'une des Parties contractantes d'une union douanière avec un Etat voisin.

Art. 7. — Les drawbacks existants ou qui pourraient être établis à l'exportation des produits suédois ainsi que les drawbacks à l'exportation des produits espagnols, ne pourront être supérieurs aux droits d'accise ou de consommation intérieure grevant lesdits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 8. — Les marchandises de toute nature, originaires de l'un des Pays contractants et importées dans l'autre, ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux produits nationaux par le système de l'accise.

Art. 9. — Les marchandises non originaires de Suède, importées de

ce Royaume en Espagne, soit par terre, soit par mer, ne pourront pas être grevées de surtaxes supérieures à celles dont seront passibles les marchandises de même nature importées en Espagne de tout autre pays européen autrement qu'en droiture par navire espagnol.

La Suède se réserve de son côté la faculté d'établir sur les marchandises non originaires d'Espagne des surtaxes égales à celles qui seront appliquées en Espagne aux importations faites autrement qu'en droiture.

Art. 10. — Les Suédois en Espagne et dans ses îles adjacentes et les Espagnols en Suède jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriel ou de fabrique ne peut avoir au profit des Suédois en Espagne, et, réciproquement au profit des Espagnols en Suède, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des Suédois en Espagne, et réciproquement, les droits des Espagnols en Suède ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Art. 11. — Les nationaux de l'un des Pays contractants qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des Etats contractants.

Les marques de fabrique auxquelles s'appliquent le présent article et l'article précédent sont celles qui, dans les pays respectifs, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique suédoise doit être apprécié d'après la loi de Suède, de même que celui d'une marque espagnole doit être jugé d'après la loi espagnole.

Toutefois, le dépôt pourra être refusé, si la marque pour laquelle il est demandé est considérée par l'autorité compétente comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. 12. — Les voyageurs suédois de commerce, voyageant en Espagne ou dans ses îles adjacentes pour compte d'une maison établie en Suède, seront traités, quant à la patente, comme les voyageurs de toute autre Nation, et, réciproquement, il en sera de même pour les voyageurs espagnols en Suède.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillon et qui sont importés par ces commis-voyageurs jouiront, de part et d'autre, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, d'une restitution des droits qui devront être déposés à l'entrée.

Art. 13. — L'Espagne concède à la Suède dans les îles de Cuba et Porto-Rico pour les objets d'origine et de manufacture suédoise, lorsqu'ils seront importés directement et pendant la durée de la présente

Convention, le bénéfice de la seconde colonne du tarif des Douanes spécial des dites Provinces, aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur.

Art. 14. — Les dispositions des art. 4 et 5 de cette Convention ne s'appliquent pas aux faveurs accordées ou qui seront accordées par l'Espagne au Portugal ou aux Républiques Hispano-Américaines, ni aux faveurs accordées ou qui seront accordées par la Suède à la Norvège ou au Danemark.

Art. 15. — Cette convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties l'aura dénoncée.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Aranjuez, en double expédition, le vingt-sept juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-douze.

Signé : (L. S.) F. WEDEL JARLSBERG.

— (L. S.) Le Duc DE TETUAN.

TABLEAU A

Articles suédois auxquels, à l'entrée en Espagne, sont applicables les dispositions de l'art. 4 de la convention.

Pierres, terres, ciment, chaux, plâtre et craie.
 Goudron, bitumes, produits provenant de la distillation sèche, ardoises.
 Tuiles (briques), poteries et porcelaine.
 Fer et acier, y compris ouvrages en fer et en acier.
 Pâte de bois pour la fabrication de papier, carton, papier, y compris les ouvrages en papier.
 Bois, bruts et ouvrés.
 Allumettes.
 Machines et pièces détachées.
 Beurre.
 Fromage.
 Poisson frais, salé, fumé ou mariné.
 Eau-de-vie et alcool.
 Liqueurs et cognac.
 Bière et cidre.
 Verres de toute sorte.
 Tourbes et tourbes en poudre.
 Couleurs.
 Plaques tournantes et fils conducteurs électriques.
 Voitures pour chemins de fer, voitures de tramways, voitures de commerce, d'agriculture et de roulage.
 Embarcations.
 Conserves et confitures.
 Graines de pin et de sapin et autres graines à ensemençer
 Poudres, explosifs et mèches pour les mines.
 Cuirs et peaux brutes.

TABLEAU B

Articles espagnols auxquels, à l'entrée en Suède, sont applicables les dispositions de l'art. 5 de cette convention.

Plomb en lingots.
Autres métaux bruts.
Minerais.
Sel commun.
Sparte.
Liège brut et travaillé.
Bouchons de liège (sans garniture).
Plumes épurées.
Huile d'olive en fûts.
Huile d'olive en bouteilles.
Fruits et légumes de toute sorte frais et secs non spécifiés.
Oranges.
Citrons.
Raisins frais.
Raisins secs.
Amandes.
Figues.
Marroas, châtaignes.
Ecorces d'orange.
Eau-de-vie.
Liqueurs.
Sardines.
Céréales.
Vins de toute sorte en cercle et en bouteille.
Sucre.

Protocole final.

Pour éviter des divergences d'interprétation de la convention de commerce conclue entre l'Espagne et la Suède, en date de ce jour, les soussignés sont convenus des explications qui suivent :

1. L'article premier sera interprété dans le sens qu'il ne comporte qu'une assurance mutuelle de ne pas établir des défenses ou prohibitions de commerce entre les deux pays.

2. L'expression « marchandises similaires » sera interprétée dans le sens que pour des marchandises de la même nature, le fait que l'une est plus chère que l'autre par suite d'une matière brute plus chère, ou par suite du mode de préparation, ne constitue pas une raison pour déclarer que de telles marchandises ne sont pas « similaires ». Toutefois, le Gouvernement espagnol se réserve le droit de faire la différence entre l'alcool d'industrie et l'alcool de raisin.

3. L'expression « la seconde colonne », dans l'art. 13, veut dire le tarif minimum du tarif général des Provinces en question.

4. L'expression « directement importé », dans le même article, comprend, outre les envois de port à port, les marchandises venant accompagnées d'un connaissance direct.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole, à Aranjuez, le 27 juin 1892, et y ont apposé le sceau de leurs armes.

ESPAGNE — NORVÈGE

Convention réglant les relations commerciales.

(27 juin 1892.)

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, et Sa Majesté la Reine-Régente d'Espagne, au nom de Son Auguste Fils, Sa Majesté le Roi Don Alphonse XIII, également animés du désir d'assurer les relations de commerce entre la Norvège et l'Espagne, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi de Suède et de Norvège, M. Frédéric Hartvig Herman, Baron de Wedel Jarlsberg, son Ministre Plénipotentiaire près Sa Majesté Catholique, Chevalier de l'Ordre de Saint-Olave et de l'Ordre de l'Etoile Polaire, etc., etc.

Et M. Guillaume-Christophersen, Consul général de Suède et de Norvège, à Anvers, Plénipotentiaire spécial, Commandeur de première classe de Saint-Olave et de l'Ordre de Wasa, etc., etc.

Sa Majesté la Reine-Régente d'Espagne, D. Carlos O'Donnell y Abreu, Duc de Tetuan, Marquis d'Altamira, Comte de Lucena, Grand d'Espagne de première classe, Sénateur du Royaume, Général de Brigade, Grand Croix de l'Ordre Militaire de Saint-Hermenegilde d'Espagne, de Saint-Etienne de Hongrie, etc., etc., son Ministre d'Etat.

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier. — Il y aura liberté réciproque de commerce entre la Norvège et l'Espagne.

Les sujets de chacune des Hautes Parties contractantes auront le droit d'exercer librement leur religion dans le territoire de l'autre Partie, selon les lois des Pays respectifs.

Art. 2. — Les ressortissants des Hautes Parties contractantes pourront disposer à leur volonté, par donation, vente, échange, testament ou de toute autre manière, de tous les biens qu'ils posséderaient dans les territoires respectifs et retirer intégralement leurs capitaux du pays. De même, les ressortissants de l'un des Etats respectifs, habiles à hériter des biens situés dans l'autre, pourront prendre possession des biens qui leur seraient dévolus même *ab intestat*, en observant les formalités prescrites par la loi, et les dits héritiers ne seront pas tenus à acquitter des droits de succession autres ni plus élevés que ceux qui seraient imposés dans des cas semblables aux nationaux eux-mêmes.

Art. 3. — Les ressortissants des Hautes Parties contractantes ne pourront être assujettis respectivement à aucune saisie, ni être retenus avec leurs navires, équipages, voitures et effets de commerce, quels qu'ils soient, pour aucune expédition militaire, ni pour aucun service public, sans qu'il soit accordé aux intéressés une indemnité préalablement convenue.

Ils seront néanmoins soumis aux réquisitions pour transports (*baggages*), mais, dans ce cas, ils auront droit à la rémunération officiellement établie par l'autorité compétente, dans chaque département ou localité, pour les nationaux.

Art. 4. — Les objets d'origine et de manufacture norvégienne, énu-

mérés dans le tarif A, annexé à la présente Convention, seront admis en Espagne et dans ses îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement par terre ou par mer, aux droits de douane fixés par le dit tarif avec inclusion des droits additionnels.

Il est entendu que, dans le nombre des marchandises assujetties à leur importation en Espagne à l'obligation d'être accompagnées de certificats d'origine, ne sera pas comprise la morue provenant directement d'un port de Norvège.

Art. 5. — Les objets d'origine et de manufacture espagnole, énumérés dans le tarif B, annexé à la présente convention, seront admis en Norvège, lorsqu'ils seront importés directement par terre ou par mer, aux droits de douane fixés par le dit tarif avec inclusion des droits additionnels.

Art. 6. — Les objets d'origine et de manufacture norvégienne, énumérés dans le tarif A, annexé à la présente convention, ainsi que ceux énumérés dans le tableau A, également annexé à la présente convention, ne seront pas assujettis à leur entrée en Espagne et dans ses îles adjacentes, lorsqu'ils seront importés directement par terre ou par mer, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires d'origine ou de manufacture de toute autre Nation.

Art. 7. — Les objets d'origine ou de manufacture espagnole énumérés dans le tarif B et le tableau B, annexés à la présente convention, ne seront pas assujettis à leur entrée en Norvège, lorsqu'ils seront importés directement par terre ou par mer, à des droits d'entrée autres ni plus élevés que ceux auxquels sont ou seront assujettis les produits similaires d'origine ou de manufacture de toute autre Nation.

Le régime des armes et munitions de guerre reste soumis aux lois et règlements des Etats respectifs.

Art. 8. — La Norvège et l'Espagne se garantissent mutuellement qu'aucun autre pays ne jouira d'un traitement plus avantageux pour tout ce qui concerne la consommation, l'entreposage, la réexportation, le transit, le transbordement des marchandises et le commerce en général.

Les stipulations de cet article ne pourront être invoquées en ce qui concerne les concessions spéciales accordées ou qui le seront à l'avenir à des Etats limitrophes en vue de faciliter le commerce des frontières ni en ce qui concerne les obligations résultant pour l'une des Parties contractantes d'une union douanière avec un Etat voisin.

Art. 9. — Les drawbacks existants ou qui pourraient être établis à l'exportation des produits norvégiens ainsi que les drawbacks à l'exportation des produits espagnols, ne pourront être supérieurs aux droits d'accise ou de consommation intérieure grevant les dits produits ou les matières employées à leur fabrication.

Art. 10. — Les marchandises de toute nature originaires de l'un des Pays contractants et importées dans l'autre ne pourront être assujetties à des droits d'accise ou de consommation supérieurs à ceux qui grèvent ou grèveraient les marchandises similaires de production nationale.

Toutefois, les droits à l'importation pourront être augmentés des sommes qui représenteraient les frais occasionnés aux produits nationaux par le système de l'accise.

Art. 11. — Les marchandises non originaires de Norvège importées de ce Royaume en Espagne, soit par terre, soit par mer, ne pourront pas être grevées de surtaxes supérieures à celles dont seront passibles les marchandises de même nature importées en Espagne de tout autre pays européen autrement qu'en droiture par navire espagnol.

La Norvège se réserve de son côté la faculté d'établir sur les marchandises non originaires d'Espagne des surtaxes égales à celles qui seront appliquées en Espagne aux importations faites autrement qu'en droiture.

Art. 12. — Les Norvégiens en Espagne et dans ses îles adjacentes et les Espagnols en Norvège jouiront de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété des marques de fabrique ou de commerce ainsi que des dessins ou modèles industriels et de fabrique de toute espèce.

Le droit exclusif d'exploiter un dessin ou modèle industriels ou de fabrique ne peut avoir au profit des Norvégiens en Espagne, et, réciproquement, au profit des Espagnols en Norvège, une durée plus longue que celle fixée par la loi du pays à l'égard des nationaux.

Si le dessin ou modèle industriel ou de fabrique appartient au domaine public dans le pays d'origine, il ne peut être l'objet d'une jouissance exclusive dans l'autre pays.

Les dispositions des deux paragraphes qui précèdent sont applicables aux marques de fabrique ou de commerce.

Les droits des Norvégiens en Espagne et, réciproquement, les droits des Espagnols en Norvège, ne sont pas subordonnés à l'obligation d'y exploiter les modèles ou dessins industriels ou de fabrique.

Art. 13. — Les nationaux de l'un des Pays contractants qui voudront s'assurer dans l'autre la propriété d'une marque, d'un modèle ou d'un dessin, devront remplir les formalités prescrites à cet effet par la législation respective des Etats contractants.

Les marques de fabrique auxquelles s'appliquent le présent article et l'article précédent sont celles qui, dans les pays respectifs, sont légitimement acquises aux industriels ou négociants qui en usent, c'est-à-dire que le caractère d'une marque de fabrique norvégienne doit être apprécié d'après la loi de Norvège, de même que celui d'une marque espagnole doit être jugé d'après la loi espagnole.

Toutefois, le dépôt pourra être refusé, si la marque pour laquelle il est demandé est considérée par l'autorité compétente comme contraire à la morale ou à l'ordre public.

Art. 14. — Les voyageurs norvégiens de commerce, voyageant en Espagne ou dans ses îles adjacentes pour compte d'une maison établie en Norvège, seront traités, quant à la patente, comme les voyageurs de toute autre Nation et réciproquement, il en sera de même pour les voyageurs espagnols en Norvège.

Les objets passibles d'un droit d'entrée qui servent d'échantillon et qui sont importés par ces commis-voyageurs jouiront, de part et d'autre, moyennant les formalités de douane nécessaires pour en assurer la réexportation ou la réintégration en entrepôt, d'une restitution des droits qui devront être déposés à l'entrée.

Art. 15. — L'Espagne concède à la Norvège dans les îles de Cuba et Porto-Rico pour les objets d'origine et de manufacture norvégienne,

lorsqu'ils seront importés directement et pendant la durée de la présente convention, le bénéfice de la seconde colonne du Tarif des Douanes spécial des dites Provinces, aussi longtemps que ce tarif restera en vigueur.

Art. 16. — Le Gouvernement norvégien s'engage, pendant la durée de la présente convention, à accorder une subvention annuelle pour l'établissement d'une ligne de bateaux à vapeur directe entre la Norvège et l'Espagne, avec un minimum de douze voyages par an. Les détails, qui se rattachent à l'exploitation de cette ligne, seront réglés par des négociations spéciales entre les Hautes Parties contractantes.

Art. 17. — Les dispositions des art. 6 et 7 de cette convention ne s'appliquent pas aux faveurs accordées ou qui seront accordées par l'Espagne au Portugal ou aux Républiques Hispano-Américaines, ni aux faveurs accordées ou qui seront accordées par la Norvège à la Suède ou au Danemark.

Art. 18. — Cette convention entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications et restera exécutoire pendant cinq années à partir du jour où elle sera mise en vigueur. Dans le cas où aucune des deux Hautes Parties contractantes n'aurait notifié douze mois avant la dite période son intention d'en faire cesser les effets, la convention demeurera obligatoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

Art. 19. — Les stipulations qui précèdent seront soumises à l'approbation des Représentations Nationales respectives.

Art. 20. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Madrid, dans le plus bref délai possible.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Aranjuez, en double expédition, le vingt-sept juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-douze.

Signé : (L. S.) F. WEDEL JARLSBERG.

— — CHRISTOPHERSEN.

— — Le Duc DE TETUAN.

TARIF A

DROITS A L'ENTRÉE EN ESPAGNE

	BASES	DROITS	
		Pes.	Cent.
Clous à ferrer les animaux.	100 kilog.	15	
Bois communs en planches, planchettes, madriers, poutres, perches, les mâts et bois pour constructions navales.	Mèt. cube.	3	
Pâte de bois.	100 kilog.	1	
Morue salée et séchée (Klipfish et Stockfish) (droits de douane 18 pest.; droits intérieurs 6 pest.). . .	—	24	
Poudre de poisson.	—	12	
Huile de foie de morue purifiée pour l'usage médical.	—	2	

	100 kilog.	
Huile de poisson et baleine et autres graisses animales	—	1
Rogue et autres dépouilles animales non dénommées.	—	0.50
Guano de poisson et de baleine et autres engrais naturels	—	0.05
Poissons frais ou avec le sel indispensable pour leur conservation.	—	1.50
Poissons salés, fumés et marinés.	—	12
Lait concentré.	1 kilogr.	1

TABLEAU A

Articles norvégiens auxquels, à l'entrée en Espagne, sont applicables les dispositions de l'art. 6 de la présente convention.

Pierres et terres employées dans l'industrie, les arts et les constructions ;
 ciment, chaux et plâtre.
 Porcelaine et autre poterie.
 Verre de toute sorte.
 Goudron, résine, brai, asphalte et bitume.
 Clous et vis de fer.
 Colle de poisson.
 Poudre, explosifs et mèches pour les mines.
 Papier de toute sorte, y compris les ouvrages en papier.
 Cartons de toute sorte.
 Douves.
 Futailles et cercles.
 Bois rabotés, rainés et (ou) bouvetés.
 Bois ouvré et de menuiserie de toute sorte.
 Allumettes.
 Cuirs et peaux brutes.
 Instruments et machines agricoles.
 Moteurs et autres machines.
 Beurre et fromage.
 Alcools et eaux-de-vie.
 Liqueurs.
 Bière.
 Conserves alimentaires.
 Embarcations.

TARIF B

DROITS A L'ENTRÉE EN NORVÈGE

La conversion de la monnaie n'a pas un caractère officiel; elle est établie sur la base de 72 couronnes Norvégiennes = 100 pesetas, et 1 couronne = 1.39 pesetas.

DÉNOMINATION DES ARTICLES	BASES	DROITS EN UNITÉS	
		Norvégiennes	Espagnoles
		Cour. Ore.	Pest. Cent.
Oranges fraîches de toute sorte. . .	100 kilog.	2.00	2.78
Citrons frais.	—	2.00	2.78
Raisins frais.	—	2.00	2.78
Melons.	—	2.00	2.78

Raisins secs.	—	8.00	11.11
Figues.	—	5.00	6.94
Amandes en coque.	—	5.00	6.94
Noisettes.	—	5.00	6.94
Légumes secs.	—	5.00	6.94
Vins de toute sorte en cercles et en bouteilles (tous droits compris). . .	—	0.11.52	0.16
<i>N.-B.</i> — Ne seront pas réputés vins les liquides contenant une quantité d'alcool supérieure à 20 0/0.			

TABLEAU B

Articles espagnols auxquels, à l'entrée en Norvège, sont applicables les dispositions de l'art. 7 de la présente convention.

Sel commun.
Liège brut et travaillé.
Bouchons de liège (sans garniture).
Huile d'olive.
Plomb en lingots.
Autres métaux bruts.
Minerais.
Sparte.
Noix.

Plumes épurées.
Sardines.
Céréales.
Ecorces d'oranges.
Eaux-de-vie.
Liqueurs.
Sucre.

Légumes et fruits potagers de toute sorte, frais et secs, non compris dans le
Tarif B.
Conserves.

Protocole.

Pour faciliter et développer les relations commerciales entre la Norvège et l'Espagne, une ligne de bateaux à vapeur directe entre ces deux pays sera établie sous les auspices du Gouvernement de Norvège, conformément aux stipulations de l'art. 16 de la Convention de commerce, conclue ce jour entre la Norvège et l'Espagne.

En vertu des dispositions de l'art. 16, alinéa 2, de la dite Convention, les Soussignés se sont réunis pour dresser le protocole réglant les détails qui se rattachent à l'exploitation de cette ligne, et ils sont convenus des articles suivants :

Article premier. — La ligne effectuera, au moins, un voyage rond (aller et retour) par mois, à moins que les intempéries de la saison ne s'y opposent; toutefois, le nombre total de voyages ronds par an ne pourra pas être moindre de douze.

Art. 2. — En partant de la Norvège, les navires de la ligne procéderont à un port espagnol situé sur la baie de Biscaye, et, de ce port, ils continueront le voyage à Barcelone, faisant escale dans les ports intermédiaires d'après leur convenance.

Art. 3. — De Barcelone, les navires peuvent procéder à Gênes et à

un autre port italien. Si tel voyage se fait, le navire doit retourner à Barcelone, Valence, ou quelque autre port de la Méditerranée.

Art. 4. — Au retour en Norvège, les navires feront escale dans les ports espagnols qui leur offrent des marchandises en quantité jugée suffisante par le Directeur de la ligne, mais en tout cas et au cours de chaque voyage de retour, ils toucheront à Valence et à Malaga.

Art. 5. — Les dates des départs des navires de chaque port espagnol, où ils font escale, doivent être annoncées de la manière usuelle et avec anticipation de dix jours au moins.

Art. 6. — Les navires de la ligne jouiront des privilèges accordés aux paquebots chargés d'un service postal, par l'art. 10 du Traité de Navigation, conclu le 15 mars 1883, entre les Royaumes Unis de Suède et de Norvège et l'Espagne.

Art. 7. — Il est entendu que des irrégularités dans le service, occasionnées par des accidents casuels ou par des événements imprévus, n'auront pas pour effet d'invalider la Convention de Commerce conclue ce jour, ou d'attirer au Gouvernement de Norvège des responsabilités d'aucune nature.

Art. 8. — La ligne sera ouverte, au plus tard, trois mois après l'entrée en force de cette Convention de Commerce.

Art. 9. — Si l'expérience prouve la nécessité d'introduire des modifications aux règles précédentes, ces modifications pourront être établies par commun accord entre les Parties contractantes, et constatées par un Protocole.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Protocole et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Aranjuez, en double expédition, le vingt-sept juin de l'an mil huit cent quatre-vingt-douze.

Protocole final.

Pour éviter des divergences d'interprétation de la Convention de Commerce, conclue entre la Norvège et l'Espagne, en date de ce jour, les Soussignés sont convenus des explications qui suivent :

1. L'article premier sera interprété dans le sens qu'il ne comporte qu'une assurance mutuelle de ne pas établir des défenses ou prohibitions de commerce entre les deux Pays.

2. Les droits concédés aux ressortissants des Hautes Parties Contractantes, par l'art. 2 de la Convention, sont assujettis aux limitations et aux formalités prescrites par les lois des Pays respectifs.

3. L'expression « directement importé » dans les articles de la Convention où elle est employée comprend aussi les marchandises passant par des ports ou des Pays intermédiaires, si du lieu de provenance elles viennent accompagnées d'un connaissance direct.

4. L'expression « la seconde colonne », dans l'art. 15, veut dire le tarif minimum du tarif général des Provinces en question.

En foi de quoi, ils ont signé le présent Protocole, à Aranjuez, le 27 juin 1892.

AUTRICHE-HONGRIE — RUSSIE

Convention relative à une jonction de voies ferrées

2/14 janvier 1893

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie, animés du désir d'étendre par une jonction des voies ferrées à Nowosielitza les relations commerciales entre les Etats respectifs, ont résolu de régler d'un commun accord par une Convention les questions, résultant de ce nouveau raccordement, et ont nommé à cet effet leurs commissaires; savoir :

Le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies :

Le sieur Alexandre de Borodine, Ingénieur des voies de communication, Conseiller de Cour; le sieur Baron Henri de Rosen, Ingénieur civil, Conseiller d'Etat actuel; le sieur Eugène de Schimanowsky, Colonel d'Etat-major; le sieur Baron Nicolas de Firks, Colonel d'Etat-major; le sieur Gabriel de Karnowitch, Ingénieur des voies de communication, Conseiller d'Etat; le sieur Siméon Sofroniéeff, Ingénieur des voies de communication, Conseiller de Cour;

Et le Gouvernement de Sa Majesté l'Empereur d'Autriche, Roi de Bohême, etc., etc., et Roi Apostolique de Hongrie :

Le sieur Henri Chevalier de Wittek, Docteur en droit, Conseiller Intime, Chef de Section au Ministère Impérial Royal du Commerce; le sieur Emile Chevalier de Guttenberg, Général-Major; le sieur Adolphe Baron de Iorkasch-Koch, Conseiller de Ministère; le sieur Jean Fekete de Bélafalva, Conseiller de Régence; lesquels, dûment autorisés à cet effet, sont convenus, sous réserve de la ratification, des articles suivants :

Article premier. — Pour relier le réseau des chemins de fer Sud-Ouest Russes au réseau autrichien de la Boucovine, il sera construit un raccordement entre la station existante des chemins de fer locaux de la Boucovine à Nowosielitza (Autriche) et la station à construire à Nowosielitza (Russie) sur l'embranchement des chemins de fer Sud-Ouest Russes, devant y aboutir.

Art. 2. — Les questions techniques, relatives au raccordement susmentionné, savoir celles qui se rapportent à la construction du tronçon de jonction au point de la frontière, où le raccordement des deux chemins de fer, autrichien et russe, devra s'effectuer, et à l'établissement des deux gares frontières susdites sur les territoires des deux Etats limitrophes, ayant déjà fait l'objet d'une enquête locale de délégués des administrations des chemins de fer y intéressées, les deux Gouvernements approuvent le procès-verbal de cette enquête, tenue à Czernowitz, le 24 et 25 juillet/5 et 6 août 1891.

Art. 3. — Conformément aux termes dudit procès verbal et d'après le plan A y annexé, la jonction des deux lignes de chemin de fer, autrichienne et russe, s'effectuera au moyen d'une double voie à construire entre les gares frontières respectives, et dont l'une aura l'écartement de 1,435 mètres et l'autre l'écartement de 5 pieds (mesure anglaise).

Cette voie de jonction passera la frontière austro-russe, moyennant

un pont à construire sur le ruisseau-frontière de Rokitna, et traversera la ligne de démarcation autrichienne, près du poteau autrichien n° 1207, et la ligne de démarcation russe, entre les deux poteaux russes n° 1207 et n° 1208, à une distance de 120 mètres de ce dernier point de délimitation.

Art. 4. — Les voies ferrées et le matériel roulant seront disposés de part et d'autre de manière à assurer le service de traction par des locomotives.

Art. 5. — Les Hautes Parties Contractantes auront soin de faire achever la construction de la ligne de raccordement sur leurs territoires respectifs, sitôt que faire se pourra, et au plus tard avant la fin de l'année 1893.

Art. 6. — Le changement du service de l'exploitation à la frontière se fera de manière que les convois autrichiens, par la voie étroite, entrent dans la station russe et les convois russes, par la voie large, entrent dans la station autrichienne.

En ce qui concerne l'établissement des deux gares frontières, il est entendu que les travaux respectifs, savoir les travaux d'agrandissement dans la station autrichienne existante à Nowosielitza (Autriche) et les travaux de premier établissement pour la gare russe à construire à Nowosielitza (Russie), s'exécuteront d'après les plans arrêtés par ladite enquête locale et annexés au procès-verbal du 24 et 25 juillet/5 et 6 août 1891.

Art. 7. — Les Hautes Parties Contractantes se chargent, chacune pour son territoire, de la construction et de l'entretien des voies de jonction et des stations frontières, mentionnées aux articles 3 et 6, de sorte que les frais en résultant seront, pour la partie autrichienne, y compris la voie large, située sur le territoire de l'Autriche, supportés par l'administration des chemins de fer autrichienne, tandis que les dits frais pour la partie russe, y compris la voie étroite, située sur le territoire de Russie, incomberont à l'administration du chemin de fer russe.

Le pont-frontière sera construit par l'administration russe, à laquelle l'administration autrichienne remboursera la moitié des frais respectifs.

Les projets de ce pont seront soumis par l'administration russe à l'approbation des autorités compétentes autrichiennes.

Art. 8. — A l'exception de la partie autrichienne du pont, l'entretien et la surveillance de la double voie sur le territoire autrichien, entre la frontière et la station, incombera à l'administration autrichienne; l'entretien et la surveillance du pont-frontière ainsi que de la double voie sur tout le reste du territoire russe, compris entre la frontière et la station incombera à l'administration russe.

Les deux administrations ne paieront l'une à l'autre aucun dédommagement à titre d'usage ou de renouvellement des susdites voies de jonction, y compris le pont et les deux gares frontières, ni à titre de leur exploitation.

Art. 9. — La pleine souveraineté, y compris le droit de justice et de police dans les deux gares frontières, ainsi que sur les portions de ligne, situées entre ces gares et la frontière, restera exclusivement réservée à celle des Hautes Parties Contractantes, sur le territoire de laquelle se trouve la gare et la portion de ligne respectives.

Il est réservé aux administrations des chemins de fer contigus de s'entendre, sauf l'approbation des autorités compétentes des deux Etats, sur

les dispositions à prendre relativement aux signaux, aux télégraphes et à tous les autres détails du service dans les gares frontières.

Pour que la construction des voies et des gares frontières puisse satisfaire à leur but, les dites administrations se communiqueront leurs gabarits des bâtiments et du matériel roulant.

Art. 10. — Les Hautes Parties Contractantes prendront toutes les mesures nécessaires pour que dans les gares frontières le déchargement et le rechargement de wagons à marchandises, rendus inévitables par la largeur inégale des voies, puissent s'opérer avec le moins de temps et de frais possible.

Dans ce but, autant que dans celui de faciliter le mouvement des trains, il sera établi dans les gares frontières, autrichienne et russe, pour le service du chemin de fer limitrophe, les voies de garage nécessaires et les constructions et installations, destinées à faciliter le passage des voyageurs et le transbordement des marchandises.

Pour éviter des transbordements inutiles, les administrations des chemins de fer devront s'entendre afin que les marchandises expédiées d'une station frontière et destinées à passer dans l'Etat limitrophe soient autant que possible, et à condition que les règlements de douane et de police des pays respectifs ne s'y opposent, chargées dans des wagons de retour au pays voisin.

Aussi les administrations des deux réseaux voisins auront soin de réserver dans les gares frontières une localité pour y établir un petit bureau, destiné à l'usage du chemin de fer voisin.

Art. 11. — Les employés ou agents destinés au service des trains, circulant entre les deux stations frontières, seront tenus de connaître et d'observer les règlements des signaux et du service du pays voisin. Faisant le service à la gare voisine ils sont soumis aux ordres du chef de cette gare. Ils restent, en outre, soumis au pouvoir disciplinaire de leur administration respective et à la surveillance des autorités de leur pays.

Art. 12. — Les itinéraires et la coïncidence des trains pour le transport des personnes et des marchandises seront arrêtés par les deux administrations, chacune pour son territoire, et communiqués réciproquement, de même que les modifications ultérieures.

Les Hautes Parties Contractantes exerceront, s'il était nécessaire, leur influence pour que le service des trains soit réglé de la manière la plus convenable au trafic réciproque.

Art. 13. — Les tarifs à percevoir pour le transport des voyageurs et des marchandises sur la ligne de jonction seront fixés d'un commun accord par les deux administrations des chemins de fer, l'approbation des gouvernements respectifs obtenue.

Les Hautes Parties Contractantes aviseront à ce que ces tarifs correspondent aux conditions de l'exploitation et aux besoins du commerce.

Art. 14. — Il ne sera fait aucune distinction entre les habitants des deux pays, soit pour les prix de transport, soit pour le temps d'expédition, sauf les délais nécessités par les règlements de douanes; l'application de ces règlements sera la même pour les habitants des deux pays.

Art. 15. — Les Hautes Parties Contractantes pourvoiront à ce que l'organisation des transports directs pour les voyageurs et les marchandises, sitôt que les deux Gouvernements considéreront ces transports

comme désirables dans l'intérêt du trafic, ne soit pas contestée par les administrations des chemins de fer respectifs.

Art. 16. — Toutes les mesures de police, y compris la police sanitaire et de douane, auxquelles pourra donner lieu l'ouverture du raccordement, objet de la présente Convention, sont réservées à chacun des deux Gouvernements et seront prises d'un commun accord, si faire se peut.

Les deux Gouvernements s'entendront pour que les mesures de douane soient concertées avant l'ouverture de la jonction.

Quant au visa des passeports et aux formalités de visite et d'expédition en douane des bagages et des marchandises importés ou exportés, les deux Gouvernements s'engagent à ne pas traiter moins favorablement le chemin de fer, reliant les deux stations Nowosielitza, que tout autre chemin de fer, traversant la frontière des deux Etats, et à lui accorder dans l'intérêt et en faveur du commerce toute facilité et simplification de service, compatibles avec les lois des deux pays.

Le même traitement sera appliqué pour le chemin de fer en question quant aux mesures tarifaires.

Art. 17. — Le chemin de fer, reliant les deux stations Nowosielitza, servira aussi aux transports des postes, tant des lettres que des paquets, et à l'établissement des lignes télégraphiques.

Les administrations des postes et des télégraphes des deux Hautes Parties Contractantes s'entendront pour organiser le service postal et télégraphique sur ledit chemin de fer.

Art. 18. — Dans tous les cas, où les administrations du chemin de fer de l'un ou de l'autre Etat ne sauraient s'entendre sur les différents points, prévus par la présente Convention, et spécialement sur les moyens d'assurer la régularité de l'exploitation entre les deux stations frontières et les relations commerciales, les deux Gouvernements interviendront d'office et prendront d'un commun accord les mesures nécessaires.

Art. 19. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Vienne dans l'espace de six mois à dater du jour de la signature, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les commissaires ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Kiew, en double expédition, le 2/14 janvier de l'an 1893.

(L. S.) *Signé* : BORODINE.

— ROSEN.
— SCHIMANOWSKY.
— FIRKS.
— KARNOWITCH.
— SOFRONÉIEFF.
— WITTEK.
— GUTTENBERG.
— IORKASCH.
— FEKETE.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES.

AFFAIRES D'ÉGYPTE

(Suite) (1).

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à **M. Waddington**, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 1^{er} juin 1889.

Le courrier du Caire vient de m'apporter le projet de conversion de la Dette privilégiée égyptienne. Je vous l'enverrai par la prochaine valise, et vous vous rendrez compte que ce projet soulève un certain nombre de questions qui ne paraissent pas devoir y être logiquement rattachées. Tel qu'il est, il demande une étude à laquelle je vais procéder sans retard, mais qui, je le crains, exigera un certain temps. Le délai d'un mois dans lequel on nous prie de donner notre réponse est bien restreint.

En même temps que vous tiendrez à Lord Salisbury le langage ci-dessus indiqué, vous lui ferez entendre qu'il nous est impossible de séparer la question qui nous est soumise des questions plus générales qui se rattachent à la situation de l'Égypte. Dans ce pays, les questions financières n'ont jamais été considérées en dehors des questions politiques. Cette distinction aurait aujourd'hui moins de raison d'être que jamais, car le projet de conversion est une marque éclatante des progrès faits par l'Égypte dans l'ordre politique, aussi bien que dans l'ordre économique. Il semble donc que le moment soit venu pour l'Angleterre de réaliser les promesses d'évacuation qu'elle nous a faites si souvent. Nous ne voulons pas paraître influencer d'une manière trop directe sur les résolutions du Cabinet de Londres. Nous savons qu'il désire conserver à ces résolutions un caractère spontané, et nous trouvons ce désir très légitime. Plus d'une fois déjà, Lord Salisbury vous a indiqué que son Gouvernement éprouverait quelque susceptibilité si on profitait contre lui des moments difficiles. C'est à lui de savoir s'il n'y a pas lieu de profiter des facilités actuelles. Ces facilités ont été augmentées par la Convention de Suez. Nous avons accepté l'introduction dans cette Convention de la clause qui en suspend l'efficacité jusque après l'évacuation anglaise, afin de marquer notre confiance dans le Cabinet de Londres. Il n'a pas voulu, en effet, en consacrant des négociations auxquelles il a attaché tant d'intérêt et qui ont été si laborieuses, les frapper de nullité : cela ne serait digne ni de lui, ni de l'Europe dont nous avons obtenu l'adhésion. Toutes ces considérations me paraissent de nature à être utilement présentées à Lord Salisbury pour lui demander s'il ne juge pas

(1) V. plus haut, p. 27-126.

opportun de faire connaître à quel moment aura lieu l'évacuation de l'Égypte. Si le départ des troupes anglaises devait faire naître quelques nécessités financières, la conversion permettrait d'y pourvoir, et nous aurons à nous préoccuper, soit à ce titre, soit sans doute à d'autres encore, de l'emploi qui sera fait du profit de cette opération.

E. SPULLER.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 5 juin 1889.

Dans mon entretien d'hier soir avec Lord Salisbury, j'ai abordé la question de la conversion de la Dette égyptienne privilégiée. Je lui ai dit que vous veniez de recevoir du Caire le texte du projet ; que vous alliez l'étudier ; que cette étude prendrait nécessairement un certain temps, et qu'à première vue il vous semblait que certaines clauses motiveraient diverses observations de détail.

Je lui ai ensuite tenu le langage suivant : « Nous avons été heureux de
« constater le relèvement de l'Égypte tant dans l'ordre politique que dans
« l'ordre économique, et nous reconnaissons volontiers la part que l'An-
« gleterre y a prise. Le projet de conversion qui nous est soumis en est la
« preuve. Mais cet état de choses ne prouve-t-il pas aussi que la tâche de
« l'Angleterre approche de sa fin et que l'Égypte pourra être bientôt livrée
« à elle-même ? Vous nous avez souvent déclaré que vous comptiez éva-
« cuer l'Égypte aussitôt que l'ordre y serait complètement établi, la sécu-
« rité du pays assurée. Ce moment n'est-il pas arrivé ? Nous ne désirons
« exercer aucune pression sur vous ; mais ne pouvez-vous pas nous lais-
« ser entrevoir le moment où vous prendriez l'initiative de l'évacuation ? »

Lord Salisbury m'a répondu à peu près en ces termes :

« La prospérité relative que l'Égypte a atteinte sous notre impulsion ne
« se maintiendrait certainement pas si nous quittions le pays en ce
« moment. Si nous annoncions notre prochain départ, la conversion
« deviendrait impossible. A mes yeux, le succès que nous avons déjà
« obtenu en Égypte est plutôt une raison pour que nous poursuivions
« notre tâche jusqu'au bout. En effet, la sécurité extérieure du pays est
« loin d'être assurée. L'attitude que prendra le Senoussi est encore plus
« incertaine ; nous ne savons si son succès amènera la pacification du
« Soudan, ou bien de nouvelles attaques contre la Haute-Égypte ; notre
« départ en ce moment serait un encouragement pour ce nouveau Madhi.
« Je vous renouvelle d'ailleurs la déclaration que je vous ai souvent faite
« à savoir que nous évacuerons l'Égypte aussitôt que le pays pourra se
« suffire à lui-même. Vous avez fait échouer la Convention conclue par
« Sir H. D. Wolff avec le Sultan, et depuis lors, j'ai laissé dormir la ques-
« tion ; mais je vous avertis que je ne puis pas présenter au Parlement
« une convention d'évacuation qui ne nous donne pas le droit de rentrer
« si la sécurité extérieure de l'Égypte était menacée. Sans cette clause, je
« ne puis pas faire accepter la Convention à l'opinion publique en Angle-
« terre. »

Je lui fis alors observer que les menaces d'incursion dans la Haute-Égypte étaient passées à l'état chronique, et que la Basse-Égypte n'exigeant guère que de la police et de la gendarmerie, l'armée égyptienne

serait toujours assez forte pour défendre la frontière du Sud. Je lui rappelai la clause de la Convention de Suez d'après laquelle sa mise à exécution était subordonnée à l'évacuation de l'Égypte par les Anglais, ce qui annulait en fait, quant à présent, ce grand acte international, dont la négociation avait été si laborieuse.

J'ai dit à Lord Salisbury que, prochainement sans doute, j'aurai l'occasion de reprendre la conversation avec lui.

WADDINGTON.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 7 juin 1889.

J'ai reçu la dépêche dans laquelle vous me rendez compte de votre conversation avec Lord Salisbury au sujet de l'Égypte. Dites à Sa Seigneurie que nous avons cru les progrès de ce pays plus réels et plus solides qu'il ne nous les présente. Nous étions d'ailleurs d'autant plus disposés à regarder ces progrès comme assez avancés pour permettre l'évacuation que, dans les négociations de 1884, le Gouvernement anglais avait indiqué l'année 1888 comme date à peu près certaine de cette opération. Si Lord Salisbury a des craintes sérieuses au sujet de l'Égypte, il comprendra que le projet de conversion nous présente un aspect nouveau et différent de celui sous lequel nous l'avions d'abord aperçu. Nous aurons à nous demander si, en consentant à la conversion, nous n'exposerions pas les intérêts de nos nationaux dans un pays dont l'avenir reste aussi incertain. A nos yeux, la conversion ne peut être qu'une marque de confiance, et nous sommes surpris que cette confiance fasse précisément défaut au Gouvernement anglais.

Nous croyons qu'il se trompe et que l'Égypte, dès maintenant, peut se suffire à elle-même. L'ordre est parfait dans la Basse-Egypte et quant aux difficultés militaires dont on parle dans la Haute-Egypte, du côté des frontières, elles ont toujours été fort exagérées. L'armée égyptienne y suffisait autrefois très bien et y suffira quand on le voudra. Toutefois, nous n'avons jamais considéré l'évacuation comme devant se faire d'un seul coup, mais comme une opération échelonnée à intervalles déterminés d'avance, avec une date finale certaine. Lord Salisbury doit reconnaître lui-même qu'il y a une contradiction véritable à ne pas fixer cette date *ne varietur* et à réclamer le droit éventuel de rentrer en Égypte. Mes prédécesseurs ne se sont pas refusés à consentir ce droit au Gouvernement anglais, mais à la condition qu'il ne pourrait s'exercer que dans une période limitée. Je crois aussi qu'il y aurait là éventuellement un terrain de transaction. L'Angleterre évacuerait d'abord la Basse-Egypte et elle s'engagerait à l'évacuation totale dans un délai à déterminer. Si, par impossible, des troubles se produisaient après l'évacuation dans un second délai à déterminer, nous ne ferions pas d'objection absolue à la rentrée des troupes britanniques.

E. SPULLER.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 11 juin 1889.

Les consentements au projet de décret pour la conversion sont donnés par l'Angleterre, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et l'Italie.

L. D'AUBIGNY.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 12 juin 1889.

Je viens d'avoir un entretien avec Lord Salisbury; je lui ai présenté la question de l'évacuation de l'Égypte et les conditions auxquelles nous pourrions donner notre adhésion à la Conversion de la façon suivante :

« J'ai rendu compte à M. Spuller de notre dernière conversation au sujet
« de l'Égypte. Aujourd'hui, je suis autorisé à vous faire la déclaration sui-
« vante : Désirant entrer dans vos vues et dans les exigences de votre situa-
« tion parlementaire, autant que cela lui est possible, le Gouvernement de
« la République consent en principe à ce que les troupes anglaises puissent
« rentrer en Égypte après l'évacuation totale, s'il s'y produisait des troubles
« graves, mais à deux conditions expresses : 1° que la faculté de rentrer
« soit limitée à un délai déterminé; 2° que la date de l'évacuation totale
« soit fixée définitivement. Il ne vous échappera pas que ces deux con-
« ditions sont nécessairement connexes, la première ne pouvant être que
« le corollaire de la seconde. »

— « Je reconnais », m'a répondu Lord Salisbury, « toute l'importance
« de l'ouverture que vous venez de me faire. Mais, à cause même de son
« importance, il est indispensable qu'elle soit discutée en Conseil des
« Ministres, et je vous promets de la soumettre à mes Collègues, à la
« première réunion du Cabinet. »

« Dans toutes les questions relatives à l'Égypte, à la Syrie, à Constan-
« tinople », a ajouté Lord Salisbury, « le fond de notre politique ne varie
« pas : c'est le souci du maintien de l'Empire ottoman. Si nous hé-itions à
« évacuer l'Égypte, c'est que nous ne voudrions pas ouvrir éventuelle-
« ment la porte à d'autres. »

J'ai rappelé à Sa Seigneurie que le Gouvernement de la République avait toujours déclaré sa ferme volonté de ne pas chercher à entrer en Égypte après le départ des Anglais; que le maintien de l'Empire ottoman avait toujours été un des buts poursuivis par la diplomatie française aussi bien que par le Gouvernement anglais et que l'évacuation de l'Égypte, en supprimant une cause de dissentiment entre la France et l'Angleterre, nous confirmerait certainement dans cette politique, qui était traditionnelle chez nous. Finalement, j'ai fait un appel chaleureux à Lord Salisbury, en l'engageant à accepter des propositions qui témoignaient d'un sincère désir de conciliation de notre part, et qui supprimeraient une source chronique de difficultés entre les deux pays.

WADDINGTON.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 16 juin 1889.

J'approuve de tous points le langage que vous avez tenu à Lord Salis-

bury dans la conversation dont me rend compte votre dépêche du 12 juin. Il ne vous échappera pas que nous avons intérêt à recevoir une réponse très prompte, en vue de celle que nous avons à faire nous-mêmes au projet de conversion. Vous savez que les banquiers ne sont liés que jusqu'à la fin du mois.

Vous avez eu raison de déclarer à Lord Salisbury que nous n'avons pas de visées personnelles sur l'Égypte. Il me semble que la neutralisation de ce pays, mesure qui a paru plus d'une fois convenir à l'Angleterre et à laquelle nous ne faisons pas d'objections, serait de nature à dissiper pour l'avenir les appréhensions qui vous ont été exprimées.

E. SPULLER.

**M. Waddington, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 19 juin 1889.

Il y a eu Conseil des Ministres hier, et je suis allé aujourd'hui demander à Lord Salisbury s'il avait quelque chose à me dire relativement aux affaires d'Égypte.

Il a commencé par me dire qu'il avait entretenu hier le Conseil des ouvertures que je lui avais faites, mais que, vu l'importance de la question, il préférerait me répondre par écrit, afin de pouvoir bien préciser les vues du Gouvernement anglais. Pressé néanmoins par moi de me donner un aperçu de l'accueil qui serait fait à notre proposition, il me répondit à peu près en ces termes : « D'abord le Conseil est d'avis que la question de l'évacuation ne pourrait pas être liée à celle de la conversion de la dette. »

« Sur le fond de votre proposition, nous estimons qu'elle ne tient pas un compte suffisant des sacrifices d'hommes et d'argent que nous avons faits en Égypte. La faculté pour nous de rentrer en Égypte ne doit pas être limitée à un délai fixé d'avance, mais doit rester subordonnée aux circonstances imprévues qui pourront surgir, autrement nos sacrifices auraient été faits en pure perte, tandis que nous devrions en retirer un bénéfice sérieux, c'est-à-dire la certitude absolue qu'aucune autre Puissance ne prendra notre place. » — Mais nous prendrons l'engagement de ne pas aller en Égypte lorsque vous l'aurez quittée, et je ne vois pas d'autre Puissance à laquelle on puisse attribuer des visées de ce genre. Il me semble qu'il ne serait pas impossible d'arriver à une entente, à la neutralité de l'Égypte par exemple. Et la date de l'évacuation ? — « Sur ce point », me répondit Lord Salisbury, « il n'y aurait pas de difficulté si la faculté de rentrer était réglée suivant nos désirs. J'ajoute que nous sommes disposés à abandonner la clause suspensive insérée dans la convention du canal de Suez ».

WADDINGTON.

**M. E. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington,
ambassadeur de la République française à Londres.**

Paris, le 21 juin 1889.

Si Lord Salisbury doit faire aux ouvertures conciliantes que nous lui avons présentées au sujet de l'Égypte la réponse dont il vous a indiqué le

sens général, je crois que l'abstention serait préférable. Nous considérons en effet que cette réponse serait un recul sur la situation antérieure de la question, sinon un retrait des promesses solennelles que le Gouvernement anglais a faites de rentrer un jour dans le droit commun européen relativement à l'Égypte.

Le Gouvernement anglais est libre de traiter séparément la question de la conversion et la question de l'évacuation, mais nous n'avons pas à dissimuler qu'à nos yeux ces questions sont connexes. La conversion n'est pas seulement pour nous une occasion naturelle, mais une occasion nécessaire d'échanger nos vues sur l'évacuation. Comme je l'ai déclaré, le 4 juin, à la Chambre des Députés, nos dispositions ne peuvent pas être les mêmes à l'égard des réformes à introduire en Égypte, de quelque ordre qu'elles soient, suivant que ce pays sera jugé désormais capable ou non capable de se passer de l'intervention armée d'une Puissance étrangère.

Pour conclure sur la question du droit de rentrer en Égypte que nous serions disposés à reconnaître à l'Angleterre, ce droit devrait s'appliquer à une période strictement limitée, et ne pas constituer à son profit un droit perpétuel dont l'exercice serait intermittent, à l'exclusion des autres Puissances.

Quant à la crainte de Lord Salisbury de nous voir occuper l'Égypte après le départ des troupes anglaises, vous y avez facilement répondu en renouvelant les assurances que nous avons données si souvent, et en rappelant les anciennes propositions de neutralisation que nous sommes toujours prêts à adopter. Nous avons suffisamment prouvé que nous ne voulions pas aller en Égypte. Lord Salisbury vous a proposé d'abandonner la clause suspensive insérée dans la Convention de Suez. Nous tenons plutôt au maintien de cette clause. Nous n'avons, en effet, aucun intérêt à neutraliser militairement le canal de Suez et à rendre ce point invulnérable d'après le droit des gens, aussi longtemps que les Anglais resteront en Égypte.

Vous jugerez certainement qu'il y a urgence à ce que vous revoyiez Lord Salisbury pour lui présenter les observations qui précèdent.

E. SPULLER.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 21 juin 1889.

Je viens d'entretenir de nouveau Lord Salisbury des affaires d'Égypte.

« En m'autorisant », lui ai-je dit, « à vous faire la concession dont je vous ai entretenu l'autre jour, M. Spuller avait espéré que vous feriez un pas de votre côté et que nous pourrions nous mettre d'accord sur ce terrain transactionnel. Loin de là, vous paraissez vouloir vous réserver indéfiniment le droit de rentrer en Égypte, si, selon vous, les circonstances l'exigeaient. De notre côté, nous ne pouvons admettre que l'Angleterre s'attribue ce privilège à l'exclusion de toute autre Puissance. Vous avez déclaré maintes fois que vous n'entendiez pas rester éternellement en Égypte; voilà sept ans que vous y êtes : le pays est tranquille, et nous n'apercevons pas de raison sérieuse pour que l'évacuation n'ait pas lieu dans un délai raisonnable. »

Ici, Lord Salisbury m'a interrompu : « Je maintiens mes déclarations antérieures; mais notre tâche n'est pas achevée, »

— « Ce qui préoccupe l'opinion publique en Angleterre », ai-je repris, « c'est la crainte de voir la France prendre la place de l'Angleterre en Egypte si l'évacuation avait lieu. Or, sur ce point, nous vous offrons les garanties les plus explicites et, de plus, nous sommes prêts à négocier une convention assurant la neutralité de l'Egypte, ainsi qu'il en a déjà été question plusieurs fois. Que pouvez-vous nous demander de plus? »

« J'en parlerai de nouveau à mes Collègues » m'a répondu Lord Salisbury; « je ne puis d'ailleurs rien faire sans m'être entretenu à fond de la situation en Egypte avec Sir Evelyn Baring qui doit venir prochainement en congé en Angleterre. Je ne puis vous donner une réponse catégorique immédiate. »

J'ai répété que le projet même de conversion prouvait que l'Egypte était d'ores et déjà revenue à un état très satisfaisant.

Lord Salisbury m'a alors demandé ce que nous pensions de son offre relative à la clause suspensive dans la convention du canal.

Je lui ai répondu qu'elle n'avait pas grande importance à nos yeux, ce dont il n'a pas paru surpris. Il m'a alors répété qu'il consulterait de nouveau ses Collègues et qu'il me tiendrait au courant du résultat. Je le verrai donc prochainement.

Finalement, je l'ai engagé à surseoir à l'envoi de sa note écrite.

WADDINGTON.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 22 juin 1889.

L'impression que nous avait laissée votre conversation du 19 juin avec Lord Salisbury n'a pas été atténuée par les observations que vous avez échangées avec Sa Seigneurie le 21.

A mes yeux, les conditions qui auraient permis à l'Angleterre d'évacuer l'Egypte de la manière la plus honorable pour elle se sont offertes à plusieurs reprises, et, par le fait même du projet de conversion, elles se présentent aujourd'hui avec éclat. L'Egypte est prospère et tranquille. Si nous demandons à l'Angleterre de fixer une date pour l'évacuation, ce n'est pas en vue de l'Egypte dont la situation nous paraît parfaitement assurée, c'est en vue de l'Angleterre dont nous désirons ménager les susceptibilités légitimes.

Mais ici se manifeste le désaccord. Lorsque vous avez rappelé à votre interlocuteur que les troupes anglaises étaient en Egypte depuis sept ans et que nous n'apercevions pas de raisons plausibles pour que l'évacuation n'ait pas lieu dans un délai raisonnable, il vous a interrompu et vous a déclaré qu'il maintenait ses déclarations antérieures, en ajoutant toutefois que la tâche entreprise n'était pas terminée.

Loin de maintenir ses déclarations antérieures, le Cabinet de Londres les retirerait s'il réclamait le droit de rentrer en Egypte pour un avenir sans terme, ce qui signifierait non pas que la tâche n'est pas achevée, mais qu'elle ne le sera jamais.

Pour ce qui concerne l'Empire ottoman, nous sommes autant que personne partisans de son intégrité. Aussi, considérons-nous le maintien systématique de l'occupation anglaise comme une très grave atteinte portée à cette intégrité. Moins que jamais aujourd'hui, nous ne pourrions conseiller

au Sultan d'accepter un Arrangement qui laisserait la date de l'évacuation indéfinie.

Dans ces conditions, je dois croire comme vous, qu'il nous sera impossible de donner avant le 30 juin une réponse au projet de conversion.

E. SPULLER.

**M. Waddington, ambassadeur de la République française
à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Londres, le 24 juin 1889.

Cette après-midi, je suis allé voir Lord Salisbury. Un Conseil des Ministres avait eu lieu samedi.

« J'ai parlé de nouveau », m'a dit Sa Seigneurie, « à mes Collègues des affaires d'Égypte et je leur ai fait part de vos observations. Ils persistent à croire qu'il est impossible actuellement de fixer la date de l'évacuation, et ils estiment, comme moi, qu'il vaudrait mieux subordonner cette date à certaines conditions déterminées pour les raisons que je vous ai fait savoir dans notre dernier entretien. D'un autre côté, nous voudrions bien mettre un terme aux charges que fait peser sur nous l'occupation, pour une foule de raisons parmi lesquelles je mets en première ligne le désir de supprimer une cause de discorde entre la France et l'Angleterre ; mais nous sommes bien embarrassés, car nous craignons d'affaiblir le Gouvernement du Khédive si nous retirons nos troupes. Plusieurs de mes Collègues m'ont engagé à vous faire une réponse écrite exposant clairement les vues du Gouvernement anglais »

— « Sur ce dernier point », lui ai-je répondu, « je suis toujours d'un avis contraire, je ne vois aucun avantage à accentuer un dissentiment dans une correspondance, puisque, des deux côtés, le but poursuivi est d'arriver à une entente. »

Lord Salisbury m'a répondu qu'il se rangeait à mon opinion et que, effectivement, il y avait des inconvénients à s'engager, par écrit, dans une discussion de principe qui pourrait être modifiée par les événements. Il n'y aura donc pas de note écrite.

J'ai ensuite présenté de nouveau à Sa Seigneurie les observations contenues dans votre dernière dépêche, que je lui avais, d'ailleurs, déjà exposées dans nos précédents entretiens. Je lui ai déclaré de nouveau que la fixation de la date ferme était le *sine qua non* de toute négociation en vue de l'évacuation ; qu'il serait impossible de préciser des conditions d'une façon assez nette pour que l'engagement ait un caractère ferme ; que nous laissons à l'Angleterre l'initiative et le soin de fixer cette date, mais que c'était la seule manière pour elle de faire honneur à la parole qu'elle avait donnée. J'ai rappelé à Lord Salisbury que la faculté indéfinie de rentrer en Égypte après l'évacuation équivaldrait en droit à un protectorat perpétuel, tout au moins à une situation privilégiée par rapport à toutes les autres Puissances, et que la France ne consentirait pas à signer un acte qui sanctionnerait cette faculté.

Passant ensuite à l'intégrité de l'Empire ottoman, je lui ai déclaré que le Gouvernement de la République était partisan de son maintien au moins autant que l'Angleterre, mais que l'occupation de l'Égypte par l'Angleterre n'était pas précisément une démonstration en faveur de cette intégrité.

J'ai ajouté que nous ne pourrions jamais conseiller au Sultan d'accepter

un arrangement qui laisserait la date de l'évacuation indéfinie. J'ai ensuite rappelé encore une fois que personne ne menaçait l'Égypte et qu'une fois les Anglais partis nous ne songions pas à prendre leur place.

« Vous ne tenez compte », me répondit Lord Salisbury, « que des dangers extérieurs; ce que je crains surtout, c'est le danger intérieur, non pas d'une nouvelle révolution comme celle d'Arabi, mais de l'impuissance où se trouverait l'Administration khédiviale qui n'est pas de force à marcher toute seule. »

Je lui répondis que telle n'était pas l'impression des voyageurs français et anglais qui avaient passé l'hiver en Égypte et que j'avais interrogés; tous constataient, au contraire, la parfaite tranquillité du pays et le bon fonctionnement de l'Administration.

WADDINGTON.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 23 juin 1889.

Le langage de Lord Salisbury montre que Sa Seigneurie veut éviter, pour le moment, de prendre un engagement ferme au sujet de l'évacuation. Je ne puis que le regretter, surtout si je me reporte aux motifs qui vous ont été indiqués pour expliquer cette attitude. Je ne saurais, en effet, regarder comme fondée la préoccupation qui vous a été exprimée, à savoir que la machine gouvernementale en Égypte se détraquerait après le départ des troupes anglaises. C'est condamner ce pays à une minorité indéfinie que de lui attribuer une pareille incapacité politique. Je reconnais volontiers que l'état de l'Égypte pourrait rapidement devenir critique si tous les fonctionnaires et administrateurs européens venaient à disparaître, mais il n'en est pas de même des troupes anglaises dont la présence, aujourd'hui, est certainement inutile.

SPULLER.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 28 juin 1889.

J'ai fait savoir hier à M. de Richtofen que, malgré mon vif désir de donner, dans le délai indiqué à l'origine, la réponse du Gouvernement de la République au projet de conversion de la Dette que le Gouvernement khédivial vous a soumis, je me trouvais dans l'impossibilité de lui donner cette réponse avant la fin du présent mois.

Cette communication a certainement été transmise au Caire. Il conviendra cependant que vous la confirmiez en donnant la même indication à Riaz-Pacha, pour répondre à la Note par laquelle le Gouvernement khédivial nous a saisis du projet de conversion.

E. SPULLER.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères à Paris.

Londres, le 1^{er} juillet 1889.

Lord Salisbury m'a déclaré aujourd'hui qu'il avait de nouveau entretenu ses Collègues et qu'ils avaient définitivement décidé que la question de l'évacuation et celle de la conversion ne pouvaient être liées.

Je lui rappelai qu'en Egypte les questions politiques et financières avaient cependant toujours été traitées ensemble, et j'ajoutai : « Vous ne pouvez oublier qu'il y a quatre ans Lord Granville et moi nous étions tombés d'accord sur un arrangement relatif à l'évacuation au 1^{er} janvier 1888, et que Lord Granville déclara seulement que, si nous ne consentions pas aux propositions financières de l'Angleterre, l'arrangement politique serait caduc. On ne peut donc pas dire que la France élève en ce moment une prétention extraordinaire ; c'est votre propre Gouvernement qui en a donné l'exemple. Vous n'avez qu'à relire les procès-verbaux de la Conférence pour vous en assurer. » — Lord Salisbury me répondit qu'il ne pouvait accepter tout l'héritage de ses prédécesseurs, et que, dans tous les cas, la situation d'aujourd'hui était différente ; puis, il s'est étendu sur l'opinion de la presse.

Il fit ensuite allusion à la marche des derviches sur Wady-Halfa, mais ne put insister. Il me déclara que l'opinion des banquiers était unanime à protester contre toute annonce d'évacuation et à soutenir que, si on l'annonçait, la conversion deviendrait impossible. Puis, il termina par ces mots : « Je vous affirme de nouveau que nous ne voulons pas prolonger notre séjour en Egypte au delà du strict nécessaire. Il n'y a pas de parti actuellement en Angleterre qui soutienne l'occupation indéfinie. » Je développai à Lord Salisbury, pour la troisième ou la quatrième fois, tous les arguments qui militent en faveur d'une entente avec la France en Egypte, et je lui montrai que cette entente pouvait s'accroître moyennant de légères concessions de la part de l'Angleterre. — « Tout le monde sait maintenant », me dit Lord Salisbury, « que vous avez lié les deux questions et que vous refusez votre assentiment à la conversion pour nous forcer la main. Si nous céditions, l'Europe entière dirait que nous avons manqué aux obligations que nous avons contractées en allant en Egypte. »

Il n'y avait plus à prolonger l'entretien. En quittant Lord Salisbury, je lui dis : « Je dois écrire à mon Gouvernement qu'il n'y a pas de transaction possible en ce moment. » — « Non », répondit Lord Salisbury, « je ne vois plus rien à faire quant à présent. »

WADDINGTON.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 2 juillet 1889.

Dans l'entretien que vous avez eu hier avec Lord Salisbury, vous avez indiqué en termes très nets la situation où nous nous sommes toujours placés et dans laquelle nous restons en ce qui concerne les affaires d'Egypte. L'allusion que vous avez faite aux négociations de 1884 était tout à fait opportune. Elle montrait clairement que rien n'était changé dans notre attitude, qu'il n'y avait rien de nouveau, rien d'imprévu. Dans le passé comme dans le présent, et il en sera certainement de même dans l'avenir, les questions financières et administratives en Egypte resteront liées pour nous à la question politique, à l'exécution des promesses qui nous ont été si souvent renouvelées. Vous vous rappelez que, dès le moment où nous avons appris d'une manière certaine qu'un projet de conversion allait nous être soumis, le Comte d'Aubigny a fait savoir à Sir E. Baring que nous serions nécessairement obligés de parler à Londres de la situation politique de l'Egypte.

Nous voulions, par là, non seulement éviter toute surprise au point de vue des discussions futures, mais amener discrètement le Gouvernement anglais à se demander à lui-même si l'état de prospérité que le projet de Conversion dénotait en Egypte ne lui permettait pas d'entrevoir et de faire apercevoir la date de l'évacuation. Nous aurions été heureux qu'une initiative de sa part nous dispensât d'exercer sur lui, à un degré quelconque, une apparence de pression. Nous ne voulions pas toutefois qu'une attente indéfiniment prolongée de la résolution qui était dans nos désirs, comme elle était dans les engagements pris envers nous, permit d'interpréter notre attitude comme un consentement résigné à la situation actuelle de l'Egypte.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que nous ne sommes pas seulement inspirés dans cette affaire par la légitime préoccupation de nos intérêts particuliers, mais surtout par le souci que nous prenons de l'intégrité de l'Empire ottoman, qui ne redeviendra une réalité que lorsque l'Egypte sera rendue à elle-même, dans les limites des firmans.

Nous continuerons de tendre à ce but, comme nous l'avons fait lorsque nous avons négocié la Convention relative à la neutralité du canal de Suez. Je ne puis que regretter que Lord Salisbury pense qu'il n'y ait rien à faire quant à présent. Les négociations restent donc pour le moment interrompues. Lorsqu'elles seront reprises, on nous retrouvera animés des mêmes sentiments de fermeté et de modération que nous avons toujours apportés dans cette affaire, que vous venez de manifester en mon nom une fois de plus, et qui, j'en ai la conviction, seront un jour appréciés comme ils méritent de l'être, dans l'intérêt de l'intégrité de l'Empire ottoman non moins que dans l'intérêt de nos bons rapports avec l'Angleterre.

E. SPULLER.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres.

Paris, le 18 juillet 1889.

Vous savez avec quelle insistance le baron de Richthofen, dans ses derniers entretiens avec vous et moi, s'était attaché à représenter le défaut d'adhésion de la France, à la date du 30 juin, comme devant définitivement décourager les banquiers que le Gouvernement khédivial avait réussi à intéresser à l'opération de la Conversion de la Dette privilégiée.

Tigrane Pacha est venu avant-hier trouver notre Chargé d'Affaires au Caire et a fait auprès de lui une démarche pour solliciter de nouveau notre adhésion, en insistant sur le désir personnel que Riaz Pacha avait de ne pas paraître se désintéresser de la réussite de la Conversion.

Je me propose de faire répondre au Premier Ministre du Khédivé que, pas plus que lui, je ne suis indifférent à une opération d'où l'Egypte peut tirer un profit matériel et à la réalisation de laquelle je ne me suis pas vu sans regrets dans la nécessité de causer quelque retard. J'ajouterai qu'en complet accord de sentiments avec vous, il m'est toutefois impossible de ne pas persévérer dans l'attitude que nous a dictée la préoccupation supérieure des véritables intérêts de l'Egypte, jusqu'au jour, prochain je l'espère, où un changement dans les conditions présentes de la situation politique de ce pays nous permettrait de donner au projet de Conversion l'adhésion que nous n'avons jamais refusée à titre définitif.

E. SPULLER.

M. Waddington, ambassadeur de France à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Londres, le 1^{er} août 1889.

Lord Salisbury a prononcé hier soir chez le Lord-Maire un discours important, dont je vous envoie le texte ci-joint, touchant les questions de politique étrangère. Le Premier Ministre a saisi cette occasion de combattre les vues qui viennent d'être exposées à Birmingham par Lord Randolph Churchill au sujet de l'évacuation de l'Égypte. Lord Salisbury se place toujours sur le même terrain pour affirmer la nécessité pour l'Angleterre de prolonger son occupation. Comme il fallait s'y attendre, il a fait allusion aux récentes négociations qui ont eu lieu entre nous au sujet de la fixation d'une date d'évacuation ; il a fait ressortir les troubles actuels qui nécessitent le maintien des troupes anglaises, et a pu, de cette façon, présenter la demande que nous étions en droit de formuler comme ayant été faite juste au moment où les événements avaient nécessité une expédition militaire contre un nouveau Mahdi.

WADDINGTON.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DE LONDRES, EN DATE DU 1^{er} AOUT 1889.

(Extrait du « Standard » du 1^{er} août 1889.)

Discours de Lord Salisbury.

(Traduction.)

L'autre point sur lequel l'horizon est quelque peu assombri se trouve sur les frontières d'Égypte, et encore est-ce seulement en réfléchissant sur le passé — en nous rappelant les calamités qui ont eu lieu jadis du fait des Derviches — que nous regardons cette affaire comme ayant quelque importance. J'avais espéré pouvoir vous apporter à ce banquet des nouvelles satisfaisantes du progrès de cette affaire, mais, en tout cas, je crois pouvoir dire qu'elle offre principalement de l'intérêt en ce qu'elle prouve que le moment n'est pas encore venu où l'Angleterre peut abandonner l'Égypte à sa propre défense. (*Vifs applaudissements.*)

C'est une curieuse coïncidence que, presque au moment où les Derviches s'engageaient dans leurs entreprises contre l'Égypte, on demandait à ce Pays de prendre des mesures en vue d'abandonner l'Égypte à elle-même, ce qui pouvait seulement se justifier par la supposition que l'hostilité des Derviches avait cessé d'exister. Il nous a été suggéré non pas seulement par l'étranger, mais aussi par des donneurs de conseils pris chez nous-mêmes (*Rires bruyants*), que le temps était venu pour nous d'abandonner l'Égypte. Or, à ce point de vue comme à d'autres, il est important de se rappeler que nous sommes liés par nos engagements et que nous avons assumé la tâche de ne pas abandonner l'Égypte et de ne pas renoncer à notre faculté de l'assister jusqu'à ce qu'elle soit capable de maintenir son propre Gouvernement en face d'adversaires aussi bien de l'intérieur que de l'extérieur. (*Vifs applaudissements.*)

C'est là un engagement qui a été pris à plusieurs reprises. Si vous signez un billet, il n'est pas très intéressant de rechercher si à l'origine vous possédiez une valeur représentant le montant de l'engagement pris. Il n'est pas non plus très utile de vous demander si vous ne pouvez pas prendre une plume et rayer votre signature parce que cette opération pourrait vous amener à des conséquences désagréables. Il en est de même pour les nations.

Nous avons pris cet engagement au sujet de l'Égypte. C'est un engagement dont nous n'avons aucune raison d'être honteux. Il est sanctionné par les principes les plus élevés de l'honneur, de la philanthropie et de l'humanité. (*Bravos.*) Mais c'est un engagement qui, j'en conviens, ne nous rapporte aucun profit immédiat, aucun profit matériel, aucun profit, si ce n'est celui qui résulte

toujours de l'accomplissement d'un engagement honorable ; mais c'est un engagement, quelle qu'en puisse être la conséquence, que l'Angleterre a pris et qu'elle accomplira à coup sûr. (*Applaudissements.*)

M. Waddington, ambassadeur de France à Londres, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères à Paris.

Londres, le 13 août 1889.

Une discussion a eu lieu hier à la Chambre des Lords au sujet des affaires d'Egypte. Lord Carnarvon a fait un exposé historique des événements qui se sont déroulés dans ce pays depuis le moment où les Anglais « avaient dû gagner à eux seuls la bataille de Tel-el-Kebir, grâce au « défaut de coopération d'alliés avec qui ils avaient d'abord pénétré en « Egypte ». Puis il a examiné les diverses solutions que la question comporte ; il en a trouvé cinq différentes, et s'est arrêté à celle qui consisterait à « déclarer à l'Europe que l'Angleterre entend rester en Egypte pour le « présent, sans limite de temps ni de moment ; que les droits des créanciers seront religieusement respectés, mais que le Gouvernement de la « Reine administrera le Pays d'après ses propres principes et compte le « gouverner avec la fermeté, le succès et la sagesse dont on a usé dans les « meilleures provinces de l'Inde ».

Lord Salisbury a défendu la politique suivie depuis qu'il est au pouvoir et a décliné toute responsabilité pour les engagements pris avant qu'il eût formé son Ministère. Ces engagements, cependant, doivent être observés, et ils ne permettent pas d'adopter les vues de Lord Carnarvon. Sur ce point important, il s'est exprimé en ces termes : « Je n'ai pas besoin de répéter « ce que j'ai déjà dit de l'obligation que nous nous sommes tenus en honneur de remplir avant de quitter l'Egypte. Mais quand mon noble ami « me demande d'aller plus loin et de nous transformer de gardiens en propriétaires et de déclarer qu'en dépit de tout ce que nos prédécesseurs et « nous-mêmes avons dit, nous allons, dans les conditions et circonstances « présentes, déclarer que notre séjour en Egypte est permanent et que les « relations de l'Angleterre avec ce pays sont celles d'une nation conquérante vis-à-vis d'une nation conquise, je ne peux m'empêcher de croire « que mon noble ami tient trop peu de compte du caractère sacré des obligations prises par le Gouvernement et auxquelles il doit se conformer. « En pareille matière, nous ne devons pas considérer ce qui est le plus « commode ou le plus profitable, mais ce à quoi nous sommes tenus par « nos propres obligations et par la loi européenne. Nous n'avons, certes, aucune intention d'abandonner notre tâche avant qu'elle soit remplie, « mais nous n'avons ni autorité, ni droit suffisant pour lui attribuer l'extension que mon noble ami désire. »

WADDINGTON.

M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 13 septembre 1889.

Le Ministre des affaires étrangères du Gouvernement égyptien vient de m'adresser la lettre dont copie est ci-jointe, en vue de solliciter de nouveau l'adhésion du Gouvernement de la République au projet de conversion de la Dette privilégiée.

Une communication analogue a été faite au Consul général de Russie. D'après le langage que m'a tenu M. Koyander, le Cabinet de Saint-Petersbourg persisterait dans la ligne de conduite qu'il a suivie jusqu'à présent dans cette question.

DENAUT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 13 SEPTEMBRE 1889.

Zoufîkar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, à
M. Denaut, gérant l'agence et consulat général de France au
Caire.

Le Caire, le 12 septembre 1889.

Dans votre communication du 20 juillet dernier, vous avez bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de la République n'était pas encore à même de donner son assentiment au projet de conversion qui faisait l'objet de ma circulaire du 23 mai précédent.

Le Gouvernement de Son Altesse n'a donc jamais abandonné l'espoir de recevoir postérieurement du Cabinet de Paris une réponse favorable à ce projet. Cette espérance s'est d'ailleurs trouvée confirmée par les entrevues que Sir Edgar Vincent a eu l'honneur d'avoir dernièrement avec M. Spuller, qui a bien voulu l'assurer que son Gouvernement n'opposait pas un refus définitif à l'opération dont il s'agit et reconnaissait, au contraire, tout l'intérêt qu'elle présentait aussi bien pour l'Égypte que pour les porteurs de titres.

Cependant, tous retards apportés à la solution de cette importante question ne peuvent que préjudicier aux intérêts du pays et compromettre les avantages évidents qui en résulteraient.

Sans vouloir rappeler ceux que j'ai déjà eu l'honneur d'exposer dans ma circulaire précitée, permettez-moi d'attirer votre attention sur le fait que la conversion, en diminuant les charges du Trésor d'environ cinq millions de francs annuellement, permettrait éventuellement d'alléger l'impôt professionnel en faveur des classes les plus pauvres des contribuables des provinces et de continuer les travaux d'utilité publique que le pays réclame si vivement.

Aussi, le Gouvernement de Son Altesse, confiant dans l'équité du Gouvernement de la République, et dans ses sentiments de bienveillance à l'égard de l'Égypte, espère-t-il qu'il vaudra bien ne pas différer ultérieurement son assentiment à une opération dont la légalité et les avantages ont déjà été reconnus par lui.

Je vous serai reconnaissant de vouloir bien soumettre à votre Gouvernement, en les recommandant à sa haute appréciation, les considérations sur lesquelles je viens d'avoir l'honneur d'attirer votre attention et qui font espérer au Gouvernement de Son Altesse que cette nouvelle démarche aura un accueil favorable.

ZOUFIKAR.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à **M. Spuller**, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 1^{er} novembre 1889.

Dès mon arrivée ici, j'ai tenu à préciser sans retard auprès de Riaz-Pacha le caractère exact de notre attitude et les mobiles qui nous guident dans l'affaire de la conversion. C'est à regret, lui ai-je dit, que le Gouvernement de la République se voit actuellement dans l'impossibilité de donner son consentement à cette opération ; il reconnaît que l'économie qui en résulterait, employée d'une façon judicieuse et dans des conditions à déterminer, pourrait être profitable à l'Égypte. Mais l'amélioration si notable des finances du pays et le rétablissement de son crédit comportent plus, à nos yeux, qu'un simple allègement de la Dette publique ; ils nous créent le

droit et le devoir de réclamer en faveur de l'Égypte des avantages politiques d'un ordre supérieur. Ces avantages ont été, dès l'année 1883, l'objet de nos pourparlers avec la Grande-Bretagne qui prit elle-même alors l'initiative de subordonner le retrait de ses troupes au rétablissement de l'ordre financier et administratif du pays. Depuis cette époque, nous n'avons pas manqué de saisir toute occasion favorable pour rappeler à la Grande-Bretagne l'exécution des assurances que nous avons obtenues d'elle. Riaz-Pacha devrait comprendre, mieux que personne en Égypte, que nous travaillons pour le bien de son pays.

J'ai mis, d'une façon sommaire, le ministre au courant des pourparlers engagés en juillet dernier entre M. Waddington et Lord Salisbury, pourparlers suspendus momentanément, du fait de la Grande-Bretagne, mais qui ne pouvaient tarder beaucoup à être repris.

Riaz-Pacha m'a écouté avec attention. Il s'est abstenu, quand il a pris la parole à son tour, de toute récrimination contre le maintien de notre refus de conversion. Il m'a dit qu'il se résignerait à attendre, comptant beaucoup sur le temps pour arranger les choses ; mais il a exprimé, en même temps, son regret que le Gouvernement français n'ait pas cru pouvoir alléger, d'ores et déjà, les charges du budget égyptien d'une somme annuelle d'environ 5 millions de francs, tout en poursuivant des négociations dont mon interlocuteur se plaisait à reconnaître le prix pour l'avenir de l'Égypte.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 4 décembre 1883.

Le Gouvernement égyptien se propose, pour permettre la suppression totale de la corvée, d'établir une taxe annuelle maxima de 4 piastres et demie par feddan. Il a demandé à la Caisse si elle consentait à assimiler au rachat des prestations le produit de cette taxe, fixé au maximum à 150,000 livres, pour être employé, concurremment avec le crédit de 250,000 livres, à des travaux actuellement faits par la corvée.

M. Le Chevalier a déclaré avoir besoin de l'autorisation de son gouvernement avant de donner son assentiment à cette proposition.

L. D'AUBIGNY.

**M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 9 décembre 1889.

La création d'une taxe nouvelle destinée à augmenter d'une somme de 150,000 livres les crédits du ministère des travaux publics nous paraît inspirée par des considérations d'humanité qui ont naguère déterminé les puissances à consacrer 200,000 livres à l'abolition de la corvée.

Mais, en saisissant directement de la question la Caisse de la Dette avant de consulter les Gouvernements, l'Administration khédiviale s'est, croyons-nous, écartée, non seulement de la lettre, mais encore de l'esprit des décrets auxquels elle entend donner une extension nouvelle. Les réserves de M. Le Chevalier ont donc été parfaitement fondées.

Dans la séance de demain, notre délégué pourra, à titre consultatif, joindre son assentiment à celui de ses collègues ; mais il devra faire soigneu-

sement observer que, si le Gouvernement khédivial est libre de créer de nouveaux impôts, toute augmentation de dépenses administratives de l'Égypte, si intéressant qu'en puisse être l'objet, doit recevoir, aux termes de la Convention de Londres, l'assentiment des Cabinets intéressés.

SPULLER.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 9 décembre 1889.

Toutes les puissances, y compris la Russie, ont autorisé leur commissaire à adhérer à l'établissement de la taxe qui fait l'objet de ma communication du 4 de ce mois.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 11 décembre 1889.

Je viens d'être saisi par le Gouvernement égyptien d'une demande en vertu de laquelle on renonçait à la taxe spéciale de rachat dont vous entretenait ma dépêche du 4 décembre en consacrant à la suppression complète de la corvée et du rachat des prestations, en outre des 250,000 livres, l'économie procurée par le projet de conversion. Riaz-Pacha me prie de solliciter d'urgence votre adhésion à cette demande.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 13 décembre 1889.

Le Gouvernement égyptien a déposé aujourd'hui à l'ouverture de la session annuelle de l'Assemblée législative son projet de taxe pour la suppression complète de la corvée, en faisant remarquer que si la France consent à la conversion, l'impôt prévu ne sera pas appliqué. Dans ces conditions, notre décision, quelle qu'elle soit, est appelée à un grand retentissement dans le pays.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 16 décembre 1889.

Par ma dépêche du 11 décembre, je vous ai fait connaître la demande que le Gouvernement égyptien adresse au Gouvernement de la République, afin que nous consentions à céder la conversion de la Dette privilégiée et à faire appliquer l'économie de cette opération à la suppression de la corvée.

Votre Excellence trouvera ci-joint copie de ce document.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 16 DÉCEMBRE 1889.

Zoulfikar-Pacha, ministre des affaires étrangères du Khédive, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 11 décembre 1889.

Votre Gouvernement a consenti, il n'y a pas longtemps, à l'affectation de 250,000 livres pour la suppression partielle de la corvée, et le Gouvernement de Son Altesse espère que le Gouvernement de la République, mû par les mêmes sentiments qui l'ont guidé précédemment, voudra bien lui prêter son appui pour compléter cette œuvre humanitaire sans imposer de nouveaux sacrifices au pays.

C'est précisément dans la pensée de faire disparaître ce vestige de l'ancien régime que le Gouvernement de Son Altesse a décidé d'abolir définitivement la corvée dans toute l'Égypte ; mais l'adoption de cette mesure laisse à la charge de l'Etat des travaux auxquels il est pourvu actuellement, soit directement par la corvée, soit par le produit du rachat des prestations qui serait supprimé.

Pour faire face à ce surcroît de dépenses, l'obligation s'impose au Gouvernement égyptien de créer de nouvelles ressources, et ces ressources, il n'a pu se les procurer qu'en décidant de frapper encore la propriété foncière, déjà si fortement grevée, d'une nouvelle taxe de 3 piastres par feddan, en moyenne, jusqu'à concurrence d'une somme annuelle de 150,000 livres.

Je ne pense pas avoir besoin d'ajouter que c'est bien à regret que le Gouvernement de Son Altesse s'est vu dans la nécessité de recourir à l'augmentation de l'impôt foncier et qu'il s'estimerait on ne peut plus heureux de renoncer à cette augmentation s'il lui était possible de se procurer les ressources qui lui sont nécessaires par la conversion de la Dette privilégiée.

Aussi, le Gouvernement de Son Altesse se croit justifié, et considère que c'est même pour lui un devoir, de faire un nouvel appel aux sentiments de bienveillance du Gouvernement de la République pour obtenir son adhésion au projet de la conversion ; car, dans la pensée du Gouvernement égyptien, on ne saurait faire un meilleur emploi des économies résultant de cette opération que de les affecter à la suppression de la corvée. Cette combinaison serait sans conteste accueillie avec grande satisfaction dans le pays qui se verrait débarrassé de la corvée sans accroissement de l'impôt foncier.

Permettez-moi de recourir encore une fois à vos bons offices, Monsieur le comte, pour vous prier de soumettre d'urgence cette proposition à la haute appréciation du Gouvernement de la République française en l'informant que le Gouvernement de Son Altesse serait heureux de pouvoir connaître l'accueil fait à ma démarche dans le délai le plus rapproché.

ZOUFIKAR.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 19 décembre 1889.

La Chambre législative a voté hier la taxe obligatoire d'une totalité de 150,000 livres destinée à l'exécution des travaux actuellement faits par la Corvée et à sa suppression totale. Cette taxe entrera en recouvrement le 1^{er} janvier prochain, à moins que nous n'ayons, d'ici là, consenti à lui substituer, jusqu'à concurrence de la somme susdite, l'économie à réaliser par la conversion.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 20 décembre 1889.

J'ai l'honneur de vous adresser, par le présent rapport, un exposé aussi complet que possible des éléments de nature à permettre à Votre Excellence de se rendre exactement compte de la proposition du Gouvernement égyptien de consacrer l'économie résultant de la conversion à la suppression de la Corvée.

Par décrets en date des 2 avril 1888 et 14 juin 1889, approuvés par les Puissances, le Gouvernement égyptien a été autorisé à employer à la suppression partielle de la Corvée :

- 1° Un crédit annuel de 250,000 livres;
- 2° Le produit du rachat des prestations.

Au commencement de ce mois, la Caisse de la Dette était saisie d'un projet de décret (annexe n° 1) édictant la suppression totale de la Corvée et du rachat des prestations. Dans les explications par lui fournies, Riaz-Pacha déclarait qu'il était, depuis longtemps, préoccupé de l'injustice de la Corvée ne frappant pas ceux qui en profitent, mais pesant uniquement sur la population pauvre. Il estimait, après avoir consulté les ingénieurs, qu'on pourrait supprimer complètement la Corvée et le rachat des prestations avec une nouvelle somme de 150,000 livres qu'on était résolu de demander à une taxe spéciale de 3 piastres en moyenne frappant chacun des 5 millions de feddans cultivés en Egypte. La Caisse de la Dette était consultée sur le point de savoir si elle consentirait à assimiler le produit de cette taxe au produit du rachat des prestations et à admettre son emploi dans les conditions prévues aux décrets sur la suppression partielle.

Les Commissaires de la Dette chargés de l'exécution de ces décrets et ayant, dès lors, le pouvoir de les interpréter ont constaté tout d'abord que la mesure proposée n'augmenterait pas, mais diminuerait plutôt les ressources du Ministère des travaux publics.

En effet, il a eu à sa disposition en 1888, outre le crédit de 250,000 livres, 71,000 livres provenant du rachat des prestations et 6 millions de journées fournies en nature par les corvéables, représentant, en évaluant à 2 piastres et demie la valeur de la journée, 150,000 livres. Ainsi, la ressource nouvelle de 150,000 livres serait substituée à deux ressources d'un total de 220,000 livres. Accéder à la demande du Gouvernement, ce n'était donc pas augmenter sa liberté d'action en matière de travaux publics, mais, au contraire, la restreindre et ne pas s'écarter de l'esprit des décrets approuvés par les Puissances et de la pensée qui a spécialement dirigé la France dans la question.

A un autre point de vue, il fallait reconnaître que, le nombre des rachats allant toujours en augmentant, le Gouvernement khédivial avait la possibilité, par une élévation du taux de rachat, d'arriver très prochainement à se procurer, de cette façon, les 250,000 livres nécessaires, suivant lui, pour la suppression et de la Corvée et du rachat des prestations.

C'est dans ces conditions que les Commissaires de la Dette ont cru ne pas pouvoir refuser l'assimilation au produit du rachat des prestations du produit de la taxe devant être créée pour le même objet.

Les Délégués de France et de Russie avaient seuls demandé à consulter leurs Gouvernements avant de donner leur réponse définitive.

Les accords finalement intervenus ont été consignés dans des lettres dont copies sont annexées au présent rapport. (Annexes n^{os} 2, 3, 4.)

C'est alors que Riaz-Pacha a convoqué l'Assemblée générale pour avoir son assentiment à l'établissement de la nouvelle taxe. L'approbation demandée n'a pas été accordée sans hésitation et sans regret par une réunion composée en majorité de grands propriétaires sur lesquels ne pèsent ni la Corvée en nature ni le rachat en espèces.

Riaz-Pacha l'avait pressenti, c'est pourquoi il a saisi, par sa lettre du 11 décembre, le représentant de la France d'une demande annexée à ma lettre du 16 courant et tendant à appliquer, jusqu'à concurrence de 150,000 livres, à la suppression de la Corvée et du rachat des prestations, l'économie pouvant être procurée par la conversion.

Quand, l'été dernier, nous avons tenté de lier la question de la conversion à la reprise des négociations avec le Cabinet de Londres sur l'évacuation, l'Égypte ne nous fournissait aucune indication quant à l'emploi de l'économie devant résulter de l'opération. Aussi, notre refus n'a-t-il causé aucun mécontentement sérieux dans le pays.

Il n'en est plus de même en présence de la nouvelle proposition. Cette fois, la conversion fournit un moyen pour les corvéables d'échapper à une taxe qui autrement va les frapper; aussi ne manqueraient-ils pas de nous reprocher notre refus.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 DÉCEMBRE 1889.

Projet de décret.

Nous, Khédive d'Égypte,

Sur la proposition de Notre Conseil des Ministres,

Vu la délibération de l'Assemblée générale,

Décrétons :

Article premier. — La corvée est supprimée dans toute l'Égypte.

Art. 2. — Le gardiennage et la surveillance des digues et autres ouvrages, ainsi que les travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil, continuent à rester à la charge de la population.

Art. 3. — La corvée ainsi que le rachat des prestations sont remplacés par l'établissement, tant sur les terres Ouchouri que sur les terres Kharadji, d'une taxe spéciale d'un maximum de P. T. 4 par feddan dont le produit total ne devra pas dépasser L. E. 150,000.

La répartition de cette taxe sera faite par un décret ultérieur, rendu sur la proposition de Notre Conseil des Ministres, le Conseil législatif entendu.

Art. 4. — Le produit de cette taxe spéciale sera, avec l'autorisation de MM. les Commissaires de la Dette, employé dans les conditions prescrites par notre décret du 14 juin 1889 pour la somme de L. E. 250,000 prévue audit décret.

Art. 5. — Nos Ministres des Finances et des Travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 DÉCEMBRE 1889.

Riaz-Pacha à MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la Dette publique, au Caire.

Le Caire, le 11 décembre 1889.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un projet de décret portant abolition complète de la corvée et établissant sur la propriété foncière une taxe spéciale

jusqu'à concurrence de L. E. 150,000 par an pour être employée dans les conditions prévues par le décret du 14 juillet 1889.

Je vous serai très obligé de vouloir bien me faire parvenir votre avis favorable le plus tôt possible.

Le Ministre des Finances,
Signé : RIAZ.

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 DÉCEMBRE 1889.

Les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la Dette publique au Caire, à Riaz-Pacha, ministre des finances du Khédive.

Le Caire, le 14 décembre 1889.

Monsieur le Ministre,

Le 2 juillet 1886, en réponse au premier projet qui nous était soumis, concernant l'abolition partielle de la corvée, nous écrivions à S. Exc. le Président du Conseil, tout en adhérant à ce projet, que le vrai desideratum dans la question devait être, non pas seulement une réduction qui laisse subsister forcément de grandes injustices, mais une suppression absolue.

Nous ne pouvons, dès lors, qu'accueillir favorablement la mesure faisant l'objet de la lettre de Votre Excellence en date du 11 décembre courant.

En conséquence, nous déclarons consentir à ce que le produit de la taxe spéciale imposée sur les terres en remplacement de la corvée et du rachat des prestations soit assimilé aux produits de ce rachat, à ce qu'il n'entre pas dans les recettes budgétaires et à ce qu'il soit, concurremment avec la somme de 250,000 L. E. prévue aux décrets des 2 avril 1888 et 14 juin 1889, employé aux travaux de la nature de ceux spécifiés auxdits décrets dans les conditions qui y sont stipulées.

Pour bien assurer que le but poursuivi sera atteint, nous demandons que le rapport annuel du Ministère des travaux publics sur l'emploi des sommes qu'il aura eues à sa disposition pour la suppression de la corvée indique le nombre des journées qui sont restées à la charge de la population, pour gardiennage et surveillance des digues et autres ouvrages et pour travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil : pour ces derniers travaux, le rapport devra spécifier d'une façon explicite les circonstances et les motifs à raison desquels il n'aura pas été possible de les faire exécuter moyennant rémunération.

Le décret qui nous a été soumis fixe le maximum à imposer sur chaque feddan et le maximum du produit total de la nouvelle taxe.

Il est bien entendu également que dans le cas où le produit de la nouvelle taxe ne serait pas, au cours d'une année, entièrement employé, le reliquat serait reporté aux exercices suivants, pour recevoir la même destination, le montant des revenus de ladite taxe ne devant jamais entrer dans le budget administratif.

Veuillez agréer, etc.

Le Commissaire de service,
Signé : A. MONEY.

ANNEXE IV A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 20 DÉCEMBRE 1889.

Riaz-Pacha à MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la Dette publique, au Caire.

Le Caire, le 17 décembre 1889.

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 14 décembre courant, n° 1261, et je m'empresse, en vous remerciant de l'accueil favorable que vous avez bien voulu réserver au projet de décret que le Gouvernement vous avait communiqué concernant l'abolition complète de la corvée, de vous confirmer les conditions auxquelles est subordonnée votre adhésion à cette mesure :

1° Le produit de la taxe spéciale imposée sur les terres en remplacement de la corvée et du rachat des prestations sera assimilé aux produits de ce rachat; il n'entrera pas dans les recettes budgétaires et sera, concurremment avec la somme de L. E. 250,000 prévue aux décrets des 2 avril 1888 et 14 juin 1889, employé aux travaux de la nature de ceux spécifiés auxdits décrets et dans les conditions qui y sont stipulées;

2° Le rapport annuel du Ministère des travaux publics, sur l'emploi des sommes qu'il aura eues à sa disposition pour la suppression de la corvée, indiquera le nombre des journées qui seront restées à la charge de la population pour gardiennage et surveillance des digues et autres ouvrages et pour travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil; pour ces derniers travaux, le rapport spécifiera d'une façon explicite les circonstances et les motifs à raison desquels il n'aura pas été possible de les faire exécuter moyennant rémunération;

3° Le décret qui vous a été communiqué fixe le maximum à imposer sur chaque feddan et le maximum du produit total de la nouvelle taxe; il est bien entendu, toutefois, qu'aucune terre n'en sera complètement exemptée;

4° Il demeure bien entendu également que dans le cas où le produit de la nouvelle taxe ne serait pas, au cours d'une année, entièrement employé, le reliquat sera reporté aux exercices suivants pour recevoir la même destination, le montant des revenus de ladite taxe ne devant jamais entrer dans le budget administratif.

Veuillez agréer, etc.

RIAZ.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire le 23 décembre 1889.

Le *Journal officiel* du Gouvernement égyptien publie un décret khédivial supprimant totalement la corvée en Egypte et instituant sur toutes les terres d'Egypte une taxe d'un maximum de 4 piastres 1/2 par feddan pour faire face aux travaux qui étaient précédemment exécutés au moyen de la corvée. Ce décret est accompagné d'un rapport adressé au khédive par le Président du Conseil.

Votre Excellence trouvera ci-joint le texte de ces deux documents. Il ressort d'un passage du rapport de Riaz-Pacha que la somme perçue à titre du rachat de prestation sera cette année de L. E. 110,000 et non de 71,000 comme je l'avais dit précédemment. Ce dernier chiffre était celui de l'année 1888.

Il est permis de supposer, en raison de son rapide accroissement, que le rachat des prestations serait très promptement arrivé à la somme de L. E. 150,000.

Ainsi se trouvent prises toutes les mesures pour que cette taxe entre en recouvrement dès le 1^{er} janvier 1890. Elles portera sur toutes les terres et frappera lourdement les grands propriétaires à commencer par S. A. le Khédive.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 19 DÉCEMBRE 1889.

**Extrait du *Journal officiel* du Gouvernement égyptien du samedi
21 décembre 1889.**

DÉCRET

Nous, Khédive d'Egypte,

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres,

Vu la délibération de l'Assemblée générale;

Décrétons :

Article premier. — La Corvée est supprimée dans toute l'Égypte.

Art. 2. — Le gardiennage et la surveillance des digues et autres ouvrages, ainsi que les travaux d'urgence en cas de danger pendant la crue du Nil, continuent à rester à la charge de la population.

Art. 3. — La corvée ainsi que le rachat des prestations sont remplacés par l'établissement, tant sur les terres ouchouri que sur les terres kharadji, d'une taxe spéciale d'un maximum de P. T. 4 1/2 par feddan, dont le produit total ne devra pas dépasser 150,000 livres égyptiennes par an.

La répartition de cette taxe sera faite par un décret ultérieur, rendu sur la proposition de Notre Conseil des Ministres, le Conseil législatif entendu.

Art. 4. — Le produit de cette taxe spéciale sera, avec l'autorisation de M. les Commissaires de la Dette, employé dans les conditions prescrites par notre décret du 14 juin 1889 pour la somme de 250,000 livres égyptiennes prévue audit décret.

Art. 5. — Nos Ministres des finances et des travaux publics sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret.

Fait au Palais d'Abdine, le 25 Rabi-Aker 1307 (16 décembre 1889).

MÉHÉMET-THEWFIK.

Par le Khédive :

Le Président du Conseil des Ministres,
Ministre des Finances,
RIAZ.

Le Ministre des Travaux publics,
MOHAMED ZEKI.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 19 DÉCEMBRE 1889.

Rapport adressé à S. A. le Khédive par S. Exc. le Président du Conseil des Ministres.

Monseigneur,

Le jour heureux qui a marqué l'avènement de Votre auguste Altesse au trône khédivial, jour mémorable où a commencé pour l'Égypte l'ère des réformes, parmi les questions vitales intéressant au plus haut degré la prospérité du pays et le bien-être de ses populations, questions qui étaient l'objet de la haute sollicitude de Votre Altesse, celle se rapportant aux travaux d'utilité publique fixait d'une façon toute spéciale la haute attention de Votre Altesse. Il s'agissait, en effet, d'assurer, pendant la crue du Nil, l'irrigation régulière des terres, tout en les protégeant contre l'inondation et de donner aux cultures sèsi une quantité d'eau suffisante à l'époque de l'étiage. Aussi, suivant les généreuses intentions de Votre Altesse, était-il nécessaire de rechercher tous les moyens possibles à l'effet d'entreprendre, au fur et à mesure que les circonstances le permettraient, tous les travaux extraordinaires dont l'exécution serait jugée nécessaire au développement et au progrès de l'agriculture. Il s'agissait, en outre, de savoir s'il était possible de remplacer par un autre système moins onéreux et plus avantageux le système de la corvée suivi depuis les temps les plus reculés, dans l'exécution des travaux d'utilité publique.

Pour atteindre ce noble but, une Assemblée générale fut convoquée, en 1880, au siège du Ministère des travaux publics. A cette réunion assistaient plus de 300 notables, omdehs et cheikhs de villes et villages, venus de tous les points de l'Égypte, tous les moudirs, un grand nombre de hauts fonctionnaires de l'Etat, et enfin tous les membres du Cabinet de l'époque.

Après de longues discussions et de mûres délibérations qui se prolongèrent pendant trois jours consécutifs, il fut décidé que le maintien de cet odieux système était malheureusement inévitable.

L'unique cause de cette fatale résolution était, en premier lieu, l'impossibilité absolue de trouver alors des entrepreneurs qui fussent à même d'exécuter tout ou même partie des travaux dont il s'agit; en second lieu, l'usage des appareils mécaniques n'était pas, à cette époque, assez familier.

C'est donc forcé par les circonstances et contre son gré, que le Gouvernement de Votre Altesse s'était vu dans la pénible nécessité de maintenir ce système inique. Ne pouvant trouver mieux, le Gouvernement khédivial dut s'en tenir là provisoirement en attendant qu'il pût, sinon adopter plus tard un autre système, du moins trouver le moyen d'alléger, sous ce rapport, le lourd fardeau du peuple.

Depuis lors, le pays n'a cessé de nourrir l'espoir que, par des recherches et des études constantes des moyens les plus pratiques à adopter, ainsi que par des essais et des expériences de diverses natures à tenter, le Gouvernement khédivial arriverait, avec le temps, à donner à cette question une solution aussi conforme à l'équité que favorable à l'intérêt public, suivant les généreuses intentions de Votre Altesse et, de fait, l'attention la plus sérieuse du Gouvernement khédivial s'était portée sur cette question importante, en vue d'atteindre le but philanthropique et utile poursuivi. Certains travaux avaient même été entrepris dans ce sens.

Le seul avantage qui résulta de la réunion de l'Assemblée générale susmentionnée fut la fixation et l'imposition du rachat des prestations aux habitants des villages (chilliks), ceux des hods, ezbehs et kafs et ceux des abadiehs qui, contrairement aux habitants des autres villages, étaient jusqu'alors exemptés de la prestation.

Si l'Assemblée générale avait jugé bon d'étendre cette mesure aux habitants des villages susindiqués, c'était uniquement dans un but égalitaire et pour ne pas établir de distinction parmi le peuple; elle n'avait nullement l'intention d'obliger ces pauvres malheureux, qui gagnent à peine leur pain quotidien, d'exécuter des travaux ou de payer un impôt qui ne profite qu'à des tiers. La pensée qui dicta cette résolution de l'Assemblée générale était d'amener les propriétaires des vastes domaines sur lesquels travaillaient ces hommes à payer pour ces derniers le montant du rachat, afin de ne pas entraver ou arrêter leurs travaux agricoles.

Or, le but visé n'a malheureusement pas été atteint.

Les détails de ce qui eut lieu alors et dans la suite relativement à cette question se trouvent suffisamment indiqués dans les rapports précédemment soumis à Votre Altesse.

Le résultat définitif obtenu fut l'adoption du système qui demeura en vigueur jusqu'à ce jour, en vertu du décret rendu par Votre Altesse, en date du 25 janvier 1881, système d'après lequel tous les indigènes, sauf quelques exceptions peu importantes, doivent personnellement ou la prestation en nature ou le rachat.

Il est vrai que dans les derniers temps, grâce aux efforts constants du Gouvernement de Votre Altesse et aux mesures prises par lui, l'introduction dans le système en question de certaines modifications connues, a eu pour conséquence d'améliorer l'ancien état de choses et d'en adoucir, dans une certaine mesure, les rigueurs. Cette amélioration s'est fait surtout sentir depuis qu'un crédit annuel de L. E. 250,000 a été accordé pour alléger les charges de la prestation.

Mais il n'en est pas moins certain, mon dévouement sincère envers Votre Altesse me fait un devoir de le déclarer, que les vestiges et les effets de ce système onéreux n'ont pas encore complètement disparu. La prestation n'a pas été réglée d'une façon équitable; elle porte toujours en elle le germe de l'arbitraire, les empreintes de l'inégalité et de l'injustice, faits qui sont en contradiction directe avec les sentiments d'équité de Votre Altesse, et qui répugnent au bon sens.

Tandis qu'en effet la majeure partie du peuple supporte le lourd et humiliant fardeau de la corvée, ce sont les riches et les propriétaires des vastes domaines qui profitent réellement des avantages résultant soit des travaux exécutés par les pauvres malheureux, soit du rachat que ceux-ci payent.

Non contents de bénéficier seuls de ces avantages, les riches sont les pre-

miers à se plaindre et à jeter les hauts cris si l'eau, ne fût-ce qu'un instant, vient à diminuer tant soit peu sur leurs terres.

En outre, les difficultés, les entraves et les obstacles de toute sorte que le Gouvernement khédivial et ses agents rencontrent dans l'application et la mise à exécution de ce système inique, d'une façon conforme, autant que possible, aux principes de la justice et de l'équité, d'une part, la nécessité d'exécuter en temps voulu les travaux d'utilité publique dont dépend la vie du pays, d'autre part, sont un sujet d'embarras et de soucis constants et pénibles pour le Gouvernement de Votre Altesse.

Tels ne sont pas les seuls inconvénients du système en question; il en présente bien d'autres encore dont l'énumération serait trop longue.

Au reste, est-il juste et équitable d'obliger les habitants des villages (chifliks) kafs, hods, ezbelis, abadielis ainsi que ceux des autres villages qui ne possèdent aucune parcelle de terre ou ceux qui n'ont que de 1 feddan jusqu'à 10, est-il équitable de les obliger à supporter le fardeau de la prestation ou d'en payer le rachat à raison de P. E. 40 par homme pour la Basse-Egypte et de P. E. 30 pour la Haute-Egypte, alors que les riches et les grands propriétaires qui possèdent des centaines et des milliers de feddans profitent largement et paisiblement sans supporter presque aucune charge des fruits et des avantages résultant des travaux et des contributions imposés à ces malheureux? Evidemment, non.

Cet état de choses est on ne peut plus injuste. Je ne citerai qu'un exemple à l'appui de ce qui précède : le montant du rachat des prestations versé au Trésor par l'Administration des Domaines est retenu par cette dernière sur les salaires des hommes qui travaillent sur ses terres.

Or, si le Gouvernement khédivial a jadis et dernièrement cru devoir suivre ce système, c'est parce qu'il y était contraint par la force des choses. Il ne disposait, en effet, d'aucun autre moyen qui pût remplacer la corvée dans l'exécution de ces travaux, sans lesquels le mal serait devenu plus grand et plus dangereux.

Mais aujourd'hui sous les hauts auspices de Votre Altesse et grâce à sa sollicitude bienveillante, le Gouvernement khédivial, par les moyens pratiques dont il dispose, est sûr, non seulement de faire exécuter les travaux annuels par voie d'entreprise et au moyen des appareils mécaniques, mais aussi de pouvoir entreprendre d'énormes travaux extraordinaires d'une très grande importance.

Les avantages du système des entreprises sont très considérables et trop évidents pour qu'ils soient ignorés. Nul ne saurait nier ce fait.

En premier lieu, ceux des indigènes qui entreprennent ces travaux sont absolument libres de les exécuter ou non moyennant un prix déterminé, aucune contrainte n'étant employée à ce sujet à leur égard.

En second lieu, les habitants des villes et villages ainsi que les cultivateurs peuvent se livrer paisiblement à leurs travaux agricoles. Ils ne sont plus, ainsi que par le passé, menés à la corvée comme des troupeaux de moutons, en pleine saison de récolte ou de culture de toute espèce, et aux époques de l'irrigation des terres. Ils étaient alors arrachés à leurs cultures qui, faute de bras et de soins, subissaient des dommages et des pertes très considérables.

Enfin, les sommes énormes actuellement payées ou qu'il y aurait lieu de payer pour ces entreprises sont presque totalement distribuées aux indigènes qui en profitent.

A cet effet, je me bornerai à citer un seul exemple :

Nul n'ignore la sécheresse que les provinces de la Haute-Egypte et notamment celles de Keneh, Eneh et Ghirgheh, ont éprouvée l'année dernière. Or, sans le secours des sommes dépensées par le Ministère des Travaux publics pour les travaux qu'il fit exécuter dans ces trois moudirihs, sommes dont le montant s'élève à L. E. 100,000 environ et fut réparti parmi les habitants des dites provinces, ces derniers auraient enduré les souffrances atroces de la famine à un degré aussi lamentable que dans les années analogues antérieures. Cet exemple peut s'appliquer d'une façon générale aux autres provinces.

Pour toutes ces considérations il devient maintenant aussi inopportun qu'impossible de maintenir le système de la corvée et la nécessité s'impose de remplacer ce système par un autre plus conforme à la justice et à l'équité.

C'est dans ce but que je crois devoir soumettre à la haute approbation de Votre Altesse le projet de décret ci-annexé, portant l'abolition totale et définitive de la corvée dans toute l'Égypte et établissant sur les terres, à titre de rachat de prestation la taxe spéciale indiquée au projet susvisé. Afin que Votre Altesse soit persuadée que le Gouvernement khédivial ne vise par ce projet aucun avantage financier, je crois devoir lui exposer que la somme totale qui résultera du nouveau système projeté s'élèvera à L. E. 150,000.

La somme perçue à titre de rachat de prestation, d'après l'ancien système, s'élève à L. E. 111,000, ce qui laisse une différence de L. E. 40,000.

Cette différence se trouve représentée par la taxe annuelle à supprimer du Canal Ibrahimieh qui s'élève pour l'année courante à L. E. 24,000 et par le montant de la nouvelle taxe spéciale incombant aux terres des domaines de la Daira Sanieh, et qui en fait reste à la charge du Trésor, complétant ainsi la somme précitée de L. E. 150,000.

En daignant sanctionner le projet de décret ci-annexé, Votre Altesse donnera encore une preuve nouvelle et impérissable de sa haute et constante sollicitude pour le bien-être de son peuple.

J'ai l'honneur d'être, Monseigneur, de Votre Altesse, le très obéissant et très dévoué serviteur.

RIAZ,

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 1^{er} janvier 1890.

Conformément à vos instructions, j'ai ouvert avec M. le Ministre des affaires étrangères, le 27 décembre dernier, des pourparlers sur les bases suivantes :

Au projet de conversion se trouve lié un emprunt de 1,200,000 livres dont les deux tiers sont destinés à des travaux d'irrigation. Le Gouvernement français désire le développement des richesses agricoles de l'Égypte, mais il tient aussi à ce que ces travaux soient exécutés avec méthode et économie. Dans ce but, il demande la création d'un conseil technique d'étude et de contrôle dans lequel devront siéger l'Administrateur des chemins de fer et le Secrétaire général aux Travaux publics et sans l'approbation desquels aucun travail ne pourra être entrepris. Dans ces conditions, le Gouvernement français consentira volontiers à ce qu'une part des économies résultant de la conversion gage l'emprunt projeté.

Faute de cette garantie, il refusera l'adjonction de l'emprunt en question à la conversion.

En second lieu, le Gouvernement français ne concédera aucune partie de ce même emprunt au rachat des pensions, ainsi que le demande le Gouvernement égyptien. Les 400,000 livres restant libres seront beaucoup mieux employées, sauf déduction des frais de l'opération, à la création d'une réserve destinée à assurer la sécurité intérieure du pays et la défense des frontières. Entrerait également dans ce fonds la partie de l'économie qui serait procurée par l'ensemble de l'opération après prélèvement des 150,000 livres destinées à supprimer totalement la corvée.

Voilà quelles ont été en substance mes communications. Elles sont à l'examen entre les différents membres du Gouvernement.

Sir Evelyn Baring a fait part à Lord Salisbury de ma démarche.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 6 janvier 1890.

Le Gouvernement égyptien vient de me faire connaître, par l'organe de Tigrane-Pacha, ses résolutions au sujet des propositions dont je l'avais saisi pour résoudre la question des conversions de la privilégiée et de l'emprunt 4 1/2 p. 0/0. Il est disposé à prélever sur le fonds de réserve une somme de 200.000 livres destinée à constituer un fonds spécial pour l'armée et la police. Ses concessions ne vont pas plus loin. Il repousse toute idée de conseil technique d'étude et de contrôle, tout en maintenant l'adjonction à l'opération des conversions d'un emprunt de 1,200,000 livres pour les travaux publics et le rachat des pensions. J'ai répliqué à Tigrane-Pacha que je ne pouvais considérer cette réponse comme définitive parce qu'elle ne nous permettrait pas, à notre grand regret, de poursuivre la négociation.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 22 janvier 1890.

Sir Edgar Vincent vient de soumettre au Gouvernement égyptien un projet financier. Un groupe financier, ayant à sa tête la Banque ottomane, achèterait les biens servant de gage à l'emprunt domanial et à l'emprunt Daïra pour un prix permettant de rembourser ces deux dettes, la première à 100, la seconde à 80. Le Gouvernement s'engagerait à payer aux acheteurs la différence entre les revenus nets que leur donneraient ces biens et le 4 p. 0/0 du prix payé.

Cette opération, constituant sous le nom de vente un véritable emprunt, aurait besoin de l'autorisation de la Caisse. Ce qui pourrait toutefois diminuer la valeur de ce projet pour le Gouvernement égyptien, c'est que, si l'article 18 du décret annexé à la Convention de Londres lui permet d'ajouter au chiffre de ses dépenses administratives le montant des subventions à verser à l'administration des Domaines et de la Daïra, il n'en serait pas de même de la somme qu'il aurait à payer aux acheteurs des gages des deux emprunts pour leur compléter un revenu de 4 0/0 ; cette somme greverait donc exclusivement le budget administratif. En ce qui concerne la Daïra, aux termes de l'article 15 de la loi de la liquidation, aucune vente ne peut être faite sans le consentement des deux contrôleurs. Le contrôleur français aurait donc le pouvoir, en droit strict, de s'opposer à l'achat, par le groupe Vincent, des biens de la Daïra sans donner de motif à son refus, et raisonnablement d'exiger au moins un prix permettant l'amortissement à 100 et non à 80. En outre, un projet qui aurait pour conséquence de faire passer la propriété d'une très notable partie des terres de l'Égypte en des mains étrangères est fait pour éveiller certaines appréhensions auprès des membres du Gouvernement égyptien. On me dit que le Cheik-ul-Islam du Caire se serait ému de cette éventualité.

Il y a donc là des difficultés de nature à faire hésiter le Gouvernement égyptien. Néanmoins, nous devons nous attendre à ce qu'on poursuive, sous une forme ou sous une autre, la suppression de ces deux administrations. Il y aurait au contraire un moyen de les consolider, ce serait que les emprunts domanial et Daïra fussent compris dans la conversion. Le

revenu des terres augmenté des revenus des terres de Keneh, déjà subsidiairement affectés à l'emprunt domanial, entrerait dans les affectations générales de la Privilégiée. Les deux administrations menacées seraient maintenues pour fonctionner dans les mêmes conditions que l'administration des chemins de fer.

Le Gouvernement français devrait-il faire lui-même une suggestion à cet égard ? L'initiative ne pourrait-elle pas venir d'établissements financiers ? Je crois devoir poser ces différentes questions que je ne suis pas en mesure de résoudre. Il appartiendra à Votre Excellence de décider si cette suggestion mérite d'être étudiée.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 23 janvier 1890.

Je joins à cette lettre le texte des propositions formulées par le Gouvernement égyptien en vue de répondre à nos vues, pour la constitution d'un fonds de guerre et de police. Si le Gouvernement de la République était disposé à accepter le projet en question, il y aurait à stipuler que les ressources provenant de ce fonds devraient être employées exclusivement à l'augmentation de l'effectif égyptien. C'est seulement par ce moyen que l'on atteindrait le but que nous poursuivons, à savoir, faciliter le départ des troupes britanniques en mettant l'Egypte financièrement à même de porter l'effectif des troupes khédiviales à un chiffre suffisant pour assurer par leurs propres forces l'ordre à l'intérieur et la sécurité aux frontières. A défaut de la stipulation en question, le fonds de guerre prévu ne ferait que donner de plus grandes facilités pour équilibrer le budget de la guerre, sans que la cause de l'évacuation ait à en retirer le moindre avantage.

Avec les ressources que donnerait aujourd'hui cette dotation, c'est-à-dire avec 180,000 livres, on pourrait entretenir un surplus d'effectif de 3,000 hommes pendant environ deux ans, ou de 6,000 hommes durant un an. On compte, en effet, que l'un dans l'autre et les cadres compris, un homme coûte annuellement de 30 à 35 livres.

Le budget de la guerre pour l'année actuelle prévoit un effectif de 12,040 hommes, cadres et états-majors compris. Le jour où la dotation de guerre aurait atteint son maximum, l'emploi de ses ressources permettrait une augmentation d'effectif de 6,000 hommes pendant quatre ans environ. Le chiffre de 18,000 hommes, aux yeux de Moukhtar-Pacha, serait suffisant pour subvenir à tous les besoins de l'Egypte non occupée. Pendant ces quatre ans, on aurait le temps d'augmenter les ressources du budget de la guerre des sommes nécessaires pour le maintien permanent de l'effectif normal. Il ne faut pas oublier d'ailleurs qu'au départ des troupes anglaises la somme de 100,000 livres que coûte actuellement l'occupation britannique au Trésor égyptien lui ferait retour.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 23 JANVIER 1890.

Note du Gouvernement Egyptien.

Le Gouvernement de Son Altesse est disposé à créer un fonds spécial pour la guerre et la police, jusqu'à concurrence de 500,000 livres.

En conséquence, le quart de l'actif actuel du fonds de réserve et de ses accroissements successifs serait dès à présent affecté à la création de ce fonds spécial, bien entendu sous réserve des paragraphes 1 et 2 de l'article 3 du décret du 12 juillet 1888.

En outre, le Gouvernement est disposé à consacrer la moitié lui revenant dans l'économie procurée par la conversion à 4 p. 0/0, après prélèvement des sommes nécessaires pour le service du nouvel emprunt y compris et des 150 mille livres destinées à la suppression de la corvée, exclusivement à des dépenses de guerre ou de police.

Cette obligation cesserait de plein droit le jour où le fonds de réserve aurait atteint 2 millions.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 12 février 1890.

La Caisse vient d'être saisie d'un projet comportant un emprunt non pas seulement de 1,200,000 livres, mais de 1,750,000 livres, savoir : 1,250,000 pour travaux publics, 500,000 pour rachat de pensions. Quant à présent, on n'émettrait de titres que jusqu'à concurrence de 1 million de livres; l'émission serait complétée au fur et à mesure des besoins. Le Gouvernement payerait à la Caisse, par versements mensuels et sur son budget administratif, l'annuité nécessaire pour le service du nouvel emprunt; les revenus d'une province seraient affectés pour le cas de retard dans ces paiements.

Avant de délibérer, la Commission de la dette attendra la rentrée au Caire des délégués d'Allemagne et de Russie actuellement dans la Haute-Egypte, mais il est certain que la majorité donnera le consentement demandé.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 14 février 1890.

Pour faire suite à ma dépêche du 12 de ce mois, j'ai l'honneur d'adresser ci-joint à Votre Excellence copie de la lettre par laquelle le Ministre des finances du Khédive saisit, à titre officieux, les Commissaires de la caisse de la Dette égyptienne d'une demande d'emprunt de 1,750,000 livres.

Le Gouvernement khédivial, en présence des difficultés qu'il rencontre de notre part pour la réalisation de la Conversion, s'est décidé à réaliser l'emprunt projeté sur d'autres ressources que l'économie des conversions. Le consentement de la Caisse de la Dette ne fait pas de doute, la majorité des Commissaires présents étant suffisante.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 14 FEVRIER 1890.

**Le ministre des finances du Khédive, aux commissaires de la
Dette égyptienne.**

Le Caire, février 1890.

Messieurs,

Le projet de décret relatif à la conversion de la Dette privilégiée de l'emprunt 4 1/2 0/0 qui vous a été soumis l'année dernière mettait à la disposi-

tion du Gouvernement une certaine somme destinée aux travaux d'irrigation ainsi qu'à l'échange des pensions.

N'ayant pu obtenir l'adhésion de toutes les puissances à ce projet, le Gouvernement égyptien se trouve aujourd'hui dans la nécessité de s'adresser à la Caisse de la Dette publique pour être autorisé à émettre un emprunt à valoir sur les 5 millions de livres dont l'émission est autorisée par firman impérial.

Les dépenses extraordinaires auxquelles le Gouvernement se proposerait de faire face, au moyen d'emprunt, sont :

1 ^o Achèvement des travaux d'irrigation commencés sur le million de livres prévu par la Convention de Londres. . .	190.000 L
2 ^o Exécution des travaux de drainage, etc.	560.000
3 ^o Travaux de protection contre les Charakis. . . .	500.000
4 ^o Continuation de l'échéance des pensions et allocations.	500.000
Total.	<u>1.750.000</u>

Sur ce chiffre, le montant exigé, en 1890, pour couvrir des dépenses, dont une partie, comme vous le savez, a déjà été encourue, s'élève à 850,000 livres, soit :

Travaux publics :

Dépenses effectuées en 1889.	25.000 L
Dépenses à effectuer en 1890.	365.000

Rachat des pensions et allocations :

Dépenses effectuées en 1889.	250.000
Dépenses à effectuer en 1890.	210.000

Total. 850.000

En me référant à l'appréciation éclairée de la Caisse de la Dette pour le caractère manifeste d'utilité des travaux ou des opérations dont il s'agit de poursuivre l'exécution, ainsi qu'au concours actif qu'elle a déjà obligamment prêté au Gouvernement, je me plais à espérer, Messieurs, que vous voudrez bien autoriser l'émission d'un emprunt de 1,750,000 livres effectives à un taux d'intérêt nominal n'excédant pas 4 1/2 p. 0/0 et reporter ainsi sur le projet actuel le consentement que vous aviez donné, par votre lettre du 23 juin dernier, à l'emprunt de 1,200,000 livres destiné au même usage.

Le Gouvernement ne se proposerait d'émettre, pour le moment, des titres que jusqu'à concurrence d'une somme de 1,000,000 livres, sauf à compléter plus tard l'émission, au fur et à mesure de ses besoins.

Des dispositions identiques à celles du décret du 30 avril 1888 pourvoieraient au service de cet emprunt, sauf à désigner, d'accord avec vous, une province dont les revenus seraient assignés à la Caisse de la Dette, en cas de retard dans le paiement de l'annuité.

Il est bien entendu que le Gouvernement ne demanderait aucun versement sur l'emprunt sans faire connaître sa spécification, dans les formes établies pour l'emploi des fonds de l'emprunt 4 1/2 p. 0/0.

Vous reconnaîtrez, je n'en doute pas, Messieurs, tout le mérite de la proposition que je viens d'avoir l'honneur de vous exposer, et je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire savoir votre réponse aussitôt que possible.

M. le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 20 février 1890.

J'ai cru utile de faire, sous la forme d'un tableau, un exposé de la situation des dettes consolidées de l'Égypte au 31 décembre 1889.

J'ai l'honneur d'adresser ci-joint cet exposé à Votre Excellence.

L. D'AUBIGNY.

Situation des dettes consolidées de l'Égypte au 31 décembre 1889.

Nature des dettes : Emprunt 3 p. 0/0 1885. — Valeur nominale des titres en circulation : 9,111,400 L. E. — Pair (taux de remboursement) : 500. — Cours au 30 décembre 1889 : Pas coté à l'*Officiel*. — Observations : Cet emprunt, contracté après la Conférence de Londres, en 1885, a été garanti par toutes les Puissances signataires. Le service en est gagé, comme première charge, sur tous les revenus affectés aux Dettes privilégiée et unifiée.

Nature des dettes : Dette privilégiée 5 p. 0/0 1876. — Valeur nominale des titres en circulation : 22,296,800 L. E. — Pair (taux de remboursement) : 500. — Cours au 30 décembre 1889 : 519. — Observations : Créée en 1876, garantie :

1^o Par les revenus des chemins de fer, des télégraphes et du port d'Alexandrie ;

2^o Et subsidiairement par les revenus affectés à la dette unifiée.

Nature des dettes : Dette unifiée 4 0/0 antérieure à 1876. — Valeur nominale des titres en circulation : 55,988,920 L. E. — Pair (taux de remboursement) : 500. — Cours au 30 décembre 1889 : 470. — Observations : Unification de 1876, garantie :

1^o Par les revenus des quatre provinces de Garbieh, Menoufieh, Behera et Siout ;

2^o Par les droits des douanes ;

3^o Par les droits perçus sur les tabacs à l'importation ;

4^o En cas d'insuffisance, sur les ressources générales du Trésor.

Nature des dettes : Emprunt domanial 5 p. 0/0 1878. — Valeur nominale des titres en circulation : 5,173,440 L. E. — Pair (taux de remboursement) : 500. — Cours au 31 décembre 1889 : 520. — Observations : Garanti par les domaines cédés à l'Etat, en 1878, par le Khédive; ces domaines, qui représentent encore actuellement environ le quinzième des terres cultivées d'Égypte, sont administrées par une Commission mixte composée d'un Français, d'un Anglais et d'un Égyptien. Les administrateurs français et anglais ne peuvent être relevés de leurs fonctions sans l'assentiment de leurs Gouvernements respectifs. Cette administration, qui date de l'époque où l'influence française était prépondérante en Égypte, est encore en grande partie composée de fonctionnaires français. L'emprunt des domaines a été constitué par un contrat passé entre le Gouvernement khédivial et MM. de Rothschild en 1873. La loi de liquidation du 17 juillet 1880, qui règle les conditions de tous les autres emprunts contractés jusqu'à cette époque, ne vise pas la Dette domaniale.

En dehors des Domaines proprement dits, cet emprunt a pour garantie subsidiaire les revenus de la province de Keneh et, en général, l'ensemble des ressources budgétaires.

L'emprunt contracté en 1878 s'élevait à 8,500,000 livres égyptiennes. 3 millions 326,000 livres égyptiennes ont déjà été remboursées presque exclusivement avec le produit de vente des terres.

Le gage des Domaines proprement dits est notoirement insuffisant pour assurer le service de cet emprunt à 5 p. 0/0, et presque chaque année, il y a un déficit que le Gouvernement khédivial doit parfaire. En 1887-88, le déficit annuel a été d'environ 150,000 livres égyptiennes.

Nature des dettes : Emprunt Daïra Sanieh 4 p. 0/0 (antérieur à 1876). — Valeur nominale des titres en circulation : 8,587,480 L. E. — Pair (taux de remboursement) : 400. — Cours au 30 décembre 1889 : 417,50. — Observations : Cet emprunt est garanti par des terres et des usines à sucre que le Khédive avait données en gage avant 1878 et dont il a alors abandonné la propriété.

L'Administration de la Daïra Sanieh a été constituée par la loi de liquidation de 1880. A la tête est placé un administrateur égyptien. Il est assisté de deux contrôleurs, un français et un anglais, désignés chacun par leur Gouvernement respectif. Rien n'est spécifié en ce qui concerne leur inamovibilité.

De même que pour l'Emprunt domanial, le gage de la Daïra Sanieh suffit à peine pour assurer le service de l'emprunt. Depuis quelques années surtout, la production excessive des sucres de betteraves européens ayant fait baisser sensiblement le prix des sucres de cannes, le Gouvernement khédivial a dû payer, pour parfaire le service de l'emprunt, une somme annuelle dépassant 100,000 livres égyptiennes.

Nature des dettes : Emprunt 4 1/2 p. 0/0 1888. — Valeur nominale des titres en circulation : 2,268,900 L. E. — Pair (taux de remboursement) : 500. — Gours au 30 décembre 1889 : Pas coté à l'*Officiel*. — Observations : En 1888, un firman a autorisé le Khédivé à émettre un emprunt de 5,000,000 de livres égyptiennes, 2,500,000 ont été émises avec l'assentiment de la Caisse de la Dette. Cet emprunt est garanti par les revenus encaissés par la Caisse de la Dette, et, subsidiairement, sur les revenus de la province de Guirgeh.

Total : 103,935,640 L, soit en francs : 2,694,323,595 fr. 72.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 27 février 1890.

Vous m'avez rendu compte, sous la date du 23 janvier, de l'accueil fait par le Ministre des affaires étrangères de Son Altesse aux dernières suggestions que vous avez été chargé de lui présenter au sujet de la conversion de la Dette privilégiée; il s'agissait de profiter de cette opération, d'une part, pour constituer un fonds destiné exclusivement à l'augmentation de l'effectif de l'armée égyptienne, à laquelle restera confiée la défense du pays après le départ des troupes anglaises d'occupation, et, d'autre part, pour établir une Commission anglo-française chargée de contrôler l'emploi des sommes réalisées à l'occasion de la Conversion et affectés à de nouveaux travaux publics.

Le Gouvernement de Tewfik-Pacha ayant repoussé entièrement nos demandes en ce qui concerne l'institution de ce contrôle et n'ayant admis, en ce qui touche la création d'un fonds pour les dépenses militaires, que l'attribution de ressources insuffisantes à nos yeux, je me suis dispensé, depuis lors, de vous adresser des instructions nouvelles.

Il semble aujourd'hui que le Gouvernement de Son Altesse ait marqué son intention de renoncer à poursuivre ses démarches tendant à la conversion de la Dette privilégiée puisque, comme vous me l'avez annoncé le 12 février, la Commission de la Dette a été saisie d'un projet d'emprunt de 1,750,000 livres substitué à cet emprunt de 1,200,000 livres qui, au point de vue égyptien, constituait, croyons-nous, l'une des parties essentielles de l'opération de la conversion à laquelle le Ministère du Khédivé l'avait rattaché.

En cet état de choses, nous n'avons plus qu'à attendre la suite donnée par la Commission de la Dette à la demande du Gouvernement égyptien.

E. SPULLER.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 4 mars 1890.

Riaz-Pacha déclare que la demande d'emprunt à la Caisse de 1,750,000 livres n'implique pas l'abandon du projet de conversion dont j'ai saisi Votre Excellence, non plus que du projet de dotation de guerre. S'il savait que le Gouvernement français fût disposé à donner prochainement son assentiment à ces propositions, le Gouvernement khédivial renoncerait à détacher l'emprunt de la conversion. Sous cette nouvelle forme, en effet, l'emprunt sera très onéreux, puisque son service devra être imputé sur les dépenses administratives dont le chiffre est limité par la convention de Londres, mais il s'impose, paraît-il, en raison d'avances pour travaux publics à rembourser d'urgence.

On me fait dire officieusement que le Gouvernement égyptien consentirait à joindre à la conversion de la Privilégiée celle des domaines, l'organisation actuelle de cette administration étant maintenue, mais qu'il ne prend l'initiative d'aucune proposition nouvelle. On ne serait pas disposé actuellement à entrer dans la même voie pour la Daïra en raison de difficultés d'exécution.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 8 mars 1890.

Le Gouvernement khédivial, tout en maintenant ses offres quant à la constitution d'un fonds militaire, paraît réellement disposé à rattacher la conversion de la Domaniale à celle de la Privilégiée, en consolidant ainsi l'Administration anglo-française qui gère le gage de la première de ces dettes. M'autorisez-vous à déclarer qu'à cette condition la France serait prête à accepter la conversion ? Si je pouvais faire une semblable déclaration, le projet d'emprunt soumis à la Commission de la Dette n'aurait plus de raison d'être. Ce projet a été discuté dans la séance de ce matin et quatre Commissaires se sont déjà prononcés pour l'acceptation.

L. D'AUBIGNY.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Spuller, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 10 mars 1890.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie, avec son annexe, d'une lettre par laquelle M. Le Chevalier me rend compte d'une résolution prise par la Commission de la Caisse de la Dette relativement à la demande du Gouvernement de contracter l'emprunt de 1,750,000 livres dont j'ai déjà entretenu le Département. Votre Excellence verra qu'en raison de l'opposition faite au projet par notre Commissaire, la majorité a décidé, tout en reconnaissant l'utilité de l'emprunt, d'en ajourner l'autorisation et de demander au Gouvernement de chercher préalablement à arriver à une entente quant à la conversion.

Je prie Votre Excellence de me faire savoir, le plus promptement possible, si elle autorise M. Le Chevalier à signer le projet de lettre que la Commission se propose d'adresser dans ce but au Gouvernement égyptien.

Vous trouverez également sous ce pli, Monsieur le Ministre, le texte du projet de Décret édictant l'emprunt dont il s'agit.

L. D'AUBIGNY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 10 MARS 1890.

M. Le Chevalier, délégué français à la Commission de la Dette publique égyptienne, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Le Caire, le 10 mars 1890.

La discussion du projet d'emprunt de 1,750,000 livres a continué hier et aujourd'hui.

Nos collègues, comprenant qu'ils rencontreraient chez moi un refus absolu d'autoriser un emprunt dans l'état présent des négociations relatives à la Conversion, ont proposé, à titre de transaction, que la Commission reconnût l'utilité de l'emprunt, mais demandât qu'avant d'y procéder ou cherchât à arriver à une entente quant à la conversion. Le prince Mourousi, Commissaire de service, a rédigé le projet d'une lettre à adresser dans ce sens par la Caisse à Riaz-Pacha, et l'on m'a demandé si j'étais d'accord pour son envoi. J'ai déclaré que je devais, avant de répondre, consulter mon Gouvernement.

Il a été alors décidé que cette lettre serait expédiée seulement le 19 mars ; si d'ici là j'y suis autorisé par M. Spuller, la lettre sera envoyée conforme au projet ; sinon, il y sera indiqué que la décision y mentionnée n'a été prise qu'à la majorité.

J'estime qu'il y a lieu de m'autoriser à ne pas me séparer de mes collègues quant à l'envoi de la lettre dont copie est ci-jointe ; veuillez prier le Ministère de vous télégraphier à cet égard avant le 19 de ce mois.

G. LE CHEVALIER.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 10 MARS 1890.

Les commissaires-directeurs de la dette d'Egypte, au ministre des finances du Khédivé.

Monsieur le Ministre,

La Commission de la Dette a examiné, avec l'attention qu'il comporte, le projet de décret que le Gouvernement de S. A. le Khédivé se propose de promulguer pour l'émission d'un emprunt de L. E. 1,750,000 dont le produit net servirait : 1° à faire face aux dépenses nécessaires au parachèvement des travaux d'irrigation déjà en grande partie exécutés avec le million de livres égyptiennes accordé par la Convention de Londres ; 2° à des travaux de canalisation dans la Haute-Egypte qui auraient pour but de diminuer et même de faire disparaître complètement les Charakis ; 3° à des travaux de drainage dans la Basse-Egypte destinés à désaturer les terres trop abondamment arrosées ou ayant trop peu d'écoulement naturel ; 4° et enfin à la continuation des rachats de pensions.

Des explications fournies par M. le Colonel Sir Scott Moncrief, il est résulté pour nous la conviction que les travaux pour lesquels le Gouvernement demande les crédits susmentionnés étaient d'une sérieuse utilité et que leur exécution dans les années 1890 à 1892 devait être reconnue comme une nécessité. C'est cette conviction qui nous a amenés, Monsieur le Ministre, à nous montrer favorables au projet du Gouvernement de trouver les ressources nécessaires pour l'exécution de ces travaux.

Quant à la continuation du rachat des pensions, nous en avons admis l'utilité pour les raisons qui nous ont déjà guidés lorsque nous avons autorisé en 1888 l'emprunt 4 1/2 0/0.

Toutefois, certains des commissaires délégués ayant cru devoir, dans le cours de la discussion, attirer l'attention de leurs collègues sur l'inopportunité qu'il y aurait, au point de vue du crédit égyptien, de lancer sur les marchés européens un emprunt d'aussi peu d'importance que celui dont le projet nous a été soumis, leurs collègues ont cru devoir prendre ces observations en sérieuse considération.

Après mûre délibération, la Commission de la Dette a pensé que les négociations relatives à la conversion de la Dette privilégiée n'ayant point pris fin et les sommes demandées par le Gouvernement devant, d'après le projet primitif de la Conversion, rentrer en grande partie dans cette opération d'ensemble, il était peut-être prématuré de vouloir aujourd'hui négocier l'emprunt de L. E. 1,750,000.

La Commission de la Dette, réservant l'examen des dispositions du décret à promulguer lorsque l'opportunité en sera démontrée, croit, quant à elle, qu'il serait avantageux au Gouvernement de S. A. le Khédive d'activer autant que possible les négociations relatives à la conversion de la Dette privilégiée et de l'emprunt à 4 1/2 0/0 et de ne pas procéder aux opérations d'émission du nouvel emprunt avant le 1^{er} mai 1890, date à laquelle le Gouvernement pourra probablement être fixé sur le résultat de ses négociations.

Veuillez, etc...

ANNEXE III A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 10 MARS 1890.

Projet de décret.

Nous, Khédive d'Egypte,

Vu le firman de S. M. I. le Sultan contenant l'autorisation d'émettre un emprunt de L. E. 5 millions ;

Vu la loi de liquidation du 17 juillet 1880 ;

Vu notre Décret du 27 juillet 1883 ;

Sur la proposition de notre Conseil des Ministres et sur l'avis conforme de MM. les Commissaires-directeurs de la Caisse de la Dette publique,

Décrétons :

Article premier. — Notre Ministre des finances est autorisé à émettre à un taux qui ne pourra excéder le 4 1/2 0/0, à valoir sur la somme de L. E. 5,000,000 ci-dessus mentionnée, la quantité de titres nécessaire pour produire, après le prélèvement des coupons de 1890, et le paiement des frais de remise et autres frais de l'opération, une somme effective maxima de L. E. 1,750,000.

Art. 2. — Les coupons de cet emprunt seront payés en or en Egypte, à Londres, à Berlin et à Paris le 20 juin et le 20 décembre de chaque année.

MM. les Commissaires de la Dette, de concert avec notre Ministre des finances, fixeront en monnaie française et en monnaie allemande, le change des paiements à Paris et à Berlin des coupons de cet emprunt, sans que ce change puisse jamais dépasser la parité de la livre sterling, ni être inférieur à 25 francs ou à 20 marks et 25 pfennigs.

Art. 3. — Le service de cet emprunt sera effectué par la Caisse de la Dette publique, dans les mêmes conditions que le service de l'emprunt garanti et des dettes privilégiée et unifiée.

Art. 4. — Les obligations de cet emprunt ne pourront être frappées d'aucun impôt au profit de notre Gouvernement.

Art. 5. — Une annuité fixe légale à 5 0/0 du montant nominal des titres émis sera destinée au service de cet emprunt et fera partie de la somme à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives par l'article 18 de notre décret du 27 juillet 1883.

Elle sera payée par mensualités qui seront versées le 1^{er} de chaque mois, à partir du 1^{er} janvier 1891, par le Ministère des finances à la Caisse de la Dette publique.

En cas de retard dans le paiement d'une seule de ces mensualités, le produit des contributions directes et indirectes de la province de Minia sera versé par

l'Administration de cette province à la Caisse de la Dette publique, sur sa simple demande, jusqu'à ce que le paiement de la semestrialité à échoir soit assuré intégralement, et ce, sous les mêmes responsabilités que celles édictées par le décret du 2 mai 1876 pour les fonctionnaires des provinces et administrations affectées à la dette publique.

Le Gouvernement s'engage à n'apporter dans les contributions ci-dessus mentionnées aucune modification qui serait de nature à en réduire le rendement au-dessous d'une somme annuelle de L. E. 300,000.

Art. 6. — La portion de cette annuité qui ne serait pas absorbée par le service de l'intérêt sera affectée à l'amortissement.

Art. 7. — L'annuité fixée à l'article 5 sera diminuée d'un quart lorsque, par suite des amortissements, le montant des titres restant en circulation sera réduit aux trois quarts de l'émission.

Art. 8. — Tous les versements de l'emprunt seront centralisés à la Caisse de la Dette.

Art. 9. — Sur le produit de cet emprunt, sont destinées :

L. E. 490.000 à l'achèvement des travaux d'irrigation commencés sur le million de livres prévu par la Convention de Londres ;

560.000 à l'exécution des travaux de drainage ;

500.000 aux travaux de protection contre les Charakis ;

500.000 à la continuation de l'échange des pensions et allocations.

1.750.000

La Commission de la Dette remettra à notre Ministre des finances, au fur et à mesure de ses besoins, les sommes destinées comme ci-dessus aux travaux publics ; les sommes destinées à l'échange des pensions seront versées par elle, directement aux divers ayants droit sur mandat ministériel.

Art. 10. — L'amortissement prévu par l'article 6 du présent décret se fera par rachat au cours du marché ; lorsque ce cours sera supérieur au pair, il s'effectuera au pair par voie de tirage.

Art. 11. — Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

M. Spuller, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 10 mars 1890.

Vous pouvez faire pressentir au Gouvernement égyptien que nous pourrions volontiers avec lui nous pourparlers relativement aux finances égyptiennes. Il importe que le Ministère khédivial tienne compte de ces dispositions pour ne point presser l'examen de sa nouvelle proposition d'emprunt et nous laisser le temps d'étudier les suggestions présentées dans votre dépêche du 4 de ce mois. Le caractère traditionnel de nos relations avec le Gouvernement égyptien et ses propres intérêts lui en font un devoir. Nous ne considérons pas l'adjonction de la Dette domaniale à la conversion comme offrant en elle-même un avantage ; le maintien de l'Administration mixte nous semblant suffisamment assuré dans les conditions actuelles, sans recourir à une novation. Mais cette adjonction ouvre le champ à des combinaisons nouvelles et nous l'envisageons surtout à ce point de vue.

Elle augmenterait, croyons-nous, de 35,000 livres environ l'économie actuelle résultant de la conversion. Il y a là un excédent de ressources légitimant un accroissement des fonds de guerre. Les ressources disponibles pour des travaux publics en seraient également augmentées, ce qui justifierait une étude nouvelle de notre demande relative au contrôle inter-

national technique des futurs travaux publics. La Commission de la Dette pourrait par exemple être chargée de désigner trois ingénieurs, un français, un anglais et un autre étranger, qui seraient investis des pouvoirs nécessaires pour l'assister dans la surveillance qu'elle exerce déjà au point de vue restreint de la comptabilité.

J'aurais intérêt à connaître votre sentiment sur les chances de succès de cette combinaison ou de telle autre qui s'en rapprocherait.

E. SPULLER.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 18 mars 1890.

Vous pouvez autoriser notre commissaire à signer avec ses collègues la lettre à Riaz Pacha dont vous m'avez communiqué le projet le 10 mars.

A. RIBOT.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 21 mars 1890.

Riaz Pacha m'a fait savoir que, par égard pour les intérêts français engagés dans l'Unifiée, il est tout prêt à formuler un projet de conversion en unifiée de toute la Dette égyptienne en y comprenant par conséquent, en outre de la Privilégiée et de l'emprunt 4 1/2 0/0, la Domaniale et la Daïra, les deux Administrations anglo-françaises qui nous intéressent, étant confirmées dans les conditions actuelles de leur fonctionnement. Il consent à employer toute l'économie devant résulter de l'opération et, quelle que soit cette économie, 50,000 livres au moins, à l'augmentation du budget de la guerre en vue de l'accroissement de l'effectif. Il veut s'entendre avec la France et est prêt à envoyer à cet effet un négociateur à Paris pour conclure l'entente complète.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, 29 mars 1890.

Le Gouvernement égyptien se propose d'envoyer Tigrane Pacha à Paris pour négocier. M. Palmer, conseiller financier, l'accompagnerait.

L. D'AUBIGNY.

Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, 8 avril 1890.

Tigrane Pacha et M. Palmer, Délégués égyptiens pour les négociations financières, se sont embarqués hier.

L. D'AUBIGNY.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire.

Paris, le 3 mai 1890.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint copie d'une note dans laquelle se trouvent exposées les vues du Gouvernement de la République au sujet du projet de conversion de la dette égyptienne. Un exemplaire de cette note a été remis aujourd'hui même aux délégués du Khédive. Vous voudrez bien, jusqu'à nouvel ordre, considérer les indications que renferme ce document comme destinées à votre information personnelle.

A. RIBOT.

ANNEXE A LA DÉPÊCHE POLITIQUE EN DATE DU 3 MAI 1890.

Fidèle aux sentiments dont il n'a cessé de s'inspirer durant le cours de la négociation relative à la conversion des dettes de l'Égypte, le Gouvernement de la République a examiné dans l'esprit le plus bienveillant les propositions qui lui ont été soumises en dernier lieu, à ce sujet, par le Gouvernement égyptien. La France n'est pas près d'oublier les sympathies traditionnelles, ni les liens de toute nature qui l'unissent à l'Égypte et si elle doit veiller aux intérêts engagés dans la dette égyptienne, rien n'est plus loin de sa pensée que de leur sacrifier ceux du peuple égyptien.

Au point de vue financier, la conversion se présente actuellement dans des conditions très favorables. Nous le constatons volontiers avec le Gouvernement khédivial et il ne serait pas sans inconvénients de différer une opération dont nous ne sommes pas moins désireux que lui d'assurer le succès.

Nous sommes donc disposés à l'autoriser en y comprenant, conformément au vœu exprimé par le Gouvernement du Khédive, non seulement la dette privilégiée mais aussi la dette des domaines, celle de la Daïra et de l'emprunt de 1888.

En nous proposant d'élargir ainsi les bases de l'opération projetée, l'administration égyptienne a eu surtout en vue l'augmentation de l'économie à réaliser. Cette perspective qui est, en effet, tout à l'avantage de l'Égypte, ne devrait pas être pour nous-mêmes l'une des considérations les moins propres à nous déterminer à seconder les intentions du Gouvernement égyptien.

Toutefois, les délégués du Khédive ont reconnu, au cours des pourparlers, qu'il serait préférable, dans l'intérêt du crédit égyptien, de substituer à l'opération d'ensemble proposée des conversions séparées de la dette privilégiée, de la dette domaniale et de la Daïrah.

Le Gouvernement de la République se rallie volontiers sur ce point à l'opinion du Gouvernement égyptien.

Cette façon de procéder présente d'ailleurs, à un autre point de vue, un avantage qui ne saurait nous laisser indifférents. On sait quelles règles particulières président à la gestion des gages de la dette des Domaines et de celle de la Daïrah et à quelles nécessités elles répondent. Pour notre part, nous ne pouvions laisser ignorer au Gouvernement égyptien que, parmi les conditions essentielles de notre adhésion, figurait en première ligne le maintien de ces garanties. Le système de la conversion distincte permettra non seulement de ne pas toucher aux administrations mixtes de la Dette domaniale et de la Dette de la Daïrah, mais encore d'en consacrer de nouveau le principe et d'en mettre le fonctionnement à l'abri de toute surprise.

L'entente une fois établie sur ces bases générales, il y aura lieu de déterminer les points de détail qui peuvent comporter certaines modifications. Sans parler de la clause ayant pour objet de supprimer la limite assignée aux dépenses administratives et qui ne saurait être maintenue dans un projet auquel elle ne se rattache à aucun titre, il en est trois qui devaient plus particulièrement attirer notre attention.

Le projet égyptien fixe à 80 0/0 de leur valeur nominale le taux de remboursement des titres de la Daïrah. Il ne semble pas qu'un chiffre aussi peu élevé tienne suffisamment compte des conditions dans lesquelles cette valeur a été créée ni des avantages que le mode d'amortissement prévu par les contrats organiques assure à cette catégorie de créanciers. Le Gouvernement français considère que la fixation du taux à 85 0/0 constituerait une transaction équitable entre les droits du Gouvernement égyptien et les prétentions légitimes des porteurs de titres.

D'autre part, les dispositions de l'article 4 du projet tendraient à modifier les conditions dans lesquelles peuvent être aliénés les domaines affectés à la dette domaniale et à celle de la Daïrah. Toutefois, pour empêcher le renouvellement de projets ayant en vue des réalisations d'ensemble, on devrait convenir d'un chiffre total maximum à débattre pour les ventes effectuées chaque année par chacune des deux administrations des Domaines et de la Daïrah.

Enfin, le projet qui nous a été soumis paraît devoir être complété par un article nouveau fixant un délai de quinze ans pendant lequel il ne pourrait être procédé à aucun remboursement de tout ou partie de la dette en dehors des amortissements à effectuer avec les produits des aliénations des biens domaniaux et de la Daïrah et avec les excédents des revenus, après que le fonds de réserve aura atteint deux millions de livres.

Le Gouvernement égyptien hésitera sans doute d'autant moins à accepter l'insertion d'une telle disposition qu'elle figurait dans le projet de conversion dont il a pris l'initiative l'an dernier.

Sur toutes ces conditions financières, l'entente paraît donc facile entre le Gouvernement khédivial et les diverses Puissances intéressées.

Il nous reste à examiner la question de l'emploi des économies résultant de la conversion. Les dispositions manifestées de part et d'autre nous autorisent à penser qu'elle n'offrirait pas de difficultés beaucoup plus sérieuses que l'opération elle-même, si nous nous trouvions en face de l'Égypte seule et de son Gouvernement. Mais nous avons à tenir compte de la situation transitoire et exceptionnelle créée dans la vallée du Nil par l'occupation étrangère et dont les conséquences au point de vue que nous envisageons, ne sauraient pas plus échapper au Gouvernement khédivial qu'à nous-mêmes.

Cette occupation, d'après les déclarations solennelles du Gouvernement anglais lui-même, est temporaire. Elle doit cesser dès que l'ordre sera rétabli en Égypte.

Le Gouvernement de la République pense que cette condition est aujourd'hui remplie et que l'Égypte pourrait dès à présent suffire par elle-même aux obligations qui légitiment seule, aux yeux de l'Angleterre, la présence des troupes britanniques dans cette partie de l'empire ottoman. Il n'en veut d'autre preuve que le tableau que les Ministres anglais et leurs Agents eux-mêmes se sont plu à retracer, dans ces derniers temps, de l'état actuel du pays, de sa prospérité et de la sécurité qui y règne.

Quoi qu'il en soit, à cet égard, on ne peut admettre que tout ou partie des économies provenant de la conversion projetée et qui représentent, somme toute, un sacrifice imposé aux capitaux européens, sans distinction d'origine, puissent contribuer même indirectement à prolonger la situation créée dans la vallée du Nil par l'occupation étrangère. Il semble difficile que les puissances ne s'accordent pas à reconnaître avec nous que ces économies doivent au contraire être employées, autant que possible, à faciliter à l'Égypte les moyens de mettre l'Angleterre en mesure de remplir les engagements que celle-ci a pris au sujet de l'évacuation.

Quant à nous, notre sentiment n'a jamais varié à cet égard. C'est en vue de préparer ce résultat que, dès le début des pourparlers actuels, le Gouvernement français demandait que les ressources à provenir de la conversion restreinte, envisagée alors par le Gouvernement khédivial, fussent affectées pour la plus large part possible à la constitution d'un fonds spécial destiné à mettre l'Égypte, par l'accroissement de ses forces militaires, en état de pourvoir par

elle-même à la garde et à la police de son territoire et de hâter ainsi l'heure de l'évacuation.

Mais on doit constater que la situation n'est plus exactement aujourd'hui ce qu'elle était au moment où se produisaient ces propositions. La Turquie, que le maintien des troupes étrangères en Egypte devait naturellement moins que toute autre Puissance laisser indifférente, n'a pas cru pouvoir tarder plus longtemps à interroger l'Angleterre sur ses intentions. Le Cabinet de Londres n'a pas encore donné sa réponse. Nous devons espérer qu'elle sera de nature à satisfaire à la fois le Gouvernement du Sultan et les Puissances signataires de la déclaration de 1885 ; mais, pour être sincère et efficace, un pareil accord doit être préparé par des explications franches et décisives entre tous les intéressés.

Dans ces conditions, le Gouvernement français s'est trouvé amené à penser qu'il n'y aurait pas lieu de subordonner la conversion dont les dispositions des parties en cause suffisent à garantir la prompte réalisation à une entente sur l'emploi même des sommes provenant de cette opération. Il ne voit pas quels motifs sérieux pourraient s'opposer à ce que cette dernière question fût réservée à une négociation ultérieure, qui pourrait être poursuivie avec l'Angleterre et les autres Puissances, dans des conditions plus favorables.

L'exposé qui précède permettra au Gouvernement égyptien de se rendre exactement compte des conclusions que l'étude de ses dernières propositions ainsi que des circonstances dans lesquelles elles se sont produites a amené le Gouvernement français à adopter ; elles peuvent se résumer dans les termes suivants :

Nous offrons de consentir immédiatement à la conversion sous les conditions et réserves d'ordre financier qui ont été indiquées plus haut, mais il serait bien entendu que les sommes restées libres sur les revenus affectés seront versées et demeureront entre les mains des commissaires de la dette jusqu'à entente ultérieure entre le Gouvernement égyptien et toutes les Puissances signataires de la Convention de 1885 en ce qui concerne l'emploi de ces sommes.

Nous serions heureux que le Gouvernement égyptien reconnût avec nous que ces propositions constituent la seule solution pratique que paraisse comporter une situation politique dans laquelle nous n'avons d'ailleurs aucune part de responsabilité.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Londres, le 9 mai 1890.

Dans l'après-midi, je me suis rendu au Foreign-Office, suivant rendez-vous pris la veille avec Lord Salisbury.

Au début de notre entretien, j'ai relevé la publication de la phrase du rapport de Sir E. Baring qui représentait la prospérité financière de l'Egypte comme dépendant de la prolongation indéfinie de l'occupation anglaise, et j'ai dit nettement à Lord Salisbury que cette publication avait causé une fâcheuse impression en France. Lord Salisbury m'a répondu que, sans doute, il devait accepter la responsabilité de la publication, mais qu'en réalité elle avait été faite en dehors de lui.

J'ai ensuite fait à Lord Salisbury l'analyse de la note que vous avez remise aux Délégués égyptiens en insistant notamment sur le maintien des administrations mixtes de la Daira et des Domaines, telles qu'elles existent actuellement. Les différentes conditions de la conversion énumérées dans la note n'ont suscité aucune observation de la part de Lord Salisbury. Il n'en a pas été de même de la clause essentielle, celle qui réserve à une entente ultérieure l'emploi des fonds résultant des écono-

mies réalisées par la conversion. Sa Seigneurie est devenue beaucoup plus attentive. Je lui ai exposé que cette clause était nécessaire parce qu'il fallait profiter de la situation favorable du marché financier et que, pour en profiter, il fallait se hâter de faire la conversion avant le mois d'août, époque à laquelle les grandes opérations financières sont habituellement suspendues pendant plusieurs mois. J'ai ensuite insisté sur ce point qu'en réservant la question de l'emploi vous désirez surtout ne susciter aucun obstacle à la négociation actuellement pendante entre l'Angleterre et la Porte.

Ceci a porté la conversation sur le terrain politique. Lord Salisbury m'a fait observer qu'il était loin d'un accord avec la Porte et qu'il ne prévoyait pas quand cet accord pourrait se faire.

Puis il revint à la clause réservant l'emploi des excédents réalisés par la conversion et me questionna sur la destination que vous voulez bien leur donner. « Vous ne vous opposez pas », m'a-t-il dit, « je suppose, à la suppression de la corvée et je sais que vous désirez consacrer une partie des fonds à l'augmentation de l'armée égyptienne. » Je lui répondis que la question était absolument réservée et que vous-même vous n'aviez pas encore d'idées arrêtées à ce sujet ; que sans doute une partie des excédents pourrait être consacrée soit à l'extinction de la corvée, soit à l'augmentation de l'armée, soit à l'amortissement, mais que la question devait faire l'objet de négociations ultérieures au cours desquelles chacun produirait son opinion. Lord Salisbury me dit alors qu'il aurait préféré de beaucoup que l'emploi des fonds fût réglé en même temps que la conversion. Je lui ai répondu en développant de nouveau l'argument de la nécessité d'agir vite, si on voulait faire la conversion en temps utile. Il a senti qu'il lui était difficile de prendre la responsabilité de nouveaux retards après nous avoir tant fait reprocher ceux qu'il nous attribuait. Aussi, lorsque je lui ai posé la question catégoriquement, « j'aurais préféré un autre arrangement », m'a-t-il déclaré, « mais vous pouvez informer M. Ribot que j'acquiesce à sa proposition. »

WADDINGTON.

**Le comte d'Aubigny, agent et consul général de France au Caire,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

Le Caire, le 14 mai 1890.

La limitation à 1,200,000 francs de l'emprunt compris dans la conversion est acceptée par le Gouvernement égyptien qui va suspendre l'échange des pensions. Riaz-Pacha m'a prié ce matin de vous remercier de vos dispositions conciliantes et m'a répété l'assurance qu'il vous a déjà fait tenir par ses délégués au sujet du musée de Ghizeh.

L. D'AUBIGNY.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, au comte d'Aubigny,
agent et consul général de France au Caire.**

Paris, le 22 mai 1890.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint un exemplaire du projet de décret relatif à la conversion de la dette d'Égypte que j'ai paraphé hier au nom du Gouvernement de la République, avec Tigrane-Pacha et M. Palmer, agissant comme mandataires du Khédivé. Vous trouverez également

copie de la note qui m’a été remise avant l’échange des signatures par les deux délégués égyptiens. —
A. RIBOT

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE EN DATE DU 22 MAI 1890.

Nous, Khédivé d’Egypte,

Vu la loi de liquidation du 17 juillet 1880 ;

Vu nos décrets des 27 juillet 1885 et 30 avril 1888 ;

Vu le décret du 26 octobre 1878 ;

Vu la convention du 31 octobre 1878 et la convention additionnelle du 14 avril 1880, intervenues entre le Gouvernement égyptien et MM. de Rothschild and sons et MM. de Rothschild frères, de Paris ;

Vu le firman de S. M. I. le Sultan contenant l’autorisation d’émettre un emprunt de 5 millions de livres égyptiennes ;

Vu, en ce qui concerne l’emprunt de 1,300 000 livres égyptiennes effectives, prévu par le présent décret, l’avis conforme de MM. les Commissaires-Directeurs de la Caisse de la Dette publique ;

Considérant que l’Allemagne, l’Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l’Italie et la Russie ont déclaré qu’elles acceptaient le présent décret et qu’elles se sont engagées à le porter collectivement à la connaissance des autres Puissances qui ont pris part à l’établissement des tribunaux mixtes en Egypte, et à les inviter à y adhérer ;

Sur la proposition de notre Ministre des finances et l’avis conforme de notre Conseil des Ministres,

Avons décrété et décrétons :

Article premier. — Notre Ministre des finances est autorisé :

1° A créer, à un taux n’excédant pas 4 0/0, une Dette privilégiée, jusqu’à concurrence de la somme nécessaire,

a) Pour convertir ou rembourser en espèces et au pair les titres actuellement en circulation de la Dette privilégiée 5 0/0 ;

b) Pour rembourser en espèces et au pair les titres actuellement en circulation de l’emprunt 4 1/2 0/0, émis en vertu de notre décret du 30 avril 1888 ;

c) Pour produire, en vue de l’emploi déterminé à l’article 11 du présent décret, une somme effective de 1,300,000 livres égyptiennes ;

d) Pour produire la somme nécessaire à couvrir les frais incombant à notre Gouvernement dans les opérations énumérées au présent article.

2° A créer, à un taux n’excédant pas 4 0/0, une Dette domaniale, jusqu’à concurrence de la somme nécessaire,

Pour convertir ou rembourser, en espèces et au pair, les obligations domaniales hypothécaires d’Egypte 5 0/0 encore en circulation, ainsi que celles rachetées antérieurement au présent décret avec des ressources autres que le produit des aliénations ;

3° A créer, à un taux n’excédant pas 4 0/0, une Dette Daïra Sanieh, jusqu’à concurrence de la somme nécessaire.

Pour convertir ou rembourser en espèces, au taux de 85 6/0, dans les deux cas, les titres actuellement en circulation de la Dette générale de la Daïra Sanieh.

Art. 2. — La nouvelle Dette privilégiée, la nouvelle Dette Daïra Sanieh sont entièrement assimilées et substituées, respectivement à la Dette privilégiée 5 0/0, aux obligations domaniales hypothécaires d’Egypte 5 0/0 et à la Dette générale Daïra Sanieh.

Sont notamment maintenues toutes les dispositions des lois, décrets et conventions actuellement en vigueur, concernant les administrations spéciales des chemins de fer, télégraphes et port d’Alexandrie, des Domaines de l’Etat et de la Daïra Sanieh, ainsi que les affectations et garanties assurées à la Dette privilégiée 5 0/0, aux obligations domaniales hypothécaires d’Egypte et à la dette générale de la Daïra Sanieh.

Art. 3. — L'annuité de 130,000 livres égyptiennes précédemment affectée au service de l'emprunt 4 1/2 0/0 par notre décret du 30 avril 1888, sera augmentée d'une somme égale à l'intérêt des titres émis pour l'emprunt de L. E. 1,300,000 prévu par l'article premier du présent décret.

Cette annuité, ainsi majorée, sera prélevée sur la somme à laquelle ont été arrêtées les dépenses administratives par nos décrets des 27 juillet 1885, 26 janvier et 2 avril 1888 ; elle sera versée par notre Ministre des finances à la caisse de la Dette publique, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret du 30 avril 1888 ; elle fera partie intégrante des revenus affectés au service de la nouvelle Dette privilégiée.

Art. 4. — Sur les ressources affectées à la Dette privilégiée, tant par la loi de liquidation que par le présent décret et, subsidiairement, sur les ressources affectées à la Dette unifiée, la Caisse de la Dette publique prélèvera annuellement la somme de livres égyptiennes 1,086,969 correspondant à la dotation actuelle de la Dette privilégiée 5 0/0 et, en outre, le montant de l'annuité prévue à l'article 3 du présent décret.

La différence entre le total de ces prélèvements et la somme nécessaire pour assurer le service de la nouvelle Dette privilégiée sera conservée par la caisse de la Dette publique, à titre de dépôt.

L'emploi des sommes ainsi laissées en dépôt fera l'objet d'une entente ultérieure entre Notre Gouvernement et les Puissances qui ont accepté le présent décret.

Les mêmes dispositions s'appliqueront aux économies réalisées à la suite de la conversion des titres de la Dette générale de la Daira Sanieh et des obligations domaniales hypothécaires d'Égypte 5 0/0. Le montant de ces économies sera versé annuellement à la caisse de la Dette publique.

Art. 5. — Les Commissaires de la caisse de la Dette publique pourront placer en titres de la Dette égyptienne les sommes en dépôt entre leurs mains, en exécution de l'article précédent.

Les intérêts de ces titres s'ajouteront au montant principal du dépôt et seront affectés au même emploi.

Art. 6. — La nouvelle Dette privilégiée, la nouvelle Dette domaniale et la nouvelle Dette Daira Sanieh, ne pourront être remboursées avant l'expiration d'une période de quinze années, sous réserve pour la Dette domaniale et la Dette Daira Sanieh, des dispositions édictées par les articles 7, 8 et 9 du présent décret.

Art. 7. — Le produit des ventes des propriétés des Domaines de l'Etat et de la Daira Sanieh continuera à être exclusivement affecté à l'amortissement de la Dette domaniale et de la Dette Daira Sanieh, respectivement.

Seront également affectés à l'amortissement de ces dettes, les excédents des revenus nets des administrations des Domaines de l'Etat et de la Daira Sanieh, sur le montant nécessaire pour le service des coupons, dans les conditions déterminées par l'article 4 du présent décret.

Art. 8. — A partir de la promulgation du présent décret, le total des ventes effectuées dans le cours d'une même année par l'administration des Domaines de l'Etat ne pourra dépasser 300,000 livres égyptiennes.

Toutefois, si les ventes d'une année ont été inférieures à cette somme, les ventes des années ultérieures pourront être augmentées jusqu'à concurrence d'un maximum calculé à raison de 300,000 livres égyptiennes pour chaque année écoulée.

Ces dispositions seront applicables aux ventes effectuées par l'administration de la Daira Sanieh.

Art. 9. — Les sommes destinées à l'amortissement par l'article 22 de notre décret du 27 juillet 1885, modifié par l'article 4 du décret constitutif du fonds de réserve du 12 juillet 1888, seront employées jusqu'à concurrence du chiffre de 87,750 livres égyptiennes (L. 90,000) fixé par le décret précité du 27 juillet 1885, à l'amortissement de l'emprunt garanti 3 0/0.

Le surplus sera employé pour les neuf dixièmes à l'amortissement de la Dette unifiée et pour un dixième à l'amortissement de la Dette domaniale.

Art. 10. — L'amortissement prévu dans les articles 7 et 9 du présent décret s'effectuera par rachats, au cours du marché, ou par tirages et au pair lorsque le cours sera supérieur au pair.

Art. 11. — Le produit de l'emprunt de 4 300,000 livres égyptiennes prévu par l'article premier du présent décret sera versé à la caisse de la Dette publique et affecté :

1° Pour les sept dixièmes, aux travaux d'irrigation (achèvement des travaux commencés sur le crédit ouvert par la Convention de Londres, travaux de drainage et travaux ayant pour but de diminuer les « charakis ») ;

2° Pour les trois dixièmes, aux indemnités pour rachat de pensions et d'allocations.

Les sommes destinées aux travaux d'irrigation seront versées par la caisse de la Dette publique à notre Ministre des finances, au fur et à mesure de ses besoins, les sommes destinées à l'échange des pensions et allocations, après remboursement au Ministère des finances, contre justifications, du montant des échanges déjà effectués en sus du crédit de 450,000 livres égyptiennes prévu par notre décret du 30 avril 1888, seront versées directement par la caisse de la Dette publique aux ayants droit, sur mandats délivrés par notre Ministre des finances.

Art. 12. — Les Commissaires de la caisse de la Dette publique nous adresseront, après l'emploi total des sommes mentionnées à l'article qui précède, un rapport établissant cet emploi d'après les justifications qui leur seront produites.

Ce rapport sera publié au *Journal Officiel*.

Art. 13. — Il sera accordé aux porteurs de titres de la Dette privilégiée 5 0/0, d'obligations domaniales hypothécaires d'Egypte et de titres de la Dette générale de la Daira Sanieh, un délai qui ne pourra être moindre de dix jours, pour demander le remboursement de leurs titres, aux conditions fixées par l'article premier du présent décret.

Faute d'avoir demandé le remboursement dans ledit délai, leurs titres seront convertis de plein droit.

La conversion ou le remboursement sera effectué sans frais pour les porteurs qui seront tenus de faire le dépôt de leurs titres aux endroits qui seront désignés à cet effet.

Art. 14. — Les dépositaires légaux ou contractuels de titres de la Dette privilégiée 5 0/0, d'obligations domaniales hypothécaires d'Egypte et de titres de la Dette générale de la Daira Sanieh, seront autorisés à laisser s'effectuer la conversion de ces titres, si les propriétaires ne leur ont pas fait connaître, cinq jours au moins avant l'expiration du délai mentionné à l'article précédent, qu'ils optent pour le remboursement.

Art. 15. — Les titres de la Dette privilégiée 5 0/0, réservés pour assurer le règlement des dettes de la liquidation, seront convertis par les soins de la caisse de la Dette publique, conformément aux dispositions du présent décret ; les sommes payées en espèces, à titre de soulte s'il y a lieu, seront placées par la caisse de la Dette publique au profit de la liquidation.

Les sommes stipulées payables en titres aux termes de l'article 69 de la loi de liquidation, seront payables en titres de la nouvelle Dette privilégiée, au cours de la veille du jour où la caisse de la Dette publique en effectuera la délivrance aux ayants droit, toutes les fois que ce cours sera au-dessous du pair ; dans le cas contraire, ces sommes seront payées en espèces.

Les titres seront délivrés, munis du coupon en cours lors de cette délivrance.

Art. 16. — Les titres de la Dette privilégiée 5 0/0, les obligations domaniales hypothécaires d'Egypte et les titres de la Dette générale de la Daira Sanieh, dont les porteurs auront demandé le remboursement dans les formes et délais prescrits, ainsi que tous les titres de l'emprunt 4 1/2 0/0, seront remboursés, à des dates qui seront fixées ultérieurement.

Le remboursement comprendra le paiement en espèces du capital, dans les conditions spécifiées à l'article premier du présent décret, ainsi que le paiement en espèces des intérêts courus jusqu'au jour fixé pour le remboursement.

Art. 17. — Les coupons des nouvelles Dettes seront payés en or, en Egypte, à Berlin, à Londres et à Paris, aux mêmes dates et conditions de change que les coupons des Dettes auxquelles elles sont substituées.

Art. 18. — Des décrets ultérieurs rendus sur la proposition de notre Ministre des finances indiqueront :

Les dates à partir desquelles les intérêts cesseront de courir sur les titres de la Dette privilégiée 5 0/0, de l'emprunt 4 1/2 0/0 sur les obligations domaniales d'Egypte 5 0/0 et sur les titres de la Dette générale de la Daira Sanieh ;

Le mode d'établissement des comptes d'intérêts et le mode de versement des intérêts afférents à l'année financière en cours ;

Les dates, délais et, en général, toutes les formalités, soit pour la conversion, soit pour le remboursement ;

Les soultes à payer, s'il y a lieu, aux porteurs de titres convertis ;

Le mode d'annulation éventuelle des titres ;

Les prix, conditions et dates des émissions ;

Les dates d'expiration de la période prévue à l'article 6 du présent décret ;

Le taux d'intérêt de chacune des nouvelles dettes ;

Et, en général, le mode d'exécution de toutes les opérations visées par le présent décret.

Art. 19. — Les porteurs de la Dette privilégiée 5 0/0, de l'emprunt 4 1/2 0/0, des obligations domaniales hypothécaires d'Egypte 5 0/0 et de la Dette générale de la Daira Sanieh seront déchus, quinze ans après la promulgation des décrets visés à l'article précédent, du droit de réclamer les sommes ou titres nouveaux qui pourront leur être dus, par suite du remboursement ou de la conversion de leurs anciens titres.

Le bénéfice résultant de ces prescriptions sera employé à l'amortissement de la Dette unifiée, par les soins de la caisse de la Dette publique.

Art. 20. — Sont formellement maintenues toutes les dispositions des lois et décrets en vigueur, en tant qu'elles ne sont pas contraires à celles du présent décret.

Notre Ministre des finances est chargé de l'exécution du présent décret.

Paris, le 21 mai 1890.

TIGRANE. PALMER. A. RIBOT.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 22 MAI 1890.

MM. Palmer et Tigrane-Pacha, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.

Paris, le 21 mai 1890.

Dans le contre-projet de décret pour la conversion communiqué aux soussignés comme ayant reçu l'agrément de M. Ribot, le paragraphe C de l'article premier est rédigé comme suit :

« C. Pour produire, en vue de l'emploi déterminé à l'article 11 du présent décret, une somme effective de 1,200,000 livres égyptiennes.

« Cette somme pourra être augmentée jusqu'à concurrence de 1,300,000 livres égyptiennes effectives, pourvu que l'augmentation résultant de l'emprunt émis en 1888 et des opérations autorisées par le présent décret, ne dépasse pas les limites fixées par le firman d'avril 1888. »

Les soussignés prient M. le Ministre des Affaires étrangères du Gouvernement de la République française de vouloir bien consentir à la fixation sans restriction de l'emprunt à un chiffre de Liv. égypt. 1,300,000 effectives et à la suppression du second alinéa du paragraphe précité.

En faisant cette demande, les soussignés sont autorisés à déclarer que le

Gouvernement de S. A. le Khédive est résolu à ne contracter aucun autre emprunt en vertu du firman d'avril 1888.

TIGRANE. E. PALMER.

**Lord Lytton, ambassadeur de S. M. Britannique à Paris,
à M. Ribot, ministre des affaires étrangères.**

(Note verbale).

27 mai 1890.

Sur la demande du Gouvernement khédivial, le Gouvernement de la Reine donnera immédiatement son approbation au projet de décret pour la conversion de la Dette égyptienne. L'article 4 du décret comprend une disposition d'après laquelle l'emploi des économies réalisées à la suite de la conversion sera l'objet d'une entente ultérieure entre les Puissances.

Toutefois le Gouvernement de la Reine croit devoir constater qu'à son avis le bien-être de l'Égypte exige qu'une somme qui ne dépassera pas 150,000 livres sterling sera désormais consacrée à la suppression de la corvée afin d'éviter la taxe qu'il serait nécessaire autrement de percevoir. La façon d'employer le reste des économies serait réservée pour considération ultérieure.

Le Gouvernement de la Reine espère que le Gouvernement de la République se ralliera à cette manière de voir et y donnera désormais son assentiment.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Jusserand, chargé
d'affaires de France à Londres.**

Paris, le 28 mai 1890.

M. l'Ambassadeur de la Grande-Bretagne est venu m'annoncer hier que le Cabinet de Londres donne son assentiment au projet de décret proposé, d'accord avec nous, par le Gouvernement khédivial pour la conversion de la Dette égyptienne. J'ai pris acte de la promesse faite par le Gouvernement anglais d'accepter le projet présenté par le Cabinet khédivial. Sans préjuger en rien le sens de notre réponse en ce qui concerne l'emploi d'une somme de 150,000 livres pour l'abolition de la corvée, je me suis borné à dire à lord Lytton que j'apprécierais volontiers, pour ma part, l'intérêt que pouvait présenter pour l'Égypte une nouvelle diminution des charges résultant de la corvée, et j'ai promis d'entretenir prochainement le Conseil des ministres de cette proposition qui rentre d'ailleurs dans la catégorie des questions relatives à l'emploi des profits de la conversion, et que nous avons réservées comme devant faire l'objet d'une entente ultérieure entre toutes les puissances.

A. RIBOT.

**M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à M. Waddington,
ambassadeur de France à Londres.**

Paris, le 29 mai 1890.

Ma lettre d'hier vous a fait connaître les termes dans lesquels j'ai répondu à la communication que lord Lytton a été chargé de me faire au sujet de l'affectation d'une partie des économies à provenir de la conversion égyptienne à l'abolition de la corvée. Cette communication se bornait, d'ailleurs, à exposer la manière de voir du gouvernement anglais à cet

égard, en exprimant l'espoir que nous y conformerions la nôtre. Nous sommes naturellement disposés à examiner la question, dans le même esprit dont nous nous sommes toujours montrés animés pour tout ce qui concerne le bien-être du peuple égyptien, lorsqu'elle sera soumise par le gouvernement khédivial aux puissances signataires de la Convention de Londres. Il suffit, d'ailleurs, de se reporter au projet de décret sur la conversion qui vient de recevoir l'assentiment du Cabinet de Londres, pour constater que le gouvernement égyptien ne pourra prendre utilement aucune initiative dans ce sens, avant que l'opération qui en fait l'objet soit achevée. Vous voudrez bien donner sans retard connaissance à lord Salisbury des indications contenues dans cette dépêche, dont vous pourrez, s'il en exprime le désir, laisser copie à Sa Seigneurie.

J'ai appris que le gouvernement anglais avait fait remettre aux puissances une note identique à celle que lord Lytton m'a laissée. Je tiens à ce que ma réponse parvienne le plus tôt possible à lord Salisbury.

A. RIBOT.

M. Ribot, ministre des affaires étrangères, aux ambassadeurs de la République à Londres, à Saint-Petersbourg, à Vienne, à Berlin et près S. M. le Roi d'Italie.

Paris, le 17 juin 1890.

L'accord qui s'est établi entre le gouvernement du Khédivé et les puissances signataires de la Convention de Londres au sujet de la conversion de la Dette égyptienne est entré dans la période d'exécution. La dette privilégiée, comme il a été convenu, a été convertie la première, et le Gouvernement égyptien n'a pas à regretter les circonstances qui l'ont amené à différer cette opération ; car elle paraît s'être accomplie, même si l'on tient compte du retard ainsi apporté à la réalisation de l'économie qu'elle comporte, dans des conditions plus avantageuses pour l'Égypte, que s'il y avait été procédé dès le mois de juin 1889.

Les dispositions dont nous nous sommes invariablement inspirés durant tout le cours de la négociation me dispensent d'insister sur la satisfaction que ce résultat devait nous causer à nous-mêmes. Il atteste la confiance qu'inspire le crédit de l'Égypte, ses ressources propres et les garanties de sécurité qu'elle présente. Venant après les témoignages que le gouvernement anglais et ses agents se sont accordés, dans les derniers temps, à porter dans le même sens, la facilité avec laquelle s'est accomplie cette opération peut être envisagée assurément comme une preuve décisive que le rétablissement de l'ordre est aujourd'hui complet en Égypte et qu'aucun danger apparent n'en menace le maintien. En présence d'une telle situation, il était difficile de se soustraire aux conclusions qui s'en dégagent. Nous avons été ainsi amenés à nous demander s'il n'était pas permis de considérer désormais comme prochain le jour où, conformément aux engagements pris par l'Angleterre, l'Égypte devra être rendue à elle-même. Mais entre le régime actuel et celui de l'avenir, il y a à prévoir une période de transition, dont, pour notre part, confiants dans les engagements que je viens de rappeler, nous n'avons cessé de nous préoccuper et qui mérite aujourd'hui de fixer l'attention des gouvernements qui s'intéressent à l'Égypte et à ses créanciers.

Elle implique, en effet, un ensemble de mesures qui ne sauraient être trop soigneusement étudiées, et dont l'examen, par suite, ne saurait être

trop promptement abordé. L'emploi des économies provenant de la conversion fournit aux cabinets une occasion naturelle de procéder de concert à cette étude, et de s'entendre avec la puissance souveraine et le gouvernement du Khédivé sur les dispositions transitoires qui, tout en facilitant à l'Égypte les moyens de rentrer dans la plénitude des conditions indispensables à l'exercice de ses droits, se trouveront ainsi ne la grever d'aucune charge nouvelle.

Parmi ces mesures, il en est une qui paraît devoir s'imposer la première à l'attention des puissances ; c'est la réorganisation de l'armée égyptienne dans certaines conditions. Le gouvernement anglais, d'ailleurs, en se plaçant au point de vue où nous l'envisageons, nous-mêmes, l'a signalée avec nous, dès 1886, comme la plus nécessaire.

Dans les entretiens que notre ambassadeur à Londres a eu à suivre à cette époque avec lord Salisbury et qui lui ont permis de recueillir l'assurance que le gouvernement anglais, loin de vouloir rester indéfiniment dans la vallée du Nil, était décidé à l'évacuation, pourvu qu'il lui fût permis de retirer honorablement ses troupes, le premier Ministre de la Reine, examinant avec M. Waddington les précautions qu'il y avait lieu de prendre de commun accord en vue de ce départ, constatait tout particulièrement la nécessité de doter l'Égypte d'une force militaire solidement organisée, suffisante pour garantir la sécurité sur la frontière du Soudan, qui était alors menacée, et dans l'Égypte proprement dite. Il entra même dans le détail de cette réorganisation, en marquant ainsi l'importance que le Cabinet de Londres attachait comme nous à une question aussi étroitement liée à celle de l'évacuation. Elle ne saurait présenter moins d'intérêt à ses yeux, aujourd'hui que la situation satisfaisante de l'Égypte permet d'envisager comme de plus en plus rapproché le moment où ce pays sera de nouveau en état de suffire par lui-même à sa défense et à sa sécurité intérieure.

Il conviendrait donc, avant toutes choses, de déterminer la somme qu'il serait nécessaire de prélever sur les économies résultant de la conversion, pour assurer la reconstitution de l'armée égyptienne dans des conditions répondant aux préoccupations qui nous sont ainsi communes, sur un point essentiel, avec le gouvernement britannique. Un échange de vues paraît dès lors indiqué au sujet de cette question ; et si, comme l'accueil fait à l'idée d'une entente sur l'emploi des produits de la conversion autorise à l'espérer, cette façon de procéder ne soulève pas d'objection, le gouvernement égyptien pourrait être invité à soumettre aussi promptement que possible aux puissances des propositions qui seraient examinées par elles de concert avec la Porte.

Mais il est un premier point se rattachant à l'emploi des économies produites par la Conversion, sur lequel les Cabinets sont dès à présent en mesure d'établir entre eux l'entente prévue par l'article 4 du décret khédivial. Le gouvernement égyptien vient de s'adresser aux Puissances pour obtenir l'autorisation d'appliquer une somme de 150,000 L. E. à l'abolition complète de la corvée.

Vous savez que, d'après les calculs du gouvernement khédivial, le montant des bénéfices provenant de la conversion ne serait pas inférieur à 350,000 L. E. Il ne paraît pas douteux que sur cette somme totale, même après les prélèvements nécessités par la réorganisation de l'armée égyptienne, et par les autres mesures destinées à préparer l'évacuation, il ne

reste des ressources suffisantes pour alléger les charges de l'Égypte, en permettant d'assurer, aussi complètement que possible, l'abolition de la Corvée.

Je n'ai pas à rappeler ici dans quel sens, à ce point de vue, l'action de la France s'est toujours exercée en Égypte : nous sommes donc tout disposés, pour ce qui nous concerne, à seconder l'initiative que le gouvernement du Khédive a décidé de prendre dans une question qui touche au bien-être du peuple égyptien. Seulement, dans l'intérêt même de l'œuvre qu'il s'agit de favoriser, il nous paraîtrait nécessaire de s'entendre sur certaines garanties, conformes d'ailleurs à l'esprit des institutions financières qui ont si efficacement contribué à relever le crédit de l'Égypte et à développer sa prospérité.

Il n'y aurait assurément rien que de normal à ce que la Commission de la Dette, par application des principes qui ont présidé à sa création, fût chargée de contrôler l'emploi des fonds qui seraient consacrés à l'abolition de la corvée ; elle présenterait, à la fin de l'année, un rapport spécial sur cet objet. Ce serait également et, en vertu des mêmes règles, sur l'avis unanime de la Commission que l'affectation dont il s'agit serait inscrite au budget, en tenant compte naturellement pour chaque exercice de l'ensemble des ressources du Trésor égyptien et, par exemple, lorsque le moment sera venu, des disponibilités qu'il attend, dans un avenir très rapproché, de l'exécution de certaines clauses des arrangements financiers passés avec la Compagnie du Canal de Suez. Nous nous bornerons aujourd'hui à indiquer ces points que les puissances verront sans doute comme nous intérêt à examiner avec le gouvernement égyptien. En attendant, si l'Administration khédiviale ne trouvait pas dans ses réserves actuelles les fonds nécessaires à la suppression de la corvée, nous nous prêterions volontiers pour notre part, dès cette année, à lui accorder l'autorisation qu'elle demande de prélever une somme suffisante sur les économies provenant de la conversion. Nous ne doutons pas que, de son côté, le gouvernement égyptien ne prenne ses dispositions pour mettre, d'ici à la fin de l'année, les puissances en état de réaliser l'entente visée par le décret khédivial, en les saisissant des propositions qu'il aura été invité à leur soumettre dans les conditions indiquées plus haut, au sujet des mesures destinées à préparer le retour de l'Égypte à un régime plus normal.

Telles sont, Monsieur l'Ambassadeur, les vues que m'ont suggérées la situation actuelle de l'Égypte et les premiers effets de l'arrangement financier qui vient de créer un nouveau lien entre son gouvernement et les puissances signataires de la Convention de Londres. Vous voudrez bien, en en faisant part au Ministre des affaires étrangères, lui laisser copie de la dépêche qui les contient. Elles permettront, aux gouvernements de Londres, de Saint-Petersbourg, de Vienne, de Berlin et de Rome, de se rendre exactement compte de la façon dont nous envisageons les questions qui se rattachent à l'Égypte et dont nous souhaiterions qu'on les envisagât autour de nous.

La France, ai-je à le dire, n'entend assumer dans ces questions la responsabilité d'aucune action isolée parce qu'elle ne poursuit aucun avantage particulier qui puisse tourner au détriment d'autrui. Les derniers incidents lui ont fourni l'occasion de constater, une fois de plus, que ses intérêts ne sont point opposés à ceux de l'Europe, pas plus qu'ils ne vont à la rencontre des droits du Sultan ; aussi est-ce avec une confiance égale

à notre désir d'entente que nous avons jugé le moment opportun pour faire appel au concours de l'Angleterre et des puissances en vue de préparer, de concert avec la Porte, le règlement des difficultés relatives à la situation de l'Egypte dans les conditions les plus propres à concilier les divers intérêts en jeu avec les égards dus à des susceptibilités trop légitimes pour que, en ce qui nous concerne, nous n'ayons pas tout particulièrement à cœur de les ménager.

A. RIBOT.

M. Waddington, ambassadeur de la République française à Londres, à M. Ribot, ministre des affaires étrangères, à Paris.

Londres, le 22 juin 1890.

J'ai donné lecture hier à lord Salisbury de votre dépêche du 17 juin, relative aux affaires d'Egypte, et je lui en ai remis copie.

WADDINGTON.

X

IMPOT DU TIMBRE ET DES PATENTES.

(1884-1892).

M. Barrère, agent et consul général de France au Caire, à M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 23 février 1884.

Le Ministre des affaires étrangères du Khédive vient de m'adresser deux projets de loi relatifs à l'établissement d'impôts nouveaux qui seraient perçus sous forme de droits de timbre et de patentes et qu'il serait dans les intentions du Gouvernement égyptien de rendre applicables aux Européens.

J'estime que, dans les circonstances actuelles, la réponse à faire aux ouvertures de Nubar-Pacha ne comporte aucune urgence et qu'il y a lieu, tout au moins, de réserver pour le moment notre appréciation.

CAMILLE BARRÈRE.

M. Barrère, agent et consul général de France au Caire, à M. Jules Ferry, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 4 mai 1884.

A la date du 23 février dernier, j'ai eu l'honneur de vous entretenir de deux projets de loi sur le timbre et sur les patentes que le Gouvernement égyptien avait élaborés en vue de les appliquer aux étrangers résidant en Egypte. Depuis lors, j'ai appris officieusement que, devant les critiques unanimes que son œuvre soulevait dans le public, le gouvernement du Khédive se désistait provisoirement de ses prétentions et que, s'il était amené ultérieurement à les reproduire, ce serait sous une forme nouvelle.

CAMILLE BARRÈRE.

Le comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 7 juin 1886.

Nubar-Pacha vient de m'adresser un projet de loi sur l'impôt du timbre, en me demandant de m'employer pour que le gouvernement de la République y donne, le plus tôt possible, son assentiment.

Je m'empresse de vous transmettre, ci-joint, le texte de ce projet avec la copie de la lettre que le premier ministre du Khédive m'a écrite à ce sujet.

J'estime qu'en ce qui nous concerne nous ne devons pas nous hâter d'y adhérer.

Aux termes de la Déclaration de Londres (1), nous nous sommes simplement engagés à entreprendre, de concert avec le Cabinet khédivial, l'étude d'un projet de loi sur le timbre. Mais en nous interdisant de revenir sur le principe de cette taxe, nous sommes certainement restés libres d'examiner à loisir le texte des dispositions législatives destinées à appliquer le nouveau droit à nos nationaux.

D'AUNAY.

ANNEXE I A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE, EN DATE DU 7 JUIN 1886.

Nubar-Pacha, au comte d'Aunay, agent et consul général de France au Caire.

(*Circulaire.*)

Le Caire, le 31 mai 1886.

Aux termes de l'article 2 de la Convention signée à Londres, le 15 mars 1883, les puissances ont déclaré accepter l'application à leurs nationaux, comme sujets locaux, du droit de timbre, et se sont engagés à entreprendre, de concert avec le Gouvernement égyptien, l'étude du projet de loi établissant cet impôt.

Le Gouvernement égyptien ayant intérêt à promulguer, sans plus de retard, ladite loi, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le projet qu'il a préparé, en vous priant de vouloir bien le soumettre à l'examen du Cabinet de Paris.

Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Comte, de me prêter votre obligeant concours afin que l'avis du Gouvernement de la République sur ce projet soit communiqué, le plus tôt possible, au Gouvernement égyptien.

N. NUBAR.

ANNEXE II A LA DÉPÊCHE POLITIQUE DU CAIRE EN DATE DU 7 JUIN 1886.

Projet de loi sur le timbre.

TITRE PREMIER. — DE L'ÉTABLISSEMENT DES DROITS.

CHAPITRE PREMIER. — Dispositions Préliminaires.

Article premier. — L'impôt du timbre est établi sur tous les papiers destinés aux actes civils et judiciaires, aux écritures qui peuvent être produites en justice et y faire foi, aux affiches et aux journaux.

Art. 2. — Cet impôt est, suivant les cas ci-après indiqués, d'un droit gradué en raison des sommes exprimées, d'un droit fixe ou d'un droit établi d'après la dimension du papier dont il est fait usage.

(1) Voir les Documents diplomatiques relatifs à la Convention de Londres du 17 mars 1885. — Égypte 1885, p. 43.

Art. 3. — Les papiers destinés au timbre, qui seront débités par l'Administration, porteront un filigrane particulier imprimé dans la pâte même.

Chaque feuille de papier portera l'empreinte de deux timbres : l'un de ces timbres portant le mot « Egypte » sera gravé pour être frappé à sec ; l'autre, portant le prix du papier, sera gravé pour être appliqué en noir.

Les timbres mobiles qui seront vendus par l'Administration et dont l'usage sera admis dans les cas autorisés par la présente loi, porteront les mots « Gouvernement égyptien » et le prix.

Toute personne qui voudra se servir de papiers autres que ceux de l'Administration sera admise à les faire timbrer avant d'en faire usage.

Ces papiers seront frappés avec des timbres noirs portant les mêmes indications que les timbres apposés sur les papiers vendus par l'Administration.

Toutes les indications qui doivent être portées sur les timbres seront gravées en arabe et en français.

Des spécimens de tous les papiers et timbres mobiles vendus par l'Administration et des empreintes des timbres destinés au timbrage à l'extraordinaire devront être déposés dans les greffes de tous les tribunaux mixtes ou indigènes, chez les Moudirs des provinces et les Gouverneurs des villes.

CHAPITRE II. — Du droit proportionnel.

§ 1^{er}. — Des effets négociables ou de commerce.

Art. 4. — Sont assujettis au droit de timbre proportionnel les lettres de change, billets à ordre ou au porteur, et tous autres effets négociables ou de commerce, tirés d'Égypte sur l'Égypte ou sur un pays étranger, à l'exception des chèques, qui tomberont sous l'application des règles spéciales prévues par les articles 29 et suivants.

Ce droit est perçu d'après la somme énoncée et est fixée ainsi qu'il suit :

A P.	0 20 (3/10 1 P.)	pour les effets de P. E. 1,000 et au dessous.
—	1 00	pour ceux au-dessus de 1.000 jusqu'à 2.000
—	2 00	— 2.000 — 4.000
—	3 00	— 4.000 — 6.000
—	4 00	— 6.000 — 8.000
—	5 00	— 8.000 — 10.000
—	10 00	— 10.000 — 20.000
—	15 00	— 20 000 — 30.000
—	20 00	— 30.000 — 40.000
—	25 00	— 40.000 — 50.000
—	30 00	— 50.000 — 60.000
—	35 00	— 60.000 — 70.000
—	40 00	— 70.000 — 80.000
—	45 00	— 80.000 — 90.000
—	50 00	— 90.000 — 100.000

Et à P. E. 3 pour chaque P. E. 10,000 ou fraction de P. E. 10,000.

Art. 5. — Les effets venant de l'étranger et payables dans un autre pays étranger ou en Égypte, seront soumis au timbre avant qu'ils puissent être négociés, acceptés ou acquittés en Égypte et le droit sera payé d'après la quotité fixée par l'article 4.

Art. 6. — Pour la perception des droits, les monnaies étrangères qui ne seront pas tarifées par le Gouvernement égyptien, seront comptées chaque année d'après leur valeur au 31 décembre de l'année précédente, valeur que le Gouvernement établira et fera connaître par un avis inséré au *Journal officiel*.

Art. 7. — Les lettres de change ou autres effets de commerce tirés par première, seconde, troisième, etc., ne devront acquitter le droit que pour les expéditions mises en circulation ; cependant, le paiement pour l'une des expédi-

tions qui n'est pas mise en circulation ne pourra pas être invoqué pour motiver l'exemption de celle qui est en circulation.

Art. 8. — En cas de contravention aux articles 4 à 7, le souscripteur, l'accepteur, le bénéficiaire ou premier endosseur en Egypte de l'effet non timbré, seront passibles chacun d'une amende de 5 p. 0/0 du montant de l'effet.

Si la contravention ne consiste que dans l'emploi d'un timbre inférieur à celui qui devait être employé, il ne sera perçu de droit et d'amende que sur la somme pour laquelle le droit de timbre n'aurait pas été payé ; — le tiré qui aura refusé d'accepter un effet pour le seul motif que l'effet n'était pas timbré conformément à la loi ne pourra être tenu de rembourser les frais de protêt.

Les contrevenants seront soumis solidairement au paiement du droit de timbre et des amendes prononcées par le présent article ; le porteur sera tenu de faire l'avance de ce droit et de ces amendes sauf son recours contre ceux qui en seront passibles.

Art. 9. — Il est interdit à toutes personnes, sociétés, administration publique, ou établissement de banque, d'encaisser ou de faire encaisser pour leur compte, ou pour compte d'autrui, des effets négociables ou de commerce non timbrés, et ce sous peine d'une amende de 5 p. 0/0 du montant des effets encaissés.

Art. 10. — On pourra acquitter le droit de timbre des effets désignés à l'article 4, soit en rédigeant ces effets sur des papiers timbrés vendus par l'Administration ou sur des formules préalablement timbrées à l'extraordinaire, soit en apposant un timbre mobile sur l'effet dans les conditions fixées au titre III. Les effets désignés à l'article 5 seront timbrés au moyen de timbres mobiles.

L'Administration ne mettra pas en vente de coupons timbrés et de timbres mobiles d'un prix supérieur à P. E. 50.

Les personnes qui voudraient employer des coupons vendus par l'Administration pour des effets de plus de P. E. 100,000 devront apposer des timbres mobiles pour compléter le droit exigible.

Les coupons vendus par l'Administration auront une longueur de 0 m. 25 et une hauteur de 0 m. 85.

§ II. — Des actions et obligations des sociétés.

Art. 11. — Toute société, compagnie, ou entreprise quelconque, financière, commerciale, industrielle ou civile ayant son siège social en Egypte ou qui existe en vertu d'un firman du Gouvernement égyptien, qui émet, soit en Egypte, soit dans un pays étranger, des actions ou obligations dont la cession, pour être parfaite à l'égard des tiers, n'a pas besoin d'être signifiée au débiteur cédé ou d'être acceptée par lui dans un acte ayant date certaine, doit payer un droit de timbre d'un quart pour cent sur le capital nominal de ces actions et obligations.

Art. 12. — Dans le mois de sa constitution et dans tous les cas, cinq jours avant toute émission, la société, compagnie ou entreprise, devra faire, au bureau du receveur du timbre dans le ressort duquel elle aura son siège social, une déclaration, inscrite sur le registre du receveur et signée par le représentant légal de la société, indiquant le capital nominal des actions ou obligations dont l'émission a été autorisée par la société, ainsi que la date de l'ouverture et de la clôture de l'émission.

Le receveur ne devra pas recevoir la déclaration dont il s'agit sans exiger le paiement préalable du droit de un quart pour cent fixé à l'article précédent.

Art. 13. — Si, pendant son existence, la société émet de nouvelles actions ou obligations, elle devra payer les droits et faire la déclaration prescrite par l'article précédent cinq jours avant l'émission.

Art. 14. — Toute contravention aux articles 12 et 13 sera punie d'une amende de 5 p. 0/0 du capital nominal des titres émis sans déclaration préalable.

Art. 15. — Dans les six mois qui suivront la clôture d'une émission, la société, compagnie ou entreprise pourra, en fournissant la preuve que l'émission a

échoué pour tout ou pour partie, demander et obtenir le remboursement des droits afférents au capital nominal non souscrit.

Le remboursement ne pourra être effectué qu'en vertu d'une décision du ministre des finances.

Passé le délai de six mois, le droit sera irrévocablement acquis au Trésor.

Art. 16. — Dans les six mois de la promulgation de la présente loi, toutes les sociétés désignées à l'article 12 devront, sous peine d'une amende de P. E. 1,000 par chaque jour de retard, faire, dans les formes tracées par l'article 15, la déclaration de toutes les actions et obligations qu'elles ont déjà émises, en indiquant le capital nominal de ces actions et obligations.

Le droit de un quart pour cent sera dû sur ce capital, un dixième du droit devra être payé au moment même de la déclaration.

Le paiement du surplus sera réparti entre neuf trimestrialités.

Art. 17. — En cas de retard dans le paiement des trimestrialités, la société, compagnie, etc., devra P. E. 100 par jour de retard, à titre d'amende.

Le droit de un quart pour cent devra être avancé par la société, compagnie, etc., quels que soient les statuts.

En cas de fausse déclaration, la société, compagnie, etc., sera passible de l'amende édictée par l'article 14.

Art. 18. — Dès que la déclaration prescrite par les articles 12, 13 et 16 aura été faite, le public en sera informé par un avis que l'Administration du Timbre fera insérer au *Journal officiel*. Cet avis équivaudra à l'apposition du timbre.

Art. 19. — Les actions et obligations des sociétés, compagnies, entreprises, communes, départements et établissements étrangers ne pourront être négociées en Egypte sans avoir été au préalable visées pour timbre par les receveurs du timbre au droit de un quart pour cent de leur capital nominal.

Art. 20. — Il est interdit aux banques, aux courtiers, à toutes personnes et à tous établissements, sous peine d'une amende de P. E. 1,000 pour chaque contravention, de coter, de négocier ou concourir à la négociation d'actions et obligations n'ayant pas supporté les droits de timbre, qu'il s'agisse des valeurs égyptiennes désignées aux articles 11 et 16 ou des valeurs étrangères mentionnées à l'article 19.

CHAPITRE III. — *Du droit fixe.*

§ 1^{er}. — Des journaux.

Art. 21. — Les journaux, écrits ou publications périodiques traitant de matières politiques, qui se publient en Egypte, sont soumis à un droit de 2 paras (un demi-dixième de P.) par exemplaire.

Art. 22. — Le droit établi par l'article 21 ne pourra être payé que par le timbrage à l'extraordinaire. Le timbre des journaux devra être apposé en tête de la première page.

Art. 23. — Toute contravention aux articles 21 et 22 sera punie d'une amende de P. E. 200 par chaque exemplaire non timbré. Cette amende sera à la charge de l'imprimeur, nonobstant toute stipulation contraire.

Toutefois, les éditeurs-gérants et imprimeurs desdits journaux, écrits ou publications périodiques seront solidairement tenus du paiement du droit des amendes.

§ II. — Des bulletins de pesage.

Art. 24. — Les peseurs publics ne pourront délivrer les bulletins de pesage que sur des formules revêtues du timbre de 10 paras (deux dixièmes et demi de P.) qui seront vendus par l'Administration,

Art. 25. — Toute contravention à l'article précédent sera punie d'une amende de P. E. 20.

§ III. — Des reçus et quittances.

Sont assujettis au droit de timbre de 20 paras (cinq dixièmes de P.) les quittances pures et simples, reçus ou décharges de sommes, titres, valeurs ou objets,

et généralement tous les titres de quelque nature qu'ils soient, signés ou non, qui emporteraient libération, reçu ou décharge.

Les quittances des sommes inférieures à P. E. 50 sont exemptes de tout droit à moins qu'il ne s'agisse d'un acompte ou d'une quittance finale sur plus forte somme.

Sont également exemptes de droit les quittances des sommes versées aux caisses d'épargne ou retirées de ces établissements.

Le droit de quittance de 20 paras sera dû :

1^o Sur les billets de chemins de fer supérieurs à P. E. 10 et sur les récépissés de bagages ou marchandises délivrés par le chemin de fer, quelle que soit la somme payée pour le transport ; mais la décharge des bagages ou des marchandises donnée par le destinataire sera exempte de droit de timbre ;

2^o Sur les récépissés délivrés par la poste pour des groupes ou des sommes supérieures à P. E. 50 ; il ne sera rien dû pour tous autres récépissés délivrés par la poste ainsi que pour toute décharge donnée à la poste par le destinataire pour des sommes ou objets transportés ;

3^o Sur les récépissés délivrés par une administration de télégraphes quand le coût de la dépêche sera supérieur à P. E. 50.

Les reçus des dépêches télégraphiques délivrés par le destinataire seront exempts de timbre.

Art. 27. — Le droit établi par l'article précédent pourra être payé, soit par le timbrage à l'extraordinaire, soit par l'apposition de timbres mobiles.

Un règlement sera fait avec l'Administration des chemins de fer pour le versement à la Caisse centrale du Ministère des finances des droits de timbre sur les billets et sur les récépissés, droits qui seront indépendants de ceux actuellement perçus par les chemins de fer et ne pourront être assimilés aux recettes de cette administration.

Art. 28. — Toute contravention à l'article 26 sera punie d'une amende de P. E. 100.

Le droit est à la charge du débiteur ; cependant lorsque c'est une administration gouvernementale dont les revenus sont affectés ou non à la dette publique qui est débiteur, le droit est à la charge du créancier, même lorsqu'il s'agit des quittances fournies par les fonctionnaires pour leur traitement.

Toute personne qui a donné reçu, quittance ou décharge sans le timbrer régulièrement est tenue personnellement, nonobstant toutes stipulations contraires, du montant des droits, frais et amendes.

§ IV. — Des chèques.

Art. 29. — Sont assujettis au droit fixe de P. T. 0.20 (cinq dixièmes de piastre) les chèques et tous mandats de paiements tirés d'Egypte sur l'Egypte ou sur l'étranger, qui servent au tireur à effectuer le retrait à son profit ou au profit d'un tiers de tout ou partie des fonds portés à son crédit chez le tiré. Pour que le droit proportionnel ne soit pas exigible, il faut qu'il y ait provision au moment de la souscription et que le tiré soit obligé de payer à présentation.

Art. 30. — Les chèques venant de l'étranger seront soumis au droit fixé par l'article précédent avant qu'ils puissent être négociés, acquittés ou payés en Egypte.

Art. 31. — Le tireur, le bénéficiaire ou premier endosseur, le premier endosseur en Egypte pour les chèques venant de l'étranger, l'encaisseur et le payeur d'un chèque non timbré, sont passibles chacun d'une amende de 3 p. 0/0 de la somme exprimée, et sont tenus, solidairement avec le porteur, du paiement du droit et des amendes sauf leur recours contre qui de droit.

Si le paiement ne doit pas être fait à vue ou s'il n'y a pas provision préalable, les droits et amendes doivent être perçus conformément au paragraphe premier du chapitre II.

Le tiré qui n'aura pas payé un chèque pour le seul motif que le chèque n'était pas timbré conformément à la loi, ne pourra être tenu de rembourser les frais de protêt.

Art. 32. — Le droit de timbre des chèques peut être payé soit par le timbrage à l'extraordinaire, soit par l'apposition de timbres mobiles dans les conditions fixées au titre III.

Les chèques venant de l'étranger seront timbrés au moyen de timbres mobiles.

§ V. — Des actes de l'Etat civil.

Art. 33. — Sont assujettis au droit fixe de 1 piastre égyptienne les billets de naissance et contrats de mariage.

§ VI. — Des assurances.

Tout contrat d'assurance maritime, sur la vie ou contre l'incendie, doit être fait sur papier timbré au droit de 3 piastres égyptiennes. Les avenants sont soumis au même droit.

Chaque exemplaire du contrat doit être fait sur papier timbré.

Le droit ne pourra être perçu que sur le timbre à l'extraordinaire.

Toute contravention rendra l'assureur et l'assuré passibles chacun d'une amende de 400 piastres égyptiennes. Ils seront solidaires pour le paiement des droits et amendes.

§ VII. — Des connaissements.

Art. 35. — Pour chaque connaissement créé en Egypte, l'expédition ou exemplaire dont le capitaine doit être porteur sera établi sur papier timbré au droit de 6 piastres égyptiennes; le droit pourra être payé soit par le timbrage à l'extraordinaire, soit par l'emploi du papier vendu par l'Administration.

Art. 36. — Pour les connaissements venant de l'étranger, l'expédition ou exemplaire qui est entre les mains du capitaine sera soumise au visa pour timbre au droit de 3 piastres égyptiennes; ce visa pour timbre sera donné par les agents des douanes spécialement chargés de cette recette du timbre. Les timbres mobiles nécessaires pour le visa seront vendus par le Ministère des finances aux agents des douanes qui bénéficieront d'une remise de 4 p. 0/0.

Art. 37. — Moyennant paiement des droits fixés par les articles précédents pour les expéditions en possession du capitaine, les autres expéditions des connaissements sont exemptes de tout droit de timbre.

Art. 38. — Les capitaines de navires égyptiens et étrangers devront exhiber aux agents des douanes soit à l'entrée, soit à la sortie, les connaissements dont ils sont porteurs.

Art. 39. — Toute contravention à l'article 35 sera punie d'une amende de 200 piastres égyptiennes. Le capitaine, l'armateur et l'expéditeur seront tenus solidairement au paiement du droit et de l'amende.

Tout capitaine qui, à l'entrée ou à la sortie, aurait refusé de représenter un connaissement sera passible d'une amende de 200 piastres turques.

CHAPITRE IV. — *Du droit de dimension.*

Art. 40. — Doivent être rédigés sur du papier timbré à raison de sa dimension :

Les inventaires, actes de partage, registres de partage des successions, et généralement tous actes rédigés ou expéditions délivrées par les Mehkemés ;

Tous actes, jugements, sentences, etc., du Cadi ;

Les billets officiels et les pétitions, même en forme de lettre, présentés à S. A. le Khédive, aux Ministres, à l'Assemblée générale et au Conseil législatif, à toutes autorités constituées, à tous les fonctionnaires de l'Etat ;

Les permis de passage et de séjour, les passe-ports, les permis de port d'armes ;

Les seneds ou obligations de sommes qui ne sont négociables qu'en suivant les règles tracées par le Code civil pour les cessions de créances ;

Les actes de garanties avec ou sans énonciation de sommes ;

Tous hodgets, taksits de quelque nature que ce soit, tous actes contenant vente mobilière ou immobilière, donation, bail, charte-partie, concessions, avec ou sans énonciations de sommes ;

Les feuilles d'enchères ;

Les contrats de vente de marchandises, les ordres de livraison de marchandises et tous actes de commerce connus sous le nom de firmans ou de contrats ;

Les procurations ;

Les lettres de voiture ou toutes pièces émanant des expéditeurs des Rais de barques, voituriers ou tous entrepreneurs de transport par eau ou par terre, et pouvant tenir lieu de lettre de voiture ;

Les extraits, copies et expéditions délivrés aux particuliers par les administrations publiques ;

Tous actes sous signatures privées, unilatéraux ou synallagmatiques, passés entre particuliers, ou entre l'Etat ou des particuliers, en matière civile ou commerciale ;

Et généralement tous actes et écritures (autres que ceux faisant l'objet des chapitres II et III), extraits, copies et expéditions d'écritures privées ou publiques devant ou pouvant faire titre ou être produits pour obligation, décharge, justification, demande ou défense.

Art. 41. — Pour les actes rédigés en plusieurs doubles, tous les doubles doivent être faits sur papier timbré.

Art. 42. — Chaque contravention aux articles 40 et 41 sera passible d'une amende de P. E. 200.

Chacune des parties à l'acte sera solidairement tenue au paiement des droits et des amendes.

Art. 43. — Pour tous les actes entre une Administration gouvernementale affectée ou non et les particuliers, les droits de timbre sont à la charge des particuliers.

Art. 44. — L'impôt du timbre de dimension ne pourra être payé que par l'emploi du papier vendu par l'Administration ou par le timbrage à l'extraordinaire.

Toutefois les actes préparés par une des Administrations visées à l'article précédent pourront être timbrés par l'apposition de timbres mobiles.

L'Administration mettra en vente les papiers timbrés indiqués dans l'état ci-dessous :

HAUTEUR.	LARGEUR.	SUPERFICIE.	PRIX.
—	—	—	—
0m2500	0m1700	0m0425	p. t. 3
0 2500	0 3400	0 0850	6
0 3000	0 4250	0 1275	9
0 3400	0 5000	0 1700	12
9 4250	0 6000	0 2350	18

Si les papiers présentés au timbrage sont de dimensions différentes de celles des papiers de l'Administration, le timbre sera payé au prix du format supérieur ; si les papiers présentés ont plus de 0 mètre carré 2550 de superficie, le droit sera perçu à raison de P. E. par 0 mètre carré 0850 de superficie ou fractions de 0 mètre carré 0850.

TITRE II. — DES ACTES NON SOUMIS A LA FORMALITÉ DU TIMBRE.

Art. 45. — Indépendamment des exemptions déjà indiquées, sont exemptés de tout droit de timbre :

Les titres de la Dette publique de l'Etat égyptien et de tous les Gouvernements étrangers ;

Les titres des pensions dues par le Gouvernement égyptien ;

Les quittances données par tous fonctionnaires pour impôts de toutes sortes ;

Les actes échangés entre les diverses Administrations du Gouvernement ;

Les quittances de secours accordés aux indigents, écoles, édifices consacrés au culte et établissements de bienfaisance ; les certificats d'indigence ;

Les démissions des employés et les demandes de congé ;

Les acquits inscrits sur les lettres de change, billets à ordre et autres effets négociables ou de commerce assujettis au droit proportionnel, ainsi que sur les chèques ;

Les serghis des fonctionnaires et agents de l'Etat, en activité de service, ou en retraite ; les livrets des militaires ;

Les serghis ou carnets d'ouvriers ; mais les quittances données par les ouvriers doivent supporter l'impôt conformément au titre I, chapitre III, § III ;

Les livres tenus par les commerçants ;

Toutes publications autres que celles imposées par l'article 21.

Art. 46. — Les écritures privées qui auraient été faites sur papier non timbré sans contravention à la présente loi, quoique non comprises nommément dans les exemptions, de même que tous les actes sous seings privés ou authentiques passés en pays étranger, ne pourront être produits en justice, devant des experts ou arbitres ou devant toutes autres autorités constituées sans avoir été au préalable soumises au visa pour timbre, sous peine d'une amende de P. E. 200 outre le droit de timbre.

TITRE III. — DE LA VENTE ET DU MODE D'EMPLOI DES PAPIERS TIMBRÉS ET TIMBRES MOBILES ET DU TIMBRAGE A L'EXTRAORDINAIRE.

Art. 47. — Les papiers timbrés et timbres mobiles dont l'usage est prescrit par la présente loi seront vendus par les bureaux de poste et par tous autres débitants que l'Administration croira devoir désigner ultérieurement ; ils seront aussi vendus par les receveurs du timbre qui seront établis dans les villes où il y a des tribunaux mixtes ou indigènes et dans toutes autres villes où cela paraîtrait plus tard nécessaire. Dans toute ville, siège d'un tribunal, où le Gouvernement ne pourrait pas nommer dès à présent un receveur, le greffier en chef de l'un des tribunaux pourra, avec l'autorisation du Président du tribunal, remplir les fonctions de receveur du Timbre.

Art. 48. — Toute personne qui vendra du papier timbré ou des timbres mobiles sans y avoir été autorisée par un arrêté ministériel sera passible d'une amende de P. E. 400 et le papier saisi chez ces débitants sera confisqué au profit de l'Etat.

Art. 49. — Les timbres mobiles, dans le cas où l'usage en est admis, devront être apposés au moment même de la rédaction de l'acte, sur les actes, effets, écrits, etc., créés en Egypte et avant tout usage en Egypte, c'est-à-dire avant l'acceptation, le premier endossement, ou le payement (suivant le cas), sur les chèques et effets venant de l'étranger ; ils devront être placés à côté de la signature de celui qui doit apposer le timbre et ils devront être oblitérés au moment de l'apposition en inscrivant sur le timbre le lieu de l'oblitération, la date (quantième, mois et millésime) et la signature ou le cachet.

L'oblitération pourra aussi être faite par une griffe à l'encre grasse indiquant le nom de la personne qui a apposé le timbre, le lieu et la date comme il est dit ci-dessus.

Dans le cas prévu à l'article 44 (§ 2), le timbre mobile sera apposé par l'agent qui doit signer l'acte, au moment même de la signature.

Seront considérés comme non timbrés :

1^o Tous actes ou écrits revêtus de timbres mobiles qui n'auraient pas été apposés et oblitérés comme il est dit ci-dessus ;

2^o Les actes, pièces et écrits timbrés au moyen de timbres mobiles, dans des cas où l'emploi des timbres mobiles n'est pas autorisé par la présente loi.

Art. 50. — Dans tous les cas où l'acte doit être visé pour timbre par le rece-

veur du Timbre, le receveur apposera des timbres mobiles qu'il oblitérera lui-même ; le visa pour timbre ne peut être donné que par les receveurs établis près les tribunaux, sauf ce qui est établi au sujet des connaissances venant de l'étranger.

Art. 51. — Les personnes qui voudront faire timbrer des papiers à l'extraordinaire, devront les déposer à l'un des receveurs établis près les tribunaux.

Les droits exigibles seront versés au receveur, contre reçu, au moment du dépôt.

Art. 52. — L'empreinte des timbres, tant des papiers vendus par l'Administration que des papiers timbrés à l'extraordinaire, ne pourra être couverte d'écriture, ni altérée sous peine d'une amende de P. E. 100.

Art. 53. — Le papier timbré qui aura été employé à un acte quelconque ne pourra plus servir pour un autre acte, quand même le premier n'aurait pas été achevé.

Il ne pourra être fait deux actes sur la même feuille de papier timbré, à moins que le second ne soit timbré au moyen d'un timbre mobile, dans le cas où l'emploi des timbres mobiles est autorisé par la loi.

En cas de contravention, le second acte sera considéré comme non timbré.

Art. 54. — Ceux qui abuseront des timbres pour timbrer et vendre frauduleusement du papier timbré, ceux qui auront contrefait des timbres ou auront fait usage des timbres contrefaits, tomberont sous l'application des articles 180 et 181 du Code pénal mixte et des articles 185 et 186 du Code pénal indigène.

Art. 55. — Les tribunaux de la Réforme siégeant en matière correctionnelle connaîtront des délits prévus à l'article 54 de la présente loi.

Art. 56. — L'usage d'un timbre mobile ayant déjà servi sera puni d'une amende de P. E. 2,000.

TITRE IV. — DE LA CONSTATATION DES CONTRAVENTIONS ET DES POURSUITES ET INSTANCES.

Art. 57. — Il est interdit aux huissiers, greffiers, arbitres et experts d'agir, aux magistrats de prononcer aucun jugement, aux fonctionnaires de l'Etat de prendre aucune décision en vertu d'actes ou documents qui ne seraient pas timbrés ou visés pour timbre conformément à la présente loi.

Il est interdit aux huissiers, en résidence ou domiciliés dans une ville où il y a un receveur du timbre, de faire aucun protêt sans avoir au préalable soumis l'effet protesté au visa du receveur.

Art. 58. — Les huissiers, greffiers, arbitres, experts et fonctionnaires qui contreviendront à l'article précédent seront passibles d'une amende de P. E. 200 par contravention.

Art. 59. — Les Moudirs, Mamours de districts, Gouverneurs des villes et Mamours de townas auront le droit de constater toutes les contraventions en matière de timbre ; le même droit appartiendra aux agents des Postes pour les journaux confiés à la poste ; aux agents de police en ce qui concerne les journaux ;

Aux agents des Douanes en matière de connaissances ;

Aux agents percepteurs des droits d'écluse et des droits d'octroi en ce qui concerne les lettres de voiture, dont les voituriers, bateliers, etc., devront être porteurs et dont les susdits agents percepteurs auront le droit d'exiger la présentation.

Art. 60. — Les contraventions relevées par ces fonctionnaires et agents devront être constatées par des procès-verbaux.

Lorsque le contrevenant aura refusé de reconnaître l'exactitude du procès-verbal et de le cacheter, la pièce en contravention sera retenue pour être jointe au procès-verbal.

Toutes les fois qu'il s'agira de contraventions prévues par les articles 54 et

53, la pièce en contravention devra être jointe au procès-verbal ; même si le contrevenant signe le procès-verbal.

Art. 61. — Les receveurs du Timbre près les tribunaux, lorsqu'on ne leur payera pas comptant les droits et amendes exigibles, auront également le droit de dresser des procès-verbaux et de retenir les papiers en contravention, conformément à l'article 59.

Les receveurs auront le droit de vérifier les pièces déposées aux greffes des tribunaux pour s'assurer de l'exécution des lois sur le timbre, et de se faire représenter le répertoire des actes d'huissier pour s'assurer que tous les protêts ont été soumis au visa.

Art. 62. — Toutes les fois qu'il sera nécessaire d'avoir recours aux voies judiciaires pour obtenir le paiement des droits ou amendes de timbre, le premier acte de poursuite sera une contrainte décernée par le receveur du Timbre de la résidence du tribunal compétent pour juger l'affaire et qui sera visée et déclarée exécutoire par le Président du tribunal.

L'exécution de la contrainte ne pourra être interrompue que par une opposition formée dans les huit jours de la signification de la contrainte et contenant assignation devant le tribunal compétent.

La compétence des tribunaux mixtes et indigènes est la même en matière de timbre qu'en matière de droit commun ; toutefois les jugements en matière de timbre seront toujours susceptibles d'appel.

Art. 63. — Aucune autorité, ni les tribunaux, ni les fonctionnaires chargés du recouvrement ne pourront accorder de remise ou modération des droits établis pour la présente et des peines encourues, ni en suspendre ou faire suspendre le recouvrement.

Toutefois, le droit de faire remise de tout ou partie des amendes encourues, dans les cas où la bonne foi des contrevenants sera certaine, est expressément délégué au Ministre des finances.

TITRE V. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

Art 64. — La présente loi n'est pas applicable aux actes déjà soumis au timbre par les tarifs des tribunaux mixtes et indigènes.

Art. 65. — Sont abrogés tous décrets, décisions du Conseil privé, règlements, etc., en tant qu'ils contiennent des dispositions relatives au droit de timbre proprement dit, en contravention avec la présente loi.

Art. 66. — Remise est faite de toutes les amendes qui peuvent être dues à ce jour en vertu de décrets, décisions, ou règlements abrogés par l'article précédent.

Art. 67. — Les actes ou écritures rédigés sur papier non timbré antérieurement à la promulgation de la présente loi, ne pourront être produits en justice, devant des experts ou arbitres ou devant toutes autres autorités constituées, sans avoir été timbrés ou visés pour timbre aux droits établis par la présente.

Le comte Horric de Beaucaire, gérant l'agence et consul général de France au Caire, à M. de Freycinet, président du conseil, ministre des affaires étrangères.

Le Caire, le 28 août 1886.

La Chambre de commerce austro-hongroise d'Alexandrie vient d'adresser au Représentant de l'Autriche en Egypte un rapport concernant le projet de loi sur le Timbre qui a été soumis dernièrement, par le Gouvernement khédivial, à l'appréciation des Puissances et que le Comte d'Aunay a fait connaître à Votre Excellence par une dépêche en date du 7 juin dernier.

Une même idée semble avoir inspiré la plupart de ses observations : Abaissement des droits de timbre proposés et diminution du chiffre des

amendes en cas de contravention. La Chambre de commerce austro-hongroise désirerait en outre qu'on fit disparaître du projet présenté aux Puissances certaines stipulations qui auraient un effet rétroactif. Elle voudrait qu'on exemptât complètement de l'impôt du timbre les actes émanant des Consuls et des autorités européennes, les affiches, les reconnaissances des banques, les connaissements venant de l'étranger, les livrets et quittances des ouvriers, les livrets et quittances des Caisses d'épargne et des Monts-de-Piété. De plus, les Représentants du commerce autrichien à Alexandrie estiment qu'il y aurait lieu d'élargir les dispositions du projet de loi en ce qui concerne l'emploi facultatif du timbre mobile et du papier timbré.

Enfin l'auteur du travail en question est d'avis qu'il conviendrait de refuser au Gouvernement khédivial le droit de prélever des amendes lorsque ces amendes auraient le caractère d'une peine correctionnelle et non celui d'une perception fiscale, et qu'en aucun cas, même lorsqu'il s'agirait de rechercher des fraudes, les fonctionnaires égyptiens ne sauraient être autorisés à opérer des perquisitions domiciliaires chez les Européens sans l'intervention des Consuls.

BEUCAIRE.

(*A suivre.*)

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

FRANCE

Loi relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national

8 août 1893 (1)

Article premier. — Tout étranger non admis à domicile, arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie, devra faire à la mairie une déclaration de résidence en justifiant de son identité dans les huit jours de son arrivée. Il sera tenu, à cet effet, un registre d'immatriculation des étrangers, suivant la forme déterminée par un arrêté ministériel.

Un extrait de ce registre sera délivré au déclarant dans la forme des actes de l'état civil, moyennant les mêmes droits.

En cas de changement de commune, l'étranger fera viser son certificat d'immatriculation, dans les deux jours de son arrivée, à la mairie de sa nouvelle résidence.

Art. 2. — Toute personne qui emploiera sciemment un étranger non muni du certificat d'immatriculation sera passible des peines de simple police.

Art. 3. — L'étranger qui n'aura pas fait la déclaration imposée par la loi dans le délai déterminé, ou qui refusera de produire son certificat à la première réquisition, sera passible d'une amende de 50 à 200 fr.

Celui qui aura fait sciemment une déclaration fausse ou inexacte sera passible d'une amende de 100 à 300 fr., et, s'il y a lieu, de l'interdiction temporaire ou indéfinie du territoire français.

L'étranger expulsé du territoire français, et qui y serait rentré sans l'autorisation du Gouvernement, sera condamné à un emprisonnement de un à six mois. Il sera, après l'expiration de sa peine, reconduit à la frontière.

L'article 463 du Code pénal est applicable aux cas prévus par la présente loi.

Art. 4. — Les produits des amendes prévues par la présente loi seront attribués à la caisse municipale de la commune de la résidence de l'étranger qui sera frappé.

Art. 5. — Il est accordé aux étrangers visés par l'article 1^{er}, et actuellement en France, un délai d'un mois pour se conformer aux prescriptions de la loi.

(1) *Journal officiel*, du 9 août 1893.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

FRANCE

Relations commerciales de la France avec l'Autriche-Hongrie.

A une question de M. Turrel, député de l'Aude, sur les vins français et la taxe qu'on leur impose, à leur entrée en Autriche, en violation de la clause de la nation la plus favorisée, M. Casimir-Perier a répondu ainsi à la séance du 18 décembre de la Chambre des Députés :

M. Casimir-Perier, Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères. — L'honorable M. Turrel a présenté un exposé historique qui me dispense de donner à la Chambre de longues explications. Je résume la situation.

En 1884, nous avions conclu avec l'Autriche-Hongrie des arrangements commerciaux sur la base suivante : les deux nations se concédaient mutuellement leur tarif le plus réduit. En 1892, des arrangements particuliers, prévus par des traités antérieurs, ont été mis en application entre l'Autriche et l'Italie ; les droits d'entrée en Autriche ont été abaissés à 8 fr. pour les vins italiens, tandis que les nôtres payent encore actuellement un droit de 30 fr.

Le Gouvernement autrichien a présenté comme argument que ce n'était pas là un véritable traité, mais seulement une convention d'un caractère particulier avec un Etat voisin, une sorte de tarif-frontière. Il n'en est pas moins vrai cependant que si l'on considère, d'une part, qu'une fois entrés dans une espèce de zone intermédiaire, les vins italiens se répandent avec une très grande liberté sur toute la surface du territoire autrichien, et, d'autre part, — je crois qu'à cet égard les chiffres indiqués par M. Turrel sont exacts, — que l'introduction des vins italiens en Autriche a pris alors aussitôt des proportions énormes, on est amené à se demander si, lorsque nous lui concédons notre tarif minimum, nous recevons de la part de l'Autriche un traitement identique. (*Très bien ! très bien !*)

Je sais que le Gouvernement de Vienne tire argument d'un tarif et d'un trafic-frontière et rappelle qu'après le mois d'août 1892 nous n'avons pas immédiatement présenté nos réclamations.

Je réponds d'abord que nous n'avons pas beaucoup tardé à les faire valoir, puisqu'à cette tribune on s'est déjà expliqué sur ce sujet.

Pourquoi nos instances deviennent-elles plus pressantes ? Pourquoi nos réclamations seraient-elles aujourd'hui plus vives ? C'est que, en dehors même de la question de principe, il existe en France une situation générale économique avec laquelle nous avons le devoir de compter. (*Très bien ! très bien !*)

Et lorsque nous constatons que certaines régions qui ont le plus souffert du phylloxéra après avoir consenti tous les sacrifices nécessaires pour reconstituer leurs vignobles et en être arrivées, dans l'intérêt général, à une production très considérable, ne peuvent pas maintenant écouler leurs produits, on comprend que nous avons le devoir impérieux de veiller. (*Applaudissements !*)

Nous avons eu des conversations avec le Gouvernement austro-hongrois ; je veux croire, sans pouvoir pourtant apporter aucune assurance formelle à cette tribune, que ce Gouvernement n'est pas lui-même extrêmement sûr de l'interprétation qu'il nous oppose.

Je demande à la Chambre, précisément dans cette pensée, d'accorder au Ministre des Affaires étrangères, qui ne détient pas depuis longtemps le portefeuille qui lui a été confié, les moyens de poursuivre ces conversations. (*Très bien ! très bien !*)

M. Turrel disait que les autres pays ne faisaient entendre aucune réclamation, que nous paraissions être les seuls à nous plaindre. Ceci n'est pas tout à fait exact ; je crois bien que d'autres nations qui entourent l'Autriche-Hongrie, qui peuvent même en être plus éloignées que nous, lui adresseront des réclamations de même nature que les nôtres et que, par conséquent, celles que nous présenterons nous-mêmes en seront d'autant fortifiées.

Je termine.

Incontestablement, lorsque nous faisons bénéficier un pays de notre tarif le plus réduit, c'est-à-dire du tarif minimum, nous avons le droit d'attendre de ce pays qu'il ne fasse pas, avec d'autres nations, des traités qui, sous des dénominations particulières, nous enlèvent à nous, Français, le bénéfice du tarif le plus modéré. (*Très bien ! très bien !*)

Ce tarif, j'espère l'obtenir ; je compte, pour cela, sur les relations bonnes et faciles qui existent entre les deux pays. Le ministre des Affaires étrangères aurait un regret très profond si l'on ne pouvait ainsi s'entendre à l'amiable et arriver à une convention de nature à faciliter l'introduction des vins français en Autriche. Mais il est bien certain — je le dis nettement — que si nous ne pouvions rien obtenir, il serait nécessaire de prendre des mesures et que le Gouvernement n'hésiterait pas à vous les proposer. (*Applaudissements sur un grand nombre de bancs.*)

M. Turrel se déclare satisfait et dépose l'ordre du jour suivant :

La Chambre, comptant sur le Gouvernement pour défendre avec énergie l'exportation des vins français en Autriche, passe à l'ordre du jour.

M. Cot, député de l'Hérault, voudrait plus encore : ce n'est pas le traitement de la nation la plus favorisée, c'est la réciprocité qu'il réclame.

Le Président du Conseil répond à M. Cot que la Chambre ne peut modifier au pied levé son tarif de douane, mais il accepte l'ordre du jour de M. Turrel, qui est voté par mains levées sans qu'aucune main se lève à la contre-épreuve.

Les trains pour les ouvriers belges.

M. Basly avait déposé une interpellation pour inviter le Gouvernement à intervenir auprès des Compagnies de chemins de fer, en vue d'obtenir que les billets de trains ouvriers à prix réduit ne soient distribués qu'à des ouvriers et des ouvrières domiciliés en France. Grâce à ces trains, sur la ligne du Nord, les ouvriers belges supplantent les ouvriers français dans les usines de Maubeuge et de Louvroil.

Le Ministre des Travaux publics, M. Jonnart, a déclaré qu'il avait invité la Compagnie du Nord à supprimer le tarif dont il s'agit : la France reste la nation hospitalière qu'elle a toujours été, mais on ne peut lui demander d'accorder un tarif de faveur pour des ouvriers étrangers, et, quelle que soit notre amitié pour la nation belge, nous ne pouvons aggraver l'état d'infériorité où nos impôts et nos charges militaires, si vaillamment supportées, placent la main-d'œuvre française. La suppression deviendra définitivement exécutoire dans le délai réglementaire de trois mois : quant au tarif réduit accordé à nos ouvriers, il sera maintenu.

On a applaudi le Ministre et M. Defontaine, député de Maubeuge, l'un des signataires de l'interpellation, a déclaré que cette réponse malheureusement

tardive — puisque l'état de choses signalé existait depuis deux ans — lui donne enfin toute satisfaction.

Extraditions (1).

En 1890, on en compte 393, dont 237 accordées par la France à des Gouvernements étrangers et 156 réalisées par ceux-ci sur la demande de la France.

Pour les 156 malfaiteurs livrés à la France, les pays de refuge étaient : la Belgique, 62; la Suisse, 44; l'Angleterre, 14; l'Espagne, 12; l'Italie, 7; les Pays-Bas et le grand-duché de Luxembourg, 7; l'Allemagne, 5; la principauté de Monaco, 3; le Venezuela, 1; et la République Argentine, 1.

Quant aux 237 individus remis par la France à d'autres pays, ils appartenaient, par leur nationalité : 129 à la Belgique, 50 à l'Italie, 32 à la Suisse, 12 à l'Allemagne, 5 aux Pays-Bas et au grand-duché de Luxembourg, 4 à l'Espagne, 2 à l'Angleterre, 2 à la Russie et 1 à la Principauté de Monaco.

Les 393 individus extradés étaient poursuivis dans leurs pays respectifs pour vol (crime ou délit), 161; vol domestique ou abus de confiance, 52; faux, 48; escroquerie, 39; assassinat, meurtre ou infanticide, 23; banqueroute frauduleuse, 17; viol ou attentat à la pudeur, 15; attentat aux mœurs en favorisant la débauche, 8; coups et blessures volontaires, 6; avortement, 5; incendie, 4; autres crimes ou délits, 15.

Relations commerciales de la France avec l'Espagne.

Les chiffres les plus récents sont relatifs aux échanges qui se sont produits pendant les onze premiers mois de l'année courante. Durant cette période, l'Espagne a importé en France pour 201,094,000 fr. de marchandises, alors que nous n'avons exporté chez nos voisins que pour 101,291,000 fr., moitié moins; la simple comparaison de ces deux chiffres montre combien une rupture commerciale, qui dépend uniquement de l'Espagne, serait plus préjudiciable à ce pays qu'à la France.

Voici la répartition des 201,094,000 fr. de marchandises espagnoles, importées en France pendant les onze premiers mois de l'année 1893. Les vins occupent la première ligne : 111,747,000 fr. représentant la valeur de 1,321,703 hectolitres. Puis viennent : le plomb (minerai et métal) 16,420,000 fr.; les fruits de table, 12,584,000; les peaux et les pelleteries brutes, 8,514,000; les laines et déchets de laine, 7,069,000; l'huile d'olive 5,004,000; le minerai de fer, 4,981,000; le zinc (métal et minerai), 4,947,000; le liège ouvré, 3,876,000; les tartrates, 2,234,000; les poissons frais ou secs, 2,197,000; safran, 1,920,000; les soies, 1,760,000; le cuivre (métal ou minerai), 1,490,000. Parmi les autres produits importés pour une valeur moindre d'un million, nous citerons : la cochenille, 816,000 fr.; les pyrites, 891,000; les chevaux, 244,000 (pour 258 têtes, etc.).

Les 101,291,000 fr. représentant la valeur des exportations de France en Espagne se répartissent de la façon suivante : chevaux, ânes et mulets, 6,886,000 fr.; les tissus de laine, 6,066,000 fr.; les laines et déchets de laine, 5,089,000; les bois communs, 4,638,000; la bimbeloterie, 4,466,000; les outils et ouvrages en métaux, 4,368,000; les huiles fines pures, 4,088,000; les ouvrages en bois, 3,774,000; les soies, 3,687,000; les produits chimiques, 3,611,000; les tissus de soie, 3,043,000; les tissus de coton, 2,305,000; les poteries, verres et cristaux, 2,285,000; les machines, 1,776,000; les matériaux, 1,732,000; les livres et gravures, 1,546,000; les drilles, 1,430,000; l'indigo, 1,118,000 francs, etc.

(1) Extrait du *Compte-rendu de l'administration de la justice criminelle pour 1893*, publié dans le *Journal officiel* du 29 octobre 1893.

GRANDE-BRETAGNE

La question de Gibraltar.

CHAMBRE DES LORDS (*Séance du 19 décembre*). — Lord Sidmouth demande si on n'insérera pas dans le prochain budget de la marine un crédit pour la construction d'un nouveau bassin à Gibraltar.

Lord Spencer répond que la question est à l'étude et que le Gouvernement ne peut déclarer ses intentions avant d'avoir arrêté le budget.

Lord Salisbury estime que la position de Gibraltar est de la plus haute importance pour l'Angleterre. Cette importance a grandi par suite d'événements récents tels que l'alliance morale des flottes française et russe à Cronstadt et à Toulon. Il est nécessaire d'assurer la coopération des escadres de la Manche et de la Méditerranée, surtout si, comme il l'espère, on renforce l'escadre de la Manche.

La question de l'augmentation de la marine.

CHAMBRE DES COMMUNES (*Séance du 19 décembre*). — Lord George Hamilton développe sa motion, déclarant que la protection des intérêts du commerce anglais exige une augmentation immédiate de la flotte, et demandant que le Gouvernement déclare avant les vacances de Noël quelles sont ses intentions au sujet de cette augmentation.

Lord Hamilton dit qu'il propose cette motion par suite de circonstances extraordinaires. La suprématie de l'Angleterre sur mer est en question et le danger ne peut être écarté que par une action prompte et résolue.

Sans doute, la flotte anglaise est actuellement égale aux flottes de la France et de la Russie ; mais, à cause des navires en cours de construction dans ces pays, nous devons faire de nouveaux efforts pour maintenir cette égalité. La France et la Russie auront en voie de construction, l'année prochaine, 17 grands navires déplaçant 196 000 tonnes tandis que l'Angleterre n'aura en construction que trois grands vaisseaux déplaçant 42,000 tonnes.

La France et la Russie ont également une grande supériorité dans la construction des navires de défense. L'année dernière, il y avait une grande activité dans les chantiers étrangers, tandis que les chantiers anglais étaient inactifs.

L'orateur déclare que son seul but est de démontrer la nécessité d'une action prompte et qu'il n'est mû par aucun esprit de parti. L'Angleterre, en perdant la suprématie des mers, perdra son commerce, ses colonies, et une grande partie de la population sera réduite à la misère.

L'augmentation des flottes étrangères vise évidemment au renversement de cette suprématie navale.

M. Gladstone répond en proposant son amendement portant que c'est un des premiers devoirs des ministres responsables de prendre les mesures nécessaires à la défense navale de l'empire et à la protection de ses intérêts, et portant aussi que la Chambre a confiance en eux pour qu'ils lui soumettent, en temps utile, des propositions dans ce but.

La différence sur laquelle s'engage le débat est la suivante : La motion de lord Hamilton demande une déclaration du ministère avant les vacances de Noël, c'est-à-dire immédiate, tandis que l'amendement de M. Gladstone porte que le Gouvernement fera cette déclaration en temps utile, c'est-à-dire plus tard. C'est là ce qu'il faut retenir.

M. Gladstone pose la question de confiance, puisque l'opposition propose un vote de méfiance.

Puis, passant au sujet, il a fait remarquer qu'en Angleterre la construction des grands navires devrait trois ans, tandis qu'en France elle en exigeait quatre et

demi. L'amirauté prend des mesures pour abrégier encore plus la durée des constructions de navires.

L'Angleterre possède 19 vaisseaux de guerre de 1^{re} classe, alors que la France et la Russie combinées n'en ont que 14. L'Angleterre a même plus de vaisseaux de guerre de toutes classes que trois nations réunies.

Il ne faut pas oublier que, parmi les vaisseaux des flottes française et russe, huit sont de vieux vaisseaux en bois cuirassés, c'est-à-dire appartenant à un type que nous avons rejeté comme inférieur aux exigences de la guerre.

La flotte de guerre anglaise jauge 527,000 tonneaux ; les flottes française et russe ne jaugent que 318,000 tonneaux.

Les vaisseaux anglais de toutes les catégories sont plus grands et plus puissants que ceux des flottes française et russe.

Il est donc absurde de venir en ce moment parler d'un danger imminent et d'exiger du Gouvernement une déclaration prématurée.

Pour ce qui concerne l'avenir, en supposant que l'Angleterre s'abstint de construire de nouveaux vaisseaux, la France et la Russie ne pourraient avoir en 1898 que huit vaisseaux de guerre de plus que l'Angleterre, et encore le tonnage total de la flotte franco-russe serait inférieur à celui de la flotte britannique. Or, l'Angleterre ne cessera pas de construire de nouveaux vaisseaux.

L'amirauté étudie les projets d'augmenter la flotte. Ces projets seront soumis à la Chambre, comme cela a lieu en temps ordinaire, et il n'y a aucune raison pour adopter la procédure exceptionnelle proposée par lord George Hamilton.

Si la Chambre désire changer de Gouvernement, elle est dans son droit ; mais elle ne doit pas, dans ce but, abandonner les arrangements adoptés qui répartissent pour chaque année les dépenses énormes du pays.

La Chambre repoussera une motion qui, pour la première fois, réunira les votes de tout un parti sur la grande question de défense de l'empire.

M. Gladstone propose donc un amendement qui pose la question de confiance en renvoyant à plus tard la déclaration que lord Hamilton exige du Gouvernement avant la Noël.

M. Balfour appuie la motion Hamilton. L'opposition n'a pas dit que la flotte anglaise était aujourd'hui inférieure à celle de la France et de la Russie ; mais elle le serait dans un avenir prochain si on ne prenait des mesures immédiates, et rien n'indique que le Gouvernement ait l'intention de parer à ce danger.

Sir Charles Dilke croit qu'il y a autant d'inquiétude aujourd'hui qu'en 1884, avec cette différence que cette inquiétude a bien plus de raison d'être. Dans l'intervalle, la France a, en effet, doublé son budget de la marine.

L'amiral Field dit que l'alliance franco-russe a changé l'état des choses et a profondément ému l'Angleterre. La flotte anglaise est inférieure aux flottes russe et française combinées.

Le Gouvernement a eu tort de voir dans la motion de lord George Hamilton une question de parti.

Le sous-secrétaire de l'amirauté, sir U. Kay-Shuttleworth, dit que l'Angleterre possède plus de vaisseaux de 1^{re} classe que la France et la Russie, et ne sera pas, en 1898, en arrière de ces deux nations. L'Angleterre possède plus de croiseurs que les deux nations réunies, et l'amirauté a conscience de son devoir.

M. Goschen dénonce l'inactivité du Gouvernement et cite les opinions de sir Ch. Dilke et des autorités navales. L'Angleterre, en cas de guerre, ne pourrait protéger son commerce.

On ne peut se contenter, ajoute-t-il, de la déclaration ministérielle disant que le Gouvernement connaît son devoir et l'accomplira un jour ou l'autre.

La Russie dépense 2,800,000 livres et la France une pareille somme pour leurs flottes, et les dépenses de l'Angleterre pour la sienne sont au-dessous de 3 millions de livres sterling.

Si, en 1884, le Gouvernement avait déclaré ses intentions à lord Northbrook, la discussion actuelle n'aurait pas été nécessaire et la Chambre aurait pu discuter le bill sur les conseils de paroisse qui a plus d'intérêt, aux yeux de M. Gladstone, que l'intégrité de l'empire.

Il est certain que le Gouvernement ne se rend pas compte de la gravité de la situation. Le danger est plus grand qu'en 1884. On ne devrait pas accorder un vote de confiance au Gouvernement. La Chambre devrait établir ce principe qu'elle est indépendante du Gouvernement en ce qui concerne la marine et l'armée.

Les nations étrangères devraient apprendre que l'Angleterre ne réclamera jamais à leurs dépens, mais qu'elles ne pourront jamais lui enlever sa suprématie sur les mers. Les nations étrangères, quand elles augmentent leurs flottes, ne le font pas, comme l'Angleterre, parce que leur existence est menacée. Notre but est donc apparent.

Sir William Harcourt répond. La suprématie navale de l'Angleterre, dit-il, est absolue. L'Angleterre possède 49 bâtiments de guerre de premier ordre ; la France en possède 10. Une grande partie des navires anglais jagent 14,000 tonnes, les vaisseaux français 10,000. La vitesse des navires anglais est supérieure à celle des navires français. La Russie pourrait faire passer dans la Méditerranée un seul navire de guerre, ce qui porterait le total de la flotte franco-russe à onze, et quand même la Russie parviendrait à faire passer dans la Méditerranée les trois bâtiments qu'elle possède dans la mer Noire, le total de cette flotte n'atteindrait que quatorze navires.

En 1898, l'Angleterre aura 22 vaisseaux de 1^{re} classe, la France 13 et la Russie 9. La position est donc satisfaisante. D'ailleurs, augmenter les forces c'est augmenter les rivalités.

Le Gouvernement reconnaît, du reste, que la suprématie de l'Angleterre dépend de la suprématie navale.

M. Goschen dit que sir William Harcourt oublie que la France et la Russie ont de puissants navires pour la défense des côtes, et que ces navires pourraient même attaquer ceux de l'Angleterre.

La motion de lord George Hamilton demandant que le Gouvernement fasse, avant Noël, une déclaration sur ses intentions concernant l'augmentation de la flotte anglaise est repoussée par 240 voix contre 204.

L'amendement Gladstone, tendant à ce que le Gouvernement fasse cette déclaration quand il le jugera utile, est adopté sans scrutin.

ITALIE

M. Crispi, redevenu Président du Conseil, a fait à la Chambre des Députés la déclaration suivante :

Messieurs, les collègues qui m'entourent, par leur passé politique, par leurs opinions qui sont bien connues, vous révèlent l'esprit qui nous a animés dans la constitution du nouveau cabinet.

Nous n'appartenons pas à une fraction du Parlement plutôt qu'à une autre. Nous appartenons au grand parti unitaire qui a pour but unique l'Italie. Nous nous sommes dévoués au service de la patrie, nous sacrifiant à notre devoir. Nous avons pris le pouvoir dans un moment où la situation est grave pour l'Italie, plus grave qu'elle ne le fut jamais.

Nous n'accusons personne de l'état actuel des choses. Il est la conséquence d'une série d'événements que nous pouvons constater, mais que nous ne devons pas juger.

Nous dirons seulement que les difficultés que nous devons surmonter sont grandes et que, pour relever le crédit, réorganiser les finances, affermir l'empire de la loi et donner de nouveau confiance au pays, nous avons besoin du concours de la Chambre, sans distinction de partis.

A cette fin, nous vous demandons la trêve de Dieu.

Lorsque la fortune de l'Italie sera restaurée, chacun reprendra sa place.

Nous combattre aujourd'hui, lutter les uns contre les autres serait un crime, permettez-moi de vous l'affirmer avec un cœur de patriote. Quand le danger presse, nous devons tous être réunis pour la défense commune.

Appelés par le roi à la tâche difficile de gouverner l'Etat, nous ne nous sentons pas certains de la remplir sans votre confiance et celle du peuple dont nous devons être les interprètes. Nous venons vous déclarer que le patriotisme n'est pas le monopole d'un parti plutôt que d'un autre. Nous nous adressons à vous pour que vous aidiez au succès de notre œuvre.

L'œuvre à laquelle nous nous mettons est la plus ardue après celle de la constitution nationale.

De 1859 à 1870, nous travaillions à assurer l'unité matérielle de la patrie.

Maintenant, nous devons travailler à cimenter l'unité morale et à consolider l'édifice pour lequel le sang de nos martyrs a été versé.

Les besoins de l'Etat sont nombreux et, pour les satisfaire, le pouvoir exécutif déposera au Parlement les projets de lois nécessaires.

Il faut cependant vous rappeler qu'il n'y a pas de temps à perdre.

Si on apportait un retard à prendre les mesures nécessaires, il en résulterait un double dommage, et cela augmenterait le malaise de l'intérieur et le manque de crédit à l'extérieur.

Nous ferons des économies dans l'administration par d'opportunes simplifications dans les services publics. Nous ferons les plus grandes économies possibles, mais il ne faut pas se faire d'illusions. L'heure de demander quelques sacrifices au pays est sonnée. Le pays, soyez-en sûrs, ne les refusera pas. Il est inutile de nous tourmenter à chercher des remèdes impuissants, en attendant un bénéfice qui, par notre négligence, s'éloignerait de nous. Si, de 1889 à maintenant, le Parlement n'eût pas rejeté les demandes du pouvoir exécutif, personne ne douterait de notre avenir.

Messieurs les députés, nous seuls, sans vous, ne ferons rien. L'accord du Parlement et du Ministère est pour ce dernier la condition essentielle de la vie dans un pays libre. Nous ferons tous nos efforts pour que cet accord ne nous manque pas. Avec cette confiance nous emploierons toutes nos forces, afin que l'action du Parlement et du Gouvernement concorde pour le but élevé que nous poursuivons.

La déclaration de M. Crispi a été accueillie par les applaudissements du centre et de la gauche. A l'extrême gauche, on a interrompu lorsque M. Crispi a parlé du moment, qui était grave, et lorsqu'il a fait allusion aux nouveaux sacrifices nécessaires.

Les fonds italiens à l'étranger.

Le Gouvernement italien a fait dresser un tableau du placement des fonds italiens à l'étranger.

Il résulte de ce document que, de tous les pays, c'est la France qui possède le plus grand nombre de titres italiens; elle a 269,859 titres rapportant 43,459,415 fr. de rente, c'est-à-dire presque autant à elle seule que tous les autres pays, l'Italie exceptée, bien entendu. Ces 43,459,415 fr. de rente représentent, au cours de 84 fr., un capital de 729,976,172 fr.

Vient ensuite l'Allemagne, avec 213,474 titres représentant 32,818,970 fr. de rente; puis l'Angleterre, avec 53,308 titres, d'une valeur de 10,052,220 fr.

Les autres pays ne possèdent de titres italiens qu'une quantité insignifiante : l'Autriche-Hongrie, 27,940 titres valant 3,332,750 fr. de rente ; les Pays-Bas, 21,021 titres valant 2,462,305 fr. ; la Suisse, 7,442 titres valant 886,840 fr. ; la Belgique, 1,214 titres valant 137,280 fr. ; le Danemark, 124 titres valant 58,323 francs ; la Bavière, 134 titres valant 21,655 fr. ; l'Afrique française, 132 titres valant 15,260 fr. ; la Russie, 15 titres valant 3,820 fr. ; l'Espagne, 15 titres valant 2,625 fr. ; le Portugal, 14 titres valant 2,425 fr. ; la Turquie, 63 titres valant 4,640 fr. ; la Roumanie, 9 titres valant 1,600 fr. ; l'Amérique du Nord, 17 titres valant 1,295 fr. ; l'Amérique du Sud, 19 titres valant 445 fr. ; l'Egypte, 3 titres valant 20 fr. de rente.

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dans sa séance du 22 décembre, la Chambre a adopté, à l'unanimité, le budget de 1894.

Elle a voté ensuite la loi sur la police des étrangers, en vertu de laquelle un contrôle sévère peut être exercé à l'égard des étrangers et qui permet de les expulser par voie administrative (1).

Le Ministre d'Etat a déclaré qu'à la suite des derniers événements, la police des frontières serait renforcée.

ROUMANIE

Une discussion sur la politique étrangère a eu lieu, le 13 décembre, à la Chambre des Députés, à propos de l'Adresse :

M. J. Gradishteano se félicite de l'affirmation du message au sujet du maintien de la paix et se réjouit de cet état de choses, car la Roumanie a besoin de paix. Mais quelque grandes que soient les garanties de paix, il faut songer à temps à écarter tout ce qui peut la troubler. D'ailleurs, le Ministre des Domaines a reconnu lui-même que partout, en Europe, on fondait des canons et qu'il ne fallait pas trop se fier aux assurances de paix.

C'est précisément en prévision des événements que M. Carp a déclaré qu'il fallait se préparer dès à présent, et si M. Carp a parlé au nom du Gouvernement, il faut admettre que notre rattachement à la Triple-Alliance est un fait accompli. L'orateur incline lui-même vers cette politique, mais il veut savoir si le Gouvernement a tenu compte, dans cette alliance, des intérêts de la race roumaine qui sont en même temps les intérêts de l'Etat roumain. Il s'agit de la question roumaine, de la lutte des races qui se livre dans le royaume de Saint-Etienne. Sans la solution de cette question, il est impossible de se rattacher à la Triple-Alliance. Cela n'est pas possible, parce que l'existence de la race roumaine est étroitement liée à l'existence de l'Etat roumain. Les Roumains d'outre-monts nous servent de rempart et ils alimentent, d'une façon constante, la population de la vallée du Danube. Annuellement, la Transylvanie nous donne 15,000 émigrés qui rendent de signalés services à la Roumanie. Si les Roumains étaient magyarisés, nous aurions annuellement 15,000 émigrés hongrois, ce qui serait un danger.

Nous ne pouvons admettre cette magyarisation pour une autre raison encore, c'est qu'un Etat ne peut se développer s'il ne s'appuie sur sa race, s'il n'a pas une civilisation nationale. D'ailleurs, sans les Transylvains, nous n'aurions pas la civilisation d'aujourd'hui, parce que la lumière nous est venue de Transylvanie, nos premiers maîtres ont été Lazar, Shincăi, etc.

De tous les orateurs, ministres ou membres de la majorité, aucun n'a osé mettre le point sur les i, à savoir que nous devons entretenir des relations amicales avec la Hongrie. Ils ne l'ont pas osé, car ils savaient que c'était con-

(1) Nous donnerons prochainement le texte de cette loi.

traire aux sentiments de la Représentation Nationale (faibles applaudissements) car ils savaient que personne ne peut nous obliger à tendre la main aux bourreaux de nos frères.

M. Al. Lahovary, au Sénat, a parlé de « prétendues » persécutions.

M. Al. Lahovary. — Vous vous trompez.

M. I. Gradişteano dit ne pas vouloir insister et, continuant son discours, il reproche à M. Lahovary d'avoir été injuste en attaquant M. D. Stourdza sur cette question. M. D. Stourdza a été dans son droit d'apporter cette question au Parlement, car la Roumanie, libre et indépendante, a le droit d'indiquer à quelles conditions elle entend se rapprocher d'une puissance quelconque. Cela n'a rien de contraire aux convenances internationales, car chez nous il n'est pas question d'irrédentisme. (L'orateur répudie l'*Irredenta român* qui doit être faite si non par nos ennemis, du moins par des déséquilibrés). La solution de la question roumaine est dans l'intérêt de la paix, car c'est la Hongrie qui, par ses procédés violents, menace la paix.

Pour montrer que les revendications des Roumains n'ont rien d'excessif, l'orateur lit le programme national de 1849, dans lequel ils demandent l'autonomie locale. L'empereur, prenant acte de ce programme, a répondu qu'il s'appliquerait à donner une solution suffisante à ces revendications. Il ne faut donc pas s'alarmer et croire que nous pouvons froisser l'empereur d'Autriche en prenant la défense de nos frères. Mais M. Take Ionesco a dit que l'élément roumain est résistant, qu'il ne cédera pas à la pression. C'est un mot cela ; la pression fait quand même des victimes.

M. T. Ionesco s'est encore trompé quand il a dit que la question roumaine était vieille, aussi vieille que la race roumaine. C'est inexact, la question des nationalités ne date que du commencement de ce siècle. Revenant aux tendances de magyarisation, l'orateur dit qu'on ne se rend pas assez compte des progrès de cette magyarisation, progrès qui sont malheureusement réels ; quand on s'apercevra de son œuvre, il sera trop tard (quelques applaudissements à gauche). L'existence de la Roumanie elle-même sera mise en jeu.

Or, si nous donnons notre concours à une Puissance, il faut au moins que celle-ci éloigne ce qui peut menacer notre avenir. En outre, quand on s'allie à quelqu'un, il faut se demander le concours qu'il peut vous donner. Or, à quoi se réduirait le concours de l'Autriche-Hongrie, alors que son armée serait peut-être occupée à réprimer des révoltes sur son territoire.

L'orateur constate, avec plaisir, que les ministres et les députés de toutes les nuances ont manifesté leurs sympathies plus ou moins franchement.

Mais, quant à lui, il aime à dire les choses ouvertement et cela afin que la solution se produise en temps de paix et d'une façon pacifique. Il compte pour cela sur l'importance de la Roumanie qui a sa valeur parce qu'elle possède la clé de la Bulgarie et de la Transylvanie et parce qu'aussi il y a des Roumains au delà des frontières.

D'ailleurs, la Hongrie elle-même commence à se rendre compte de la nécessité d'une solution dans laquelle cependant elle voudrait se réserver tous les avantages.

Cette solution se produira d'autant plus vite que nous proclamerons notre solidarité avec nos frères. C'est en vain qu'on prétend vouloir se désintéresser du sort de nos frères, car jamais on ne pourra arracher à la nation son consentement à une alliance tournée contre nos congénères (applaudissements à gauche). L'orateur prie donc le Gouvernement d'être l'expression sincère du pays, qui veut la paix, mais qui réclame aussi son droit à l'existence, afin de remplir sa mission.

M. Al. Lahovary déclare qu'il aura peu de choses à dire après une discussion aussi importante, aussi brillante sur une question aussi délicate. M. Stourdza, le chef officiel du parti national-libéral, a fait des déclarations importantes — je dis le chef officiel parce que tout le monde ne semble pas l'admettre

(MM. Fleva, I. Lecca protestent), mais peu importe ; ce qu'il faut considérer, c'est la nouvelle politique qu'il semble avoir inaugurée. Mais l'orateur ne s'étendra plus sur ce sujet épuisé.

Il répondra seulement à certaines critiques qui lui ont été adressées et aux questions de M. I. Gradishteano ; le Ministre des Affaires étrangères se préoccupe fort peu des appréciations désagréables de la presse magyare et de la presse libérale de Roumanie ; il ne sortira pas de son rôle de ministre qui a la responsabilité de la politique étrangère de ce pays (applaudissements). La lutte entre les Magyars et les nationalités non magyares est tout aussi vieille que la monarchie austro-hongroise ; elle a seulement pris un caractère aigu ces derniers temps.

Ce caractère d'acuité date de l'introduction du dualisme. Cette lutte est sans doute regrettable et l'orateur n'a demandé à aucun Roumain d'être impassible et de ne pas désirer l'amélioration du sort des Transylvains, sans porter atteinte à la monarchie. Il serait injuste d'accuser les conservateurs de rester indifférents (applaudissements), mais d'un sentiment à une action politique il y a loin.

En 1868, une discussion a eu lieu à la Chambre sur la question roumaine et M. Fleva a rappelé la réponse de M. Kogalniceano, ministre, qui a regretté de n'être pas simple député pour tenir le même langage que l'interpellateur (M. J. Bratiano). M. Fleva a voulu faire de cette réponse un argument contre l'orateur pour montrer que celui-ci n'était pas à la hauteur de la situation.

Eh bien, messieurs, les ministres parlent selon le besoin du moment et J. Bratiano et Kogalniceano n'ont pas toujours parlé de la sorte.

En effet, après la bataille de Sadowa, la Prusse avait compris qu'il y avait encore un ennemi à vaincre : la France, et commençait à prendre ses précautions et déjà en 1867 la question du Luxembourg a failli mettre le feu aux poudres. A cette époque, J. Bratiano, très bien informé des dangers de la situation, s'était rangé du côté de la Russie, ce qui explique ses paroles provocantes.

L'orateur donne lecture d'un rapport de Rothan, d'où il ressort que la tragédie qui s'est déroulée en 1870 devait se dérouler en un seul acte en 1867.

L'Autriche devait marcher à côté de la France, contre l'Allemagne et la Russie. C'est tout cela qui explique les paroles de J. Bratiano et les bandes bulgares. La question transylvaine était alors à la mode et le Gouvernement en a profité pour faire ses déclarations pompeuses. Mais, pendant que J. Bratiano faisait ces déclarations, la politique de l'Europe changeait. L'Autriche se retirait et laissait la France seule en présence de l'Allemagne. L'orateur n'accuse pas J. Bratiano d'avoir manqué de prévoyance ou de patriotisme, mais il est évident qu'il avait trop parlé et que le Gouvernement avait été trop exubérant dans ses paroles.

A quoi avait abouti cette politique ? C'est à cette époque qu'a été inaugurée la politique du dualisme et de cette époque que datent les tentatives énergiques de magyarisation. Et dans cette Chambre, un député s'est écrié l'autre jour à propos de la déclaration faite en 1868 par Kogalniceano : C'est ainsi que parle un ministre roumain !

Eh bien, il faut considérer ce qu'un ministre fait et non pas ce qu'il dit. Un ministre conservateur ne prétend pas regarder en avant tandis que de fait il recule, il n'élève pas le poing pour prosterner son front dans la poussière (applaudissements), le front du pays même qu'on humilie (applaudissements).

Le parti libéral a manqué de modération dans la forme ; il va trop loin ; en 1882, il a inauguré une autre politique et il a également trop manifesté. Quatre faits sont restés de l'intimité de ce parti avec l'Autriche : 1° en 1882, l'éloignement de 300 familles de Roumains du Banat ; 2° l'expulsion des Transylvains ; 3° explications plus qu'humbles qui ont suivi le discours d'un autre Gradishteano à Iassi — discours qui avait cette excuse d'avoir été prononcé après un banquet copieux — et 4° la suppression de la Société *Carpatii*.

(L'orateur lit les explications publiées au *Moniteur* après le discours de

P. Gradishteano et les raisons qui devaient justifier la mesure prise contre la Société *Carpatii*). Aujourd'hui, le Gouvernement n'empêche aucune manifestation permise et par sa correction il épargne chaque jour au pays une nouvelle humiliation (applaudissements).

S'il a rappelé tous ces faits, c'est pour expliquer l'attitude plus réfléchie du parti conservateur, attitude qui n'a pas besoin d'être atténuée par des diversions comme celle tentée en 1883 par M. Stolojano. M. Take Ionesco s'est trompé en prenant au sérieux le discours prononcé par celui-ci à cette époque et dans lequel il conseillait au Gouvernement de tourner ses regards vers la Bulgarie et vers cette ville qu'on appelle Constantinople la bien gardée.

Ni Bratiano ni M. Stolojano ne croyaient pas un mot de tout cela. Mais il s'agissait d'opérer une diversion, il s'agissait de dire à l'Autriche qu'on ne voulait plus prendre la Transylvanie, qu'on regardait du côté des nobles tours de Constantinople.

Revenant à la situation actuelle, M. Lahovary dit qu'elle n'a pas changé depuis 1884, mais ce sont les libéraux qui ont changé.

Quant aux Roumains de Transylvanie, on les accueille toujours avec affection ; nous leur confions même des chaires et par là l'éducation des sentiments de nos enfants, mais il y a deux choses qu'on ne peut leur donner :

1^o L'intervention officielle sous aucune forme — directe ou comme *courtier honnête* — parce que cette intervention serait dangereuse et contraire à toutes les traditions internationales. — La guerre ou les excuses seraient au bout d'une politique d'intervention.

2^o Nous ne pouvons subordonner notre politique étrangère à leurs désirs et à leurs intérêts. Le royaume de Roumanie a sa politique propre.

M. Gradishteano me demande comment je ferai pour concilier les intérêts de la Roumanie dans la politique que j'ai adoptée. Je lui répondrai que c'est là mon affaire et celle de la Chambre, qui peut me donner ou me refuser son approbation (applaudissements).

(Indépendance Roumaine, du 15/27 décembre).

SUISSE

Le 14 décembre, l'Assemblée fédérale de la Confédération suisse a réu le Conseil fédéral pour la seizième période administrative allant du 1^{er} janvier 1894 au 31 décembre 1896.

Ces élections ont eu lieu dans l'ordre suivant :

M. Charles Schenk, de Signau (Berne).

M. Adolphe Deucher, de Steckborn (Thurgovie).

M. Walther Hauser, de Wädenswil (Zurich) et St-Gall.

M. Emile Frey, de Monchenstein (Bâle-campagne).

M. Joseph Zemp, d'Entlebuch (Lucerne).

M. Adrien Lachenal, de Genève.

M. Eugène Ruffy, de Lutry (Vaud),

Ce dernier, en remplacement de M. Louis Ruchonnet, décédé le 14 septembre écoulé.

En outre, ont été nommés :

Président de la Confédération pour 1894 : M. Frey, vice-président du Conseil fédéral ;

Vice-président du Conseil fédéral pour 1894 : M. Zemp, conseiller fédéral.

M. Gottlieb Ringier, de Zofingen (Argovie), a été confirmé, pour la prochaine période administrative, dans ses fonctions de chancelier de la Confédération.

Immédiatement après ces élections, les membres du Conseil fédéral et le chancelier de la Confédération ont été assermentés.

Message du Conseil fédéral à l'assemblée fédérale concernant la frappe supplémentaire de monnaies divisionnaires d'argent pour une somme de trois millions de francs.

(Du 14 décembre 1893)

Monsieur le Président et Messieurs,

Par message en date du 28 novembre de l'année courante, nous vous avons donné connaissance de l'arrangement intervenu entre les Etats de l'union monétaire latine (1), aux termes duquel, en dérogation à quelques dispositions de la convention monétaire de 1885, l'Italie retire toutes ses monnaies divisionnaires, tandis que, quatre mois après l'échange des ratifications, les autres Etats de l'union refuseront d'accepter ces monnaies dans leurs caisses publiques.

Dans ce message, nous avons déjà fait remarquer que le retrait de ces monnaies, qui s'effectuera dans l'espace de quelques mois seulement, pourrait produire une perturbation dans notre circulation monétaire, et nous avons ajouté que nous serions probablement amenés à procéder à la frappe des trois millions de francs de monnaies divisionnaires d'argent que la Suisse a encore le droit de frapper d'après la convention monétaire du 6 novembre 1885 (2).

Voici les monnaies divisionnaires suisses d'argent qui sont actuellement en circulation :

5.000.000 de pièces de deux francs.....	10.000.000 fr.
9.000.000 de pièces d'un franc.....	9.000.000
6.000.000 de pièces de cinquante centimes.....	3.000.000

22.000.000 fr.

3.000.000

En y ajoutant les.....
que nous avons l'intention de faire frapper encore, nous arrivons à l'émission autorisée de.....

25.000.000 fr.

soit environ 8 francs par tête de la population actuelle.

Nous venons vous demander l'autorisation de faire procéder à la frappe de ces 3 millions de francs, qui comprendrait :

750.000 pièces de deux francs.....	1.500.000 fr.
1.500.000 pièces d'un franc.....	1.500.000
	3.000.000 fr.

et le crédit nécessaire à cette opération.

Lors même qu'aux termes de l'arrangement, l'Italie doit nous rembourser en or la moitié au moins de ses monnaies retirées de notre circulation, il est néanmoins de toute nécessité qu'au vu du retrait des monnaies divisionnaires italiennes d'argent, dont le montant est estimé de 18 à 20 millions de francs, nous procédions immédiatement à la frappe en question. Nous pouvons le faire sans crainte, car le prix actuel du métal blanc, qui est très bas, réduit à un minimum la perte que nous pourrions éprouver plus tard en retirant ces monnaies de la circulation.

En ce qui concerne la frappe elle-même, nous ne pouvons pas la faire exécuter par notre administration des monnaies qui, avec le peu de locaux et les installations limitées dont elle dispose, pourra à peine suffire l'année prochaine aux exigences sans cesse croissantes de la fabrication des estampilles de valeur, et d'un budget qui prévoit la frappe de 5 millions de pièces de monnaies de billon et de cuivre et de 120,600 pièces d'or de vingt francs. En outre, depuis plus d'une année, on ne peut plus utiliser que l'une des

(1) V. cet arrangement plus haut, p. 222.

(2) V. cette Convention, *Archives*, 1886, I, p. 129.

deux chaudières à vapeur de l'hôtel des Monnaies, de sorte que, en cas de réparations ou autres interruptions, les machines à presser sont temporairement arrêtées.

En revanche, nous sommes en possession d'offres acceptables d'administrations de monnaies d'Etats étrangers, sur la base desquelles, en admettant le prix de l'argent fin à 120 fr. par kilo (le prix du jour n'est que de 117 fr. 40), nous pouvons établir le devis suivant :

Achat de 12,525 kilogr. d'argent fin à 120 francs.....	1.503.000 fr.
Les frais de la frappe y compris l'alliage en cuivre, s'élèvent par kilogramme :	
Pour les pièces de 2 francs à 1 fr. 75.....	13.125 fr.
Pour les pièces de 1 franc à 2 fr. 20.....	16.500
	29.625 fr.
Change sur Paris à 5 pour 100.....	2.938
Commission pour l'achat de l'argent.....	1.812
Ports de 3 millions de francs, 1 fr. 70 0/0...	5.100
Emballage.....	3.000
	<hr/> 42.475
	<hr/> 1.545.475 fr.

Il va sans dire que le bénéfice réalisé sur la valeur nominale, s'élevant à 1,454,525 fr., sera attribué au fonds de réserve de la monnaie.

Fondés sur ce qui précède, nous vous prions de vouloir bien approuver le projet d'arrêté ci-après.

Arrêté fédéral concernant la frappe supplémentaire de monnaies divisionnaires d'argent pour une somme de trois millions de francs.

L'Assemblée fédérale de la Confédération suisse, vu le message du Conseil fédéral du 14 décembre 1893; en application de l'article 12 de la loi fédérale du 7 mai 1850 sur les monnaies,

Arrête :

Article premier. — Le Conseil fédéral est autorisé à faire frapper des monnaies divisionnaires d'argent pour une somme de 3 millions de francs, savoir :

750,000 pièces de 2 francs et 1,500,000 pièces de 1 franc, et lui est accordé à cet effet un crédit de 1,545,475 francs.

Art. 2. — Cet article est déclaré d'urgence et entre immédiatement en vigueur.

RENSEIGNEMENTS DIVERS

Les origines du dissentiment russo-allemand.

Le 23 novembre a paru, à Berlin, sous ce titre : *L'Empire allemand du temps de Bismarck*, une histoire de l'empire allemand de 1871 à 1890 dont l'auteur, M. Hans Blum, a été à même de connaître et de révéler des détails nouveaux sur l'un ou l'autre des événements et des évolutions politiques qui ont marqué la dernière période de l'histoire contemporaine jusqu'à la chute de M. de Bismarck. Un des chapitres les plus intéressants de ce livre est consacré aux origines du dissentiment qui a éclaté entre l'Allemagne et la Russie. L'auteur les explique ainsi qu'il suit :

« En 1879, et conformément aux stipulations du traité de Berlin, une commission composée de délégués des grandes puissances et des Etats intéressés s'était réunie à Novi-Bazar pour délimiter les frontières de la Turquie à l'ouest.

Se rendre sur les lieux, c'était faciliter la tâche de concilier les intérêts contraires de toutes les parties intéressées. Or, ce fut là que, subitement, la Russie demanda, par trois lettres adressées personnellement par le tsar à l'empereur Guillaume, que le représentant allemand fût tenu de faire toujours, dans la commission de délimitation, ce que demanderait le représentant russe. Bismarck faisait alors une cure à Gastein ; cette cure produit toujours une excitation nerveuse considérable, et cette excitation venant se joindre aux fatigues extraordinaires et à l'irritation peu commune que causèrent les lettres du tsar et les événements qui s'y rattachèrent, le chancelier ne ressentit presque aucun des effets salutaires du traitement. Il avait auprès de lui ses deux fils, travaillait avec eux du matin au soir, sans discontinuer, et pourtant la besogne était si lourde que trois ou quatre courriers attendaient presque toujours des heures entières, à la porte, qu'on leur remit les pièces qu'ils devaient emporter.

« L'empereur Guillaume avait donné à son chancelier communication des lettres du tsar, et, suivant les conseils du prince, il avait immédiatement repoussé les demandes de son neveu, quoique ces demandes se succédassent l'une à l'autre sous une forme toujours plus raide et plus menaçante. Finalement, le tsar écrivit une lettre qui peut se résumer à peu près ainsi :

« L'acceptation par l'empereur Guillaume de la demande formulée par le tsar est la condition du maintien de la paix entre les deux peuples. »

« Là-dessus, le prince Bismarck fit à son souverain la déclaration suivante :

« Si ces mots se trouvaient dans une pièce russe officielle, il ne me resterait qu'une chose à faire, ce serait de conseiller à Sa Majesté de mobiliser les forces armées allemandes contre la Russie. Je prie par conséquent Sa Majesté d'engager le tsar à traiter la suite de cette affaire par la voie officielle. »

« L'empereur Guillaume s'est rendu à cette prière de son chancelier. Mais combien ce premier dissentiment avec son neveu russe lui pesait, cela ressort de ce fait qu'il envoya, subitement et à l'insu de M. de Bismarck, le général de Manteuffel, son confident, à Alexandrowo, pour demander un entretien au tsar, et cela ressort encore mieux de ce fait que le vieil empereur se mit lui-même en route pour aller à Alexandrowo. Mais l'entretien cordial des deux empereurs ne paraît pas avoir suffi pour vaincre les mauvaises dispositions qui, en Russie, étaient entretenues surtout par le prince Gortschakof.

« Le prince Bismarck ne prit pas à la légère les sentiments peu amicaux manifestés par la Russie. Il télégraphia au comte Andrassy, ministre des affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, pour lui demander s'il pourrait lui parler, et, sur la réponse affirmative du comte, il partit aussitôt pour Vienne.

« A Vienne, il donna connaissance au comte des lettres échangées par les deux empereurs et exprima la crainte qu'une alliance franco-russe ne fût conclue ou en train de se conclure. Andrassy répondit : « A l'alliance franco-russe, il n'y a qu'un contrepoids : c'est l'alliance austro-allemande. »

« Le prince Bismarck en convint, et le comte Andrassy, non seulement se déclara prêt lui-même à signer une alliance austro-allemande, mais crut pouvoir garantir aussi que son souverain accepterait une pareille alliance.

« Quant au prince Bismarck, il n'était pas si sûr de l'assentiment de son souverain, à lui. Toutefois, on rédigea un projet de traité. Les négociations se prolongèrent du 21 au 24 septembre 1879. Le traité qui en résulta ne fut porté à la connaissance du public que le 3 février 1888, par la voie du *Moniteur de l'empire*. Il porte la date du 7 octobre 1879.

« La rédaction si tardive du traité s'explique par le fait qu'au début l'empereur Guillaume ne voulut pas entendre parler d'une alliance, quoique François-Joseph se fût déclaré prêt à la signer. Guillaume avait dit crânement et nettement : non. Ce n'est qu'après de longues et inutiles représentations que le prince Bismarck réussit à obtenir l'assentiment de son souverain en dépêchant auprès de lui, à Bade, le comte de Stolberg-Wernigerode. »

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

Revue des Deux-Mondes.

1^{er} décembre. — *Les transformations de la diplomatie : I. L'ancienne Europe. — Etudes sociales, la Coopération. Les Associations coopératives de crédit et les Sociétés de production*, par P. Leroy-Beaulieu. — *Notes de voyage en Asie centrale. La question du Pamir*, par Ed. Blanc. — *Etudes d'hygiène : Epidémies anciennes et épidémies modernes ; les nouvelles routes des grandes épidémies*, par A. Proust. — *M. Henri Geffcken et sa brochure sur l'alliance franco-russe*, par G. Valbert.

15. — *La ville de Washington de 1800 à 1816*, par A. Moireau. — *Les Anglais au Moyen-âge*, par J.-J. Jusserand (étude sur l'ancien théâtre anglais).

Le Correspondant.

25 octobre. — *La Russie actuelle. Saint-Petersbourg. La Religion orthodoxe. L'agriculture. Les Juifs et les Chemins de fer. Le Nihilisme*, par Fédor Zakarine. — *Essais sur l'Allemagne nouvelle* (notes prises au cours d'un récent voyage). — *Le dernier des Chanceliers de France*, par de Lauzac de Laborie (à propos du 2^e volume des *Mémoires* si intéressants du chancelier Pasquier). — *La France et l'Empire du milieu*, par Albert Perquer. — *Une nouvelle guerre des Zoulous. Les Anglais dans l'Afrique Australe*, par L. Desforges.

10 novembre. — *Les idées d'un néo-chrétien sur la Réforme religieuse*, par M^{sr} d'Hulst (à propos du *Devoir présent*, par Paul Desjardins). — *Les origines de l'unité italienne*, par P. de la Gorce. — *Les dates préhistoriques*, par le marquis de Nadaillac. — *La fille du Khédive. Le Harem*, par Marie Dronsart (d'après le journal d'une institutrice anglaise attachée à une fille du Khédive Ismaïl). — *Etude de vie morale contemporaine : la pensée de la mort*, par Angot des Rotours. — *Un Français russophile au XVIII^e siècle*, par G. d'Hugues (il s'agit du prince Charles de Nassau-Siegen qui, malgré son nom allemand, se considéra toute sa vie comme sujet français, étant né en Picardie d'une française et dont la biographie, due à l'un de ses descendants, le marquis d'Aragon, a paru récemment).

25. — *L'alerte de 1875. Un nouveau témoignage*, par Ch. Gavard (notes tirées des papiers du diplomate mort récemment, qui fut chargé d'affaires à Londres pendant la crise). — *Les origines de l'unité italienne* (suite), par P. de la Gorce. — *La fille du Khédive* (fin), par Marie Dronsart. — *Les souvenirs du général baron Teste (1775-1862)*, par le vicomte de Boislecointe (analyse de mémoires inédits).

10 décembre. — *Le péril socialiste. Les trois socialismes : le socialisme d'Etat, le socialisme chrétien, le vrai socialisme*, par Claudio Jannet. — *Quelques années de ma vie*, par M^{me} Octave Feuillet. — *Les origines de l'unité italienne*, par P. de la Gorce. — *Clôture de l'Exposition de Chicago. Coup d'œil d'ensemble*, par le marquis de Chambrun. — *Le néo-bouddhisme*, par Angot des Rotours. — *L'Angleterre en Afrique. L'Ouganda*, par Marie Dronsart.

25. — *La réaction actuelle contre le positivisme. Les causes et les conditions de succès*, par l'abbé de Broglie. — *Alexandre de Battenberg*, premier prince de Bulgarie, par le comte Joseph Grabinski. — *Les populations rurales et leurs souffrances*, par Ad. Lair. — *Le luxe et le goût sous la Restauration*, par A. Babeau (d'après le livre de M. Henri Bouchot).

Revue politique et littéraire.

2 décembre. — *Victor Hugo depuis sa mort*, par Raoul Rosières (revue des diverses appréciations dont le poète a été l'objet dans ces dernières années). — *Une théorie anglaise du Gouvernement de l'Égypte*, par Henri Pensa (à propos de l'ouvrage de M. Alfred Milner, *England in Egypt*). — *Trois historiens de Napoléon*: M. Taine, Arthur Lévy et Frédéric Masson, par M. de Wyzewa.

9. — *La poésie française de 1600 à 1620*, par Em. Faguet. — *Frédéric Nietzsche : l'homme et l'écrivain*, par Louis Stein. — *La prochaine guerre*, par Patiens (extrait d'un ouvrage intitulé *L'Alsace-Lorraine devant l'Europe*). — *Saint François d'Assise et ses récents biographes*, par M. de Wyzewa.

16. — *Le rôle social de la littérature chinoise*, par E. Chavannes. — *Les « Souvenirs » d'Alexis de Tocqueville*, par E. Spuller. — *Une légende musulmane*, par C. Chryssaphidès (question de la polygamie).

23. — *L'idée anarchiste*, par Paul Desjardins. — *Lettres intimes d'un officier allemand pendant la campagne de 1870*, par V. Daroberg. (Analyse d'une publication faite en Allemagne; l'officier dont il s'agit était magistrat; ses lettres adressées à sa femme ne respirent guère que la haine la plus farouche pour tout ce qui concerne la France et les sentiments les plus bas.) — *Alexis de Tocqueville : la Révolution de 1848*, par E. Spuller. — *La maison d'un poète au XVII^e siècle : Jean Racine chez lui*, par Louis Barron.

30. — *Réflexions vaines sur la guerre future*, par Jean Lanor. — *Les professions en Angleterre : Médecins*, par Max Leclerc. — *Souvenirs inédits sur Napoléon 1^{er} : Louis XVIII et le Premier Consul ; Napoléon et Joséphine avant le divorce*, par le commandant Grandin. — *Les jeunes Revues*, par Charles Maurras.

Bulletin de la Société de législation comparée.

1893, VIII-IX. — *Compte rendu du premier Congrès de patronage des libérés*, tenu à Paris du 24 au 27 mai 1893, par M. Ritsch. — *Note sur les Habous de Tunisie*, par M. Paul Bonnard, vice-président du Syndicat des Colons français en Tunisie. (Il s'agit de biens inaliénables, dont le revenu sert, soit à une œuvre religieuse, soit à une œuvre de bienfaisance ou d'utilité publique. Ces biens forment une partie importante du territoire tunisien; le régime en est plutôt favorable à la colonisation; il pourrait être amélioré sur des points indiqués par l'auteur de la note.) — *Etude sur les voies ferrées d'intérêt local d'après la législation prussienne*, par J. Penet (analyse d'une loi du 28 juillet 1892). — *Loi bulgare du 17 décembre 1889 sur la reconnaissance des enfants naturels*, la légitimation et l'adoption. — *Chronique législative : Chambres françaises*.

X-XII. — *Etude sur le régime légal des Corporations de mainmorte du Brésil* par M. de Souza Bandeira (exposé historique intéressant). — *Note sur les Commissions d'enquête parlementaire en Belgique*, par M. Léon Salefranque. (Intérêt résultant de ce qu'on a souvent invoqué la législation belge dans les diverses propositions faites en vue de régler les pouvoirs des Commissions d'enquête.) — *Note sur le Crédit maritime*, par M. Gonzalez-Revilla, auditeur au Conseil d'Etat d'Espagne. — *Chronique législative : Chambres belges* (révision de la Constitution avec les Textes anciens et les Textes nouveaux).

Revue de droit international et de législation comparée.

1893, VI. — *La codification du droit international privé*, par M. Asser (exposé de la Conférence tenue à la Haye en septembre dernier). — *Considérations juridiques sur le dualisme austro-hongrois, spécialement par rapport aux Chemins de fer*, par le Dr Kaufmann. — *Une Cour de cassation internationale*, par M. Hubert Brunard. (Il s'agirait, suivant l'auteur qui est avocat à Bruxelles, d'établir une Cour de cassation chargée de statuer sur les difficultés

qui peuvent surgir à propos de la Convention pour les transports internationaux par Chemins de fer; la Cour siégerait à Bruxelles, tandis que l'office central des Chemins de fer est établi à Berne.) — *Le Tribunal fédéral suisse*, par F. Nessi (à propos de la récente loi fédérale du 22 mars 1893). — *Le conseiller fédéral Ruchonnet*, par M. A. Rivier (éloge mérité d'un homme d'Etat fort distingué que la Suisse vient de perdre prématurément; il a rendu les plus grands services à son pays pour le développement du droit fédéral; il a contribué spécialement à l'adoption de la loi sur l'extradition votée en 1892 qui, dans son ensemble, constitue une œuvre fort remarquable).

La Propriété industrielle.

1^{er} septembre. — Statistique des marques de fabrique et de commerce déposées en France en 1892 (il y en a eu 6,255 dont 6.009 relatives à des établissements industriels ou commerciaux situés en France et 246 à des établissements situés hors de France, 118 en Angleterre, 43 en Allemagne, 18 aux Etats-Unis, 16 en Suisse, etc.).

1^{er} octobre. — *L'avant-projet de loi hollandais sur les brevets d'invention*. (La Hollande a eu une loi sur les brevets de 1817 à 1869; elle a, à cette dernière date, supprimé toute protection pour les inventeurs. L'opinion publique était alors très généralement hostile au système des brevets. Il semble y avoir un revirement comme il y en a eu un en Suisse. Les délégués des Pays-Bas, à la dernière Conférence de l'Union de la propriété industrielle tenue à Madrid en 1890, avaient annoncé l'intention de leur Gouvernement de présenter un projet de loi sur les brevets. C'est cette intention qui vient de se réaliser par l'avant-projet analysé dans l'article cité). — Lettre de Belgique sur *la transmission des marques*.

1^{er} novembre. — *Les brevets d'importation en France*, par Eug. Pouillet. — Décisions judiciaires. — Résolutions du Congrès de la propriété industrielle de Chicago. — Projet de loi autrichien sur les brevets d'invention.

1^{er} décembre. — Loi hollandaise du 20 septembre 1893 sur les marques de fabrique et de commerce. — Questions de procédure en Allemagne, par le professeur Kohler (à propos des actions relatives aux brevets). — Résolutions de la société allemande pour la protection de la propriété industrielle (l'une d'elles demande l'accession de l'Allemagne à l'Union internationale). — Statistique de la propriété industrielle dans la Grande-Bretagne pour l'année 1892.

Le Droit d'auteur.

15 octobre. — *L'Union internationale pour le Copyright* (traduction d'un mémoire lu au Congrès littéraire de Chicago par sir Henry Bergne, délégué britannique aux Conférences de Berne de 1885 et de 1886 où a été élaborée l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques). — *Le Congrès littéraire et artistique international de Barcelone* (septembre 1893); exposé de ses travaux avec le texte de ses résolutions, dont quelques-unes sont intéressantes pour les rapports internationaux. — Le Congrès des auteurs allemands à Vienne (propositions pour la modification de la Convention de Berne). — *L'Assemblée générale des littérateurs et journalistes allemands à Munich*, tenue en juillet 1893 (propositions en vue de la revision de la législation allemande sur le droit d'auteur; demande de dénonciation de l'arrangement intervenu entre l'Allemagne et les Etats-Unis à raison de l'absence de réciprocité). — *Les Congrès littéraires de Chicago*. — *L'Union internationale de photographie* (session à Genève en août 1893; il y a été question de la protection légale à assurer aux œuvres photographiques). — Nouvelles de la propriété littéraire et artistique: République Argentine, objections à un arrangement avec les Etats-Unis; Autriche-Hongrie, vœux des éditeurs en

faveur de l'accession à l'Union de Berne; *Grande-Bretagne*, vœux en faveur de la revision de la législation intérieure; *Guatemala*, traité avec l'Espagne; *Hollande*, mise à l'étude par l'Association des éditeurs de la question de savoir si l'accession de la Hollande à la Convention de Berne n'est pas désirable au point de vue de l'équité et de l'intérêt commercial bien entendu; *Pays Scandinaves*, arrangement danois avec les Etats-Unis; acte récent de piraterie littéraire et artistique en Suède (traduction d'un journal humoristique allemand et reproduction de ses dessins); *Portugal*, arrangement avec les Etats-Unis; *Salvador*, traité avec le Vénézuéla.

15 novembre. — Législation française sur le droit d'auteur. — *Le droit de traduction dans le ressort de l'Union de Berne, Allemagne*.

15 décembre. — Convention du 24 avril 1893 entre l'Autriche-Hongrie et la Grande-Bretagne pour la protection réciproque des auteurs d'œuvres de littérature ou d'art (non encore ratifiée); étude sur cette Convention. — *Le droit de traduction dans le ressort de l'Union de Berne, Allemagne*, par le professeur Kohler. — Questions de traduction et d'adoption (à propos des réclamations de l'auteur scandinave Bjørnstjerne, contre l'adaptation d'une de ses pièces jouée sur un théâtre parisien). — Lettre de M. Darras sur diverses décisions judiciaires intéressantes: reproduction des articles de journaux, vente des cartons perforés pour pianistas, etc.

Annales de droit commercial français, étranger et international.

Octobre. — Chronique française de législation et de doctrine en matière de droit commercial et industriel, par E. Thaller. — Les lois commerciales françaises de la fin de la législature 1889-1893.

Revue critique de législation et de jurisprudence.

Décembre. *De la compétence des Tribunaux mixtes égyptiens, en matière réelle immobilière*, par L. Desmonts. (La question est actuellement discutée avec beaucoup de vivacité; elle soulève des intérêts multiples, politiques autant que juridiques. L'auteur s'est préoccupé du côté légal de la controverse, il a exposé soigneusement les arguments des deux parties et il a laissé au lecteur le soin de prononcer.)

Revue algérienne et tunisienne.

Août-septembre. — *Un souvenir du droit romain en Tunisie: du contrat d'Enzel tel qu'il est réglé par les usages et les coutumes de la Régence*, par P. Sumien (il s'agit d'une location perpétuelle moyennant une redevance annuelle invariable).

Décembre. — *De la nature juridique du protectorat déterminée par les traités et la jurisprudence*, par M. Gérard, professeur à l'Ecole de droit d'Alger. (Etude intéressante où l'auteur démontre qu'en matière pénale, au point de vue de la compétence et de la loi applicable, le territoire protégé doit être considéré comme sol national pour les nationaux du protecteur et que les étrangers leur sont assimilés.)

Bulletin des transports internationaux par Chemins de fer.

Août. — *La Conférence technique de Berne* (elle s'est tenue du 5 au 12 juin).

Septembre. — Loi générale des chemins de fer russes (du 12 juin 1885). — Certificats d'origine pour les marchandises exportées en Allemagne.

Octobre. — Règlement italien pour les transports de marchandises de provenance ou à destination de l'étranger (1^{er} septembre 1893). — Deux Conférences diplomatiques sur les transports (l'une d'elles a réglé la forme de l'accession des Etats à la Convention de Berne).

Novembre. — Dispositions relatives au transport des marchandises en France. — L'art. 15 de la Convention de Berne (réponse à divers critiques).

Décembre. — Etude juridique sur l'art. 35 de la Convention internationale (droit de fixer un maximum d'indemnité pour le cas de perte ou d'avarie).

Le Mémorial diplomatique.

4 novembre. — *Les Français en Russie et les Russes en France*, par Pierre Philibert (à propos d'un livre de M. Léonce Pingaud). — Nouvelle classification des bâtiments de guerre en Allemagne.

11. — *Le banquet du Lord-Maire. — La Constitution anglaise au commencement du XVIII^e siècle : origine et causes de la lutte entre les Stuarts et le Parlement*, par Paul Roquère.

18. — *Prim, O'Donnell et Narvaez*, par le prince Lubomirski.

25. — *L'insurrection brésilienne. — La question arménienne* (extrait d'un article publié dans *la New Review*, par Sadik Effendi). — La question du paiement des droits de douane en or exigé par le Gouvernement italien (article du *Journal de Genève*).

2 décembre. — *La revision constitutionnelle en Belgique* (analyse d'un article publié dans une Revue américaine par le ministre de Belgique à Washington). — *Autour du Tonkin*, par le prince Henri d'Orléans (mœurs des habitants du Haut-Mékong).

9. — *Le président Cleveland*.

23. — *Le Livre-Vert* italien sur les affaires d'Aigues-Mortes.

30. — *Fin d'année*, par Alfred Berl (revue politique).

Bulletin de statistique et de législation comparée.

Octobre. — *France* : les monnaies divisionnaires d'argent (recensement du 1^{er} sept. 1893); le commerce extérieur en 1892; le rapport du président de la Commission permanente des valeurs de douane; la situation financière des départements en 1892; Madagascar, les monnaies malgaches. — *Situation des principales banques d'émission à la fin du 3^e trimestre de 1893. — Belgique* : les monnaies divisionnaires d'argent. — *Pays-Bas* : le projet de budget pour 1894. — *Les dépenses publiques des grandes Puissances européennes* (d'après un travail du professeur Richard von Kaufmann). — *Suisse* : le monopole de l'alcool. — *Autriche-Hongrie* : le projet de budget autrichien et le projet de budget hongrois pour 1894. — *Inde Anglaise* : la réforme monétaire et le budget. — *Etats-Unis* : la question monétaire.

Novembre. — *France* : production des vins et des cidres en 1893; les Caisses d'épargne scolaires; la situation financière des communes en 1892. — *Allemagne* : le projet de réforme des impôts de l'Empire (exposé des motifs du projet de loi); le projet de budget de l'Empire pour 1894-95. — *Espagne* : le régime

des alcools. — *Grèce*: le Message royal (partie relative aux finances). — *Australie*: la vigne et le vin.

Décembre. — *France*: la Caisse nationale d'épargne et les Caisses d'épargne privées en 1892. — *Europe et Canada*: les Caisses d'épargne postales. — *Angleterre*: les budgets du Royaume-Uni. — *Pays-Bas*: le commerce extérieur (1847 1892). — *Allemagne*: les projets de réformes fiscales. — *Italie*: la situation budgétaire (résumé de l'exposé fait par le ministre du Trésor). — *Norvège*: le commerce extérieur. — *Etats-Unis*: Message présidentiel (passages relatifs aux questions économiques et financières).

Le Grand-Duché de Luxembourg dans les relations internationales. — Recueil des traités, conventions et arrangements internationaux et dispositions législatives diverses concernant les étrangers, par F. Ruppert, conseiller, secrétaire général du Gouvernement. — Luxembourg, imprimerie de la Cour, Léon Bück, mai 1892.

M. Ruppert dit, dans sa préface, qu'il espère que son recueil sera accueilli avec faveur. Nous exprimerons notre sentiment en disant que nous avons parcouru son élégant volume avec une sorte d'envie et de regret. Il serait bien à désirer qu'un Recueil du même genre fût publié pour les divers pays. Cela rendrait les plus grands services à la pratique et à la théorie; cela montrerait que le droit international public ou privé a des fondements plus solides et plus précis qu'on n'est disposé à le croire dans le public où on s'en tient trop souvent aux anciennes idées sur le *droit de la nature et des gens* tel qu'on l'enseignait au siècle dernier et encore dans une partie de ce siècle. M. Ruppert a rangé par ordre alphabétique toutes les stipulations conventionnelles et toutes les dispositions légales concernant les étrangers. Ainsi, au mot *Neutralité*, on trouve non seulement la Convention de Londres du 11 mai 1867 qui règle la situation internationale du Grand-Duché, mais les Protocoles de la Conférence où elle a été rédigée. Là où la législation est muette ou insuffisante, une note résume l'état de la jurisprudence. V. p. ex. v^o *Exequatur* en ce qui concerne les règles admises pour les jugements étrangers. V. aussi le résumé de la jurisprudence en ce qui concerne la *faculté d'ester en justice*. — Le volume se termine par deux tables: l'une *chronologique*, l'autre *alphabétique* par matières et par puissances, qui rendent les recherches on ne peut plus faciles. Par exemple, au mot *France*, sont indiquées toutes les Conventions qui unissent ce pays avec le Luxembourg. Nous n'avons qu'à souhaiter que le Recueil soit tenu au courant par un supplément publié de temps à autre et que l'exemple, si heureusement donné par M. Ruppert, soit suivi ailleurs.

L. R.

L'Europe politique en 1892 (Gouvernement, Parlement, Presse), par Léon Sentupéry, ancien sous-chef de bureau au Ministère de l'Intérieur, in-8°, Paris, 1893, librairie Lecène et Oudin.

Nous avons rendu compte des deux premiers fascicules de cet ouvrage, consacrés à l'*Allemagne*, à l'*Autriche-Hongrie* et à la *Belgique* (*Archives*, 1893, t. I, p. 244); nous en avons indiqué le plan très ingénieux et nous avons montré les services que cette publication était destinée à rendre à tous ceux qui ont intérêt à connaître ce qui concerne les pays étrangers. Nous avons sous les yeux le 3^e et le 4^e fascicule qui, réunis aux deux premiers forment un beau volume de 903 pages environ. Les pays dont il est traité dans la partie récemment publiée, sont la *Bulgarie*, le *Danemark*, l'*Espagne* et la *Grande Bretagne*. Sur tous on trouvera de précieux renseignements que l'on peut au besoin compléter et contrôler en recourant aux diverses sources soigneusement indiquées. Si nous prenons pour exemple la *Bulgarie*, nous avons un résumé de son régime constitutionnel, de son organisation administrative, judiciaire,

financière, militaire, de l'instruction publique, de son régime commercial, de ses rapports avec les puissances étrangères (ici se place une note sur les *Capitulations* dans laquelle nous relevons une affirmation hasardée sur le caractère de la Capitulation de 1740, qui serait une faveur octroyée et révocable, ce qui n'est certainement pas admissible); la situation de la *Roumélie orientale*, la question de la *Macédoine* terminent cette partie. Le Parlement et la Presse ont leur chapitre; des notices sont consacrées aux divers hommes politiques qui ont marqué dans ces dernières années. Le quatrième fascicule est tout entier assigné à la *Grande-Bretagne*; en dehors des questions fondamentales, nous signalerons les développements étendus fournis sur les hommes politiques des divers partis et la Presse qui joue un si grand rôle en Angleterre.

On voit, par ce rapide exposé, combien une pareille publication suppose de recherches souvent difficiles et on ne peut que féliciter M. Sentupéry de s'y livrer avec tant de persévérance. Son travail n'aura tout son prix que s'il est régulièrement achevé et ensuite tenu au courant. Ce qu'il a déjà fait nous donne l'assurance qu'il en sera ainsi.

L. R.

Almanach de Gotha. Annuaire généalogique, diplomatique et statistique. 1894, Gotha, Justus Perthes.

C'est la 131^e année du célèbre *Almanach* qui contient beaucoup plus de choses utiles que ne semble indiquer son titre. On ne peut que louer le soin avec lequel la Rédaction se préoccupe de fournir les renseignements les plus récents et les plus précis sur tous les points qui peuvent intéresser les hommes politiques et les publicistes : budget, armée, organisation administrative. On est étonné de la quantité de choses qu'on a pu réunir dans un si petit volume.

Revue générale de droit international public (Droit des gens, Histoire diplomatique, Droit pénal, Droit fiscal, Droit administratif).

Nous sommes heureux d'annoncer à nos lecteurs la publication prochaine d'une Revue qui paraîtra à Paris, chez l'éditeur Pedone.

Cette Revue sera dirigée par deux jurisconsultes qui se sont déjà signalés par des travaux remarquables sur le droit international public, M. Antoine Pillet, professeur à la Faculté de Droit de Grenoble, et M. Paul Fauchille, docteur en droit, lauréat de l'Institut. Voici leur programme :

Le premier soin des promoteurs d'une œuvre nouvelle doit être de la justifier, c'est-à-dire de montrer au public, auquel ils la destinent, son utilité ou mieux encore sa nécessité, et cette obligation est pour nous d'autant plus importante, que notre recueil ne doit point, dans notre esprit, demeurer confiné au cabinet d'études des seuls hommes de science. Nous voulons une Revue qui soit intéressante et utile non seulement pour les internationalistes, ou même pour les seuls jurisconsultes, mais pour tout le public éclairé et instruit que des questions aussi variées et aussi graves que les nôtres ne peuvent pas laisser indifférent.

Le droit international public, plus connu sous le nom de droit des gens, peut être assez exactement représenté comme un trait d'union existant entre la science juridique et le domaine des relations internationales. Par son origine et par ses méthodes, il appartient au droit, on a pu même dire qu'il en est l'expression la plus élevée et la plus noble, puisque ses lois ne consistent pas dans l'interprétation de quelques textes forcément imparfaits, mais dérivent directement de l'effort de la raison et de la considération attentive des conditions d'existence des Sociétés modernes. Dans son objet, le droit des gens embrasse ces incidents incessamment renouvelés qui, parce qu'ils touchent aux

intérêts de Sociétés indépendantes et rivales, méritent toujours notre attention, ces faits qui, dans les heures les plus solennelles de la vie des nations, retiennent suspendus aux lèvres d'un orateur ou à la plume d'un nouvelliste des peuples entiers de spectateurs anxieux. Ces faits sont du domaine de la politique, mais non point de la politique seulement, ils appartiennent aussi au droit. Que les mots de justice et d'injustice ne soient point le propre des actions des hommes, qu'ils représentent des qualités applicables au même titre aux actes des souverains, notre conscience nous l'affirme de la façon la plus nette, et nous savons en outre qu'il existe entre Etats des coutumes anciennes, respectables et respectées qui les unissent dans un réseau serré de droits et de devoirs. Déterminer de la façon la plus précise et la plus juste ces devoirs, est l'objet du droit des gens. Ce sera aussi l'objet de notre Revue qui, par l'hospitalité qu'elle accordera aux juriconsultes de tous les pays et de toutes les opinions, aspire à devenir un foyer actif et précieux d'études juridiques internationales.

Nous avons dès longtemps laissé derrière nous l'époque où les problèmes concernant la vie des nations s'agitaient dans le plus grand secret entre quelques initiés. Une légitime curiosité, jointe, il faut bien le dire, à un sentiment de patriotisme, pousse tout esprit cultivé à s'instruire de tout ce qui concerne les destinées de sa patrie : les moyens de publicité, grâce à leur incessant perfectionnement, mettent à la portée de tous les matériaux indispensables à cette étude. Reste à les utiliser. Il nous a semblé que l'on ne pouvait mieux faire dans cette voie, que de convier tous ceux que leurs études ont préparés à cette œuvre à faire bénéficier le public des fruits de leur expérience. Notre appel a été entendu, et nous pouvons déjà promettre à nos lecteurs des études émanées d'hommes dont la compétence est universellement reconnue.

Par cela seul, l'utilité de notre œuvre, sa nécessité même dans une société aussi cultivée que la nôtre, nous semblent suffisamment démontrées. Mais il ne suffit pas à une Revue de pouvoir rendre à l'occasion les services les plus certains. On est encore en droit de lui demander d'être directement intéressante pour ses lecteurs.

Nous croyons avoir pourvu à cette nouvelle exigence par les bases mêmes que nous donnons à notre publication. La *Revue de droit international public* sera beaucoup plus une œuvre de science appliquée que de science pure. Sans aucun doute, le côté de la théorie ne sera point sacrifié ; car, sans théorie, la pratique est trop souvent réduite à se mouvoir dans une fâcheuse obscurité ; mais la science pure ne sera pas son seul objet. La Revue s'appliquera surtout à bien poser et à bien résoudre ces questions que ne cesse de faire naître le commerce des Etats entre eux, questions que tout homme connaît de près ou de loin, dont tout homme s'inquiète parce qu'elles présentent pour tous un intérêt direct, mais que bien peu savent analyser et résoudre. Et, dans le nombre considérable des problèmes de cet ordre, elle choisira toujours de préférence ceux qui sont les plus actuels, de façon que ses lecteurs soient exactement instruits des conditions dans lesquelles se présentent les difficultés internationales et du moyen de les écarter. L'actualité et l'exactitude seront notre loi. C'est ainsi que, soucieux d'informer nos lecteurs même des moindres événements internationaux, nous publierons dans chacun de nos fascicules une chronique où se trouveront relatés et commentés tous les faits dont l'importance restreinte ne justifierait pas une étude séparée. De plus, dans chaque livraison, nous mentionnerons ou reproduirons les documents les plus intéressants, et nous indiquerons, d'une manière aussi complète que possible, la littérature nouvelle du droit des gens. Nous voulons que la Revue soit le miroir fidèle de la vie internationale des peuples, envisagée au point de vue des questions de droit dont elle occasionne la naissance.

Au reste, ce n'est point aux intérêts exclusifs de ces grandes communautés qui forment des Etats distincts que nous consacrerons tous nos travaux. Toutes les associations assez importantes pour représenter un intérêt social certain appartiennent à notre domaine, en tant que leur action s'étend au delà du pays

dans lequel elles ont pris naissance. Nous nous occuperons avec tout le soin désirable des affaires internationales concernant, soit les Compagnies de chemins de fer, soit les entreprises de messageries maritimes ou fluviales, soit encore les Compagnies d'assurances maritimes ou terrestres. Nous croyons même pouvoir revendiquer pour notre Revue les questions concernant les Compagnies de commerçants qui, envoyant au loin leurs agents et leurs capitaux, demeurent à l'étranger une petite nation distincte, partie de la grande nation dont elle s'est détachée. Tout ce qui concerne les ambassades et les consulats sera aussi de notre part l'objet d'une sérieuse attention.

En un mot, autant que les questions purement juridiques, les questions commerciales, financières, administratives même, seront de notre ressort, auquel aucun intérêt international de quelque généralité et de quelque importance ne doit demeurer étranger.

Tel étant notre programme, nous espérons que notre Revue présentera un intérêt certain pour tous ceux que préoccupe à un point de vue quelconque le sort des relations des peuples entre eux. Nous espérons aussi que, fidèle en toute occasion à la vérité et à la justice, elle aura l'insigne honneur de rendre des services fréquents à la cause de l'humanité et de la civilisation.

Comme disposition matérielle, la Revue comptera quatre parties : 1° Des études générales ou spéciales, de science pure et de droit positif ; 2° une chronique des faits internationaux ; 3° un recueil de documents ; 4° un bulletin bibliographique et une revue des périodiques.

TABLE DES MATIERES

PAR ORDRE CHRONOLOGIQUE

	1884	Pages
Mars. . . .	43 <i>Egypte</i> . Décret sur l'impôt de la propriété bâtie. . . .	85
—	— Règlement pour l'application du décret	90
Novembre .	9 Décret suspendant l'application du décret du 13 mars 1884. . . .	94
—	15 <i>France</i> . Dépêche de M. Barrère au sujet de ce décret. . . .	93
	1885	
Octobre . .	27 <i>Egypte</i> . Circulaire relative à l'impôt sur la propriété bâtie	95
	1886	
Avril. . . .	11 <i>Egypte</i> . Décret remettant en vigueur le décret de 1884 sur la propriété bâtie.	97
Mai	6 <i>France</i> . Dépêche de M. d'Aunay au sujet de réclamations de propriétaires d'Alexandrie	98
—	24 <i>Grande-Bretagne</i> . Lord Lyons à M. de Freycinet (même sujet).	100
—	27 <i>France</i> . Réponse de M. de Freycinet.	101
Juin. . . .	9 <i>Egypte</i> . Instructions pour la formation de Commissions en vue de l'impôt sur la propriété bâtie	103
—	25 <i>France</i> . M. d'Aunay à Nubar-Pacha (protestation contre l'effet rétroactif du décret du 11 avril). . . .	109
Août. . . .	16 M. de Beaucaire à M. de Freycinet (même sujet). . . .	110
—	17 <i>Egypte</i> . Tigrane-Pacha à M. de Beaucaire.	110
—	19 <i>France</i> . Réponse de M. de Beaucaire.	111
—	23 M. de Beaucaire à M. de Freycinet.	110
	1887	
Mars. . . .	27 <i>France</i> . M. d'Aunay à M. Flourens (réclamations contre l'impôt égyptien sur la propriété bâtie). . . .	113
Avril . . .	12 Réponse de M. Flourens.	114
—	30 M. Flourens, ministre des affaires étrangères, à l'agent de la France au Caire (affaire de la corvée) . . .	27
Mai	30 M. d'Aunay à M. Flourens.	114
Août. . . .	17 <i>Egypte</i> . Circulaire avec projet de décret sur la suppression partielle de la corvée.	31
Septembre .	23 <i>France</i> . M. Flourens à l'agent de France au Caire. . .	33
Novembre .	42 Circulaire aux agents diplomatiques (question de la corvée)	35
	1888	
Janvier. . .	19 <i>Egypte</i> . Note du Gouvernement pour le rachat des pensions.	48
—	— Le ministre des finances aux Commissions de la dette (projet de l'institution d'un fonds de réserve). . .	42
—	23 Arrangement financier avec la famille Khédiviale. . .	53
Février. . .	9 Lettre des commissaires de la dette égyptienne. . .	45
Mars. . . .	3 Circulaire sur la création d'un fonds de réserve. . .	44

Avril . . .	2	Décret relatif à l'abolition partielle de la corvée. . .	39
—	30	Décret émettant un emprunt.	57
Juin . . .	2	<i>France</i> . M. Goblet, ministre des affaires étrangères, à l'agent de la France au Caire	46
Juillet . .	18	<i>Egypte</i> . Décret créant un fonds de réserve	46
Octobre . .	9	Circulaire sur les modifications à apporter aux Tribunaux mixtes.	59
Novembre .	20	<i>France</i> . Rapport de M. d'Aubigny sur les modifications proposées aux Tribunaux mixtes.	63
Décembre .	26	<i>Grande-Bretagne</i> . Mémoire relatif aux Tribunaux mixtes égyptiens	66

1889

Janvier . .	22	<i>France</i> . M. Goblet, ministre des affaires étrangères à l'agent de la France au Caire.	67
—	31	<i>Egypte</i> . Décret prorogeant les Tribunaux mixtes.	70
—	—	Décret sur l'application des règlements de police.	71
Février . .	6	<i>France</i> . Circulaire relative aux Tribunaux mixtes égyptiens.	73
—	25	<i>Egypte</i> . Circulaire relative aux Tribunaux mixtes	75
Mars . . .	7	<i>France</i> . M. d'Aubigny à M. Spuller (conversion de la dette égyptienne).	117
Avril . . .	6	M. Spuller à M. d'Aubigny (réserves au sujet de l'évacuation de l'Égypte).	118
Mai	23	<i>Egypte</i> . Circulaire au sujet de la conversion de la dette.	122
Juin	3	<i>France</i> . M. Spuller à M. Waddington.	257
—	5	M. Waddington à M. Spuller (entretien avec lord Salisbury sur l'Égypte)	258
—	7	M. Spuller à M. Waddington.	259
—	12	M. Waddington à M. Spuller (question d'Égypte).	260
—	19	M. Waddington à M. Spuller (question d'Égypte).	261
—	21	M. Spuller à M. Waddington.	261
—	—	M. Waddington à M. Spuller.	262
—	22	M. Spuller à M. Waddington.	263
—	24	M. Waddington à M. Spuller.	264
Juillet . . .	1	M. Waddington à M. Spuller.	265
—	2	M. Spuller à M. Waddington.	266
—	31	<i>Grande-Bretagne</i> . Discours de lord Salisbury sur l'Égypte	268
Août	13	<i>France</i> . M. Waddington à M. Spuller.	269
Septembre .	12	<i>Egypte</i> . Demande de l'adhésion de la France à la conversion de la dette.	270
Novembre .	1	<i>France</i> . M. d'Aubigny à M. Spuller (attitude de la France dans la question de la conversion de la dette égyptienne)	270
Décembre .	10	<i>Egypte</i> . Décret supprimant la corvée.	277
—	11	Proposition de l'établissement d'une nouvelle taxe.	273
—	20	<i>France</i> . M. d'Aubigny (rapport sur le projet de suppression de la corvée).	274

1890

Janvier . .	23	<i>France</i> . M. d'Aubigny (propositions égyptiennes pour la constitution d'un fonds de guerre).	283
Février . .	20	M. d'Aubigny (tableau de la dette égyptienne)	285
Mai	3	M. Ribot (vues du Gouvernement au sujet de la conversion de la dette égyptienne).	293
—	7	M. d'Aubigny (ajournement de la Commission technique des Tribunaux mixtes égyptiens).	79

—	9	<i>France</i> . M. Waddington à M. Ribot	295
—	22	— M. Ribot à M. d'Aubigny (adhésion au projet de conversion)	296
Juin. . . .	17	— Circulaire aux ambassadeurs (conversion de la dette égyptienne)	302

1892

Janvier. . .	30	Convention sanitaire internationale (signée à Venise).	5
Février. . .	12	<i>France</i> . Dépêche de l'agent en Egypte au sujet de la réduction des intérêts moratoires	83
Juin. . . .	27	<i>Espagne</i> — <i>Suede</i> . Convention commerciale.	241
—	—	<i>Espagne</i> — <i>Norvège</i> . Convention commerciale.	246
—	—	Protocole pour l'établissement d'un service de navigation.	251

1893

Janvier. . .	2/14	<i>Autriche-Hongrie</i> — <i>Russie</i> . Convention pour la jonction des voies ferrées.	253
Février. . .	14	Ratification de la Convention sanitaire de Venise.	23
Mars. . . .	21	<i>France</i> . Règlement sur les prisonniers de guerre.	163
Août	8	Loi sur le séjour des étrangers.	317
Octobre . .	10	Rapport sur l'application de la loi sur la nationalité.	197
Novembre .	15	<i>Belgique</i> — <i>France, etc.</i> Convention monétaire (non ratifiée).	222

TABLE ANALYTIQUE

Des Matières contenues dans les quatre Volumes de l'année 1893

AGENTS DIPLOMATIQUES

ETRANGERS. — Outrages, discussion parlementaire en France (6 mars), II, 212.

AIGUES-MORTES (Affaires d').

— Analyse d'un *Livre vert*, IV, 226.

ALLEMAGNE.

— I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 3, V. *Chemins de fer*; — Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord (16 novembre 1887), I, 129; Protocole, 132; — Echange de colis postaux, arrangement avec la Belgique et la France (16 décembre 1892), II, 249. — II. Déclaration du Ministre des Affaires étrangères au sujet des rapports avec la Russie (14 février), I, 201; — Discussion du projet de loi militaire (mai), II, 205; — Discours de l'Empereur à la diète de Brandebourg (1^{er} mars) et à l'inauguration du monument de Guillaume I^{er} (18 mai), II, 206 et 207; — La question de l'arbitrage international au Reichstag (28 février), II, 208; — Discours du Trône au Reichstag (4 juillet), III, 61; Vote de la loi militaire (15 juillet), 62; — Origines du dissentiment russo-allemand (Bibl.), IV, 331.

ALLEMAGNE et RUSSIE au XIX^e siècle, par Ed. Simon (Bibl.), III, 364.

ALMANACH DE GOTH. — (Bibl.), IV, 339.

ALSACE-LORRAINE. — Formalités à remplir par les Français, II, 209; — Visite de Guillaume II (septembre), Discours, III, 330.

ANNALES de Droit commercial français, étranger et in-

ternational. — Sommaires : II, 241; III, 362; IV, 336.

ANNALES de l'École des Sciences politiques. — Sommaires : I, 383; II, 239; III, 123; IV, 235.

ARBITRAGE INTERNATIONAL.

— Discussion parlementaire aux Pays-Bas (8 décembre 1892), I, 372; — Organisation, en Suisse, de Tribunaux d'arbitrage, II, 158 et 159; III, 124; — La question de l'arbitrage international au Reichstag allemand (28 février), II, 208; — Discours du roi de Danemark sur la paix (avril), II, 212; — Discours du duc de Broglie à la Société d'histoire diplomatique (26 mai), II, 233; — Discussion à la Chambre des Communes, Déclaration de M. Gladstone, III, 122.

ARCHIV FÜR OFFENTLICHE RECHT. — Sommaire : II, 240.

ARCHIVES DIPLOMATIQUES. — Rapport au Ministre des Affaires étrangères sur les travaux de la Commission en 1892 et 1893, III, 111.

ARMÉE. — Recrutement en France en 1892, III, 115.

AUTRICHE-HONGRIE. — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 3, V. *Chemins de fer*; — Traité de commerce avec la Serbie (28 juillet/9 août 1892), III, 129; Protocole final, 163; Déclarations, 170; Convention sur les épizooties, 172; — Discussions des délégations (mai et juin), III, 63.

BELGIQUE. — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 3, V. *Chemins de fer*; —

mins de fer ; — Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord (16 novembre 1887), I, 129 ; Documents parlementaires, 132 ; — Arrangement avec l'Allemagne et la France sur l'échange des colis postaux (16 décembre 1892), II, 249 ; — Déclaration avec l'Angleterre sur les pêcheries de la mer du Nord (2 mai 1891), III, 12. — II. Vote d'une disposition constitutionnelle sur les colonies (15 juillet), III, 67.

BIBESCO (Règne de). — Ouvrage du prince G. Bibesco (Bibl.), IV, 236.

BISMARCK. — Discours aux instituteurs bavarois (août), III, 327 ; Echange de télégrammes avec l'Empereur, 329.

BRÉSIL. — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257 ; — Message présidentiel (3 avril 1893), III, 68 ; — Note relative aux préjudices causés aux étrangers par des faits insurrectionnels, IV, 215.

BULGARIE. — Modification de la Constitution, II, 210.

BULLETIN de la Société de Législation comparée. — Sommaires : I, 383 ; II, 241 ; IV, 334.

BULLETIN de Statistique et de Législation comparée. — Sommaires : I, 385 ; II, 242, 375 ; III, 126 ; IV, 337.

BULLETIN des Transports internationaux par chemins de fer. — Sommaires : I, 384 ; II, 242 ; III, 126 ; IV, 337.

BUREAU INTERNATIONAL de la propriété industrielle. Dotation, Protocole (15 av. 1891), I, 261.

BUREAUX INTERNATIONAUX pour la propriété littéraire et industrielle. — Organisation, II, 146.

CANADA. — Arrangement commercial avec la France (6 février), II, 224.

CHEMINS DE FER. — Transport des marchandises, Convention internationale (14 octobre 1890), I, 5 ; — Liste des lignes auxquelles s'applique la Convention, 21 ; Règlement relatif à l'institution d'un office central, 33 ; Dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention, 34 ; Prescriptions relatives aux objets admis au transport sous certaines conditions, 38 ; Protocole final, 45 ; *Exposé des motifs* soumis aux Chambres françaises, 46 ; *Rapport* à la Chambre des députés, 56. — V. *Bulletin des Transports internationaux*.

CHICAGO. — Exposition universelle, participation de la Suisse, II, 177 ; — Jury international, difficultés, 178-9 ; — Protestations au sujet de la constitution des jurys, III, 71.

CHILI. — Adhésion aux arrangements de l'Union postale, IV, 231.

CHINE. — Réception du Ministre d'Angleterre, II, 211.

CLEVELAND. — Discours à son installation comme président des Etats-Unis (4 mars), I, 365 ; — Inauguration de l'Exposition de Chicago, II, 212 ; — Message sur la question de l'argent (août), III, 332.

COLONIES. — Rapport à la Chambre des députés de France, III, 82.

COMMERCE. — Mesures douanières de la France à l'égard de la Suisse et réciproquement (27 et 30 décembre 1892), I, 85 et 86 ; Discussion, à la Chambre des députés de France et au Conseil national suisse, de l'arrangement commercial entre les deux pays, I, 89 et 124 ; — Application du Tarif minimum français aux produits du Maroc, I, 361 ; — Création d'une zone franche sur la frontière franco-belge, I, 363 ; — Convention commerciale entre l'Egypte et l'Italie (1^{er} févr. 1892), II, 5 ; — Relations commerciales de la Suisse, II, 163 ; — Arrangement franco-canadien (6 février), II, 224 ; — Message sur les rela-

tions commerciales franco-suisse (mars), II, 232 ; — Convention de commerce, France et Monténégro (18/30 juin 1892), II, 250 ; — Arrangement entre la France et la Serbie (3 juillet 1893), III, 10 ; — Arrangement entre l'Angleterre et la Serbie (4 juillet 1893), III, 12 ; — Traité de commerce austro-serbe (28 juillet/9 août 1892) et Tarifs annexés, III, 129 ; — Conventions commerciales de l'Espagne avec la Suède et la Norvège, IV, 241 et 246 ; — Relations commerciales de la France avec l'Espagne, IV, 321.

CONFÉRENCE monétaire. —

Tenue à Bruxelles (novembre-décembre 1892) : Protocoles, I, 143-198, 323-359 ; II, 15-116, 233-324 ; III, 25-38 ; — Discussion à la Chambre des Communes (28 février), I, 369 (18 août), III, 346.

CONGO (Etat indépendant du). — Décret sur la nationalité (27 décembre 1892), I, 199 ; — Acquisition éventuelle par la Belgique, III, 67.

CONSEIL fédéral suisse. — Compte de gestion pour 1892 ; Affaires étrangères, II, 143 ; — Administration de la justice, II, 328 ; — Cas de nature internationale, 332 ; — Etat civil et mariage, 342 ; Extradition, 354 ; Police des étrangers, 361.

CONVENTION sanitaire. — Du 30 janvier 1892 entre les diverses puissances européennes, IV, 5 ; Procès-verbal d'échange des ratifications (14 février 1893), 23.

CORRESPONDANT (Le). — Sommaires : I, 128, 256, 382 ; II, 238 ; III, 125 ; IV, 234 et 333.

DANEMARK. — Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord (16 novembre 1887), I, 129 ; Protocole, 132 ; — Discours du Roi sur la paix (avril), II, 212.

DANUBE. — Règlement de navigation arrêté par la Commission européenne (19 mai 1884), III, 293.

DOUANES. — Mesures de la France et de la Suisse (27 et 30 décembre 1892), I, 85 et 86 ; — Ap-

plication du Tarif minimum français aux produits du Maroc, I, 361 ; — Création d'une zone franche sur la frontière franco-belge, I, 363 ; — Observations sur les Tarifs douaniers en vigueur dans les Etats en relations commerciales avec la Suisse, II, 170 ; — Tarifs douaniers austro-serbes, III, 136 ; — Tarifs entre l'Espagne et la Norvège, IV, 249.

DROIT CIVIL. — Projet d'unification en Suisse, II, 330.

DROIT D'AUTEUR. — Sommaires : II, 241 ; III, 162 et 362 ; IV, 335.

DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ. — Conférence de la Haye (septembre), III, 350.

ÉGYPTÉ. — I. Convention commerciale avec l'Italie (1^{er} février 1892), II, 5 ; — Convention sanitaire (30 janvier 1892), IV, 5. — II. Discussions parlementaires en Angleterre (3 février), I, 251 ; (1^{er} mai), II, 227 ; — Analyse d'un *Livre bleu*, I, 254 ; — Dépêche relative au remplacement de Ministres égyptiens (16 février), I, 371 ; — Rapport de Lord Cromer sur l'état de l'Egypte (9 mars), 371 ; — Pétition des prêtres au Sultan, III, 70 ; — Rapport à la Chambre des députés de France sur la réforme judiciaire, III, 90. — Documents publiés par le Gouvernement français : I. *Mission des hauts commissaires* (1883-1886), III, 215. — II. *Négociations relatives à l'évacuation de l'Egypte* : pourparlers préliminaires (1886), III, 235. — III. *Pourparlers entre la Porte et le Cabinet de Londres* (1887), III, 247 ; Convention anglo-turque du 22 mai 1887 (non ratifiée), 262. — IV. *Abolition partielle de la corvée* (1885-1888), III, 270, et IV, 27. — V. Arrangement financier concernant la famille d'Ismail Pacha, IV, 47. — VI. *Tribunaux mixtes* (1888-1892), 59. — VII. *Impôt sur la propriété bâtie*, 85. — VIII. *Négociations relatives à la conversion de la dette publique égyptienne* (1889-90), IV, 117 et 257.

ÉMIGRATION. — Rapport du Conseil fédéral suisse pour 1892, II, 180.

ÉPIZOOTIES. — Convention austro-serbe (28 juillet/9 août 1892), III, 172.

ESPAGNE. — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257 ; — Conventions commerciales avec la Suède et la Norvège (27 juin 1892), IV, 241 et 246 ; — Relations commerciales avec la France, IV, 321.

ÉTABLISSEMENT. — Clauses du Traité de commerce austro-serbe (28 juillet/9 août 1892), III, 130, des Conventions commerciales de l'Espagne avec la Suède et la Norvège, IV, 241 et 246.

ÉTATS-UNIS. — Convention d'extradition avec la Russie (1887 et 1893), III, 5 ; — Programme présenté à la Conférence monétaire de Bruxelles, I, 163 ; — Circulaire sur l'entrée des navires transportant des émigrants (16 novemb. 1892), I, 201 ; — Discours du président Cleveland (4 mars), I, 365 ; — Loi sur l'immigration (3 mars 1893), III, 57 ; — Message présidentiel sur la question de l'argent (août) III, 332, V. *Chicago*.

ÉTRANGERS. — Situation en France, discussion parlementaire (6 mai), II, 221 ; — Police des étrangers en Suisse, II, 361 ; — Dénombrement des étrangers en France, III, 333 ; — Loi française sur le séjour des étrangers (8 août 1893), IV, 317.

EUROPE POLITIQUE (L') en 1892, par L. Sentupéry (Bibl.), II, 244 ; IV, 338.

EXPOSITION UNIVERSELLE. — V. *Chicago*.

EXTRADITION. — Convention entre les États-Unis et la Russie (1887 et 1893), III, 5 ; — Statistique en Suisse pour 1892, II, 354 ; — Statistique en France pour 1889, III, 117, et pour 1890, IV, 321.

FRANCE. — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 5, V. *Che-mins de fer* ; — Non ratification de la Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord, I, 132 et 133 ; — Arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257, et l'enregistrement international des marques de fabrique, 258 ; *Exposé des motifs*, 265 ; *Rapport* à la Chambre des députés, 271 ; — Arrangement avec l'Allemagne et la Belgique concernant l'échange des colis postaux (16 décembre 1892), II, 249 ; — Déclaration avec l'Angleterre sur la remise des correspondances par exprès (27 février 1893), II, 250 ; — Convention commerciale avec le Monténégro (18/30 juin 1892), II, 250 ; — Arrangement commercial avec la Serbie (5 juillet 1893), III, 10. — II. Application, à la Suisse, du Tarif général des douanes (30 décembre 1892), I, 85 ; — Loi appliquant le tarif minimum aux produits du Maroc (6 février 1893), I, 361 ; — Loi créant une zone franche sur la frontière franco-belge (17 février 1892), I, 363 ; — Arrangement commercial avec le Canada (6 février), II, 224 ; — Loi relative à la nationalité (22 juillet), III, 39 ; — Décret sur l'immigration océanienne dans la Nouvelle-Calédonie (14 juillet), III, 40 ; — Loi relative au séjour des étrangers (8 août 1893), IV, 317 ; — Règlement sur les prisonniers de guerre (24 mars 1893), IV, 163 ; — Affaires de Terre-Neuve, correspondance diplomatique (mai 1891-mai 1892), I, 63 ; — Rapport à la Chambre sur le service des colonies, III, 82 ; — Rapport sur la réforme judiciaire en Egypte, III, 90. — III. Discussion, à la Chambre des députés, de l'arrangement commercial avec la Suisse (22 et 24 décemb. 1892), I, 89 et 203 ; — Rapport à la Chambre des députés contre la ratification de la Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord, I, 135 ; — Discus-

sions, à la Chambre, sur la juridiction en matière d'offense ou d'outrage envers les souverains et les agents diplomatiques étrangers (6 mars), II, 212; sur le séjour des étrangers en France (6 mai), 221; sur Madagascar (16 mai), 367; — Affaires de Siam, III, 73-81; — Recrutement de l'armée en 1892, III, 415; — Discussion sur les relations commerciales avec l'Autriche (18 décembre), IV, 319. — IV Réception du premier *ambassadeur* des Etats-Unis (6 mai), II, 226; — Dénombrement des étrangers, III, 333; — Relations de la France et de l'Italie de 1878 à 1881 (à propos de la Tunisie) (Bibl.), III, 351; — Rapport sur l'application, en 1892, de la loi sur la nationalité, IV, 497; — Réception de l'escadre russe (octobre), IV, 215; — Le duc de Richelieu et l'alliance russe (Bibl.), IV, 233; — Relations commerciales franco-espagnoles, IV, 321.

FRONTIÈRES. — Questions de violation, rapport du Conseil fédéral suisse, II, 154-155; — Incident sur la frontière franco-espagnole (avril), II, 225.

GIBRALTAR. — Débat en Angleterre (19 décembre), IV, 322.

GRANDE-BRETAGNE. — I. Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord (16 novembre 1887), I, 129; Protocole, 132; — Arrangement concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257; — Arrangement avec Zanzibar pour l'administration de la justice, I, 371; — Traité passé par le gouverneur de Lagos avec un chef voisin, I, 372; — Traité relatif au mariage d'une petite-fille de la reine avec le prince héritier de Roumanie (2/15 décembre 1892), I, 380; — Déclaration avec la France pour la remise des correspondances par exprès (27 février 1893), II, 250; — Arrangement commercial avec la Serbie (4 juillet 1893), III, 42; — Déclaration avec la Belgique sur les pêcheries de la mer

du Nord (2 mai 1891), III, 42. — II. Discours du Trône (31 janvier), I, 245; — Analyse du *Home Rule Bill* présenté le 13 février, I, 246; — Discussions parlementaires; immigration des indigents (11 février), I, 249; — Affaires diverses, Egypte, Triple alliance (février), I, 251-253; — Question monétaire (28 février), I, 369; — Question d'Egypte (1^{er} mai), II, 227; — Vote du *Home Rule Bill* en 2^e lecture (21 avril), II, 229; — Rejet du *Home Rule Bill* à la Chambre des lords (septembre), III, 347; — Discours au banquet du lord-maire (9 novembre), IV, 225; — Discussions sur Gibraltar, l'augmentation de la marine (décembre), IV, 322. — III. Affaires de Terre-Neuve, correspondance diplomatique (mai 1891-mai 1892), I, 65; — Documents relatifs à l'Egypte, I, 371; — Recensement de l'Inde, III, 349; — L'Angleterre devant ses alliés (Bibl.), III, 428.

GRÈCE. — Différend avec la Roumanie au sujet de la succession Zappa, correspondance, I, 307-322; II, 116-141; — Inauguration du canal de Corinthe (6 août), III, 349.

GUATÉMALA. — Arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257, et l'enregistrement international des marques de fabrique, 258.

GUERRE. — Conférences, par Pillet, sur le droit de la guerre (Bibl.), II, 246. V. *Prisonniers de guerre*.

GUILLAUME II. — Discours à la diète de Brandebourg (1^{er} mars) et à l'inauguration du monument de Guillaume I^{er} (18 mai), II, 206 et 207; — Echange de télégrammes avec le prince de Bismarck, III, 329; — Voyage en Alsace-Lorraine (septembre), discours, III, 330.

HISTOIRE DIPLOMATIQUE (Société d'). — Assemblée générale, II, 233.

IMMIGRATION. — Circulaire de

- la Trésorerie des Etats-Unis (14 novembre 1892), I, 201; — Discussion parlementaire en Angleterre sur l'immigration des indigents (11 février), I, 249; — Décret français sur l'immigration océanienne en Nouvelle-Calédonie (11 juillet), III, 40; — Loi américaine sur l'immigration des ouvriers étrangers (3 mars), III, 57.
- INDE.** — Recensement, III, 349.
- ITALIE.** — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 5, V. *Chemins de fer*; — Convention commerciale avec l'Egypte (1^{er} février 1892), II, 5. — II. Cérémonie de Palestro (28 mai), II, 230; — Discussion parlementaire sur les affaires d'Abyssinie (13 juin), III, 122; — Relations de la France et de l'Italie de 1878 à 1881 (Bibl.), III, 351; — *Livre vert* sur les troubles d'Aigues-Mortes, IV, 226; — Déclaration de M. Crispi (décembre), IV, 324; — Les fonds italiens à l'étranger, IV, 323.
- JOURNAL du Droit international privé.** — Sommaires : I, 384; II, 240, 375; IV, 236.
- LAINÉ (Arm.).** — Consultation pour la Grèce dans l'affaire Zappa, IV, 133.
- LUXEMBOURG.** — Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 5, V. *Chemins de fer*; — vote d'une loi sur la police des étrangers (décembre), IV, 326; — Les relations internationales du Luxembourg (Bibl.), IV, 333.
- MACDONALD.** — Souvenirs (Bibl.), II, 243.
- MAC-MAHON (Maréchal).** — Discours prononcés à ses obsèques, IV, 220.
- MADAGASCAR.** — Discussions parlementaires en France (16 mai), II, 367; en Angleterre, III, 343-46.
- MARINE.** — Sinistres maritimes en 1891, III, 116.
- MAROC.** — Application du Tarif minimum français aux produits du Maroc, I, 361.
- MARQUES de fabrique.** — Arrangement concernant l'enregistrement international (14 avril 1891), I, 238.
- MARTENS (F. de).** — Recueil des Traités de la Russie (Bibl.), III, 126; — Mémoire sur le différend gréco-roumain, III, 191.
- MÉMORIAL DIPLOMATIQUE**
Sommaires : III, 362; IV, 337.
- MER DU NORD.** — Convention sur le trafic des spiritueux (16 novembre 1887), I, 129; Protocole, 132; Documents parlementaires belges, 132-133; Rapport à la Chambre des députés de France contre la ratification, 135; — Déclaration anglo-belge sur les pêcheries (2 mai 1891), III, 12.
- MONNAIES.** — V. *Conférence monétaire*. — Question monétaire à la Chambre des Communes (28 février), I, 369; — Convention pour le retrait des monnaies divisionnaires italiennes (15 novembre 1893) non ratifiée, IV, 222; — Message suisse pour la frappe de monnaies divisionnaires d'argent (décembre), IV, 330.
- MONTBÉLIARD.** — Centenaire de la réunion à la France, III, 338.
- MONTÉNÉGRE.** — Convention de commerce et de navigation avec la France (18/20 juin 1892), II, 250.
- NAPOLÉON et ALEXANDRE I^{er},** par A. Vandal (Bibl.), III, 363.
- NATIONALITÉ.** — Décret du Congo (27 décembre 1892), I, 199; — Options de nationalité en Suisse, II, 164 et 165; — Questions discutées en 1892 en Suisse, II, 362; — Loi française (22 juillet), III, 39; — Rapport sur l'application, en 1892, de la loi française sur la nationalité, IV, 197.
- NATURALISATION.** — Statistique en Suisse, II, 161; — Statistique en France pour 1892, IV, 200.
- NORVÈGE.** — Convention commerciale avec l'Espagne (27 juin

- 1892), IV, 246 ; Protocole pour l'établissement d'un service de navigation, 251.
- OFFICE CENTRAL.** — Institution pour les transports par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 33.
- UGANDA.** — Discussion parlementaire en Angleterre (février), I, 251-253 ; *Livre bleu*, 253.
- PASQUIER.** — Mémoires (Bibl.), II, 244.
- PAYS-BAS.** — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 5, V. *Chemins de fer* ; — Convention sur le trafic des spiritueux dans la mer du Nord (16 novembre 1887), I, 129 ; — Arrangement sur l'enregistrement international des marques de fabrique, I, 258 ; — Discussion parlementaire sur l'arbitrage international (8 décembre 1892), I, 372 ; — Conférence de droit international privé (septembre), III, 350 ; — Chronique parlementaire, IV, 229.
- PÊCHERIES.** — Déclaration anglo-belge pour la mer du Nord (2 mai 1891), III, 12.
- PICOT (Georges).** — Discours sur les rapports internationaux (3 décembre 1892), I, 126.
- PORTUGAL.** — Arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257, et l'enregistrement international des marques de fabrique, 258 ; Ratification (31 octobre 1893), IV, 232.
- POSTES.** — Échange de colis postaux, Allemagne, Belgique, France (16 décembre 1892), II, 249 ; — Remise des correspondances par exprès, déclaration anglo-française (27 février 1893), II, 250.
- PRISONNIERS DE GUERRE.** — Règlement français (21 mars 1893), IV, 163.
- PROPRIÉTÉ Industrielle.** — Arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257, l'enregistrement international des marques de fabrique, 258 ; — Dotation du bureau international (15 avril 1891), I, 261 ; — Protocole déterminant l'interprétation et l'application de la Convention de 1883 (15 avril 1891) non ratifié, I, 262 ; — Organisation du Bureau international, II, 146 ; — Clauses du Traité de commerce austro-serbe (28 juillet/9 août 1892), III, 133 et 134, des Conventions commerciales de l'Espagne avec la Suède et la Norvège (27 juin 1892), IV, 243 et 248.
- PROPRIÉTÉ Industrielle (La).** — Sommaires : I, 128, 384 ; II, 242, 374 ; III, 126 et 362 ; IV, 335.
- PROPRIÉTÉ Littéraire.** — Ajournement de la Convention franco-brésilienne, III, 69.
- RAPPORTS INTERNATIONAUX.** — Considérations générales, discours de G. Picot, I, 126.
- RECUEIL des Traités de la France,** par de Clercq (Bibl.), I, 256.
- RENAULT.** — Réponse à des questions posées par le Gouvernement roumain, III, 188.
- RÉVOLUTION.** — La France pendant la Révolution, par le vicomte de Broc (Bibl.), II, 245.
- REVUE Algérienne et Tunisienne.** — Sommaire : II, 242 ; IV, 336.
- REVUE de Droit international et de Législation comparée.** — Sommaires : I, 383 ; II, 240 ; III, 361 ; IV, 236 et 334.
- REVUE des Deux-Mondes.** — Sommaires : I, 128, 2^e 3, 382 ; II, 238, 374 ; III, 124, 360 ; IV, 234 et 333.
- REVUE d'Histoire diplomatique.** — Sommaires : I, 383 ; II, 239 ; III, 125 ; IV, 235.

REVUE générale de droit international public. — Programme, IV, 339.

REVUE Politique et Littéraire. — Sommaires : I, 236, 382 ; II, 238 ; III, 125 et 361 ; IV, 235 et 334.

RICHELIEU. — Histoire par Hannotaux (Bibl.), II, 243.

ROUMANIE. — Traité relatif au mariage du prince héritier (3/15 décembre 1892), I, 380 ; — Différend avec la Grèce au sujet de la succession Zappa, correspondance, I, 307-322 ; II, 116-141, V. *Affaire Zappa* ; — Ouverture de la session (27 novembre), IV, 230 ; — Discussion sur la politique étrangère (13 décembre), IV, 326.

RUPPERT. — Les relations internationales du Luxembourg (Bibl.), IV, 338.

RUSSIE. — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 5, V. *Chemins de fer* ; — Convention d'extradition avec les Etats-Unis (1887 et 1893, III, 5) ; — Convention avec l'Autriche-Hongrie pour le raccordement de chemins de fer (2/14 janv. 1893), IV, 253. — Recueil des Traités, par F. de Martens (Bibl.), III, 126 ; — Origines du dissentiment russo-allemand (Bibl.), IV, 331.

SERBIE. — Arrangement commercial avec la France (5 juillet 1893), III, 10 ; — Arrangement avec l'Angleterre (4 juillet 1893), III, 12 ; — Traité de commerce avec l'Autriche-Hongrie (28 juillet/9 août 1892), III, 129 ; Tarifs, 136 ; Protocole final, 165 ; Déclarations, 170 ; Convention sur les épizooties, 172.

SIAM. — Conflit avec la France, discussion parlementaire (juillet), III, 73 ; Ultimatum, 79 ; Réponse du Gouvernement siamois, 80 ; Acceptation de l'ultimatum, 81 ; — Discussions au Parlement anglais, III, 118, 339-345.

SOUVERAINS ÉTRANGERS. — Offenses, juridiction compétente, discussion parlementaire en France (6 mars), II, 212.

SPIRITUEUX. — Trafic dans la mer du Nord, Convention internationale (16 novembre 1887), I, 129.

SUÈDE. — Convention commerciale avec l'Espagne (27 juin 1892), IV, 241.

SUISSE. — I. Convention pour le transport par chemins de fer (14 octobre 1890), I, 5 ; — Arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257, et l'enregistrement international des marques de fabrique, 258. — II. Mesures douanières à l'égard de la France (27 décembre 1892), I, 86 ; Discussion au Conseil national de l'arrangement commercial avec la France, 124 ; Message sur les relations commerciales avec la France (mars), II, 252 ; — Compte de gestion du Conseil fédéral pour 1892, II, 143, 325 ; — Assemblée fédérale, ouverture de la session (5 juin), II, 371 ; — Renouvellement du Conseil fédéral (décembre), IV, 329 ; — Message relatif à la frappe de monnaies divisionnaires d'argent (14 décembre), IV, 330.

TERRE-NEUVE. — Correspondance diplomatique (mai 1891-mai 1892), I, 65 ; — Discussions à la Chambre des lords (29 juin), III, 117 ; à la Chambre des Communes (7 septembre), III, 345-46.

TRAITE DES NOIRS. — Bureau pour l'échange des renseignements, III, 67.

TRAITÉS. — Conséquences des transformations territoriales, par Kiatibian (Bibl.), II, 247.

TRAITÉS internationaux. — Publication, union internationale projetée, circulaire du Conseil fédéral suisse (4 octobre 1892), II, 149.

TRIBUNAUX mixtes égyptiens. Correspondance 1888-1892, IV, 59.

TUNISIE. — Arrangements concernant la répression des fausses indications de provenance (14 avril 1891), I, 257, et l'enregistre-

ment international des marques de fabrique, 258 ; — Relations de la France et de l'Italie de 1878 à 1881 (à propos de la Tunisie) (Bibl.), III, 351.

TURQUIE. — Mission des hauts commissaires en Egypte (1885-1886), correspondance, III, 215-235 ; Négociations entre la Porte et le Cabinet de Londres pour l'évacuation de l'Egypte (1887), III, 247 ; Convention anglo-turque du 22 mai 1887 (non ratifiée), 262.

TURQUIE et Hellénisme contemporain, par V. Bérard (Bibl.), III, 364.

UNION internationale. — Transport des marchandises, V. *Chemins de fer*.

UNION internationale pour la Propriété industrielle. — Ar-

rangements divers (14 avril 1891) I, 257-262. V. *Propriété industrielle*.

VANDAL (Albert). — Napoléon et Alexandre I^{er} (Bibl.), III, 363.

WEISS (And.). — Consultation pour la Grèce dans l'affaire Zappa, IV, 127.

WOESTE. — Réponse à des questions posées par le Gouvernement roumain, III, 187.

ZANZIBAR. — Arrangement de la Grande Bretagne au sujet de l'administration de la justice, I, 371 ; — Mort du Sultan (5 mars), II, 230.

ZAPPA (Affaire). — Différend gréco-roumain, I, 307-322 ; II, 116-141 ; III, 181-194 ; Mémoire de F. de Martens, III, 191 ; — Consultations de MM. Weiss, IV, 127, et Lainé, 133.

Le Gérant : FÉCHOZ.

Arcis-sur-Aube. — Imp. LÉON FRÉMONT.

